

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1674

[99/09445]

25 MAI 1999. — Arrêté royal
fixant l'entrée en vigueur de la loi du 10 février 1999
modifiant l'article 574 du Code judiciaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Vu la loi du 10 février 1999, modifiant l'article 574 du Code
judiciaire, notamment l'article 3;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur le jour de la publication du présent
arrêté au *Moniteur belge* :
1° la loi du 10 février 1999, modifiant l'article 574 du Code
judiciaire;
2° le présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du
présent arrêté.
Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1674

[99/09445]

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van
inwerkingtreding van de wet van 10 februari 1999 tot wijziging
van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Gelet op de wet van 10 februari 1999 tot wijziging van artikel 574
van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid artikel 3;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*
wordt bekendgemaakt, treden in werking :
1° de wet van 10 februari 1999 tot wijziging van artikel 574 van
het Gerechtelijk Wetboek;
2° dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van
dit besluit.
Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1675

[C - 99/09649]

4 JUIN 1999. — Arrêté royal relatif au prélèvement sanguin en vue du
dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une
influence sur les capacités de conduite d'un véhicule

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Vu l'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle;
Vu la loi du 1^{er} juin 1849 sur la révision des tarifs en matière
criminelle, notamment l'article 10;
Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par
l'arrêté royal du 16 mars 1968, notamment l'article 64 ainsi que l'arti-
cle 63, § 1^{er}, 3° et 4°, ainsi que les §§ 2 et 3, modifiés par la loi du
16 mars 1999;
Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1994 modifiant l'arrêté royal du
5 novembre 1971 portant création et érection en établissement scienti-
fique de l'Etat de l'Institut National de Criminalistique et l'arrêté royal
du 9 novembre 1992 portant restructuration de l'Ecole de Criminologie
et de Police Scientifique en raison de son intégration dans l'Institut
National de Criminalistique, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,
notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacées par la loi du 4 juillet 1989 et
modifiée par la loi du 4 août 1996 ;
Vu l'urgence;
Considérant que la loi du 16 mars 1999 modifiant la loi relative à la
police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, incrimine
entre autres les conducteurs de véhicules lorsque sont décelées dans
l'organisme des substances qui influencent les capacités de conduite;
qu'il ressort clairement de nombreuses études scientifiques préalables à

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1675

[C - 99/09649]

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de bloedproef met het
oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol
die de rijvaardigheid beïnvloeden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Gelet op artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van Strafvordering;
Gelet op de wet van 1 juni 1849 op de herziening van de tarieven in
strafzaken, inzonderheid op artikel 10;
Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer,
gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, inzonder-
heid op artikel 64 alsook artikel 63, § 1, 3° en 4°, alsook de §§ 2 en 3,
gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999;
Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1994 tot wijziging
van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot instelling van een
Nationaal Instituut voor Criminalistiek met het statuut van wetenschap-
pelijke inrichting van de Staat en van het koninklijk besluit van
9 november 1992 houdende herstructurering van de School van
Criminologie en Criminalistiek wegens de integratie ervan in het
Nationaal Instituut voor Criminalistiek, inzonderheid op artikel 2;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op
12 mei 1999;
Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op
28 mei 1999;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op
12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van
4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Overwegende dat de wet van 16 maart 1999 tot wijziging van de wet
betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968,
voorziet in de strafbaarstelling van onder meer de bestuurders van voertui-
gen bij wie in het organisme stoffen worden aangetroffen, die de rijvaardig-
heid beïnvloeden; dat uit de vele wetenschappelijke onderzoeken die aan de

l'élaboration de cette loi et du rapport scientifique joint à l'exposé des motifs du projet de loi que la présence desdites substances et l'influence qu'elles exercent sur les capacités de conduite comportent un risque sérieux et réel pour la sécurité routière, de sorte qu'il convient d'exécuter au plus tôt la loi précitée, en particulier en ce qui concerne le prélèvement sanguin; qu'il est par conséquent urgent de fixer les modalités selon lesquelles il convient d'effectuer le prélèvement sanguin en vue de l'analyse du sang ainsi que l'analyse du sang elle-même;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sous les sanctions prévues par l'article 10 de la loi du 1^{er} juin 1849 sur la révision des tarifs en matière criminelle, le médecin requis d'opérer un prélèvement sanguin, en vertu de l'article 44bis du Code d'instruction criminelle ou de l'article 63 § 1^{er}, 3° et 4°, de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, telle que modifiée par la loi du 16 mars 1999, ne peut s'abstenir de procéder à ce prélèvement que si ses constatations font apparaître une contre-indication formelle à cette mesure ou s'il reconnaît fondé le motif légitime qu'invoque, pour s'y soustraire, la personne qui doit subir la prise de sang.

Le médecin qui dans l'une ou l'autre de ces éventualités estime ne pas devoir procéder au prélèvement sanguin, relate dans un rapport établi sur-le-champ les raisons de son abstention. Ce rapport est remis à l'autorité requérante. Il peut l'être sous pli fermé si le médecin n'a pas été requis par un magistrat ou si la remise ne peut pas être faite directement au magistrat requérant. Le rapport, ou le pli qui le contient est annexé aussitôt au procès-verbal.

Au cas où la personne qui doit subir le prélèvement sanguin ne se soumet pas à l'intervention du médecin requis, le fait est constaté dans le procès-verbal dressé par l'autorité requérante.

Art. 2. Lorsque le prélèvement est ordonné en vertu de l'article 63, § 1^{er}, 3° et 4°, de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, l'autorité requérante et le médecin requis remplissent un formulaire dont le modèle constitue l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le prélèvement est effectué par voie veineuse. L'autorité requérante remet à cet effet au médecin un système de prélèvement sanguin, contenant :

1° Deux tubes stériles, sous vide permanent (ou sous vide in-situ), de 7 ml au moins, en verre blanc et neutre. Les tubes porteront un numéro d'identification ;

2° une aiguille stérile et résistante, en nickel ou en alliage inoxydable. Elle accompagnera le tube de prélèvement avec un adaptateur adéquat ;

3° un tampon avec un antiseptique ;

4° un pansement occlusif, constitué par un sparadrap perforé, garni d'une bande de gaze.

L'ensemble est placé dans un emballage capable d'assurer une protection efficace pour le transport.

Le vide permanent à l'intérieur du tube demeuré intact, devra persister pendant un an de manière à permettre un remplissage normal durant ce laps de temps.

Le tube doit contenir du fluorure de sodium sec (2,0 +/- 0,5 mg/ml sang) en combinaison avec de l'EDTA (1-2 mg/ml sang) ou de l'oxalate de potassium (1,5-2,5 mg/ml sang).

Huit étiquettes adhésives ainsi qu'un mode d'emploi spécifique de l'appareillage seront joints à chaque système de prélèvement reprenant le texte ci-après, imprimé en néerlandais et en français.

« Mode d'emploi :

1° Placer l'aiguille sur l'adaptateur.

2° Après le placement du garrot autour du bras, prendre le tampon imbibé d'antiseptique, désinfecter soigneusement la peau avec celui-ci et ponctionner avec l'aiguille.

3° Maintenir l'aspiration jusqu'à ce que la quantité voulue de sang ait été obtenue (14 ml au moins) (2 X 7 ml).

4° Agiter chaque tube afin d'assurer le mélange de l'anticoagulant et du sang.

5° Le prélèvement sanguin opéré, le corps de chaque tube de prélèvement est immédiatement pourvu d'une étiquette portant les nom et prénoms de la personne qui a subi le prélèvement ainsi que la

totstandkoming van deze wet zijn voorafgegaan, alsook uit het wetenschappelijk verslag gevoegd bij de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet duidelijk blijkt dat de aanwezigheid van dergelijke stoffen en de invloed ervan op de rijvaardigheid een reëel en ernstig gevaar vormen voor de verkeersveiligheid, zodat voornoemde wet zo spoedig mogelijk ten uitvoer moet worden gelegd, inzonderheid met betrekking tot de bloedproef; dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de voorwaarden te bepalen waaronder de bloedproef met het oog op de bloedanalyse en de bloedanalyse zelf moeten plaatsvinden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op straffe van de sancties bepaald in artikel 10 van de wet van 1 juni 1849 op de herziening van de tarieven in strafzaken kan de geneesheer die krachtens artikel 44bis van het Wetboek van Strafvordering of krachtens artikel 63, § 1, 3° en 4°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999, wordt opgevorderd om een bloedproef te verrichten, zich daarvan slechts onthouden wanneer zijn bevindingen een formele contra-indicatie tegen deze maatregel opleveren of wanneer hij de reden die de persoon op wie de bloedproef moet worden verricht, aanvoert om zich eraan te onttrekken, als gegronnd erkent.

De geneesheer die in een van deze gevallen van oordeel is dat hij de bloedproef niet moet verrichten, vermeldt in een onmiddellijk op te maken verslag de redenen waarom hij zich onthoudt. Dit verslag wordt aan de opvorderende overheid bezorgd. Zulks kan onder gesloten omslag geschieden ingeval de geneesheer niet door een magistraat is opgevorderd of ingeval het verslag niet rechtstreeks aan de opvorderende magistraat kan worden overhandigd. Het verslag of de omslag die het verslag bevat, wordt terstond bij het proces-verbaal gevoegd.

Ingeval de persoon op wie de bloedproef moet worden verricht, zich niet aan de ingreep van de opgevorderde geneesheer onderwerpt, wordt daarvan melding gemaakt in het door de opvorderende overheid opgemaakte proces-verbaal.

Art. 2. Wanneer de bloedproef wordt bevolen krachtens artikel 63, § 1, 3° en 4°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, vullen de opvorderende overheid en de opgevorderde geneesheer een formulier in waarvan het model de bijlage bij dit besluit uitmaakt.

Art. 3. Het bloed wordt aan de ader afgenomen. De opvorderende overheid overhandigt daartoe aan de geneesheer een bloedafnamesysteem dat volgende elementen bevat :

1° Twee steriele buizen onder permanent vacuüm (of onder vacuüm in-situ) met een inhoud van ten minste 7 ml uit wit neutraal glas. De buizen moeten een identificatienummer dragen;

2° een steriele en onbuigzame naald vervaardigd uit nikkel of uit een roestvrije legering. Zij moet worden gevoegd bij de afnamebuis met een aangepaste adapter;

3° een tampon met een antisepticum;

4° een occlusief verband dat bestaat uit een geperforeerd kleefpleister voorzien van een gaasverband.

Het geheel wordt in een verpakking geplaatst die bij het vervoer een efficiënte bescherming biedt.

Het permanent vacuüm in de afnamebuis moet gedurende een jaar intact en stabiel blijven zodat de vulling gedurende die tijd normaal kan verlopen.

De afnamebuis moet droog natriumfluoride (2,0 +/- 0,5 mg/ml bloed) in combinatie met EDTA (1-2 mg/ml bloed) of met kaliumoxalaat (1,5-2,5 mg/ml bloed) bevatten.

Acht kleefbriefjes, alsmede een specifieke gebruiksaanwijzing van het afnamesysteem worden bij ieder afnamesysteem gevoegd met de volgende gedrukte tekst in het Nederlands en in het Frans.

« Gebruiksaanwijzing

1° De naald op de adapter plaatsen.

2° Rond de arm een knevelverband aanbrengen, daarna de huid zorgvuldig ontsmetten met de tampon doordrenkt met antisepticum en met de naald een punctie uitvoeren.

3° De aanzuiging laten verlopen totdat de gewenste hoeveelheid bloed is verkregen (ten minste 14 ml) (2 X 7 ml).

4° Elke buis schudden om het anticoagulans en het bloed te mengen.

5° Na de bloedafname op elke buis onmiddellijk een etiket aanbrengen waarop de naam en de voornamen van de persoon op wie de bloedproef is verricht, alsook de datum en het nummer van het

date et le numéro du procès-verbal. Cette étiquette ne peut recouvrir le numéro d'identification du tube de prélèvement. »

Le médecin procède avec tous les soins habituels d'asepsie.

Le prélèvement sanguin doit être de 14 ml au moins.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, peut déterminer d'autres conditions auxquelles doit répondre le système de prélèvement sanguin.

Art. 4. Le prélèvement sanguin opéré, le corps de chaque tube est immédiatement pourvu d'une étiquette portant les nom et prénoms de la personne qui a subi le prélèvement sanguin ainsi que la date et le numéro du procès-verbal.

Art. 5. Lorsque la personne soumise au prélèvement sanguin est assistée d'un médecin de son choix, celui-ci peut faire acter dans le procès-verbal les observations qu'il estime devoir formuler.

Art. 6. Le médecin requis remet l'échantillon de sang prélevé à l'autorité requérante qui l'envoie immédiatement et par la voie la plus rapide au laboratoire agréé que l'autorité judiciaire aura désigné.

Art. 7. L'autorité judiciaire requiert, pour effectuer l'analyse du sang, un expert de l'Institut National de Criministique et de Criminologie ou un expert opérant dans un laboratoire agréé par le Ministre de la Justice.

L'expert procède à l'analyse aussi rapidement que les circonstances le permettent et transmet son rapport dans les quatorze jours de calendrier de la réception du réquisitoire et de l'échantillon de sang l'accompagnant.

Avant de procéder à l'analyse, l'échantillon doit être conservé debout à une température de + 4 °C.

Le laboratoire auquel est attaché l'expert conserve le surplus de l'échantillon à une température de - 20 °C jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du prélèvement sanguin après quoi il est détruit.

Le § 2 de l'article 44bis du Code d'instruction criminelle est applicable à l'expert appelé à effectuer l'analyse.

Art. 8. L'analyse du sang est effectuée suivant la méthode décrite au § 2 de l'article 63 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, tel que modifié par la loi du 16 mars 1999.

Art. 9. L'officier du ministère public ou le juge d'instruction notifie les résultats de l'analyse à la personne dont le sang a été prélevé, le plus tôt possible et au plus tard dans les trente jours de calendrier à partir de l'expiration du délai de quatorze jours calendriers prévu à l'article 7, alinéa 2.

La notification est faite par pli recommandé à la poste. Elle est réputée faite le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés. Elle peut également être faite verbalement par le magistrat ou par l'officier de la police judiciaire qu'il délègue; il est dressé, dans ce cas, procès-verbal de cette notification.

L'intéressé est en même temps averti que, s'il estime devoir faire procéder à une contre-expertise, il doit user de ce droit dans les quatorze jours calendriers à compter du jour de la notification.

Art. 10. L'intéressé qui entend faire procéder à une contre-expertise, doit adresser une demande à cette fin, par pli recommandé à la poste, à un des laboratoires décrits à l'article 7 choisi par lui ou à un expert opérant dans un tel laboratoire. Il transmet en même temps, par pli recommandé, une copie de cette demande au magistrat qui a fait la notification prévue à l'article 9. La demande et la transmission sont réputées réalisées à l'égard du laboratoire ou de l'expert choisi le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés.

La demande doit mentionner les nom et prénoms du requérant, le laboratoire dans lequel a été effectuée l'analyse et, si la demande est adressée à ce même laboratoire ou à un expert y opérant, le nom du conseil technique éventuellement choisi par l'intéressé pour contrôler la contre-expertise.

La contre-expertise doit être effectuée conformément aux règles fixées à l'article 8. Les résultats en sont remis à l'intéressé avant l'expiration d'un délai de trente jours de calendrier à compter de la réception de la

proces-verbaal zijn vermeld. Dit etiket mag het identificatienummer van de afnamebuis niet bedekken.»

De geneesheer gaat te werk met alle gebruikelijke voorzorgen inzake asepsie.

De bloedafname moet ten minste 14 ml bloed bedragen.

De Minister bevoegd voor Volksgezondheid kan andere voorwaarden bepalen waaraan het bloedafnamesysteem moet voldoen.

Art. 4. Nadat de bloedafname is verricht, wordt op elke buis onmiddellijk een etiket aangebracht waarop de naam en de voornamen van de persoon op wie de bloedafname is verricht, alsook de datum en het nummer van het proces-verbaal zijn vermeld.

Art. 5. Wanneer de persoon op wie de bloedafname is verricht, wordt bijgestaan door een geneesheer van zijn keuze, kan deze laatste in het proces-verbaal de opmerkingen doen optekenen die hij meent te moeten maken.

Art. 6. De opgevorderde geneesheer bezorgt het bloedmonster aan de opvorderende overheid, die het onmiddellijk langs de vlugste weg, toezendt aan het erkend laboratorium dat de gerechtelijke overheid heeft aangewezen.

Art. 7. De gerechtelijke overheid vordert hetzij een deskundige van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, hetzij een deskundige werkzaam in een door de Minister van Justitie erkend laboratorium op, om de bloedanalyse te verrichten.

De deskundige verricht de analyse zo spoedig als de omstandigheden het toelaten en legt zijn verslag over binnen veertien kalenderdagen te rekenen van de ontvangst van de vordering en van het bijbehorende bloedmonster.

Vooraleer de analyse wordt verricht, moet het bloedmonster rechtop en bij een temperatuur van + 4 °C worden bewaard.

Het laboratorium waaraan de deskundige verbonden is, bewaart het restant van het bloedmonster bij een temperatuur van - 20 °C gedurende een termijn van zes maanden te rekenen van de bloedafname, waarna het wordt vernietigd.

Artikel 44bis, § 2, van het Wetboek van Strafvordering is van toepassing op de deskundige gevorderd om de analyse te verrichten.

Art. 8. De bloedanalyse vindt plaats volgens de methode omschreven in artikel 63, § 2, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999.

Art. 9. De ambtenaar van het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter stelt de persoon op wie de bloedafname is verricht, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen dertig kalenderdagen te rekenen van het verstrijken van de termijn van veertien kalenderdagen bedoeld in artikel 7, tweede lid, in kennis van het resultaat van de analyse.

De kennisgeving geschiedt bij ter post aangetekende brief. Zij wordt geacht te zijn geschiedt de dag volgend op die waarop de brief op de post is afgegeven, zon- en feestdagen daarin niet begrepen. Ze kan ook mondeling geschieden door de magistraat of door de officier van gerechtelijke politie aan wie hij daartoe opdracht geeft; in dit geval wordt van de kennisgeving proces-verbaal opgemaakt.

De betrokkene wordt terzelfder tijd gewaarschuwd dat hij, indien hij meent een tegen-expertise te moeten laten verrichten, hij van dit recht gebruik moet maken binnen veertien kalenderdagen te rekenen van de dag van de kennisgeving.

Art. 10. De betrokkene die een tegen-expertise wil laten verrichten, moet daartoe, bij ter post aangetekende brief, een aanvraag richten aan één van de laboratoria vermeld in artikel 7 en door hem gekozen of aan een deskundige werkzaam in een dergelijk laboratorium. Terzelfder tijd zendt hij bij aangetekende brief een afschrift van die aanvraag aan de magistraat die de kennisgeving bedoeld in artikel 9 heeft verricht. De aanvraag en de toezending worden geacht ten aanzien van het gekozen laboratorium of van de gekozen deskundige te zijn gedaan de dag volgend op die waarop de afgifte ter post heeft plaatsgehad, zon- en feestdagen daarin niet begrepen.

In de aanvraag moeten de naam en de voornamen van de verzoeker worden vermeld, alsook het laboratorium waar de analyse werd verricht en indien de aanvraag aan hetzelfde laboratorium of aan een aldaar werkzaam deskundige wordt gericht, in voorkomend geval de naam van de technische raadsman die betrokkene heeft gekozen om op de tegen-expertise toezicht te houden.

De tegen-expertise moet worden verricht overeenkomstig de in artikel 8 bepaalde regels. De resultaten ervan worden aan betrokkene bezorgd binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van

demande et les autorités judiciaires sont en même temps informées de cette communication par le laboratoire.

Si l'intéressé entend faire procéder à la contre-expertise dans un laboratoire autre que celui dans lequel a été effectuée l'analyse, ce dernier transmet au plus tôt, sur la demande qui lui en est faite, l'échantillon de sang au laboratoire choisi. Ce dernier restitue le surplus de l'échantillon au laboratoire qui a effectué la première analyse et qui en assure la conservation conformément à l'article 7.

Art. 11. L'agrération des laboratoires, prévue par l'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle et par l'article 64 de la loi relative à la circulation routière, coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, est accordée par Nous, dans les conditions déterminées à l'article 12, sur avis du procureur général près la Cour d'appel dans le ressort duquel le laboratoire est établi.

Les demandes d'agrération doivent être adressées par écrit au Ministre de la Justice.

Art. 12. L'agrération visée à l'article 11, ne peut être accordée que si le demandeur établit :

1° que la conservation du sang prélevé est assurée dans les conditions adéquates et que l'analyse de celui-ci est effectuée sous l'autorité et le contrôle d'une personne de conduite irréprochable, offrant les garanties voulues de compétence et d'expérience qui résultent, d'une part, de la possession d'un diplôme de pharmacien, de docteur en médecine, de docteur ou licencié en sciences chimiques ou de licencié en sciences biochimiques et, d'autre part, de la justification d'une pratique des analyses en toxicologie médico-légale d'au moins cinq ans;

2° que le laboratoire dispose des installations, de l'appareillage, du matériel et des produits nécessaires pour assurer la conservation des échantillons de sang et y déterminer le taux de substances mentionnées dans l'article 37bis de la loi relative à la sécurité routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 tel que modifié par la loi du 16 mars 1999;

3° qu'un service de réception des échantillons de sang y est organisé ;

4° que le laboratoire ait satisfait à un essai d'intercomparaison organisé par le Ministre de la Justice.

Art. 13. Pour conserver l'agrération, les laboratoires doivent se soumettre au moins deux fois par an à leurs frais à l'essai d'intercomparaison organisé par le Ministère de la Justice et y satisfaire.

L'agrération peut être suspendue ou retirée par Nous si les conditions énoncées aux articles précédents cessent d'être réunies.

Art. 14. Jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le prélèvement sanguin peut également être opéré à l'aide des vénules actuellement en usage pour le dosage de l'alcool tel que prévu par l'arrêté royal du 10 juin 1959. Dans ce cas, au moins trois tubes doivent être remplis.

Art. 15. En attendant leur agrération, les laboratoires qui remplissent les conditions prévues à l'article 12, 1°, 2° et 3°, et agréés sur la base de l'arrêté royal du 10 juin 1959, peuvent effectuer les analyses de sang pendant une période de 2 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

de ontvangst van de aanvraag. De gerechtelijke overheid wordt terzelfder tijd door het laboratorium in kennis gesteld van deze mededeling.

Indien betrokkene de tegen-expertise wil laten verrichten in een ander laboratorium dan dat waar de analyse heeft plaatsgevonden, bezorgt dit laatste op het hem daartoe gedaan verzoek, het bloedmonster zo spoedig mogelijk aan het gekozen laboratorium. Dit laatste bezorgt het restant van het bloedmonster terug aan het laboratorium dat de eerste analyse heeft verricht en het overeenkomstig artikel 7 bewaart.

Art. 11. De erkenning van de laboratoria bepaald in artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 64 van de wet betreffende politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, geschiedt door Ons onder de voorwaarden bepaald in artikel 12, op advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep in wiens rechtsgebied het laboratorium is gevestigd.

De aanvragen tot erkenning moeten schriftelijk aan de Minister van Justitie worden gericht.

Art. 12. De erkenning bedoeld in artikel 11 kan enkel geschieden indien de verzoeker bewijst :

1° dat de bewaring van het afgenomen bloed onder passende omstandigheden wordt gewaarborgd en dat de analyse ervan wordt verricht onder het gezag en het toezicht van een persoon van onbesproken gedrag, die de gewenste waarborgen biedt inzake bevoegdheid en ervaring, welke respectievelijk blijken uit het bezit van een diploma van apotheker, van doctor in de geneeskunde, van doctor of licentiaat in de scheikundige wetenschappen of van licentiaat in de biochemische wetenschappen en uit het bewijs dat hij gedurende ten minste vijf jaren analyses inzake medico-legale toxicologie heeft verricht;

2° dat het laboratorium beschikt over de installatie, de apparatuur, het materieel en de producten nodig om de bewaring van de bloedmonsters te waarborgen en om het gehalte daarin te bepalen van de stoffen bedoeld in artikel 37bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999;

3° dat in het laboratorium een dienst voor het in ontvangst nemen van de bloedmonsters georganiseerd is;

4° dat het laboratorium voldoet aan een ringtest, georganiseerd door de Minister van Justitie.

Art. 13. Om de erkenning te behouden, moeten de laboratoria zich minstens twee keer per jaar op eigen kosten onderwerpen aan de ringtest die het ministerie van Justitie organiseert en daaraan voldoen.

Wij kunnen de erkenning opschorten of intrekken indien niet meer is voldaan aan de voorwaarden omschreven in de voorafgaande artikelen.

Art. 14. Tot het verstrijken van een termijn van een jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit kan de bloedproef eveneens worden verricht aan de hand van de venulen die thans worden gebruikt voor de vaststelling van het alcoholgehalte overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 juni 1959. In dat geval moeten ten minste drie buizen worden gevuld.

Art. 15. In afwachting van de erkenning kunnen de laboratoria die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 12, 1°, 2° en 3°, en erkend zijn op grond van het koninklijk besluit van 10 juni 1959, de bloedanalyses verrichten gedurende een periode van twee jaar te rekenen van de datum van de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Annexe à l'arrêté royal du 4 juin 1999 relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une influence sur les capacités de conduite d'un véhicule

**FORMULAIRE EN APPLICATION DE L'ART. 2 DE L'ARRÊTE ROYAL RELATIF AU
PRELEVEMENT SANGUIN EN VUE DU DOSAGE D'AUTRES SUBSTANCES QUE L'ALCOOL
SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE SUR LES CAPACITES DE CONDUITE D'UN VEHICULE**

Première partie – A remplir par le verbalisant		
Nom et qualité du verbalisant		
Identité de la personne examinée Nom : Prénom :	Date :	Numéro de PV :
	Lieu :	
Nom et adresse du médecin requis	Collez ici le code barres	
Heure de l'accident / de l'interpellation		
Heure du prélèvement sanguin		

Substances autres que l'alcool que l'intéressé a déclaré avoir utilisées au cours des dernières vingt-quatre heures			
Substances	Mode de consommation (1)	Consommation (1)	Quantité / Remarques
Amphé- tamine	Voie orale ☐	1 – 6 H ☐	
	Prise nasale ☐	6 – 12 H ☐	
	Injection ☐	> 12 H ☐	
MDMA MDEA MBDB	Voie orale ☐	1 – 6 Hr ☐	
		6 – 12 H ☐	
		> 12 H ☐	
Heroïne	Voie orale ☐	1 – 6 H ☐	
	Prise nasale ☐	6 – 12 H ☐	
	Injection ☐	> 12 H ☐	
	Fumée ☐		
Cocaïne	Voie orale ☐	1 – 6 H ☐	
	Prise nasale ☐	6 – 12 H ☐	
	Injection ☐	> 12 H ☐	
	Fumée ☐		
Cannabis	Voie orale ☐	1 – 6 H ☐	
	Fumée ☐	6 – 12 H ☐	
		> 12 H ☐	
N.B. – Il convient surtout d'indiquer spécifiquement le moment du dernier usage.			

Résultat de l'immuno-essai qualitatif sur l'échantillon d'urine			
	Date :	Heure :	
Paramètre	Résultat: (1)	Positif	Négatif
Amphétamine, MDMA, MDEA, MBDB		☐	☐
Opiacé		☐	☐
Cocaïne		☐	☐
Cannabis		☐	☐

Le verbalisant,

(1) cocher ce qui est d'application

Deuxième partie – à remplir par le médecin		Date :	Heure :
Maladie			
L'intéressé a-t-il mentionné qu'il souffrait d'une maladie? (1)		Remarques	
Non ☐			
Oui ☐			
Laquelle ou lesquelles :			
Médicaments			
Prise (1)		Remarques	
Non ☐			
Oui ☐			
Lequel ou lesquels :			
Autres constatations médicales			

(1) cocher ce qui est d'application

Le médecin ,

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 juin 1999 relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une influence sur les capacités de conduite d'un véhicule.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur, chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Bijlage bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999 betreffende de bloedproef met het oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol die de rijvaardigheid beïnvloeden

**FORMULIER IN TOEPASSING VAN ART. 2 VAN KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE
BLOEDPROEF MET HET OOG OP HET BEPALEN VAN HET GEHALTE VAN ANDERE STOFFEN
DAN ALCOHOL DIE DE RIJVAARDIGHEID BEÏNVLOEDEN**

Deel 1 -In te vullen door de verbalisant		
<u>Naam en hoedanigheid van de verbalisant</u>		
<u>Identiteit van de onderzochte persoon</u>	Datum :	Pv nummer :
Naam :	Plaats :	
Voornaam :		
<u>Naam en adres van de opgevorderde geneesheer</u>		Kleef hier de barcode
<u>Uur van het ongeval / de interpellatie</u>		
<u>Uur waarop de bloedafneming wordt verricht</u>		

Stoffen, andere dan alcohol, welke betrokkene verklaart gebruikt te hebben in de loop van de laatste vierentwintig uren				
	Gebruikswijze(1)	Gebruik (1)	Hoeveelheid / Opmerkingen	
Amfetamine	Oraal ☐	1 – 6 Hr ☐		
	Snuiven ☐	6 – 12 Hr ☐		
	Sputen ☐	> 12 Hr ☐		
MDMA MDEA MBDB	Oraal ☐	1 – 6 Hr ☐		
		6 – 12 Hr ☐		
		> 12 Hr ☐		
Heroïne	Oraal ☐	1 – 6 Hr ☐		
	Snuiven ☐	6 – 12 Hr ☐		
	Sputen ☐	> 12 Hr ☐		
	Roken ☐			
Cocaïne	Oraal ☐	1 – 6 Hr ☐		
	Snuiven ☐	6 – 12 Hr ☐		
	Sputen ☐	> 12 Hr ☐		
	Roken ☐			
Cannabis	Oraal ☐	1 – 6 Hr ☐		
	Roken ☐	6 – 12 Hr ☐ > 12 Hr ☐		
N.B. -Vooral het tijdstip van het laatste gebruik moet in het bijzonder worden vermeld.				

Resultaat van de kwalitatieve immunoassay op urinemonster				
Datum :		Uur :		
Parameter	Resultaat: (1)	Positief	-	Negatief
Amfetamine, MDMA, MDEA, MBDB		☐		☐
Opiaten		☐		☐
Cocaïne		☐		☐
Cannabis		☐		☐

De verbalisant,

(1) Aankruisen wat van toepassing is.

Deel 2 - In te vullen door de geneesheer		Datum:	Uur :
Ziekte			
Meldt betrokkene te lijden aan een ziekte?		Opmerkingen	
(1)			
Neen ☐			
Ja ☐			
Welke:			
Geneesmiddelen			
Gebruik		(1)	
Neen ☐		Opmerkingen	
Ja ☐			
Welke:			
Andere geneeskundige bevindingen			

De geneesheer,

(1) Aankruisen wat van toepassing is.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 juni 1999 betreffende de bloedproef met het oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol, die de rijvaardigheid beïnvloeden

ALBERT

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1676

[C - 99/12336]

6 MAI 1999. — Arrêté royal autorisant certains établissements à occuper certains travailleurs le dimanche (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 13;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;
Vu l'urgence;
Considérant qu'il s'impose que les employeurs concernés soient informés, sans délai, des dispositions régissant l'occupation de certains travailleurs le dimanche;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs occupés dans la cuisine des communautés religieuses ASBL Zusters Franciskanessen van Gent, ASBL Zusters Franciskanessen van Burst et ASBL Zusters Franciskanessen van Hansbeke et à leur employeur.

Art. 2. Les travailleurs visés à l'article 1^{er} peuvent être occupés le dimanche.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1676

[C - 99/12336]

6 MEI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan sommige instellingen de toelating wordt verleend om sommige werknemers op zondag tewerk te stellen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 13;
Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Overwegende dat de betrokken werkgevers onverwijld op de hoogte moeten worden gebracht van de bepalingen die de tewerkstelling van sommige werknemers op zondag regelen;
Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in de keuken van de kloostergemeenschappen VZW Zusters Franciskanessen van Gent, VZW Zusters Franciskanessen van Burst en VZW Zusters Franciskanessen van Hansbeke en op hun werkgever.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde werknemers mogen op zondag worden tewerkgesteld.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

F. 99 — 1677

[C - 99/12337]

26 MAI 1999. — Arrêté royal relatif au repos du dimanche et à la durée du travail de certains ouvriers occupés par les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 16 et l'article 26bis, y inséré par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et modifié par les lois des 22 janvier 1985, 10 juin 1993, 21 décembre 1994, 26 juillet 1996 et 4 décembre 1998;
Vu l'avis de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;
Vu l'urgence;

N. 99 — 1677

[C - 99/12337]

26 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de zondagsrust en de arbeidsduur van sommige werklieden tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 16 en artikel 26bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 10 juni 1993, 21 december 1994, 26 juli 1996 en 4 december 1998;
Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que les nécessités d’organisation du travail dans le secteur des constructions métallique, mécanique et électrique impliquent que les entreprises puissent d’urgence bénéficier de dérogations pour l’octroi des repos compensatoires en matière de travail du dimanche et de durée du travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l’Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s’applique aux ouvriers occupés par les entreprises relevant de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et à leur employeur.

Art. 2. Le repos compensatoire auquel ont droit les ouvriers occupés le dimanche est octroyé dans les treize semaines qui suivent le dimanche au cours duquel ils ont été occupés.

Art. 3. En cas d’application des articles 25 et 26, § 1^{er}, 3°, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, la durée de la période d’un trimestre fixée à l’article 26bis, § 1^{er}, de la même loi est portée à six mois.

En cas d’application de l’article 25 de la même loi, la durée de la période de trois mois fixée à l’article 26bis, § 3, de la même loi est également portée à six mois.

Art. 4. En cas d’application de l’article 25 de la même loi, la limite de soixante-cinq heures fixée à l’article 26bis, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi est portée à cent trente heures.

En conséquence, la limite de soixante-cinq heures fixée à l’article 26bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la même loi est portée également à cent trente heures.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1999 et cessera d’être en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Art. 6. Notre Ministre de l’Emploi et du Travail est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l’Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.
Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.
Loi du 10 juin 1993, *Moniteur belge* du 30 juin 1993.
Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.
Loi du 4 décembre 1998, *Moniteur belge* du 17 décembre 1998.
Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.

Overwegende dat omwille van de vereisten inzake arbeidsorganisatie in de sector van de metaal-, machine- en elektrische bouw, de ondernemingen onverwijld moeten kunnen genieten van afwijkingen inzake de toekenning van inhaalrust betreffende zondagsarbeid en arbeidsduur;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werklieden die tewerkgesteld zijn in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, en op hun werkgever.

Art. 2. De inhaalrust waarop de werklieden die op zondag worden tewerkgesteld, recht hebben, wordt toegekend binnen dertien weken die volgen op de zondag waarop zij tewerkgesteld werden.

Art. 3. In geval van toepassing van de artikelen 25 en 26, § 1, 3°, van de arbeidswet van 16 maart 1971, wordt de duur van de periode van een trimester, vastgesteld bij artikel 26bis, § 1, van dezelfde wet, op zes maanden gebracht.

In geval van toepassing van artikel 25 van dezelfde wet, wordt de duur van de periode van drie maanden, vastgesteld bij artikel 26bis, § 3, van dezelfde wet, eveneens op zes maanden gebracht.

Art. 4. In geval van toepassing van artikel 25 van dezelfde wet, wordt de grens van vijfenzestig uren, vastgesteld bij artikel 26bis, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, op honderd dertig uren gebracht.

Bijgevolg wordt de grens van vijfenzestig uren, vastgesteld bij artikel 26bis, § 1, achtste lid, van dezelfde wet, eveneens op honderd dertig uren gebracht.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.
Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.
Wet van 10 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993.
Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.
Wet van 4 december 1998, *Belgisch Staatsblad* van 17 december 1998.
Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.

26 MAI 1999. — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l’article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la proposition de la Commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement;
Vu les lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l’article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

26 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggings-termijnen voor de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;
Gelet op het voorstel van het Paritair Comité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement et pour des motifs économiques et sociaux de modifier d'urgence les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises relevant de la Commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le préavis est donné par l'employeur, les ouvriers ont droit, par dérogation à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à un délai de préavis de :

1° 28 jours quand il s'agit d'ouvriers ayant moins de cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise;

2° 35 jours quand il s'agit d'ouvriers ayant entre cinq ans et moins de dix ans d'ancienneté dans l'entreprise;

3° 42 jours quand il s'agit d'ouvriers ayant entre dix ans et moins de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise;

4° 70 jours quand il s'agit d'ouvriers ayant vingt ans et plus d'ancienneté dans l'entreprise.

§ 2. Les délais de préavis prévus au § 1^{er} ne sont pas d'application en cas d'un licenciement dans le cadre d'un régime de prépension. Dans ce cas, les délais de préavis prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrat de travail sont applicables.

Art. 3. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er dringend aanleiding toe bestaat de opzeggings-termijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsma-terialen en om economische en sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen.

Art. 2. § 1. Wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, hebben de werklieden, in afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, recht op een opzeggingstermijn van :

1° 28 dagen wat de werklieden betreft die minder dan vijf jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

2° 35 dagen wat de werklieden betreft die tussen vijf en minder dan tien jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

3° 42 dagen wat de werklieden betreft die tussen tien en minder dan twintig jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

4° 70 dagen wat de werklieden betreft die twintig jaar en meer anciënniteit in de onderneming tellen.

§ 2. De opzeggingstermijnen bepaald in § 1 zijn niet van toepassing in geval het ontslag gegeven wordt door de werkgever in het kader van een brugpensioenregeling. In dat geval worden de opzeggingstermij-nen bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

Art. 3. De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

F. 99 — 1679

[C - 99/12333]

26 MAI 1999. — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission pari-taire de la prothèse dentaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la proposition de la Sous-commission paritaire de la prothèse dentaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

N. 99 — 1679

[C - 99/12333]

26 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggings-termijnen voor de werklieden van de ondernemingen die ressort-teren onder het Paritair Subcomité voor de tandprothese (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkom-sten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het voorstel van het Paritair Subcomité voor de tandpro-these;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant qu’il y a lieu dans l’intérêt des ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la prothèse dentaire et pour des motifs économiques et sociaux de modifier d’urgence les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l’Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s’applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises relevant de la Sous-commission paritaire de la prothèse dentaire.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le préavis est donné par l’employeur, les ouvriers ont droit, par dérogation à l’article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à un délai de préavis de :

1° 35 jours quand il s’agit d’ouvriers qui sont en service depuis au moins dix ans sans interruption dans la même entreprise, au moment où le délai de préavis prend cours;

2° 70 jours quand il s’agit d’ouvriers qui sont en service depuis au moins vingt ans sans interruption dans la même entreprise, au moment où le délai de préavis prend cours;

§ 2. Les délais de préavis prévus au § 1^{er} ne sont pas d’application en cas de licenciement dans le cadre d’un régime de prépension. Dans ce cas, les délais de préavis prévus à l’article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables.

Art. 3. Les préavis notifiés avant l’entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l’Emploi et du Travail est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l’Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Overwegende dat er dringend aanleiding toe bestaat de opzeggings-termijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de tandprothese en om economische en sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de tandprothese.

Art. 2. § 1. Wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, hebben de werklieden, in afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, recht op een opzeggingstermijn van :

1° 35 dagen wat de werklieden betreft die minstens tien jaar ononderbroken in dienst zijn van dezelfde onderneming op het ogenblik dat de opzeggingstermijn een aanvang neemt;

2° 70 dagen wat de werklieden betreft die minstens twintig jaar ononderbroken in dienst zijn van dezelfde onderneming op het ogenblik dat de opzeggingstermijn een aanvang neemt.

§ 2. De opzeggingstermijnen bepaald in § 1 zijn niet van toepassing in geval het ontslag gegeven wordt door de werkgever in het kader van een bruggensioenregeling. In dat geval worden de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

Art. 3. De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN

GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1680

[99/35663]

4 MEI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 9 juni 1998 houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat de onroerende voorheffing betreft en tot machtiging van de Vlaamse minister bevoegd voor de financiën om ambtenaren aan te wijzen belast met de vestiging en invordering van de onroerende voorheffing

De Vlaamse regering,

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikelen 298, 335, 336, 355, 356, 366, 367, 374, 375, 376, § 1 en § 3, 377, 378, 381, 382, 394bis, eerste en derde lid, 410, 414, § 2, 417, 420, 421, 445, 447, 461 en 469, gewijzigd bij het decreet van 9 juni 1998;

Gelet op het decreet van 9 juni 1998 houdende bepalingen tot wijziging van het wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat de onroerende voorheffing betreft, inzonderheid op artikel 28, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 februari 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat bij gebrek aan dit besluit de incohiering niet van start kan gaan en de behandeling van de bezwaarschriften geen doorgang kan vinden waardoor de rechten van de burgers in het gedrang worden gebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 tot en met 27 van het decreet van 8 juni 1998 houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de onroerende voorheffing hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 2. Wat het Vlaams Gewest betreft, wordt de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën, gemachtigd om de ambtenaren aan te wijzen als bedoeld in artikelen 298, 335, 336, 355, 356, 366, 367, 374, 375, 376, § 1 en § 3, 377, 378, 381, 382, 394bis, eerste en derde lid, 410, 414, § 2, 417, 420, 421, 445, 447, 461 en 469 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 mei 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 1680

[99/35663]

4 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 9 juin 1998 contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier et autorisant le Ministre flamand ayant les finances dans ses attributions à désigner des fonctionnaires chargés de l'établissement et la perception du précompte immobilier

Le Gouvernement flamand,

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 298, 335, 336, 355, 356, 366, 367, 374, 375, 376, § 1er et § 3, 377, 378, 381, 382, 394bis, premier et troisième alinéa, 410, 414, § 2, 417, 420, 421, 445, 447, 461 et 469, modifiés par le décret du 9 juin 1998;

Vu le décret du 9 juin 1998 contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier, notamment l'article 28, deuxième alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 février 1999;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'en l'absence du présent arrêté, l'enrôlement et le traitement des réclamations ne peuvent pas avoir lieu, ce qui compromet l'exercice des droits des citoyens;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 22 avril 1999, en exécution de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 8 à 27 inclus du décret du 9 juin 1998 contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier, produisent leurs effets le 1er janvier 1999.

Art. 2. En ce qui concerne la Région flamande, le Ministre flamand ayant les Finances dans ses attributions est autorisé à désigner les fonctionnaires visés aux articles 298, 335, 336, 355, 356, 366, 367, 374, 375, 376, §§ 1er et § 3, 377, 378, 381, 382, 394bis, premier et troisième alinéa, 410, 414, § 2, 417, 420, 421, 445, 447, 461 et 469 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1681

[C – 99/27439]

11 MARS 1999. — Décret relatif au permis d’environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l’application du présent décret, on entend par :

1° permis d’environnement : la décision de l’autorité compétente, sur base de laquelle l’exploitant peut exploiter, déplacer, transformer ou étendre un établissement de première ou deuxième classe, pour une durée et à des conditions déterminées;

2° déclaration : l’acte par lequel le déclarant porte à la connaissance de l’autorité compétente, dans les formes prévues par le présent décret, son intention d’exploiter un établissement de classe 3;

3° établissement : unité technique et géographique dans laquelle interviennent une ou plusieurs installations et/ou activités classées pour la protection de l’environnement, ainsi que toute autre installation et/ou activité s’y rapportant directement et qui est susceptible d’avoir des incidences sur les émissions et la pollution;

4° établissement temporaire : tout établissement qui, par nature, est temporaire et dont la durée d’exploitation continue n’excède pas :

- a. trois ans s’il s’agit d’un établissement nécessaire à un chantier de construction;
- b. la durée de la remise en état des lieux lorsqu’il s’agit d’un établissement destiné à la remise en état d’un site pollué;
- c. trois mois ou une durée moindre fixée par le Gouvernement pour les établissements qu’il désigne;

5° établissement d’essai : tout établissement appelé à fonctionner pendant une durée n’excédant pas six mois et qui sert exclusivement ou essentiellement à la mise au point ou à l’essai de nouvelles méthodes ou produits;

6° établissement mobile : toute installation, désignée par le Gouvernement, conçue pour être exploitée à différents endroits et dont la durée d’exploitation sur un même site ne dépasse pas un an;

7° exploitation : la mise en place, la mise en service, le maintien en place, le maintien en service, l’entretien ou l’utilisation d’un établissement;

8° exploitant : toute personne qui exploite un établissement classé, ou pour le compte de laquelle un établissement classé est exploité. Pendant la procédure de délivrance du permis, le demandeur est assimilé à l’exploitant;

9° déclarant : la personne qui fait une déclaration;

10° projet : l’établissement envisagé pour lequel un permis d’environnement ou une déclaration est requis;

11° projet mixte : le projet pour lequel il apparaît, au moment de l’introduction de la demande de permis, que sa réalisation requiert un permis d’environnement et un permis d’urbanisme;

12° permis unique : la décision de l’autorité compétente relative à un projet mixte, délivrée à l’issue de la procédure visée au chapitre XI, qui tient lieu de permis d’environnement au sens de l’article 1^{er}, 1°, du présent décret et de permis d’urbanisme au sens des articles 84 et 127 du CWATUP;

13° remise en état : ensemble d’opérations, en vue de la réintégration de l’établissement dans l’environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de celui-ci;

14° dossier d’évaluation des incidences sur l’environnement : la notice d’évaluation ou l’étude d’incidences requises en vertu de la législation organisant l’évaluation des incidences sur l’environnement dans la Région wallonne;

15° autorité compétente : l’autorité habilitée à recevoir la déclaration ou à délivrer le permis d’environnement;

16° fonctionnaire technique : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement;

17° CWATUP : Code wallon de l’aménagement du territoire, de l’urbanisme et du patrimoine;

18° fonctionnaire délégué : le fonctionnaire délégué par le Gouvernement au sens du CWATUP;

19° meilleures techniques disponibles : le stade de développement le plus efficace et avancé des installations et activités et de leurs modes de conception, de construction, d’exploitation et d’entretien démontrant l’aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d’émission visant à éviter et, lorsque cela s’avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et leur impact sur l’environnement dans son ensemble, à condition que ces techniques soient mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le secteur industriel concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables et soient accessibles dans des conditions raisonnables;

20° pollution : l’introduction directe ou indirecte, par l’activité humaine, de substances, de vibrations, de chaleur, de bruit dans l’eau, l’air ou le sol, susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou à la qualité de l’environnement, d’entraîner des détériorations aux biens, une détérioration ou une entrave à l’agrément de l’environnement ou à d’autres utilisations légitimes de ce dernier;

21° émission : le rejet direct ou indirect, à partir de sources ponctuelles ou diffuses de l’établissement, de substances, de vibrations, de chaleur ou de bruit dans l’air, l’eau ou le sol.

Section 2. — Champ d'application

Art. 2. Le présent décret vise à assurer, dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution, la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation. Est visée non seulement la population à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement, mais également toute personne se trouvant à l'intérieur de l'établissement, sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur.

Le présent décret vise notamment à contribuer à la poursuite des objectifs de préservation des équilibres climatiques, de la qualité de l'eau, de l'air, des sols, du sous-sol, de la biodiversité et de l'environnement sonore, et à contribuer à la gestion rationnelle de l'eau, du sol, du sous-sol, de l'énergie et des déchets.

Art. 3. Les installations et activités sont répertoriées dans des rubriques et réparties en trois classes (classe 1, classe 2 et classe 3) selon l'importance décroissante de leurs impacts sur l'homme et sur l'environnement ainsi que leur aptitude à être encadrées par des conditions générales, sectorielles ou intégrales.

La troisième classe regroupe les installations et activités ayant un impact peu important sur l'homme et sur l'environnement pour lesquelles le Gouvernement a édicté des conditions intégrales.

La classe de l'établissement est déterminée par l'installation ou l'activité qu'il contient qui a le plus d'impact sur l'homme ou l'environnement.

La liste et la classification des installations et activités sont établies par le Gouvernement. Lorsqu'il modifie la liste et la classification des installations et activités, le Gouvernement motive sa décision.

Section 3. — Conditions générales, sectorielles, intégrales et particulières

Art. 4. Le Gouvernement arrête les conditions générales, sectorielles ou intégrales en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 2. Elles ont valeur réglementaire.

Les conditions générales, sectorielles et intégrales sont fixées sur base des lignes directrices à moyen et à long terme déterminées par le Plan d'environnement pour un développement durable et par des programmes sectoriels prévus par le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Ces conditions peuvent notamment porter sur :

- 1° la constitution de garanties financières et l'obligation de souscrire une police d'assurance;
- 2° la compétence et les qualifications du personnel, et notamment l'obligation d'être titulaire d'un agrément;
- 3° les informations à fournir régulièrement aux autorités que le Gouvernement désigne et portant sur :
 - a. les émissions de l'établissement;
 - b. les mesures prises pour réduire les nuisances sur l'environnement;
 - c. les mesures prises en matière de formation du personnel de l'établissement et d'information des riverains de l'établissement;
- 4° la surveillance des rejets, spécifiant la méthodologie de mesure et leur fréquence, la procédure d'évaluation des mesures et l'obligation de fournir à l'autorité compétente les données nécessaires au respect des conditions d'exploiter;
- 5° la réduction, la minimisation ou la suppression de la pollution en ce compris la pollution à longue distance ou transfrontalière;
- 6° des prescriptions relatives aux démarrage, fuites, dysfonctionnements, arrêts momentanés et arrêt définitif de l'exploitation;
- 7° l'obligation pour l'exploitant de remise en état au terme du permis d'environnement ou de la déclaration, ou en cas de suspension ou de retrait du permis d'environnement ou de décision ordonnant la suspension ou l'interdiction d'exploiter un établissement soumis à déclaration, sans préjudice des dispositions du CWATUP;
- 8° la gestion des déchets générés par l'établissement.

Art. 5. § 1^{er}. Les conditions générales s'appliquent à l'ensemble des installations et activités.

§ 2. Les conditions sectorielles s'appliquent aux installations et activités d'un secteur économique, territorial ou dans lequel un risque particulier apparaît ou peut apparaître.

Les secteurs sont désignés par le Gouvernement. Il peut aussi limiter ou interdire la présence d'installations ou d'activités déterminées à certains endroits pour des raisons liées à la protection de l'homme ou de l'environnement.

Les conditions sectorielles complètent les conditions générales et, moyennant motivation, peuvent s'en écarter.

§ 3. Les conditions intégrales consistent en un ensemble de prescriptions visant à éviter ou à limiter toute forme de nuisance, danger ou inconvénient que l'installation ou l'activité est susceptible de causer à l'homme ou à l'environnement.

Les conditions intégrales s'appliquent aux installations de classe 3. Elles peuvent déroger aux conditions générales et sectorielles.

En cas de dérogation, le résultat escompté pour la protection de l'homme ou de l'environnement doit être au moins équivalent à celui qui serait obtenu s'il n'y avait pas dérogation.

Art. 6. L'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières qui complètent les conditions générales et sectorielles dans le permis d'environnement. Ces conditions particulières ne peuvent être moins sévères que les conditions générales et sectorielles sauf dans les cas et limites arrêtés par ces dernières.

En cas de dérogation, le résultat escompté pour la protection de l'homme ou de l'environnement doit être au moins équivalent à celui qui serait obtenu s'il n'y avait pas dérogation.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'il arrête des conditions générales, sectorielles ou intégrales, le Gouvernement veille au respect des valeurs impératives et tient compte des valeurs guides d'immission.

§ 2. Lorsqu'elle prescrit des conditions particulières, l'autorité compétente veille également au respect des valeurs impératives et tient également compte des valeurs guides.

En ce qui concerne l'observation des valeurs guides, l'autorité compétente prend notamment en considération les caractéristiques particulières de l'établissement et du milieu dans lequel il serait exploité, l'existence ou l'absence d'autres établissements ou établissements en projet, la nécessité d'assurer une répartition équitable et, le cas échéant, les conséquences d'un refus de permis sur la viabilité d'une entreprise et, par là, sur la prospérité économique et le niveau de l'emploi.

L'autorité compétente est tenue, lorsqu'elle fixe les conditions particulières, de se référer aux instructions techniques arrêtées par le Gouvernement selon les modalités fixées par celui-ci.

Art. 8. Les conditions générales, sectorielles et intégrales arrêtées par le Gouvernement sont fondées sur les meilleures techniques disponibles, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.

Art. 9. Lorsqu'il arrête, modifie ou complète des conditions générales, sectorielles et intégrales, le Gouvernement précise le délai dans lequel les nouvelles conditions s'appliquent aux établissements existants. A défaut de précision, les nouvelles conditions ne s'appliquent qu'aux établissements autorisés ou déclarés postérieurement à leur entrée en vigueur.

Section 4. — Faits générateurs de l'obligation d'obtenir un permis ou de faire une déclaration

Art. 10. § 1^{er}. Nul ne peut exploiter sans un permis d'environnement un établissement de classe 1 ou de classe 2.

Sont également soumis à permis :

1° le déplacement d'un établissement de classe 1 ou de classe 2;

2° la transformation ou l'extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2, lorsqu'elle entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou lorsqu'elle est de nature à aggraver directement ou indirectement des dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement.

§ 2. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 non visée au § 1^{er}, alinéa 2, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Conformément au chapitre IX, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement ont accès à ce registre sur simple demande.

Le Gouvernement fixe la périodicité et le délai endéans lequel l'exploitant envoie copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au fonctionnaire technique et au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement.

Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la liste visée à l'alinéa 2, s'il estime qu'une transformation ou extension mentionnée dans la liste correspond à une transformation ou extension visée au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, le fonctionnaire technique ou le collège invite l'exploitant à introduire sans délai une demande de permis d'environnement.

§ 3. En cas de destruction partielle ou totale de l'établissement, l'autorité compétente, saisie d'une demande, décide si un nouveau permis doit être sollicité pour tout ou partie de l'établissement conformément aux objectifs visés à l'article 2.

Art. 11. Nul ne peut exploiter un établissement de troisième classe sans avoir fait une déclaration préalable.

Une nouvelle déclaration de l'établissement est requise :

1° en cas de déplacement, transformation ou extension pour autant que cette transformation ou extension vise une activité soumise à déclaration;

2° tous les dix ans.

Toutefois, la transformation ou l'extension d'un établissement de troisième classe qui a pour effet de faire passer celui-ci dans une autre classe est soumise à permis d'environnement.

Art. 12. Si un établissement existant vient à être classé ou si un établissement de classe 3 est intégré en première ou en deuxième classe à la suite d'une modification par le Gouvernement de la liste des installations et activités classées, l'exploitant dispose de neuf mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement pour effectuer une déclaration ou introduire une demande de permis.

L'exploitation peut être poursuivie pendant ce délai et, dans le cas d'un établissement soumis à permis, jusqu'à la notification de la décision définitive portant sur la demande de permis.

Si un établissement de classe 1 ou de classe 2 est intégré en troisième classe à la suite d'une modification de la liste, le permis déjà délivré satisfait à l'obligation de déclaration.

Si un établissement de classe 1 est rangé en deuxième classe, ou si un établissement de classe 2 est rangé en première classe à la suite d'une modification de la liste des installations et activités classées, le permis déjà délivré reste valable.

Section 5. — Autorité compétente

Art. 13. Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement en projet est compétent pour connaître des déclarations et des demandes de permis d'environnement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire technique est compétent pour connaître des déclarations et des demandes de permis d'environnement relatives aux établissements mobiles ainsi que des demandes de permis d'environnement relatives aux établissements situés sur le territoire de plusieurs communes.

Le Gouvernement est compétent pour connaître des recours contre les décisions relatives aux permis d'environnement délivrés par l'autorité visée aux alinéas 1^{er} et 2.

CHAPITRE II. — Régime de la déclaration

Art. 14. § 1^{er}. La déclaration est envoyée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° la déclaration relative à un établissement mobile est adressée au fonctionnaire technique;

2° la déclaration relative à un établissement situé sur le territoire de plusieurs communes est adressée à la commune reprise à l'adresse du siège d'exploitation.

§ 2. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la déclaration, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits.

§ 3. La déclaration est irrecevable :

1° si elle a été envoyée ou remise en violation de l'article 14, § 1^{er};

2° s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 14, § 2.

Si la déclaration est irrecevable, l'autorité compétente ou son délégué envoie au déclarant une décision mentionnant les motifs de l'irrecevabilité dans les huit jours à compter de la date de réception de la déclaration.

§ 4. Si la déclaration est recevable, l'autorité compétente ou son délégué en informe le déclarant et le fonctionnaire technique dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle la déclaration a été reçue.

L'autorité compétente ou son délégué informe également le demandeur et le fonctionnaire technique dans le même délai si des conditions complémentaires telles que visées au § 5 sont requises.

§ 5. Lorsque les conditions intégrales sont insuffisantes pour limiter les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'homme ou à l'environnement, l'autorité compétente peut prescrire des conditions complémentaires d'exploitation dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle la déclaration a été reçue.

Dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, l'autorité compétente se consulte avec les autres communes sur le territoire desquelles l'établissement est situé.

Ces conditions complémentaires ne peuvent être moins sévères que les conditions intégrales visées à l'article 5, § 3.

Elles sont applicables durant la période de validité de la déclaration. Elles peuvent être modifiées par l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique.

L'autorité compétente envoie sa décision au déclarant et copie de celle-ci au fonctionnaire technique dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut d'envoi dans ce délai, l'autorité compétente est réputée dispenser l'établissement en projet de conditions complémentaires d'exploitation.

§ 6. La commune et le fonctionnaire technique tiennent un registre des déclarations. Le Gouvernement en détermine la forme et le contenu.

Art. 15. Le déclarant peut passer à l'exploitation de l'établissement :

1° quinze jours après avoir fait sa déclaration si celle-ci n'a pas été déclarée irrecevable conformément à l'article 14, § 3;

2° trente jours après avoir fait sa déclaration si l'autorité compétente prescrit des conditions complémentaires d'exploitation conformément à l'article 14, § 5.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi du permis d'environnement

Section 1^{re}. — La demande

Art. 16. La demande de permis d'environnement est envoyée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement.

Au cas où l'établissement est situé sur le territoire de plusieurs communes, la demande est envoyée ou remise contre récépissé à l'une des communes, au choix du demandeur, sur le territoire de laquelle l'établissement est projeté.

Art. 17. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

La demande doit notamment permettre :

1° d'identifier l'exploitant et, le cas échéant, d'évaluer ses capacités techniques et financières;

2° de situer et de décrire les installations et/ou activités projetées;

3° d'identifier les matières premières et auxiliaires, les substances et les énergies utilisées dans ou produites par l'installation;

4° de connaître la nature, les quantités et les effets significatifs des émissions prévisibles de l'installation et/ou de l'activité projetée dans chaque milieu;

5° d'identifier les techniques prévues pour prévenir ou, si cela n'est pas possible, réduire ces émissions;

6° d'identifier les mesures prévues concernant la prévention et la valorisation des déchets produits par l'installation projetée;

7° de déterminer les données estimées confidentielles ou liées au secret de fabrication et aux brevets;

8° de connaître l'existence de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol qui s'opposent à la réalisation du projet.

La demande comporte un dossier d'évaluation des incidences sur l'environnement et, le cas échéant, tout document requis concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Art. 18. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'administration communale envoie celle-ci au fonctionnaire technique et en informe simultanément, par pli ordinaire, le demandeur.

Si l'administration communale n'a pas transmis la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant par lettre recommandée à la poste une copie qu'il certifie conforme de la demande qu'il a initialement adressée au collège des bourgmestre et échevins.

Art. 19. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 17.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 16;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 20, alinéa 2.

Art. 20. Le fonctionnaire technique envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande en application de l'article 18.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire technique indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au fonctionnaire technique les compléments demandés par envoi ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le fonctionnaire technique envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si le fonctionnaire technique estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire technique indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 2, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. 21. Dans la décision par laquelle il déclare la demande complète et recevable conformément à l'article 20, le fonctionnaire technique désigne l'autorité compétente, les communes dans lesquelles une enquête doit être organisée et les instances qui doivent être consultées.

Le même jour, il envoie copie de la décision déclarant la demande complète et recevable à l'autorité compétente, au collège des bourgmestre et échevins et, le cas échéant, les compléments obtenus en vertu de l'article 20.

Le Gouvernement peut déterminer les instances à consulter ou fixer des critères sur base desquels le fonctionnaire technique désigne celles-ci.

Art. 22. Si le fonctionnaire technique n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'article 20, la demande est considérée comme recevable. Dans ce cas, le fonctionnaire technique envoie le dossier de la demande à l'autorité compétente et la procédure est poursuivie.

Art. 23. Les délais de procédure jusqu'à la prise de décision visée à l'article 35 se calculent :

1° à dater du jour où le fonctionnaire technique a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

Section 2. — Enquête publique

Art. 24. Sauf dérogations prévues au présent décret ou par le Gouvernement, tout projet faisant l'objet d'une demande de permis d'environnement doit être soumis à une enquête publique relative aux incidences éventuelles du projet sur les intérêts et aspects mentionnés à l'article 2.

Toute dérogation prévue à l'alinéa 1^{er} ne peut se faire que dans le respect des législations européennes en vigueur et pour des projets qui ne sont pas de nature à causer des dangers, nuisances ou inconvénients importants pour l'homme ou pour l'environnement.

Art. 25. L'enquête publique a pour but essentiel de mettre la demande et les informations qu'elle contient à la disposition du public, de donner à celui-ci la possibilité d'exprimer ses observations et objections relatives au projet et, enfin, de permettre au demandeur d'attirer l'attention du public sur l'intérêt du projet pour un développement durable.

L'enquête publique est organisée par le collège des bourgmestre et échevins dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles doit être réalisé le projet.

En outre, le Gouvernement peut fixer des critères pour déterminer dans quelles autres communes une enquête doit être organisée parce que le projet est susceptible d'y causer des dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou pour l'environnement.

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les modalités de l'enquête publique en consacrant l'application des principes suivants :

1° la durée d'une enquête publique ne peut être inférieure à quinze jours;

2° les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et au moins un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin;

3° toute personne peut exprimer ses observations et réclamations par écrit ou oralement jusqu'à la clôture de celle-ci;

4° toute personne peut obtenir des explications techniques selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine notamment la durée de l'enquête publique et les documents soumis à enquête.

Le Gouvernement ou la commune peut décider de toute forme supplémentaire de publicité et de consultation.

Le Gouvernement peut prévoir des modalités particulières d'enquête publique applicables aux établissements mobiles, temporaires ou d'essai.

§ 2. Les délais d'enquête publique sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Cette suspension a pour effet de proroger :

1° le délai visé à l'article 30, imparti aux instances consultées pour remettre leur avis;

2° le délai visé à l'article 32, imparti au fonctionnaire technique pour transmettre le rapport de synthèse;

3° le délai visé à l'article 35, imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision au demandeur.

Art. 27. Après la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins dresse procès-verbal de l'enquête et réalise une synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de celle-ci.

Art. 28. Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, au fonctionnaire technique les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal et la synthèse visés à l'article 27. Il y joint son avis éventuel.

Art. 29. A défaut pour le collège des bourgmestre et échevins de satisfaire à ses obligations dans l'organisation de l'enquête publique, le fonctionnaire technique peut envoyer, par pli recommandé, un avertissement motivé lui précisant les mesures qu'il reste en défaut de prendre et lui donnant un délai raisonnable pour prendre celles-ci et pour justifier son attitude.

Au cas où il n'est pas donné suite à cet avertissement, le fonctionnaire technique peut, selon des modalités arrêtées par le Gouvernement, se substituer au collège et prendre toute mesure utile en lieu et place des autorités communales.

Section 3. — Avis

Art. 30. Le jour où il envoie à l'autorité compétente sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article 21 ou à l'expiration du délai prévu à l'article 20, alinéas 1^{er} et 3, le fonctionnaire technique transmet le dossier de la demande pour avis aux différentes instances qu'il désigne.

Ces instances envoient leur avis ou remettent celui-ci contre récépissé dans un délai de soixante jours, si la demande concerne un établissement de classe 1, ou de trente jours, si la demande concerne un établissement de classe 2, à dater de leur saisine par le fonctionnaire technique.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé dans les délais prévus à l'alinéa 2, l'avis est réputé favorable.

Art. 31. A la demande du fonctionnaire technique ou d'une des administrations et autorités consultées, celles-ci se concertent au moins une fois, afin d'harmoniser leur point de vue sur le projet.

Les modalités de concertation sont réglées par le Gouvernement.

Art. 32. § 1^{er}. Sur base des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé par le fonctionnaire technique. Ce rapport comporte les avis recueillis en cours de procédure et contient l'avis du fonctionnaire technique accompagné d'une proposition de décision comprenant, le cas échéant, des conditions particulières d'exploitation.

Le rapport de synthèse est transmis à l'autorité compétente dans un délai de :

1° cinquante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent dix jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Le jour où il transmet le rapport de synthèse, le fonctionnaire technique en avise le demandeur.

§ 2. Le délai visé au § 1^{er} peut être prorogé par décision du fonctionnaire technique. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée à l'autorité compétente et au demandeur dans le délai visé au § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 33. Le Gouvernement détermine le contenu minimum des avis.

Tout avis est motivé.

Art. 34. Si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé à l'autorité compétente, dans le délai imparti, elle poursuit la procédure en tenant compte du dossier d'évaluation des incidences, des résultats de l'enquête, de l'avis du ou des collèges des bourgmestre et échevins, rendus conformément à l'article 28 et de toute autre information à sa disposition.

Section 4. — Décision

Art. 35. L'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur et au fonctionnaire technique s'il n'est pas l'autorité compétente et par pli ordinaire à chaque autorité et administration consultée, dans un délai de :

1° septante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent trente jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent quarante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, l'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur, au fonctionnaire technique s'il n'est pas l'autorité compétente et par pli ordinaire à chaque autorité et administration consultée, dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse, conformément à l'article 32, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse, conformément à l'article 32, pour les établissements de classe 1.

Dans l'hypothèse de l'article 32, § 2, le délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire technique.

Art. 36. Le fonctionnaire technique et la commune tiennent chacun un registre des permis. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du registre.

Art. 37. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 35, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 32 et s'il comporte un avis favorable du fonctionnaire technique et, le cas échéant, des conditions particulières, la décision est censée être arrêtée aux conditions générales et sectorielles prévues à l'article 5 et aux conditions particulières éventuellement formulées dans le rapport de synthèse visé à l'article 32, que le fonctionnaire technique envoie au demandeur.

A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 35 et si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 32 ou s'il comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique, le permis est censé être refusé.

Art. 38. § 1^{er}. Dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles une enquête publique a été organisée, le bourgmestre procède à l'affichage, pendant au moins dix jours, d'un avis précisant :

1° l'objet de la décision;

2° l'endroit ou les endroits où la décision peut être consultée;

3° les heures auxquelles la décision peut être consultée, et ce, au moins un jour ouvrable par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin;

4° l'adresse de l'administration, désignée par le Gouvernement, auprès de laquelle les recours peuvent être introduits, ainsi que les formes et délais les régissant;

5° le droit de toute personne d'avoir accès au dossier dans les services de l'autorité compétente, dans les limites prévues par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement.

§ 2. L'avis doit être affiché dans les dix jours qui suivent soit la prise de décision par le collège des bourgmestre et échevins, soit la réception de la décision par l'administration communale, soit l'expiration du délai visé à l'article 35 :

1° à proximité du lieu où le projet doit être réalisé, en un endroit visible depuis la voie publique;

2° à la maison communale;

3° aux endroits ordinaires d'affichage.

A la fin du délai d'affichage, le bourgmestre établit une attestation certifiant cet affichage.

Le délai d'affichage se compte à partir du lendemain du premier jour d'affichage.

§ 3. Durant toute la période d'affichage, la demande et la décision ou le document en tenant lieu sont déposés aux fins de consultation auprès des services de l'administration communale de la commune ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles doit être réalisé le projet.

§ 4. Si le collège des bourgmestre et échevins reste en défaut de procéder à l'affichage dans le délai visé au § 2, avant toute mise en uvre du permis, toute personne intéressée peut mettre en demeure, par recommandé, le fonctionnaire technique d'y procéder dans les quinze jours et d'établir une attestation certifiant cet affichage.

Section 5. — Procédure simplifiée

Art. 39. Les demandes relatives aux établissements temporaires et aux établissements d'essai sont soumises à une procédure simplifiée dont les modalités sont fixées aux alinéas 2 à 6.

Par dérogation à l'article 24, alinéa 1^{er}, et dans les limites de l'alinéa 2 de cette disposition, les demandes relatives aux établissements temporaires et aux établissements d'essai ne sont pas soumises à enquête publique. Dans l'hypothèse où une enquête publique est néanmoins requise, sa durée est limitée à quinze jours.

Par dérogation à l'article 30, alinéa 2, les instances envoient leur avis dans un délai de vingt jours.

Par dérogation à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, le rapport de synthèse du fonctionnaire technique est envoyé à l'autorité compétente dans un délai de trente jours.

Par dérogation à l'article 35, l'autorité compétente envoie sa décision dans un délai de quarante jours.

A défaut de l'envoi de la décision dans ce délai :

1° soit la décision est censée être arrêtée aux conditions générales et sectorielles prévues à l'article 5 et, le cas échéant, aux conditions particulières fixées dans le rapport de synthèse, si le rapport a été envoyé conformément à l'alinéa 4 et s'il comporte un avis favorable du fonctionnaire technique;

2° soit le permis est censé être refusé, si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'alinéa 4 ou s'il comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique.

Dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement en projet, le bourgmestre procède à l'affichage d'un avis suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'article 38.

CHAPITRE IV. — *Recours*

Art. 40. § 1^{er}. Un recours contre les décisions des autorités visées à l'article 13, alinéas 1^{er} et 2, relatives à la délivrance des permis d'environnement pour des établissements autres que temporaires et contre l'absence de décision de ces autorités à l'expiration des délais visés à l'article 35 est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ainsi qu'au fonctionnaire technique.

L'absence de décision des autorités visées à l'article 13, alinéa 1^{er}, relative à la délivrance des permis d'environnement autres que temporaires, entraîne l'impossibilité pour celles-ci d'introduire un recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours dans un délai de vingt jours à dater :

1° de la réception de la décision visée à l'article 35 pour le demandeur et le fonctionnaire technique;

2° du premier jour de l'affichage de la décision, conformément à l'article 38, pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

§ 2. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf lorsqu'il est introduit par le fonctionnaire technique.

§ 3. Sur la base, notamment, des avis recueillis en application du § 6, un rapport de synthèse est rédigé par le fonctionnaire technique. Ce rapport comporte les éléments visés à l'article 32.

Le rapport de synthèse est envoyé au Gouvernement dans un délai de :

1° cinquante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° nonante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

Le jour où il transmet le rapport de synthèse, le fonctionnaire technique en avise le demandeur.

§ 4. Le Gouvernement envoie sa décision au requérant dans un délai de :

1° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° nonante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent dix jours si le recours concerne un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé au § 3, le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse conformément au § 3, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse conformément au § 3, pour les établissements de classe 1.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai prévu aux alinéas 1^{er} à 3 :

1° la décision est censée être arrêtée aux conditions générales et sectorielles et, le cas échéant, aux conditions particulières fixées dans le rapport de synthèse, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément au § 3 et s'il comporte un avis favorable du fonctionnaire technique;

2° la décision prise en première instance est confirmée, si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément au § 3 ou si ce rapport comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique.

§ 5. Simultanément, le Gouvernement envoie sa décision :

1° à l'autorité compétente en première instance;

2° aux autorités et administrations qui ont émis un avis, dans le délai imparti, au cours de la procédure;

3° à l'exploitant si celui-ci n'est pas le requérant.

Cette décision est portée à la connaissance du public dans chaque commune où une enquête publique a été organisée selon les modalités et délais prévus à l'article 38.

§ 6. Le Gouvernement détermine :

1° les informations que doit contenir le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires devant être introduits;

2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;

3° les modalités d'instruction du recours, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis. A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

§ 7. Il y a lieu à indemnité équivalente à vingt fois le montant du droit de dossier visé à l'article 177, alinéa 2, 1° et 2°, à charge de la Région, dans le cas où le refus de permis résulte de l'absence de décision en première instance et en recours, et si aucun rapport de synthèse n'a été envoyé dans les délais prescrits. Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

Art. 41. Un recours non suspensif est ouvert au déclarant auprès du Gouverne-ment contre les décisions visées à l'article 14, § 5.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé ou remis contre récépissé dans un délai de vingt jours à dater de la réception par le déclarant de la décision visée à l'article 14, § 5.

Le Gouvernement statue après avoir pris l'avis du fonctionnaire technique.

Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du premier jour suivant la réception du recours. A défaut d'envoi de la décision dans ce délai, le recours est censé être rejeté.

CHAPITRE V. — *Transformation et extension d'un établissement classé*

Art. 42. Sans préjudice de l'alinéa 2, toute transformation ou extension d'un établissement classé visée aux articles 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, ou 11, alinéa 3, est soumise aux dispositions des chapitres III et IV.

Lorsque la transformation ou l'extension projetée n'est pas de nature à aggraver les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2, l'autorité compétente peut, sur proposition du fonctionnaire technique, décider de ne pas soumettre la demande à enquête publique.

CHAPITRE VI. — *Etablissements mobiles*

Art. 43. Le permis d'environnement octroyé ou la déclaration effectuée vaut pour l'ensemble des sites où l'établissement est ou sera exploité.

Lorsqu'il délivre un permis relatif à un établissement mobile, le fonctionnaire technique veille à prescrire des conditions d'exploitation telles que l'exploitation de l'établissement soit conforme à l'article 2, quel que soit l'endroit où elle peut s'exercer.

Il peut notamment énumérer, de façon limitative, les endroits où l'exploitation peut s'exercer, ou exclure celle-ci à certains endroits.

Art. 44. Au moins quinze jours avant chaque mise en uvre, dans un endroit différent, du permis relatif à un établissement mobile, l'exploitant envoie au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'exploitation aura lieu ainsi qu'au fonctionnaire technique copie du permis ou de la déclaration en précisant la durée et le lieu d'exploitation.

CHAPITRE VII. — *Contenu et effets du permis d'environnement*

Section 1^{re}. — Contenu de la décision

Art. 45. § 1^{er}. La décision accordant le permis mentionne au minimum :

- 1° l'identité de l'exploitant;
- 2° la situation, l'identification et la description de l'établissement ou des établissements autorisés;
- 3° la durée du permis et la date de sa délivrance;
- 4° le délai dans lequel le permis doit être mis en œuvre;
- 5° l'indication que le permis prend cours à dater du jour où il devient exécutoire conformément à l'article 46;
- 6° les modalités prévues pour la protection de l'air, des eaux et du sol et les mesures concernant la gestion des déchets produits par l'établissement;
- 7° les mesures et le délai pour la remise en état de l'établissement à la fin de son exploitation.

Elle mentionne également, le cas échéant :

- 1° les conditions particulières d'exploitation et les garanties techniques et financières jugées nécessaires par l'autorité compétente;
- 2° le jour où le permis devient exécutoire, dans le cas où celui-ci est accordé sur recours;
- 3° les éléments du permis initial modifiés ou complétés lorsque la décision accordant le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement.

§ 2. Le Gouvernement précise quelles autres mentions doivent figurer dans le permis.

Section 2. — Effets du permis

Art. 46. Sans préjudice des articles 40, § 2; 54, 55, § 3, et 57, alinéa 2, la décision accordant le permis est exécutoire à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours prévu à l'article 40, § 1^{er};
- 2° du lendemain de la notification qui en est faite au demandeur ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour statuer si le permis est délivré sur recours;
- 3° du lendemain de la notification qui en est faite au demandeur ou, à défaut, du lendemain de l'expiration du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer si la décision qui accorde le permis n'est pas susceptible de recours.

Art. 47. Pour autant que les modalités de publicité prévues par le Gouverne-ment aient été respectées, le permis a pour effet d'éteindre ou de modifier les servitudes du fait de l'homme et les obligations conventionnelles mentionnées dans la demande, sans préjudice de l'indemnisation des titulaires de ces droits, à charge du demandeur.

Art. 48. Le permis délivré est frappé de caducité :

- 1° s'il n'a pas été mis en uvre avant l'expiration du délai fixé par l'autorité conformément à l'article 53, § 1^{er};
- 2° si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Art. 49. Les permis délivrés en vertu du présent décret ne préjudicient pas aux droits des tiers.

Section 3. — Durée de validité du permis

Art. 50. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 1^{er}, 4^o, et 52, le permis est accordé pour une durée de vingt ans au maximum.

L'autorité compétente peut indiquer les conditions particulières d'ex-ploitation qui doivent être révisées avant l'expiration du permis, ainsi que la date à laquelle la demande de renouvellement doit être introduite.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer une durée de validité maximale du permis plus courte pour les installations et activités classées qu'il désigne.

§ 3. La durée de validité du permis se calcule à partir du jour où la décision accordant ce permis devient exécutoire, conformément à l'article 46.

Art. 51. Lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement, il est accordé pour un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire.

Art. 52. § 1^{er}. Sauf dans le cas d'un établissement temporaire, la durée de validité du permis ne peut être prolongée.

La durée du permis accordé pour un établissement temporaire peut être prolongée une fois, pour une durée maximale égale à la durée du permis initial, sans que la prolongation puisse toutefois excéder un an.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure applicable à la demande de prolongation d'un permis accordé pour un établissement temporaire.

Section 4 — Mise en œuvre du permis

Art. 53. § 1^{er}. L'autorité qui délivre un permis d'environnement fixe le délai dans lequel celui-ci doit être mis en uvre. Ce délai ne peut dépasser deux ans. Toutefois, l'autorité peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder deux ans.

Dans le cas d'un établissement temporaire, le délai de mise en uvre du permis ne peut dépasser un an.

§ 2. Le délai de mise en uvre du permis prend cours à partir du jour où la décision accordant ce permis devient exécutoire.

Art. 54. Le Gouvernement détermine les cas où la mise en uvre du permis est subordonnée à l'acquisition de droits réels par le titulaire du permis sur les biens concernés par l'exploitation.

*CHAPITRE VIII. — Conditions d'exploitation et obligations de l'exploitant**Section 1^{re}. — Conditions d'exploitation*

Art. 55. § 1^{er}. L'autorité compétente peut, sur proposition du fonctionnaire technique intégrée dans le rapport de synthèse, imposer à l'exploitant de fournir, avant la mise en œuvre du permis d'environnement, une sûreté au profit du Gouvernement destinée à assurer l'exécution de ses obligations en matière de remise en état du site et dont le montant est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à la remise en état.

Le Gouvernement détermine les cas où une sûreté est toujours exigée. Il peut prévoir, pour les installations qu'il détermine, que le montant de la sûreté couvre les frais afférents à la période de maintenance, de surveillance et de contrôle de l'établissement.

§ 2. La sûreté consiste, au choix du demandeur, en un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ou en une garantie bancaire indépendante ou en toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine, à concurrence du montant précisé dans le permis.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, l'exploitant de l'établissement est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Le permis d'environnement peut disposer que la constitution de la sûreté est fractionnée en tranches dans la mesure où celles-ci correspondent à des phases d'exploitation prévues dans ce permis.

§ 3. Dans le cas où une sûreté est requise, le permis d'environnement n'est exécutoire qu'à partir du moment où le fonctionnaire technique reconnaît que la sûreté a été constituée.

Lorsque la sûreté est fractionnée, le permis d'environnement n'est exécutoire pour une partie de l'exploitation qu'à partir du moment où le fonctionnaire technique reconnaît que la tranche correspondante de la sûreté requise a été constituée.

§ 4. Sur proposition du fonctionnaire technique justifiant d'une évolution du coût estimé de la remise en état, l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en première instance peut modifier le montant de la sûreté en cours d'exploitation.

§ 5. Le fonctionnaire technique est tenu de constater la remise en état dans un délai de soixante jours à dater de l'introduction par l'exploitant de la demande de constat. A défaut de décision dans le délai requis, la remise en état est réputée conforme.

A l'expiration d'un délai de trois mois à dater du constat de remise en état, et en l'absence de réserves du fonctionnaire technique, la sûreté est libérée et les intérêts éventuels produits sont restitués conformément aux modalités fixées en application du § 7.

§ 6. Le fonctionnaire technique peut accorder un délai complémentaire unique pour la remise en état. Si les lieux ne sont pas remis en état dans le délai requis, le Gouvernement fait procéder d'office à la remise en état, en faisant appel à la sûreté.

Si le montant est insuffisant, le Gouvernement récupère les frais complémentaires exposés auprès du titulaire du permis.

§ 7. Le Gouvernement peut fixer les modalités complémentaires auxquelles les sûretés doivent répondre et, le cas échéant, des conditions types de sûreté. Il détermine les modalités de libération de la sûreté lorsque l'exploitant a satisfait à toutes ses obligations en matière de remise en état, ainsi que la procédure en cas de non-respect de ces obligations.

Art. 56. Sans préjudice de l'article 8, l'autorité compétente, quand elle impose des conditions particulières d'exploitation, prend en considération les résultats pouvant être obtenus par le recours aux meilleures techniques disponibles, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.

Si une norme de qualité environnementale nécessite des conditions plus sévères que celles pouvant être obtenues par le recours aux techniques visées à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente impose des conditions particulières supplémentaires.

Section 2. — Obligations de l'exploitant

Art. 57. L'exploitant qui a obtenu un permis d'environnement porte à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, la date fixée pour la mise en œuvre du permis d'environnement au moins quinze jours avant celle-ci.

L'autorité compétente ou le Gouvernement peuvent déterminer des cas dans lesquels la mise en œuvre du permis d'environnement est subordonnée à l'approbation préalable du fonctionnaire technique et le délai endéans lequel cette approbation doit intervenir.

Art. 58. § 1^{er}. L'exploitant d'un établissement observe les conditions d'exploitation générales, sectorielles et particulières dans le cas d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 ou, dans le cas d'un établissement de classe 3, les conditions générales, sectorielles et intégrales applicables à son établissement et les conditions complémentaires éventuellement prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5.

Toutefois, quand elle arrête des conditions particulières et, s'il échet, les conditions complémentaires fixées en vertu de l'article 14, § 5, l'autorité compétente peut fixer un délai de mise en œuvre particulier pour l'application des conditions qu'elle désigne.

§ 2. Indépendamment du permis délivré ou de la déclaration et sans préjudice des obligations imposées par d'autres dispositions, l'exploitant d'un établissement :

1° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier;

2° signale immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2;

3° fournit toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien les actions visées à l'article 61, § 1^{er}, 3°, 4° et 5°;

4° informe l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins dix jours avant cette opération sauf cas de force majeure.

Art. 59. L'exploitant conserve, sur les lieux mêmes de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclaration en vigueur ainsi que toute décision de l'autorité compétente de prescrire des conditions complémentaires d'exploitation prévues à l'article 14,

§ 5, et, le cas échéant, la liste des incidents et accidents visés à l'article 58, § 2, 2°.

Section 3. — Changement d'exploitant

Art. 60. § 1^{er}. Lorsqu'un établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire du permis d'environnement ou, dans le cas d'un établissement de classe 3, par une personne autre que le déclarant, le cédant ou ses ayants droit et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

Le cessionnaire confirme par écrit, à cette occasion, avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement ou les conditions complémentaires éventuellement prescrites.

L'autorité compétente donne aussitôt acte de sa déclaration au cessionnaire et en informe le fonctionnaire technique.

§ 2. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, le cas échéant, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

§ 3. Le Gouvernement peut interdire ou soumettre à d'autres conditions la transmission des permis pour les établissements qu'il désigne.

§ 4. A l'occasion de tout acte translatif ou déclaratif de droits réels immobiliers sur l'établissement, tel que visé à l'article 1^{er} de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, le notaire donne lecture du présent article aux parties présentes et en fait mention dans l'acte.

CHAPITRE IX. — *Surveillance et mesures administratives**Section 1^{re}*. — Surveillance et inspection

Art. 61. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire qu'il s'y commet une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution; lorsqu'il s'agit d'un établissement habité à titre de résidence principale, l'autorisation préalable du juge d'instruction est requise;

2° requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie;

3° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent décret sont respectées et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4° prélever des échantillons selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

5° faire procéder à des analyses selon les règles déterminées conformément à l'article 62. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément au § 2, 2°, du présent article. En outre, le procès-verbal indique au contrevenant la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse;

6° arrêter les véhicules utilisés pour le transport, contrôler leur chargement;

7° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a. interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b. arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction.

Ils informent le procureur du Roi et l'autorité compétente en première instance dans les vingt-quatre heures.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret et à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au § 1^{er} peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le fonctionnaire ou l'agent informe le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune sur laquelle se trouve l'établissement des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport et le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste au contrevenant, et ce, dans les quinze jours du jour où il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1° ci-dessus.

§ 3. Dans les rapports et procès-verbaux dressés, le fonctionnaire ou l'agent peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application des articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le coût des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Art. 62. Le Gouvernement arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles. Il peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires, ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

Si les conditions générales, sectorielles, particulières ou intégrales, prescrivent des règles en ce qui concerne les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ou si le Gouvernement en a imposé indépendamment, les prélèvements d'échantillons, les analyses et contre-analyses doivent être conformes à ces règles.

Art. 63. Sans préjudice de l'exercice du pouvoir de surveillance organisé à l'article 61, le fonctionnaire technique procède à l'inspection systématique des établissements soumis aux conditions sectorielles adoptées par le Gouvernement concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Ces inspections ne dépendent pas de la réception du rapport de sécurité ou d'autres rapports présentés. Elles permettent un examen planifié et systématique des systèmes techniques, des systèmes d'organisation et des systèmes de gestion appliqués dans l'établissement en cause afin que, en particulier :

1° l'exploitant puisse prouver qu'il a pris des mesures appropriées, compte tenu des activités exercées dans l'établissement, en vue de prévenir tout accident majeur;

2° l'exploitant puisse prouver qu'il a prévu des moyens appropriés pour limiter les conséquences d'accidents majeurs sur le site et hors du site;

3° les données et informations reçues dans le rapport de sécurité, ou dans un autre rapport présenté, reflètent fidèlement la situation de l'établissement;

4° les informations concernant les mesures de sécurité à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident puissent être fournies aux personnes susceptibles d'être affectées par un accident majeur prenant naissance dans un établissement tenu de fournir un rapport de sécurité.

Le système d'inspection prévu à l'alinéa 1^{er} prévoit que tous les établissements soumis aux conditions sectorielles adoptées par le Gouvernement concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses font l'objet d'un programme systématique d'inspections. A moins qu'elle n'ait établi un programme d'inspections prévoyant un plus long intervalle entre ceux-ci sur la base d'une évaluation systématique des dangers liés aux accidents majeurs liés à l'établissement particulier considéré, l'autorité compétente fait procéder, au moins tous les douze mois, à une inspection sur le site dans chaque établissement où doit être présenté un rapport de sécurité.

Le Gouvernement établit les modalités de l'inspection, les objets sur lesquels elle porte par priorité, ainsi que la fréquence d'inspection de chaque établissement visé à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Mesures de police administrative

Sous-section 1^{re}. — Action sur le permis en l'absence d'infraction

Art. 64. Le Gouvernement peut préciser les cas dans lesquels les conditions particulières d'exploitation contenues dans les permis délivrés doivent faire l'objet d'un réexamen. Il précise, le cas échéant, la périodicité du réexamen.

Art. 65. § 1^{er}. L'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, peut, sur avis du fonctionnaire technique et des instances désignées par le Gouvernement, compléter ou modifier les conditions particulières d'exploitation :

1° si elle constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2 ou y remédier;

2° si cela est nécessaire, pour assurer le respect des normes d'immission fixées par le Gouvernement.

§ 2. L'autorité compétente en première instance, sur avis du fonctionnaire technique, suspend temporairement ou retire le permis s'il apparaît que, même en complétant ou modifiant les conditions d'exploitation, l'exploitation cause des dangers, nuisances ou inconvénients présentant une menace grave pour l'homme ou pour l'environnement.

Art. 66. Lorsque l'établissement pour lequel le permis d'environnement a été délivré se trouve à proximité de zones dans lesquelles se trouvent une ou plusieurs installations comprenant des substances dangereuses dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, le fonctionnaire technique établit l'accroissement des risques d'accident majeur et en informe l'autorité compétente.

En cas d'accroissement sensible des risques d'accident majeur, l'autorité compétente prend les mesures adéquates afin que :

1° les informations soient échangées de façon rapide pour permettre aux exploitants concernés par l'accroissement sensible des risques d'accident majeur de prendre en compte la nature et l'étendue du danger global d'accident majeur et d'adopter les mesures qui s'imposent;

2° les exploitants coopèrent à l'information du public et à la transmission à l'autorité compétente des données nécessaires à la préparation des plans d'urgence externes;

3° des mesures soient prises pour éviter qu'un incident ou un accident extérieur à l'établissement accroisse le risque d'accident majeur.

Art. 67. L'autorité compétente exerce les pouvoirs prévus à l'article 65, soit de sa propre initiative, soit sur demande :

1° de l'exploitant;

2° des autorités et administrations consultées au cours de la procédure de délivrance du permis;

3° du titulaire d'un droit réel ou personnel sur un bien qui est ou risque d'être endommagé par l'abaissement de la nappe phréatique provoqué par une prise d'eau;

4° du titulaire d'un permis de prise d'eau potabilisable octroyé antérieurement et non périmé si cette prise d'eau est ou risque d'être altérée en quantité ou en qualité.

Art. 68. Avant de prendre une décision sur base de l'article 65, et sauf urgence spécialement motivée, l'autorité compétente donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables ses observations, oralement ou par écrit. Les modalités de la procédure sont fixées par le Gouvernement.

Art. 69. Un recours, exercé conformément au chapitre IV, est ouvert à toutes les personnes visées par l'article 67 contre les décisions complétant ou modifiant les conditions d'exploitation, suspendant ou retirant le permis, prises en vertu de l'article 65. Le recours est suspensif de la décision attaquée sauf dans les cas prévus à l'article 65, § 2.

Art. 70. Toute décision complétant ou modifiant les conditions d'exploitation, suspendant ou retirant le permis, est notifiée à l'exploitant, au fonctionnaire technique et à l'autorité communale. Elle précise le délai de mise en œuvre de ces conditions. Elle est, en outre, portée à la connaissance du public par voie d'affichage, selon la procédure visée à l'article 38.

Sous-section 2. — Action sur l'établissement en l'absence d'infraction

Art. 71. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application d'autres mesures de sécurité, si un danger met gravement en péril la protection de l'environnement ou la sécurité ou la santé de la population, et si l'exploitant refuse d'obtempérer aux instructions des fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement, le bourgmestre, d'office ou sur rapport de l'un de ces derniers, prend toute mesure utile pour faire cesser ce danger, et notamment :

1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;

2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;

3° imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 afin de garantir la remise en état.

Les mêmes pouvoirs sont conférés aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement, en cas d'inertie du bourgmestre ou lorsque l'imminence du danger est telle que le moindre retard peut provoquer un accident.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement et permis d'urbanisme. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque l'exploitant reste en défaut d'introduire un plan ou ne le respecte pas une fois approuvé, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément à l'article 74, § 4.

§ 4. L'exploitant à l'encontre de qui la mesure de sécurité a été prise peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision visée au § 1^{er}. Le recours n'est pas suspensif. A défaut de décision dans le délai prescrit par le Gouvernement, le recours est censé être rejeté.

Le Gouvernement règle les modalités du recours et détermine notamment :

- 1° les informations que doit contenir le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires devant être introduits;
- 2° les modalités selon lesquelles il est porté à la connaissance du public;
- 3° les modalités d'instruction du recours par le fonctionnaire technique compétent.

§ 5. L'exploitant à l'encontre de qui la mesure de sécurité a été prise et les autres personnes intéressées peuvent demander la levée ou la modification de la mesure, par lettre recommandée à l'autorité qui a pris la mesure ou au Gouvernement, si celui-ci a statué sur le recours. La demande n'est pas suspensive.

La demande est censée être refusée si l'autorité n'a pas statué dans un délai d'un mois à dater du jour de la réception de la demande. Un recours est ouvert contre le refus tacite ou explicite conformément au § 4, sauf s'il a été statué par le Gouvernement sur recours.

§ 6. La demande adressée en vertu du § 5 ne peut, sous peine d'irrecevabilité, être adressée concomitamment avec le recours prévu au § 4.

Sous-section 3. — Action sur le permis ou la déclaration en cas d'infraction

Art. 72. § 1^{er}. Afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2 ou d'y remédier, lorsqu'une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution a été constatée, l'autorité compétente en première instance pour délivrer le permis d'environnement peut suspendre ou retirer celui-ci, notamment si :

- 1° les conditions générales, sectorielles ou particulières applicables à son établissement ne sont pas respectées;
- 2° les obligations énumérées à l'article 58, § 2, ne sont pas rencontrées;

Toutefois, à la demande de l'exploitant, l'autorité compétente peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur rapport favorable du fonctionnaire technique, autoriser l'exploitant à déroger temporairement aux conditions d'exploitation.

§ 2. Afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2 ou d'y remédier, lorsqu'une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution a été constatée, l'autorité compétente, pour recevoir la déclaration, peut ordonner la suspension ou l'interdiction d'exploiter l'établissement soumis à déclaration. Dans ce cas, elle en informe le fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

Toute nouvelle déclaration pour l'établissement considéré est soumise à la condition que le fonctionnaire désigné par le Gouvernement ait averti l'autorité compétente que l'exploitation peut être assurée dans des conditions conformes au présent décret et à ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Préalablement à toute décision de suspension, de retrait ou d'interdiction prévue aux §§ 1^{er} et 2, l'autorité compétente adresse un avertissement à l'exploitant et lui indique le délai dans lequel il doit s'y conformer.

Art. 73. Les articles 67 à 70 sont applicables aux décisions de suspension, de retrait ou d'interdiction d'exploiter prises sur base de l'article 72. Le recours contre une décision prise sur base de l'article 72 n'est cependant pas suspensif.

Sous-section 4. — Action sur l'établissement en cas d'infraction

Art. 74. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction aux articles 10, 11, 57 ou 58, le bourgmestre, sur rapport des fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement peut, afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances et inconvénients visés à l'article 2 du présent décret ou y remédier :

- 1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;
- 2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;
- 3° imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région, une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55, afin de garantir la remise en état.

En cas d'inertie du bourgmestre, les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1^{er} disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

Les mesures prises conformément à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, pour une infraction à l'article 10 ou à l'article 11 sont levées de plein droit dès que le permis d'environnement est accordé ou dès que la déclaration a été reconnue recevable par l'autorité compétente.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement et permis d'urbanisme. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément au § 4.

§ 4. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge du contrevenant. En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer à ce dernier qu'il fournisse une sûreté conformément à l'article 55.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement de payer, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Art. 75. Les articles 71 et 74 ne sont pas applicables aux cas où la remise en état est effectuée par la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sur la base de ce décret.

L'article 74 n'est pas applicable aux cas prévus à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne.

Section 3. — Amendes administratives

Art. 76. § 1^{er}. En cas d'infraction aux articles 10, § 2, 57, 58, § 2, 4°, et 59 ou aux dispositions prises en vertu de ceux-ci, les auteurs d'infractions encourent une amende dont le montant ne peut excéder 500.000 francs.

Les personnes passibles d'amendes administratives, en application du présent article, sont désignées par le terme « le contrevenant ».

L'amende administrative n'est applicable qu'au contrevenant, même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire.

§ 2. Les infractions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire technique.

Les infractions constatées aux dispositions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôtur.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis au fonctionnaire technique.

Le ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au fonctionnaire technique sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire technique décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du fonctionnaire technique fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire technique introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire technique ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise cinq ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article. Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au § 4, alinéa 1^{er}, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement détermine les modalités de perception de l'amende.

CHAPITRE X. — Sanctions pénales

Art. 77. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 100 francs à 1 million de francs, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui contrevient aux articles 10, § 1^{er}, et 11;

2° celui qui contrevient à l'article 58, § 1^{er};

3° celui qui entrave l'exécution de la mission de surveillance prévue à l'article 61.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 500.000 francs, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui contrevient à l'article 58, § 2, 3°;

2° celui qui contrevient à l'article 58, § 2, 4°, et qui, par ce fait, cause un danger à l'environnement.

§ 3. Est puni d'une amende de 26 francs à 10.000 francs celui qui contrevient aux articles 10, § 2, 57, 58, § 2, 1°, 2°, 4°, et 59.

§ 4. Est puni des peines visées au § 1^{er}, au § 2 ou au § 3 selon le cas, celui qui contrevient aux arrêtés d'exécution pris en application des articles cités.

Art. 78. Les peines prévues au présent décret peuvent être portées au double du maximum si une nouvelle infraction prévue à l'article 77 est commise dans un délai de cinq ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à l'un de ces mêmes articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée. En outre, la peine minimale ne peut être, dans ce cas, inférieure au décuple du minimum.

Art. 79. § 1^{er}. En cas d'infraction aux articles 10, § 1^{er}, 11 et 58, § 1^{er}, le tribunal peut également condamner le contrevenant :

1° à fournir, à ses frais, une étude de caractérisation, afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriée; cette étude contient un état des lieux, une description de l'environnement et des propositions de mesures de réparation;

2° à exécuter des mesures de nature à protéger les voisins ou l'environnement des nuisances causées. Il peut également ordonner l'accomplissement de travaux destinés à réduire ou supprimer les nuisances ou à empêcher l'accès aux lieux;

3° à cesser toute exploitation, pendant la durée qu'il détermine, à l'endroit où l'infraction a été commise.

Sauf dérogation individuelle accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire technique, l'étude de caractérisation visée au 1° est réalisée par une personne agréée en qualité d'auteur d'études d'incidences.

Le Gouvernement arrête le contenu de l'étude de caractérisation.

§ 2. En outre, le tribunal ordonne, à la demande du Gouvernement ou, sur délégation, du fonctionnaire technique ou à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, qu'une étude de caractérisation soit fournie aux frais du contrevenant et que les lieux soient remis en état, soit par le condamné lui-même conformément aux instructions du fonctionnaire technique, soit par la ou les personnes désignées, et ce, aux frais du condamné. Dans ce cas, le remboursement des frais intervient lorsque les travaux ont été exécutés ou au fur et à mesure de leur exécution, sur simple état dressé par le fonctionnaire technique. Cet état a force exécutoire.

Le jugement vaut, s'il échet, permis d'environnement et permis d'urbanisme ou déclaration au sens du présent décret pour la personne visée au jugement.

§ 3. Le tribunal ordonne que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours qui suivent le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice du Gouvernement suivant les modalités de l'article 55, à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

§ 4. Celui qui, condamné en vertu du § 1^{er} et du § 2, n'exécute pas, dans le délai prescrit, les obligations imposées par le tribunal, enfreint les interdictions que ce dernier établit ou s'oppose aux mesures d'office que le tribunal prescrit peut être puni d'une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 francs à 500.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

En cas d'inexécution des obligations prescrites par le tribunal, le Gouvernement ou, sur délégation, le fonctionnaire technique, ainsi que le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, peut en assurer l'exécution et en récupérer les frais comme indiqué au § 2.

§ 5. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie au fonctionnaire technique copie des requêtes ou des citations à comparaître relatives à des infractions visées au § 1^{er} et au § 4 devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel. Le fonctionnaire technique en transmet, le jour même, une copie au Gouvernement et au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle les faits litigieux ont été commis.

§ 6. Les jugements et arrêts où il est fait application du présent article sont notifiés à l'administration régionale par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

Art. 80. Le Gouvernement ou, sur délégation, le fonctionnaire technique, ainsi que le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise peut poursuivre devant le tribunal civil l'exécution des mesures prévues à l'article 79.

CHAPITRE XI. — *Du permis unique*

Section 1^{re}. — Champ d'application et autorité compétente

Art. 81. § 1^{er}. Tout projet mixte, à l'exception des projets portant sur des établissements temporaires, d'essai ou relatifs à des biens immobiliers visés à l'article 109 du CWATUP, fait l'objet d'une demande de permis unique.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement en projet est compétent pour connaître des demandes de permis unique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les fonctionnaires désignés par le Gouvernement au sein de l'administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et de l'administration de l'environnement sont conjointement compétents pour connaître des demandes de permis unique relatives à des actes et travaux ou des établissements situés sur le territoire de plusieurs communes.

Section 2. — Demande, enquête publique et avis

Art. 82. La demande de permis est envoyée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé à la commune.

Au cas où l'établissement est situé sur le territoire de plusieurs communes, la demande est envoyée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'une des communes, au choix du demandeur, sur le territoire de laquelle l'établissement est projeté.

Art. 83. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande de permis. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter, ainsi que l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent y être joints.

La demande doit contenir les éléments visés à l'article 17 du présent décret et les pièces requises en vertu de l'article 115, alinéa 2, du CWATUP.

Le dossier d'évaluation des incidences reprend l'ensemble des indications qu'auraient dû comporter les deux dossiers d'évaluation si les demandes de permis d'urbanisme et de permis d'environnement avaient été envisagées isolément.

Art. 84. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, la commune envoie simultanément un exemplaire de la demande de permis, en ce compris la preuve de la réception de la demande ou une copie du récépissé visé à l'article 82, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué. Elle en conserve un exemplaire et en informe, par pli ordinaire, le demandeur.

Si l'administration communale n'a pas transmis la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant par lettre recommandée à la poste une copie qu'il certifie conforme de la demande qu'il a initialement adressée au collège des bourgmestre et échevins. Dans ce cas, le fonctionnaire technique envoie un exemplaire de la demande au fonctionnaire délégué dans le même délai que celui prévu à l'alinéa 1^{er}.

Art. 85. La demande de permis est incomplète s'il manque des renseignements ou documents requis en vertu de l'article 83.

La demande de permis est irrecevable :

1° si elle est introduite en violation de l'article 82;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 86, alinéa 2.

Art. 86. Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent par lettre recommandée au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au fonctionnaire technique les compléments demandés par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

Un exemplaire des compléments demandés et reçus est envoyé par le fonctionnaire technique au fonctionnaire délégué dans un délai de cinq jours à dater du jour de la réception des compléments.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments par le fonctionnaire technique, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande suivant la procédure des alinéas 1^{er} et 2.

Si les fonctionnaires estiment une seconde fois que la demande est incomplète, ils la déclarent irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 4, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. 87. Dans la décision qu'ils rendent sur le caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article 86, les fonctionnaires indiquent :

1° si elle nécessite l'intervention du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation prévue à l'article 114 du CWATUP;

2° les instances qui doivent être consultées et, le cas échéant, les délais y afférents;

3° la durée et la date du début de l'enquête publique, sauf dérogation prévue au présent décret, et les communes dans lesquelles l'enquête doit être organisée;

4° l'autorité compétente et le délai dans lequel sa décision doit être prise.

Le même jour, ils envoient copie de la décision déclarant la demande complète et recevable à l'autorité compétente et, le cas échéant, les compléments obtenus en vertu de l'article 86.

Le Gouvernement peut désigner les instances à consulter ou fixer des critères sur base desquels le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué désignent celles-ci.

Art. 88. Si le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué n'ont envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'article 86, la demande est considérée comme recevable.

Dans ce cas, les fonctionnaires envoient le dossier de la demande à l'autorité compétente et la procédure est poursuivie.

Art. 89. Les délais de procédure jusqu'à la prise de décision visée à l'article 93 se calculent :

1° à dater du jour où le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ont envoyé la décision attestant le caractère complet et recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui leur était imparti pour envoyer la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Art. 90. Une enquête publique est organisée conformément aux articles 24, 25 et 26, § 1^{er}.

Les délais d'enquête publique sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Cette suspension a pour effet de proroger :

1° le délai visé à l'article 91 imparti aux instances consultées pour remettre leur avis;

2° le délai visé à l'article 92 imparti aux fonctionnaires pour transmettre le rapport de synthèse rédigé conjointement;

3° le délai visé à l'article 93 imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision au demandeur.

Les articles 27 à 29 et 42, alinéa 2, sont applicables.

Art. 91. Le jour où le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient à l'autorité compétente la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article 86 ou, à défaut, dans le délai prévu à l'article 88, le fonctionnaire technique transmet le dossier de la demande pour avis aux différentes instances désignées. Ces instances envoient leur avis ou remettent celui-ci contre récépissé dans un délai de soixante jours, si la demande concerne un établissement de classe 1, ou de trente jours, si la demande concerne un établissement de classe 2, à dater de leur saisine par le fonctionnaire technique. Elles en adressent suivant les mêmes formes une copie au fonctionnaire délégué.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé dans le délai prévu à l'alinéa précédent, l'avis est réputé favorable.

Art. 92. § 1^{er}. Sur la base des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé conjointement par le fonctionnaire technique et par le fonctionnaire délégué. Ce rapport comprend une proposition de décision motivée au regard des divers avis recueillis et, le cas échéant, la décision du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué d'octroi ou de refus de la dérogation visée à l'article 114 du CWATUP.

§ 2. A la demande d'une des autorités ou administrations consultées, celles-ci se concertent au moins une fois afin d'harmoniser leur point de vue sur le projet. Le Gouvernement peut arrêter des modalités de concertation.

§ 3. Le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont transmis par lettre recommandée à la poste à l'autorité compétente dans un délai de :

1° cinquante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent dix jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Le jour où le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué transmettent le rapport de synthèse, ils en avisent le demandeur.

§ 4. A l'expiration du délai visé au § 3, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué sont entendus conjointement si l'autorité compétente le demande.

§ 5. Les délais visés au § 3 peuvent être prorogés par décision conjointe du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée dans le délai visé à l'article 93, § 1^{er}, à l'autorité compétente et au demandeur.

§ 6. Si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé à l'autorité compétente dans le délai imparti, elle poursuit la procédure en tenant compte du dossier d'évaluation des incidences, des résultats de l'enquête publique, de l'avis du ou des collèges des bourgmestre et échevins et de toute autre information à sa disposition.

Section 3. — Décision

Art. 93. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué et par pli ordinaire à chaque autorité et administration consultée, dans un délai de :

1° septante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent trente jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent quarante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé à l'article 92, § 3, l'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué et par pli ordinaire à chaque autorité et administration consultée dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 92, § 3, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 92, § 3, pour les établissements de classe 1.

Si l'autorité compétente s'écarte du rapport de synthèse, elle en précise les motifs.

§ 2. Dans l'hypothèse de l'article 92, § 5, le délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire technique et par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Les articles 36 et 38 du présent décret s'appliquent à la décision prise par l'autorité compétente en vertu de la présente section.

Art. 94. A défaut de l'envoi de la décision dans les délais prévus à l'article 93 et si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 92, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse. Le rapport de synthèse est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique.

A défaut de l'envoi de la décision dans les délais prévus à l'article 93 et si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 92, le permis est censé être refusé.

Section 4. — Recours

Art. 95. § 1^{er}. Un recours contre les décisions des autorités visées à l'article 81 relatives à la délivrance des permis uniques et contre l'absence de décision de ces autorités à l'expiration des délais visés à l'article 93, est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé ou remis contre récépissé à l'administration de l'environnement dans un délai de vingt jours à dater :

1° soit, pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué, de la réception de la décision ou, à défaut, de l'expiration des délais visés à l'article 93;

2° soit, pour les personnes non visées au 1°, du premier jour de l'affichage de la décision conformément à l'article 93;

L'administration visée à l'alinéa 1^{er} transmet, dans les cinq jours, copie du recours à l'administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au trentième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

§ 3. Sur la base des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé conjointement par les administrations de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Si le recours porte sur des aspects relevant de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, l'avis de la commission d'avis visée à l'article 120 du CWATUP est requis dans les quarante jours à dater de la réception du recours par l'administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. A défaut de l'avis de cette commission dans ce délai, il est passé outre.

Le rapport de synthèse est envoyé au Gouvernement dans un délai de :

1° cinquante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° nonante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute le premier jour suivant la réception du dernier recours.

Le jour où ils transmettent le rapport de synthèse, les administrations visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe en avisent le demandeur.

§ 4. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf quand il est introduit par les fonctionnaires visés au § 1^{er}.

§ 5. Le Gouvernement détermine :

1° les informations que doit contenir le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires devant être introduits;

2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;

3° les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis. A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

§ 6. Le Gouvernement envoie sa décision au requérant dans un délai de :

1° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° nonante jours si le recours concerne un établissement de classe 1 situé dans une zone d'activité économique, dans une zone d'activité économique spécifique ou dans une zone d'aménagement différé à caractère industriel telles que définies par le CWATUP;

3° cent dix jours si le recours concerne un établissement de classe 1 non visé au 2°.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé au § 3, le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse des administrations conformément au § 3, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse des administrations conformément au § 3, pour les établissements de classe 1.

§ 7. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu au § 6 :

1° si le rapport de synthèse a été envoyé conformément au § 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse. Le rapport de synthèse est envoyé au demandeur par l'administration de l'environnement;

2° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément au § 3, la décision prise en première instance est confirmée.

§ 8. Il y a lieu à indemnité de vingt fois le montant du droit de dossier visé à l'article 177, alinéa 2, 1° et 2°, à charge de la Région, dans le cas où le refus de permis résulte de l'absence de décision en première instance et en recours et si aucun rapport de synthèse n'a été envoyé dans les délais prescrits.

Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

Section 4. — Dispositions particulières au projet mixte impliquant une modification à la voirie communale

Art. 96. § 1^{er}. Lorsque le projet mixte implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et délibère sur les questions de voirie avant que l'autorité compétente ne statue sur la demande de permis.

Les délais visés à l'article 93 peuvent dans ce cas être prorogés par décision de l'autorité compétente. La durée de la prorogation ne peut excéder soixante jours.

En l'absence de délibération du conseil communal dans un délai de soixante jours suivant la clôture de l'enquête publique, le permis est refusé.

Lorsque le conseil communal n'a pas été appelé à se prononcer sur la question de voirie ou qu'il s'est abstenu de se prononcer sur la question de voirie et qu'un recours a été introduit conformément à l'article 95, le conseil communal est convoqué à l'initiative du Gouvernement. Le conseil communal se prononce sur la question de voirie et communique sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la convocation du Gouvernement. Dans ce cas, les délais visés à l'article 95, § 6, sont prorogés du délai utilisé par le conseil communal pour communiquer sa décision.

§ 2. Lorsque le projet mixte est situé le long d'une voie de la Région ou de la province, l'avis de l'administration intéressée est sollicité.

Section 6. — Dispositions finales

Art. 97. Les chapitres Ier, VII, VIII, IX, X et XIII du présent décret sont applicables au permis unique.

Les articles 50 à 52, les chapitres IX et X ne s'appliquent pas au permis unique en tant qu'il tient lieu de permis d'urbanisme.

Les dispositions suivantes du CWATUP sont applicables au permis unique :

- les chapitres Ier, II, IV et VI du titre premier du livre premier;
- les titres II, III et IV du livre premier;
- les articles 84 à 86, 110 à 114, 123, 126, 127, § 3, 131, 132, alinéa 1^{er}, 134 à 136, 138, 139, les chapitres IV et V du titre V du livre premier;
- les titres VI, VII et VIII du livre premier;
- les livres II et III.

Le titre VI du livre premier du CWATUP ne s'applique pas au permis unique en tant qu'il tient lieu de permis d'environnement.

CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires et modificatives*

Section 1^{re}. — Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 98. L'article 124 du CWATUP tel que modifié par le décret du 27 novembre 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 124. – Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir relatives à des projets situés dans un périmètre soumis aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences et qui répondent aux prescriptions de ce plan sont dispensées de la réalisation d'une étude d'incidences.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un complément à l'étude d'incidences doit être réalisé dans le cadre de la procédure de permis d'urbanisme ou de lotir :

1° soit si la demande de permis est introduite plus de cinq ans après l'entrée en vigueur du plan;

2° soit s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus qui n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de l'étude précédant l'adoption du plan d'aménagement.

La décision de l'autorité compétente de soumettre le projet à un complément à l'étude intervient dans les quinze jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}. Si aucune décision n'est prise dans ce délai, aucun complément n'est requis.

Le Gouvernement peut déterminer les règles suivant lesquelles le constat est effectué et un complément à l'étude d'incidences est réalisé. ».

Art. 99. L'article 131 du CWATUP tel que modifié par le décret du 27 novembre 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 131. Par dérogation aux articles 84 et 127, en cas de projet mixte au sens de l'article 1^{er}, 11°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, un permis unique tenant lieu de permis d'urbanisme au sens du présent Code est délivré conformément aux dispositions visées au chapitre XI du décret précité. ».

Section 2. — Eaux

Art. 100. La loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est abrogée, à l'exception des articles 1^{er} et 3, § 2.

A l'article 3, § 2, de la loi précitée, les mots « et l'utilisation » sont supprimés.

Art. 101. A l'article 2 du décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 8°, c., les mots « l'octroi de l'autorisation de déversement » sont remplacés par les mots « l'octroi du permis d'environnement ou de la déclaration »;

2° il est inséré un 22° libellé comme suit :

« 22° permis d'environnement : la décision visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; »;

3° il est inséré un 23° libellé comme suit :

« 23° déclaration : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. ».

Art. 102. L'article 5, alinéa 2, du même décret est abrogé.

Art. 103. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. – Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

1° tout déversement d'eaux usées dans une eau de surface ordinaire;

2° tout déversement d'eaux usées industrielles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

3° tout dépôt temporaire ou permanent de matières polluantes à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics;

4° les écoulements de marche des bateaux dans les eaux de surface ordinaires;

5° les déversements d'eaux usées domestiques dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

6° les déversements d'eaux usées agricoles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

7° l'établissement de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues. ».

Art. 104. A l'article 7, 1° et 2°, du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, les mots « et les collecteurs » sont remplacés par les mots « les collecteurs et les eaux de surface ».

Art. 105. A l'article 8 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, modifié par le décret du Conseil régional wallon du 23 juin 1994, est abrogé;

2° à l'alinéa 2, le mot « il » est remplacé par les mots « le Gouvernement ».

Art. 106. Sont abrogés dans le même décret :

1° l'article 9, modifié par le décret du 23 juin 1994;

2° l'article 10, modifié par le décret du 23 juin 1994;

3° l'article 11, modifié par le décret du 23 juin 1994;

4° l'article 12;

5° l'article 13, modifié par le décret du 23 juin 1994;

6° l'article 14, modifié par le décret du 23 juin 1994;

7° l'article 15, modifié par le décret du 23 juin 1994.

Art. 107. A l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, les mots « une autorisation de déversement leur a été accordée » sont remplacés par les mots « un permis d'environnement leur a été accordé ».

Art. 108. A l'article 39, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 109. A l'article 49 du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° celui qui déverse des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics ou dans les voies artificielles d'écoulement sans respecter les règlements pris en vertu du présent décret; »;

2° le 3° est abrogé;

3° au 5°, les termes « par l'Exécutif ou l'un de ses fonctionnaires » sont supprimés.

Art. 110. A l'article 50 du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est abrogé;

2° au 4°, le terme « 3° » est abrogé;

3° au 7°, les mots « sans disposer de l'autorisation visée à l'article 6, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « sans disposer du permis d'environnement requis ».

Art. 111. A l'article 57, § 2, du même décret, les termes « et 3° » sont supprimés.

Art. 112. L'article 66 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 66. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution. A cette fin, ils disposent de prérogatives visées à l'article 61 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment. ».

Art. 113. L'article 67 du décret du 7 octobre 1985, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 1994, est abrogé.

Art. 114. L'article 68 du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 68. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction à l'article 49, le bourgmestre ainsi que les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement peuvent, afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances et inconvénients visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou y remédier :

1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;

2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;

3° imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région, une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement afin de garantir la remise en état.

En cas d'inertie du bourgmestre, les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1^{er} disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

Les mesures prises conformément à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que le permis d'environnement est accordé ou dès que la déclaration a été reconnue recevable par l'autorité compétente.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément au § 4.

§ 4. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge de la personne mise en demeure. En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures, à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement de payer, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire. ».

Art. 115. L'article 69 du même décret, modifié par le décret du 23 juin 1994, est abrogé.

Art. 116. A l'article 1^{er} du décret du Conseil régional wallon du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, modifié par le décret du 23 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° permis d'environnement : la décision visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement »;

2° il est inséré un 8°bis nouveau libellé comme suit :

« 8°bis. déclaration : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ».

Art. 117. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. – Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

1° les prises d'eau souterraine et les prises d'eau potabilisable;

2° les prises d'eau lorsqu'elles sont situées dans une zone d'eau potabilisable;

3° les recharges et essais de recharges artificielles des eaux souterraines.

Le permis d'environnement portant sur une prise d'eau détermine les droits et obligations du titulaire et notamment le volume annuel qui peut être prélevé. Il fixe éventuellement les limites piézométriques ainsi que les limites et le régime du débit de prélèvement. Il vise également les modalités de contrôle du volume d'eau captée.

Le Gouvernement assure une exploitation rationnelle durable des eaux et leur répartition équitable entre les différents titulaires d'un permis d'environnement portant sur une prise d'eau. ».

Art. 118. A l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, les mots « d'une autorisation visée » sont remplacés par les mots « d'un permis d'environnement visé ».

Art. 119. A l'article 4, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 7 mars 1996, les mots « autorisations de » sont supprimés.

Art. 120. A l'article 5, § 2, 10° et 12°, et § 3, 8°, du même décret, modifié par les décrets des 7 mars 1996 et 17 décembre 1997, les mots « d'autorisation » sont remplacés par les mots « de permis ».

Art. 121. L'article 6 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, est abrogé.

Art. 122. L'article 7 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, est abrogé.

Art. 123. A l'article 8, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, le mot « autorisation » est remplacé par les mots « permis d'environnement ou déclaration ».

Art. 124. A l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 1°, est abrogé;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de l'autorisation » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement portant sur une prise d'eau »;

3° les §§ 3 et 4 sont abrogés.

Art. 125. A l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, le mot « autorisation » est remplacé par les mots « permis d'environnement ou déclaration ».

Art. 126. A l'article 13 du même décret, modifié par les décrets des 23 décembre 1993 et 7 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de l'autorisation » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « de l'autorisation de prise d'eau » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « d'autorisation » sont remplacés par les mots « de permis d'environnement » et les mots « l'autorisation de prise d'eau » sont remplacés par les mots « le permis d'environnement »;

4° au § 2, alinéa 2, les mots « d'autorisation » sont remplacés par les mots « de permis d'environnement » et les mots « d'autorisations délivrées » sont remplacés par les mots « de permis d'environnement délivrés ».

Art. 127. L'article 14 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, est abrogé.

Art. 128. A l'article 15 du même décret, modifié par le décret du 7 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les termes « 12 à 14 » sont remplacés par les termes « 12 et 13 »;

2° au § 3, les mots « d'autorisation » sont remplacés par les mots « de permis d'environnement ».

Art. 129. L'article 17 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, est abrogé.

Art. 130. L'article 18 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution. A cette fin, ils disposent des prérogatives visées à l'article 61 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment. ».

Art. 131. Sont abrogés dans le même décret :

1° l'article 19, modifié par le décret du 23 décembre 1993;

2° l'article 20, modifié par le décret du 23 décembre 1993.

Art. 132. L'article 21 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction au présent décret, le bourgmestre, sur rapport des fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement, peut, afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances et inconvénients visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou y remédier :

1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;

2° mettre les appareils sous scellés, et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;

3° imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement afin de garantir la remise en état.

En cas d'inertie du bourgmestre, les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1^{er} disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

Les mesures prises conformément à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que le permis d'environnement est accordé ou dès que la déclaration a été reconnue recevable pour l'autorité compétente.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément au § 4.

§ 4. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge de la personne mise en demeure. En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures, à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de lasignification d'un commandement de payer, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire. ».

Art. 133. A l'article 22, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° les 1° et 5° sont abrogés;

2° au 2°, les mots « une disposition prise » sont remplacés par les mots « un règlement ou une mesure d'interdiction pris ».

Art. 134. A l'article 27, alinéa 4, du même décret, modifié par le décret du 7 mars 1996, le mot « autorisation » est remplacé par les mots « permis d'environnement ».

Art. 135. A l'article 45 du même décret, modifié par les décrets des 23 décembre 1993 et 7 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est abrogé;

2° au § 2, les mots « à autorisation en application du présent décret » sont remplacés par les mots « à permis d'environnement ou déclaration » et les mots « d'autorisation de prise d'eau » sont remplacés par les mots « de permis d'environnement ou une déclaration ».

Art. 136. A l'article 1^{er}, 8°, c., du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, les mots « de l'autorisation de déversement » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement ».

Art. 137. A l'article 3, 2°, du même décret, les mots « de l'autorisation de déversement » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement ».

Art. 138. A l'article 7, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1993, les mots « l'autorisation de déversement » sont remplacés par les mots « le permis d'environnement », les mots « celle-ci » sont remplacés par les mots « celui-ci » et les mots « de l'autorisation » sont remplacés par les mots « du permis d'environnement ».

Section 3. — Déchets

Art. 139. A l'article 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sont apportées les modifications suivantes :

1° le 18° est abrogé;

2° les 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24° et 25° deviennent respectivement les 18°, 19°, 20°, 21°, 22°, 23° et 24°;

3° un 25° nouveau est inséré libellé comme suit :

« 25° permis d'environnement : la décision visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; »;

4° un 26° est inséré libellé comme suit :

« 26° déclaration : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ».

Art. 140. A l'article 6, § 3, du même décret, les mots « autorisations nouvelles », « d'autorisations d'exploiter » et « octroyées » sont remplacés respectivement par les mots « permis d'environnement », « des permis » et « octroyés ».

Au même § du même article, les mots « comme dangereux, insalubres ou incommodes » sont supprimés.

Art. 141. A l'article 7, § 5, du même décret, les mots « à une installation autorisée ou enregistrée pour les gérer » sont remplacés par les mots « à un établissement autorisé ou déclaré pour les gérer ».

Art. 142. A l'article 8, 3°, du même décret, les mots « à autorisation ou enregistrement les installations ou les activités de gestion des déchets et » sont supprimés.

Art. 143. A l'article 11 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « L'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets sont soumises à permis d'environnement ou à déclaration conformément aux règles du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. »;

2° à l'alinéa 2 du même §, les mots « les conditions prévues au § 2 » sont remplacés par « des conditions particulières relatives à la gestion des déchets »;

3° à l'alinéa 3 du même §, les mots « l'autorisation » et « accordée » sont remplacés respectivement par les mots « le permis d'environnement » et « accordé ».

4° les §§ 2 à 8 sont supprimés et le § 1^{er} devient l'alinéa 1^{er} de l'article.

Art. 144. L'article 12 du même décret est abrogé.

Art. 145. L'article 13 du même décret est abrogé.

Art. 146. A l'article 14 du même décret, les 1° et 5° sont abrogés et les 2°, 3°, 4° deviennent respectivement les 1°, 2° et 3°.

Au 2° nouveau du même article, c., remplacer les mots « suivant l'une des modalités prévues à l'article 13 » par les mots « suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ». Les termes « la remise en état des installations ou » et le terme « autre » sont supprimés.

Art. 147. L'article 15 du même décret est abrogé.

Art. 148. A l'article 19 du même décret, le § 4 est abrogé.

Art. 149. A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 5, du même décret, le mot « initial » est inséré entre les mots « producteur » et « de déchets »;

2° au § 2 du même article, les mots « l'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter » sont remplacés par les mots « le permis d'environnement d' », et le mot « octroyée » est remplacé par le mot « octroyé »;

3° aux §§ 3 et 4 du même article, les mots « d'autorisation » et « autorisation » sont remplacés respectivement par les mots « de permis d'environnement » et « permis d'environnement ».

Art. 150. L'article 22 du même décret est abrogé.

Art. 151. A l'article 24, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du même décret, le mot « initial » est inséré entre les mots « producteur » et « de déchets ».

Art. 152. A l'article 26 du même décret, le § 4 est remplacé par le § suivant :

« § 4. Les demandes de permis d'environnement ou de permis unique au sens de l'article 1^{er}, 1° ou 12°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et les demandes de permis d'urbanisme au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine concernant un site répertorié dans le plan des centres d'enfouissement technique et destiné à accueillir des déchets autres qu'inertes sont dispensées de l'application des dispositions du décret du 11 septembre 1985 relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne dans la mesure où leur objet est conforme à l'affectation retenue pour ledit site par ledit plan. Un complément à l'étude d'incidences est réalisé dans le cadre de la procédure de permis :

1° soit si les demandes susvisées sont introduites plus de cinq ans après l'adoption du plan des centres d'enfouissement technique;

2° soit s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus qui n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de l'étude des incidences sur l'environnement portant sur le projet de plan des centres d'enfouissement technique.

La réalisation d'un complément à l'étude d'incidences est soumise aux prescriptions du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne. ».

Art. 153. A l'article 36, 2°, du même décret, le mot « autorisations » est supprimé.

Art. 154. A l'article 41, § 1^{er}, du même décret, les mots « autorisation » et « enregistrement » sont remplacés par les mots « permis d'environnement » et « déclaration ».

Art. 155. A l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « autorisation » et « enregistrement » sont supprimés.

A l'article 42, § 1^{er}, alinéa 3, les mots « autorisation de gestion au sens du présent décret et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1^{er}, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine » sont remplacés par les termes « permis d'environnement au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et permis d'urbanisme au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ».

Art. 156. A l'article 43 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « prévues à l'article 13 » sont remplacés par les termes « prévus à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement »;

2° au § 4, les mots « autorisation de gestion de déchets au sens du présent décret et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1^{er}, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine » sont remplacés par les termes « permis d'environnement au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et permis d'urbanisme au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ».

Art. 157. A l'article 45 du même décret, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« A cette fin, dans l'exercice de leurs missions, ils disposent des prérogatives visées à l'article 61 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment. ».

Art. 158. L'article 46 du même décret est abrogé.

Art. 159. A l'article 47, § 1^{er}, du même décret, les mots « l'autorisation, l'enregistrement » et « une autorisation ou un enregistrement » sont supprimés.

Art. 160. L'article 49 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. Tout agrément accordé en vertu du présent décret peut être suspendu ou retiré par l'autorité compétente pour accorder les agréments si les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ou les conditions d'agrément ne sont pas respectées.

Le Gouvernement dispose des mêmes pouvoirs en cas d'inertie de l'autorité qui a accordé l'agrément. ».

Art. 161. Aux articles 51 et 52 du même décret, les termes « 11, 13 » sont supprimés.

Art. 162. A l'article 56 du même décret, les mots « autorisation » et « enregistrement » sont remplacés par les mots « permis d'environnement » et « déclaration » ; le même article est complété par les mots « du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou en vertu du présent décret ».

Art. 163. A l'article 58, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « autorisation d' » sont remplacés par les mots « permis d'environnement pour l' » et les termes « permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1^{er}, 2° » sont remplacés par les termes « permis d'urbanisme au sens de l'article 84, § 1^{er} ».

Art. 164. L'article 69 du même décret est abrogé.

Art. 165. A l'article 70, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « d'autorisation » sont remplacés par les mots « de permis », les mots « de bâtir » sont remplacés par les mots « d'urbanisme » et le mot « autorisation » est remplacé par les mots « permis d'environnement et permis d'urbanisme ».

A l'alinéa 2 du même article, la dernière mention du mot « autorisation » est remplacée par les mots « permis d'environnement et permis d'urbanisme ».

Art. 166. L'article 7, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par les décrets des 17 décembre 1992 et 27 juin 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, la présence de déchets dans un endroit sur lequel une personne physique ou morale a exercé ou exerce une activité autorisée sur base de l'arrêté du Régent du 4 février 1946 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail, sur base du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, sur base du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sur base du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, sur base du décret du 7 juillet 1988 relatif aux mines, sur base du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières ou sur base du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de leurs arrêtés d'exécution, ne constitue pas un fait générateur de la taxe pour autant que les déchets présents soient prévus par les conditions de ces autorisations ou permis. ».

Art. 167. Aux articles 12 et 13 du même décret tels que modifiés par le décret du 19 décembre 1996, les mots « et de ses arrêtés d'exécution » sont remplacés par les mots « ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de leurs arrêtés d'exécution ».

Art. 168. A l'article 22, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 19 décembre 1996, les mots « ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement » sont insérés après les termes « relatif aux déchets ».

Art. 169. A l'article 25 du même décret, tel que modifié par le décret du 19 décembre 1996, les mots « et de ses arrêtés d'exécution » sont remplacés par les mots « ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de leurs arrêtés d'exécution ».

Section 4. — Evaluation des incidences

Art. 170. Les dispositions du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et son annexe sont remplacées par les dispositions suivantes :

« TITRE Ier. — Définitions et principes

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° système d'évaluation des incidences sur l'environnement : l'ensemble des procédures du présent décret et des arrêtés d'application organisant, préalablement à tout permis, la prise en considération comme élément de décision des incidences des projets sur l'environnement;

2° projet : toute opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension ou désaffectation d'installations, programme ou plan modifiant l'environnement, dont la réalisation est envisagée par une personne physique ou morale, de droit public ou privé;

3° plan d'aménagement : plan d'aménagement au sens du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

4° permis :

- a. les permis accordés en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- b. les permis accordés en vertu des articles 84, 89 et 127 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;
- c. les permis d'extraction délivrés en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;
- d. les permis de valorisation des terrils délivrés en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

e. les actes administratifs, énumérés par le Gouvernement, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie;

5° notice d'évaluation des incidences sur l'environnement : le document reprenant les principaux paramètres écologiques du projet et mettant en évidence ses effets sur l'environnement;

6° étude d'incidences : l'étude scientifique réalisée par une personne agréée mettant en évidence les effets du projet sur l'environnement;

7° autorité compétente : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer le permis visé au présent article, en ce compris l'autorité compétente sur recours;

8° résumé non technique : le document présentant les principaux résultats de l'étude d'incidences, une synthèse des impacts du projet sur l'environnement, une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement et, si possible, y remédier.

Art. 2. La mise en œuvre des procédures prévues par le présent décret doit avoir principalement pour but :

- de protéger et d’améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;
- de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles de façon à préserver leurs qualités et utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;
- d’instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l’ensemble de la population de jouir durablement d’un cadre et de conditions de vie convenables.

Art. 3. Il est institué, dans la Région wallonne, un système d’évaluation des incidences des projets sur l’environnement.

Art. 4. La délivrance de tout permis est subordonnée à la mise en œuvre du système d’évaluation des incidences sur l’environnement prévu par le présent décret.

Si plusieurs permis sont requis, un seul système d’évaluation des incidences sera prévu pour autant qu’il soit relatif à tous les aspects des permis indispensables à la bonne fin du projet.

Le Gouvernement détermine, par des normes générales, les conditions d’application du présent article.

Art. 5. L’autorité compétente sur recours et le juge administratif peuvent prononcer la nullité de tout permis délivré en contradiction avec les dispositions de l’article 4, alinéa 1^{er}.

La nullité doit en tout cas être prononcée dans les cas suivants :

- 1° en cas d’absence de notice d’évaluation lorsqu’elle est requise par le présent décret;
- 2° en cas de violation d’une des dispositions de l’article 14;
- 3° en cas d’absence d’étude d’incidences lorsqu’elle est requise par ou en vertu du présent décret;
- 4° lorsque la personne chargée de l’étude n’est pas agréée;
- 5° en cas d’absence de résumé non technique;
- 6° en l’absence de phase de consultation du public prévue à l’article 12.

Art. 6. Le permis et le refus de permis doivent être motivés en regard notamment des incidences sur l’environnement et des objectifs précisés à l’article 2.

TITRE II. — Le système d’évaluation des incidences de projets sur l’environnement

Art. 7. Toute demande de permis comporte soit une notice d’évaluation des incidences sur l’environnement, soit une étude d’incidences sur l’environnement.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 42 et 50 du Code wallon de l’aménagement du territoire, de l’urbanisme et du patrimoine, l’évaluation des incidences, qu’il s’agisse de la notice d’évaluation des incidences sur l’environnement ou de l’étude d’incidences, identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects, à court, moyen et long termes de l’implantation et de la mise en œuvre du projet sur :

- 1° l’homme, la faune et la flore;
- 2° le sol, l’eau, l’air, le climat et le paysage;
- 3° les biens matériels et le patrimoine culturel;
- 4° l’interaction entre les facteurs visés aux 1°, 2° et 3° du présent alinéa.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont susceptibles d’avoir des incidences notables sur l’environnement et sont soumis à étude d’incidences sur l’environnement.

Lorsqu’il arrête la liste visée à l’alinéa 1^{er} du présent §, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents visés à l’annexe du présent décret.

§ 3. Sont soumises à notice d’évaluation des incidences sur l’environnement :

- 1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au § 2;
- 2° par dérogation au § 2, les demandes de permis relatives à des projets situés dans un périmètre soumis aux prescriptions d’un plan d’aménagement qui a fait l’objet d’une étude d’incidences sur l’environnement et qui répondent aux prescriptions de ce plan.

§ 4. Par dérogation au § 3, 2°, un complément à l’étude d’incidences doit être réalisé dans le cadre de la procédure de permis :

- 1° soit si la demande de permis est introduite plus de cinq ans après l’entrée en vigueur du plan;
- 2° soit s’il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus, qui n’ont pas été ou pas pu être pris en considération lors de l’étude précédant l’adoption du plan d’aménagement.

La décision de l’autorité compétente de soumettre le projet à un complément à l’étude intervient dans les quinze jours à dater de la réception de la demande visée à l’alinéa 1^{er}. Si aucune décision n’est prise dans ce délai, aucune mise à jour n’est requise.

Le Gouvernement peut déterminer les règles suivant lesquelles le constat de l’autorité compétente est effectué et un complément à l’étude d’incidences est réalisé.

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les formes et le contenu minimum de la notice d’évaluation des incidences sur l’environnement. Il peut prévoir que le dossier de demande de permis constitue la notice d’évaluation des incidences sur l’environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter les formes et le contenu minimum de l’étude d’incidences sur l’environnement.

L’étude d’incidences comporte au minimum :

- 1° une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- 2° les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d’avoir sur l’environnement;

3° une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, pour y remédier;

4° une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le demandeur et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement;

5° un résumé non technique des points mentionnés ci-dessus.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles, lorsqu'elle est sollicitée par le demandeur, l'autorité compétente rend un avis sur les informations à fournir dans le cadre de l'étude d'incidences.

Art. 10. L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.

Lorsqu'elle ne dispose pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur et de l'auteur d'études des informations complémentaires.

L'auteur du projet choisit une personne agréée en vertu de l'article 11 pour réaliser l'étude.

TITRE III. — Les études d'incidences sur l'environnement

Art. 11. Le Gouvernement agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes physiques et morales qui peuvent être chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement; il détermine les règles d'octroi et de retrait de l'agrément. L'agrément peut, notamment, être retiré temporairement ou définitivement, lorsqu'après un premier avertissement dûment notifié, le Gouvernement constate la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, créé par le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, doit être consulté avant tout retrait d'agrément, de même que la Commission régionale d'aménagement du territoire dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement.

Le Gouvernement détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée.

Art. 12. Pour les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences, une phase de consultation du public est réalisée avant l'introduction de la demande de permis. Le but de cette phase est notamment de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par l'auteur du projet afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles ces alternatives sont communiquées à la personne chargée de l'étude;

2° les modalités de la consultation et les mesures destinées à en informer préalablement le public.

Art. 13. Le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ou son délégué ainsi que, en cas d'étude d'incidences relative à un plan d'aménagement, la Commission régionale d'aménagement du territoire ont le droit d'obtenir toute information qu'ils sollicitent sur la demande de permis et sur le déroulement de l'étude d'incidences, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'étude. Ils peuvent adresser au Gouvernement et à l'autorité compétente toutes observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences.

Art. 14. Les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumis à une enquête publique qui respecte les principes suivants :

1° le résumé non technique et l'étude d'incidences sont rendus publics;

2° la durée de l'enquête publique est fixée à trente jours;

3° le délai d'enquête publique est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Lorsque le délai d'enquête publique fixé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est supérieur au délai d'enquête publique applicable à la demande de permis, les délais de procédure prévus par d'autres lois, décrets et arrêtés sont prolongés du même délai que la différence entre les deux délais susvisés.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à étude d'incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations.

Art. 15. Un dossier accessible au public peut être consulté, aux heures ouvrables, à un endroit que l'autorité compétente désigne. Ce dossier comprend l'étude en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, copie des avis et correspondances adressées par les citoyens et les différents services ou organismes concernés. Les correspondances adressées et les avis écrits remis à l'autorité, dans le cadre de l'enquête publique, sont, dès leur réception, insérés par celle-ci dans le dossier.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsqu'un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie de la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le dossier de demande de permis accompagné de l'étude d'incidences et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission du dossier aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article 17 sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsqu'un projet situé sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement en Région wallonne, les informations visées à l'article 7.3. de la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement telle que modifiée par la directive 97/11/C.E. transmises par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat sont mises à la disposition du public concerné et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont mises à disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Art. 17. Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles sont rendus publics :

1° la décision de l'autorité compétente accompagnée, le cas échéant, des conditions d'exploitation;

2° les motifs ayant fondé la décision;

3° le cas échéant, une description des principales mesures destinées à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs importants du projet.

TITRE IV. — Dispositions pénales et générales

Art. 18. Tout qui fera entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustraira à l'examen du public des pièces du dossier visé à l'article 15 sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 250 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes chargées de l'étude d'incidences sont assimilées à des « personnes chargées d'un service public » pour l'application du Titre IV, chapitre IV, du Code pénal réprimant la corruption.

TITRE V. — Dispositions finales et transitoires

Art. 19. Sans préjudice de la possibilité prévue à l'article 11 pour le Gouvernement de retirer temporairement ou définitivement un agrément, les agréments octroyés avant l'entrée en vigueur du présent décret restent valables jusqu'au terme pour lequel ils ont été octroyés.

Art. 20. Les demandes de permis ainsi que les recours administratifs organisés, introduits avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont traités selon la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Annexe au décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences en Région wallonne – Critères de sélection visés à l'article 8, § 2.

1. Caractéristiques des projets soumis à évaluation des incidences

Les caractéristiques des projets susvisés doivent être considérées notamment par rapport :

- à la dimension du projet;
- au cumul avec d'autres projets;
- à l'utilisation des ressources naturelles;
- à la production de déchets;
- à la pollution et aux nuisances;
- au risque d'accidents, eu égard notamment aux substances ou aux technologies mises en œuvre.

2. Localisation des projets soumis à évaluation des incidences

La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant en compte :

- l'occupation des sols existants;
- la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone;
- la capacité de charge de l'environnement naturel.

3. Caractéristiques de l'impact potentiel

Les incidences notables qu'un projet pourrait avoir doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux points 1 et 2, notamment par rapport à :

- l'étendue de l'impact (zone géographique et importance de la population affectée);
- la nature transfrontière de l'impact;
- l'ampleur et la complexité de l'impact;
- la probabilité de l'impact;
- la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact. ».

Section 5. — Explosifs

Art. 171. La loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés cesse d'être applicable en Région wallonne en ce qui concerne la police externe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Section 6. — Terrils

Art. 172. A l'article 1^{er}, 3°, du décret du 9 mai 1985 tel que modifié par le décret du 6 mai 1993 concernant la valorisation de terrils, les termes « visé à l'article 42, § 1^{er} » sont remplacés par les termes « au sens du ».

Art. 173. A l'article 2 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le permis de valorisation de terrils emporte de droit délivrance du permis d'urbanisme, au sens de l'article 84 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, et du permis d'environnement, au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, pour exploiter le terril. »

Section 7. — Parcs naturels

Art. 174. A l'article 13, § 1^{er}, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « par l'autorité compétente » sont supprimés;

2° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° l'octroi des permis d'environnement relatifs à des établissements de classe 1 au sens de l'article 3 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement »;

3° au 3°, les mots « autorisations de » sont remplacés par les mots « permis d'environnement portant sur un »;

4° au 5°, les termes « d'autorisations de » sont remplacés par les termes « de permis d'environnement portant sur un ».

A l'article 13, § 2, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les avis visés au § 1^{er}, 1°, 3° et 5°, sont sollicités par le fonctionnaire technique visé à l'article 1^{er}, 14°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Ils sont remis au fonctionnaire technique.

Les avis visés au § 1^{er}, 2°, 4°, 6° et 7°, sont sollicités par l'autorité compétente.

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations et permis visés au § 1^{er} ne pourront s'écarter de cet avis que par une décision spécialement motivée. ».

*Section 8. — Transport de produits dangereux
et exploitation de sites-réservoirs souterrains de stockage de gaz*

Art. 175. La loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation et la loi du 18 juillet 1975 relative à la recherche et à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage de gaz sont abrogées en ce qui concerne la protection de l'environnement pour les établissements visés par le présent décret.

CHAPITRE XIII. — Dispositions finales et transitoires

Art. 176. Sauf disposition contraire, tout envoi prévu aux chapitres II, III et IV se fait par lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi. L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 177. Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au budget des recettes de la Région wallonne et couvrant les frais administratifs est levé à charge de toute personne physique ou morale en raison de l'introduction d'une demande ou d'un recours introduits en application du présent décret.

Le droit de dossier visé à l'alinéa 1^{er} est fixé comme suit :

1° 20.000 francs pour une demande de permis d'environnement relative à un établissement de classe 1;

2° 5.000 francs pour une demande de permis d'environnement relative à un établissement de classe 2;

3° 1.000 francs pour tout recours introduit conformément à aux articles 40 et 41.

Le droit de dossier est dû à la date d'introduction de la demande ou du recours.

Le Gouvernement fixe les modalités de perception des droits de dossier.

Art. 178. Le Gouvernement, en coordination avec le Ministre de la Défense nationale, peut établir des modalités particulières d'application du présent décret concernant les installations et activités classées dépendant du Ministère de la Défense nationale pour des raisons strictes de sécurité nationale.

Art. 179. Le Gouvernement peut codifier les dispositions du présent décret avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées et avec d'autres décrets applicables en matière d'environnement, de politique de l'eau et de conservation de la nature.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La codification portera l'intitulé : « Code wallon de l'environnement ».

L'arrêté du Gouvernement de codification fera l'objet d'un projet de décret de ratification qui sera soumis au Conseil régional wallon.

Art. 180. Par « permis » au sens du présent article, il y a lieu d'entendre tout permis, toute autorisation, ou tout enregistrement dont l'obtention était prescrite avant l'entrée en vigueur du présent décret pour l'exploitation d'un établissement.

Les permis délivrés avant l'entrée en vigueur du présent décret restent valables pour le terme fixé, sans préjudice de l'application des chapitres VIII, IX et X.

Les demandes de permis, ainsi que les recours administratifs organisés, introduits avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont traités selon la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 181. Lorsque des installations et/ou activités classées en vertu du présent décret et constituant des établissements classés au sens du présent décret ont été autorisées avant l'entrée en vigueur du présent décret et que l'une des autorisations de ces installations et/ou activités classées accessoires faisant partie de l'établissement arrive à échéance, le titulaire de l'autorisation est tenu :

1° soit de solliciter un nouveau permis d'environnement ou de faire une déclaration pour l'établissement dont fait partie l'installation et/ou l'activité dont l'autorisation arrive à échéance;

2° soit, par dérogation aux articles 10 et 11, de solliciter un nouveau permis d'environnement ou de faire une déclaration pour l'installation et/ou l'activité dont l'autorisation arrive à échéance.

Dans ce cas, le terme de l'autorisation portant sur l'exploitation de l'installation et/ou l'activité ne peut excéder celui octroyé pour l'installation et/ou l'activité principale faisant partie de l'établissement.

Art. 182. La loi du 5 mai 1888 relative à l’inspection des établissements dangereux, insalubres et incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur est abrogée en ce qui concerne les établissements visés par le présent décret.

Cette abrogation ne concerne pas les mesures de police interne relatives à la protection du travail.

Art. 183. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l’Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l’Aménagement du Territoire, de l’Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l’Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l’Environnement, des Ressources naturelles et de l’Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l’Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Note

(1) *Session 1998-1999* :

Documents du Conseil 392 (1998-1999), n^{os} 1 à 170.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 3 mars 1999.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1681

[C - 99/27439]

11. MÄRZ 1999 — Dekret über die Umweltgenehmigung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt I — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Umweltgenehmigung": Beschluß der zuständigen Behörde, auf dessen Grundlage der Betreiber für einen festgelegten Zeitraum und zu bestimmten Bedingungen einen Betrieb der Klasse 1 oder 2 betreiben, verlegen, umwandeln oder erweitern kann;

2° "Erklärung": Urkunde, durch die der Meldepflichtige in der durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Form die zuständige Behörde von seiner Absicht, einen Betrieb der Klasse 3 zu betreiben, in Kenntnis setzt;

3° "Betrieb": technische und geographische Einheit, in der eine oder mehrere im Hinblick auf den Umweltschutz eingestufte Anlagen und/oder Tätigkeiten eine Rolle spielen, sowie jede andere Anlage und/oder Tätigkeit, die unmittelbar mit dem Umweltschutz in Zusammenhang steht und Ein- und Auswirkungen auf die Emissionen und die Verschmutzung haben könnte;

4° "zeitweiliger Betrieb": jeglicher Betrieb, der von seiner Art her zeitlich begrenzt ist und dessen durchgehende Betriebsdauer folgende Zeiträume nicht überschreitet:

a. drei Jahre, falls es sich um einen Betrieb handelt, der für eine Baustelle erforderlich ist;

b. die Dauer der Wiederinstandsetzung des Orts, falls es sich um einen zur Wiederinstandsetzung eines verschmutzten Geländes bestimmten Betrieb handelt;

c. drei Monate oder ein geringerer von der Regierung festgelegter Zeitraum für die von ihr bezeichneten Betriebe;

5° "versuchsweise eingerichteter Betrieb": jeglicher Betrieb, der dazu bestimmt ist, während einer Dauer von höchstens 6 Monaten in Funktion zu sein und der ausschließlich oder hauptsächlich zur Ausarbeitung oder Erprobung neuer Methoden oder Produkte dient;

6° "mobiler Betrieb": jegliche von der Regierung bezeichnete Anlage, die derart gebaut ist, daß sie an verschiedenen Orten genutzt werden kann und deren Betriebsdauer auf demselben Gelände ein Jahr nicht überschreiten darf;

7° "Betriebsfähigkeit": die Errichtung, die Inbetriebsetzung, der Fortbestand, die Weiterführung, die Instandhaltung oder die Benutzung eines Betriebs;

8° "Betreiber": jede Person, die einen eingestuften Betrieb bewirtschaftet, oder für deren Rechnung ein eingestufter Betrieb bewirtschaftet wird. Während des Verfahrens der Genehmigungserteilung wird der Antragsteller mit dem Betreiber gleichgestellt;

9° "Meldepflichtiger": Person, die eine Erklärung abgibt;

10° "Projekt": der vorgesehene Betrieb, für den eine Umweltgenehmigung erforderlich ist oder eine Erklärung abgegeben werden muß;

11° "gemischtes Projekt": Projekt, aus dem man zum Zeitpunkt der Einreichung des Genehmigungsantrags ersehen kann, daß seine Verwirklichung eine Umwelt- und eine Städtebaugenehmigung erfordert;

12° "Globalgenehmigung": der nach Abschluß des in Kapitel XI erwähnten Verfahrens abgegebene Beschluß der zuständigen Behörde bezüglich eines gemischten Projekts, der als Umweltgenehmigung im Sinne des Artikels 1, 1° des vorliegenden Dekrets und als Städtebaugenehmigung im Sinne der Artikel 84 und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe gilt.

13° "Wiederinstandsetzung": die gesamten Maßnahmen im Hinblick auf die Wiedereingliederung des Betriebs in die Umgebung in Anbetracht dessen Wiederverwendung für eine zweckdienliche Nutzung und / oder im Hinblick auf die Beseitigung der Verschmutzungsgefahren, die von diesem Betrieb ausgehen;

14° "Umweltverträglichkeitsakte: die Bewertungsnotiz oder Umweltverträglichkeitsprüfung, die aufgrund der Gesetzgebung zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region erforderlich sind;

15° "zuständige Behörde": die zur Entgegennahme der Erklärung oder zur Erteilung der Umweltgenehmigung befugte Behörde;

16° "technischer Beamter": der oder die von der Regierung bezeichnete(n) Beamte(n);

17° "CWATUP": "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

18° "beauftragter Beamter": der von der Regierung im Sinne des CWATUP beauftragte Beamte;

19° "die besten verfügbaren Techniken": die wirksamste und am meisten fortgeschrittene Entwicklungsstufe der Anlagen und Tätigkeiten und ihrer Planungs-, Bau-, Betriebs- und Instandhaltungsformen, die die praktische Eignung besonderer Techniken nachweist, im Prinzip die Grundlage der Emissionsgrenzwerte zu bilden, die darauf abzielt, die Emissionen und deren Auswirkung auf die Umwelt in ihrer Gesamtheit zu vermeiden und, falls sich dies als unmöglich erweist, diese allgemein zu verringern, unter der Bedingung, daß diese Techniken in einem Maßstab entwickelt werden, der es ermöglicht, sie in dem betreffenden industriellen Sektor unter wirtschaftlich und technisch lebensfähigen Bedingungen anzuwenden und daß sie unter vernünftigen Bedingungen zugänglich sind;

20° "Verschmutzung": mittelbare oder unmittelbare Einführung durch menschliche Tätigkeiten von Substanzen, Schwingungen, Hitze, Lärm in Wasser, Luft oder Boden, die die menschliche Gesundheit oder die Qualität der Umwelt beeinträchtigen, Schädigungen an Gütern, eine Behinderung oder Beeinträchtigung einer angenehmeren Gestaltung der Umwelt oder eines angenehmeren Erlebens oder sonstiger gerechtfertigter Verwendungsmöglichkeiten der letzteren zur Folge haben können;

21° "Emission": direkte oder indirekte Ableitung von Substanzen, Schwingungen, Hitze, Lärm in Wasser, Luft oder Boden aus diffusen oder Punktquellen des Betriebs.

Abschnitt II — Anwendungsbereich

Art. 2 - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, unter dem Gesichtspunkt eines integrierten Konzepts zur Verhütung und Verringerung der Verschmutzung den Schutz der Menschen oder der Umwelt gegen Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die ein Betrieb mittelbar oder unmittelbar, während oder nach der Betriebstätigkeit verursachen kann, zu gewährleisten. Dies betrifft nicht nur die Bevölkerung außerhalb des abgeschlossenen Bereichs des Betriebs, sondern auch jede Person, die sich innerhalb des Betriebs befindet ohne in der Eigenschaft als Arbeiter geschützt zu sein.

Das vorliegende Dekret zielt insbesondere darauf ab, zu der Weiterführung der Zielsetzungen bezüglich der Erhaltung der klimatischen Gleichgewichte, der Qualität des Wassers, der Luft, des Bodens, des Unterbodens, der biologischen Vielfalt und der akustischen Umwelt beizutragen und sich an einer zweckmäßigen Bewirtschaftung des Wassers, des Bodens, des Unterbodens, der Energie und der Abfälle zu beteiligen.

Art. 3 - Die Anlagen und Tätigkeiten werden in Einstufungskategorien verzeichnet und je nach dem abnehmenden Ausmaß ihrer Auswirkungen auf die Menschen und die Umwelt, sowie ihrer Eignung, im Rahmen der allgemeinen, sektoralen oder integralen Bedingungen aufgenommen zu werden, in drei Klassen aufgeteilt (Klasse 1, Klasse 2 und Klasse 3).

Die Klasse 3 umfaßt die Anlagen und Tätigkeiten, die eine geringe Auswirkung auf die Menschen und die Umwelt haben und für die die Regierung integrale Bedingungen verordnet hat.

Die Klasse des Betriebs wird durch diejenige Anlage oder Tätigkeit bestimmt, die sich am meisten auf den Menschen oder die Umwelt auswirkt.

Die Liste und die Aufteilung der Anlagen und Tätigkeiten werden von der Regierung aufgestellt. Wenn sie die Liste und die Aufteilung der Anlagen und Tätigkeiten ändert, begründet sie ihren Beschluß.

Abschnitt III — Allgemeine, Sektoriale, Integrale und Besondere Bedingungen

Art. 4 - Die Regierung verabschiedet die allgemeinen, sektoralen oder integralen Bedingungen, um die in Artikel 2 erwähnten Zielsetzungen zu erreichen. Diese haben verordnende Kraft.

Die allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen werden auf der Grundlage der mittel- und langfristigen Leitlinien festgelegt, die durch den Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung und die im Dekret vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung vorgesehenen sektoralen Programme bestimmt wurden.

Diese Bedingungen betreffen insbesondere:

1° die Hinterlegung von Finanzgarantien und die Verpflichtung, eine Versicherungspolice abzuschließen;

2° die Sachkunde und beruflichen Qualifikationen des Personals und insbesondere die Verpflichtung, Inhaber einer Zulassung zu sein.

3° die Informationen, die den durch die Regierung bezeichneten Behörden regelmäßig zu liefern sind und die Folgendes betreffen:

- a. die Emissionen des Betriebs;
- b. die zur Verringerung der Belastungen auf die Umwelt getroffenen Maßnahmen;
- c. die in Sachen Ausbildung des Betriebspersonals und Information der Anwohner des Betriebs getroffenen Maßnahmen;

4° die Überwachung der Ableitungen unter genauer Angabe der Methodologie für die Messungen und deren Häufigkeit, des Bewertungsverfahrens der Messungen und die Verpflichtung, der zuständigen Behörde die zur Einhaltung der Betriebsbedingungen erforderlichen Angaben zu übermitteln;

5° die Verringerung, Minimierung oder Beseitigung der Verschmutzung, einschließlich der weiter entfernten oder grenzüberschreitenden Verschmutzung;

6° die Vorschriften bezüglich der Inangasetzung, Undichtheiten, Funktionsstörungen, vorübergehenden Einstellungen und Stilllegung der Betriebstätigkeit;

7° die für den Betreiber zwangsläufige Wiederinstandsetzung nach Ablauf der Umweltgenehmigung oder der Erklärung, oder auch im Falle einer Aussetzung oder Entziehung der Umweltgenehmigung oder eines Beschlusses, in dem die Aussetzung oder das Betriebsverbot für einen meldepflichtigen Betrieb angeordnet wird, und zwar unbeschadet der Bestimmungen des CWATUP;

8° die Bewirtschaftung der von dem Betrieb erzeugten Abfälle.

Art. 5 - § 1. Die allgemeinen Bedingungen sind auf die gesamten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

§ 2. Die sektoralen Bedingungen sind auf die Anlagen und Tätigkeiten eines Wirtschaftssektors, eines geographischen Sektors oder eines Sektors, in dem eine besondere Gefahr auftritt oder auftreten kann, anwendbar.

Die Sektoren werden von der Regierung festgelegt. Aus Gründen, die mit dem Schutz des Menschen und der Umwelt verbunden sind, kann die Regierung ebenfalls das Vorhandensein von bestimmten Anlagen oder Tätigkeiten an bestimmten Orten einschränken oder verbieten.

Die sektoralen Bedingungen ergänzen die allgemeinen Bedingungen und können unter Vorbehalt einer Begründung von diesen abweichen.

§ 3. Die integralen Bedingungen setzen sich aus einer Anzahl von Vorschriften zusammen, die darauf abzielen, jegliche Art von Belastung, Gefahr oder Nachteil, die die Anlage oder Tätigkeit für den Menschen oder die Umwelt verursachen könnte, zu vermeiden oder einzuschränken.

Die integralen Bedingungen sind auf die Anlage der Klasse 3 anwendbar. Sie können von allgemeinen und sektoralen Bedingungen abweichen.

Im Falle einer Abweichung muß das für den Schutz des Menschen und der Umwelt erwartete Ergebnis mindestens mit jenem übereinstimmen, das ohne Abweichung erreicht würde.

Art. 6 - Die zuständige Behörde kann Sonderbedingungen vorschreiben, die die allgemeinen und sektoralen Bedingungen in der Umweltgenehmigung ergänzen. Diese Sonderbedingungen dürfen nicht großzügiger sein als die allgemeinen oder sektoralen Bedingungen, außer in den durch die letzteren verabschiedeten Fällen und Grenzen.

Im Falle einer Abweichung muß das für den Schutz des Menschen und der Umwelt erwartete Ergebnis mindestens mit jenem übereinstimmen, das ohne Abweichung erreicht würde.

Art. 7 - § 1. Wenn die Regierung allgemeine, sektorale oder integrale Bedingungen verabschiedet, sorgt sie für die Beachtung der mit der Notwendigkeit des Umweltschutzes verbundenen Sollwerte und berücksichtigt die Immissionsleitwerte.

§ 2. Wenn die zuständige Behörde Sonderbedingungen vorschreibt, sorgt sie ebenfalls für die Beachtung der mit der Notwendigkeit des Umweltschutzes verbundenen Sollwerte und berücksichtigt auch die Leitwerte.

Was die Beachtung der Leitwerte betrifft, berücksichtigt die zuständige Behörde insbesondere die spezifischen Merkmale des Betriebs und der Umgebung, in der er bewirtschaftet würde, das Vorhandensein oder Fehlen sonstiger oder geplanter Betriebe, die Notwendigkeit einer gerechten Verteilung und gegebenenfalls die Folgen einer Genehmigungsverweigerung auf die Lebensfähigkeit eines Unternehmens und somit auf den wirtschaftlichen Wohlstand und das Beschäftigungsniveau.

Wenn die zuständige Behörde die Sonderbedingungen festlegt, ist sie verpflichtet, sich auf die gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und von ihr verabschiedeten technischen Anweisungen zu berufen.

Art. 8 - Die von der Regierung verabschiedeten allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen beruhen auf den besten verfügbaren Techniken unter Berücksichtigung der Eigenschaften der betreffenden Anlage, ihrer geographischen Lage und der lokalen Bedingungen der Umwelt, ohne daß eine spezifische Technik oder Technologie vorgeschrieben wird.

Art. 9 - Wenn die Regierung die allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen verabschiedet, abändert oder ergänzt, gibt sie die Frist an, in der die neuen Bedingungen auf die bereits vorhandenen Betriebe angewandt werden. In Ermangelung genauerer Angaben sind die neuen Bedingungen lediglich auf diejenigen Betriebe anwendbar, die nach ihrem Inkrafttreten Gegenstand einer Genehmigung oder Erklärung sind.

Abschnitt IV

Tatbestände, die den Erhalt einer Genehmigung oder die Abgabe einer Erklärung zur Pflicht machen

Art. 10 - § 1. Niemand kann ohne eine Umweltgenehmigung einen Betrieb der Klasse 1 oder 2 bewirtschaften.

Genehmigungspflichtig sind ebenfalls:

1° die Verlegung eines Betriebs der Klasse 1 oder 2;

2° die Umwandlung oder die Erweiterung eines Betriebs der Klasse 1 oder 2, wenn diese Änderung die Anwendung einer anderen neuen Einstufungskategorie als jene der Klasse 3 zur Folge hat oder wenn sie ihrer Art wegen direkt oder indirekt die Gefahren, Belastungen oder Nachteile auf den Menschen oder die Umwelt erhöht.

§ 2. Jede Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs der Klasse 1 oder 2, die nicht im Paragraphen 1, Absatz 2 erwähnt wird und Änderungen an der Beschreibung oder an den Plänen impliziert, die der Genehmigung beigelegt werden, muß von dem Betreiber in einem Register festgehalten werden. Gemäß dem Kapitel IX haben die durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten auf einfache Anfrage Zugang zu dem Register.

Die Regierung legt die Zeitabstände und die Frist fest, innerhalb welcher der Betreiber dem technischen Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, eine Abschrift der Liste der eingetretenen Umwandlungen oder Erweiterungen zukommen läßt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der in Absatz 2 erwähnten Liste fordert der technische Beamte oder das Kollegium den Betreiber dazu auf, unverzüglich einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung einzureichen, wenn ihrer Ansicht nach eine in der Liste aufgeführte Umwandlung oder Erweiterung einer in Paragraph 1, Absatz 2, 2° erwähnten Umwandlung oder Erweiterung entspricht.

§ 3. Im Falle einer teilweisen oder vollständigen Zerstörung des Betriebs, entscheidet die zuständige Behörde, nachdem ihr ein Antrag vorgelegt wurde, ob gemäß den in Artikel 2 erwähnten Zielsetzungen eine neue Genehmigung für den gesamten oder teilweisen Betrieb angefordert werden muß.

Art. 11 - Niemand kann einen Betrieb der Klasse 3 bewirtschaften, ohne vorher eine Erklärung abgegeben zu haben.

Eine neue Erklärung des Betriebs ist erforderlich:

1° im Falle einer Verlegung, Umwandlung oder Erweiterung insofern diese Umwandlung oder Erweiterung eine meldepflichtige Tätigkeit betrifft;

2° alle zehn Jahre;

Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs der Klasse 3, die die Einstufung des letzteren in eine andere Klasse zur Folge hat, unterliegt jedoch einer Umweltgenehmigung.

Art. 12 - Wenn ein vorhandener Betrieb eingestuft oder ein Betrieb der Klasse 3 infolge einer Abänderung der Liste der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten durch die Regierung in die Klasse 1 oder 2 eingegliedert wird, verfügt der Betreiber über neun Monate ab dem Inkrafttreten des Erlasses der Regierung, um eine Erklärung abzugeben oder einen Genehmigungsantrag einzureichen. Die Betriebstätigkeit kann während dieser Frist und, im Falle eines genehmigungspflichtigen Betriebs, bis zur Zustellung des endgültigen Beschlusses bezüglich des Genehmigungsantrags fortgesetzt werden.

Wenn ein Betrieb der Klasse 1 oder 2 infolge einer Abänderung der Liste in die Klasse 3 eingegliedert wird, kommt die bereits ausgestellte Genehmigung der Erklärungsverpflichtung nach.

Wenn infolge einer Abänderung der Liste der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten ein Betrieb der Klasse 1 in die Klasse 2 oder eine Betrieb der Klasse 2 in die Klasse 1 eingeordnet wird, bleibt die bereits ausgestellte Genehmigung gültig.

Abschnitt V — Zuständige Behörde

Art. 13 - Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde auf deren Gebiet sich der geplante Betrieb befindet, ist befugt über die Erklärungen und die Anträge auf eine Umweltgenehmigung zu erkennen.

In Abweichung von Absatz 1 ist der technische Beamte befugt, über die Erklärungen und Anträge auf eine Umweltgenehmigung bezüglich der mobilen Betriebe, sowie über die Anträge auf eine Umweltgenehmigung bezüglich der sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindenden Betriebe zu erkennen.

Die Regierung ist befugt, über die Einsprüche gegen die Beschlüsse bezüglich der von der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Behörde ausgestellten Umweltgenehmigungen zu erkennen.

KAPITEL II — Regelung Bezüglich der Erklärung

Art. 14 - § 1. Die Erklärung wird an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung gerichtet.

In Abweichung von Absatz 1:

1° wird die Erklärung bezüglich eines mobilen Betriebs an den technischen Beamten gerichtet;

2° wird die Erklärung bezüglich eines sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindenden Betriebs an diejenige Gemeinde gerichtet, die in der Adresse des Betriebssitzes angeführt wird.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt der Erklärung, sowie die Anzahl der einzureichenden Ausfertigungen.

§ 3. Die Erklärung ist unzulässig:

1° wenn sie in Übertretung des Artikels 14, § 1 zugeschiedt oder ausgehändig wurde;

2° wenn die aufgrund des Artikels 14, § 2 erforderlichen Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Wenn die Erklärung unzulässig ist, richtet die zuständige Behörde oder deren Stellvertreter innerhalb von acht Tagen ab dem Erhalt der Erklärung einen die Gründe für die Unzulässigkeit angehenden Beschluß an den Meldepflichtigen.

§ 4. Wenn die Erklärung zulässig ist, benachrichtigt die zuständige Behörde oder deren Stellvertreter den Meldepflichtigen und den technischen Beamten innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Erklärung.

Der Antragsteller und der technische Beamte werden ebenfalls innerhalb der gleichen Frist von der zuständigen Behörde oder deren Stellvertreter benachrichtigt, wenn zusätzliche Bedingungen im Sinne von Paragraph 5 angefordert werden.

§ 5. Wenn die integralen Bedingungen zur Einschränkung der Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die der Betrieb für den Menschen oder der Umwelt verursachen kann, unzureichend sind, kann die zuständige Behörde innerhalb von einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Erklärung zusätzliche Betriebsbedingungen vorschreiben.

In dem in Paragraph 1, Absatz 2, 2° erwähnten Fall verständigt sich die zuständige Behörde mit den anderen Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet.

Diese zusätzlichen Bedingungen dürfen nicht großzügiger sein als die in Artikel 5, § 3 erwähnten integralen Bedingungen.

Sie sind während des Gültigkeitszeitraums der Erklärung anwendbar. Sie können von der zuständigen Behörde auf Vorschlag des technischen Beamten abgeändert werden.

Innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist richtet die zuständige Behörde ihren Beschluß an den Meldepflichtigen und eine Abschrift dieses Beschlusses an den technischen Beamten. Wenn innerhalb dieser Frist keine Benachrichtigung eingeht, wird davon ausgegangen, daß die zuständige Behörde den geplanten Betrieb von zusätzlichen Betriebsbedingungen freistellt.

§ 6. Die Gemeinde und der technische Beamte führen ein Register der Erklärungen. Die Regierung bestimmt dessen Form und Inhalt.

Art. 15 - Für den Meldepflichtigen kann die Inbetriebsetzung des Betriebs folgendermaßen erfolgen:

1° fünfzehn Tage nach der Einreichung seiner Erklärung, wenn diese gemäß dem Artikel 14, § 3 nicht für unzulässig erklärt wurde;

2° dreißig Tage nach der Einreichung seiner Erklärung, wenn die zuständige Behörde gemäß dem Artikel 14, § 5 zusätzliche Betriebsbedingungen vorschreibt.

KAPITEL III — *Gewährungsverfahren der Umweltgenehmigung*

Abschnitt I — Antrag

Art. 16 - Der Antrag auf eine Umweltgenehmigung wird an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung gerichtet.

Falls der Betrieb sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindet, hat der Antragsteller die Wahl, den Antrag an eine der Gemeinden, auf deren Gebiet der Betrieb geplant ist, gegen Aufgabebescheinigung zu senden oder bei ihr gegen Empfangsbescheinigung abzugeben.

Art. 17 - Die Regierung verabschiedet die Form und den Inhalt des Antrags, sowie die Anzahl der einzureichenden Ausfertigungen, den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beigelegt werden müssen.

Der Antrag muß insbesondere Folgendes ermöglichen:

1° die Identifizierung des Betreibers und gegebenenfalls die Bewertung seiner technischen und finanziellen Fähigkeiten;

2° die Lokalisierung und Beschreibung der geplanten Anlagen und/oder Tätigkeiten;

3° die Identifizierung der Roh- und Hilfsstoffe, der in der Anlage benutzten oder von ihr erzeugten Stoffe und Energien;

4° das Wissen um die Art, die Mengen und die kennzeichnenden Auswirkungen der vorhersehbaren Emissionen der in jeder Umgebung geplanten Anlage und/oder Tätigkeiten;

5° die Identifizierung der Techniken, die zur Vorbeugung, oder falls dies unmöglich ist, zur Verringerung dieser Emissionen vorgesehen sind;

6° die Identifizierung der vorgesehenen Maßnahmen bezüglich der Vermeidung und Aufwertung der von der geplanten Anlage erzeugten Abfälle;

7° die Bestimmung der als vertraulich betrachteten oder mit dem Herstellungsgeheimnis und den Patenten verbundenen Angaben;

8° das Wissen um das Bestehen von durch menschliches Eingreifen entstandenen Grunddienstbarkeiten oder vertraglichen Verpflichtungen bezüglich der Flächennutzung, die der Verwirklichung des Projekts entgegenstehen;

Der Antrag enthält eine Umweltverträglichkeitsakte und gegebenenfalls jegliche erforderliche Unterlage bezüglich der Kontrolle über die Gefahren in Verbindung mit schweren Unfällen, die gefährliche Stoffe mit einbeziehen.

Art. 18 - Innerhalb von drei Werktagen ab dem Erhalt des Antrags richtet die Gemeindeverwaltung diesen an den technischen Beamten und informiert gleichzeitig den Antragsteller durch gewöhnliches Schreiben.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist übermittelt hat, kann der Antragsteller unmittelbar den technischen Beamten mit der Sache befassen, indem er an diesen per Einschreiben bei der Post eine Abschrift richtet, die er als demjenigen Antrag gleichlautend bestätigt, den er ursprünglich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gesandt hat.

Art. 19 - Der Antrag ist unvollständig, wenn die gemäß Artikel 17 erforderlichen Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung des Artikels 16 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht in der in Artikel 20, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

Art. 20 - Der technische Beamte richtet innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags in Anwendung des Artikels 18 seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der technische Beamte dem Antragsteller die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um dem technischen Beamten die angeforderten ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte per Post oder Aushändigung gegen Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte richtet der technische Beamte seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß an den Antragsteller. Wenn der technische Beamte den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der technische Beamte dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

Art. 21 - In dem Beschluß, durch den der technische Beamte den Antrag gemäß dem Artikel 20 für vollständig und zulässig erklärt, bezeichnet der technische Beamte die zuständige Behörde, die Gemeinden, in denen eine Untersuchung einzuleiten ist, und die Instanzen, die zu Rate gezogen werden müssen.

An demselben Tag richtet er eine Abschrift des Beschlusses, in dem der Antrag für vollständig und zulässig erklärt wird, und gegebenenfalls die gemäß dem Artikel 20 erhaltenen ergänzenden Unterlagen, an die zuständige Behörde und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium.

Die Regierung kann die Instanzen bestimmen, die zu Rate gezogen werden müssen, oder die Kriterien festlegen, auf deren Grundlage der technische Beamte diese Instanzen bezeichnet.

Art. 22 - Wenn der technische Beamte keinen Beschluß unter Einhaltung der in Artikel 20 vorgesehenen Bedingungen und Fristen an den Antragsteller gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet. In diesem Fall übermittelt der technische Beamte die Akte der zuständigen Behörde und das Verfahren wird weitergeführt.

Art. 23 - Die Verfahrensfristen bis zu der in Artikel 35 erwähnten Beschlußfassung werden folgendermaßen berechnet:

1° ab dem Tag, an dem der technische Beamte seinen die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluß entsandt hat;

2° andernfalls, ab dem Tag, der auf die Frist folgt, die ihm eingeräumt wurde, um seinen über die Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß zu entsenden.

Abschnitt II — Öffentliche Untersuchung

Art. 24 - Unter Vorbehalt der in dem vorliegenden Dekret oder von der Regierung vorgesehenen Abweichungen, muß jedes Projekt, das Gegenstand eines Antrags auf eine Umweltgenehmigung bildet, einer öffentlichen Untersuchung bezüglich der eventuellen Auswirkungen des Projekts auf die in dem Artikel 2 erwähnten Interessen und Aspekte unterliegen.

Jede in Absatz 1 vorgesehene Abweichung kann lediglich unter Beachtung der geltenden europäischen Gesetzgebungen und zugunsten von Projekten erfolgen, die ihrer Art wegen keine bedeutenden Gefahren, Belastungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen können.

Art. 25 - Hauptziel der öffentlichen Untersuchung ist es, den Antrag und die Informationen, die er beinhaltet, der Öffentlichkeit zur Verfügung zu stellen, dieser die Möglichkeit zu geben, ihre Bemerkungen und Einwände bezüglich des Projekts zu äußern und schließlich dem Antragsteller zu ermöglichen, die Öffentlichkeit auf den Nutzen des Projekts für eine nachhaltige Entwicklung aufmerksam zu machen.

Die öffentliche Untersuchung wird von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in der oder den Gemeinden eingeleitet, auf deren Gebiet das Projekt durchgeführt werden soll.

Außerdem kann die Regierung Kriterien festlegen, um zu bestimmen, in welchen anderen Gemeinden eine Untersuchung eingeleitet werden muß, weil das Projekt dort Gefahren, Belastungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen könnte.

Art. 26 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Modalitäten der öffentlichen Untersuchung, indem sie folgende Anwendungsgrundsätze festlegt:

1° die Dauer einer öffentlichen Untersuchung darf nicht unter fünfzehn Tagen liegen;

2° die Akten sind an den Werktagen und wenigstens einen Tag bis um zwanzig Uhr oder an einem Samstag morgen im Gemeindehaus verfügbar.

3° jede Person kann ihre Bemerkungen und Einwände schriftlich oder mündlich bis zum Abschluß der Untersuchung äußern;

4° jede Person kann gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten technische Erklärungen einholen.

Die Regierung bestimmt insbesondere die Dauer der öffentlichen Untersuchung und die Unterlagen, die der letzteren unterliegen.

Die Regierung oder die Gemeinde können jede zusätzliche Form von Bekanntmachung oder Befragung beschließen.

Die Regierung kann für die öffentliche Untersuchung besondere Modalitäten vorsehen, die auf die mobilen, zeitweiligen oder versuchsweise eingerichteten Betriebe anwendbar sind.

§ 2. Die Fristen für die öffentlichen Untersuchungen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Durch diese Aussetzung werden folgende Fristen verlängert:

1° die in Artikel 30 erwähnte und den zur Begutachtung zu Rate gezogenen Instanzen zugestandene Frist;

2° die in Artikel 32 erwähnte und dem technischen Beamten zur Übermittlung des zusammenfassenden Berichts zugestandene Frist;

3° die in Artikel 35 erwähnte und der zuständigen Behörde zur Zustellung ihres Beschlusses an den Antragsteller zugestandene Frist.

Art. 27 - Nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung nimmt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ein Protokoll der Untersuchung auf und faßt die im Laufe der letzteren geäußerten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen zusammen.

Art. 28 - Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung eingeleitet wurde, richtet innerhalb von zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung die im Laufe der letzteren geäußerten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, sowie das Protokoll und die in Artikel 27 erwähnte Zusammenfassung an den technischen Beamten. Das Kollegium kann dazu sein Gutachten beifügen.

Art. 29 - Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium in der Durchführung der öffentlichen Untersuchung seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der technische Beamte per Einschreiben eine begründete Mahnung an das Kollegium richten, in der er die Maßnahmen angibt, die nicht getroffen wurden und dem Kollegium eine angemessene Frist einräumt, innerhalb welcher es die Maßnahmen treffen und seine Haltung begründen kann.

Falls dieser Mahnung nicht Folge geleistet wird, kann der technische Beamte gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten das Kollegium ersetzen und selbst an Stelle der Gemeindebehörden jegliche zweckmäßige Maßnahme treffen.

Abschnitt III — Gutachten

Art. 30 - An dem Tag, an dem der technische Beamte gemäß dem Artikel 21 seinen die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags bestätigenden Beschluß an die zuständige Behörde richtet oder nach Ablauf der in Artikel 20, Absatz 1 und 3 vorgesehenen Frist, übermittelt er die Akte des Antrags den verschiedenen von ihm bezeichneten Instanzen zur Begutachtung.

Diese Instanzen entsenden ihr Gutachten oder händigen dieses gegen eine Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb von sechzig Tagen, wenn der Antrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, oder innerhalb von dreißig Tagen, wenn der Antrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft, nachdem der technische Beamte befaßt wurde.

In Ermangelung einer Einsendung oder einer Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung eines Gutachtens innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Fristen, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Art. 31 - Auf Antrag des technischen Beamten oder einer der angehörten Verwaltungen und Behörden, beraten diese wenigstens einmal miteinander, um ihre Auffassungen bezüglich des Projekts in Einklang zu bringen.

Die Konzertierungsmodalitäten werden von der Regierung geregelt.

Art. 32 - § 1. Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten wird von dem technischen Beamten ein zusammenfassender Bericht abgefaßt. Dieser Bericht beinhaltet die im Laufe des Verfahrens eingeholten Gutachten und das Gutachten des technischen Beamten unter Beifügung eines Vorschlags für den Beschluß, der gegebenenfalls besondere Betriebsbedingungen enthält.

Der zusammenfassende Bericht wird der zuständigen Behörde übermittelt, und zwar innerhalb von:

1° fünfzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundert Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertzehn Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

Am dem Tag, an dem der technische Beamte den zusammenfassenden Bericht übermittelt, setzt dieser den Antragsteller davon in Kenntnis.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Frist kann durch Beschluß des technischen Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluß wird innerhalb der in Paragraph 1, Absatz 2 erwähnten Frist an die zuständige Behörde und den Antragsteller gerichtet.

Art. 33 - Die Regierung bestimmt den minimalen Inhalt der Gutachten.

Jedes Gutachten ist zu begründen.

Art. 34 - Wenn der zusammenfassende Bericht der zuständigen Behörde nicht innerhalb der zugestandenen Frist übermittelt wurde, setzt diese das Verfahren fort, wobei sie die Umweltverträglichkeitsakte, die Ergebnisse der Untersuchung, das gemäß dem Artikel 28 abgegebene Gutachten des oder der Bürgermeister- und Schöffenkollegiums(en) und jede sonstige Information, über die sie verfügt, berücksichtigt.

Abschnitt IV — Beschluß

Art. 35 - Die zuständige Behörde richtet ihren Beschluß per Einschreiben bei der Post an den Antragsteller und an den technischen Beamten, wenn dieser nicht selbst die zuständige Behörde vertritt, und durch gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1° siebzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertdreißig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertvierzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

In Abweichung von Absatz 1, wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in Artikel 32, § 1, Absatz 2 erwähnten Frist übermittelt wird, richtet die zuständige Behörde ihren Beschluß per Einschreiben bei der Post an den Antragsteller und an den technischen Beamten, wenn dieser nicht selbst die zuständige Behörde vertritt, und durch ein gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde und Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß dem Artikel 32 den zusammenfassenden Bericht erhält, was die Betriebe der Klasse 2 betrifft;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß dem Artikel 32 den zusammenfassenden Bericht erhält, was die Betriebe der Klasse 1 betrifft.

Im Falle des Artikels 32, § 2 wird die der zuständigen Behörde für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von dem technischen Beamten festgelegten Frist übereinstimmt.

Art. 36 - Der technische Beamte und die Gemeinde führen ein Register der Genehmigungen. Die Regierung bestimmt dessen Form und Inhalt.

Art. 37 - Wenn der Beschluß nicht innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist und der zusammenfassende Bericht gemäß dem Artikel 32 entsandt wurde und letzterer ein günstiges Gutachten des technischen Beamten und gegebenenfalls Sonderbedingungen enthält, gilt der Beschluß als gefaßt, und zwar nach den in Artikel 5 vorgesehenen allgemeinen und sektoralen Bedingungen und nach denjenigen Bedingungen, die unter Umständen in dem in Artikel 32 vorgesehenen zusammenfassenden Bericht, den der technische Beamte an den Antragsteller gerichtet hat, geäußert wurden.

Wenn der Beschluß nicht innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist, der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Artikel 32 entsandt wurde oder letzterer ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten enthält, gilt die Genehmigung als abgelehnt.

Art. 38 - § 1. In der oder den Gemeinde(n), auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung eingeleitet wurde, hängt der Bürgermeister während mindestens zehn Tagen eine Bekanntmachung aus, in der folgendes angegeben wird:

- 1° der Gegenstand des Beschlusses;
- 2° die Stelle oder die Stellen, an denen der Beschluß eingesehen werden kann;
- 3° die Uhrzeiten, während denen der Beschluß eingesehen werden kann, wobei mindestens ein Werktag pro Woche bis um zwanzig Uhr oder ein Samstag morgen vorgesehen werden muß;
- 4° die Anschrift der von der Regierung bezeichneten Verwaltung, bei der die Einsprüche eingereicht werden können, sowie die Verfahren und Fristen, durch die diese geregelt werden;
- 5° das Recht einer jeden Person auf Einsichtnahme in die Akte bei den Dienststellen der zuständigen Behörde im Rahmen des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt.

§ 2. Die Bekanntmachung ist innerhalb von zehn Tagen auszuhängen, die entweder auf den Beschluß des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, auf den Erhalt des Beschlusses in der Gemeindeverwaltung oder auf den Ablauf der in Artikel 35 erwähnten Frist folgen:

- 1° in der näheren Umgebung des Ortes, in dem das Projekt durchgeführt werden soll, und zwar an einer von der Straße aus sichtbaren Stelle;
- 2° im Gemeindehaus;
- 3° an den üblichen Anschlagstellen.

Nach Ablauf der Anschlagfrist stellt der Bürgermeister eine Bescheinigung aus, die diese Bekanntmachung bestätigt.

Die Anschlagfrist läuft ab dem Tag, der auf denjenigen folgt, an dem die Bekanntmachung ausgehängt wurde.

§ 3. Während des gesamten Zeitraums der Bekanntmachung werden der Antrag und der Beschluß oder dessen gleichwertiges Dokument zur Einsichtnahme bei den Dienststellen der Gemeindeverwaltung der Gemeinde oder Gemeinden, auf deren Gebiet das Projekt durchgeführt werden soll, hinterlegt.

§ 4. Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium es unterläßt, die Bekanntmachung innerhalb der in Paragraph 2 erwähnten Frist auszuhängen, kann jede interessierte Person vor Beginn der Durchführung der Genehmigung per Einschreiben den technischen Beamten dazu ermahnen, die Bekanntmachung innerhalb von fünfzehn Tagen auszuhängen und eine Bescheinigung auszustellen, die diese Bekanntmachung bestätigt.

Abschnitt V — Vereinfachtes Verfahren

Art. 39 - Die Anträge bezüglich der zeitweiligen und versuchsweise eingerichteten Betriebe werden einem vereinfachten Verfahren unterzogen, dessen Modalitäten in den Absätzen 2 bis 6 festgelegt werden.

In Abweichung von Artikel 24, Absatz 1 und im Rahmen des Absatzes 2 dieser Bestimmung, werden die Anträge bezüglich der zeitweiligen und versuchsweise eingerichteten Betriebe nicht einer öffentlichen Untersuchung unterzogen. Wird dennoch eine öffentliche Untersuchung beantragt, so wird deren Dauer auf fünfzehn Tage beschränkt.

In Abweichung von Artikel 30, Absatz 2 übermitteln die Instanzen ihr Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen.

In Abweichung von Artikel 32, § 1, Absatz 2 wird der zusammenfassende Bericht des technischen Beamten innerhalb von dreißig Tagen an die zuständige Behörde gerichtet.

In Abweichung von Artikel 35 übermittelt die zuständige Behörde ihren Beschluß innerhalb von vierzig Tagen.

Falls der Beschluß nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde:

1° gilt entweder der Beschluß als gefaßt, und zwar nach den in Artikel 5 vorgesehenen allgemeinen und sektoralen Bedingungen und gegebenenfalls nach den besonderen Bedingungen des zusammenfassenden Berichts, wenn dieser gemäß dem Absatz 4 übermittelt wurde und ein günstiges Gutachten des technischen Beamten beinhaltet;

2° oder gilt die Genehmigung als abgelehnt, wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Absatz 4 übermittelt wurde oder ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten beinhaltet.

In der oder den Gemeinde(n), auf deren Gebiet der geplante Betrieb liegt, hängt der Bürgermeister eine Bekanntmachung aus, und zwar nach denselben Modalitäten, die in Artikel 38 vorgesehen sind.

KAPITEL IV — Einspruch

Art. 40 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte können gegen die Beschlüsse der in Artikel 13, Absätze 1 und 2 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung von Umweltgenehmigungen für andere als zeitweilige Betriebe und gegen das Fehlen eines Beschlusses seitens dieser Behörden nach Ablauf der in Artikel 35 erwähnten Fristen bei der Regierung Einspruch erheben.

Das Fehlen eines Beschlusses seitens der in Artikel 13, Absatz 1 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung von Umweltgenehmigungen für andere als zeitweilige Betriebe, führt dazu, daß es für die Behörden unmöglich ist, Einspruch zu erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung an den für den Einspruch zuständigen technischen Beamten gerichtet, und zwar innerhalb von zwanzig Tagen:

1° ab dem Erhalt des in Artikel 35 erwähnten Beschlusses, was den Antragsteller und den technischen Beamten betrifft;

2° ab dem ersten Tag der Bekanntmachung des Beschlusses gemäß dem Artikel 38, was alle anderen Personen betrifft, die nicht in Punkt 1 erwähnt werden. Wird der Beschluß in mehreren Gemeinden ausgehängt, so wird die Frist verlängert, und zwar bis zu dem zwanzigsten Tag, der auf den ersten Tag folgt, an dem die Bekanntmachung als letzte in einer der Gemeinden ausgehängt wurde.

§ 2. Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluß, es sei denn er wird von dem technischen Beamten eingelegt.

§ 3. Insbesondere auf der Grundlage der in Anwendung des Paragraphen 6 eingeholten Gutachten, wird von dem technischen Beamten ein zusammenfassender Bericht abgefaßt. Dieser Bericht beinhaltet die in Artikel 32 erwähnten Elemente.

Der zusammenfassende Bericht wird an die Regierung gerichtet, und zwar innerhalb von:

1° fünfzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° neunzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

An dem Tag, an dem der technische Beamte den zusammenfassenden Bericht übermittelt, setzt dieser den Antragsteller davon in Kenntnis.

§ 4. Die Regierung richtet ihren Beschluß an den Antragsteller, und zwar innerhalb von:

1° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° neunzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertzehn Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

In Abweichung von Absatz 1, bei Einsendung des zusammenfassenden Berichts vor Ablauf der in Paragraph 3 erwähnten Frist übermittelt die Regierung ihren Beschluß innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 2 erhält;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 1 erhält.

Falls der Beschluß nicht innerhalb der in den Absätzen 1 bis 3 vorgesehenen Frist übermittelt wurde:

1° gilt der Beschluß als gefaßt, und zwar nach den allgemeinen und sektoralen Bedingungen und gegebenenfalls nach den besonderen Bedingungen des zusammenfassenden Berichts, wenn dieser gemäß dem Paragraphen 3 übermittelt wurde und ein günstiges Gutachten des technischen Beamten beinhaltet;

2° wird der in erster Instanz gefaßte Beschluß bestätigt, wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Absatz 3 übermittelt wurde oder ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten beinhaltet.

§ 5. Gleichzeitig übermittelt die Regierung ihren Beschluß:

1° an die zuständige Behörde erster Instanz;

2° an die Behörden und Verwaltungen, die im Laufe des Verfahrens innerhalb der ihnen zugestandenen Frist ein Gutachten abgegeben haben;

3° an den Betreiber, wenn dieser nicht der Antragsteller ist.

Die Öffentlichkeit wird in jeder Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung nach den in Artikel 38 vorgesehenen Modalitäten und Fristen eingeleitet wurde, von diesem Beschluß in Kenntnis gesetzt.

§ 6. Die Regierung bestimmt:

1° die Informationen, die der Einspruch beinhalten muß, dessen Form, sowie die Anzahl der Ausfertigungen, die eingereicht werden müssen;

2° die Modalitäten, nach denen der Einspruch der Öffentlichkeit mitgeteilt wird;

3° die Modalitäten zur Untersuchung des Einspruchs, die zu konsultierenden Instanzen, und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abzugeben sind. Falls innerhalb der vorgesehenen Fristen kein Gutachten eingesendet oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt wurde, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 7. Falls die Ablehnung der Genehmigung sich aus dem Fehlen eines Beschlusses in erster Instanz oder im Anschluß an einen Einspruch ergibt und kein zusammenfassender Bericht innerhalb der vorgesehenen Fristen übermittelt wurde, ist eine dem zwanzigfachen Betrag der in Artikel 177, Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Bearbeitungsgebühren entsprechende Entschädigung zu Lasten der Region zu entrichten. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

Art. 41 - Der Antragsteller kann bei der Regierung gegen die in Artikel 14, § 5 erwähnten Beschlüsse einen Einspruch ohne aufschiebende Wirkung erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen, nachdem der Antragsteller den in Artikel 14, § 5 erwähnten Beschluß erhalten hat, gegen Aufgabebescheinigung entsandt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Die Regierung faßt einen Beschluß, nachdem sie das Gutachten des technischen Beamten eingeholt hat.

Die Regierung übermittelt ihren Beschluß innerhalb von dreißig Tagen ab dem ersten Tag nach dem Erhalt des Einspruchs. Falls der Beschluß nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wird, gilt der Einspruch als abgelehnt.

KAPITEL V — *Umwandlung und Erweiterung eines Eingestuften Betriebs*

Art. 42 - Unbeschadet des Absatzes 2 unterliegt jegliche in den Artikeln 10, § 1, Absatz 2, 2° oder 11, Absatz 3 erwähnte Umwandlung oder Erweiterung eines eingestuften Betriebs den Bestimmungen der Kapitel III und IV.

Falls die in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile nicht durch die geplante Umwandlung oder Erweiterung zu erhöhen drohen, kann die zuständige Behörde auf Vorschlag des technischen Beamten beschließen, den Antrag nicht einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen.

KAPITEL VI — *Mobile Betriebe*

Art. 43 - Die gewährte Umweltgenehmigung oder durchgeführte Erklärung gilt für die Gesamtheit der Gelände, auf denen der Betrieb bereits oder zukünftig bewirtschaftet wird.

Bei der Ausstellung einer Genehmigung bezüglich eines mobilen Betriebs sorgt der technische Beamte dafür, Betriebsbedingungen vorzuschreiben, wie beispielsweise die Übereinstimmung der Betriebstätigkeit mit dem Artikel 2, unabhängig des Ortes, in dem der Betrieb bewirtschaftet wird.

Er kann insbesondere die Orte, in denen der Betrieb tätig sein kann, auf restriktive Weise aufführen oder den Betrieb an manchen Orten ausschließen.

Art. 44 - Mindestens fünfzehn Tage vor jeder Durchführung an einem verschiedenen Ort der Genehmigung bezüglich eines mobilen Betriebs, übermittelt der Betreiber dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Betrieb eingerichtet wird, sowie dem technischen Beamten eine Abschrift der Genehmigung oder der Erklärung, indem er die Betriebsdauer und den Betriebsort angibt.

KAPITEL VII — *Inhalt und Wirkung der Umweltgenehmigung**Abschnitt I* — Inhalt des Beschlusses

Art. 45 - § 1. Der Beschluß zur Gewährung der Genehmigung vermerkt mindestens:

- 1° die Identität des Betreibers;
- 2° den Standort, die Identifizierung und Beschreibung des oder der zugelassenen Betriebe;
- 3° die Dauer der Genehmigung und das Datum ihrer Ausstellung;
- 4° die Frist innerhalb welcher die Genehmigung durchzuführen ist;
- 5° den Vermerk, daß die Genehmigung ab dem Tag läuft, an dem sie gemäß dem Artikel 46 rechtskräftig wird;
- 6° die für den Schutz der Luft, der Gewässer und des Bodens vorgesehenen Modalitäten und die Maßnahmen bezüglich der durch den Betrieb erzeugten Abfälle;
- 7° die Maßnahmen und die Frist zur Wiederinstandsetzung des Betriebs nach seiner Bewirtschaftung.

In dem Beschluß wird gegebenenfalls auch Folgendes angegeben:

- 1° die besonderen Betriebsbedingungen und die technischen und finanziellen Sicherheitsleistungen, die von der zuständigen Behörde als erforderlich ermessen werden;
- 2° der Tag, an dem die Genehmigung rechtskräftig wird, falls diese auf Einspruch gewährt wurde;
- 3° die abgeänderten oder ergänzten Elemente der ursprünglichen Genehmigung, falls der Beschluß zur Gewährung der Genehmigung die Umwandlung und Erweiterung des Betriebs zum Zweck hat.

§ 2. Die Regierung gibt an, welche sonstigen Vermerke in der Genehmigung vorhanden sein müssen.

Abschnitt II — Wirkung der Genehmigung

Art. 46 - Unbeschadet der Artikel 40, § 2, 54, 55, § 3 und 57, Absatz 2 wird der Beschluß zur Gewährung der Genehmigung ab folgenden Daten rechtskräftig:

- 1° ab dem Tag nach Ablauf der in dem Artikel 40, § 1 vorgesehenen Einspruchsfrist;
- 2° ab dem Tag nach der an den Antragsteller gerichteten Notifizierung, andernfalls ab dem Tag nach der Frist, die der Einspruchsinstanz zustand, um einen Beschluß zu fassen, wenn die Genehmigung anschließend an einen Einspruch ausgestellt wird;
- 3° ab dem Tag nach der an den Antragsteller gerichteten Notifizierung, andernfalls ab dem Tag nach Ablauf der Frist, die der zuständigen Behörde zustand, um einen Beschluß zu fassen, wenn gegen den Beschluß zur Gewährung der Genehmigung nicht Einspruch erhoben werden kann.

Art. 47 - Durch die Genehmigung werden die durch menschliches Eingreifen entstandenen Grunddienstbarkeiten und die in dem Antrag angegebenen vertraglichen Verpflichtungen unbeschadet der Entschädigung der Inhaber dieser Rechte zu Lasten des Antragstellers erlöscht oder abgeändert, insofern die von der Regierung vorgesehenen Bekanntmachungsmodalitäten beachtet wurden.

Art. 48 - Die ausgestellte Genehmigung wird hinfällig:

- 1° wenn sie nicht vor Ablauf der von der zuständigen Behörde gemäß dem Artikel 53, § 1 festgelegten Frist durchgeführt wurde;
- 2° wenn der zugelassene Betrieb zwei Jahre hintereinander nicht bewirtschaftet wird.

Art. 49 - Die im Sinne des vorliegenden Dekrets ausgestellten Genehmigungen beeinträchtigen nicht die Rechte von Drittpersonen.

Abschnitt III — Gültigkeitsdauer der Genehmigung

Art. 50 - § 1. Unbeschadet der Artikel 1, 4° und 52 wird die Genehmigung für eine Dauer von höchstens zwanzig Jahren gewährt.

Die zuständige Behörde kann die besonderen Betriebsbedingungen, die vor Ablauf der Genehmigung zu revidieren sind, sowie das Datum, an dem der Erneuerungsantrag einzureichen ist, angeben.

§ 2. Die Regierung kann für die von ihr bezeichneten eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten eine kürzere maximale Gültigkeitsdauer der Genehmigung festlegen.

§ 3. Die Gültigkeitsdauer der Genehmigung wird ab dem Tag berechnet, an dem der Beschluß zur Gewährung der Genehmigung gemäß dem Artikel 46 rechtskräftig wird.

Art. 51 - Falls die Genehmigung die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs zum Ziel hat, wird sie für einen Zeitraum gewährt, der spätestens am Ablaufdatum der Genehmigung bezüglich des ursprünglichen Betriebs abläuft.

Art. 52 - § 1. Außer im Falle eines zeitweiligen Betriebs kann die Gültigkeitsdauer der Genehmigung nicht verlängert werden.

Die für einen zeitweiligen Betrieb gewährte Genehmigungsdauer kann einmal für eine Höchstdauer verlängert werden, die der ursprünglichen Genehmigungsdauer entspricht, wobei die Verlängerung ein Jahr nicht überschreiten darf.

§ 2. Die Regierung legt das auf den Antrag auf Verlängerung einer für einen zeitweiligen Betrieb gewährten Genehmigung anwendbare Verfahren fest.

Abschnitt IV — Durchführung der Genehmigung

Art. 53 - § 1. Die Behörde, die die Umweltgenehmigung ausstellt, legt die Frist fest, innerhalb welcher diese durchzuführen ist. Diese Frist darf zwei Jahre nicht überschreiten. Die Behörde kann jedoch auf einen besonders begründeten Antrag eine neue Frist gewähren, welche zwei Jahre nicht überschreiten kann.

Im Falle eines zeitweiligen Betriebs kann die Genehmigung ein Jahr nicht überschreiten.

§ 2. Die Durchführungsfrist der Genehmigung läuft ab dem Tag, an dem der Beschluß zur

Art. 54 - Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die Durchführung der Genehmigung den Erwerb dinglicher Rechte an den von dem Betrieb betroffenen Gütern durch den Genehmigungsinhaber voraussetzt.

KAPITEL VIII — Betriebsbedingungen und Verpflichtungen des Betreibers

Abschnitt I — Betriebsbedingungen

Art. 55 - § 1. Die zuständige Behörde kann auf einen in dem zusammenfassenden Bericht integrierten Vorschlag des technischen Beamten dem Betreiber auferlegen, vor der Durchführung der Umweltgenehmigung eine Sicherheitsleistung zugunsten der Regierung zu erbringen, die dazu bestimmt ist, für die Ausführung seiner Verpflichtungen in Sachen Wiederinstandsetzung des Geländes Gewähr zu leisten. Der Betrag dieser Sicherheitsleistung entspricht den Kosten, die die öffentlichen Behörden für eine Wiederinstandsetzung zu tragen hätten.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen stets eine Sicherheitsleistung angefordert wird. Sie kann für die von ihr bestimmten Anlagen vorsehen, daß der Betrag der Sicherheitsleistung die mit der Periode für die Wartung, Überwachung und Kontrolle des Betriebs verbundenen Kosten deckt.

§ 2. Nach Wahl des Antragstellers besteht die Sicherheitsleistung in einer Hinterlegung bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale oder in einer unabhängigen Bankbürgschaft oder jeder sonstigen von der Regierung bestimmten Form der Sicherheitsleistung, und zwar in Höhe des in der Genehmigung angegebenen Betrags.

Wenn die Sicherheitsleistung in einer Bareinzahlung besteht, ist der Betreiber verpflichtet, die Sicherheitsleistung jährlich um die während des Vorjahres abgeworfenen Zinsen zu erhöhen.

Wenn die Sicherheitsleistung in einer unabhängigen Bankbürgschaft besteht, muß diese zwangsläufig von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das entweder bei der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder bei einer zur Kontrolle der Kreditinstitute befugten Behörde eines Mitgliedstaats der Europäischen Union zugelassen ist.

In der Umweltgenehmigung kann angeordnet werden, daß die Sicherheitsleistung in mehrere Teilbeträge aufgeteilt wird, insofern diese den in dieser Genehmigung vorgesehenen Betriebsphasen entsprechen.

§ 3. Im Falle der Anforderung einer Sicherheitsleistung wird die Umweltgenehmigung erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, an dem der technische Beamte anerkennt, daß die Sicherheitsleistung hinterlegt wurde.

Im Falle einer Aufteilung der Sicherheitsleistung wird die Umweltgenehmigung erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, an dem der technische Beamte anerkennt, daß der der angeforderten Sicherheitsleistung entsprechende Teilbetrag hinterlegt wurde.

§ 4. Auf Vorschlag des technischen Beamten, der den Nachweis für eine Änderung der veranschlagten Kosten erbringt, kann die für die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung zuständige Behörde den Betrag der Sicherheitsleistung im Laufe der Betriebstätigkeit abändern.

§ 5. Der technische Beamte ist verpflichtet, die Wiederinstandsetzung festzustellen, und zwar innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab der Einreichung durch den Betreiber des Feststellungsantrags. Wenn kein Beschluß innerhalb der erforderlichen Frist gefaßt wurde, gilt die Wiederinstandsetzung als ordnungsgemäß.

Nach Ablauf einer Frist von drei Monaten ab der Feststellung der Wiederinstandsetzung und ohne Vorbehalte seitens des technischen Beamten wird die Sicherheitsleistung freigegeben und werden die eventuell eingebrachten Zinsen gemäß den in Anwendung des Paragraphen 7 festgelegten Modalitäten zurückerstattet.

§ 6. Der technische Beamte kann eine einmalige zusätzliche Frist für die Wiederinstandsetzung gewähren. Falls die Wiederinstandsetzung des Orts nicht in der erforderlichen Frist erfolgt, läßt die Regierung zwangsweise eine Wiederinstandsetzung vornehmen, indem sie die Sicherheitsleistung in Anspruch nimmt.

Wenn der Betrag unzureichend ist, treibt die Regierung bei dem Genehmigungsinhaber die zusätzlich entstandenen Kosten bei.

§ 7. Die Regierung kann die zusätzlichen Modalitäten, denen die Sicherheitsleistungen genügen müssen, und gegebenenfalls allgemeine Bedingungen für die Sicherheitsleistung festlegen. Sie bestimmt die Modalitäten für die Freigabe der Sicherheitsleistung, wenn der Betreiber allen Verpflichtungen in Sachen Wiederinstandsetzung nachgekommen ist, sowie das Verfahren im Falle einer Nichteinhaltung dieser Verpflichtungen.

Art. 56 - Unbeschadet des Artikels 8 berücksichtigt die zuständige Behörde bei der Auferlegung von besonderen Betriebsbedingungen die Ergebnisse, die bei der Inanspruchnahme der besten verfügbaren Technologien erzielt werden können, ohne die Benutzung einer spezifischen Technik oder Technologie vorzuschreiben und unter Berücksichtigung der Eigenschaften der betreffenden Anlage, deren geographischen Lage und der lokalen Bedingungen der Umwelt.

Wenn aufgrund einer Umweltqualitätsnorm strengere Bedingungen erforderlich sind als diejenigen, die durch die Inanspruchnahme der in Absatz 1 erwähnten Technologien erreicht würden, schreibt die zuständige Behörde zusätzliche Sonderbedingungen vor.

Abschnitt II — Verpflichtungen des Betreibers

Art. 57 - Der Betreiber, der eine Umweltgenehmigung erhalten hat, setzt die zuständige Behörde, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den technischen Beamten von dem zur Durchführung der Umweltgenehmigung festgelegten Datum in Kenntnis, und zwar mindestens fünfzehn Tage bevor diese Durchführung erfolgt.

Die zuständige Behörde oder die Regierung können die Fälle, in denen die Durchführung der Umweltgenehmigung der vorhergehenden Zustimmung des technischen Beamten unterliegt, sowie die Frist, innerhalb welcher diese Zustimmung zu erfolgen hat, bestimmen.

Art. 58 - § 1. Im Falle eines Betriebs der Klasse 1 oder der Klasse 2 beachtet der Betreiber eines Betriebs die allgemeinen, sektoralen und besonderen Betriebsbedingungen oder, im Falle eines Betriebs der Klasse 3, die allgemeinen, sektoralen und auf seinen Betrieb anwendbaren integralen Bedingungen und die eventuell von der zuständigen Behörde auf der Grundlage des Artikels 14, § 5 vorgeschriebenen zusätzlichen Bedingungen.

Bei der Bestimmung der Sonderbedingungen, und gegebenenfalls der aufgrund des Artikels 14, § 5 festgelegten zusätzlichen Bestimmungen, kann die zuständige Behörde jedoch eine besondere Durchführungsfrist für die Anwendung der von ihr bestimmten Bedingungen festlegen.

§ 2. Unabhängig von der ausgestellten Genehmigung oder der Erklärung und unbeschadet der durch andere Bestimmungen auferlegten Verpflichtungen gilt folgendes:

1° der Betreiber trifft alle erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen, um die Gefahren, Belastungen oder Nachteile des Betriebs zu vermeiden oder zu verringern oder diesen abzuwehren;

2° er meldet der zuständigen Behörde unverzüglich jeglichen Unfall oder Zwischenfall, die ihrer Art wegen den in Artikel 2 erwähnten Interessen schaden könnten;

3° er leistet jede Unterstützung, die es den zuständigen Beamten und Bediensteten ermöglicht, die in Artikel 61, § 1, 3°, 4° und 5° erwähnten Handlungen erfolgreich auszuführen;

4° er informiert die zuständige Behörde und den technischen Beamten über jegliche Betriebseinstellung, und zwar mindestens zehn Tage vor dieser Maßnahme, außer wenn höhere Gewalt vorliegt.

Art. 59 - Der Betreiber bewahrt am Ort selbst des Betriebs oder an jedem anderen mit der zuständigen Behörde vereinbarten Ort die gesamten Genehmigungen oder rechtskräftigen Erklärungen, sowie jeglichen Beschluß der zuständigen Behörde bezüglich der Auferlegung der in Artikel 14, § 5, vorgesehenen zusätzlichen Betriebsbedingungen, und gegebenenfalls die Liste der in Artikel 58, § 2, 2° erwähnten Unfälle und Zwischenfälle.

Abschnitt III – Wechsel des Betreibers

Art. 60 - § 1. Wenn ein Betrieb vollständig oder teilweise von einer anderen Person als dem Inhaber der Umweltgenehmigung oder, im Falle eines Betriebs der Klasse 3, von einer anderen Person als dem Meldepflichtigen bewirtschaftet wird, geben der abtretende Betreiber oder dessen Anspruchsberechtigter und der Übernehmer dies der für die Ausstellung in erster Instanz der Genehmigung zuständigen Behörde gemeinsam bekannt.

Bei dieser Gelegenheit bestätigt der Übernehmer schriftlich, Kenntnis von der Genehmigung oder Erklärung und von den von der zuständigen Behörde auf der Grundlage des Artikels 14, § 5 vorgeschriebenen eventuellen zusätzlichen Bedingungen genommen zu haben, dieselbe Tätigkeit weiterzuführen und die in der Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen oder die eventuell vorgeschriebenen zusätzlichen Bedingungen anzunehmen.

Die zuständige Behörde beurkundet die Erklärung des Übernehmers und informiert darüber den technischen Beamten.

§ 2. Solange die gemeinsame Erklärung über die Übergabe des Betriebs nicht stattgefunden hat und gegebenenfalls solange keine neue Sicherheitsleistung hinterlegt wurde, haften der Betreiber oder dessen Anspruchsberechtigte und der Übernehmer gesamtschuldnerisch für jegliche Schäden, die sich aus der Nichtbeachtung durch den neuen Betreiber der auf den Betrieb anwendbaren Betriebsbedingungen ergeben könnten.

§ 3. Die Regierung kann die Übertragung der Genehmigungen für die von ihr bestimmten Betriebe verbieten oder anderen Bedingungen unterwerfen.

§ 4. Anlässlich jeglicher Urkunde zur Übertragung oder Bescheinigung des dinglichen Rechts an dem Betrieb, so wie sie in dem Artikel 1 des Gesetzes über die Hypothekenordnung vom 16. Dezember 1851 erwähnt wird, liest der Notar den erschienenen Parteien den vorliegenden Artikel vor und vermerkt dies in der Urkunde.

KAPITEL IX — Überwachung und Verwaltungsmaßnahmen

Abschnitt I — Überwachung und Inspektion

Art. 61 - § 1. Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung des Dekrets und dessen Durchführungserlasse zu überwachen. Zu diesem Zweck können sie in der Ausführung ihrer Aufgaben:

1° zu jeder Tages- oder Nachtzeit in jeden selbst geschlossenen oder überdachten Ort eindringen, wenn sie gewichtige Gründe haben zu glauben, daß dort gegen das Dekret oder dessen Durchführungserlasse verstoßen wird; wenn es sich um einen als Hauptwohnsitz bewohnten Betrieb handelt, ist zuvor die Genehmigung des Untersuchungsrichters erforderlich;

2° die Unterstützung der Gemeindepolizei und der Gendarmerie anfordern;

3° auf der Grundlage bedeutender Indizien für einen Verstoß alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, daß alle Bestimmungen des vorliegenden Dekrets beachtet werden, insbesondere:

a) jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisaufnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b) sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

4° gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten Proben entnehmen;

5° nach den gemäß dem Artikel 62 bestimmten Regeln Analysen vornehmen lassen. Wenn aus dem Protokoll bezüglich der Analyse hervorgeht, daß ein Verstoß vorliegt, wird gemäß Paragraph 2, 2° des vorliegenden Artikels Protokoll aufgenommen.

Außerdem wird in dem Protokoll die Möglichkeit für den Zuwiderhandelnden angegeben, auf seine Kosten eine Gegenanalyse vornehmen zu lassen;

6° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anhalten und deren Ladung kontrollieren;

7° jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere und zwar innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet;

a) das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b) die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln.

Sie informieren innerhalb von vierundzwanzig Stunden den Prokurator des Königs und die in erster Instanz zuständige Behörde.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

§ 2. Im Falle eines Verstoßes gegen das vorliegende Dekret und dessen Durchführungserlasse können die in § 1 erwähnten Beamten und Bediensteten:

1° für den Zuwiderhandelnden eine Frist festlegen, die es ihm ermöglicht, seine Verhältnisse in Ordnung zu bringen; diese Frist darf lediglich einmal verlängert werden; der Beamte oder Bedienstete informiert den Prokurator des Königs und den Bürgermeister der Gemeinde, in der sich der Betrieb befindet, über die getroffenen Vorkehrungen; nach Ablauf der Frist, oder je nach Fall der Verlängerung, verfasst der Beamte oder Bedienstete einen Bericht und übermittelt diesen dem Zuwiderhandelnden und dem Prokurator des Königs innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post;

2° ein Protokoll aufnehmen, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist; dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und unter Androhung der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Protokollaufnahme oder des Ablaufs der in Punkt 1° erwähnten Frist.

§ 3. In den Berichten und Protokollen kann der Beamte oder Bedienstete, wenn er es für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs nahelegen, die Artikel 216*bis* und 216*ter* der Strafprozeßordnung anzuwenden. Gegebenenfalls gibt er die für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Art. 62 - Die Regierung bestimmt die Regeln für die Zulassung der mit den offiziellen Analysen beauftragten Laboratorien. Sie kann das Muster des Analysenprotokolls festlegen, die Methoden für die Analysen und Gegenanalysen bestimmen, die Regeln für die Verteilung der Analysen unter die Laboratorien, sowie die Finanzierungsregeln der Kosten für die Analysen und Probenahmen aufstellen.

Wenn die allgemeinen, sektoralen, besonderen oder integralen Bedingungen Regeln bezüglich der Methoden für die Analysen und Probenahmen vorschreiben oder wenn die Regierung zusätzlich solche auferlegt hat, müssen die Probenahmen, Analysen oder Gegenanalysen mit diesen Regeln übereinstimmen.

Art. 63 - Unbeschadet der in Artikel 61 organisierten Ausführung der Überwachungsbefugnis nimmt der technische Beamte die systematische Inspektion der Betriebe vor, die den durch die Regierung verabschiedeten sektoralen Bedingungen bezüglich der Bewältigung der mit schweren, durch gefährliche Substanzen verursachten Unfällen verbundenen Gefahren unterliegen. Diese Inspektionen sind nicht an den Erhalt des Sicherheitsberichts oder sonstiger vorgelegter Berichte gebunden. Sie ermöglichen eine planmäßige und systematische Überprüfung der in dem betroffenen Betrieb angewandten technischen, organisatorischen und Bewirtschaftungssysteme, und zwar insbesondere damit:

1° der Betreiber den Nachweis erbringen kann, daß er unter Berücksichtigung der im Betrieb ausgeführten Tätigkeiten die geeigneten Maßnahmen getroffen hat, um jeglichem schweren Unfall vorzubeugen;

2° der Betreiber den Nachweis erbringen kann, daß er die geeigneten Maßnahmen vorgesehen hat, um die Auswirkungen schwerer Unfälle innerhalb und außerhalb des Geländes einzuschränken;

3° die aus dem Sicherheitsbericht oder sonstigen vorgelegten Berichten erhaltenen Angaben und Informationen wahrheitsgetreu die Lage des Betriebs wiedergeben;

4° die Informationen bezüglich der im Falle eines Unfalls zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen und der einzunehmenden Haltung an diejenigen Personen vermittelt werden, die von einem schweren Unfall getroffen werden könnten, der in einem zum Vorlegen eines Sicherheitsberichts verpflichteten Betrieb seinen Ausgang nimmt.

Das in Absatz 1 vorgesehene Inspektionssystem sieht vor, daß alle Betriebe, die den durch die Regierung verabschiedeten sektoralen Bedingungen bezüglich der Bewältigung der mit schweren, durch gefährliche Substanzen verursachten Unfällen verbundenen Gefahren unterliegen, Gegenstand eines systematischen Inspektionsprogramms sind. Die zuständige Behörde läßt mindestens alle zwölf Monate eine Inspektion auf dem Gelände eines jeden Betriebs vornehmen, in dem ein Sicherheitsbericht vorgelegt werden muß, es sei denn, daß sie ein Inspektionsprogramm aufgestellt hat, das auf der Grundlage einer systematischen Abschätzung der in diesem in Betracht gezogenen Betrieb mit schweren durch gefährliche Substanzen verursachten Unfällen verbundenen Gefahren einen längeren Zeitabstand zwischen den Inspektionen vorsieht.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Inspektion, die Gegenstände, auf die diese sich vorzugsweise beziehen soll, sowie die Häufigkeit der Inspektionen in jedem in Absatz 1 erwähnten Betrieb fest.

Abschnitt II — Verwaltungspolizeiliche Maßnahmen

Unterabschnitt I — Maßnahmen bezüglich der Genehmigung, wenn kein Verstoß vorliegt

Art. 64 - Die Regierung kann die Fälle angeben, in denen die in den ausgestellten Genehmigungen angeführten besonderen Betriebsbedingungen erneut überprüft werden müssen. Sie gibt gegebenenfalls die Periodizität dieser Neuüberprüfung an.

Art. 65 - § 1. Die zuständige Behörde kann im Hinblick auf die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung auf Vorschlag des technischen Beamten und der von der Regierung bezeichneten Instanzen die besonderen Betriebsbedingungen ergänzen oder abändern:

1° wenn sie feststellt, daß diese Bedingungen nicht mehr angemessen sind, um die in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile zu vermeiden, zu verringern oder diesen abzuwenden;

2° wenn dies erforderlich ist, um die Einhaltung der von der Regierung festgelegten Immissionsnormen zu gewährleisten.

§ 2. Die zuständige Behörde erster Instanz setzt auf Vorschlag des technischen Beamten die Genehmigung zeitweilig aus oder entzieht diese, wenn feststeht, daß der Betrieb trotz einer Ergänzung oder einer Abänderung der Betriebsbedingungen Gefahren, Belastungen oder Nachteile verursacht, die für die Menschen oder die Umwelt eine schwerwiegende Gefährdung darstellen.

Art. 66 - Wenn der Betrieb, für den die Umweltgenehmigung ausgestellt wurde, in der Nähe von Gebieten liegt, in denen sich eine oder mehrere Anlagen befinden, die gefährliche Substanzen enthalten, deren Liste von der Regierung aufgestellt wurde, stellt der technische Beamte die Erhöhung der Gefahren eines schweren Unfalls fest und setzt die zuständige Behörde davon in Kenntnis.

Im Falle einer deutlichen Erhöhung der Gefahren eines schweren Unfalls trifft die zuständige Behörde die angemessenen Maßnahmen, damit:

1° die Informationen schnell weitergegeben werden, um den von der deutlichen Erhöhung der Gefahren eines schweren Unfalls betroffenen Betreibern die Möglichkeit zu geben, die Art und das Ausmaß der globalen Gefahr wahrzunehmen und die gebotenen Maßnahmen zu treffen;

2° die Betreiber bei der Information der Bevölkerung und der Übermittlung von zur Vorbereitung der Notmaßnahmen außerhalb des Betriebs erforderlichen Angaben mitwirken;

3° Maßnahmen getroffen werden, um zu verhindern, daß ein außerhalb des Betriebs erfolgender Zwischenfall oder Unfall die Gefahr eines schweren Unfalls erhöht.

Art. 67 - Die zuständige Behörde übt die in Artikel 65 erwähnten Befugnisse aus, und zwar entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag:

1° des Betreibers;

2° der im Laufe des Verfahrens zur Ausstellung der Genehmigung zu Rate gezogenen Behörden und Verwaltungen;

3° des Inhabers eines dinglichen oder persönlichen Rechts auf ein Gut, das durch die von einer Wasserentnahme verursachten Senkung des Grundwasserspiegels beschädigt wurde oder beschädigt zu werden droht;

4° des Inhabers einer bereits vorher gewährten und noch nicht verfallenen Genehmigung zur Fassung von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, wenn die Qualität oder Quantität des Wassers dieser Wasserfassung beeinträchtigt wird oder beeinträchtigt zu werden droht.

Art. 68 - Bevor die zuständige Behörde einen Beschluß auf der Grundlage des Artikels 65 faßt und unter Vorbehalt eines besonders begründeten dringlichen Falles, gibt sie dem Betreiber die Möglichkeit, innerhalb einer vernünftigen Frist seine Bemerkungen schriftlich oder mündlich gelten zu lassen. Die Modalitäten des Verfahrens werden von der Regierung festgelegt.

Art. 69 - Jede in Artikel 67 erwähnte Person kann gemäß dem Kapitel IV Einspruch gegen die aufgrund des Artikels 65 gefaßten Beschlüsse zur Ergänzung oder Abänderung der Betriebsbedingungen, zur Aussetzung oder Entziehung der Genehmigung erheben. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluß, außer in den in Artikel 65, § 2 erwähnten Fällen.

Art. 70 - Jeder Beschluß zur Ergänzung oder Abänderung der Betriebsbedingungen, zur Aussetzung oder Entziehung der Genehmigung wird dem Betreiber, dem technischen Beamten und der Gemeindeverwaltung zugestellt. In dem Beschluß wird die Frist der Durchführung dieser Bedingungen angegeben. Außerdem wird gemäß dem in Artikel 38 erwähnten Verfahren die Öffentlichkeit durch Anschlag von dem Beschluß in Kenntnis gesetzt.

Unterabschnitt II — Maßnahmen bezüglich des Betriebs, wenn kein Verstoß vorliegt

Art. 71 - § 1. Falls ein Risiko den Umweltschutz oder die Sicherheit oder Gesundheit der Bevölkerung ernsthaft in Gefahr bringt und falls der Betreiber sich weigert, den Anweisungen der von der Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten Folge zu leisten, trifft der Bürgermeister von Amts wegen oder nach Erhalt eines Berichts eines Beamten oder Bediensteten unbeschadet der Anwendung anderer Sicherheitsmaßnahmen jegliche Maßnahme, die zur Beseitigung dieser Gefahr nützlich ist, und zwar insbesondere:

1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;

3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Den von der Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten werden dieselben Befugnisse verliehen, falls der Bürgermeister sich untätig zeigt oder wenn die Gefahr so nahe bevorsteht, daß die geringste Verspätung zu einem Unfall führen könnte.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umwelt- und Städtebaugenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten zur Erstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Betreiber es vermißt, einen Plan einzureichen oder diesen nicht einhält, wenn er angenommen wurde, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß dem Artikel 74, § 4.

§ 4. Der Betreiber, gegen den die Sicherheitsmaßnahme getroffen wurde, kann bei der Regierung Einspruch gegen den in Paragraph 1 erwähnten Beschluß erheben. Der Beschluß hat keine aufschiebende Wirkung. In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb der von der Regierung vorgeschriebenen Frist, gilt der Einspruch als abgelehnt.

Die Regierung regelt die Modalitäten des Einspruchs und bestimmt insbesondere:

1° die Auskünfte, die der Einspruch enthalten muß, dessen Form und die Anzahl der einzureichenden Ausfertigungen;

2° die Modalitäten der Bekanntmachung an die Öffentlichkeit;

3° die Modalitäten zur Untersuchung des Einspruchs durch den zuständigen technischen Beamten.

§ 5. Der Betreiber, gegen den die Sicherheitsmaßnahme getroffen wurde, sowie die anderen in der Angelegenheit betroffenen Personen können die Aufhebung oder Abänderung der Maßnahme per Einschreiben an die Behörde, die die Maßnahme getroffen hat oder an die Regierung beantragen, wenn letztere über den Einspruch einen Beschluß gefaßt hat. Der Antrag hat keine aufschiebende Wirkung.

Der Antrag gilt als abgelehnt, wenn die Behörde nicht innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Tag des Erhalts des Antrags einen Beschluß gefaßt hat. Gegen die stillschweigende oder ausdrückliche Ablehnung kann gemäß Paragraph 4 Einspruch erhoben werden, außer wenn die Regierung im Rahmen eines Einspruchsverfahrens einen Beschluß gefaßt hat.

§ 6. Unter Gefahr der Unzulässigkeit kann der aufgrund des Paragraphen 5 zugestellte Antrag nicht gleichzeitig mit dem in Paragraph 4 vorgesehenen Einspruch zugestellt werden.

Unterabschnitt III — Maßnahmen bezüglich der Genehmigung oder der Erklärung im Falle eines Verstoßes

Art. 72 - § 1. Die in erster Instanz für die Ausstellung der Umweltgenehmigung zuständige Behörde kann diese im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile oder zu deren Abhilfe aussetzen oder entziehen, wenn ein Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder dessen Durchführungserlasse festgestellt wurde, und zwar insbesondere wenn:

1° die auf die Genehmigung anwendbaren allgemeinen, sektoralen oder besonderen Bedingungen nicht eingehalten werden;

2° den in Artikel 58, § 2 aufgeführten Verpflichtungen nicht nachgekommen wird;

Auf Antrag des Betreibers kann die zuständige Behörde jedoch unter außergewöhnlichen Umständen und auf ein günstiges Gutachten des technischen Beamten dem Erstgenannten genehmigen, von den Betriebsbedingungen vorübergehend abzuweichen.

§ 2. Die für die Entgegennahme der Erklärung zuständige Behörde kann im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile oder zu deren Abhilfe die Betriebseinstellung oder das Betriebsverbot eines meldepflichtigen Betriebs anordnen, wenn ein Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder dessen Durchführungserlasse festgestellt wurde. In diesem Fall setzt sie den von der Regierung bezeichneten Beamten davon in Kenntnis.

Jede neue Erklärung für den in Betracht gezogenen Betrieb wird der Bedingung unterworfen, daß der von der Regierung bezeichnete Beamte die zuständige Behörde davon in Kenntnis gesetzt hat, daß die Betriebstätigkeit unter den mit dem vorliegenden Dekret und dessen Durchführungserlassen übereinstimmenden Bedingungen ablaufen kann.

§ 3. Vor jedem Beschluß der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Betriebsaussetzung, -entziehung oder des Betriebsverbots richtet die zuständige Behörde eine Verwarnung an den Betreiber und gibt die Frist an, innerhalb welcher er sich an diese zu halten hat.

Art. 73 - Die Artikel 67 bis 70 sind auf die auf der Grundlage des Artikels 72 gefaßten Beschlüsse der Betriebsaussetzung, -entziehung oder des Betriebsverbots anwendbar. Der Einspruch gegen einen auf der Grundlage des Artikels 72 gefaßten Beschluß hat jedoch keine aufschiebende Wirkung.

Unterabschnitt IV — Maßnahmen bezüglich des Betriebs im Falle eines Verstoßes

Art. 74 - § 1. Wenn bezüglich eines Verstoßes gegen die Artikel 10, 11, 57 oder 58 ein Protokoll ausgestellt wurde, kann der Bürgermeister nach Erhalt eines Berichts eines von der Regierung bezeichneten Beamten oder Bediensteten im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets erwähnten Gefahren, Belastungen und Nachteile oder zu deren Abhilfe:

1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;

3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Falls der Bürgermeister sich untätig zeigt, verfügen die in Absatz 1 erwähnten Beamten und Bediensteten über dieselben Alleinbefugnisse wie dieser.

Die gemäß dem Absatz 1, 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden für einen Verstoß gegen den Artikel 10 oder 11 von Rechts wegen aufgehoben, sobald die Umweltgenehmigung gewährt wird oder sobald die Erklärung durch die zuständige Behörde als zulässig anerkannt wurde.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umwelt- und Städtebaugenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Zuwiderhandelnde es vermißt, einen Plan einzureichen oder dessen Bedingungen nicht einhält, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß § 4.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht innerhalb der festgelegten Frist die auferlegten Maßnahmen trifft, kann die Regierung oder ihr Vertreter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft die Ausführung von Amts wegen der Wiederinstandsetzung anvertrauen, die zu Lasten des Zuwiderhandelnden erfolgt. Außerdem kann die Regierung oder ihr Vertreter dem letzteren auferlegen, gemäß dem Artikel 55 eine Sicherheitsleistung zu erbringen.

Die Regierung oder ihr Vertreter verständigt per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, läßt die Regierung oder ihr Vertreter dem Zuwiderhandelnden durch den Gerichtsvollzieher einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem er unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert wird.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die Regierung oder ihr Vertreter eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt.

Art. 75 - Die Artikel 71 und 74 sind nicht auf die Fälle anwendbar, in denen die Wiederinstandsetzung durch die in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte öffentliche Gesellschaft auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets ausgeführt wird.

Der Artikel 74 ist nicht auf die in Artikel 7, § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgesehenen Fälle anwendbar.

Abschnitt III — Ordnungsstrafen

Art. 76 - § 1. Im Falle eines Verstoßes gegen die Artikel 10, § 2, 57, 58, § 2, 4° und 59 oder gegen die kraft dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen setzen sich die Urheber eines Verstoßes einer Geldstrafe aus, deren Betrag 500.000 BEF nicht überschreiten darf.

Die einer Ordnungsstrafe unterliegenden Personen werden unter Anwendung des vorliegenden Artikels mit dem Begriff "der Zuwiderhandelnde" bezeichnet.

Die Ordnungsstrafe ist lediglich auf den Zuwiderhandelnden anwendbar, selbst wenn der Verstoß von einem Beauftragten oder Mandatsträger begangen wurde.

§ 2. Die in Paragraph 1, Absatz 1 erwähnten Verstöße sind entweder Gegenstand von Strafverfolgungen oder einer Ordnungsstrafe.

Die Ordnungsstrafe wird von dem technischen Beamten auferlegt.

Die gegen die in Paragraph 1, Absatz 1 erwähnten Bestimmungen festgestellten Verstöße werden durch Ordnungsstrafen verfolgt, es sei denn, daß die Staatsanwaltschaft unter Berücksichtigung der Schwere des Verstoßes es als angebracht erachtet, Strafverfolgungen einzuleiten. Die Strafverfolgungen schließen die Anwendung einer Ordnungsstrafe aus, auch wenn eine Freisprechung diese abschließt.

§ 3. Eine Ausfertigung des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes wird dem technischen Beamten übermittelt.

Die Staatsanwaltschaft verfügt über eine Frist von vier Monaten ab dem Tag des Erhalts des Protokolls, um dem technischen Beamten ihren Beschluß bezüglich der Einleitung oder Unterlassung einer Strafverfolgung zuzustellen.

§ 4. Falls die Staatsanwaltschaft auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung ihres Beschlusses innerhalb der festgelegten Frist versäumt, beschließt der technische Beamte, ob die Auferlegung einer Ordnungsstrafe wegen des Verstoßes angebracht ist, nachdem er dem Zuwiderhandelnden die Möglichkeit zur Vorbringung seiner Verteidigungsgründe gegeben hat.

Der Beschluß des technischen Beamten legt den Betrag der Ordnungsstrafe fest und wird begründet. Er wird gleichzeitig mit einer Aufforderung zur Zahlung der Strafe innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post zugestellt.

Durch die Zustellung des Beschlusses zur Festlegung des Betrags der Ordnungsstrafe erlischt die öffentliche Klage.

Die Zahlung der Strafe beendet die Aktion der Verwaltung.

§ 5. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluß des technischen Beamten anfechtet, legt bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses durch eine Bittschrift einen Einspruch beim Zivilgericht ein. Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmung des vorhergehenden Absatzes wird in dem Beschluß, durch den die Ordnungsstrafe auferlegt wird, angegeben.

§ 6. Wenn der Zuwiderhandelnde es unterläßt, die Strafe zu zahlen, wird der rechtskräftige Beschluß des technischen Beamten oder des Zivilgerichts der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region im Hinblick auf die Beitreibung des Betrags der Ordnungsstrafe übermittelt.

§ 7. Wird innerhalb von drei Jahren ab dem Datum des Protokolls erneut ein Verstoß festgestellt, wird der in Paragraph 1, Absatz 1 des vorliegenden Dekrets erwähnte Betrag verdoppelt.

Fünf Jahre nach dem Tatbestand, der für einen in dem vorliegenden Artikel erwähnten Verstoß grundlegend ist, kann die Verwaltungsverfügung, durch welche die Ordnungsstrafe auferlegt wird, nicht mehr erlassen werden. Die in Paragraph 4 erwähnte, innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Frist erfolgende Aufforderung des Zuwiderhandelnden, seine Verteidigungsgründe vorzubringen, unterbricht jedoch deren Verlauf. Durch diese Handlung läuft eine neue Frist von gleicher Dauer, selbst in bezug auf die Personen, die nicht darin einbezogen sind.

§ 8. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung der Geldstrafe.

KAPITEL X — Strafverfolgungen

Art. 77 - § 1. Folgenden Personen wird eine Freiheitsstrafe zwischen 8 Tagen und 3 Jahren und eine Geldstrafe zwischen 100 und 1 Million BEF oder nur eine dieser Strafen auferlegt:

1° demjenigen, der gegen die Artikel 10, § 1 und 11 verstößt;

2° demjenigen, der gegen den Artikel 58, § 1 verstößt;

3° demjenigen, der die Ausführung des in Artikel 61 vorgesehenen Überwachungsauftrags beeinträchtigt.

§ 2. Folgenden Personen wird eine Freiheitsstrafe zwischen 8 Tagen und 1 Jahr und eine Geldstrafe zwischen 100 und 500.000 BEF oder nur eine dieser Strafen auferlegt:

1° demjenigen, der gegen den Artikel 58, § 2, 3° verstößt;

2° demjenigen, der gegen den Artikel 58, § 2, 4° verstößt und damit die Umwelt gefährdet.

§ 3. Eine Geldstrafe zwischen 26 und 10.000 BEF wird derjenigen Person auferlegt, die gegen die Artikel 10, § 2, 57, 58, § 2, 1°, 2°, 4° und 59 verstößt.

§ 4. Die in Paragraph 1, 2 oder 3 erwähnten Strafen werden je nach Fall demjenigen auferlegt, der gegen die in Anwendung der aufgeführten Artikel verabschiedeten Durchführungserlasse verstößt.

Art. 78 - Die in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Strafen können auf das Zweifache des maximalen Betrags erhöht werden, wenn innerhalb von fünf Jahren ab einer vorherigen durch einen rechtskräftigen Beschluß erlassenen Verurteilung wegen Verstoß gegen einen dieser gleichen Artikel erneut ein in Artikel 77 vorgesehener Verstoß begangen wird. Außerdem darf in diesem Fall die Mindeststrafe nicht unter dem Zehnfachen des Mindestbetrags liegen.

Art. 79 - § 1. Im Falle eines Verstoßes gegen die Artikel 10, § 1, 11, 58, § 1 kann der Zuwiderhandelnde vom Gericht auch dazu verurteilt werden:

1° auf seine Kosten eine Untersuchung zur Charakterisierung der Umstände im Hinblick auf die Bestimmung der Maßnahmen für die Sicherheit oder die angemessene Wiederinstandsetzung vorzulegen; diese Untersuchung umfaßt einen Ortsbefund und eine Beschreibung der Umwelt und der Vorschläge für die Instandsetzungsmaßnahmen;

2° die zum Schutz der Nachbarn oder Umwelt gegen die verursachten Belastungen angemessenen Maßnahmen anzuwenden.

Das Gericht kann auch die Durchführung von Arbeiten anordnen, die zur Verringerung oder Beseitigung der Belastungen oder zur Verhinderung des Zugangs zum Gelände bestimmt sind;

3° während einer von dem Gericht festgelegten Dauer an dem Ort, an dem der Verstoß begangen wurde, jegliche Betriebstätigkeit einzustellen.

Unter Vorbehalt einer von der Regierung oder dem technischen Beamten gewährten individuellen Abweichung wird die in Punkt 1° erwähnte Untersuchung zur Charakterisierung von einer als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassenen Person durchgeführt. Die Regierung bestimmt den Inhalt der Untersuchung zur Charakterisierung.

§ 2. Außerdem ordnet das Gericht auf Antrag der Regierung oder des technischen Beamten als deren Vertreter, oder auf Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, an, daß eine Untersuchung zur Charakterisierung auf Kosten des Zuwiderhandelnden vorzulegen und der Ort wieder instandzusetzen ist, und zwar entweder durch den Zuwiderhandelnden selbst gemäß den Anweisungen des technischen Beamten oder durch die bezeichnete(n) Person(en) und dies auf Kosten des Verurteilten. In diesem Fall erfolgt die Kostenerstattung schrittweise im Laufe der Durchführung der Arbeiten auf einfache Erklärung des technischen Beamten über den Stand der Arbeiten. Diese Erklärung gilt als vollstreckbar.

Gegebenenfalls gilt das Urteil als Umwelt- und Städtebaugenehmigung oder als Erklärung im Sinne des vorliegenden Dekrets für die in dem Urteil erwähnte Person.

§ 3. Das Gericht ordnet an, daß der Verurteilte unter Gefahr einer Versäumnisgeldstrafe innerhalb von acht Tagen ab demjenigen, an dem das Urteil rechtskräftig wird, eine Sicherheitsleistung zugunsten der Regierung gemäß den Modalitäten des Artikels 55 erbringt, deren Betrag den Kosten der Durchführung der auferlegten Maßnahmen entspricht.

§ 4. Derjenigen gemäß dem Paragraph 1 und dem Paragraph 2 verurteilten Person, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist den vom Gericht auferlegten Verpflichtungen nachkommt oder die gegen die von ihm festgelegten Verbote verstößt oder sich den von ihm vorgeschriebenen Maßnahmen von Amts wegen widersetzt, kann eine Freiheitsstrafe zwischen sechs Monaten und fünf Jahren und eine Geldstrafe zwischen 1.000 und 500.000 BEF oder nur eine dieser Strafen auferlegt werden.

Wenn die vom Gericht vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht ausgeführt werden, kann die Regierung oder der technische Beamte als deren Vertreter, sowie das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, die Ausführung der Verpflichtungen übernehmen und deren Kosten wie in Paragraph 2 angegeben beitreiben.

§ 5. Der Greffier des Zivil- oder Strafgerichts notifiziert dem technischen Beamten eine Abschrift der Klageschriften oder der Vorladungen bezüglich der in Paragraph 1 und Paragraph 4 erwähnten Verstöße vor dem in der Hauptsache zuständigen Gericht, sowohl in erster Instanz als auch in Berufung. Der technische Beamte übermittelt an demselben Tag eine Abschrift an die Regierung und an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet die streitigen Handlungen begangen wurden.

§ 6. Die Urteile und Richtersprüche, in denen der vorliegende Artikel angewandt wird, werden der regionalen Verwaltung und dem Verurteilten gleichzeitig von dem Greffier des Gerichts zugestellt.

Art. 80 - Die Regierung oder der technische Beamte als deren Vertreter, sowie das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, können vor dem Zivilgericht die Durchführung der in Artikel 79 vorgesehenen Maßnahmen fortsetzen.

KAPITEL XI — Globalgenehmigung

Abschnitt I — Anwendungsbereich und Zuständige Behörde

Art. 81 - § 1. Jedes gemischte Projekt, mit Ausnahme der Projekte bezüglich der zeitweiligen, versuchsweise eingerichteten oder jener Betriebe, die sich auf die in Artikel 109 des CWATUP erwähnten Immobiliengüter beziehen, bildet den Gegenstand eines Antrags auf eine Globalgenehmigung.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der geplante Betrieb befindet, ist für die Globalgenehmigungsanträge zuständig.

In Abweichung von Absatz 1 sind die von der Regierung innerhalb der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung und der Umweltverwaltung bezeichneten Beamten gemeinsam für die Globalgenehmigungsanträge in bezug auf Akten und Arbeiten oder Betriebe zuständig, die sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befinden.

Abschnitt II — Antrag, Öffentliche Untersuchung und Gutachten

Art. 82 - Der Genehmigungsantrag wird per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung an die Gemeinde gerichtet.

Falls der Betrieb sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindet, hat der Antragsteller die Wahl, den Antrag an eine der Gemeinden, auf deren Gebiet der Betrieb geplant ist, gegen Aufgabebescheinigung zu senden oder bei ihr gegen Empfangsbescheinigung abzugeben.

Art. 83 - Die Regierung verabschiedet die Form und den Inhalt des Genehmigungsantrags. Sie gibt die Anzahl der Ausfertigungen der Akte an, die der Antrag enthalten muß, sowie den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beizufügen sind.

Der Antrag muß die in Artikel 17 des vorliegenden Dekrets erwähnten Angaben sowie die gemäß dem Artikel 115, Absatz 2 des CWATUP erforderlichen Unterlagen enthalten.

Die Umweltverträglichkeitsakte enthält die gesamten Angaben, die in den beiden Bewertungsakten hätten angeführt werden müssen, wenn der Städtebaugenehmigungsantrag und der Umweltgenehmigungsantrag getrennt vorgesehen worden wären.

Art. 84 - Innerhalb von drei Werktagen ab dem Erhalt des Antrags richtet die Gemeinde eine Ausfertigung des Genehmigungsantrags, einschließlich des Belegs für den Erhalt des Antrags oder einer Abschrift der in Artikel 82 erwähnten Empfangsbescheinigung, gleichzeitig an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten. Sie bewahrt eine Ausfertigung des Antrags auf und informiert den Antragsteller durch gewöhnliches Schreiben.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist übermittelt hat, kann der Antragsteller unmittelbar den technischen Beamten mit der Sache befassen, indem er an diesen per Einschreiben bei der Post eine Abschrift richtet, die er als demjenigen Antrag gleichlautend bestätigt, den er ursprünglich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gesandt hat. In diesem Fall richtet der technische Beamte innerhalb der gleichen, in Absatz 1 vorgesehenen Frist eine Ausfertigung des Antrags an den beauftragten Beamten.

Art. 85 - Der Antrag ist unvollständig, wenn die gemäß dem Artikel 83 erforderlichen Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung des Artikels 82 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht in der in Artikel 86, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

Art. 86 - Der technische Beamte und der beauftragte Beamte richten innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem der technische Beamte den Antrag in Anwendung des Artikels 84 erhalten hat, den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte dem Antragsteller per Einschreiben die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um dem technischen Beamten die angeforderten ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung zu liefern.

Der technische Beamte richtet eine Ausfertigung der angeforderten und eingegangenen ergänzenden Unterlagen innerhalb von fünf Tagen ab deren Erhalt an den beauftragten Beamten.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte erhalten hat, richten er und der beauftragte Beamte entsprechend dem Verfahren der Absätze 1 und 2 den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß an den Antragsteller. Wenn die Beamten den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachten, erklären sie diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 4 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

Art. 87 - In ihrem gemäß dem Artikel 86 über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß geben die Beamten Folgendes an:

1° ob der Genehmigungsantrag nach dem in Artikel 114 des CWATUP vorgesehenen Antrag auf Abweichung das Einschreiten der Regierung oder des beauftragten Beamten erfordert;

2° die Instanzen, die zu Rate gezogen werden müssen, gegebenenfalls unter Angabe der damit verbundenen Fristen;

3° den Zeitraum und das Datum des Beginns der öffentlichen Untersuchung, unter Vorbehalt in dem vorliegenden Dekret einer vorgesehenen Abweichung, sowie die Gemeinden, in denen die Untersuchung einzuleiten ist;

4° die zuständige Behörde und die Frist, innerhalb welcher diese ihren Beschluß zu fassen hat.

An demselben Tag richten sie eine Abschrift des Beschlusses, in dem der Antrag für vollständig und zulässig erklärt wird, und gegebenenfalls die gemäß dem Artikel 86 erhaltenen ergänzenden Unterlagen, an die zuständige Behörde.

Die Regierung kann die Instanzen bezeichnen, die zu Rate gezogen werden müssen, oder die Kriterien festlegen, auf deren Grundlage der technische Beamte und der beauftragte Beamte diese Instanzen bezeichnen.

Art. 88 - Wenn der technische Beamte und der beauftragte Beamte keinen Beschluß unter Einhaltung der in Artikel 86 vorgesehenen Bedingungen und Fristen an den Antragsteller gerichtet haben, wird der Antrag als zulässig betrachtet. In diesem Fall übermitteln die Beamten die Akte der zuständigen Behörde und das Verfahren wird weitergeführt.

Art. 89 - Die Verfahrensfristen bis zu der in Artikel 93 erwähnten Beschlußfassung werden folgendermaßen berechnet:

1° ab dem Tag, an dem der technische Beamte und der beauftragte Beamte den die Vollständigkeit und die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluß entsandt haben;

2° andernfalls, ab dem Tag, der auf die Frist folgt, die ihnen eingeräumt wurde, um ihren über die Zulässigkeit des Antrags gefaßten Beschluß zu entsenden.

Art. 90 - Gemäß den Artikeln 24, 25 und 26, § 1 wird eine öffentliche Untersuchung eingeleitet.

Die Fristen für die öffentlichen Untersuchungen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Durch diese Aussetzung werden folgende Fristen verlängert:

1° die in Artikel 91 erwähnte und den zur Begutachtung zu Rate gezogenen Instanzen zugestandene Frist;

2° die in Artikel 92 erwähnte und den Beamten zur Übermittlung des gemeinsam aufgesetzten zusammenfassenden Berichts zugestandene Frist;

3° die in Artikel 93 erwähnte und der zuständigen Behörde zur Zustellung ihres Beschlusses an den Antragsteller zugestandene Frist.

Die Artikel 27 bis 29 und 42, Absatz 2 sind anwendbar.

Art. 91 - An dem Tag, an dem der technische Beamte und der beauftragte Beamte gemäß dem Artikel 86 ihren die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags bestätigenden Beschluß an die zuständige Behörde richten oder statt dessen innerhalb der in Artikel 88 vorgesehenen Frist, übermittelt der technische Beamte die Akte des Antrags den verschiedenen bezeichneten Instanzen zur Begutachtung. Diese Instanzen entsenden ihr Gutachten oder händigen dieses gegen eine Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb von sechzig Tagen, wenn der Antrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, oder innerhalb von dreißig Tagen, wenn der Antrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft, nachdem der technische Beamte befaßt wurde. Sie übermitteln dem beauftragten Beamten in der gleichen Form eine Abschrift dieses Gutachtens.

In Ermangelung einer Einsendung oder einer Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung eines Gutachtens innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz vorgesehenen Frist, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Art. 92 - § 1. Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten wird von dem technischen Beamten gemeinsam mit dem beauftragten Beamten ein zusammenfassender Bericht abgefaßt. Dieser Bericht enthält einen im Hinblick auf die eingeholten Gutachten begründeten Vorschlag für den Beschluß und gegebenenfalls den Beschluß der Regierung oder des beauftragten Beamten zur Gewährung oder Ablehnung der in Artikel 114 des CWATUP erwähnten Abweichung.

§ 2. Auf Antrag einer der angehörten Behörden oder Verwaltungen, beraten diese wenigstens einmal miteinander, um ihre Auffassungen bezüglich des Projekts in Einklang zu bringen. Die Regierung kann Beratungsmodalitäten verabschieden.

§ 3. Der zusammenfassende Bericht und der vollständige Antrag werden der zuständigen Behörde per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von:

1° fünfzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundert Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertzehn Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

An dem Tag, an dem der technische Beamte und der beauftragte Beamte den zusammenfassenden Bericht übermitteln, setzen sie den Antragsteller davon in Kenntnis.

§ 4. Nach Ablauf der in Paragraph 3 erwähnten Frist werden der technische Beamte und der beauftragte Beamte auf Anfrage der zuständigen Behörde gemeinsam angehört.

§ 5. Die in Paragraph 3 erwähnten Fristen können durch gemeinsamen Beschluß des technischen Beamten und des beauftragten Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluß wird innerhalb der in Artikel 93, § 1 erwähnten Frist an die zuständige Behörde und den Antragsteller gerichtet.

§ 6. Wenn der zusammenfassende Bericht der zuständigen Behörde nicht innerhalb der zugestanden Frist übermittelt wurde, setzt diese das Verfahren fort, wobei sie die Umweltverträglichkeitsakte, die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, das Gutachten des oder der Bürgermeister- und Schöffenkollegiums(en) und jede sonstige Information, über die sie verfügt, berücksichtigt.

Abschnitt III — Beschluß

Art. 93 - § 1. Die zuständige Behörde richtet ihren Beschluß per Einschreiben bei der Post an den Antragsteller, an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten und durch gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1° siebzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertdreißig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertvierzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

In Abweichung von Absatz 1, wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in Artikel 92, § 3 erwähnten Frist übermittelt wird, richtet die zuständige Behörde ihren Beschluß per Einschreiben bei der Post an den Antragsteller, an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten und durch ein gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde und Verwaltung innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß dem Artikel 92, § 3 den zusammenfassenden Bericht der Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 2 betrifft;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß dem Artikel 92, § 3 den zusammenfassenden Bericht der Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 1 betrifft.

Falls die zuständige Behörde von dem zusammenfassenden Bericht abweicht, gibt sie die Gründe dafür an.

§ 2. Im Falle des Artikels 92, § 5 wird die der zuständigen Behörde für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten festgelegten Frist übereinstimmt.

§ 3. Die Artikel 36 und 38 des vorliegenden Dekrets sind auf den von der zuständigen Behörde aufgrund des vorliegenden Abschnittes gefaßten Beschluß anwendbar.

Art. 94 - Wenn der Beschluß nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Fristen und der zusammenfassende Bericht gemäß dem Artikel 92 entsandt wurde, gilt der Beschluß als gefaßt, und zwar nach den in dem zusammenfassenden Bericht festgelegten Schlußfolgerungen. Der zusammenfassende Bericht wird von dem technischen Beamten an den Antragsteller gerichtet.

Wenn der Beschluß nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Fristen und der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Artikel 93 entsandt wurde, gilt die Genehmigung als abgelehnt.

Abschnitt IV — Einspruch

Art. 95 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte und der beauftragte Beamte, können gegen die Beschlüsse der in Artikel 81 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung der Globalgenehmigungen und gegen das Fehlen eines Beschlusses seitens dieser Behörden nach Ablauf der in Artikel 81 erwähnten Fristen bei der Regierung Einspruch erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch gegen Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung der Umweltverwaltung zugesandt oder ausgehändigt, und zwar innerhalb von zwanzig Tagen:

1° entweder ab dem Erhalt des Beschlusses oder mangels dessen, nach Ablauf der in Artikel 93 erwähnten Fristen, was den Antragsteller, den technischen Beamten und den beauftragten Beamten betrifft;

2° oder ab dem ersten Tag der Bekanntmachung des Beschlusses gemäß dem Artikel 93, was alle anderen Personen betrifft, die nicht in Punkt 1 erwähnt werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Verwaltung übermittelt der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung innerhalb von fünf Tagen eine Abschrift des Einspruchs.

Wird der Beschluß in mehreren Gemeinden ausgehängt, so wird die Frist verlängert, und zwar bis zu dem dreißigsten Tag, der auf den ersten Tag folgt, an dem die Bekanntmachung als letzte in einer der Gemeinden ausgehängt wurde.

§ 3. Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten, wird gemeinsam von der Umweltverwaltung und der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung ein zusammenfassender Bericht abgefaßt. Wenn der Einspruch Aspekte betrifft, die unter die Zuständigkeit der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung fallen, wird das Gutachten der in Artikel 120 des CWATUP erwähnten beratenden Kommission innerhalb von vierzig Tagen, nachdem der Einspruch bei der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung eingegangen ist, erfordert.

In Ermangelung des Gutachtens dieser Kommission innerhalb dieser Frist, wird es außer acht gelassen.

Der zusammenfassende Bericht wird an die Regierung gerichtet, und zwar innerhalb von:

1° fünfzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° neunzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

An dem Tag, an dem die in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Verwaltungen den zusammenfassenden Bericht übermitteln, setzen diese den Antragsteller davon in Kenntnis.

§ 4. Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluß, es sei denn er wird von den in Paragraph 1 erwähnten Beamten eingelegt.

§ 5. Die Regierung bestimmt:

1° die Informationen, die der Einspruch beinhalten muß, dessen Form, sowie die Anzahl der Ausfertigungen, die eingereicht werden müssen;

2° die Modalitäten, nach denen der Einspruch der Öffentlichkeit mitgeteilt wird;

3° die Modalitäten für die Untersuchung des Einspruchs, für die Abfassung des zusammenfassenden Berichts, die zu konsultierenden Instanzen, und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abzugeben sind.

Falls innerhalb der vorgesehenen Fristen kein Gutachten eingesandt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt wurde, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 6. Die Regierung richtet ihren Beschluß an den Antragsteller, und zwar innerhalb von:

1° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° neunzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der in einem Gewerbegebiet, in einem spezifischen Gewerbegebiet oder in einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter im Sinne des CWATUP liegt;

3° hundertzehn Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, der nicht in Punkt 2° erwähnt wird.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

In Abweichung von Absatz 1, bei Einsendung des zusammenfassenden Berichts vor Ablauf der in Paragraph 3 erwähnten Frist übermittelt die Regierung ihren Beschluß innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 2 erhält;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 1 erhält.

§ 7. Falls der Beschluß nicht innerhalb der in dem Paragraphen 6 vorgesehenen Frist übermittelt wurde:

1° gilt der Beschluß als gefaßt, und zwar nach den Bedingungen des zusammenfassenden Berichts, wenn dieser gemäß dem Paragraphen 3 übermittelt wurde. Der zusammenfassende Bericht wird von der Umweltverwaltung an den Antragsteller gerichtet;

2° wird der in erster Instanz gefaßte Beschluß bestätigt, wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Paragraphen 3 übermittelt wurde.

§ 8. Falls die Ablehnung der Genehmigung sich aus dem Fehlen eines Beschlusses in erster Instanz oder im Anschluß an einen Einspruch ergibt und kein zusammenfassender Bericht innerhalb der vorgesehenen Fristen übermittelt wurde, ist eine dem zwanzigfachen Betrag der in Artikel 177, Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Bearbeitungsgebühren entsprechende Entschädigung zu Lasten der Region zu entrichten. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

*Abschnitt V — Sonderbestimmungen Bezüglich des Gemischten Projekts,
das eine Änderung des Gemeindewegenetzes Voraussetzt*

Art. 96 - § 1. Wenn das gemischte Projekt die Erschließung neuer Verkehrswege, die Änderung der Trasse der bereits vorhandenen Gemeindewege, deren Verbreiterung oder Beseitigung voraussetzt, nimmt der Gemeinderat Kenntnis von den Ergebnissen der öffentlichen Untersuchung und berät über die Fragen der Verkehrswege bevor die zuständige Behörde über den Genehmigungsantrag einen Beschluß faßt.

Die in Artikel 93 erwähnten Fristen können in diesem Fall durch Beschluß der zuständigen Behörde verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf sechzig Tage nicht überschreiten.

Wenn die Beschlußfassung des Gemeinderats nicht innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung erfolgt, wird die Genehmigung abgelehnt.

Falls der Gemeinderat nicht dazu aufgerufen wurde, zu der Frage der Verkehrswege Stellung zu nehmen oder er sich enthielt, zu der Frage der Verkehrswege Stellung zu nehmen und gemäß Artikel 95 ein Einspruch eingereicht wurde, wird der Gemeinderat auf Veranlassung der Regierung einberufen. Der Gemeinderat nimmt zu der Frage der Verkehrswege Stellung und übermittelt seinen Beschluß innerhalb von sechzig Tagen ab seiner Einberufung durch die Regierung. In diesem Fall werden die in Artikel 95, § 6 erwähnten Fristen um die von dem Gemeinderat zur Übermittlung seines Beschlusses beanspruchte Frist verlängert.

§ 2. Falls das gemischte Projekt entlang einer Straße der Region oder der Provinz geplant ist, wird die Stellungnahme der betreffenden Verwaltung eingeholt.

Abschnitt VI — Schlußbestimmungen

Art. 97 - Die Kapitel I, VII, VIII, IX, X und XIII des vorliegenden Dekrets sind auf die Globalgenehmigung anwendbar.

Die Artikel 50 bis 52, die Kapitel IX und X sind nicht auf die Globalgenehmigung anwendbar, insofern diese mit der Städtebaugenehmigung gleichwertig ist.

Folgende Bestimmungen des CWATUP sind auf die Globalgenehmigung anwendbar:

- die Kapitel I, II, IV und VI des Titels I des Buches I;
- die Titel II, III und IV des Buches I;
- die Artikel 84 bis 86, 110 bis 114, 123, 126, 127, § 3, 131, 132, Absatz 1, 134 bis 136, 138, 139, die Kapitel IV und V des Titels V des Buches I;
- die Titel VI, VII und VIII des Buches I;
- die Bücher II und III.

Der Titel VI des Buches I des CWATUP ist nicht auf die Globalgenehmigung anwendbar, insofern diese mit der Umweltgenehmigung gleichwertig ist.

KAPITEL XII — Aufhebungs- und Abänderungsbestimmungen

Abschnitt I — Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Art. 98 - Der Artikel 124 des CWATUP in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 124 – Die Anträge auf eine Städtebau- oder Erschließungsgenehmigung in bezug auf Projekte, die sich in einem Umkreis befinden, der den Vorschriften eines zuvor einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Raumordnungsplans unterliegt und die den Vorschriften dieses Plans genügen, werden von der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung dispensiert.

In Abweichung von Absatz 1 muß im Rahmen des Verfahrens der Städtebau- oder Erschließungsgenehmigung eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden, und zwar:

- 1° entweder wenn der Genehmigungsantrag mehr als fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des Plans eingereicht wird;
- 2° oder wenn in Erscheinung tritt, daß bedeutsame Fakten eingetreten sind, die im Laufe der vor der Verabschiedung des Raumordnungsplans durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten.

Der Beschluß der zuständigen Behörde, das Projekt einer zusätzlichen Prüfung zu unterbreiten, erfolgt innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des in Absatz 1 erwähnten Antrags. Wenn innerhalb dieser Frist kein Beschluß gefaßt wurde, ist keine zusätzliche Prüfung erforderlich.

Die Regierung kann die Regeln festlegen, nach denen die Feststellung erfolgt und eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird.»

Art. 99 - Der Artikel 131 des CWATUP in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 131 – Im Falle eines gemischten Projekts im Sinne des Artikels 1, 11° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wird in Abweichung von den Artikeln 84 und 127 eine mit der Städtebaugenehmigung im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gleichwertige Globalgenehmigung gemäß den in dem Kapitel XI des oben genannten Dekrets erwähnten Bestimmungen erteilt.»

Abschnitt II — Wasser

Art. 100 - Das Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird aufgehoben, mit Ausnahme der Artikel 1 und 3, § 2.

In Artikel 3, § 2 des oben genannten Gesetzes werden die Wörter “et l’utilisation” in der Originalfassung gestrichen.

Art. 101 - Der Artikel 2 des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 8°, c werden die Wörter “Erteilung der Einleitungsgenehmigung” durch die Wörter “Erteilung der Umweltgenehmigung oder der Erklärung” ersetzt;

2° ein Punkt 22° wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«22° Umweltgenehmigung; der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluß;»;

3° ein Punkt 23° wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«23° Erklärung: die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde.» .

Art. 102 - Der Artikel 5, Absatz 2 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 103 - Der Artikel 6 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 – Die nachstehenden Vorgänge können einer Umweltgenehmigung oder Erklärung nach den durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Bestimmungen unterliegen:

1° jegliche Einleitung von Abwasser in gewöhnliches Oberflächenwasser;

2° jegliche Einleitung von industriellem Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege des Regenwassers;

3° jegliche zeitweilige oder ständige Lagerung umweltbelastender Stoffe an einem Ort, an dem diese Stoffe durch einen natürlichen Vorgang in Oberflächenwasser oder öffentliche Kanalisationen weitergeleitet werden können;

4° die Ableitung von jeglichen Flüssigkeiten aus fahrenden Schiffen in gewöhnliches Oberflächenwasser;

5° die Einleitungen von Haushaltsabwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege des Regenwassers;

6° die Einleitungen von landwirtschaftlichem Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege des Regenwassers;

7° die Einrichtung von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen.» .

Art. 104 - In Artikel 7, 1° und 2° desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, werden die Wörter "und in die Abwassersammler" durch die Wörter "in die Abwassersammler und in das Oberflächenwasser" ersetzt.

Art. 105 - Der Artikel 8 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° der Absatz 1, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 23. Juni 1994, wird aufgehoben;

2° in Absatz 2 wird das Wort "sie" durch den Wortlaut "die Regierung" ersetzt.

Art. 106 - In demselben Dekret werden folgende Artikel aufgehoben:

1° der Artikel 9, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

2° der Artikel 10, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

3° der Artikel 11, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

4° der Artikel 12;

5° der Artikel 13, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

6° der Artikel 14, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

7° der Artikel 15, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994.

Art. 107 - In Artikel 21, Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, werden die Wörter "die Einleitungsgenehmigung ihnen erteilt worden ist" durch die Wörter "ihnen die Umweltgenehmigung erteilt worden ist" ersetzt.

Art. 108 - In Artikel 39, § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, werden die Absätze 1 und 2 aufgehoben.

Art. 109 - Der Artikel 49 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird wie folgt abgeändert:

1° der Absatz 1, 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° diejenige, die Abwässer in gewöhnliches Oberflächenwasser, in öffentliche Kanalisationen oder in künstliche Ableitwege einleiten ohne die aufgrund des vorliegenden Dekrets festgelegten Vorschriften zu beachten»;

2° der Punkt 3° wird aufgehoben;

3° in Punkt 5° wird der Wortlaut "die Exekutive oder einer ihrer Beamten" gestrichen und das Wort "hat" durch das Wort "ist" ersetzt.

Art. 110 - Der Artikel 50 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 3° wird aufgehoben;

2° in Punkt 4° wird der Wortlaut "3" gestrichen;

3° in Punkt 7° werden die Wörter "ohne die in Artikel 6, § 1 erwähnte Genehmigung" durch die Wörter "ohne die erforderliche Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 111 - In Artikel 57, § 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "und Punkt 3" gestrichen.

Art. 112 - Der Artikel 66 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 66 – Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung des Dekrets und dessen Durchführungserlasse zu überwachen. Zu diesem Zweck verfügen sie über die in Artikel 61 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Alleinbefugnisse in der Ausübung ihres Amtes.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtsekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.»

Art. 113 - Der Artikel 67 des Dekrets vom 7. Oktober 1985, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird aufgehoben.

Art. 114 - Der Artikel 68 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 68 - § 1. Wenn bezüglich eines Verstoßes gegen den Artikel 49 ein Protokoll ausgestellt wurde, können der Bürgermeister, wie auch die von der Regierung zu diesem Zweck bezeichneten Beamten und Bediensteten im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Gefahren, Belastungen und Nachteile oder zu deren Abhilfe:

1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;

3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Falls der Bürgermeister sich untätig zeigt, verfügen die in Absatz 1 erwähnten Beamten und Bediensteten über dieselben Alleinbefugnisse wie dieser.

Die gemäß dem Absatz 1, 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn die Umweltgenehmigung gewährt wird oder die Erklärung an das zuständige Bürgermeister- und Schöffengericht gerichtet wird.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umweltgenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Zuwiderhandelnde es vermißt, einen Plan einzureichen oder dessen Bedingungen nicht einhält, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß § 4.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht innerhalb der festgelegten Frist die auferlegten Maßnahmen trifft, kann die Regierung oder ihr Vertreter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft die Ausführung von Amts wegen der Wiederinstandsetzung anvertrauen, die zu Lasten der ermahnten Person erfolgt. Außerdem kann die Regierung oder ihr Vertreter den in dem vorliegenden Absatz erwähnten Personen auferlegen, gemäß dem Artikel 55 eine Sicherheitsleistung zu erbringen.

Die Regierung oder ihr Vertreter verständigt per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, läßt die Regierung oder ihr Vertreter dem Zuwiderhandelnden durch den Gerichtsvollzieher einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem er unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert wird.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die Regierung oder ihr Vertreter eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt.»

Art. 115 - Der Artikel 69 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, wird aufgehoben.

Art. 116 - Der Artikel 1 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 8. wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«8. Umweltgenehmigung: der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluß,»

2° ein neuer Punkt 8bis. wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«8bis. Erklärung: die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde.» .

Art. 117 - Der Artikel 2 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 2 - Die nachstehenden Vorgänge können einer Umweltgenehmigung oder Erklärung nach den durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Bestimmungen unterliegen:

1° die Entnahme von Grundwasser und die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;

2° die Wasserentnahme, wenn diese in einer Wasserentnahmezone stattfindet, in der das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist;

3° die künstliche Anreicherung und der Versuch zu einer künstlichen Anreicherung von Grundwasser.

Die Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme bestimmt die Rechte und Pflichten des Inhabers, insbesondere das jährliche Volumen, das entnommen werden darf. Sie legt eventuell die piezometrischen Grenzen, sowie die Grenzen und die Strömung der jeweilig entnommenen Menge fest. Sie erwähnt ebenfalls die Modalitäten zur Kontrolle des entnommenen Wasservolumens.

Die Regierung sorgt für eine rationelle, nachhaltige Gewinnung des Wassers und dessen gerechte Verteilung unter die verschiedenen Inhaber einer Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme.

Art. 118 - In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, werden die Wörter "die eine Genehmigung im Sinne von" werden durch die Wörter "die eine Umweltgenehmigung im Sinne von" ersetzt.

Art. 119 - In Artikel 4, § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. März 1996, werden die Wörter "Die Genehmigungen für" gestrichen und das Wort "unterliegen" wird durch das Wort "unterliegt" ersetzt.

Art. 120 - In Artikel 5, § 2, 10° und 12°, und § 3, 8° desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. März 1996 und vom 17. Dezember 1997 werden in der französischen Fassung die Wörter "d'autorisation" durch die Wörter "de permis" ersetzt.

Art. 121 - Der Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 wird aufgehoben.

Art. 122 - Der Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 wird aufgehoben.

Art. 123 - In Artikel 8, Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird das Wort "Genehmigung" durch die Wörter "Umweltgenehmigung oder Erklärung" ersetzt.

Art. 124 - Der Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

- 1° der Paragraph 1, 1° wird aufgehoben;
- 2° in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter "der Genehmigung" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme" ersetzt;
- 3° die Paragraphen 3 und 4 werden aufgehoben.

Art. 125 - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird das Wort "Genehmigung" durch die Wörter "Umweltgenehmigung oder Erklärung" ersetzt.

Art. 126 - Der Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993 und vom 7. März 1996, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" ersetzt;
- 2° in Paragraph 1, Absatz 2 werden die Wörter "der Genehmigung zur Wasserentnahme" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung" ersetzt;
- 3° in Paragraph 2, Absatz 1 wird das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" und werden die Wörter "Genehmigung zur Wasserentnahme" durch das Wort "Umweltgenehmigung" ersetzt;
- 4° in Paragraph 2, Absatz 2 wird das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" und werden die Wörter "ausgestellten Genehmigungen" durch die Wörter "ausgestellten Umweltgenehmigungen" ersetzt.

Art. 127 - Der Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekrets vom 23. Dezember 1993, wird aufgehoben.

Art. 128 - Der Artikel 15 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Paragraph 2 wird der Wortlaut "12 bis 14" durch den Wortlaut "12 bis 13" ersetzt;
- 2° in Paragraph 3 wird das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 129 - Der Artikel 17 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird aufgehoben.

Art. 130 - Der Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 18 - Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung des Dekrets und dessen Durchführungserlasse zu überwachen. Zu diesem Zweck verfügen sie über die in Artikel 61 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Alleinbefugnisse in der Ausübung ihres Amtes.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen. »

Art. 131 - Folgende Artikel desselben Dekrets werden aufgehoben:

- 1° der Artikel 19, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993;
- 2° der Artikel 20, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993.

Art. 132 - Der Artikel 21 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 21 - § 1. Wenn bezüglich eines Verstoßes gegen das vorliegende Dekret ein Protokoll ausgestellt wurde, kann der Bürgermeister nach Erhalt eines Berichts eines von der Regierung zu diesem Zweck bezeichneten Beamten und Bediensteten im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Gefahren, Belastungen und Nachteile oder zu deren Abhilfe:

- 1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;
- 2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;
- 3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Falls der Bürgermeister sich untätig zeigt, verfügen die in Absatz 1 erwähnten Beamten und Bediensteten über dieselben Alleinbefugnisse wie dieser.

Die gemäß dem Absatz 1, 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn die Umweltgenehmigung gewährt wird oder die Erklärung an das zuständige Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet wird.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umweltgenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Zuwiderhandelnde es vermißt, einen Plan einzureichen oder dessen Bedingungen nicht einhält, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß § 4.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht innerhalb der festgelegten Frist die auferlegten Maßnahmen trifft, kann die Regierung oder ihr Vertreter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft die Ausführung von Amts wegen der Wiederinstandsetzung anvertrauen, die zu Lasten der ermahnten Person erfolgt. Außerdem kann die Regierung oder ihr Vertreter den in dem vorliegenden Absatz erwähnten Personen auferlegen, gemäß dem Artikel 55 eine Sicherheitsleistung zu erbringen.

Die Regierung oder ihr Vertreter verständigt per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, läßt die Regierung oder ihr Vertreter dem Zuwiderhandelnden durch den Gerichtsvollzieher einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem er unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert wird.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die Regierung oder ihr Vertreter eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt.»

Art. 133 - Der Artikel 22, § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, wird wie folgt abgeändert:

1° die Punkte 1° und 5° werden aufgehoben;

2° in Punkt 2° werden die Wörter "eine beschlossene Bestimmung" durch die Wörter "eine beschlossene Vorschrift oder Verbotsmaßnahme" ersetzt.

Art. 134 - In Artikel 27, Absatz 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. März 1996, wird das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 135 - Der Artikel 45 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993 und vom 7. März 1996 wird wie folgt abgeändert:

1° der Paragraph 1 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "in Anwendung des vorliegenden Dekrets genehmigungspflichtig ist" durch die Wörter "einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterliegen" und die Wörter "eine Genehmigung zur Wasserentnahme" durch die Wörter "eine Umweltgenehmigung oder Erklärung" ersetzt.

Art. 136 - In Artikel 1, § 8, c. des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern werden die Wörter "der Einleitungsgenehmigung" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 137 - In Artikel 3, 2° desselben Dekrets werden die Wörter "der Einleitungsgenehmigung" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 138 - In Artikel 7, § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, werden die Wörter "der Einleitungsgenehmigung" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung" und die Wörter "der Genehmigung" durch die Wörter "der Umweltgenehmigung" ersetzt.

Abschnitt III — Abfälle

Art. 139 - Artikel 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 18° wird aufgehoben;

2° die Punkte 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24° und 25° werden jeweils die Punkte 18°, 19°, 20°, 21°, 22°, 23° und 24°;

3° ein neuer Punkt 25° wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«25° Umweltgenehmigung: der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluß;»

4° ein Punkt 26° wird wie folgt eingefügt:

«26° Erklärung: die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde.»

Art. 140 - In Artikel 6, § 3 desselben Dekrets werden die Wörter "neuen Betriebsgenehmigungen" durch das Wort "Umweltgenehmigungen" ersetzt.

In demselben Paragraphen desselben Dekrets werden die Wörter "gefährliche, gesundheitsschädliche oder lästige" durch das Wort "eingestufte" ersetzt.

Art. 141 - In Artikel 7, § 5 desselben Dekrets werden die Wörter "oder genehmigten bzw. registrierten Anlage" durch die Wörter "oder einem genehmigten bzw. angemeldeten Betrieb" ersetzt.

Art. 142 - In Artikel 8, 3° desselben Dekrets werden die Wörter "die Anlagen oder Aktivitäten zur Bewirtschaftung von Abfällen einer Genehmigungs- oder Registrierungspflicht unterziehen und" gestrichen.

Art. 143 - Artikel 11 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° der Absatz 1 des Paragraphen 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Die Ansiedlung und der Betrieb einer Zusammenstellungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage bedürfen gemäß den Regeln des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung. »;

2° in Absatz 2 desselben Paragraphen werden die Wörter "die in § 2 vorgesehenen Bedingungen" durch die Wörter "besondere Bedingungen bezüglich der Bewirtschaftung von Abfällen" ersetzt;

3° in Absatz 3 desselben Paragraphen werden die Wörter "die Genehmigung" durch die Wörter "die Umweltgenehmigung" ersetzt;

4° die Paragraphen 2 bis 8 werden gestrichen und der Paragraph 1 wird der Absatz 1 des Artikels.

Art. 144 - Der Artikel 12 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 145 - Der Artikel 13 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 146 - In Artikel 14 desselben Artikels werden die Punkte 1° und 5° aufgehoben und die Punkte 2°, 3°, 4° werden jeweils die Punkte 1°, 2° und 3°.

In dem neuen Punkt 2° desselben Artikels, c. werden die Wörter "nach einer der in Artikel 13 vorgesehenen Modalitäten" durch die Wörter "nach einer der in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten" ersetzt. Die Wörter "die Wiederinstandsetzung der Anlagen oder" und das Wort "andere" werden gestrichen.

Art. 147 - Der Artikel 15 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 148 - In Artikel 19 desselben Dekrets wird der Paragraph 4 aufgehoben.

Art. 149 - Artikel 20 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 und Paragraph 2, Absatz 5 desselben Dekrets wird das Wort "ursprünglichen" zwischen die Wörter "einen" und "Abfallerzeuger" eingefügt;

2° in Paragraph 2 desselben Artikels werden die Wörter "Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung" durch die Wörter "Die Umweltgenehmigung" ersetzt.

3° in den Paragraphen 3 und 4 desselben Artikels wird das Wort "Genehmigungsantrag" durch die Wörter "Antrag auf eine Umweltgenehmigung", das Wort "Genehmigung" durch das Wort "Umweltgenehmigung" und das Wort "Genehmigungen" durch das Wort "Umweltgenehmigungen" ersetzt.

Art. 150 - Der Artikel 22 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 151 - In Artikel 24, § 2, Absatz 1 und 2 desselben Dekrets wird das Wort "ursprünglichen" zwischen die Wörter "den" und "Abfallerzeuger" eingefügt.

Art. 152 - In Artikel 26 desselben Dekrets wird der Paragraph 4 durch folgenden Paragraphen ersetzt:

«Die Anträge auf eine Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung im Sinne des Artikels 1, 1° oder 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und die Anträge auf eine Städtebaugenehmigung im Sinne des Artikels 84, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich eines im Plan der technischen Vergrabungszentren registrierten und für die Aufnahme von nicht inerten Abfällen bestimmten Standorts werden von der Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region dispensiert, insofern der Gegenstand dieser Anträge mit der für den betreffenden Standort in dem betreffenden Plan in Betracht gezogenen Zweckbestimmung übereinstimmt. Eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung kann im Rahmen des Genehmigungsverfahrens durchgeführt werden, und zwar:

1° entweder wenn die oben erwähnten Anträge mehr als fünf Jahre nach der Verabschiedung des Plans der technischen Vergrabungszentren eingereicht werden;

2° oder wenn in Erscheinung tritt, daß bedeutsame Fakten eingetreten sind, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Projekts des Plans der technischen Vergrabungszentren nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten.

Die Durchführung einer zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt den Vorschriften des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.»

Art. 153 - In Artikel 36, 2° desselben Dekrets wird das Wort "Genehmigung" gestrichen.

Art. 154 - In Artikel 41, § 1 desselben Dekrets werden die Wörter "Genehmigungs-" und "Registrierungspflicht" durch die Wörter "Umweltgenehmigung" und "Erklärung" ersetzt.

Art. 155 - In Artikel 42, § 1, Absatz 1 werden die Wörter "Genehmigungs-, Registrierungs- oder" gestrichen.

In Artikel 42, § 1, Absatz 3 werden die Wörter "Bewirtschaftungsgenehmigung im Sinne des vorliegenden Dekrets und als Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch die Wörter "Umweltgenehmigung im Sinne des Artikels 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und als Städtebaugenehmigung im Sinne des Artikels 84, §1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" ersetzt.

Art. 156 - Der Artikel 43 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 3 werden die Wörter "in Artikel 13" durch die Wörter "in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung" ersetzt.

2° in Paragraph 4 werden die Wörter "Genehmigung zur Abfallbewirtschaftung im Sinne des vorliegenden Dekrets und Genehmigung zur Abänderung der Bodengestaltung im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch die Wörter "Umweltgenehmigung im Sinne des Artikels 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und als Städtebaugenehmigung im Sinne des Artikels 84, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" ersetzt.

Art. 157 - In Artikel 45 desselben Dekrets werden die Absätze 2 bis 4 durch folgende Absätze ersetzt:

«Zu diesem Zweck verfügen sie in der Ausübung ihres Auftrags über die in Artikel 61 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Alleinbefugnisse.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtsssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.»

Art. 158 - Der Artikel 46 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 159 - In Artikel 47, § 1 desselben Dekrets werden die Wörter "Genehmigung, Registrierung oder" und die Wörter "durch eine Genehmigung oder eine Registrierung" gestrichen.

Art. 160 - Der Artikel 49 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 49 – Die für die Gewährung von Zulassungen zuständige Behörde kann jegliche aufgrund des vorliegenden Dekrets erteilte Zulassung aussetzen oder entziehen, wenn die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungserlasse oder die Zulassungsbedingungen nicht eingehalten werden.

Die Regierung verfügt über dieselben Befugnisse, falls sich die Behörde, welche die Zulassung erteilt hat, untätig zeigt.»

Art. 161 - In den Artikeln 51 und 52 desselben Dekrets wird der Wortlaut "11, 13" gestrichen.

Art. 162 - In Artikel 56 desselben Dekrets werden die Wörter "Genehmigungs-, Registrierungs-" durch die Wörter "Umweltgenehmigung, Erklärung" ersetzt; derselbe Artikel wird durch die Wörter "des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder aufgrund des vorliegenden Dekrets" ergänzt.

Art. 163 - In Artikel 58, § 3, Absatz 2 desselben Dekrets wird das Wort "Beseitigungsgenehmigung" durch die Wörter "Umweltgenehmigung für die Abfallbeseitigung" und die Wörter "Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, 2°" durch die Wörter Städtebaugenehmigung, im Sinne von Artikel 84, § 1" ersetzt.

Art. 164 - Der Artikel 69 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 165 - In Artikel 70, Absatz 1 desselben Dekrets wird das Wort "Genehmigung" durch die Wörter "eine Umweltgenehmigung", das Wort "Baugenehmigung" durch das Wort "Städtebaugenehmigung" und werden die Wörter "bewilligt werden" durch die Wörter "Anlaß zu einer Umweltgenehmigung und Städtebaugenehmigung geben" ersetzt.

In Absatz 2 desselben Dekrets wird das Wort "Genehmigung" durch die Wörter "Umweltgenehmigung und Städtebaugenehmigung" ersetzt.

Art. 166 - Der Artikel 7, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 1992 und vom 27. Juni 1996, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 gilt das Vorhandensein von Abfällen an einem Ort, an dem eine natürliche oder juristische Person eine aufgrund des Regentenerlasses vom 4. Februar 1946 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche oder aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und deren Durchführungserlasse zugelassene Tätigkeit ausübt oder ausgeübt hat, nicht als Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird, sofern die vorhandenen Abfälle in den Bedingungen dieser Zulassungen oder Genehmigungen vorgesehen sind.»

Art. 167 - In den Artikeln 12 und 13 desselben Dekrets in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Fassung werden die Wörter "und dessen Durchführungserlasse" durch die Wörter "oder des Dekrets über die Umweltgenehmigung und dessen Durchführungserlasse" ersetzt.

Art. 168 - In Artikel 22, Absatz 2 desselben Dekrets in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Fassung werden die Wörter "oder des Dekrets über die Umweltgenehmigung" nach den Wörtern "über Abfälle" eingefügt.

Art. 169 - In Artikel 25 desselben Dekrets in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Fassung werden die Wörter "und dessen Durchführungserlasse" durch die Wörter "oder des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und deren Durchführungserlasse" ersetzt.

Abschnitt IV — Bewertung der Umweltverträglichkeit

Art. 170 - Die Bestimmungen des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region und dessen Anlage werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"TITEL I — Definitionen und Prinzipien

Artikel 1 – Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit: die gesamten Verfahren des vorliegenden Dekrets und der Durchführungserlasse, die vor jeder Genehmigung die Berücksichtigung der Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt als Bestandteil der Entscheidung regeln;

2° Projekt: jeder Vorgang, Bau, Abriß, Umbau, jede Tätigkeit, Erweiterung oder Außerbetriebsetzung von Anlagen, jedes Bauwerk, jedes die Umwelt verändernde Programm oder jeder Plan, dessen bzw. deren Durchführung von einer natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts beabsichtigt wird;

3° Raumordnungsplan: der Raumordnungsplan im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

4° Genehmigungen:

a) die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilten Genehmigungen;

b) die aufgrund der Artikel 84, 89 und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erteilten Genehmigungen;

c) die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche ausgestellten Gewinnungsberechtigungen;

d) die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden ausgestellten Erschließungsgenehmigung;

e) die von der Regierung angeführten, in Anwendung der Gesetze, Dekrete, Regelungen getroffenen Verwaltungsmaßnahmen, durch welche die gesamte oder teilweise Durchführung oder die Möglichkeit zur Durchführung eines Projekts entschieden wird;

5° Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit: das Dokument, welches die wichtigsten ökologischen Parameter des Projekts beinhaltet und dessen Auswirkungen auf die Umwelt hervorhebt;

6° Umweltverträglichkeitsprüfung: die von einer zugelassenen Person durchgeführte wissenschaftliche Untersuchung, welche die Auswirkungen auf die Umwelt hervorhebt;

7° zuständige Behörde: jedes beratende oder nicht beratende Organ, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer öffentlichen Aufgabe beauftragt und zur Ausstellung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Genehmigung befugt ist, einschließlich der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde;

8° nichttechnische Zusammenfassung: das Dokument, welches die wichtigsten Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Synthese der Einwirkungen des Projekts auf die Umwelt, eine Vorlage der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe unterbreitet.

Art. 2 – Die Bewerkestellung der durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Verfahren muß hauptsächlich zum Ziel haben:

— die Qualität der Lebensverhältnisse und –bedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;

— das Lebensmilieu und die Naturschätze so zu bewirtschaften, daß deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;

— zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu genießen.

Art. 3 – In der Wallonischen Region wird ein System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte eingeführt.

Art. 4 – Die Ausstellung jeglicher Genehmigungen unterliegt der Bewerkestellung des durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit.

Falls mehrere Genehmigungen erforderlich sind, wird ein einziges System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit vorgesehen, insofern es alle Aspekte der Genehmigungen betrifft, die zur Verwirklichung des Projekts unerlässlich sind.

Die Regierung bestimmt durch allgemeine Normen die Bedingungen zur Anwendung des vorliegenden Artikels.

Art. 5 – Die nach erhobenem Einspruch zuständige Behörde und der Verwaltungsrichter können die Nichtigkeit jeglicher Genehmigung aussprechen, die entgegen den Bestimmungen des Artikels 4, Absatz 1 ausgestellt wurde.

Die Nichtigkeit muß jedenfalls in folgenden Fällen ausgesprochen werden:

1° in Ermangelung einer Bewertungsnotiz, wenn sie aufgrund des vorliegenden Dekrets erforderlich ist;

2° falls eine der Bestimmungen des Artikels 14 verletzt wird;

3° in Ermangelung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn sie aufgrund oder kraft des vorliegenden Dekrets erforderlich ist;

4° falls die mit der Untersuchung beauftragte Person nicht zugelassen war;

5° falls die nichttechnische Zusammenfassung fehlt;

6° in Ermangelung der in Artikel 12 vorgesehenen Phase der Volksbefragung.

Art. 6 – Die Genehmigung und die Verweigerung der Genehmigung müssen begründet werden, insbesondere hinsichtlich der Auswirkungen auf die Umwelt und der in Artikel 2 angegebenen Zielsetzungen.

TITEL II — System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte

Art. 7 – Jeglicher Genehmigungsantrag beinhaltet entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Art. 8 - § 1. Unbeschadet der Artikel 42 und 50 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe identifiziert, beschreibt und beurteilt die Bewertung über die Umweltverträglichkeit, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsprüfung handelt, den Umständen entsprechend und unter Berücksichtigung eines jeden Sonderfalls kurz-, mittel- oder langfristig die mittelbaren und unmittelbaren Auswirkungen der Ansiedlung und der Bewerkestellung des Projekts auf:

1° den Menschen, die Fauna und die Flora;

2° Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft;

3° die materiellen Güter und das Kulturerbe;

4° die Wechselwirkung zwischen den in den Punkten 1°, 2° und 3° des vorliegenden Absatzes erwähnten Elementen.

§ 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihrem Umfang oder ihrem Standort beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können und einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Bei der Verabschiedung der in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Liste berücksichtigt die Regierung die in der Anlage des vorliegenden Dekrets erwähnten relevanten Auswahlkriterien.

§ 3. Folgende Anträge unterliegen einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit:

1° die Genehmigungsanträge bezüglich der Projekte, die nicht in Paragraph 2 erwähnt werden;

2° in Abweichung des Paragraphen 2 die Genehmigungsanträge in bezug auf Projekte, die sich in einem Umkreis befinden, der den Vorschriften eines zuvor einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Raumordnungsplans unterliegt und die den Vorschriften dieses Plans genügen.

§ 4. In Abweichung des Paragraphen 3, 2° muß im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden, und zwar:

1° entweder wenn der Genehmigungsantrag mehr als fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des Plans eingereicht wird;

2° oder wenn in Erscheinung tritt, daß bedeutsame Fakten eingetreten sind, die im Laufe der vor der Verabschiedung des Raumordnungsplans durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten.

Der Beschluß der zuständigen Behörde, das Projekt einer zusätzlichen Prüfung zu unterbreiten, erfolgt innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des in Absatz 1 erwähnten Antrags. Wenn innerhalb dieser Frist kein Beschluß gefaßt wurde, ist keine zusätzliche Prüfung erforderlich.

Die Regierung kann die Regeln festlegen, nach denen die Feststellung erfolgt und eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird.

Art. 9 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Form und den minimalen Inhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit. Sie kann vorsehen, daß die Akte des Genehmigungsantrags die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit darstellt.

§ 2. Die Regierung kann die Form und den minimalen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung verabschieden. Die Umweltverträglichkeitsprüfung beinhaltet mindestens:

1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen bezüglich dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;

2° die zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, erforderlichen Angaben;

3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;

4° eine kurze Darstellung der wichtigsten Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und eine Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat;

5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben angeführten Punkte.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die zuständige Behörde, falls der Antragsteller sie darum ersucht, ein Gutachten über die Informationen abgibt, die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu liefern sind.

Art. 10 – Die zuständige Behörde beurteilt die Auswirkungen des Projekts unter Berücksichtigung der Umweltverträglichkeitsprüfung oder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit, der im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eingeholten Gutachten und jeder sonstigen Information, die sie als nützlich erachtet.

Falls sie nicht über die erforderlichen Informationen verfügt, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bezeichneten Instanzen von dem Antragsteller oder Umweltverträglichkeitsprüfer zusätzliche Informationen erfordern.

Für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung wählt der Projektautor eine aufgrund des Artikels 11 zugelassene Person.

TITEL III — Umweltverträglichkeitsprüfungen

Art. 11 - Die Zulassung der natürlichen und juristischen Personen, die mit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt werden können, wird durch die Regierung nach den von ihr festgelegten Kriterien und Verfahren gewährt; sie bestimmt die Regeln für die Gewährung und den Entzug der Zulassung. Diese kann insbesondere dann vorübergehend oder endgültig entzogen werden, wenn die Regierung nach einem ersten ordnungsgemäß zugestellten Mahnschreiben die offensichtlich mangelhafte Qualität einer Umweltverträglichkeitsprüfung feststellt. Der durch das Dekret vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung eingerichtete "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), wie auch der Regionalausschuß für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans, müssen vor jedem Entzug einer Zulassung zu Rate gezogen werden.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen eine zugelassene Person für die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung abgelehnt werden kann.

Art. 12 – Für Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, wird vor der Einreichung des Genehmigungsantrags eine Phase der Volksbefragung durchgeführt. Diese Phase hat insbesondere zum Zweck, die speziellen Punkte, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben und Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise von dem Projektautor in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten, nach denen diese Alternativen der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Person mitgeteilt werden;

2° die Modalitäten der Volksbefragung und die zur vorhergehenden Information der Öffentlichkeit bestimmten Maßnahmen;

Art. 13 – Der "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" oder dessen Vertreter, wie auch der Regionalausschuß für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans haben das Recht, jegliche von ihnen erforderte Information über den Genehmigungsantrag und den Ablauf der Umweltverträglichkeitsprüfung bei den betreffenden öffentlichen Behörden, dem Antragsteller und der Person, welche die Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt, zu erhalten. Sie können jegliche nützlichen Bemerkungen oder Vorschläge bezüglich der Umweltverträglichkeitsprüfung an die Regierung richten.

Art. 14 – Die Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung, die folgende Prinzipien beachtet:

1° die nichttechnische Zusammenfassung und die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;

2° die Dauer der öffentlichen Untersuchung wird auf dreißig Tage festgelegt;

3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Wenn die in Absatz 1, 2° festgelegte Frist der öffentlichen Untersuchung die auf den Genehmigungsantrag anwendbare

Frist der öffentlichen Untersuchung überschreitet, werden die durch andere Gesetze, Dekrete und Erlasse vorgesehenen Verfahrensfristen um diejenige Frist verlängert, die dem Unterschied zwischen den beiden oben erwähnten Fristen entspricht.

Die Regierung kann für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte zusätzliche Regeln für die öffentliche Untersuchung zu den durch andere Gesetze, Dekrete und Erlasse vorgesehenen Regeln vorsehen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung eingeleitet wird, wenn die mit der Organisation dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt.

Art. 15 – Eine der Öffentlichkeit zugängliche Akte kann während der Öffnungszeiten an einem von der zuständigen Behörde bestimmten Ort eingesehen werden. Diese Akte beinhaltet das Original oder eine von dem Autor gleichlautend genehmigte Abschrift der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Abschrift der Stellungnahmen und der von den Bürgern und den verschiedenen betroffenen Dienststellen und Einrichtungen zugesandten Schreiben. Die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung zugesandten Schreiben und der Behörde übergebenen schriftlichen Stellungnahmen werden ab ihrem Eingang von der Behörde der Akte beigelegt.

Art. 16 - § 1. Wenn ein sich in der Wallonischen Region befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird die Akte des Genehmigungsantrags unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung und der in der Akte angegebenen eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der zuständigen Behörde dieser anderen Region, diesem anderen Staat der Europäischen Union oder diesem anderen, dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staat übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Instanzen, die mit der Übermittlung der Akte an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;
- 2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 17 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn ein sich auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben könnte, werden die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten in ihrer durch die Richtlinie 97/11/EWG abgeänderten Fassung erwähnten Informationen von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staates übermittelt und der betroffenen Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Behörden zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;
- 2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Art. 17 – Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen Folgendes veröffentlicht wird:

- 1° der Beschluß der zuständigen Behörde, gegebenenfalls unter Beifügung der Betriebsbedingungen;
- 2° die Gründe, die den Beschluß rechtfertigen;
- 3° gegebenenfalls eine Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen, die zur Vermeidung, Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der wesentlichen negativen Auswirkungen des Projekts bestimmt sind.

TITEL IV — Strafrechtliche und Allgemeine Bestimmungen

Art. 18 – Jeder, der die Durchführung der öffentlichen Untersuchung beeinträchtigt oder Unterlagen der in Artikel 15 erwähnten Akte der Einsichtnahme der Öffentlichkeit unterschlägt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sechs Monate und mit einer Geldstrafe von 100 bis 250 BEF oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Für die Anwendung des Titels IV, Kapitel IV des Strafgesetzbuches über die Bestechungsverfolgung werden die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Personen mit Personen gleichgestellt, "die mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt sind".

TITEL V — Schluß- und Übergangsbestimmungen

Art. 19 – Unbeschadet der in Artikel 11 vorgesehenen Möglichkeit für die Regierung, eine Zulassung vorübergehend oder endgültig zu entziehen, bleiben die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gewährten Zulassungen bis zu deren gewährten Ablauffrist gültig.

Art. 20 – Die Genehmigungsanträge, sowie die eingeleiteten, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach dem am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Verfahren bearbeitet.

Anlage zu dem Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

In Artikel 8, § 2 erwähnte Auswahlkriterien:

Eigenschaften der einer Bewertung über die Umweltverträglichkeit unterliegenden Projekte

1. Die Eigenschaften der oben erwähnten Projekte müssen insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten berücksichtigt werden:

- der Umfang des Projekts;
- die Anhäufung mit anderen Projekten;
- die Benutzung der Naturschätze;
- die Abfallerzeugung;
- die Umweltverschmutzung und Belastungen;
- die Unfallgefahren, insbesondere in Anbetracht der eingesetzten Substanzen oder Technologien.

2. Standort der einer Bewertung über die Umweltverträglichkeit unterliegenden Projekte

Die Umweltempfindlichkeit der geographischen Zonen, die durch das Projekt geschädigt werden können, muß in Betracht gezogen werden unter Berücksichtigung:

- der Benutzung des vorhandenen Bodens;
- des verhältnismäßigen Reichtums, der Qualität und der Regenerationsfähigkeit der Naturschätze der Zone;
- der Umweltbelastbarkeit der natürlichen Umwelt.

2. Eigenschaften der potentiellen Auswirkung

Die beachtlichen Auswirkungen, die ein Projekt verursachen könnte, müssen unter Berücksichtigung der in den Punkten 1 und 2 angeführten Kriterien in Betracht gezogen werden, insbesondere im Verhältnis zu:

- dem Ausmaß der Auswirkung (geographische Zone und Ausmaß der betroffenen Bevölkerung);
- dem grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkung;
- dem Umfang und der Komplexität der Auswirkung;
- der Wahrscheinlichkeit der Auswirkung;
- der Dauer, Häufigkeit und Reversibilität der Auswirkung.

Abschnitt V — Sprengstoffe

Art. 171 - Das Gesetz vom 28. Mai 1956 über die Sprengstoffe und explosiven Gemische oder explosionsartig entzündbaren Stoffe und die damit beladenen Vorrichtungen ist, was die der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe externe Polizeiordnung betrifft, in der Wallonischen Region nicht mehr anwendbar.

Abschnitt VI — Halden

Art. 172 - In Artikel 1, 3° des Dekrets vom 9. Mai 1985 in seiner durch das Dekret vom 6. Mai 1993 abgeänderten Fassung bezüglich der Erschließung von Halden werden die Wörter "der in Artikel 42, § 1" durch die Wörter "im Sinne des Artikels 42, § 1" ersetzt und die Wörter "erwähnt ist" gestrichen.

Art. 173 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird der Absatz 1 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Genehmigung für die Erschließung von Halden hat für die Nutzung der Halde von Rechts wegen die Ausstellung der Städtebaugenehmigung im Sinne des Artikels 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und der Umweltgenehmigung im Sinne des Artikels 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zur Folge.»

Abschnitt VII — Naturparks

Art. 174 - Artikel 13, § 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "das die zuständige Behörde anfordert" werden durch die Wörter "das angefordert wird" ersetzt.

2° der Punkt 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° die Erteilung von Umweltgenehmigungen an Betriebe der Klasse 1 im Sinne des Artikels 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.»

3° in Punkt 3° werden die Wörter "der Genehmigungen" durch die Wörter "der Umweltgenehmigungen bezüglich einer" ersetzt.

4° in Punkt 5° werden die Wörter "von Genehmigungen" durch die Wörter "von Umweltgenehmigungen bezüglich einer" ersetzt.

In Artikel 13, § 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks werden die Absätze 1 und 2 durch folgende Absätze ersetzt:

«Die in Absatz 1, 1°, 3° und 5° erwähnten Gutachten werden von dem in Artikel 1, 14° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten technischen Beamten angefordert. Sie werden dem technischen Beamten übermittelt.

Die in Absatz 1, 2°, 4°, 6° und 7° erwähnten Gutachten werden von der zuständigen Behörde angefordert.

Im Hinblick auf die Ausstellung der in § 1 erwähnten Genehmigungen können die zuständigen Behörden lediglich durch einen besonders begründeten Beschluß von diesem Gutachten abweichen.»

Abschnitt VIII — Transport von Gefährlichen Produkten und Betrieb von Geländen zur Untertagelagerung von Gasbehältern

Art. 175 - Das Gesetz vom 12. April 1965 über den Transport von gashaltigen und sonstigen Produkten über Rohrleitungen und das Gesetz vom 18. Juli 1975 über die Ermittlung und den Betrieb von zur Untertagelagerung von Gasbehältern bestimmten Geländen werden, was den Umweltschutz für die in dem vorliegenden Dekret erwähnten Betriebe betrifft, aufgehoben.

KAPITEL XIII — Schluß- und Übergangsbestimmungen

Art. 176 - Sofern keine anderslautende Bestimmung vorliegt, erfolgt jegliche in den Kapiteln II, III und IV vorgesehene Einsendung per Einschreiben bei der Post, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist. Die Einsendung muß spätestens am Fälligkeitsdatum erfolgen.

Der Tag des Erhalts der Urkunde, der den Ausgangspunkt bildet, ist in der Frist nicht inbegriffen.

Das Fälligkeitsdatum wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, Sonntag oder legalen Feiertag, wird das Fälligkeitsdatum auf den folgenden Werktag verlegt.

Art. 177 - Für die Einreichung eines Antrags oder eines Einspruchs in Anwendung des vorliegenden Dekrets wird zu Lasten einer jeden natürlichen oder juristischen Person eine Bearbeitungsgebühr erhoben, deren Ertrag vollständig in den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region eingetragen wird.

Die in Absatz 1 erwähnte Bearbeitungsgebühr wird wie folgt festgelegt:

1° 20.000 BEF für einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung bezüglich eines Betriebs der Klasse 1;

2° 5.000 BEF für einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung bezüglich eines Betriebs der Klasse 2;

3° 1.000 BEF für jeden gemäß dem Artikel 41 eingereichten Einspruch.

Die Bearbeitungsgebühr ist an dem Datum der Einreichung des Antrags oder des Einspruchs zu zahlen.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Einziehung der Bearbeitungsgebühr fest.

Art. 178 - Die Regierung kann in Abstimmung mit dem Minister der Volksverteidigung besondere Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Dekrets in bezug auf die der Volksverteidigung untergeordneten eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten festlegen, insofern sie die nationale Sicherheit betreffen.

Art. 179 - Die Regierung kann die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mit den Bestimmungen, durch die diese ausdrücklich oder stillschweigend geändert würden, und mit anderen in Sachen Umwelt, Politik bezüglich des Wassers und Naturerhaltung anwendbaren Dekreten kodifizieren.

Zu diesem Zweck kann sie:

1° die Reihenfolge, die Nummerierung und im allgemeinen die Gestaltung der Bestimmungen, die zu kodifizieren sind, ändern;

2° die Angaben ändern, welche die zu kodifizierenden Bestimmungen enthalten würden, um sie mit der neuen Nummerierung in Übereinstimmung zu bringen;

3° die Abfassung der zu kodifizierenden Bestimmungen ändern, um sie in Übereinstimmung zu bringen und deren Terminologie zu vereinheitlichen, ohne daß die in diesen Bestimmungen eingetragenen Prinzipien in Frage gestellt werden können.

Die Kodifizierung trägt die Überschrift: "Wallonisches Gesetzbuch über die Umwelt".

Der Kodifizierungserlaß der Regierung wird den Gegenstand eines Entwurfs für ein Ratifikationsdekret bilden, der dem Wallonischen Regionalrat unterbreitet wird.

Art. 180 - Unter "Genehmigung" im Sinne des vorliegenden Dekrets ist jegliche Genehmigung, Erlaubnis oder Einregistrierung zu verstehen, deren Erlangung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets für die Bewirtschaftung eines Betriebs vorgeschrieben wurde.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellten Genehmigungen bleiben unbeschadet der Anwendung der Kapitel VIII, IX und X für die festgelegte Frist gültig.

Die Genehmigungsanträge, sowie die eingeleiteten, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach dem am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Verfahren bearbeitet.

Art. 181 - Falls gemäß dem vorliegenden Dekret eingestufte Anlagen und/oder Tätigkeiten, die im Sinne des vorliegenden Dekrets einen eingestuften Betrieb bilden, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets genehmigt worden sind und falls eine der Genehmigungen dieser als Bestandteile des Betriebs untergeordnet eingestuften Anlagen und/oder Tätigkeiten fällig wird, ist der Inhaber verpflichtet:

1° entweder eine neue Umweltgenehmigung anzufordern oder eine Erklärung für den Betrieb abzugeben, zu dem die Anlage und/oder Tätigkeit gehört, deren Genehmigung fällig wird;

2° oder in Abweichung von den Artikeln 10 und 11 eine neue Umweltgenehmigung anzufordern, oder eine Erklärung für die Anlage und/oder Tätigkeit abzugeben, deren Genehmigung fällig wird.

In diesem Fall kann die Genehmigungsfrist bezüglich des Betriebs der Anlage und/oder der Ausführung der Tätigkeit nicht jene Frist überschreiten, die für die hauptsächliche, dem Betrieb angehörende Anlage und/oder Tätigkeit gewährt wurde.

Art. 182 - Das Gesetz vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel wird, was die in dem vorliegenden Dekret erwähnten Betriebe betrifft, aufgehoben.

Diese Aufhebung betrifft nicht die internen polizeilichen Maßnahmen bezüglich des Arbeitsschutzes.

Art. 183 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999:*

Dokumente des Rates 392 (1997 – 1998), Nrn. 1 bis 170

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 3. März 1999

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1681

[C – 99/27439]

11 MAART 1999. – Decreet betreffende de milieuvergunning (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Begripsomschrijving**

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° milieuvergunning : beslissing van de bevoegde overheid op grond waarvan een exploitant gedurende een bepaalde tijd en onder bepaalde voorwaarden een inrichting van eerste of tweede klasse mag exploiteren, verplaatsen, verbouwen of uitbreiden;

2° aangifte : handeling waarbij de aangever de bevoegde overheid op de bij dit decreet bepaalde wijze in kennis stelt van zijn bedoeling een inrichting van klasse 3 te exploiteren;

3° inrichting : technisch-geografische eenheid bestaande uit één of meer installaties of activiteiten ingedeeld op het gebied van milieubescherming, alsmede elke andere installatie en/of activiteit die daarmee rechtstreeks verband houdt en een weerslag op de emissies en de verontreiniging kan hebben;

4° tijdelijke inrichting : inrichting die tijdelijk is van wege haar aard en waarvan de vaste exploitatie niet langer duurt dan :

a. drie jaar als de inrichting noodzakelijk is voor een bouwwerf;

b. de termijn voor de sanering van de plaats als de inrichting bestemd is voor de sanering van een verontreinigde site;

c. drie maanden of een kortere termijn die de Regering bepaalt voor inrichtingen die zij aanwijst;

5° proefinrichting : inrichting die niet langer dan zes maanden mag functioneren en uitsluitend of voornamelijk gebruikt wordt om nieuwe methodes of producten tot stand te brengen of te testen;

6° mobiele inrichting : door de Regering aangewezen installatie die is ontworpen om op verschillende plaatsen te worden geëxploiteerd en niet langer dan één jaar op dezelfde site;

7° exploitatie : bouw, indienststelling, behoud, instandhouding, onderhoud of gebruik van een inrichting;

8° exploitant : persoon die een ingedeelde inrichting exploiteert of voor wiens rekening een ingedeelde inrichting wordt geëxploiteerd; bij de procedure voor de vergunningaangifte wordt de aanvrager gelijkgesteld met de exploitant;

9° aangever : persoon die een aangifte doet;

10° project : inrichting waarvoor een milieuvergunning of een aangifte vereist is;

11° gemengd project : project waarvan bij de indiening van de vergunningaanvraag blijkt dat een milieu- of een stedenbouwvergunning vereist is voor de uitvoering ervan;

12° eenmalige vergunning : beslissing van de bevoegde overheid m.b.t. een gemengd project, gegeven na afloop van de procedure bedoeld in hoofdstuk XI en gelijkstaand met de milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van dit decreet en met de stedenbouwvergunning in de zin van de artikelen 84 en 127 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

13° sanering : geheel van handelingen om de inrichting weer in het leefmilieu te integreren, rekening houdende met het feit dat de nieuwe bestemming ervan een functioneel gebruik betreft, en/of om gevaar voor verontreiniging vanaf de inrichting te voorkomen;

14° dossier van de milieueffectrapportering : korte uiteenzetting van de rapportering of effectonderzoek vereist krachtens de wetgeving op de organisatie van de milieueffectrapportering in het Waalse Gewest;

15° bevoegde overheid : overheid die bevoegd is om de aangifte in ontvangst te nemen of om de milieuvergunning af te geven;

16° technisch ambtenaar : de door de Regering aangewezen ambtenaar/ambtenaren;

17° CWATUP : Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

18° gemachtigd ambtenaar : de door de Regering gemachtigde ambtenaar, in de zin van het 'CWATUP';

19° beste beschikbare technieken : meest doeltreffende en gevorderde ontwikkelingsfase van de installaties en activiteiten, alsmede van de wijze waarop ze ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd en onderhouden worden, waarbij aangetoond wordt dat de specifieke technieken in principe geschikt zijn om als grondslag te dienen voor de emissiegrenswaarden ter voorkoming en, als dit onmogelijk blijkt te zijn, ter algemene beperking van de emissies en van de weerslag ervan op het milieu in het algemeen, voor zover deze technieken tot stand gebracht worden op een schaal waarop ze in de betrokken industriector toegepast kunnen worden met inachtneming van haalbare technisch-economische normen en voor zover ze in normale omstandigheden toegankelijk zijn;

20° verontreiniging : het rechtstreeks of onrechtstreeks introduceren, via menselijke activiteiten, van stoffen, trillingen, warmte, lawaai in water, lucht of bodem, hetgeen de menselijke gezondheid of de milieukwaliteit kan schaden, goederen kan beschadigen, de erkenning van het milieu of andere legitieme gebruiken ervan kan benadelen of verhinderen;

21° emissie : rechtstreekse of onrechtstreekse uitworp, vanaf punctuele of diffuse bronnen in de inrichting, van stoffen, trillingen, warmte of geluid in lucht, water of bodem.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Dit decreet heeft ten doel in het kader van een geïntegreerd beleid inzake de vervuilingspreventie en -beperking mens en milieu te beschermen tegen gevaren, hinder of ongemakken die een inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks zou kunnen veroorzaken tijdens of na de exploitatie ervan. Het betreft zowel de bevolking buiten de omheining van de inrichting als personen die binnen de inrichting niet dezelfde bescherming als de werknemers genieten.

Dit decreet moet ook doelstellingen helpen nastreven zoals het klimatologische evenwicht, het behoud van de kwaliteit van het water, de lucht, de bodem, de ondergrond, de biodiversiteit en het milieu i.v.m. hinder, en het rationele beheer van water, grond, ondergrond, energie en afval.

Art. 3. De installaties en activiteiten zijn opgenomen in rubrieken en onderverdeeld in drie klassen (klasse 1, klasse 2 en klasse 3), al naar gelang het afnemende belang van hun weerslag op mens en milieu, alsmede hun geschiktheid om aan algemene, sectorale en integrale normen te voldoen.

Klasse 3 omvat de installaties en activiteiten die weinig effect op mens en milieu hebben en waarvoor de Regering integrale normen heeft uitgevaardigd.

Voor de bepaling van de klasse van de inrichting wordt uitgegaan van de installatie of activiteit die de meeste weerslag op mens of milieu heeft.

De lijst en de indeling van de installaties en activiteiten worden door de Regering bepaald. Als de Regering wijzigingen aanbrengt in de lijst en de indeling van de installaties, moet ze haar beslissing met redenen omkleden.

Afdeling III. — Algemene, sectorale, integrale en specifieke normen

Art. 4. De Regering bepaalt de algemene, sectorale, integrale en specifieke normen waaraan voldaan moet worden om de in artikel 2 bedoelde doelstellingen te halen. Ze hebben reglementaire waarde.

De algemene, sectorale, integrale en bijzondere normen worden bepaald op grond van richtlijnen op middellange en lange termijn die vastliggen in het Milieuplan voor een duurzame ontwikkeling en in sectorale programma's bedoeld in het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Deze normen kunnen o.a. betrekking hebben op :

1° het aanleggen van financiële garanties en de verplichting een verzekeringspolis aan te gaan;

2° de bevoegdheid en de kwalificaties van het personeel en, met name, op de verplichting houder van een erkenning te zijn;

3° de gegevens die regelmatig verstrekt moeten worden aan de overheden die de Regering aanwijst, en die betrekking hebben op :

a. de emissies van de inrichting;

b. de getroffen maatregelen om milieuhinder te beperken;

c. de getroffen maatregelen voor de vorming van het personeel van de inrichting en de voorlichting van de omwonenden;

4° het toezicht op de lozingen, met opgave van de meetmethodes, en de frequentie ervan, de procedure voor de evaluatie van de maatregelen en de verplichting de bevoegde overheid de nodige gegevens te verstrekken i.v.m. de inachtneming van de exploitatienormen;

5° de vermindering, de minimalisering of de uitschakeling van de vervuiling, met inbegrip van de langeafstands- of grensoverschrijdende vervuiling;

6° de voorschriften betreffende het opstarten, de lekkages, de slechte werking, de tijdelijke en de definitieve stopzetting van de exploitatie;

7° de verplichting voor de exploitant de plaats te saneren na het verstrijken van de vergunning of van de aangifte, of in geval van opschorting of intrekking van de milieuvergunning of van de beslissing waarbij de opschorting of het verbod tot exploitatie van een inrichting waarvoor een aangifte verlangd wordt, onverminderd de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

8° het beheer van de afvalstoffen die de inrichting voortbrengt.

Art. 5. § 1. De algemene normen zijn van toepassing op het geheel van de installaties en activiteiten.

§ 2. De sectorale normen zijn van toepassing op de installaties en activiteiten van een territoriale economische sector of van een sector waar rekening moet worden gehouden met een specifiek risico.

De sectoren worden door de Regering aangewezen. De Regering kan de vestiging van bepaalde installaties of activiteiten op bepaalde plaatsen ook beperken of verbieden om de mens of het milieu te beschermen.

De sectorale normen vullen de algemene normen aan en kunnen ervan afwijken voor zover ze met redenen omkleed zijn.

§ 3. De integrale normen bestaan uit een geheel van voorschriften inzake de preventie of de beperking van elke vorm van hinder, gevaar of ongemak die de inrichting of de installatie voor de mens of het milieu kan inhouden.

De integrale normen zijn van toepassing op de installaties van klasse 3. Ze kunnen afwijken van de algemene en sectorale normen.

In geval van afwijking moet het verwachte resultaat voor de bescherming van de mens of het milieu ten minste gelijk zijn aan het resultaat dat behaald zou worden als er geen afwijking was.

Art. 6. De bevoegde overheid kan specifieke normen opleggen die de algemene en sectorale normen van de milieuvergunning aanvullen. De specifieke normen mogen niet minder strikt zijn dan de algemene en sectorale normen, behalve in de gevallen en binnen de grenzen die in deze laatste vermeld worden.

In geval van afwijking moet het verwachte resultaat voor de mens of het milieu ten minste gelijk zijn aan het resultaat dat behaald zou worden als er geen afwijking was.

Art. 7. § 1. Bij het vastleggen van algemene, sectorale of integrale normen neemt de Regering de imperatieve waarden in acht en houdt ze rekening met de richtwaarden inzake immissie.

§ 2. Bij het opleggen van specifieke normen neemt ook de bevoegde overheid de imperatieve waarden in acht en houdt ze eveneens rekening met de richtwaarden.

Wat de inachtneming van de richtwaarden betreft, houdt de bevoegde overheid met name rekening met de specifieke kenmerken van de inrichting en het milieu waarin ze geëxploiteerd wordt, met de aanwezigheid of afwezigheid van andere inrichtingen of geplande inrichtingen, met de noodzaak voor een juiste verdeling te zorgen, en, in voorkomend geval, met de gevolgen van een vergunningweigering op de leefbaarheid van een bedrijf en, bijgevolg, op de economische welvaart en het tewerkstellingsniveau.

Bij het vastleggen van specifieke normen moet de bevoegde overheid zich richten naar de door de Regering bepaalde technische voorschriften.

Art. 8. De door de Regering vastgelegde algemene, sectorale en integrale normen zijn gegrond op de beste beschikbare technieken. Hierbij wordt niet geëist dat een specifieke techniek of technologie wordt toegepast en wordt geen rekening gehouden met de kenmerken van de bedoelde installatie, de ligging ervan en de plaatselijke milieuomstandigheden.

Art. 9. Wanneer de Regering algemene, sectorale en integrale normen vastlegt, wijzigt of aanvult, bepaalt ze binnen welke termijn de nieuwe normen van toepassing zijn op de bestaande inrichtingen. Als ze geen termijn opgeeft, zijn de nieuwe normen niet van toepassing op goedgekeurde inrichtingen of op inrichtingen die aangegeven worden na de inwerkingtreding ervan.

Afdeling IV. — Grondslag van de verplichting tot vergunning of aangifte

Art. 10. § 1. Inrichtingen van klasse 1 of 2 mogen niet zonder vergunning geëxploiteerd worden.

De vergunning wordt eveneens vereist voor :

1° de verplaatsing van een inrichting van klasse 1 of 2;

2° de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting van klasse 1 of 2 wanneer ze de toepassing van een andere indelingsrubriek dan klasse 3 tot gevolg heeft, of wanneer daardoor de risico's, hinder en ongemakken voor mens of milieu rechtstreeks of onrechtstreeks toenemen.

§ 2. Elke verbouwing of uitbreiding van een inrichting van klasse 1 of 2 die niet opgenomen is in paragraaf 1, tweede lid, en niet beantwoordt aan de bij de vergunning gevoegde beschrijving en plannen, moet door de exploitant in een register opgenomen worden. Overeenkomstig hoofdstuk IX kunnen de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden dat register op gewoon verzoek inzien.

De Regering bepaalt de periodiciteit en de termijn binnen welke de exploitant een afschrift van de lijst van de verbouwingen en uitbreidingen moet overleggen aan de technisch ambtenaar en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

Als de technisch ambtenaar of het college acht dat een op de lijst vermelde verbouwing of uitbreiding overeenstemt met een verbouwing of uitbreiding bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, vraagt hij/het dat de exploitant binnen vijftien dagen na ontvangst van bedoelde lijst onmiddellijk een aanvraag om milieuvergunning indient.

§ 3. In geval van gedeeltelijke of gehele afbraak van de inrichting beslist de bevoegde overheid bij wie een aanvraag aanhangig is gemaakt, of een nieuwe vergunning moet worden aangevraagd voor het geheel of voor een gedeelte van de inrichting, overeenkomstig de doelstellingen bedoeld in artikel 2.

Art. 11. Inrichtingen van klasse 3 mogen niet zonder voorafgaande aangifte geëxploiteerd worden.

Er wordt een nieuwe aangifte verlangd :

1° in geval van verplaatsing, verbouwing of uitbreiding, voor zover de verbouwing of uitbreiding betrekking heeft op een activiteit waarvoor een aangifte verlangd wordt;

2° om de tien jaar.

De verbouwing of de uitbreiding van een inrichting van klasse 3 die daardoor in een andere klasse wordt ingedeeld, is evenwel aan een milieuvergunning onderworpen.

Art. 12. Als een bestaande inrichting of een inrichting van klasse 3 ondergebracht wordt in klasse 1 of 2 nadat de Regering de lijst van de ingedeelde installaties en activiteiten heeft gewijzigd, beschikt de exploitant over negen maanden vanaf de inwerkingtreding van het besluit van de Regering om een aangifte te doen of een vergunningaanvraag in te dienen. De exploitatie kan voortgezet worden gedurende die termijn en, in het geval van een inrichting waarvoor een vergunning wordt verlangd, tot de kennisgeving van de definitieve beslissing betreffende de vergunningaanvraag.

Als een inrichting van klasse 1 of 2 na een wijziging in de lijst in klasse 3 wordt ondergebracht, voldoet de reeds afgegeven vergunning aan de verplichting tot aangifte.

Als een inrichting van klasse 1 in klasse 2 wordt ondergebracht of een inrichting van klasse 2 in klasse 1 na een wijziging in de lijst van de ingedeelde installaties en activiteiten, blijft de reeds afgegeven vergunning geldig.

Afdeling V — Bevoegde overheid

Art. 13. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de vestiging van de inrichting gepland is, is bevoegd om kennis te nemen van de aangiften en de aanvragen om milieuvergunning.

In afwijking van het eerste lid is de technisch ambtenaar bevoegd om kennis te nemen van de aangiften en de aanvragen om milieuvergunning voor mobiele inrichtingen, alsmede van de aanvragen om milieuvergunning voor inrichtingen gelegen op het grondgebied van verschillende gemeenten.

De Regering is bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen de beslissingen betreffende milieuvergunningen die afgegeven worden door de overheid bedoeld in het eerste en het tweede lid.

HOOFDSTUK II. — Stelsel van de aangifte

Art. 14. § 1. De aangifte wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst verstuurd of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

In afwijking van het eerste lid :

1° wordt de aangifte voor een mobiele inrichting aan de technisch ambtenaar gericht;

2° wordt de aangifte voor een op het grondgebied van verschillende gemeenten gelegen inrichting gericht aan de gemeente waarvan de naam vermeld staat in het adres van de exploitatiezetel.

§ 2. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de aangifte, alsmede het aantal in te dienen exemplaren.

§ 3. De aangifte is niet-ontvankelijk :

1° als ze ingediend of afgegeven wordt in strijd met artikel 14, § 1;

2° als krachtens artikel 14, § 2, vereiste gegevens of stukken ontbreken.

Als de aangifte niet-ontvankelijk is, geeft de bevoegde overheid of haar gemachtigde de aangever binnen acht dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangifte, kennis van de beslissing en van de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

§ 4. Als de aangifte ontvankelijk is, verwittigt de bevoegde overheid of haar gemachtigde de aangever en de technisch ambtenaar binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum waarop de aangifte in ontvangst is genomen.

De bevoegde overheid of haar gemachtigde verwittigt ook de aanvrager en de technisch ambtenaar binnen dezelfde termijn als de in paragraaf 5 bedoelde aanvullende normen vereist worden.

§ 5. Als de integrale normen niet volstaan voor de beperking van de gevaren, hinder en ongemakken die de inrichting voor de mens of het milieu tot gevolg kan hebben, kan de bevoegde overheid aanvullende exploitatienormen opleggen binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop de aangifte in ontvangst is genomen.

In het geval bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, pleegt de bevoegde overheid overleg met de andere gemeenten op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

Deze aanvullende normen mogen niet minder strikt zijn dan de integrale normen bedoeld in artikel 5, § 3.

Ze zijn van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van de aangifte. Ze kunnen gewijzigd worden door de bevoegde overheid, na advies van de technisch ambtenaar.

De bevoegde overheid stuurt haar beslissing aan de aangever en een afschrift ervan aan de technisch ambtenaar binnen de termijn bedoeld in het eerste lid. Als de bevoegde overheid de beslissing niet binnen die termijn verstuurt, wordt ze geacht de geplande inrichting vrij te stellen van aanvullende exploitatienormen.

§ 6. De gemeente en de technisch ambtenaar houden een register van de aangiften. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het register.

Art. 15. De aangever mag de inrichting beginnen te exploiteren :

1° vijftien dagen na de indiening van zijn aangifte als ze niet onontvankelijk is verklaard overeenkomstig artikel 14, § 3;

2° dertig dagen na de indiening van zijn aangifte als de bevoegde overheid aanvullende exploitatienormen voorschrijft overeenkomstig artikel 14, § 5.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de toekenning van de milieuvergunning*

Afdeling I. — Aanvraag

Art. 16. De aanvraag om milieuvergunning wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst verstuurd of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

Als de inrichting op het grondgebied van verschillende gemeenten gelegen is, wordt de aanvraag, naar keuze van de aanvrager, tegen ontvangstbewijs afgegeven aan één van de gemeenten op het grondgebied waarvan de vestiging van de inrichting gepland is.

Art. 17. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de aanvraag, alsmede het aantal in te dienen exemplaren, de schaal en de inhoud van de verschillende bij te voegen plannen.

De aanvraag bevat o.a. :

1° de identiteit van de exploitant en, in voorkomend geval, zijn technische capaciteiten en financiële middelen;

2° de ligging en de beschrijving van de geplande installaties en/of activiteiten;

3° de lijst van de grondstoffen en bijkomende stoffen, bestanddelen en energieën die in de installatie gebruikt of geproduceerd worden;

4° de aard, hoeveelheden en noemenswaardige effecten van de voorzienbare emissies van de geplande installatie en/of activiteit op elk milieu;

5° de naam van de technieken ter voorkoming van emissies of, als zulks niet mogelijk is, ter beperking ervan;

6° de lijst van de maatregelen waarin voorzien wordt voor de preventie of de nuttige toepassing van de door de geplande installatie voortgebrachte afval;

7° gegevens die als vertrouwelijk worden beschouwd of die betrekking hebben op het fabricage- en brevetgeheim;

8° de lijst van de erfdienstbaarheden uit hoofde van de mens of van de bij overeenkomst aangegane verplichtingen betreffende het grondgebruik die zich tegen de uitvoering van het project kanten.

De aanvraag bevat een dossier van de milieueffectrapportering en, in voorkomend geval, elk vereist stuk betreffende het bedwingen van de risico's inherent aan de voornaamste ongevallen waarmee gevaarlijke stoffen gemoeid zijn.

Art. 18. Het gemeentebestuur stuurt de aanvraag aan de technisch ambtenaar binnen drie werkdagen, te rekenen van de dag van ontvangst ervan, en verwittigt gelijktijdig de aanvrager bij gewone brief.

Als het gemeentebestuur de aanvraag niet verstuurt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, kan de aanvrager zich rechtstreeks tot de technisch ambtenaar wenden door hem bij ter post aangetekend schrijven een afschrift te sturen dat hij eensluidend verklaart met de aanvraag die hij aanvankelijk aan het college van burgemeester en schepenen heeft gericht.

Art. 19. De aanvraag is onvolledig als krachtens artikel 17 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

1° als ze in strijd met artikel 16 wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens niet binnen de in artikel 20, tweede lid, bedoelde termijn verstrekt.

Art. 20. De technisch ambtenaar stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt overeenkomstig artikel 18.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de technisch ambtenaar de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om de technisch ambtenaar de vereiste gegevens per post toe te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven.

De technisch ambtenaar stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens aan de aanvrager. Als de technisch ambtenaar de aanvraag een tweede keer onvolledig bevindt, verklaart hij ze niet-ontvankelijk.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, wijst de technisch ambtenaar de aanvrager, op de wijze en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, op de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

Art. 21. In de beslissing waarbij de technisch ambtenaar de aanvraag volledig en ontvankelijk verklaard overeenkomstig artikel 20, vermeldt hij de bevoegde overheid, alsmede de gemeenten waar een onderzoek moet worden georganiseerd en de te raadplegen organen.

Dezelfde dag stuurt hij de bevoegde overheid en het college van burgemeester en schepenen een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard en, in voorkomend geval, de krachtens artikel 20 ontvangen ontbrekende gegevens.

De Regering kan bepalen welke organen geraadpleegd moeten worden of criteria vastleggen op grond waarvan de technisch ambtenaar die organen aanwijst.

Art. 22. Als de technisch ambtenaar de aanvrager geen beslissing heeft meegedeeld op de wijze en binnen de termijn bedoeld in artikel 20, wordt de aanvraag ontvankelijk bevonden. In dat geval stuurt de technisch ambtenaar het aanvraagdossier aan de bevoegde overheid en wordt de procedure voortgezet.

Art. 23. De termijn voor de procedure tot de besluitvorming bedoeld in artikel 35 gaat in :

1° de dag waarop de technisch ambtenaar zijn beslissing verstuurt waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard;

2° zo niet, de dag na de termijn die hem wordt toegestaan om zijn beslissing te versturen waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard.

Afdeling II. — Openbaar onderzoek

Art. 24. Behalve afwijkingen bepaald bij dit decreet of door de Regering, moet elk project waarvoor een milieuvergunning wordt verlangd, onderworpen worden aan een openbaar onderzoek betreffende de eventuele effecten op de belangen en aspecten bedoeld in artikel 2.

De afwijkingen bedoeld in het eerste lid worden slechts toegestaan met inachtneming van de vigerende Europese wetgeving en voor projecten die niet geen noemenswaardig risico, hinder of ongemak voor de mens of het milieu inhouden.

Art. 25. Het openbaar onderzoek dient voornamelijk om de aanvraag en de desbetreffende gegevens ter inzage te leggen van de bevolking en haar de mogelijkheid te geven opmerkingen en bezwaren i.v.m. het project te formuleren en, tot slot, de aanvrager in staat te stellen de bevolking te wijzen op het belang van het project voor een duurzame ontwikkeling.

Het openbaar onderzoek wordt georganiseerd door het college van burgemeester en schepenen van de gemeenten(n) op het grondgebied waarvan het project uitgevoerd moet worden.

De Regering kan bovendien criteria vastleggen om te bepalen in welke andere gemeenten een onderzoek moet worden georganiseerd als het project ook daar gevaar, hinder of ongemakken voor de mens of het milieu kan veroorzaken.

Art. 26. § 1. Voor de uitvoering van het openbaar onderzoek heeft de Regering de volgende regels bepaald :

1° het moet ten minste vijftien dagen duren;

2° de dossiers liggen ter inzage in het gemeentehuis op werkdagen en ten minste één dag tot twintig uur, of op zaterdagochtend;

3° opmerkingen en bezwaren mogen schriftelijk of mondeling ingediend worden tot de slotdag van het onderzoek;

4° technische uitleg kan verkregen worden op de door de Regering bepaalde wijze.

De Regering bepaalt met name de duur van het openbaar onderzoek en de aan een onderzoek te onderwerpen stukken.

De Regering of de gemeente kan een bijkomende wijze van openbaarmaking en raadpleging opleggen.

De Regering kan in het kader van het openbaar onderzoek voorzien in bijzondere voorschriften voor mobiele, tijdelijke of proefinrichtingen.

§ 2. Het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

De opschorting houdt de verlenging in van :

1° de in artikel 30 bedoelde termijn waarover de geraadpleegde organen beschikken om advies uit te brengen;

2° de in artikel 32 bedoelde termijn waarover de technisch ambtenaar beschikt om het synthesesrapport over te maken;

3° de in artikel 35 bedoelde termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing aan de aanvrager te sturen.

Art. 27. Na de sluiting van het openbaar onderzoek maakt het college van burgemeester en schepenen notulen op, alsmede een synthese van de geschreven en mondelinge bezwaren die tijdens het onderzoek zijn geformuleerd.

Art. 28. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar een openbaar onderzoek wordt georganiseerd, stuurt de technisch ambtenaar binnen tien dagen na de sluiting van het onderzoek de geschreven en mondelinge bezwaren die tijdens het onderzoek zijn geformuleerd, met inbegrip van de notulen en de synthese bedoeld in artikel 27. Hij voegt er eventueel zijn advies bij.

Art. 29. Als het college van burgemeester en schepenen bij de organisatie van het openbaar onderzoek zijn verplichtingen niet nakomt, kan de technisch ambtenaar hem bij aangetekend schrijven een met redenen omklede waarschuwing sturen waarbij hij wijst op de maatregelen die het verzuimt te nemen en waarbij hem een redelijke termijn wordt toegestaan om orde op zaken te stellen en zijn houding te rechtvaardigen.

Indien geen gevolg wordt gegeven aan deze waarschuwing, kan de technisch ambtenaar zich op de door de Regering bepaalde wijze in de plaats stellen van het college en elke nuttige maatregel treffen in de plaats van de gemeentelijke overheid.

Afdeling III. — Advies

Art. 30. De technisch ambtenaar maakt het aanvraagdossier voor advies over aan de verschillende organen die hij aanwijst, de dag waarop hij de bevoegde overheid zijn beslissing toestuur waarbij de aanvraag overeenkomstig artikel 21 volledig en ontvankelijk wordt bevonden, of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 20, eerste en derde lid.

Deze organen verzenden of geven hun advies af tegen ontvangstbewijs binnen een termijn van zestig dagen als de aanvraag een inrichting van klasse 1 betreft, of binnen dertig dagen als ze een inrichting van klasse 2 betreft, te rekenen van de datum waarop de aanvraag aanhangig wordt gemaakt bij de technisch ambtenaar.

Als het advies niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn tegen ontvangstbewijs wordt verzonden of afgegeven, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 31. Op verzoek van de technisch ambtenaar of van één van de geraadpleegde besturen en overheden, plegen deze laatste ten minste één keer overleg om hun standpunt over het project te harmoniseren.

De overlegregels worden door de Regering vastgelegd.

Art. 32. § 1. Op basis van de ingewonnen adviezen maakt de technisch ambtenaar een syntheserapport op. Dat rapport bevat de tijdens de procedure ingewonnen adviezen, alsmede het advies van de technisch ambtenaar waarbij een voorstel van beslissing gaat, met, in voorkomend geval, specifieke exploitatienormen.

Het syntheserapport wordt aan de bevoegde overheid overgemaakt binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderd dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die gelegen is in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

3° honderd en tien dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet in 2° vermeld wordt.

De technisch ambtenaar verwittigt de aanvrager de dag waarop hij het syntheserapport overmaakt.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde termijn kan verlengd worden bij beslissing van de technisch ambtenaar. De verlengde termijn mag niet langer lopen dan dertig dagen. Deze beslissing wordt binnen de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn aan de bevoegde overheid en de aanvrager gestuurd.

Art. 33. De Regering bepaalt de minimale inhoud van de adviezen.

Elk advies wordt met redenen omkleed.

Art. 34. Als het syntheserapport niet binnen de voorgeschreven termijn aan de bevoegde overheid wordt gestuurd, zet deze laatste de procedure voort rekening houdende met het dossier van de effectrapportering, de resultaten van het onderzoek, het overeenkomstig artikel 28 uitgebrachte advies van het of de college(s) van burgemeester en schepenen, en met elk nader gegeven waarover ze beschikt.

Afdeling V. — Beslissing

Art. 35. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager en aan de technisch ambtenaar als deze laatste niet de bevoegde overheid is, en bij gewone post aan elke geraadpleegde overheid en elk geraadpleegd bestuur binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderddertig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die gelegen is in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

3° honderdveertig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet in 2° vermeld wordt.

Als het syntheserapport overgemaakt wordt voor het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 32,

§ 1, tweede lid, stuurt de bevoegde overheid, in afwijking van het eerste lid, haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager en aan de technisch ambtenaar als deze laatste niet de bevoegde overheid is, en bij gewone post aan elke geraadpleegde overheid en elk geraadpleegd bestuur binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport ontvangt overeenkomstig artikel 32, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport ontvangt overeenkomstig artikel 32, voor inrichtingen van klasse 1.

In de hypothese van artikel 32, § 2, wordt de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te verzenden verlengd met dezelfde termijn als die door de technisch ambtenaar bepaald wordt.

Art. 36. De technisch ambtenaar en de gemeente houden elk een vergunningenregister. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het register.

Art. 37. Als het syntheserapport overeenkomstig artikel 32 wordt verzonden en een gunstig advies van de technisch ambtenaar alsmede, in voorkomend geval, specifieke normen bevat, wordt de beslissing, indien ze niet binnen de in artikel 35 bedoelde termijn is verstuurd, geacht genomen te zijn overeenkomstig de algemene en sectorale normen bedoeld in artikel 5 en de specifieke normen die eventueel opgenomen zijn in het in artikel 32 bedoelde syntheserapport dat de technisch ambtenaar aan de aanvrager stuurt.

Als de beslissing niet binnen de in artikel 35 bedoelde termijn wordt verzonden en als het syntheserapport niet overeenkomstig artikel 32 wordt verzonden of een ongunstig advies van de technisch ambtenaar bevat, wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn.

Art. 38. § 1. In de gemeente(n) op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek wordt georganiseerd, laat de burgemeester gedurende minimum tien dagen een bericht aanplakken met de volgende gegevens :

1° het voorwerp van de beslissing;

2° de plaats(en) waar de beslissing ter inzage ligt;

3° de dagen waarop de beslissing ter inzage ligt, waarvan ten minste één werkdag per week tot twintig uur of zaterdagochtend;

4° het adres van het door de Regering aangewezen bestuur waar de bezwaren kunnen worden ingediend, alsmede de desbetreffende voorschriften en termijnen;

5° het recht om inzage te nemen van het dossier bij de diensten van de bevoegde overheid, binnen de perken bepaald bij het decreet van 13 juni 1991 betreffende de vrije toegang van de burger tot informatie over het leefmilieu.

§ 2. Het bericht wordt aangeplakt binnen tien dagen hetzij nadat het college van burgemeester en schepenen de beslissing heeft genomen, hetzij na ontvangst van de beslissing door het gemeentebestuur, hetzij na afloop van de in artikel 35 bedoelde termijn :

1° nabij de plaats waar het project uitgevoerd moet worden, op een plek die zichtbaar is vanaf de openbare weg;

2° in het gemeentehuis;

3° op de gebruikelijke aanplakplaatsen.

Aan het einde van de aanplaktermijn bevestigt de burgemeester de aanplakking aan de hand van een attest.

De aanplaktermijn loopt vanaf de dag volgend op de eerste dag van aanplakking.

§ 3. Gedurende de hele aanplakperiode worden de aanvraag en de beslissing, of het daarmee gelijkgestelde document, ter inzage afgegeven bij de diensten van het gemeentebestuur van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project uitgevoerd moet worden.

§ 4. Als het college van burgemeester en schepenen verzuimt het bericht binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn aan te plakken, kan elke belanghebbende persoon, vooraleer de vergunning in werking treedt, de technisch ambtenaar bij aangetekend schrijven aanmanen binnen vijftien dagen orde op zaken te stellen en de aanplakking aan de hand van een attest te bevestigen.

Afdeling V. — Vereenvoudigde procedure

Art. 39. De aanvragen voor tijdelijke inrichtingen en proefinrichtingen worden onderworpen aan een vereenvoudigde procedure waarvan de regels in de leden 2 tot 6 vastliggen.

In afwijking van artikel 24, eerste lid, en binnen de perken bedoeld in het tweede lid van die bepaling, zijn de aanvragen voor tijdelijke inrichtingen en proefinrichtingen niet onderworpen aan een openbaar onderzoek. Als desalniettemin een openbaar onderzoek wordt geëist, mag het niet langer duren dan vijftien dagen.

In afwijking van artikel 30, tweede lid, verzenden de organen hun advies binnen een termijn van twintig dagen.

In afwijking van artikel 32, § 1, tweede lid, wordt het syntheserapport van de technisch ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen aan de bevoegde overheid gestuurd.

In afwijking van artikel 32 verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing binnen een termijn van veertig dagen.

Als de beslissing niet binnen die termijn wordt verzonden :

1° wordt de beslissing geacht genomen te zijn overeenkomstig de algemene en sectorale normen bedoeld in artikel 5 en, in voorkomend geval, de specifieke normen bedoeld in het syntheserapport, als het rapport overeenkomstig het vierde lid is verstuurd en een gunstig advies van de technisch ambtenaar bevat;

2° of wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn, als het syntheserapport niet overeenkomstig het vierde lid is verzonden of een ongunstig advies van de technisch ambtenaar bevat.

In de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de vestiging van de inrichting gepland is, laat de burgemeester een bericht aanplakken volgens dezelfde voorschriften als die bedoeld in artikel 38.

HOOFDSTUK IV. — Beroep

Art. 40. § 1. Elke belangstellende natuurlijke of rechtspersoon of de technisch ambtenaar kan bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissingen van de in artikel 13, eerste en tweede lid, bedoelde overheden m.b.t. de afgifte van milieuvergunningen voor niet-tijdelijke inrichtingen en tegen het feit dat die overheden na afloop van de in artikel 35 bedoelde termijn geen beslissing hebben genomen.

Het feit dat de in artikel 13, eerste lid, bedoelde overheden geen beslissing hebben genomen i.v.m. de afgifte van milieuvergunningen voor niet-tijdelijke inrichtingen houdt in dat die overheden geen beroep kunnen indienen.

Het beroep wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij ter post aangetekende brief tegen bericht van ontvangst verstuurd of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van :

1° de dag van ontvangst van de in artikel 35 bedoelde beslissing voor de aanvrager en de technisch ambtenaar;

2° de eerste dag van aanplakking van de beslissing overeenkomstig artikel 38 voor de personen die niet onder 1° opgenomen zijn. Als de beslissing in verschillende gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de twintigste dag volgend op de eerste dag van aanplakking in de gemeente die de beslissing in laatste instantie laten aanplakken.

§ 2. Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet, behalve als het door de technisch ambtenaar wordt ingesteld.

§ 3. De technisch ambtenaar maakt een syntheserapport op, met name op grond van de krachtens § 6 ingewonnen adviezen. Dat rapport bevat de in artikel 32 bedoelde gegevens.

Het syntheserapport wordt aan de Regering gestuurd binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 gelegen in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bedoeld in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

3° negentig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° opgenomen is.

De termijn begint te lopen vanaf de eerste dag na ontvangst van het beroep. Als meer beroepen worden ingesteld, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag na ontvangst van het laatste beroep.

De technisch ambtenaar verwittigt de aanvrager de dag waarop hij het syntheserapport overmaakt.

§ 4. De Regering stuurt de aanvrager haar beslissing binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° negentig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 gelegen in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bedoeld in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

3° honderd en tien dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° opgenomen is.

De termijn begint te lopen vanaf de eerste dag na ontvangst van het beroep. Als meer beroepen worden ingesteld, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag na ontvangst van het laatste beroep.

Als het syntheserapport vóór het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijn wordt overgemaakt, stuurt de Regering, in afwijking van het eerste lid, haar beslissing binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport overeenkomstig § 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport overeenkomstig § 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 1.

Als de beslissing niet wordt verzonden binnen de termijn bedoeld in de leden 1 à 3 :

1° wordt ze geacht genomen te zijn met inachtneming van de algemene en sectorale normen en, in voorkomend geval, van de specifieke normen die in het syntheserapport vastliggen, als het syntheserapport overeenkomstig § 3 is overgemaakt of als het een gunstig advies van de technisch ambtenaar bevat;

2° wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd, als het syntheserapport niet overeenkomstig § 3 is overgemaakt en als het een ongunstig advies van de technisch ambtenaar bevat.

§ 5. De Regering zendt haar beslissing gelijktijdig :

1° aan de overheid die in eerste instantie bevoegd is;

2° aan de overheden en besturen die in de loop van de procedure advies hebben uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn;

3° aan de exploitant als hij niet de aanvrager is.

Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de bevolking in elke gemeente waar een openbaar onderzoek wordt ingesteld volgens de voorschriften en binnen de termijn bedoeld in artikel 38.

§ 6. De Regering bepaalt :

1° de gegevens die het beroep moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de voorschriften volgens welke het beroep ter kennis van de bevolking wordt gebracht;

3° de wijze waarop het beroep wordt onderzocht, de te raadplegen instellingen en de termijnen binnen welke de adviezen worden uitgebracht. Als een advies niet binnen de voorgeschreven termijn wordt verzonden of tegen ontvangstbewijs afgegeven, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 7. Als de vergunningweigering voortvloeit uit het gebrek aan beslissing in eerste instantie en in beroep en als geen enkel syntheserapport is overgemaakt binnen de voorgeschreven termijnen, moet het Gewest een vergoeding betalen die gelijk is aan twintig maal het bedrag van het in artikel 177, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde dossiersrecht. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

Art. 41. De aangever kan een niet-opschortend beroep bij de Regering instellen tegen de beslissingen bedoeld in artikel 14, § 5.

Het beroep wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, verstuurd of afgegeven tegen ontvangstbewijs binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de dag waarop de aangever de in artikel 14, § 5, bedoelde beslissing in ontvangst neemt.

De Regering beslist na het advies van de technisch ambtenaar te hebben ingewonnen. De Regering stuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de eerste dag na de ontvangst van het beroep. Als de beslissing niet binnen deze termijn wordt verzonden, wordt het beroep geacht verworpen te zijn.

HOOFDSTUK V. — *Verbouwing en uitbreiding van een ingedeelde inrichting*

Art. 42. Onverminderd het tweede lid valt elke in de artikelen 10, § 1, tweede lid, 2°, of 11, derde lid, bedoelde verbouwing of uitbreiding van een ingedeelde inrichting onder de bepalingen van de hoofdstukken III en IV.

Als de geplande verbouwing of uitbreiding niet van dien aard is dat ze de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken kan vergroten, kan de bevoegde overheid op voorstel van de technisch ambtenaar beslissen de aanvraag niet aan een openbaar onderzoek te onderwerpen.

HOOFDSTUK VI. — *Mobiele inrichtingen*

Art. 43. De verleende milieuvergunning of de aangifte geldt voor het geheel van de sites waar de inrichting geëxploiteerd wordt of zal worden.

Wanneer de technisch ambtenaar een vergunning voor een mobiele inrichting afgeeft, schrijft hij exploitatienormen voor op grond waarvan de inrichting overeenkomstig artikel 2 wordt geëxploiteerd, ongeacht de plaats van de exploitatie.

Hij kan met name een beperkte lijst van plaatsen opgeven waar exploitatie toegelaten is, of exploitatie op bepaalde plaatsen uitsluiten.

Art. 44. De exploitant stuurt ten minste vijftien dagen vóór elke inwerkingtreding, op een verschillende plaats, van een vergunning voor mobiele inrichtingen een afschrift van de vergunning of van de aangifte, met opgave van de duur en de exploitatieplaats, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de exploitatie zal plaatsvinden, alsmede aan de technisch ambtenaar.

HOOFDSTUK VII. — *Inhoud en gevolgen van de milieuvergunning*

Afdeling I. — Inhoud van de beslissing

Art. 45. § 1. De beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, vermeldt op zijn minst :

1° de identiteit van de exploitant;

2° de ligging, de identificatie en de beschrijving van de goedgekeurde inrichting(en);

3° de duur van de vergunning en de datum waarop ze wordt afgegeven;

4° de termijn binnen welke de vergunning ten uitvoer moet worden gebracht;

5° de melding dat de vergunning begint te lopen vanaf de dag waarop ze uitvoerbaar wordt overeenkomstig artikel 46;

6° de voorschriften inzake de lucht-, water- en grondbescherming en de maatregelen betreffende het beheer van de door de inrichting voortgebrachte afval;

7° de maatregelen en de termijn voor de sanering van de inrichting aan het einde van de exploitatie ervan.

In voorkomend geval bevat ze ook :

1° de specifieke exploitatienormen en de technische en financiële garanties die de bevoegde overheid nodig acht;

2° de dag waarop de vergunning uitvoerbaar wordt, ingeval ze na beroep wordt verleend;

3° de gewijzigde of aangevulde gegevens van de oorspronkelijke vergunning als de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, betrekking heeft op de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting.

§ 2. De Regering bepaalt welke andere gegevens in de vergunning vermeld moeten worden.

Afdeling II. — Gevolgen van de vergunning

Art. 46. Onverminderd de artikelen 40, § 2, 54, 55, § 3, en 57, tweede lid, is de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, uitvoerbaar vanaf :

1° de dag na afloop van de in artikel 40, § 1, bedoelde termijn binnen welke het beroep moet worden ingesteld;

2° de dag na de kennisgeving daarvan aan de aanvrager of, zoniet, de dag na afloop van de termijn waarover de voor beroepen bevoegde overheid beschikt om een beslissing te nemen, als de vergunning na beroep wordt verleend;

3° de dag na de kennisgeving daarvan aan de aanvrager of, zoniet, de dag na afloop van de termijn waarover de voor bevoegde overheid beschikt om zich uit te spreken als de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend niet vatbaar is voor beroep.

Art. 47. Voor zover de door de Regering bepaalde regels van openbaarmaking in acht worden genomen, heeft de vergunning tot gevolg dat de in de aanvraag vermelde erfdiensbaarheden die het gevolg zijn van de daad van de mens en verbintenissen bij overeenkomst vervallen of gewijzigd worden, onverminderd de door de aanvrager te betalen vergoeding van de houders van deze rechten.

Art. 48. De verleende vergunning vervalt :

1° als ze niet ten uitvoer wordt gebracht vóór het verstrijken van de door de overheid overeenkomstig artikel 53, § 1, vastgelegde termijn;

2° als de goedgekeurde inrichting niet geëxploiteerd wordt gedurende twee opeenvolgende jaren.

Art. 49. De krachtens dit decreet verleende vergunningen benadelen de rechten van derden niet.

Afdeling III. — Geldigheidsduur van de vergunning

Art. 50. § 1. Onverminderd de artikelen 1, 4°, en 52, wordt de vergunning verleend voor maximum twintig jaar.

De bevoegde overheid kan de specifieke exploitatienormen opgeven die vóór het verstrijken van de vergunning moeten worden herzien, alsmede de datum waarop de aanvraag om hernieuwing moet worden ingediend.

§ 2. De Regering kan een kortere maximale geldigheidsduur bepalen voor de ingedeelde installaties en activiteiten die zij aanwijst.

§ 3. De geldigheidsduur van de vergunning wordt berekend vanaf de dag waarop de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, overeenkomstig artikel 46 uitvoerbaar wordt.

Art. 51. Als de vergunning betrekking heeft op de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting, wordt ze verleend voor een termijn die verstrijkt uiterlijk de dag waarop de vergunning voor de oorspronkelijke inrichting verstrijkt.

Art. 52. § 1. De geldigheidsduur van de vergunning kan niet verlengd worden, behalve voor een tijdelijke inrichting.

De voor een tijdelijke inrichting verleende vergunning mag één keer verlengd worden met een duur die maximum gelijk is aan die van de oorspronkelijke vergunning, zonder evenwel één jaar te mogen overschrijden.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de aanvraag om verlenging van de voor een tijdelijke inrichting verleende vergunning.

Afdeling IV. — Tenuitvoerlegging van de vergunning

Art. 53. § 1. De overheid die een milieuvergunning verleent, bepaalt de termijn binnen welke deze ten uitvoer moet worden gelegd. Die termijn mag niet langer lopen dan twee jaar. De overheid kan op bijzonder met redenen omkleed verzoek evenwel een nieuwe vergunning voor maximum twee jaar verlenen.

Voor een tijdelijke inrichting mag de termijn voor de tenuitvoerlegging van de vergunning niet langer lopen dan één jaar.

§ 2. De termijn voor de tenuitvoerlegging van de vergunning begint te lopen vanaf de dag waarop de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, uitvoerbaar wordt.

Art. 54. De Regering bepaalt de gevallen waarin de tenuitvoerlegging van de vergunning afhangt van de verwerving door de vergunninghouder van zakelijke rechten op de goederen waarop de exploitatie betrekking heeft.

HOOFDSTUK VIII. — Exploitatienormen en verplichtingen van de exploitant

Afdeling I. — Exploitatienormen

Art. 55. § 1. Op voorstel van de technisch ambtenaar, dat in in het syntheserapport opgenomen is, kan de bevoegde overheid verlangen dat de exploitant vóór de tenuitvoerlegging van de milieuvergunning ten gunste van de Regering een zekerheid stelt om aan te geven dat hij zijn verplichtingen inzake de sanering van de site zal nakomen. Het bedrag van de zekerheid stemt overeen met de prijs die de openbare overheid zou moeten betalen voor de sanering.

De Regering bepaalt de gevallen waarin hoe dan ook een zekerheid verlangd wordt. Voor de installaties die ze aanwijst kan ze bepalen dat het bedrag van de zekerheid de kosten dekt voor de periode binnen welke de inrichting onderhouden wordt en onder controle en toezicht staat.

§ 2. De zekerheid wordt ten belope van het in de vergunning bepaalde bedrag gesteld d.m.v. een deposito bij de deposito- en consignatiekas, een onafhankelijke bankgarantie of elke andere vorm van zekerheid die de Regering bepaalt, naar keuze van de aanvrager.

Als de zekerheid gesteld wordt d.m.v. een storting in contanten, moet de exploitant van de inrichting de zekerheid jaarlijks verhogen ten belope van de gedurende het afgelopen jaar opgebrachte interesten.

Als de zekerheid gesteld wordt d.m.v. een onafhankelijke bankgarantie, moet deze uitgegeven worden door een kredietinstelling die erkend is door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of door een overheid van een Lidstaat van de Europese Unie die gemachtigd is om kredietinstellingen te controleren.

De milieuvergunning kan bepalen dat de zekerheid in tranches wordt gesteld, voor zover deze overeenstemmen met exploitatiefases bedoeld in de vergunning.

§ 3. Als een zekerheid wordt verlangd, is de milieuvergunning pas uitvoerbaar als de technisch ambtenaar bevestigt dat de zekerheid gesteld is.

Als de zekerheid in tranches wordt gesteld, is de milieuvergunning voor een deel van de exploitatie pas uitvoerbaar wanneer de technisch ambtenaar bevestigt dat de overeenstemmende tranche van de vereiste zekerheid gesteld is.

§ 4. Op voorstel van de technisch ambtenaar waarbij een evolutie van de geraamde saneringskosten wordt gerechtvaardigd, kan de overheid die bevoegd is om de milieuvergunning in eerste instantie te verlenen het bedrag van de zekerheid in de loop van de exploitatie wijzigen.

§ 5. De technisch ambtenaar moet de sanering vaststellen binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de dag waarop de exploitant de aanvraag om vaststelling heeft ingediend. Als geen beslissing wordt genomen binnen de voorgeschreven termijn, wordt de sanering geacht conform te zijn.

Na afloop van een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag waarop de sanering is vastgesteld, en als de technisch ambtenaar geen voorbehoud maakt, wordt de zekerheid vrijgegeven en worden de eventuele interessen terugbetaald overeenkomstig de voorschriften van § 7.

§ 6. De technisch ambtenaar kan één enkele bijkomende termijn toestaan voor de sanering. Als de plaats niet gesaneerd is binnen de voorgeschreven termijn, laat de Regering van ambtswege tot de sanering overgaan door de zekerheidstelling te eisen.

Als het bedrag onvoldoende is, verhaalt de Regering de aanvullende kosten op de houder van de vergunning.

§ 7. De Regering kan bijkomende bepalingen opleggen waaraan de zekerheden moeten voldoen, en, in voorkomend geval, standaard-zekerheidsvoorwaarden. Ze bepaalt de wijze waarop de zekerheid wordt vrijgegeven wanneer de exploitant al zijn verplichtingen inzake de sanering nakomt, alsmede de procedure in geval van niet-nakoming van deze verplichtingen.

Art. 56. Onverminderd artikel 8 houdt de bevoegde overheid, wanneer ze specifieke exploitatienormen oplegt, rekening met de resultaten die geboekt kunnen worden door een beroep te doen op de beste beschikbare technieken, zonder het gebruik van een specifieke techniek of technologie op te leggen en met inachtneming van de eigenschappen van de bedoelde installatie, de ligging ervan en de plaatselijke milieuomstandigheden.

Als de milieukwaliteit strengere normen vereist dan die welke verkregen kunnen worden door een beroep te doen op de in het eerste lid bedoelde technieken, legt de bevoegde overheid bijkomende specifieke normen op.

Afdeling II. — Verplichtingen van de exploitant

Art. 57. De exploitant die een milieuvergunning heeft verkregen, stelt de bevoegde overheid, het college van burgemeester en schepenen en de technisch ambtenaar ten minste vijftien dagen vóór de tenuitvoerlegging van de milieuvergunning in kennis van de datum ervan.

De bevoegde overheid of de Regering kan bepalen in welke gevallen de tenuitvoerlegging van de milieuvergunning onderworpen is aan de voorafgaande goedkeuring van de technisch ambtenaar en de termijn binnen welke ze goedgekeurd moet worden.

Art. 58. § 1. De exploitant van een inrichting van klasse 1 of 2 moet voldoen aan de algemene, sectorale en specifieke normen of, in het geval van een inrichting van klasse 3, aan de algemene, sectorale en specifieke normen die van toepassing zijn op zijn inrichting en aan de aanvullende normen die de bevoegde overheid eventueel heeft voorgeschreven op grond van artikel 14, § 5.

Wanneer de bevoegde overheid specifieke normen oplegt en, in voorkomend geval, de in artikel 14, § 5, bedoelde specifieke normen, kan zij evenwel bepalen binnen welke termijn de normen moeten worden toegepast.

§ 2. Ongeacht de verleende vergunning of de aangifte en onverminderd de bij andere bepalingen opgelegde verplichtingen, moet de exploitant van een inrichting :

1° de nodige voorzorgen nemen om de aan de inrichting inherente risico's, hinder of ongemakken te voorkomen of te verhelpen;

2° de bevoegde overheid onmiddellijk in kennis stellen van elk ongeval of incident dat de in artikel 2 bedoelde belangen zou kunnen schaden;

3° de ambtenaren en bevoegde personeelsleden de nodige bijstand verlenen zodat ze de in artikel 61, § 1, 3°, 4° en 5° bedoelde acties tot een goed eind kunnen brengen;

4° de bevoegde overheid en de technisch ambtenaar ten minste 10 dagen vóór de stopzetting van een activiteit in kennis stellen daarvan, behalve overmacht.

Art. 59. De exploitant bewaart op de plaats van de inrichting of op elke andere met de bevoegde overheid overeengekomen plaats het geheel van de geldende vergunningen of aangiften, alsmede elke beslissing van de bevoegde overheid waarbij de in artikel 14, § 5, bedoelde aanvullende exploitatienormen worden opgelegd en, in voorkomend geval, de lijst van de incidenten en ongevallen bedoeld in artikel 58, § 2, 2°.

Afdeling III. — Verandering van exploitant

Art. 60. § 1. Als een inrichting geheel of gedeeltelijk wordt geëxploiteerd door een andere persoon dan de houder van een milieuvergunning of, in het geval van een inrichting van klasse 3, door een andere persoon dan de aangever, wordt de overheid die bevoegd is om de vergunning in eerste instantie af te geven, daarvan gelijktijdig in kennis gesteld door de overdrager of zijn rechthebbenden en de overnemer.

In dat geval bevestigt de overnemer schriftelijk dat hij kennis heeft genomen van de vergunning of de aangifte en van de eventuele aanvullende normen die de bevoegde overheid heeft voorgeschreven op grond van artikel 14, § 5, dat hij dezelfde activiteit voortzet en de in de milieuvergunning vastliggende normen of de eventueel voorgeschreven aanvullende normen aanvaardt.

De bevoegde overheid verleent onmiddellijk akte van haar aangifte aan de overnemer en stelt de technisch ambtenaar in kennis daarvan.

§ 2. Zolang de overdracht niet gezamenlijk is aangegeven en, in voorkomend geval, geen nieuwe zekerheid is gesteld, blijft de overdragende exploitant of zijn rechthebbenden samen met de overnemer hoofdelijk aansprakelijk voor de schade die zou kunnen ontstaan als de nieuwe exploitant niet voldoet aan de exploitatienormen die van toepassing zijn op zijn inrichting.

§ 3. De Regering kan de overdracht van de vergunningen verbieden voor de inrichtingen die ze aanwijst, of aan andere normen onderwerpen.

§ 4. Bij elke akte tot overdracht of aanwijzing van onroerende zakelijke rechten op de inrichting, zoals bedoeld in artikel 1 van de hypotheekwet van 16 december 1851, leest de notaris dit artikel voor aan de aanwezige partijen en vermeldt hij het in de akte.

HOOFDSTUK IX. — *Toezicht en administratieve maatregelen*

Afdeling I. — Toezicht en inspectie

Art. 61. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Daartoe kunnen ze in het kader van hun opdracht :

1° elk ogenblik van de dag of de nacht alle plaatsen - zelfs gesloten en overdekte - betreden wanneer ernstige redenen laten vermoeden dat een overtreding van het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan wordt begaan; als het gaat om een als hoofdverblijfplaats bewoonde inrichting, wordt de voorafgaande toestemming van de onderzoeks-rechter vereist;

2° de gemeentepolitie en de rijkswacht om bijstand vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen van overtreding de nodige onderzoeken, controles en enquêtes instellen, alsook alle gegevens inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van het decreet daadwerkelijk worden in acht genomen, en met name :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich ter plaatse alle documenten, stukken of titels laten overleggen of opzoeken die nuttig zijn in het kader van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van nemen of ze tegen ontvangstbewijs meenemen;

4° monsters nemen volgens de door de Regering bepaalde voorschriften;

5° analyses laten uitvoeren volgens de overeenkomstig artikel 62 vastgestelde voorschriften. Als uit het analyseprotocol blijkt dat een overtreding is begaan, wordt proces-verbaal opgemaakt, overeenkomstig § 2, 2°, van dit artikel.

Bovendien wordt in het proces-verbaal vermeld dat de overtreder een tegenanalyse op eigen kosten kan laten verrichten;

6° de voor het vervoer gebruikte voertuigen tegenhouden, de lading ervan controleren;

7° de nodige bewarende maatregelen nemen met het oog op het beheer van het bewijs en met name binnen een termijn van maximum tweeënzeventig uren :

a) verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar vermoedelijk een overtreding is begaan;

b) de vervoermiddelen en andere toestellen waarmee een overtreding zou kunnen zijn begaan, tegenhouden, tot stilstand brengen of verzegelen.

Ze verwittigen binnen 24 uur de procureur des Konings en de overheid die in eerste instantie bevoegd is.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de aanstellingsakte en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

In het geval van een gewone verandering van verblijfplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren en personeelsleden :

1° de overtreder een termijn toestaan om orde op zaken te stellen. Deze termijn kan slechts één keer verlengd worden. De ambtenaar of het personeelslid deelt de getroffen maatregelen mee aan de procureur des Konings en aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is. Na afloop van de termijn of van de verlengde termijn, al naar gelang het geval, maakt de ambtenaar of het personeelslid een verslag op dat hij binnen vijftien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings zendt;

2° een proces-verbaal opmaken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen; dit proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding of na afloop van de in 1° bedoelde termijn bij ter post aangetekende brief gezonden aan de procureur des Konings en aan de overtreder, op straffe van nietigheid.

§ 3. In de verslagen en processen-verbaal kan de ambtenaar of het personeelslid, als hij/het zulks gepast acht, de procureur des Konings voorstellen de artikelen 216bis en 216ter van het Wetboek van strafvordering toe te passen. In voorkomend geval maakt hij/het gewag van de analyse- of expertisekosten.

Art. 62. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria die met de officiële analyses belast worden. Ze kan types van analyseprotocollen bepalen, alsmede methodes voor de analyses en tegenanalyses, voorschriften voor de verdeling van de analyses onder de laboratoria en regels voor de financiering van de analyses en monsternemingen.

Als de algemene, sectorale, specifieke of integrale normen voorschriften bevatten i.v.m. de analyse- en monsternemingstechnieken of als de Regering er afzonderlijk heeft opgelegd, moeten de monsternemingen, analyses en tegenanalyses volgens die voorschriften verricht worden.

Art. 63. Onverminderd de uitoefening van de in artikel 61 bedoelde toezichtsbevoegdheid, houdt de technisch ambtenaar een systematische inspectie van de inrichtingen die moeten voldoen aan de door de Regering goedgekeurde sectorale normen voor de beheersing van de risico's inherent aan ernstige ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen gemoeid zijn. Deze inspecties zijn niet afhankelijk van de ontvangst van het veiligheidsrapport of andere rapporten. Op grond van die inspecties kunnen de technische systemen, alsmede de organisatie- en beheerssystemen die in de betrokken inrichting worden toegepast op een geplande en systematische wijze onderzocht worden zodat :

1° de exploitant kan bewijzen dat hij de gepaste maatregelen heeft genomen om ernstige ongevallen te voorkomen, rekening houdende met de activiteiten van de inrichting;

2° de exploitant kan bewijzen dat hij over de gepaste middelen beschikt om de gevolgen van ernstige ongevallen op en buiten de site te beperken;

3° de in het veiligheidsrapport of in een ander rapport vermelde gegevens of informatie de toestand van de inrichting exact weergeven;

4° personen die het slachtoffer zouden kunnen worden van een ernstig ongeval in een inrichting die een veiligheidsrapport moet opmaken, in kennis gesteld kunnen worden van de te nemen veiligheidsmaatregelen en van de in acht te nemen richtlijnen in geval van ongeval.

Het in het eerste lid bedoelde inspectiesysteem voorziet in een systematisch inspectieprogramma voor alle inrichtingen die moeten voldoen aan de door de Regering goedgekeurde sectorale normen inzake de beheersing van ernstige risico's inherent aan ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen gemoeid zijn. De bevoegde overheid laat ten minste om de twaalf maanden een inspectie uitvoeren op de site van elke inrichting waar een veiligheidsrapport moet worden overgelegd, tenzij ze een inspectieprogramma heeft opgemaakt dat voorziet in een langere tussentijd tussen de inspecties, na een systematische evaluatie van de risico's inherent aan ernstige ongevallen die zich in een specifieke inrichting kunnen voordoen.

De Regering bepaalt de bij de inspectie in acht te nemen regels, de voorwerpen waarop de inspectie betrekking heeft, alsmede de frequentie waarmee elke in het eerste lid bedoelde inrichting geïnspecteerd wordt.

Afdeling II. — Maatregelen inzake de administratieve politie

Onderafdeling I. — Gevolgen voor de vergunning als er geen overtreding is

Art. 64. De Regering kan bepalen in welke gevallen de specifieke exploitatienormen die in de afgegeven vergunningen opgenomen zijn, opnieuw onderzocht moeten worden. In voorkomend geval vermeldt ze de periodiciteit van de onderzoeken.

Art. 65. § 1. Vooraleer de vergunning in eerste instantie af te geven kan de bevoegde overheid op advies van de technisch ambtenaar en van de door de Regering aangewezen organen de specifieke exploitatienormen aanvullen of wijzigen :

1° als ze vaststelt dat ze niet meer geschikt zijn om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen;

2° om, zo nodig, te zorgen voor de inachtneming van de door de Regering bepaalde immissienormen.

§ 2. De in eerste instantie bevoegde overheid schorst de vergunning tijdelijk of trekt ze in na advies van de technisch ambtenaar, als blijkt dat de exploitatie zelfs na aanvulling of wijziging van de exploitatienormen risico's, hinder of ongemakken veroorzaakt die de mens of het milieu ernstige schade kunnen toebrengen.

Art. 66. Als de inrichting waarvoor de milieuvergunning wordt afgegeven, gevestigd is in de nabijheid van een zone met één of meer installaties waar gebruik wordt gemaakt van gevaarlijke stoffen waarvan de lijst door de Regering is bepaald, gaat de technisch ambtenaar na of het gevaar voor een ernstig ongeval daar toeneemt en verwittigt hij de bevoegde overheid.

Als het gevaar voor een ernstig ongeval aanzienlijk toeneemt, treft de bevoegde overheid de gepaste maatregelen waardoor :

1° de betrokken exploitanten, dank zij een vlotte informatieuitwisseling, rekening kunnen houden met de aard en de omvang van het gevaar voor een ernstig ongeval en de nodige maatregelen kunnen treffen;

2° ook de exploitanten de bevolking kunnen informeren en de bevoegde overheid de nodige gegevens kunnen verstrekken voor de voorbereiding van externe noodplannen;

3° alles in het werk kan worden gesteld om te voorkomen dat een incident of een ongeval buiten de inrichting het gevaar voor een ernstig ongeval vergroot.

Art. 67. De bevoegde overheid oefent de in artikel 65 bedoelde bevoegdheden uit op eigen initiatief of op verzoek van :

1° de exploitant;

2° de overheden en besturen die geraadpleegd worden gedurende de procedure voor de vergunningafgifte;

3° de houder van een zakelijk of persoonlijk recht op een goed dat beschadigd is of zou kunnen worden door de verlaging van de grondwaterspiegel die aan waterwinning te wijten is;

4° de houder van een vroeger verleende en niet vervallen vergunning voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water, als de waterhoeveelheid of -kwaliteit op de winplaats vermindert of dreigt te verminderen.

Art. 68. Vooraleer een beslissing op grond van artikel 65 te nemen en behalve speciaal met redenen omklede dringende noodzakelijkheid biedt de bevoegde overheid de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk te doen gelden binnen een redelijke termijn. De procedureregels worden door de Regering bepaald.

Art. 69. Alle in artikel 67 bedoelde personen kunnen overeenkomstig hoofdstuk IV beroep instellen tegen de krachtens artikel 65 genomen beslissingen tot aanvulling of wijziging van de exploitatienormen of tot schorsing of intrekking van de vergunning. Het beroep schorst de betwiste beslissing, behalve in de in artikel 65, § 2, bedoelde gevallen.

Art. 70. Elke beslissing tot aanvulling of wijziging van de exploitatienormen en tot schorsing of intrekking van de vergunning wordt meegedeeld aan de exploitant, de technisch ambtenaar en de gemeenteoverheid. Ze vermeldt de termijn voor de tenuitvoerlegging van de normen. Ze wordt bovendien ter kennis gebracht van de bevolking door aanplakking, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 38.

Onderafdeling II. — Gevolgen voor de inrichting als er geen overtreding is

Art. 71. § 1. Onverminderd de toepassing van andere veiligheidsmaatregelen als het milieu of de veiligheid of de gezondheid van de bevolking ernstig bedreigd worden en als de exploitant zich niet wil richten naar de instructies van de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden, neemt de burgemeester van ambtswege of op grond van het rapport van één van hen de nodige maatregelen om het gevaar af te wenden, met name door :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van de exploitatie te gelasten;

2° de toestellen te verzegelen en zo nodig de inrichting onmiddellijk tijdelijk te laten sluiten;

3° de exploitant een interventieplan of de overlegging van een saneringsplan op te leggen en, in voorkomend geval, ten gunste van het Gewest een zekerheid te stellen volgens één van de in artikel 55 bedoelde voorschriften om de sanering te waarborgen.

Dezelfde bevoegdheden worden toegekend aan de door de Regering aangewezen ambtenaren of personeelsleden als de burgemeester verzuimt op te treden of als het gevaar zo groot is dat elke vertraging een ongeval kan veroorzaken.

§ 2. Het saneringsplan dat volgens de door de Regering bepaalde voorschriften goedgekeurd is, geldt als milieuvergunning en als stedenbouwkundige vergunning. De Regering kan voorschriften bepalen voor het opmaken, goedkeuren en uitvoeren van de saneringsplannen.

§ 3. Als de exploitant verzuimt een plan over te leggen of het niet in acht neemt wanneer het goedgekeurd is, kan de burgemeester of de Regering van ambtswege tot de sanering laten overgaan. Ze handelen krachtens artikel 74, § 4.

§ 4. De exploitant jegens wie een veiligheidsmaatregel is genomen, kan een beroep bij de Regering instellen tegen de in § 1 bedoelde beslissing. Het beroep is niet opschortend. Als geen beslissing wordt genomen binnen de door de Regering voorgeschreven termijn, wordt het beroep geacht verworpen te zijn.

De Regering legt regels vast i.v.m. het beroep en bepaalt met name :

1° welke gegevens het moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de wijze waarop het ter kennis wordt gebracht van de bevolking;

3° de wijze waarop het onderzocht wordt door de bevoegde technisch ambtenaar.

§ 5. De exploitant jegens wie de veiligheidsmaatregel is genomen, en de andere belanghebbende personen kunnen de opheffing of de wijziging van de maatregel vragen aan de overheid die ze getroffen heeft, of aan de Regering als ze zich over het beroep heeft uitgesproken.

De aanvraag is niet opschortend.

De aanvraag wordt geacht geweigerd te zijn als de overheid zich niet heeft uitgesproken binnen één maand na ontvangst ervan. Er wordt overeenkomstig § 4 beroep ingesteld tegen de stilzwijgende of uitdrukkelijke weigering, behalve als de Regering zich heeft uitgesproken over het beroep.

§ 6. De krachtens § 5 ingediende aanvraag mag niet gelijktijdig met het in § 4 bedoelde beroep verzonden worden, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

Onderafdeling III. — Gevolgen voor de vergunning of de aangifte in geval van overtreding

Art. 72. § 1. Om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen of te verhelpen kan de overheid die bevoegd is om de milieuvergunning in eerste instantie af te geven, als een overtreding van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan is vastgesteld, de vergunning schorsen of intrekken, met name als :

1° niet wordt voldaan aan de algemene, sectorale of specifieke normen die van toepassing zijn op haar inrichting;

2° niet wordt voldaan aan de in artikel 58, § 2, bedoelde verplichtingen.

De bevoegde overheid kan de exploitant, op zijn verzoek, in buitengewone omstandigheden en op gunstig verslag van de technisch ambtenaar evenwel toestemming geven om tijdelijk af te wijken van de exploitatienormen.

§ 2. Om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen of te verhelpen kan de overheid die bevoegd is om de aangifte in ontvangst te nemen, de exploitatie van de aan de aangifte onderworpen inrichting schorsen of verbieden als een overtreding van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan is vastgesteld. In dat geval verwittigt ze de door de Regering aangewezen ambtenaar.

Voor elke nieuwe aangifte van de betrokken inrichting moet de door de Regering aangewezen ambtenaar de bevoegde overheid eerst verwittigen dat de exploitatie kan worden verzekerd onder voorwaarden die voldoen aan de bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 3. Vóór elke beslissing tot schorsing, intrekking of verbod bedoeld in de §§ 1 en 2 richt de bevoegde overheid een waarschuwing aan de exploitant en deelt ze hem mee binnen welke termijn hij zich daarnaar moet richten.

Art. 73. De artikelen 67 tot 70 zijn toepasselijk op krachtens artikel 72 genomen beslissingen tot schorsing, intrekking of verbod van exploitatie. Het beroep tegen een op grond van artikel 72 genomen beslissing is echter niet opschortend.

Onderafdeling IV. — Gevolgen voor de inrichting in geval van overtreding

Art. 74. § 1. Wanneer proces-verbaal van een overtreding van de artikelen 10, 11, 57 of 58 is opgemaakt, kan de burgemeester om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen of te verhelpen, op verslag van de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van de exploitatie gelasten;

2° de toestellen verzegelen en zo nodig de inrichting onmiddellijk tijdelijk laten sluiten;

3° de exploitant een interventieplan of de overlegging van een saneringsplan opleggen en, in voorkomend geval, ten gunste van het Gewest een zekerheid stellen volgens één van de in artikel 55 bedoelde voorschriften om de sanering te waarborgen.

Als de burgemeester verzuimt op te treden, beschikken de in het eerste lid bedoelde ambtenaren of personeelsleden over dezelfde prerogatieven als hij.

De overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, genomen maatregelen bij een overtreding van artikel 10 of 11 worden van rechtswege opgeheven zodra de milieuvergunning verleend wordt of zodra de bevoegde overheid de aangifte ontvankelijk verklaart.

§ 2. Het saneringsplan dat op de door de Regering bepaalde wijze is goedgekeurd, geldt als milieuvergunning en als stedenbouwkundige vergunning. De Regering kan bepalen hoe de saneringsplannen opgemaakt, goedgekeurd en uitgevoerd moeten worden.

§ 3. Als de overtreder verzuimt een plan in te dienen of de voorschriften ervan niet in acht neemt, kan de burgemeester of de Regering van ambtswege tot de sanering laten overgaan. Ze handelen krachtens § 4.

§ 4. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn treft, kan de Regering of haar gemachtigde de sanering van ambtswege of op verzoek van de burgemeester voor rekening van de overtreder laten uitvoeren door de openbare maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. Bovendien kan de Regering of haar gemachtigde eisen dat de overtreder een zekerheid stelt overeenkomstig artikel 55.

De Regering of haar gemachtigde verwittigt de persoon (personen) die de zekerheid moet(en) stellen bij aangetekend schrijven, en wijst hem (hen) op het bedrag en de mogelijke wijzen van zekerheidsstelling.

Als binnen acht dagen geen zekerheid is gesteld, laat de Regering of haar gemachtigde een bevel tot betaling binnen 24 uur aan de overtreder betekenen, op straffe van uitvoering bij beslag.

Het stellen van een zekerheid naar aanleiding van de betekening van het bevel tot betaling, waarvan het bedrag onvoldoende is, belet de voortzetting van de vervolgingen niet.

Na afloop van de termijn binnen welke het bevel tot betaling moet worden gegeven, kan de Regering of haar gemachtigde een beslag laten uitvoeren op de wijze bedoeld in het Gerechtelijk wetboek.

Art. 75. De artikelen 71 en 74 zijn niet van toepassing als de sanering krachtens dit decreet wordt uitgevoerd door de openbare maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Artikel 74 is niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest.

Afdeling III. — Administratieve boetes

Art. 76. § 1. Overtredingen van de artikelen 10, § 2, 57, 58, § 2, 4°, en 59 of van de krachtens deze artikelen genomen bepalingen worden gestraft met een geldboete van maximum 500.000 BEF.

De personen die krachtens dit artikel strafbaar zijn met administratieve boetes, worden aangeduid met het woord "overtreder".

De administratieve boete is slechts van toepassing op de overtreder, zelfs als de overtreding door een aangestelde of een gemachtigde wordt begaan.

§ 2. Voor de in § 1, eerste lid, bedoelde overtredingen wordt voorzien in strafvervolgingen of in een administratieve boete.

De administratieve boete wordt opgelegd door de technisch ambtenaar.

De vastgestelde overtredingen van de in § 1, eerste lid, bedoelde bepalingen worden bij wege van administratieve boetes vervolgd, tenzij het openbaar ministerie, rekening houdende met de ernst van de overtreding, oordeelt dat er grond is tot strafvervolgingen.

De strafvervolgingen sluiten het opleggen van een administratieve boete uit, zelfs als een betaling er een einde aan maakt.

§ 3. Eén exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de technisch ambtenaar overgemaakt.

Na ontvangst van het proces-verbaal beschikt het openbaar ministerie over een termijn van vier maanden om de technisch ambtenaar kennis te geven van zijn beslissing over het al dan niet opleggen van strafvervolgingen.

§ 4. Als het openbaar ministerie afziet van de vervolgingen of verzuimt zijn beslissing binnen de voorgeschreven termijn mee te delen, beslist de technisch ambtenaar, nadat hij de overtreder in staat heeft gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, of er grond bestaat om een administratieve boete uit hoofde van de overtreding op te leggen.

De technisch ambtenaar bepaalt het bedrag van de administratieve boete in zijn beslissing, die met redenen omkleed is. Ze wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder medegedeeld, samen met een aanmaning tot betaling van de boete binnen de door de Regering voorgeschreven termijn.

De kennisgeving van de beslissing waarbij het bedrag van de administratieve boete wordt bepaald, doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete maakt een einde aan de actie van het bestuur.

§ 5. De overtreder die de beslissing van de technisch ambtenaar betwist, moet binnen twee maanden na de kennisgeving van de beslissing bij wijze van verzoek een beroep instellen vóór de burgerlijke rechtbank, op straffe van verval. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepaling van het vorige lid wordt weergegeven in de beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd.

§ 6. Als de overtreder verzuimt de boete te betalen, wordt de beslissing van de technisch ambtenaar of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van de burgerlijke rechtbank overgemaakt aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve boete.

§ 7. Als binnen drie jaar, te rekenen van de datum van het proces-verbaal, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, wordt het in § 1, eerste lid, van dit artikel bedoelde bedrag verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, mag niet meer worden genomen vijf jaar na het constitutieve feit van een in dit artikel bedoelde overtreding. Het in § 4 bedoelde verzoek binnen de in het vorige lid bepaalde termijn waarbij de overtreder gevraagd wordt zijn verweermiddelen te doen gelden, onderbreekt evenwel de loop ervan. Met deze daad begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten opzichte van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De Regering bepaalt de wijze van invordering van de boete.

HOOFDSTUK X. — Straffen

Art. 77. § 1. Er wordt voorzien in een gevangenisstraf van acht dagen à drie jaar en in een geldboete van 100 BEF tot 1 miljoen BEF, of in één van deze straffen voor :

1° een overtreding van de artikelen 10, § 1 en 11;

2° een overtreding van artikel 58, § 1;

3° de belemmering van de uitvoering van de in artikel 61 bedoelde toezichtsoverdracht;

§ 2. Er wordt voorzien in een gevangenisstraf van acht dagen à één jaar en in een geldboete van 100 BEF tot 500.000 BEF, of in één van deze straffen voor :

1° een overtreding van artikel 58, § 2, 3°;

2° een overtreding van artikel 58, § 2, 4°, die het milieu in gevaar brengt.

§ 3. De overtreder van de artikelen 10, § 2, 57, 58, § 2, 1°, 2°, 4°, en 59 wordt gestraft met een geldboete van 26 BEF tot 10.000 BEF.

§ 4. De overtreder van de overeenkomstig de vermelde artikelen genomen uitvoeringsbesluiten wordt gestraft met de straffen bedoeld in de §§ 1, 2 of 3.

Art. 78. De in dit decreet bedoelde straffen kunnen het dubbel van het maximum bedragen als een nieuwe overtreding, zoals bedoeld in artikel 77, wordt begaan binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van een in kracht van gewijsde uitgesproken vroegere veroordeling wegens overtreding van één van deze artikelen.

Bovendien mag de minimale straf in dit geval niet lager zijn dan het tienvoud van het minimumbedrag.

Art. 79. In geval van overtreding van de artikelen 10, § 1, 11, 58, § 1, kan de rechtbank de overtreder ook veroordelen :

1° tot de overlegging op eigen kosten van een karakteriseringonderzoek om maatregelen te bepalen i.v.m. de veiligheid of het gepaste herstel; dit onderzoek omvat een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het milieu, alsmede voorstellen van herstelmaatregelen;

2° tot de uitvoering van maatregelen teneinde de burens of het milieu tegen de veroorzaakte hinder te beschermen.

Ze kan tevens de uitvoering van werken bevelen om de hinder te beperken of af te wenden of om de toegang tot de plaats te verbieden;

3° tot de stopzetting van de exploitatie op de plaats van de overtreding, gedurende de termijn die zij bepaalt.

Het in 1° bedoelde karakteriseringonderzoek wordt uitgevoerd door een erkende auteur van milieu-effectonderzoeken, behoudens individuele afwijking toegestaan door de Regering of de technisch ambtenaar. De Regering bepaalt de inhoud van het karakteriseringonderzoek.

§ 2. De rechtbank beveelt, op verzoek van de Regering of, bij delegatie, van de technisch ambtenaar of op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan, dat een karakteriseringonderzoek op kosten van de overtreder wordt overgelegd en dat de site wordt gesaneerd, hetzij door de veroordeelde zelf volgens de voorschriften van de technisch ambtenaar, hetzij door de aangewezen persoon (personen), op kosten van de veroordeelde. In dit geval worden de kosten na uitvoering van de werken of naarmate de uitvoering ervan terugbetaald op overleggen van een gewone staat die door de technisch ambtenaar is opgemaakt. Deze staat wordt uitvoerbaar verklaard.

In voorkomend geval geldt het vonnis, voor de persoon op wie het betrekking heeft, als milieuvergunning en stedenbouwkundige vergunning of als aangifte in de zin van dit decreet.

§ 3. De rechter gelast de veroordeelde binnen acht dagen volgend op de dag waarop het vonnis definitief is geworden, een zekerheid ten gunste van de Regering te stellen op de in artikel 55 bedoelde wijze, op straffe van dwangsom. Het bedrag van de zekerheid is gelijk aan het bedrag van de geraamde kosten van de opgelegde maatregelen.

§ 4. De krachtens § 1 en § 2 veroordeelde die de door de rechtbank opgelegde verplichtingen niet binnen de voorgeschreven termijn nakomt of de door haar uitgevaardigde verboden schendt of zich tegen de maatregelen verzet die zij ambtshalve oplegt, is strafbaar met een gevangenisstraf van zes maanden à vijf jaar en met een geldboete van 1000 BEF tot 500.000 BEF, of met één van deze straffen.

Bij niet-nakoming van de door de rechtbank opgelegde verplichtingen kan de Regering, of, bij delegatie, de technisch ambtenaar alsmede het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan, ervoor zorgen dat ze nagekomen worden en de kosten ervan invorderen, zoals bepaald in § 2.

§ 5. De griffier van de burgerlijke rechtbank of van het strafgerecht bezorgt de technisch ambtenaar een afschrift van de verzoekschriften of dagvaardingen voor het gerecht wegens een in § 1 en § 4 bedoelde overtreding, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep. De technisch ambtenaar maakt dezelfde dag een afschrift ervan over aan de Regering en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan.

§ 6. De vonnissen en arresten waarop dit artikel van toepassing is, worden door de griffier van het gerecht gelijktijdig overgemaakt aan het gewestelijk bestuur en aan de veroordeelde.

Art. 80. De Regering, of, bij delegatie, de technisch ambtenaar, alsmede het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan, kan de uitvoering van de in artikel 79 bedoelde maatregelen voor de burgerlijke rechtbank voortzetten.

HOOFDSTUK XI. — *Eenmalige vergunning*

Afdeling I. — Toepassingsveld en bevoegde overheid

Art. 81. § 1. Elk gemengd project, met uitzondering van de projecten die betrekking hebben op tijdelijke inrichtingen, proefinrichtingen of op onroerende goederen bedoeld in artikel 109 van het « CWATUP », is onderworpen aan een aanvraag om eenmalige vergunning.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de vestiging van de inrichting wordt gepland, is bevoegd om kennis te nemen van de aanvragen om eenmalige vergunning.

In afwijking van het eerste lid, zijn de ambtenaren die de Regering heeft aangewezen binnen het bestuur Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw en het bestuur Leefmilieu, gezamenlijk bevoegd om kennis te nemen van de aanvragen om eenmalige vergunning betreffende handelingen en werkzaamheden of inrichtingen op het grondgebied van verschillende gemeenten.

Afdeling II. — Aanvraag, openbaar onderzoek en advies

Art. 82. De vergunningaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst verzonden of tegen ontvangstbewijs aan de gemeente afgegeven.

Als de inrichting op het grondgebied van verschillende gemeenten gelegen is, wordt de aanvraag verzonden bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan één van de gemeenten op het grondgebied waarvan de vestiging van de inrichting gepland wordt, naar keuze van de aanvrager.

Art. 83. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de vergunningaanvraag. Ze bepaalt het aantal dossierexemplaren die de aanvraag moet bevatten, alsmede de schaal en de inhoud van de verschillende plannen die erbij gevoegd moeten worden.

De aanvraag moet de in artikel 17 van dit decreet bedoelde gegevens bevatten, alsook de stukken vereist krachtens artikel 115, tweede lid, van het « CWATUP ».

Het dossier van de effectrapportering bevat het geheel van de aanwijzingen die de twee rapporteringsdossiers moeten bevatten als de stedenbouw- en de milieuvergunning afzonderlijk worden beschouwd.

Art. 84. Binnen een termijn van drie werkdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt de gemeente gelijktijdig aan de technisch ambtenaar en aan de gemachtigde ambtenaar een exemplaar van de vergunningaanvraag, met inbegrip van het ontvangstbewijs van de aanvraag of een afschrift van het in artikel 82 bedoelde ontvangstbewijs. Ze bewaart er een exemplaar van en verwittigt de aanvrager bij gewone post.

Als het gemeentebestuur de aanvraag niet binnen de in het eerste lid voorgeschreven termijn overmaakt, kan de aanvrager de zaak onmiddellijk aanhangig maken bij de technisch ambtenaar door hem bij ter post aangetekend schrijven een afschrift te richten dat hij eensluidend verklaart met de aanvraag die hij aanvankelijk aan het college van burgemeester en schepenen heeft gericht. In dat geval stuurt de technisch ambtenaar binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het eerste lid een exemplaar van de aanvraag aan de gemachtigde ambtenaar.

Art. 85. De vergunningaanvraag is onvolledig als krachtens artikel 83 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De vergunningaanvraag is niet-ontvankelijk als :

1° ze in strijd met artikel 82 wordt ingediend;

2° ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° de aanvrager de ontbrekende gegevens niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 86, tweede lid.

Art. 86. De technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar sturen de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt bevonden binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de dag waarop de technisch ambtenaar de aanvraag in ontvangst neemt overeenkomstig artikel 84.

Als de aanvraag onvolledig is, wijzen de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de aanvrager bij aangetekend schrijven op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de dag van ontvangst van de aangetekende brief, om de gevraagde ontbrekende stukken bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de technisch ambtenaar te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven.

Zodra de technisch ambtenaar de gevraagde ontbrekende stukken heeft ontvangen, stuurt hij binnen vijf dagen, te rekenen van de datum van ontvangst, een exemplaar aan de gemachtigde ambtenaar.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken door de technisch ambtenaar, sturen deze laatste en de gemachtigde ambtenaar de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt bevonden, aan de aanvrager met inachtneming van de procedure bedoeld in het eerste en het tweede lid. Als de aanvraag een tweede keer onvolledig wordt bevonden door de ambtenaren, wordt ze niet-ontvankelijk verklaard.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, wijzen de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de aanvrager, met inachtneming van de voorschriften en de termijn bedoeld in het eerste lid, of, in voorkomend geval, de termijn bedoeld in het vierde lid, op de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

Art. 87. In de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt bevonden overeenkomstig artikel 86, vermelden de ambtenaren :

1° of de tussenkomst van de Regering of de gemachtigde ambtenaar vereist is i.v.m. de aanvraag om afwijking bedoeld in artikel 114 van het « CWATUP »;

2° de te raadplegen organen en, in voorkomend geval, de desbetreffende termijnen;

3° de duur en de begindatum van het openbaar onderzoek, behalve afwijking bedoeld in dit decreet, en de gemeenten waar het onderzoek georganiseerd moet worden;

4° de bevoegde overheid en de termijn binnen welke de beslissing genomen moet worden.

Dezelfde dag sturen ze de bevoegde overheid een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt bevonden en, in voorkomend geval, de krachtens artikel 86 verkregen ontbrekende stukken.

De Regering kan de te raadplegen organen aanwijzen of criteria bepalen op grond waarvan de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar die organen aanwijzen.

Art. 88. Als de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de aanvrager geen beslissing hebben gestuurd volgens de voorschriften en binnen de termijnen bedoeld in artikel 86, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd.

In dat geval sturen de ambtenaren het aanvraagdossier aan de bevoegde overheid en wordt de procedure voortgezet.

Art. 89. De termijn voor de procedure tot de in artikel 93 bedoelde besluitvorming loopt :

1° vanaf de dag waarop de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de beslissing hebben verstuurd waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk is bevonden;

2° bij gebrek hieraan, vanaf de dag volgend op de termijn waarover ze beschikten om de beslissing te versturen waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk is bevonden.

Art. 90. Er wordt een openbaar onderzoek georganiseerd overeenkomstig de artikelen 24, 25 en 26, § 1.

Het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Deze opschorting houdt de verlenging in van :

1° de in artikel 91 bedoelde termijn waarover de geraadpleegde organen beschikken om advies uit te brengen;

2° de in artikel 92 bedoelde termijn waarover de ambtenaren beschikken om het gezamenlijk opgemaakte syntheserapport over te maken;

3° de in artikel 93 bedoelde termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing aan de aanvrager te sturen.

De artikelen 27 à 29 en 42, tweede lid, zijn van toepassing.

Art. 91. De dag waarop de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de bevoegde overheid de beslissing sturen waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt bevonden overeenkomstig artikel 86 of, bij gebrek hieraan, binnen de termijn bedoeld in artikel 88, maakt de technisch ambtenaar het aanvraagdossier voor advies over

aan de verschillende aangewezen organen. Deze organen versturen of delen hun advies mee tegen bericht van ontvangst en binnen zestig dagen als de aanvraag een inrichting van klasse 1 betreft of dertig dagen als ze een inrichting van klasse 2 betreft, te rekenen van de dag waarop de zaak aanhangig wordt gemaakt bij de technisch ambtenaar. Ze sturen volgens dezelfde voorschriften een afschrift ervan aan de gemachtigde ambtenaar.

Als het advies niet wordt verzonden of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 92. § 1. Op basis van de ingewonnen adviezen maken de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar samen een syntheserapport op. Dat rapport bevat een voorstel van beslissing gemotiveerd op grond van de verschillende ingewonnen adviezen en, in voorkomend geval, de beslissing van de Regering of de gemachtigde ambtenaar waarbij de in artikel 114 van het « CWATUP » bedoelde afwijking wordt toegestaan of geweigerd.

§ 2. De geraadpleegde overheden of besturen plegen, op verzoek van één van hen, ten minste één keer overleg om hun standpunt m.b.t. het project te harmoniseren. De Regering kan de wijze van overleg bepalen.

§ 3. Het syntheserapport en de integrale aanvraag worden bij ter post aangetekend schrijven aan de bevoegde overheid overgemaakt binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als de vergunningaanvraag een inrichting van klasse 2 betreft;

2° honderd dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die gelegen is in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het « CWATUP »;

3° honderd en tien dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° opgenomen is.

De technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar verwittigen de aanvrager de dag waarop ze het syntheserapport overmaken.

§ 4. Na afloop van de termijn bedoeld in paragraaf 3 worden de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar gezamenlijk gehoord als de bevoegde overheid het vraagt.

§ 5. De termijnen bedoeld in paragraaf 3 kunnen verlengd worden bij gezamenlijke beslissing van de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar. De verlenging mag niet langer duren dan dertig dagen. Deze beslissing wordt binnen de in artikel 93, § 1, termijn aan de bevoegde overheid en de aanvrager gestuurd.

§ 6. Als het syntheserapport niet binnen de toegestane termijn aan de bevoegde overheid wordt gestuurd, zet deze laatste de procedure voort rekening houdende met het dossier van de effectrapportering, de resultaten van het onderzoek, het advies van het of de college(s) van burgemeester en schepenen en elk ander gegeven waarover ze beschikt.

Afdeling III. — Beslissing

Art. 93. § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager, de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar en bij gewone post aan elke geraadpleegde overheid of geraadpleegd bestuur binnen :

1° zeventig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderd dertig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 gelegen in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het « CWATUP »;

3° honderd veertig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° is opgenomen.

Als het syntheserapport vóór het einde van de in artikel 92, § 3, tweede lid, bedoelde termijn wordt overgemaakt, stuurt de bevoegde overheid, in afwijking van het eerste lid, haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager, de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar en bij gewone post aan elke geraadpleegde overheid of geraadpleegd bestuur binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport overeenkomstig artikel 92, § 3, in ontvangst neemt, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport overeenkomstig artikel 92, § 3, in ontvangst neemt, voor inrichtingen van klasse 1.

Als de bevoegde overheid van het syntheserapport afwijkt, geeft ze de redenen op.

§ 2. In het geval van artikel 92, § 3, wordt de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te versturen, verlengd met dezelfde duur als de door de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar bepaalde duur.

§ 3. De artikelen 36 en 38 van dit decreet zijn van toepassing op de beslissingen die de overheid krachtens deze afdeling neemt.

Art. 94. Als het syntheserapport overeenkomstig artikel 92 wordt verzonden, wordt de beslissing, indien ze niet binnen de in artikel 93 bedoelde termijn is verstuurd, geacht te zijn genomen op grond van de conclusies van het syntheserapport. Dit laatste wordt door de technisch ambtenaar aan de aanvrager gestuurd.

Als de beslissing niet binnen de in artikel 93 voorgeschreven termijn wordt verzonden en als het syntheserapport niet overeenkomstig artikel 92 wordt verzonden, wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn.

Afdeling V. — Beroep

Art. 95. § 1. Elke belangstellende natuurlijke of rechtspersoon kan, evenals de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar, een beroep bij de Regering instellen tegen de beslissingen van de in artikel 81 bedoelde overheden i.v.m. de afgifte van eenmalige vergunningen en tegen het feit dat die overheden geen beslissing hebben genomen bij het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 81.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep aan het bestuur Leefmilieu gezonden of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van :

1° de datum van ontvangst van de beslissing of, bij gebrek hieraan, bij het verstrijken van de in artikel 93 bedoelde termijnen, voor de aanvrager, de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar;

2° de eerste dag van aanplakking van de beslissing, overeenkomstig artikel 93, voor de personen die niet onder 1° zijn opgenomen.

Het in het eerste lid bedoelde bestuur maakt binnen vijf dagen een afschrift van het beroep over aan het bestuur Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw.

Als de beslissing in verschillende gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de dertigste dag volgend op de eerste dag van aanplakking in de gemeente die de beslissing in eerste instantie heeft laten aanplakken.

§ 3. Op basis van de ingewonnen adviezen maken de besturen Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw samen een syntheserapport op. Als het beroep betrekking heeft op aangelegenheden die onder Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw vallen, wordt het advies van de in artikel 120 van het « CWATUP » bedoelde adviescommissie vereist binnen veertig dagen, te rekenen van de dag waarop het bestuur Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw het beroep in ontvangst neemt.

Als de Commissie geen advies uitbrengt binnen die termijn, wordt de vervolging voortgezet.

Het syntheserapport wordt aan de Regering gestuurd binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 gelegen in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het « CWATUP »;

3° negentig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° is opgenomen.

Deze termijn loopt vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het beroep. Als er verschillende beroepen zijn, loopt de termijn vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het laatste beroep.

De in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde besturen verwittigen de aanvrager de dag waarop ze het syntheserapport overmaken.

§ 4. Het beroep schort de betwiste beslissing niet op, behalve als het ingesteld wordt door de ambtenaren bedoeld in paragraaf 1.

§ 5. De Regering bepaalt :

1° de gegevens die het beroep moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de wijze waarop het publiek in kennis wordt gesteld van het beroep;

3° de voorschriften voor de behandeling van het beroep, de wijze waarop het syntheserapport wordt opgemaakt, de te raadplegen organen en de termijnen binnen welke de adviezen worden uitgebracht.

Als het advies niet binnen de voorgeschreven termijnen wordt verzonden of tegen bericht van ontvangst afgegeven, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 6. De Regering stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° negentig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 gelegen in een bedrijfsruimte, een specifieke bedrijfsruimte of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bepaald bij het « CWATUP »;

3° honderd en tien dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1 die niet onder 2° is opgenomen.

Die termijn loopt vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het beroep. Als er verschillende beroepen zijn, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het laatste beroep.

Als het syntheserapport wordt overgemaakt vóór het verstrijken van de in paragraaf 3 bedoelde termijn, verstuurt de Regering haar beslissing, in afwijking van het eerste lid, binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop zij het syntheserapport van de besturen overeenkomstig paragraaf 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop zij het syntheserapport van de besturen overeenkomstig paragraaf 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 1.

§ 7. Als de beslissing niet binnen de in paragraaf 6 bedoelde termijn wordt verzonden :

1° wordt ze geacht genomen te zijn op grond van de conclusies van het syntheserapport als dit laatste overeenkomstig paragraaf 3 is verzonden; het syntheserapport wordt door het bestuur Leefmilieu aan de aanvrager gezonden;

2° wordt de in laatste instantie genomen beslissing bevestigd als het syntheserapport niet overeenkomstig paragraaf 3 is verzonden.

§ 8. Als de vergunningweigering voortvloeit uit een gebrek aan beslissing in eerste instantie of in beroep en als geen syntheserapport binnen de voorgeschreven termijn wordt verzonden, dient een vergoeding ten laste van het Gewest te worden betaald die gelijk is aan twintigmaal het dossiersrecht bedoeld in artikel 177, tweede lid, 1° en 2°. De vergoedingaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

Afdeling V

Bijzondere bepalingen voor gemengde projecten die een wijziging van de gemeentewegen inhouden

Art. 96. § 1. Als een gemengd project de aanleg van nieuwe verkeerswegen, de wijziging van het tracé van bestaande gemeentewegen of de verbreding of afschaffing ervan inhoudt, neemt de gemeenteraad kennis van de resultaten van het openbaar onderzoek en beraadslaagt hij over de wegenkwesties vooraleer de bevoegde overheid zich over de vergunningaanvraag uitspreekt.

De termijnen bedoeld in artikel 93 kunnen in dat geval verlengd worden bij beslissing van de bevoegde overheid. De verlengde termijn mag niet langer lopen dan zestig dagen.

Als de gemeenteraad niet beraadslaagt binnen een termijn van zestig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek, wordt de vergunning geweigerd.

Als de gemeenteraad zich niet moet uitspreken over de wegenkwestie of zich daarover niet uitspreekt en als een beroep overeenkomstig artikel 95 wordt ingesteld, wordt de gemeenteraad op verzoek van de Regering bijeengeroepen. De gemeenteraad spreekt zich uit over de wegenkwestie en deelt haar beslissing mee binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de oproeping door de Regering. In dat geval worden de in artikel 95, § 6, bedoelde termijnen verlengd met de duur van de termijn waarover de gemeenteraad beschikt om zijn beslissing mee te delen.

§ 2. Als het gemengd project langs een gewestelijke weg of een provincieweg moet worden uitgevoerd, wordt het betrokken bestuur om advies gevraagd.

Afdeling VI. — Slotbepalingen

Art. 97. De hoofdstukken I, VII, VIII, IX, X en XIII van dit decreet zijn van toepassing op de eenmalige vergunning.

De artikelen 50 à 52, de hoofdstukken IX en X zijn niet van toepassing op de eenmalige vergunning voor zover ze de stedenbouwvergunning vervangt.

De volgende bepalingen van het « CWATUP » zijn toepasselijk op de eenmalige vergunning :

— de hoofdstukken I, II, IV en VI van titel I van boek I;

— de titels II, III en IV van boek I;

— de artikelen 84 à 86, 110 à 114, 123, 126, 127, § 3, 131, 132, eerste lid, 134 à 136, 138, 139, de hoofdstukken IV en V van titel V van boek I;

— de titels VI, VII en VIII van boek I;

— de boeken II en III.

Titel VI van boek I van het « CWATUP » is niet van toepassing op de eenmalige vergunning voor zover ze de milieuvergunning vervangt.

HOOFDSTUK XII. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen*Afdeling I. — Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium*

Art. 98. Artikel 124 van het « CWATUP », gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 124 – De aanvragen om stedenbouw- of verkavelingsvergunning voor projecten binnen een perimeter die onderworpen is aan de voorschriften van een plan van aanleg waarvoor een effectonderzoek is uitgevoerd en die aan de voorschriften van dat plan voldoen, zijn niet aan een effectonderzoek onderworpen.

In afwijking van het eerste lid, moet een bijkomend effectonderzoek worden uitgevoerd in het kader van de procedure betreffende de stedenbouw- of verkavelingsvergunning :

1° hetzij als de vergunningaanvraag meer dan 5 jaar na de inwerkingtreding van het plan wordt ingediend;

2° hetzij als blijkt dat noemenswaardige elementen aan het licht zijn getreden waarmee geen rekening werd of kon worden gehouden tijdens het onderzoek voorafgaande aan de goedkeuring van het plan van aanleg.

De beslissing van de bevoegde overheid waarbij het project aan een bijkomend onderzoek wordt onderworpen, wordt genomen binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de in het eerst lid bedoelde aanvraag. Als geen beslissing wordt genomen binnen die termijn, wordt geen bijkomend onderzoek geëist.

De Regering kan regels bepalen voor de vaststelling en voor de uitvoering van het bijkomend effectonderzoek. »

Art. 99. Artikel 131 van het « CWATUP », gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 131 – In afwijking van de artikelen 84 en 127, wordt in het geval van een gemengd project in de zin van artikel 1, 11°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, een eenmalige vergunning, die de stedenbouwvergunning in de zin van dit Wetboek vervangt, afgegeven overeenkomstig de bepalingen bedoeld in hoofdstuk XI van bovenbedoeld decreet. »

Afdeling II. — Water

Art. 100. De wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 1 en 3, § 2.

In artikel 3, § 2, van voormelde wet worden de woorden « en het gebruik » geschrapt.

Art. 101. In artikel 2 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 houdende bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 8°, c, worden de woorden »het verlenen van de machtiging tot lozing » vervangen door de woorden « de toekenning van de milieuvergunning of de afgifte »;

2° er wordt een punt 22° ingevoegd, luidend als volgt : « 22° milieuvergunning : de beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning; »;

3° er wordt een punt 23° ingevoegd, luidend als volgt : « 23° aangifte : de handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. »

Art. 102. Artikel 5, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 103. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6 – Met inachtneming van de voorschriften bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kan de milieuvergunning of de aangifte vereist worden voor :

1° de lozing van afvalwater in gewoon oppervlaktewater;

2° de lozing van industrieel afvalwater in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

3° de tijdelijke of vaste afzetting van verontreinigende stoffen op een plaats waar zij door een natuurlijk verschijnsel in het oppervlaktewater of in openbare rioleringen kunnen terechtkomen;

4° de lozingen van motoren van vaartuigen in gewoon oppervlaktewater;

5° lozingen van huishoudelijk afvalwater in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

6° lozingen van afvalwater uit de landbouw in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

7° de installatie van sceptische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen. »

Art. 104. In artikel 7, 1° en 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, worden de woorden « en de verzamelleidingen » vervangen door de woorden « de verzamelleidingen en het oppervlaktewater ».

Art. 105. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 23 juni 1994, wordt opgeheven :

2° in het tweede lid van de Franse tekst wordt het woord « Il » vervangen door de woorden « le Gouvernement ».

Art. 106. In hetzelfde decreet worden opgeheven :

1° artikel 9, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

2° artikel 10, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

3° artikel 11, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

4° artikel 12;

5° artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

6° artikel 14, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

7° artikel 15, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994.

Art. 107. In artikel 21, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, worden de woorden « een machtiging tot lozing aan hen werd verleend » vervangen door de woorden « hen een milieuvergunning is verleend ».

Art. 108. In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, worden het eerste en het tweede lid opgeheven.

Art. 109. In artikel 49 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° degene die in strijd met de krachtens dit decreet genomen reglementen afvalwater loost in gewoon oppervlaktewater, openbare rioleringen of kunstmatige afvoerwegen »;

2° punt 3° wordt opgeheven;

3° in punt 5° worden de woorden « door de Deelregering of een van haar ambtenaren » opgeheven.

Art. 110. In artikel 50 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3° wordt opgeheven;

2° in punt 4° worden de tekens « 3° » geschrapt;

3° in punt 7° worden de woorden « zonder over de in artikel 6, § 1, beoogde machtiging te beschikken » vervangen door de woorden « zonder de vereiste vergunning ».

Art. 111. In artikel 57, § 2, worden de termen « en 3° » geschrapt.

Art. 112. Artikel 66 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 66 – Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze beschikken over de prerogatieven bedoeld in artikel 61 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om hun opdrachten te vervullen.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

Bij gewone verandering van woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

Art. 113. Artikel 67 van het decreet van 7 oktober 1985, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, wordt opgeheven.

Art. 114. Artikel 68 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 68 - § 1. Wanneer proces-verbaal wordt opgemaakt voor een overtreding bedoeld in artikel 49, kunnen de burgemeester en de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden, ten einde de in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoelde risico's, hinder en ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van het bedrijf gelasten;

2° de toestellen verzegelen en, in voorkomend geval, onmiddellijk de tijdelijke sluiting van de inrichting gelasten;

3° de exploitant een interventieplan opleggen of hem bevelen een saneringsplan in te dienen en, in voorkomend geval, met inachtneming van één van de voorschriften bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ten gunste van het Gewest een zekerheid stellen om de sanering van de plaats te waarborgen.

Als de burgemeester verzuimt op te treden, beschikken de in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden over dezelfde prerogatieven als hij.

De overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven als de milieuvergunning wordt toegekend of als de aangifte aan het bevoegde college van burgemeester en schepenen wordt gericht.

§ 2. Het saneringsplan, goedgekeurd volgens de door de Regering bepaalde voorschriften, geldt als milieuvergunning. De Regering kan voorschriften bepalen voor de opstelling, de goedkeuring en de uitvoering van de saneringsplannen.

§ 3. Als de overtreder verzuimt een plan in te dienen of de voorschriften ervan niet in acht neemt, kan de burgemeester of de Regering ambtshalve laten overgaan tot de sanering van de plaats. Ze handelen overeenkomstig paragraaf 4.

§ 4. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar gemachtigde de sanering ambtshalve of op verzoek van de burgemeester voor rekening van de overtreder laten uitvoeren door de maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 op de afvalstoffen. De Regering of haar gemachtigde kan bovendien eisen dat de in het eerste lid bedoelde personen een zekerheid stellen overeenkomstig artikel 55.

De Regering of haar gemachtigde stelt de persoon of personen die de zekerheid moet(en) stellen bij aangetekend schrijven in kennis van het bedrag van de zekerheid en van de wijzen waarop ze gesteld kan worden.

Als de zekerheid niet gesteld is binnen acht dagen, geeft de Regering of haar gemachtigde de overtreder bevel tot betaling binnen vierentwintig uren, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het feit dat naar aanleiding van een bevel tot betaling een zekerheid wordt gesteld waarvan het bedrag niet volstaat, belet de voortzetting van de vervolgingen niet.

Zodra de termijn voor het bevel verstreken is, kan de Regering of haar gemachtigde beslag laten leggen op de bij het Gerechtelijk Wetboek bepaalde wijze. »

Art. 115. Artikel 69 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, wordt opgeheven.

Art. 116. In artikel 1 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° milieuvergunning : de beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. »;

2° er wordt een punt 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 8bis aangifte : de handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. »

Art. 117. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2 – De milieuvergunning of de aangifte kan, met inachtneming van de voorschriften bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vereist worden voor :

1° winplaatsen van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water;

2° de waterwinplaatsen gelegen in een gebied voor tot drinkwater verwerkbaar water;

3° de aanvullingen en pogingen tot kunstmatige aanvulling van grondwater.

De milieuvergunning voor een waterwinplaats bepaalt de rechten en verplichtingen van de houder ervan, met name de waterhoeveelheid die jaarlijks gewonnen mag worden. Zij bepaalt eventueel de piëzometrische grenzen, alsmede de perken en het stelsel van de wincapaciteit. Zij bevat eveneens de voorschriften voor de controle op de gewonnen waterhoeveelheid.

De Regering waarborgt een duurzame rationele exploitatie van het water en de billijke verdeling ervan onder de verschillende houders van een milieuvergunning voor een waterwinplaats. »

Art. 118. In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de woorden « van een vergunning » vervangen door de woorden « van een milieuvergunning bedoeld ».

Art. 119. In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996, worden de woorden « vergunningen van » geschrapt.

Art. 120. In artikel 5, § 2, 10° en 12°, en § 3, 8°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 7 maart 1996 en 17 december 1997, wordt het woord « vergunning » vervangen door het woord « milieuvergunning ».

Art. 121. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt opgeheven.

Art. 122. Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt opgeheven.

Art. 123. In artikel 8, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt het woord « vergunning » vervangen door de woorden « milieuvergunning of aangifte ».

Art. 124. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt punt 1° opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « van de vergunning » vervangen door de woorden « van de milieuvergunning voor een waterwinplaats »;

3° de paragrafen 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 125. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt het woord « vergunning » vervangen door de woorden « milieuvergunning of aangifte ».

Art. 126. In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993 en 7 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « van vergunning » vervangen door de woorden « van de milieuvergunning »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « aanvraag tot waterwinplaats » vervangen door de woorden « aanvraag van de milieuvergunning »;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « van een vergunning » vervangen door de woorden « van de milieuvergunning » en « de waterwinningsvergunning » vervangen door de woorden « de milieuvergunning »;

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « van een vergunning » vervangen door de woorden « van de milieuvergunning » en « de vooraf toegekende vergunningen » vervangen door de woorden « de afgegeven milieuvergunningen ».

Art. 127. Artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt opgeheven.

Art. 128. In artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, worden de tekens « 12 à 14 » vervangen door de tekens « 12 en 13 »;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « van een vergunning » vervangen door de woorden « van de milieuvergunning ».

Art. 129. Artikel 17 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt opgeheven.

Art. 130. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 18. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze beschikken over de prerogatieven bedoeld in artikel 61 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om hun opdrachten te vervullen.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

Bij gewone verandering van woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen. »

Art. 131. In hetzelfde decreet worden opgeheven :

1° artikel 19, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993;

2° artikel 20, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993.

Art. 132. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 21 - § 1. Wanneer proces-verbaal is opgemaakt voor een overtreding bedoeld in artikel 49, kan de burgemeester op basis van een verslag van de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden, ten einde de in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoelde risico's, hinder en ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van het bedrijf gelasten;

2° de toestellen verzegelen en, in voorkomend geval, onmiddellijk de tijdelijke sluiting van de inrichting gelasten;

3° de exploitant een interventieplan opleggen of hem bevelen een saneringsplan in te dienen en, in voorkomend geval, met inachtneming van één van de voorschriften bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, een zekerheid ten gunste van het Gewest stellen om de sanering van de plaats te waarborgen.

Als de burgemeester verzuimt op te treden, beschikken de in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden over dezelfde prerogatieven als hij.

De overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven als de milieuvergunning wordt toegekend of als de aangifte aan het bevoegde college van burgemeester en schepenen wordt gericht.

§ 2. Het saneringsplan, goedgekeurd volgens de door de Regering bepaalde voorschriften, geldt als milieuvergunning. De Regering kan voorschriften bepalen voor de opstelling, de goedkeuring en de uitvoering van de saneringsplannen.

§ 3. Als de overtreder nalaat een plan in te dienen of de voorschriften ervan niet in acht neemt, kan de burgemeester of de Regering de plaats ambtshalve laten saneren. Ze handelen overeenkomstig paragraaf 4.

§ 4. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar gemachtigde de sanering ambtshalve of op verzoek van de burgemeester voor rekening van de overtreder laten uitvoeren door de maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 op de afvalstoffen. De Regering of haar gemachtigde kan bovendien eisen dat de in het eerste lid bedoelde personen een zekerheid stellen overeenkomstig artikel 55.

De Regering of haar gemachtigde stelt de persoon of personen die de zekerheid moet(en) stellen bij aangetekend schrijven in kennis van het bedrag van de zekerheid en van de wijzen waarop ze gesteld kan worden.

Als de zekerheid niet gesteld is binnen acht dagen, geeft de Regering of haar gemachtigde de overtreder bevel tot betaling binnen vierentwintig uren, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het feit dat naar aanleiding van een bevel tot betaling een zekerheid wordt gesteld waarvan het bedrag niet volstaat, belet de voortzetting van de vervolgingen niet.

Zodra de termijn voor het bevel verstreken is, kan de Regering of haar gemachtigde beslag laten leggen op de bij het Gerechtelijk Wetboek bepaalde wijze. »

Art. 133. In artikel 22, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 1° en 5° worden opgeheven;

2° in punt 2° worden de woorden « een bepaling genomen krachtens de artikelen 8 à 12 » vervangen door de woorden « een krachtens de artikelen 8 à 12 genomen reglement of verbodmaatregel ».

Art. 134. In artikel 27, vierde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996, wordt het woord "vergunning" vervangen door het woord "milieuvergunning".

Art. 135. Artikel 45 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993 en 7 maart 1996, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden "waarvoor krachtens dit decreet een vergunning wordt vereist" vervangen door de woorden "waarvoor krachtens dit decreet een milieuvergunning of een aangifte wordt vereist" en worden de woorden "tot waterwinningsvergunning" vervangen door de woorden "om milieuvergunning of om aangifte".

Art. 136. In artikel 1, 8°, c., van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater worden de woorden "van de lozingsvergunning" vervangen door de woorden "van de milieuvergunning".

Art. 137. In artikel 3, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de lozingsvergunning" vervangen door de woorden "van de milieuvergunning".

Art. 138. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de woorden "in de lozingsvergunning" vervangen door de woorden "in de milieuvergunning" en worden de woorden "vergunningsvoorwaarden" vervangen door de woorden "normen van de milieuvergunning".

Afdeling III. — Afvalstoffen

Art. 139. Artikel 2 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 18° wordt opgeheven;

2° de punten 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24° en 25° worden respectievelijk de punten 18°, 19°, 20°, 21°, 22°, 23° en 24°;

3° er wordt een nieuw punt 25° ingevoegd, luidend als volgt :

« 25° milieuvergunning : de beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning »;

4° er wordt een punt 26° ingevoegd, luidend als volgt :

« 26° aangifte : de handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning ».

Art. 140. Artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De milieuvergunningen en de wijzigingen van de na de inwerkingtreding van dit decreet verleende vergunningen voor ingedeelde inrichtingen bevatten exploitatienormen inzake afvalpreventie.

Art. 141. In artikel 7, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden "installatie die erkend of geregistreerd is om ze te beheren" vervangen door de woorden "inrichting die over een vergunning beschikt of aangegeven is voor het beheer ervan".

Art. 142. In artikel 8, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden "de installaties of de activiteiten voor afvalbeheer aan vergunning of registratie onderwerpen, evenals" geschrapt.

Art. 143. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« De vestiging en de exploitatie van een installatie voor de verzameling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen zijn aan een milieuvergunning of aan een aangifte onderworpen, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning »;

2° in het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden" vervangen door de woorden "specifieke normen voor het afvalbeheer";

3° in het derde lid van dezelfde paragraaf wordt het woord "vergunning" vervangen door het woord "milieuvergunning";

4° de paragrafen 2 à 8 worden opgeheven en paragraaf 1 wordt het eerste lid van het artikel.

Art. 144. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 145. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 146. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de punten 1° en 5° geschrapt en worden de punten 2°, 3° en 4° respectievelijk de punten 1°, 2° en 3°.

Het nieuwe punt 2°, c, van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt : "het stellen van een zekerheid ten gunste van de Dienst, met inachtneming van één van de normen bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ten einde elke krachtens dit decreet opgelegde verplichting na te komen".

Art. 147. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 148. In artikel 19 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 4 opgeheven.

Art. 149. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, en § 2, vijfde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "oorspronkelijke" ingevoegd voor het woord "afvalproducent";

2° in § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie" vervangen door de woorden "De milieuvergunning";

3° in de §§ 3 en 4 van hetzelfde artikel worden de woorden "vergunningsaanvraag" en "vergunningen" respectievelijk vervangen door de woorden "aanvraag om milieuvergunning" en "milieuvergunningen".

Art. 150. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 151. In artikel 24, § 2, eerste en tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "oorspronkelijke" ingevoegd vóór het woord "afvalproducenten".

Art. 152. In artikel 26 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 4 vervangen als volgt :

« De aanvragen om een milieuvergunning of om een eenmalige vergunning in de zin van artikel 1, 1° of 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de aanvragen om een stedenbouwvergunning in de zin van artikel 84, § 1, van het « CWATUP » betreffende een site die opgenomen is op het plan voor centra voor technische ingraving van niet inerte afvalstoffen, vallen niet onder de toepassing van de bepalingen van het decreet van

11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest, voor zover het voorwerp ervan overeenstemt met de bestemming waarin het plan voor die site voorziet.

Er wordt een bijkomend onderzoek in het kader van de vergunningsprocedure uitgevoerd :

1° als bovenbedoelde aanvragen meer dan vijf jaar na de goedkeuring van het plan voor centra voor technische ingraving ingediend worden;

2° als blijkt dat noemenswaardige elementen aan het licht zijn getreden waarmee geen rekening werd of kon worden gehouden tijdens het effectonderzoek betreffende het ontwerp van plan voor centra voor technische ingraving.

Het bijkomend effectonderzoek valt onder de bepalingen van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest. »

Art. 153. In artikel 36, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord "vergunningen" geschrapt.

Art. 154. In artikel 41, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "vergunning" en "registratie" vervangen door de woorden "milieuvergunning" en "aangifte".

Art. 155. In artikel 42, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "vergunning" en "registratie" geschrapt.

In artikel 42, § 1, derde lid, worden de woorden "vergunning tot beheer, in de zin van dit decreet, en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium" vervangen door de woorden "milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en als stedenbouwkundige vergunning in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium".

Art. 156. Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden "de in artikel 13 bedoelde" vervangen door de woorden "de in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoelde";

2° in § 4 worden de woorden "vergunning tot beheer, in de zin van dit decreet, en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium" vervangen door de woorden "milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en als stedenbouwkundige vergunning in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium".

Art. 157. De leden 2 à 4 van artikel 45 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Ze beschikken over de prerogatieven bedoeld in artikel 61 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen om hun opdrachten te vervullen.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

Bij gewone verandering van woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen. »

Art. 158. Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 159. In artikel 47, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de vergunning, registratie » en « een vergunning of registratie » geschrapt.

Art. 160. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 49. Elke krachtens dit decreet verleende erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden door de overheid die bevoegd is om de erkenningen te verlenen, als de bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan of de erkenningsnormen niet in acht worden genomen.

De Regering mag optreden in de plaats van de overheid die de erkenning heeft verleend als deze laatste verzuimt het te doen. »

Art. 161. In de artikelen 51 en 52 van hetzelfde decreet worden de getallen "11, 13" geschrapt.

Art. 162. In artikel 56 van hetzelfde decreet wordt de tweede zin gewijzigd als volgt : "Bovendien kan de rechter de veroordeelde verplichten zijn krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen of krachtens dit decreet aan erkenning onderworpen activiteiten tijdelijk of definitief stop te zetten. »

Art. 163. Artikel 58, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Het vonnis geldt in voorkomend geval als milieuvergunning voor afvalverwijdering in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en als stedenbouwkundige vergunning in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. »

Art. 164. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 165. In artikel 70, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "bouwvergunning" vervangen door de woorden "stedenbouwkundige vergunning" en het woord « vergunning » door « milieuvergunning en stedenbouwkundige vergunning ».

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden "tot vergunning" vervangen door de woorden "tot een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning".

Art. 166. Artikel 7, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 17 december 1992 en 27 juni 1996, wordt vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 is de aanwezigheid van afvalstoffen op een plaats waar een natuurlijke of rechtspersoon een activiteit uitoefent heeft of uitoefent die toegelaten is krachtens het besluit van de Regent van 4 februari 1946 houdende goedkeuring van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg, het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, het decreet van 27 oktober 1988

op de groeven of het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsbesluiten ervan, niet de grondslag van de belasting, voor zover de bepalingen van deze vergunningen in de aanwezigheid van die afvalstoffen voorzien. »

Art. 167. In de artikelen 12 en 13 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 1996, worden de woorden "en van zijn uitvoeringsbesluiten" vervangen door de woorden "of van het decreet betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsbesluiten ervan".

Art. 168. In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 1996, worden de woorden "of van het decreet betreffende de milieuvergunning" ingevoegd na de woorden "betreffende de afvalstoffen".

Art. 169. In artikel 25 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 1996, worden de woorden "en van zijn uitvoeringsbesluiten" vervangen door de woorden "of van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van de uitvoeringsbesluiten ervan".

Afdeling IV. — Effectrapportering

Art. 170. De bepalingen van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectenbeoordeling in het Waalse Gewest en de bijlage erbij worden vervangen als volgt :

"TITEL I. — Begripsomschrijving en principes

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° systeem van milieu-effectrapportering : de gezamenlijke procedures bedoeld in dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan waarbij de weerslag van de projecten op het milieu onderzocht wordt vooraleer beslist wordt een vergunning te verlenen;

2° project : operatie, activiteit, werk, bouw, afbraak, verbouwing, uitbreiding of buitengebruikstelling van installaties, programma of plan waardoor het leefmilieu wijzigingen ondergaat en waarvan de uitvoering gepland wordt door een privaat- en publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon;

3° plan van aanleg : plan van aanleg in de zin van het « CWATUP »;

4° vergunningen :

a) de vergunningen verleend krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

b) de vergunningen verleend krachtens de artikelen 84, 89 en 127 van het « CWATUP »;

c) de winningsvergunningen verleend krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

d) de krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen verleende vergunningen voor de nuttige toepassing van de steenbergen;

e) de door de Regering opgesomde en krachtens wetten, decreten en reglementen genomen bestuurshandelingen waarbij besloten wordt een project geheel of gedeeltelijk uit te voeren;

5° korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering : document waarin de voornaamste ecologische parameters van het project opgenomen zijn en waarin de nadruk wordt gelegd op de effecten ervan op het milieu;

6° effectonderzoek : wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd door een erkende persoon, waarin de nadruk wordt gelegd op de effecten van het project op het milieu;

7° bevoegde overheid : al dan niet beraadslagend orgaan, met of zonder rechtspersoonlijkheid, dat met een openbare opdracht belast is en bevoegd is om de in dit artikel bedoelde vergunning te verlenen, met inbegrip van de inzake beroepen bevoegde overheid;

8° niet-technische samenvatting : het document bevattende de voornaamste resultaten van het effectonderzoek, een synthese van de effecten van het project op het milieu, een lijst van de maatregelen die overwogen worden om de negatieve effecten van het project op het milieu te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen.

Art. 2. De tenuitvoerlegging van de bij dit decreet bepaalde procedures heeft als hoofddoel :

— de kwaliteit van het leefklimaat en de leefomstandigheden van de bevolking te beschermen en te verbeteren en haar een gezonde, veilige en aangename omgeving te verschaffen;

— de leefomgeving en de natuurlijke hulpbronnen te beheren met het oog op het behoud van hun kwaliteiten en op het rationeel en oordeelkundig gebruik van hun potentialiteiten;

— evenwicht te brengen tussen de menselijke behoeften en het leefmilieu, waardoor de gezamenlijke bevolking op lange termijn zal kunnen genieten van een goed leefklimaat en van degelijke leefomstandigheden.

Art. 3. In het Waalse Gewest wordt een systeem ingevoerd om de effecten van de projecten op het milieu te evalueren.

Art. 4. De afgifte van elke vergunning is onderworpen aan de tenuitvoerlegging van het in dit decreet bedoelde systeem van milieu-effectrapportering.

Als verschillende vergunningen worden vereist, wordt voorzien in één enkel systeem van effectrapportering voor zover het betrekking heeft op alle aspecten van de vergunningen die noodzakelijk zijn om het project tot een goed einde te brengen.

De Regering bepaalt de regels voor de toepassing van dit artikel op grond van algemene normen.

Art. 5. De inzake beroepen bevoegde overheid en de administratieve rechter kunnen iedere vergunning die verleend wordt in strijd met de bepalingen van artikel 4, eerste lid, nietig verklaren.

De nietigheid moet hoe dan ook uitgesproken worden in de volgende gevallen :

1° bij gebrek aan een korte uiteenzetting als ze krachtens het decreet wordt vereist;

2° in geval van overtreding van één van de bepalingen van artikel 14;

3° bij gebrek aan een effectonderzoek als het vereist wordt bij of krachtens dit decreet;

4° als de met het onderzoek belaste persoon niet erkend is;

5° bij gebrek aan een niet-technische samenvatting;

6° bij gebrek aan de in artikel 12 bedoelde raadpleging van de bevolking.

Art. 6. De vergunning en de vergunningsweigering moeten met redenen omkleed zijn, met name op grond van de milieueffecten en van de doelstellingen bedoeld in artikel 12.

TITEL II. — Systeem voor de rapportering van de effecten van de projecten op het milieu

Art. 7. Elke vergunningsaanvraag bevat ofwel een korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering, ofwel een milieu-effectonderzoek.

Art. 8. § 1. Onverminderd de artikelen 42 en 50 van het « CWATUP » dient de effectrapportering, ongeacht of het gaat om de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering of om het effectonderzoek, voor de identificatie, de omschrijving en de evaluatie van de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten, op korte, middellange en lange termijn, van de inrichting en de tenuitvoerlegging van het project op :

- 1° de mens, de fauna en de flora;
- 2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen;
- 3° de materiële goederen en het cultureel patrimonium;
- 4° de wisselwerking tussen de factoren bedoeld in 1°, 2° en 3° van dit lid.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die van wege hun aard, omvang of lokalisatie noemenswaardige effecten zouden kunnen hebben op het milieu en aan een milieu effectonderzoek onderworpen moeten worden.

De Regering bepaalt de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde lijst op grond van de selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet.

§ 3. De volgende aanvragen zijn onderworpen aan een milieueffectrapportering :

- 1° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet opgenomen zijn in § 2;
- 2° in afwijking van § 2, de vergunningsaanvragen die betrekking hebben op projecten gelegen in een perimeter die onderworpen is aan de voorschriften van een plan van aanleg waarvoor een milieu-effectonderzoek werd verricht, en die aan de voorschriften van dat plan voldoen.

§ 4. In afwijking van § 3, 2°, moet het milieu-effectonderzoek in het kader van de vergunningsprocedure aangevuld worden :

- 1° als de vergunningsaanvraag meer dan vijf jaar na de inwerkingtreding van het plan wordt ingediend;
- 2° als blijkt dat noemenswaardige elementen aan het licht zijn getreden waarmee geen rekening werd of kon worden gehouden bij het onderzoek voorafgaande aan de goedkeuring van het plan van aanleg.

De beslissing van de bevoegde overheid waarbij het project aan een bijkomend onderzoek wordt onderworpen, wordt genomen binnen vijftien dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde aanvraag. Als geen beslissing wordt genomen binnen deze termijn, wordt geen bijkomend onderzoek verlangd.

De Regering kan de regels bepalen voor de door de bevoegde overheid te verrichten vaststelling en voor de uitvoering van het aanvullend effectonderzoek.

Art. 9. § 1. De Regering bepaalt de vorm en de minimale inhoud van de korte uiteenzetting van de milieu-effectrapportering. Ze kan beslissen dat het dossier van de vergunningsaanvraag gelijk staat met de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering.

§ 2. De Regering kan de vorm en de minimale inhoud van het milieueffectonderzoek bepalen.

Het effectonderzoek bevat ten minste :

- 1° een omschrijving van het project met gegevens over de site, het ontwerp en de afmetingen ervan;
- 2° de nodige gegevens voor de identificatie en de evaluatie van de voornaamste effecten die het plan op het milieu zou kunnen hebben;
- 3° een beschrijving van de geplande maatregelen om belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien nodig, te verhelpen;
- 4° een schets van de voornaamste vervangingsoplossingen die door de aanvrager onderzocht zijn en een opgave van de voornaamste redenen van zijn keuze rekening houdende met de effecten op het milieu;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde gegevens.

Als de aanvrager de bevoegde overheid om advies vraagt over de in het kader van het effectonderzoek te verstrekken informatie, bepaalt de Regering hoe het advies moet worden uitgebracht.

Art. 10. De bevoegde overheid evalueert de effecten van het project op grond van het milieu-effectonderzoek of van de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering, de ingewonnen adviezen en van elk ander gegeven dat ze nuttig acht.

Wanneer de bevoegde overheid of de door de Regering aangewezen organen die bij de behandeling van de aanvraag betrokken zijn, niet beschikken over de vereiste gegevens, kunnen ze bijkomende informatie verlangen van de aanvrager of de auteur van onderzoeken.

De auteur van het project kiest een krachtens artikel 11 erkende persoon om het onderzoek uit te voeren.

TITEL III. — Milieueffectonderzoeken

Art. 11. De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de natuurlijke en rechtspersonen die belast kunnen worden met milieueffectonderzoeken; ze bepaalt hoe de erkenning wordt verleend en ingetrokken. De erkenning kan namelijk tijdelijk of definitief worden ingetrokken als de Regering, na een eerste behoorlijk meegedeelde waarschuwing, de uiterst matige kwaliteit van een onderzoek vaststelt.

De "Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable" (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling), ingesteld bij het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, moet geraadpleegd worden vóór elke intrekking van erkenning, evenals de « Commission régionale d'aménagement du territoire » (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg.

De Regering bepaalt in welke gevallen een erkende persoon onbevoegd kan worden verklaard voor de uitvoering van een onderzoek.

Art. 12. Voor de aan een effectonderzoek onderworpen projecten wordt de bevolking geraadpleegd vóór de indiening van de vergunningsaanvraag. De raadpleging dient met name om te wijzen op specifieke punten die zouden kunnen worden aangesneden in het effectonderzoek, en om alternatieven voor te leggen die de auteur van het project redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen bij de uitvoering van het effectonderzoek.

De Regering bepaalt :

- 1° hoe deze alternatieven worden medegedeeld aan de met het onderzoek belaste persoon;
- 2° de voorschriften voor de raadpleging en de maatregelen om de bevolking daarvan in kennis te stellen.

Art. 13. De “Conseil wallon de l’Environnement pour le développement durable” of zijn afgevaardigde alsmede, in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg, de « Commission régionale d’aménagement du territoire » hebben het recht om de betrokken openbare overheden, de aanvrager en de persoon die het onderzoek uitvoert om elk gegeven te verzoeken i.v.m. de vergunningsaanvraag en het verloop van het effectonderzoek. Zij kunnen de Regering en de bevoegde overheid nuttige opmerkingen en suggesties i.v.m. het effectonderzoek verstrekken.

Art. 14. De projecten waarvoor een effectonderzoek wordt verricht, zijn onderworpen aan een openbaar onderzoek waarbij de volgende principes in acht worden genomen :

1° de niet-technische samenvatting en het effectonderzoek worden openbaar gemaakt;

2° het openbaar onderzoek duurt dertig dagen;

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus. Als de in het eerste lid, 2°, bedoelde termijn voor het openbaar onderzoek langer is dan die welke toepasselijk is op de vergunningsaanvraag, worden de bij andere wetten, decreten en besluiten bepaalde proceduretermijnen verlengd met een duur die gelijk is aan het verschil tussen de twee bovenvermelde termijnen.

Voor de aan een effectonderzoek onderworpen projecten kan de Regering, naast de bij andere wetten, decreten of besluiten bepaalde regels betreffende een openbaar onderzoek, in bijkomende regels voorzien.

De Regering kan regels bepalen voor de organisatie van het openbaar onderzoek als de met de organisatie belaste overheid haar verplichtingen niet nakomt.

Art. 15. De bevolking kan op werkuren inzage nemen van een dossier op een plaats die de bevoegde overheid bepaalt. Dit dossier bevat het onderzoek in origineel of een door de auteur voor eensluidend verklaard afschrift ervan, een afschrift van de adviezen en briefwisseling die door de burgers en de verschillende betrokken diensten of instellingen gezonden worden. De overheid voegt de briefwisseling en de geschreven adviezen die ze in het kader van het openbaar onderzoek ontvangt, bij het dossier.

Art. 16. § 1. Als van een in het Waalse Gewest te verwezenlijken project wordt vermoed dat het schadelijk kan zijn voor het milieu in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband, opgemaakt te Espoo op 25 februari 1991, wordt het dossier betreffende de vergunningsaanvraag, samen met het effectonderzoek en de eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest, de andere Lidstaat van de Europese Unie of de andere Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke organen belast zijn met de overdracht van het dossier aan de in het eerste lid bedoelde overheden;

2° de voorwaarden waaronder de bevoegde overheden van het betrokken Gewest of de betrokken Staat mogen deelnemen aan de procedure betreffende de milieueffectrapportering;

3° de wijze waarop de in artikel 17 bedoelde gegevens verstrekt worden aan de in het eerste lid bedoelde overheden.

§ 2. Als een project dat verwezenlijkt moet worden in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo, schade kan toebrengen aan het milieu van het Waalse Gewest, worden de gegevens bedoeld in artikel 7.3. van Richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, zoals gewijzigd bij Richtlijn 97/11/EEG, overgemaakt door de bevoegde overheden van het andere Gewest of de andere Staat en ter beschikking gesteld van de betrokken bevolking en de door de Regering aangewezen organen.

De Regering bepaalt :

1° de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde gegevens ter beschikking worden gesteld van de bevolking en de in het eerste lid bedoelde organen;

2° hoe het advies van de bevolking en de geraadpleegde organen wordt ingewonnen en meegedeeld.

Art. 17. De Regering bepaalt de wijze van bekendmaking van :

1° de beslissing van de bevoegde overheid, in voorkomend geval vergezeld van de exploitatienormen;

2° de grondslag van de beslissing;

3° in voorkomend geval, een beschrijving van de voornaamste maatregelen die getroffen moeten worden om de belangrijke negatieve effecten van het project te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te compenseren.

TITEL IV. — Algemene en strafbepalingen

Art. 18. De belemmering van de uitvoering van het openbaar onderzoek of het onttrekken van stukken van het in artikel 15 bedoelde dossier voor het openbaar onderzoek, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één à zes maanden en met een geldboete van 100 BEF tot 250 BEF, of met één van deze straffen.

De met het effectonderzoek belaste personen worden gelijkgesteld met “personen belast met een openbare dienst” voor de toepassing van Titel IV, hoofdstuk IV, van het Strafwetboek dat omkoping bestraft.

TITEL V. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 19. Onverminderd de in artikel 11 bedoelde mogelijkheid die de Regering heeft om een erkenning tijdelijk of definitief in te trekken, blijven de vóór de inwerkingtreding van dit decreet verleende vergunningen geldig totdat de termijn waarvoor ze verleend worden verstreken is.

Art. 20. De vergunningsaanvragen alsmede de georganiseerde administratieve beroepen die vóór de inwerking-treding van dit decreet worden ingediend, worden behandeld volgens de op de dag van de indiening van de aanvraag vigerende procedure.

Bijlage bij het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectrapportering in het Waalse Gewest

Selectiecriteria bedoeld in artikel 8, § 2

1. Eigenschappen van de aan een effectrapportering onderworpen projecten

De eigenschappen van de bovenbedoelde projecten moeten in aanmerking worden genomen met name in verband met :

— de omvang van het ontwerp;

— de cumulatie met andere projecten;

— het gebruik van natuurlijke hulpbronnen;

- het voortbrengen van afvalstoffen;
 - verontreiniging en hinder;
 - gevaar voor ongevallen, rekening houdende namelijk met de gebruikte stoffen of aangewende technologieën.
2. Lokalisatie van de aan een effectrapportering onderworpen projecten

De ecologische sensibiliteit van de geografische zones waar het project schade zou kunnen veroorzaken, moet in overweging worden genomen met inachtneming van :

- de ingebruikneming van de bestaande gronden;
- de relatieve rijkdom, de kwaliteit en de regeneratiecapaciteit van de natuurlijke hulpbronnen van de zone;
- het belastingsvermogen van het natuurlijke milieu

3. Eigenschappen van de potentiële impact

De noemenswaardige effecten die een project zou kunnen hebben, moeten gezien worden op grond van de in 1 en 2 bedoelde criteria, met name in verband met :

- de omvang van de impact (geografische zone en aantal betrokken inwoners);
- de grensoverschrijdende aard van de impact;
- de omvang en de complexiteit van de impact;
- de waarschijnlijkheid van de impact;
- de duur, de frequentie en omkeerbaarheid van de impact. »

Afdeling V. — Ontplobbare stoffen

Art. 171. De wet van 28 mei 1956 betreffende ontplobbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen houdt op van toepassing te zijn in het Waalse Gewest wat betreft de buitenpolitie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.

Afdeling VI. — Steenberg

Art. 172. In artikel 1, 3°, van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberg, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1993, worden de woorden "bedoeld in artikel 42, § 1" vervangen door de woorden "in de zin van".

Art. 173. Het eerste lid van artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De vergunning tot ontsluiting van een steenberg houdt van rechtswege de afgifte in van de bouwvergunning in de zin van artikel 84 van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium en van de milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om de steenberg te exploiteren. »

Afdeling VII. — Natuurparken

Art. 174. Artikel 13, § 1, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "door de bevoegde overheid" worden geschrapt;

2° punt 1° wordt vervangen als volgt : "1° de toekenning van milieuvergunningen voor inrichtingen van klasse 1 in de zin van artikel 3 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning";

3° in 3° worden de woorden "machtigingen tot" vervangen door de woorden "milieuvergunning voor een";

4° in 5° worden de woorden "machtigingen tot" vervangen door de termen "milieuvergunning voor de".

In artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« De in het eerste lid, 1°, 3° en 5°, bedoelde adviezen worden gevraagd door de technisch ambtenaar bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. Ze worden overgemaakt aan de technisch ambtenaar.

De in het eerste lid, 1°, 2°, 4°, 6° en 7°, bedoelde adviezen worden gevraagd door de bevoegde overheid.

De voor het afgeven van de in § 1 bedoelde vergunningen bevoegde overheden mogen slechts bij een speciaal met redenen omklede beslissing van dit advies afwijken. »

Afdeling VIII. — Vervoer van gevaarlijke producten en exploitatie van ondergrondse bergruimten in situ bestemd voor gasopslag

Art. 175. De wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en de wet van 18 juli 1975 betreffende het opsporen en exploiteren van ondergrondse bergruimten in situ bestemd voor het opslaan van gas worden opgeheven wat betreft de milieubescherming voor de in dit decreet bedoelde inrichtingen.

HOOFDSTUK XIII. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 176. Behoudens andersluidende bepaling geschiedt elke verzending bedoeld in de hoofdstukken II, III en IV bij ter post aangetekend schrijven, waarbij de poststempel bewijskracht heeft. De verzending moet uiterlijk op de vervalldag geschieden.

De vervalldag wordt ingerekend in de termijn. Als de vervalldag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, dan wordt hij naar de volgende werkdag verschoven.

Art. 177. De natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag indient of een beroep instelt overeenkomstig dit decreet, moet een dossiersrecht betalen waarvan het bedrag integraal wordt gestort op de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest.

Het in het eerste lid bedoelde dossiersrecht wordt berekend als volgt :

1° 20.000 BEF voor de aanvraag van een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse 1;

2° 5.000 BEF voor de aanvraag van een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse 2;

3° 1.000 BEF voor een overeenkomstig artikel 41 ingesteld beroep.

Het dossiersrecht moet betaald worden de dag waarop de aanvraag wordt ingediend of het beroep ingesteld.

De Regering bepaalt hoe de dossiersrechten worden geheven.

Art. 178. De Regering kan, in samenspraak met de Minister van Landsverdediging, bijzondere regels voor de toepassing van dit decreet vastleggen voor de ingedeelde installaties en activiteiten die onder het Ministerie van Landsverdediging ressorteren, voor zover ze betrekking hebben op de Staatsveiligheid.

Art. 179. De Regering kan de bepalingen van dit decreet codificeren met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd en met andere decreten die van toepassing zijn op het milieu, het waterbeleid en het natuurbehoud.

Daartoe kan ze :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de bepalingen wijzigen;

2° de in de te codificeren bepalingen opgegeven verwijzingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de opstelling van de te codificeren bepalingen wijzigen om te zorgen voor de overeenstemming ervan en om de terminologie ervan te uniformeren met inachtneming van de in deze bepalingen bedoelde principes.

De codificatie krijgt de titel : “Waalse Milieucode”.

Het codificatiebesluit van de Regering zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van bekrachtigingsdecreet dat aan de Waalse Gewestraad zal worden voorgelegd.

Art. 180. Onder vergunning in de zin van dit artikel wordt verstaan elke vergunning, machtiging of registratie die vóór de inwerkingtreding van dit decreet verleend moet worden voor de exploitatie van een inrichting.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet verleende vergunningen blijven geldig voor de vastgelegde termijn, onverminderd de toepassing van de hoofdstukken VIII, IX en X.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingediende vergunningsaanvragen en ingestelde georganiseerde administratieve beroepen worden behandeld volgens de procedure die van toepassing is de dag waarop de aanvraag wordt ingediend.

Art. 181. Wanneer vóór de inwerkingtreding van dit decreet vergunningen worden afgegeven voor installaties en/of activiteiten die krachtens dit decreet zijn ingedeeld en die deel uitmaken van overeenkomstig dit decreet ingedeelde inrichtingen, en wanneer één van deze vergunningen voor deze als aanhorig ingedeelde installaties en/of activiteiten verstrijkt, moet de vergunninghouder :

1° ofwel een nieuwe milieuvergunning aanvragen of een aangifte indienen voor de betrokken inrichting waarvan de installatie en/of de activiteit deel uitmaakt;

2° ofwel, in afwijking van de artikelen 10 en 11, een nieuwe milieuvergunning aanvragen of een aangifte indienen voor de installatie en/of de activiteit die deel uitmaakt van de inrichting.

Art. 182. De wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en –ketels wordt opgeheven wat betreft de in dit decreet bedoelde inrichtingen.

Deze opheffing geldt niet voor de maatregelen van interne politie die betrekking hebben op de arbeidsbescherming.

Art. 183. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.’s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*
Stukken van de Raad 392 (1997-1998), nrs. 1 à 170.
Volledig verslag. — Openbare vergadering van 3 maart 1999.
Bespreking. — Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 99/21278]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques
et culturelles

Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les
Provinces. — Bibliothèque royale de Belgique. — Musée royal de
l'Afrique centrale. — Institut royal météorologique de Belgique. —
Musées royaux d'Art et d'Histoire. — Nominations

Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat
dans les Provinces. — Nomination

(Recrutement à la suite de la publication de la vacance d'emploi
au Moniteur belge du 9 septembre 1998)

Par arrêté royal du 13 janvier 1999, M. De Groof, Bart, porteur du
diplôme de licencié en histoire, docteur en histoire, est nommé au grade
d'assistant aux Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat
dans les Provinces pour un mandat de deux ans.

Bibliothèque royale de Belgique. — Nominations

(Recrutements à la suite de la publication des vacances d'emploi
au Moniteur belge du 3 juillet 1998)

Par arrêté royal du 12 février 1999, M. Bracke, Wouter, licencié en
philologie classique, porteur du diplôme de « Dottore di Ricerca »
délivré par l'Université de Messina et reconnu comme équivalent au
grade académique flamand de docteur en langues et littératures
classiques (le latin et le grec), est nommé au grade d'assistant à la
Bibliothèque royale de Belgique pour un mandat de deux ans.

Par le même arrêté royal du 12 février 1999, Mlle Kelders, Ann,
licenciée en histoire, est nommée au grade d'attaché à la Bibliothèque
royale de Belgique pour un mandat de deux ans.

Musée royal de l'Afrique centrale. — Nomination

(Recrutement à la suite de la publication de la vacance d'emploi
au Moniteur belge du 25 juin 1998)

Par arrêté royal du 25 mars 1999 produisant ses effets le 1^{er} avril 1999,
M. Stone, William, porteur du diplôme de licencié en sciences, docteur
en sciences, est nommé définitivement au rang B de la carrière
scientifique du personnel scientifique au grade de chef de travaux au
Musée royal de l'Afrique centrale.

Institut royal météorologique de Belgique. — Nomination

(Recrutement à la suite de la publication de la vacance d'emploi
au Moniteur belge du 15 juillet 1998)

Par arrêté royal du 15 février 1999, M. Dewitte, Steven, ingénieur civil
mécanicien et électricien, docteur en sciences appliquées, est nommé
au grade d'assistant à l'Institut royal météorologique de Belgique pour
un mandat de deux ans.

Musées royaux d'Art et d'Histoire. — Nominations

(Recrutements à la suite de la publication des vacances d'emploi
au Moniteur belge du 19 juin 1998)

Par arrêté royal du 21 janvier 1999, Mme De Poorter, Alexandra,
licenciée en histoire de l'art et archéologie, est nommée au grade
d'attaché aux Musées royaux d'Art et d'Histoire pour un mandat de
deux ans

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 99/21278]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische
en culturele aangelegenheden

Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën. — Konink-
lijke Bibliotheek van België. — Koninklijk Museum voor Midden-
Afrika. — Koninklijk Meteorologisch Instituut van België. —
Koninklijk Musea voor Kunst en Geschiedenis. — Benoemingen

Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën
Benoeming

(Werving ingevolge de publicatie der vacature
in het Belgisch Staatsblad van 9 september 1998)

Bij koninklijk besluit van 13 januari 1999 wordt de heer De Groof,
Bart, houder van het diploma van licentiaat in de geschiedenis, doctor
in de geschiedenis, benoemd tot assistent bij het Algemeen Rijksarchief
en Rijksarchief in de Provinciën voor een mandaat van twee jaren.

Koninklijke Bibliotheek van België. — Benoemingen

(Wervingen ingevolge de publicatie der vacatures
in het Belgisch Staatsblad van 3 juli 1998)

Bij koninklijk besluit van 12 februari 1999 wordt de heer Bracke,
Wouter, houder van het diploma van licentiaat in de klassieke filologie,
houder van het diploma van « Dottore di Ricerca », dat werd uitgereikt
door de Universiteit van Messina en dat als gelijkwaardig werd erkend
met de Vlaamse academische graad van doctor in de taal- en
letterkunde (Latijn en Grieks), benoemd tot assistent bij de Koninklijke
Bibliotheek van België voor een mandaat van twee jaren.

Bij hetzelfde koninklijk besluit van 12 februari 1999 wordt
Mej. Kelders, Ann, licentiaat in de geschiedenis, benoemd tot attaché bij
de Koninklijke Bibliotheek van België voor een mandaat van twee jaren.

Koninklijk Museum voor Midden-Afrika. — Benoeming

(Werving ingevolge de publicatie der vacature
in het Belgisch Staatsblad van 25 juni 1998)

Bij koninklijk besluit van 25 maart 1999, dat uitwerking heeft op
1 april 1999, wordt de heer Stone, William, houder van het diploma van
licentiaat in de wetenschappen, doctor in de wetenschappen, in vast
verband benoemd in rang B van de wetenschappelijke loopbaan van
het wetenschappelijk personeel in de graad van werkleider bij het
Koninklijk Museum voor Midden-Afrika.

Koninklijk Meteorologisch Instituut van België. — Benoeming

(Werving ingevolge de publicatie der vacature
in het Belgisch Staatsblad van 15 juli 1998)

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1999 wordt de heer Dewitte,
Steven, burgerlijk werktuigkundig-elektrotechnisch ingenieur, doctor
in de toegepaste wetenschappen, benoemd tot assistent bij het
Koninklijk Meteorologisch Instituut van België voor een mandaat
van twee jaren.

Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis. — Benoemingen

(Wervingen ingevolge de publicatie der vacatures
in het Belgisch Staatsblad van 19 juni 1998)

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1999 wordt Mevr. De Poorter,
Alexandra, licentiaat in de oudheidkunde en kunstgeschiedenis,
benoemd tot attaché bij de Koninklijke Musea voor Kunst en
Geschiedenis voor een mandaat van twee jaren.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, Mme Janssen, Elsje M.H., licenciée en histoire de l’art et archéologie, orientation: arts plastiques, est nommée au grade d’attaché aux Musées royaux d’Art et d’Histoire pour un mandat de deux ans.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d’administration du Conseil d’Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d’Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt Mevr. Janssen, Elsje M.H., licentiaat in de kunstgeschiedenis en oudheidkunde, richting: plastische kunsten, benoemd tot attaché bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis voor een mandaat van twee jaren.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99 / 09650]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 25 mai 1999, produisant ses effets le 1er mai 1999, est acceptée la démission de M. De Booseré, F., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du second canton de Hasselt.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 25 mai 1999, produisant ses effets le 5 mai 1999, est acceptée la démission de M. Buchet, J., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de commerce de Namur.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99 / 09650]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt met ingang van 1 mei 1999, is aan de heer De Booseré, F., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het tweede kanton Hasselt.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999, dat in werking treedt met ingang van 5 mei 1999, is aan de heer Buchet, J., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Namen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L’ENVIRONNEMENT

[99 / 22210]

11 MARS 1999. — Arrêté ministériel portant nomination des membres de l’assemblée plénière du Comité consultatif pour le secteur des pensions

Le Ministre des Pensions,

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d’hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence consultative;

Vu l’arrêté royal du 5 octobre 1994 portant création d’un Comité consultatif pour le secteur des pensions, notamment l’article 3, §§ 1^{er} et 6;

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont nommés, sur proposition du « Vlaams Ouderen Overlegcomité » :

1. M. J. Trekker.

Suppléant : M. H. Callens.

2. Mme Chr. Devrière.

Suppléant : M. R. Verwimp.

3. Mme Masselang.

Suppléant : M. H. Luypaert.

4. Mme B. Schalenbourg.

Suppléant : Mme L. Desender.

5. M. J. Geeroms.

Suppléant : Mme M. Van Neste.

6. M. P. Lust.

Suppléant : Mme Cl. Van Peborgh.

7. M. G. Stroobandt.

Suppléant : M. J. Van Maele.

8. M. G. Derieuw.

Suppléant : M. R. Degrijze.

9. M. F. Van Cakenberghe.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[99 / 22210]

11 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende benoeming van de leden van de plenaire vergadering van het Raadgevend Comité voor de Pensioensector

De Minister van Pensioenen,

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1994 houdende oprichting van een Raadgevend Comité voor de pensioensector, inzonderheid artikel 3, §§ 1 en 6,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Worden, op voordracht van het « Vlaams Ouderen Overlegcomité », benoemd :

1. De heer J. Trekker.

Plaatsvervanger : de heer H. Callens.

2. Mevr. Chr. Devrière.

Plaatsvervanger : de heer R. Verwimp.

3. Mevr. Masselang.

Plaatsvervanger : de heer H. Luypaert.

4. Mevr. B. Schalenbourg.

Plaatsvervanger : Mevr. L. Desender.

5. De heer J. Geeroms.

Plaatsvervanger : Mevr. M. Van Neste.

6. De heer P. Lust.

Plaatsvervanger : Mevr. Cl. Van Peborgh.

7. De heer G. Stroobandt.

Plaatsvervanger : de heer J. Van Maele.

8. De heer G. Derieuw.

Plaatsvervanger : de heer R. Degrijze.

9. De heer F. Van Cakenberghe.

Suppléant : Mme I. Van Humbeeck.	Plaatsvervanger : Mevr. I. Van Humbeeck.
10. M. R. Brugmans.	10. De heer R. Brugmans.
Suppléant : M. L. Stalpaert.	Plaatsvervanger : de heer L. Stalpaert.
11. M. R. Vander linden.	11. De heer R. Vander linden.
Suppléant : M. L. Borgerhoff.	Plaatsvervanger : de heer L. Borgerhoff.
12. M. B. Vanderhaeghen.	12. De heer B. Vanderhaeghen.
Suppléant : Mme I. Scherrens.	Plaatsvervanger : Mevr. I. Scherrens.
13. M. A. Van Houtte.	13. De heer A. Van Houtte.
Suppléant : Mme G. Devos.	Plaatsvervanger : Mevr. G. Devos.
14. M. R. Blansaer.	14. De heer R. Blansaer.
Suppléant : Mme K. Criel.	Plaatsvervanger : Mevr. K. Criel.
15. M. W. Van Stayen.	15. De heer W. Van Stayen.
Suppléant : M. A. Van Wouwe.	Plaatsvervanger : de heer A. Van Wouwe.
16. M. G. Ottenbourgs.	16. De heer G. Ottenbourgs.
Suppléant : Mme A. Lamote.	Plaatsvervanger : Mevr. A. Lamote.
17. Mme L. Harding.	17. Mevr. L. Harding.
Suppléant : M. V. Lyagre.	Plaatsvervanger : de heer V. Lyagre.
18. M. P. Goris.	18. De heer P. Goris.
Suppléant : M. P. De Meester.	Plaatsvervanger : de heer P. De Meester.
19. M. M. Geuens.	19. De heer M. Geuens.
Suppléant : M. L. Vanoirbeek.	Plaatsvervanger : de heer L. Vanoirbeek.
20. Mme J. Van Wetter.	20. Mevr. J. Van Wetter.
Suppléant : M. G. Cerstiaens.	Plaatsvervanger : de heer G. Cerstiaens.
2. Sont nommés, sur proposition du Conseil consultatif du troisième âge :	§ 2. Worden, op voordracht van de « Conseil consultatif du troisième âge », benoemd :
1. M. J. Baronheid.	1. De heer J. Baronheid.
Suppléant : Mme J. Neunez.	Plaatsvervanger : Mevr. J. Neunez.
2. M. R. Jamar.	2. De heer R. Jamar.
Suppléant : M. P. Blanjean.	Plaatsvervanger : de heer P. Blanjean.
3. M. D. Piron.	3. De heer D. Piron.
Suppléant : M. J. Kaison.	Plaatsvervanger : de heer J. Kaison.
4. M. R. Absil.	4. De heer R. Absil.
Suppléant : Mme M. Delmay.	Plaatsvervanger : Mevr. M. Delmay.
5. Mme R. D’Ortonna.	5. Mevr. R. D’Ortonna.
Suppléant : M. Fr. Piette.	Plaatsvervanger : de heer Fr. Piette.
6. M. S. Dupon.	6. De heer S. Dupon.
Suppléant : M. J.-J. Ziomek.	Plaatsvervanger : de heer J.-J. Ziomek.
7. Mme Fr. Claude.	7. Mevr. Fr. Claude.
Suppléant : M. Chr. Leonet.	Plaatsvervanger : de heer Chr. Leonet.
8. Mme M. Piette.	8. Mevr. M. Piette.
Suppléant : Mme L. Fourneau.	Plaatsvervanger : Mevr. L. Fourneau.
9. M. A. Bertouille.	9. De heer A. Bertouille.
Suppléant : M. L. Paeps.	Plaatsvervanger : de heer L. Paeps.
10. Mme J. Lejuste.	10. Mevr. J. Lejuste.
Suppléant : Mme Masson.	Plaatsvervanger : Mevr. Masson.
11. M. Ch. Joannes.	11. De heer Ch. Joannes.
Suppléant : M. C. Vasseur.	Plaatsvervanger : de heer C. Vasseur.
12. M. J.-M. Nottebaert.	12. De heer J.-M. Nottebaert.
Suppléant : M. J. Mathieu.	Plaatsvervanger : de heer J. Mathieu.
13. M. G. Paquet.	13. De heer G. Paquet.

Suppléant : M. B. Bierset. 14. Mme A. Crapez-Nisot. Suppléant : Mme D. Caprace. 15. M. P. Dutron. Suppléant : Mme M.-T. Pestiaux. 16. M. P. Mayence. Suppléant : M. P. Duchesne. § 3. Sont nommés, sur proposition du « Conseil consultatif bruxellois francophone de l’Aide aux personnes âgées et de la Santé »: 1. Mme D. Decoux. Suppléant : Mme M. Collie. 2. M. J. De Nauw. Suppléant : M. Y. Dassy. 3. Mme J. Berdal. Suppléant : M. P. Struyven. 4. M. Ph. Vandenhoeke. Suppléant : Mme J. Bultot. § 4. Sont nommés, sur proposition du « Seniorenrat » germanophone : 1. M. G. Locht. Suppléant : Mme A.M. Schoonbroodt-Köttgen. 2. Mme H. Zacharias. Suppléant : M. J. Lavalle. § 5. Sont nommés, en qualité de conseiller néerlandophone : 1. M. G. Vermeiren. Suppléant : Mme P. Metzler. 2. M. R. Ressler. Suppléant : M. C. De Luycker. 3. M. R. Vanhee. Suppléant : M. H. De Boodt. 4. M. L. De Vos. Suppléant : Mme S. Slegers. 5. Mme E. Billen. Suppléant : M. H. Parset. § 6. Sont nommés, en qualité de conseiller francophone : 1. Mme A. Colin. Suppléant : M. J. Deweck. 2. M. S. Dauvin. Suppléant : M. P. Ricaille. 3. M. G. Fievet. Suppléant : Mme Br. Huet. 4. M. Ph. Dassargues. Suppléant : M. J. Finne. 5. M. J. Philippo. Suppléant : M. F. Minne. Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999. Bruxelles, le 11 mars 1999. M. COLLA	Plaatsvervanger : de heer B. Bierset. 14. Mevr. A. Crapez-Nisot. Plaatsvervanger : Mevr. D. Caprace. 15. De heer P. Dutron. Plaatsvervanger : Mevr. M.-T. Pestiaux. 16. De heer P. Mayence. Plaatsvervanger : de heer P. Duchesne. § 3. Worden, op voordracht van de « Conseil consultatif burxellois francophone de l’Aide aux personnes âgées et de la Santé », benoemd : 1. Mevr. D. Decoux. Plaatsvervanger : Mevr. M. Collie. 2. De heer J. De Nauw. Plaatsvervanger : de heer Y. Dassy. 3. Mevr. J. Berdal. Plaatsvervanger : de heer P. Struyven. 4. De heer Ph. Vandenhoeke. Plaatsvervanger : Mevr. J. Bultot. § 4. Worden, op voordracht van de Duitstalige « Seniorenrat », benoemd : 1. De heer G. Locht. Plaatsvervanger : Mevr. A.M. Schoonbroodt-Köttgen. 2. Mevr. H. Zacharias. Plaatsvervanger : de heer J. Lavalle. § 5. Worden, in hoedanigheid van Nederlandstalige raadgever, benoemd : 1. De heer G. Vermeiren. Plaatsvervanger : Mevr. P. Metzler. 2. De heer R. Ressler. Plaatsvervanger : de heer C. De Luycker. 3. De heer R. Vanhee. Plaatsvervanger : de heer H. De Boodt. 4. De heer L. De Vos. Plaatsvervanger : Mevr. S. Slegers. 5. Mevr. E. Billen. Plaatsvervanger : de heer H. Parset. § 6. Worden, in hoedanigheid van Franstalige raadgever, benoemd : 1. Mevr. A. Colin. Plaatsvervanger : de heer J. Deweck. 2. De heer S. Dauvin. Plaatsvervanger : de heer P. Ricaille. 3. De heer G. Fievet. Plaatsvervanger : Mevr. Br. Huet. 4. De heer Ph. Dassargues. Plaatsvervanger : de heer J. Finne. 5. De heer J. Philippo. Plaatsvervanger : de heer F. Minne. Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1999. Brussel, 11 maart 1999. M. COLLA
---	--

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 99/35450]

**Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest
Aanstelling toezichthoudende ambtenaren**

Bij besluit van de administrateur generaal van 18 februari 1999 werden de volgende ambtenaren van de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest aangesteld als toezichthoudende ambtenaren in uitvoering van het decreet van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen en het besluit van de Vlaamse regering van 17 december 1997 tot vaststelling van het Vlaamse reglement inzake afvalvoorkoming en -beheer :

Adjunct van de directeur :

Geert De Rover

Peter Loncke

Tina Van Assche

Ann Vandeputte

Jan Vermoesen.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1999.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C – 99/35450]

**Société publique des Déchets pour la Région flamande
Désignation des fonctionnaires contrôlants**

Par arrêté de l'administrateur-général du 18 février 1999 les fonctionnaires suivants de la Société publique des Déchets pour la Région Flamande sont désignés comme fonctionnaires contrôlants en exécution du décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et le gestion des déchets et l'arrêté du 17 décembre du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à la prévention et à la gestion :

Adjoint du directeur :

Geert de Rover

Peter Loncke

Tina Van Assche

Ann Vandeputte

Jan Vermoesen.

Cet arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1999.

Departement Coördinatie

[C – 99/35536]

Personeel. — Benoemingen in vast dienstverband

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 19 april 1999 is de heer Johan Debruyne, stamnummer 6402706-27, met ingang van 1 juli 1998 vastbenoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, administratie Buitenlands Beleid, afdeling Buitenlands Beleid binnen Europa.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 19 april 1999 is Mevr. Hilde De Kock, stamnummer 6301192-72, met ingang van 1 februari 1999 vastbenoemd in de graad van medewerker bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, administratie Buitenlands Beleid, afdeling Buitenlands Beleid buiten Europa.

[99/35445]

Departement Algemene Zaken en Financiën

Personeel. — Benoeming

Overwegende dat de heer Geert Persan geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 29 oktober en op 25 en 26 november 1997;

Overwegende dat betrokkene op de 10e plaats gerangschikt werd;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 18 februari 1999, wordt de heer Geert Persan bij besluit van de secretaris-generaal van 31 maart 1999 met ingang van 1 februari 1999 benoemd in de graad van deskundige bij het departement Algemene Zaken en Financiën van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Departement Wetenschap, Innovatie en Media**Wijze waarop het werkingsverslag en het financieel verslag door erkende particuliere radio's wordt opgesteld**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media van 25 maart 1999 wordt de wijze vastgesteld waarop het werkingsverslag en het financieel verslag door erkende particuliere radio's wordt opgesteld.

De erkende particuliere radio's maken voor het opstellen van het werkingsverslag en financieel verslag uitsluitend gebruik van de modelformulieren op te vragen bij de administratie Media.

Het ministerieel besluit van 16 april 1992 houdende vaststelling van de in te dienen formulieren "werkings- en financieel verslag" voor de erkende lokale radio's wordt opgeheven.

Departement Onderwijs**18 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 juni 1997 houdende benoeming van de leden van de commissie voor advies inzake de erkenning van vormingsprogramma's voor de vervulling van de deeltijdse leerplicht**

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het decreet van 31 juli 1990;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1990 houdende samenstelling van de commissie voor advies inzake de erkenning van vormingsprogramma's voor de vervulling van de deeltijdse leerplicht;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1997 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 28 september 1998 en 19 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 4 juni 1997 houdende benoeming van de leden van de commissie voor advies inzake de erkenning van vormingsprogramma's voor de vervulling van de deeltijdse leerplicht, wordt Mevr. Nicole Vancoillie vervangen door de heer Chris Blancquaert, inspecteur-coördinator TSO, BSO en BuSO.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt Mevr. Annemie Roets vervangen door Mevr. Marijke Willocx, adjunct van de directeur.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 februari 1999.

Brussel, 18 maart 1999.

E. BALDEWIJNS

—

TRADUCTION

Département de l'Enseignement**18 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 juin 1997 portant désignation des membres de la commission de consultation en matière de reconnaissance de programmes de formation en vue de satisfaire à l'obligation scolaire à temps partiel**

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 2, modifié par le décret du 31 juillet 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1990 fixant la composition de la commission de consultation en matière de reconnaissance de programmes de formation en vue de satisfaire à l'obligation scolaire à temps partiel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 28 septembre 1998 et 19 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 juin 1997 portant désignation des membres de la commission de consultation en matière de reconnaissance de programmes de formation en vue de satisfaire à l'obligation scolaire à temps partiel, Mme Nicole Vancoillie est remplacée par M. Chris Blancquaert, inspecteur coordinateur TSO (Enseignement secondaire technique), BSO (Enseignement secondaire professionnel) et BuSO (Enseignement secondaire spécial).

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, Mme Annemie Roets est remplacée par Mme Marijke Willocx, adjoint du directeur.

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 15 février 1999.

Bruxelles, le 18 mars 1999.

E. BALDEWIJNS

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur**Personeel. — Benoemingen**

Overwegende dat de heer Tony Hulst geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 17 november, 30 november en 1 december 1994;

Overwegende dat de betrokkene op de 3^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op de beslissing van 28 januari 1998 van de leidend ambtenaar van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Tony Hulst bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 17 februari 1998 met ingang van 1 januari 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Arlette Peeters geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 17^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 23 januari 1998 werd Mevr. Arlette Peeters bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 23 februari 1998 met ingang van 1 januari 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Jan Opdebeeck geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 26 april en 27 mei 1992;

Overwegende dat de betrokkene op de 132^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 24 februari 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Jan Opdebeeck bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 20 maart 1998 met ingang van 1 januari 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Wilfried Cauwelier geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 25 april, 26, 27, 28 augustus, 4, 11 en 20 september 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 14^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 24 maart 1998 werd de heer Wilfried Cauwelier bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 9 april 1998 met ingang van 1 februari 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Lieve Verbeeke geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober en 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 22^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 31 maart 1998 werd Mevr. Lieve Verbeeke bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 7 mei 1998 met ingang van 1 april 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Philippe Samoise geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van medewerker dat plaatsvond op 23 april en 25 mei 1994;

Overwegende dat de betrokkene op de 532^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 31 maart 1998 werd de heer Philippe Samoise bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 24 april 1998 met ingang van 1 april 1998 vast benoemd in de graad van medewerker bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Hilde De Nutte geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van arts dat plaatsvond op 27 september, 3, 4 en 5 oktober 1995;

Overwegende dat de betrokkene op de 3^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van. 14 mei 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd Mevr. Hilde De Nutte bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 11 juni 1998 met ingang van 1 april 1998 vast benoemd in de graad van arts bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Herlinda Thielemans geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober en 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 25^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 16 april 1998 werd Mevr. Herlinda Thielemans bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 18 mei 1998 met ingang van 4 april 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Marcel Lauwers geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 26 april en 27 mei 1992;

Overwegende dat de betrokkene op de 88^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 22 juni 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Marcel Lauwers bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 29 juni 1998 met ingang van 1 mei 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Hans Van Holsbeeck geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 5 november 1996, 27 februari, 4, 7, 10, 12, 19, 20 en 21 maart 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 42^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 31 augustus 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Hans Van Holsbeeck bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 16 september 1998 met ingang van 1 juni 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Birgit Kelchtermans geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 2 december 1996 en op 20, 21, 22 en 28 februari en 1 maart 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 14^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 16 december 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd Mevr. Birgit Kelchtermans bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 14 januari 1999 met ingang van 1 juni 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Yves Bekaert geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 5 november 1996, 27 februari, 4, 7, 10, 12, 19, 20 en 21 maart 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 19^e plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 22 januari 1999 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Yves Bekaert bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 4 februari 1999 met ingang van 1 juni 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Karel Verleije geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober en 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 30° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 7 juli 1998 werd de heer Karel Verleije bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 23 september 1998 met ingang van 1 juli 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Freddy Delameilleure geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 22 november 1995, 31 januari, 2, 3, 6, 9, 21 en 22 februari 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 13° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 23 juli 1998 werd de heer Freddy Delameilleure bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 23 september 1998 met ingang van 1 augustus 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer Patrick Geirnaert geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 5 november 1996, 27 februari, 4, 7, 10, 12, 19, 20 en 21 maart 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 45° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van. 13 oktober 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd de heer Patrick Geirnaert bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 21 oktober 1998 met ingang van 1 augustus 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Pascale Verhaeghe geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 5 november 1996, 27 februari, 4, 7, 10, 12, 19, 20 en 21 maart 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 16° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 16 december 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd Mevr. Pascale Verhaeghe bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 14 januari 1999 met ingang van 1 augustus 1998 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. An-Marie Forier geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van arts dat plaatsvond op 13 en 18 juni 1997;

Overwegende dat de betrokkene op de 1° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het besluit van 16 december 1998 van de directeur-generaal van de administratie Personeelsontwikkeling werd Mevr. An-Marie Forier bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 14 januari 1999 met ingang van 1 september 1998 vast benoemd in de graad van arts bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Elfriede Van Stichel geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 28° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 16 oktober 1998 werd Mevr. Elfriede Van Stichel bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 18 november 1998 met ingang van 15 september 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat Mevr. Ingrid De Craecker geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december 1995 en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 26° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 7 oktober 1998 werd Mevr. Ingrid De Craecker bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 21 oktober 1998 met ingang van 1 oktober 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

—————

Overwegende dat Mevr. Sandra Vermeulen geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 22 november 1995, 31 januari, 2, 3, 6, 9, 21 en 22 februari 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 18° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 1 december 1998 werd Mevr. Sandra Vermeulen bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 4 februari 1999 met ingang van 1 november 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

—————

Overwegende dat Mevr. Marina Coppens geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 3 mei, 26 juni en in de loop van de maanden september en oktober 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 1° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 18 december 1998 werd Mevr. Marina Coppens bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 14 januari 1999 met ingang van 1 december 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

—————

Overwegende dat Mevr. Viviane Fels geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 34° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 1 december 1998 werd Mevr. Viviane Fels bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 4 februari 1999 met ingang van 1 december 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

—————

Overwegende dat Mevr. Anita Claesen geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 31° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 17 december 1998 werd Mevr. Anita Claesen bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 4 februari 1999 met ingang van 1 december 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

—————

Overwegende dat Mevr. Sabina Collas geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van deskundige dat plaatsvond op 24 oktober, 7 december en in de loop van de maanden februari en maart 1996;

Overwegende dat de betrokkene op de 37° plaats gerangschikt werd;

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft;

Gelet op het eindverslag betreffende de stage van 4 december 1998 werd Mevr. Sabina Collas bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van 4 februari 1999 met ingang van 1 december 1998 vast benoemd in de graad van deskundige bij het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

[99 / 35370]

Personeel. — Bevorderingen

Bij besluit van 14 december 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd Mevr. Ingrid Willems, medewerker bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen te Bilzen met ingang van 1 november 1998 door verhoging in graad bevorderd tot hoofdmedewerker bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen met standplaats Bilzen.

Bij besluit van 8 september 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd Mevr. Veronique Vanhoutryve, deskundige bij de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, afdeling Bijzondere Jeugdzorg te Gent-Eeklo met ingang van 1 augustus 1998 door verhoging in graad bevorderd tot adjunct van de directeur bij de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, afdeling Bijzondere Jeugdbijstand met standplaats Brussel.

Bij besluit van 8 september 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd de heer Theo Verhoeven, technisch hoofdassistent bij de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, afdeling Gemeenschapsinstellingen, Gemeenschapsinstelling "De Kempen", met ingang van 1 augustus 1998 door verhoging in graad bevorderd tot technicus bij de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, afdeling Gemeenschapsinstellingen, Gemeenschapsinstelling "De Kempen", instelling De Markt te Mol.

Bij besluit van 8 september 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd de heer Willy Houtput, technisch beambte bij de administratie Cultuur, afdeling Beeldende Kunst en Musea met ingang van 1 augustus 1998 door verhoging in graad bevorderd tot speciaal assistent bij de administratie Cultuur, afdeling Beeldende Kunst en Musea, bewaarplaats kunstwerken te Schaarbeek.

Bij besluit van 8 september 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd Mevr. Albertine Meyers, beambte bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen te Bilzen met ingang van 1 augustus 1998 door verhoging in graad bevorderd tot assistent bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen te Bilzen.

Bij besluit van 8 september 1998 van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur werd Mevr. Lydia Wijnands, beambte bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen te Bilzen met ingang van 1 augustus 1998 door verhoging in graad bevorderd tot assistent bij de administratie Cultuur, afdeling Volksontwikkeling en Bibliotheekwerk, cultureel centrum Alden Biesen te Bilzen.

[99 / 35361]

Personeel. — Eervolle ontslagverleningen. — Pensioneringen

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 26 februari 1998 werd aan de heer Norbert De Fever met ingang van 1 juli 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van technisch beambte.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 26 februari 1998 werd aan de heer Theodorus Willems met ingang van 1 juli 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofdmedewerker.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 20 maart 1998 werd aan de heer Franciscus Hinoul met ingang van 1 augustus 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 20 maart 1998 werd aan Mevr. Marie Van Everbroeck met ingang van 1 augustus 1998 eervol ontslag verleend uit haar ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 7 mei 1998 werd aan de heer Marc Moerman met ingang van 1 september 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van aalmoezenier.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 15 april 1998 werd aan de heer Etienne Vernack met ingang van 1 oktober 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 15 april 1998 werd aan de heer Joseph Mercier met ingang van 1 oktober 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 7 mei 1998 werd aan Mevr. Jacqueline De Punt met ingang van 1 oktober 1998 eervol ontslag verleend uit haar ambt van hoofdassistent.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 27 oktober 1998 werd aan de heer Guido Van Beckhoven met ingang van 1 november 1998 ambtshalve ontslag verleend uit zijn ambt van medewerker.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 27 oktober 1998 werd aan de heer Johannes Bleyen met ingang van 1 november 1998 ambtshalve ontslag verleend uit zijn ambt van deskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 27 mei 1998 werd aan de heer Jean Roman met ingang van 1 november 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 27 mei 1998 werd aan Mevr. Maria Jacobs met ingang van 1 januari 1999 eervol ontslag verleend uit haar ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 15 september 1998 werd aan de heer Armand De Vriendt met ingang van 1 januari 1999 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van medewerker.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 15 september 1998 werd aan Mevr. Noëlla Brunfaut met ingang van 1 januari 1999 eervol ontslag verleend uit haar ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 15 september 1998 werd aan Mevr. Lucienne Van Gijseghem met ingang van 1 januari 1999 eervol ontslag verleend uit haar ambt van hoofddeskundige.

Bij besluit van de algemene directeur van het Koninklijk Museum voor Schone Kunsten te Antwerpen, departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 13 oktober 1998 werd aan de heer Jacques Duville met ingang van 1 februari 1999 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van hoofdmedewerker.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap van 25 november 1998 werd aan Mevr. Dora Floré met ingang van 1 februari 1999 eervol ontslag verleend uit haar ambt van directeur-arts.

[C – 99/35573]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1988 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1947 van het serviceflatgebouw « Ten Gaarde », Boomgaardstraat - A. Grisartstraat te 2600 Berchem (Antwerpen), beheerd door het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2001 voor maximaal 120 wooneenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van het O.C.M.W. d.d. 29 juni 1998 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. Het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. « O.L.Vrouw van Troost », Nazarethpad 107, te 2240 Zandhoven, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een dagverzorgingscentrum met 15 verblijfseenheden op de campus van het rusthuis « O.L.Vrouw van Troost », Nazarethpad 107, te 2240 Zandhoven.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « De Biekorf » Heerbaan 375, te 3582 Beringen (Koersel), uitgebaat door de N.V. « Meykens », Stationsstraat 40, te 3530 Houthalen-Helchteren, wordt erkend met ingang van 1 oktober 1995 tot 1 oktober 2000 onder nr. PE 1863 voor maximaal 30 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 21 september 1993 aan de V.Z.W. « Kliniek Vilain XIII », Dreef 148, te 3630 Maasmechelen (Leut), voor het inrichten van een bestaand gebouw, gelegen Louis Mercierlaan, te Maasmechelen (Eisden), als rusthuis met uitbreiding door nieuwbouw tot 40 woongelegenheden, wordt éénmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 21 september 1998.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

De eerste fase van het rusthuis « Huyse Elckerlyc », Trinellestraat 23, te 3770 Riemst, uitgebaat door de N.V. « Decorul », zelfde adres, wordt erkend met ingang van 1 augustus 1998 tot 1 augustus 2000 onder nr. PE 2051 voor maximaal 30 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Residentie ‘t Neerhof », Nieuwstraat 69, te 9660 Brakel, beheerd door Mevr. Vermassen, Jacqueline, zelfde adres, wordt erkend onder nummer PE 2088 van 1 juni 1998 tot 1 juni 2001 voor maximaal 26 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het rusthuisgedeelte met 32 woongelegenheden van het rusthuis « Sint-Elisabeth », Tieltssteenweg 25, te 9900 Eeklo, uitgebaat door de V.Z.W. « Zusters Kindsheid Jezu te Eeklo », Nederpolder 1, te 9000 Gent, wordt erkend met ingang van 1 november 1997 tot 1 mei 2001 onder nr. PE 155. De maximale opnamecapaciteit van het rusthuis bedraagt 154 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Ter Moere », Hospicestraat 15a, te 9180 Moerbeke, uitgebaat door het O.C.M.W. van 9180 Moerbeke, wordt erkend met ingang van 1 oktober 1997 tot 1 oktober 2000 onder nr. CE 2015 voor maximaal 24 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Huize Neri », Ankerstraat 100, te 9100 Sint-Niklaas, uitgebaat door de V.Z.W. « Congregatie der Zwarte Zusters van den H. Philippus Neriuz gezegd "ziekhuis" », Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, wordt erkend met ingang van 1 april 1998 tot 1 april 2003 onder nr. PE 2024 voor maximaal 15 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 17 oktober 1997 wordt aangepast als volgt : « Aan de B.V.B.A. Verpleging aan huis Lode Smet-Van Royen, Vrouweneeckhoekstraat 82, te 9100 Sint-Niklaas, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 45 wooneenheden in de Regentiestraat te Sint-Niklaas ».

De voorafgaande vergunning d.d. 17 oktober 1997 geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van de verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 29 november 1993 aan de V.Z.W. « Klooster Onderwijsgesticht van de Zusters van de H. Vincentius à Paulo van Anzegem », Kerkstraat 84, te 8570 Anzegem, voor het wijzigen van de capaciteit van het rusthuis « Ter Berk », Berkenlaan 2, te 8570 Anzegem, door uitbreiding met 15 woongelegenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 75 woongelegenheden zal bedragen, wordt eenmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 29 november 1998.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 18 november 1993 aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brugge, voor het wijzigen van de capaciteit van het rusthuis « De Zeventorentjes », Sint-Lucasstraat 50, te 9310 Brugge (Assebroek), door uitbreiding met 23 woongelegenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 103 woongelegenheden zal bedragen, wordt éénmalig verlengd met 3 jaar met ingang van 18 november 1998.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 november 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 5 november 1990 aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Koksijde, voor het bouwen van een rusthuis met 90 woongelegenheden te Koksijde, en verlengd bij ministerieel besluit van 8 mei 1995 tot 5 november 1998, wordt éénmalig verlengd met een periode van 2 jaar met ingang van 5 november 1998.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 21 februari 1994 aan de V.Z.W. « R.V.T. St. Mathildis », Sportveldlaan 25, te 2530 Boechout, voor het bouwen van een nieuwe vleugel met 50 woongelegenheden (29 vervangingswoongelegenheden en 21 woongelegenheden als uitbreiding) bij het rusthuis « R.V.T. St. Mathildis », zelfde adres, wordt eenmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 21 februari 1999. De totale capaciteit bedraagt hierdoor 140 woongelegenheden.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Kasteel Berthout », Broeklei 1, te 2845 Niel, uitgebaat door de V.Z.W. « Maria Boodschap », Broeklei 1, te 2845 Niel, wordt erkend met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003 onder nr. PE 2053 voor maximaal 17 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 8 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1830 van het serviceflatgebouw « Heide Velden », Fabiolalaan 66, te 2627 Schelle, beheerd door de V.Z.W. « Heide Velden », Fabiolalaan 66, te 2627 Schelle, wordt verlengd met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2003 voor maximaal 26 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 4 december 1998 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 8 januari 1988 wordt aangepast als volgt : « Aan de V.Z.W. « Rustoord Sint-Augustinus », Monseigneur Senciestraat 4, te 1500 Halle, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een bestaand gebouw te Halle als serviceflatgebouw met 60 wooneenheden ».

De voorafgaande vergunning d.d. 8 januari 1988 geldt tot 8 januari 1999.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleende, slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het woningcomplex met dienstverlening « Residentie Den Eikendreef », Kloosterstraat 41A, te 1745 Opwijk, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Opwijk, wordt erkend onder nummer CE 2081 met ingang van 1 maart 1998 tot 1 maart 2001 voor 13 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 27 april 1995 wordt aangepast als volgt : « Aan de B.V.B.A. « Residentie Karen », Laakstraat 20, te 3582 Beringen (Koersel), wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een rusthuis met 43 woongelegenheden langsheen de Tessenderlosesteenweg te 3583 Beringen (Paal).

De voorafgaande vergunning d.d. 27 april 1995 geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 8 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 203 van het rusthuis « Home Elisabeth », Cl. Cartuyvelstraat 17, te 3800 Sint-Truiden, beheerd door de V.Z.W. « Rusthuizen Z.A. Zuid-Limburg » CL. Cartuyvelstraat 5A, te 3800 Sint-Truiden, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 45 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « Mijlbeke », Albrechtlaan 119, te 9300 Aalst, uitgebaat door het O.C.M.W. van 9300 Aalst, wordt erkend met ingang van 1 juni 1998 tot 1 juni 2003 onder nr. CE 800 voor maximaal 122 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 4 december 1998 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. « Veilige Have Sint Antonius », Lostraat 20, te 9880 Aalter, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een bestaand gebouw als serviceflatgebouw met 20 wooneenheden.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van de verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 4 december 1998 wordt bepaald :

Aan het O.C.M.W. van 9200 Dendermonde, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een bestaand gebouw « Het Zilverpand » als serviceflatgebouw met 70 wooneenheden.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van de verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Denderwindeke », Proosdij 15, te 9400 Ninove (Denderwindeke), uitgebaat door het O.C.M.W. van 9400 Ninove wordt erkend met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2002 onder nr. CE 2072 voor maximaal 20 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 3 december 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Denderwindeke », Proosdij 15, te 9400 Ninove (Denderwindeke), uitgebaat door het O.C.M.W. van 9400 Ninove, wordt voorlopig erkend onder nr. 2072 voor één jaar met ingang van 1 december 1997 voor 20 wooneenheden.

Het ministerieel besluit van 24 juni 1998 houdende toekenning van de erkenning van het serviceflatgebouw wordt hierbij opgeheven.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 74 van het rusthuis « Maria's Rustoord RVT », Beselarestraat 9, te 8890 Moorslede, beheerd door de V.Z.W. « Klooster Hospitaal, Zusters van Liefde, Kortemark » Hospitaalstraat 24, te 8610 Kortemark, wordt verlengd met ingang van 1 juli 1998 tot 1 juli 2003 voor maximaal 66 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

De eerste fase van het rusthuis « R.V.T. Morgenster », Gentse Steenweg 122, te 8340 Damme (Sijsele), uitgebaat door de V.Z.W. « R.V.T. Morgenster », zelfde adres, wordt erkend met ingang van 1 januari 1998 tot 1 januari 2003 onder nr. PE 1996 voor maximaal 32 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

Het dagverzorgingscentrum « 't Vlierhof », Kloosterstraat 26, te 3850 Nieuwerkerken, beheerd door de V.Z.W. « Sint-Elisabeth's Dal », Stationsstraat 36, te 3440 Zoutleeuw, wordt voorlopig erkend onder nummer PE 2093 voor de duur van één jaar met ingang van 1 september 1998, voor maximaal 15 verblijfseenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Maasmechelen wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een dagverzorgingscentrum met 15 verblijfseenheden ter vervanging van het dagverzorgingscentrum « De Linde », Rijksweg 106, te 3630 Maasmechelen, met 12 verblijfseenheden.

De voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Huize De Sterrewijzer », Sterrenwijzer 7, te 2250 Olen, uitgebaat door de V.Z.W. « Huize De Sterrewijzer », Sterrenwijzer 7, te 2250 Olen wordt erkend met ingang van 1 juli 1998 tot 1 juli 2001 onder nr. PE 2038 voor maximaal 21 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « Huize De Sterrewijzer », Sterrenwijzer 7, te 2250 Olen, uitgebaat door de V.Z.W. « Huize De Sterrewijzer », Sterrenwijzer 7, te 2250 Olen wordt erkend met ingang van 1 juli 1998 tot 1 juli 2001 onder nr. PE 2037 voor maximaal 40 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 december 1998 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 27 september 1993 aan het O.C.M.W. van 2200 Herentals, voor het bouwen van een dagverzorgingscentrum met 15 verblijfseenheden te 2200 Herentals, op de campus van het rusthuis « St. Anna », Vorselaarsebaan, wordt éénmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 27 september 1998.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1695 van het dienstencentrum « De Zaan », Evert Larockstraat 6-8, te 2020 Antwerpen, uitgebaat door het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen, wordt verlengd voor een periode van 3 jaar met ingang van 1 januari 1999.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 607 van het rusthuis « Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes », Dorpsplein 10, te 3071 Kortenberg (Erps-Kwerps), beheerd door de V.Z.W. « Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes Rusthuis Zwartusters Augustinessen van Halle », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 160 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 14 december 1998 wordt bepaald :

De capaciteitsuitbreiding met 3 woongelegenheden van het rusthuis « Residence Welcome », Sint-Annastraat 100, te 3090 Overijse, beheerd door de N.V. « Residence Welcome » zelfde adres, wordt voorlopig erkend onder hetzelfde nummer PE 1096 voor de duur van één jaar met ingang van 1 juni 1998, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 33 woongelegenheden bedraagt.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning van de eerste fase met 48 woongelegenheden onder nummer PE 1705 van het rusthuis « Residentie Derde Leeftijd Stadskam », Kleine Molenstraat 9, te 1800 Vilvoorde, beheerd door de N.V. « Van Ertrijck » zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 april 1997 tot 1 april 2002.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 166 van het rusthuis « Sint-Bernardus », Assenedestraat 18, te 9968 Assenede (Bassevelde), beheerd door de V.Z.W. « Bejaardencentrum Sint-Bernardus », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003 voor maximaal 90 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 704 van het rusthuis « Maarkedal », Hasselstraat 7, te 9680 Maarkedal, beheerd door de V.Z.W. « Huize Maarkedal », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2004 voor maximaal 60 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1440 van het rusthuis « Denderoord », Hoge Buizemont 247, te 9500 Geraardsbergen, beheerd door het O.C.M.W. van 9500 Geraardsbergen, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 november 2002 voor 76 woongelegenheden. De maximale opnamecapaciteit bedraagt 135 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 983 van het rusthuis « De Zilverlinde », Dreef 2, te 9860 Oosterzele (Scheldewindeke), beheerd door de V.Z.W. « De Zilverlinde », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 november 1998 tot 1 november 2003 voor maximaal 70 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 704 van het rusthuis « Maarkedal », Hasselstraat 7, te 9680 Maarkedal, beheerd door de V.Z.W. « Huize Maarkedal », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2004 voor maximaal 60 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 815 van het rusthuis « Heilig Hart », Tereken 14, te 9100 Sint-Niklaas, beheerd door de V.Z.W. « Heilig Hart Tereken », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003 voor maximaal 145 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1274 van het rusthuis « Moervaartheem », Meersstraat 31, te 9185 Wachtebeke, beheerd door de V.Z.W. « Moervaartheem », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2003 voor maximaal 90 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 14 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 745 van het rusthuis « Onze-Lieve-Vrouw van Bijstand », Wijngaardstraat 41, te 8500 Kortrijk, blijft behouden na overname van het beheer met ingang van 1 april 1998 door de V.Z.W. « Woon en Zorg H. Hart », Budastraat 30, te 8500 Kortrijk, tot 1 maart 2001 voor maximaal 24 woongelegenheden.

Met ingang van 1 april 1998 wordt voornoemd rusthuis samengevoegd met het rusthuis « H. Hart » Budastraat 30, te 8500 Kortrijk, met 130 woongelegenheden onder nummer PE 1633, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 154 woongelegenheden bedraagt.

Met ingang van 2 april 1998 wordt de maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis « H. Hart » bepaald op 136 woongelegenheden.

Het ministerieel besluit van 31 maart 1998, voornoemd, waarbij de erkenning van een rusthuis behouden blijft na overname, wordt opgeheven.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 16 december 1998 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. « Zusters Kindsheid Jesu te Liedekerke, te Gent », Nederpolder 1, te 9000 Gent, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een dagverzorgingscentrum met 15 verblijfseenheden in het rusthuis « Sint-Rafaël », Kasteelstraat 14, te 1770 Liedekerke.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als de initiatiefnemer twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 16 december 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1782 van het rusthuis « Residentie Anemoon », Begonialaan 20, te 1853 Grimbergen (Strombeek-Bever), beheerd door de B.V.B.A. « Anemoon », Beatrijslaan 17, te 1850 Grimbergen, wordt verlengd met ingang van 1 augustus 1999 tot 1 augustus 2004 voor maximaal 30 woongelegenheden.

De afwijking op de erkenningsnorm 2.2.15. vevat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, betreffende de afzonderingskamer wordt verleend voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1.

Een afwijking op de erkenningsnorm 3.2.1.7., betreffende de hoogte van de raamdorpels in de kamers 29 en 30, vevat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 18 december 1998 wordt bepaald :

Het dagverzorgingscentrum « Sint-Vincentius », Ten Bosse 150, te 9800 Deinze, uitgebaat door de V.Z.W « Bejaardenzorg Zusters Sint-Vincentius », zelfde adres, wordt erkend met ingang van 15 augustus 1998 tot 1 augustus 2003 onder nr. PE 2099 voor maximaal 15 verblijfseenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 21 december 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « R.V.T. Cleo », Van Vaerenberghstraat 31, te 2600 Berchem (Antwerpen), uitgebaat door de V.Z.W. « Compostela », Doolweg 6, te 2150 Borsbeek, wordt erkend onder nummer PE 2098 tot 1 september 2001 met ingang van 1 september 1998 voor de eerste fase van 30 woongelegenheden, met ingang van 1 oktober 1998 voor de tweede fase van 30 woongelegenheden en met ingang van 1 november 1998 voor de derde fase van 30 woongelegenheden (totale capaciteit is 90).

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1468 van het serviceflatgebouw « Residentie Deeveland » Bonestraat 22, te 8760 Meulebeke, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Meulebeke, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 50 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1253 van het rusthuis « Ten Boomgaarde » Ter Bekestraat 7A, te 8200 Brugge (Sint-Michiels), beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brugge, wordt verlengd met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2003 voor maximaal 103 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1229 van het « Rusthuis » Kloosterstraat 630, te 9000 Gent, beheerd door de N.V. « Aline », Leest 29B te 9950 Waarschoot, wordt verlengd met ingang van 1 mei 1998 tot 1 mei 2003 voor maximaal 58 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 637 van het « Rusthuis » Kloosterstraat 43, te 1745 Opwijk, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Opwijk, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 81 woongelegenheden.

Een afwijking op de erkenningsnorm 3.2.2.-lid 3, betreffende de netto-vloeroppervlakte van de kamers 3 en 4, vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1.

Een afwijking op de erkenningsnorm 4.1.5., betreffende de kwalificatie van een verzorgend personeelslid met name Mevr. Godelieve Van Nuffel, vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1, met dien verstande dat nieuw aan te werven verzorgende personeelsleden over het vereiste brevet of diploma dienen te beschikken.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1429 van het rusthuis « Atrium » A. Dezangrélaan 19 te 1950 Kraainem, beheerd door Mevr. M. L. Bierkens Stationsstraat 103, te 3080 Tervuren, wordt verlengd met ingang van 1 november 1998 tot 1 november 2003 voor maximaal 40 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 5 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1598 van het dienstencentrum « De Bilzen », Lange Beeldekenstraat 52, te 2060 Antwerpen, uitgebaat door het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning voor het wijzigen van de capaciteit van het rusthuis « Dennenbos » Vallenbosstraat 5, te 1700 Dilbeek (Sint-Ulriks-Kapelle) door uitbreiding met 8 woongelegenheden, zodat de maximale huisvestings-capaciteit van het rusthuis 22 woongelegenheden zal bedragen, aangevraagd door de B.V.B.A. « Dennenbos » zelfde adres wordt geweigerd.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 12 januari 1996 wordt aangepast als volgt : « Aan de N.V. « Huize Philemon & Baucis » Zoutleeuwsesteenweg 11, te 3440 Zoutleeuw (Dormaal) wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het wijzigen van de capaciteit van het rusthuis « Philemon & Baucis » zelfde adres door uitbreiding met 25 woongelegenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 50 woongelegenheden zal bedragen ».

De voorafgaande vergunning d.d. 12 januari 1996 geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als de initiatiefnemer twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

Artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 februari 1995 wordt aangepast als volgt : « Aan de V.Z.W. « Bejaardenzorg Grauwzusters Hasselt-Tongeren » Demerstraat 80, te 3500 Hasselt, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het wijzigen van de capaciteit van het rusthuis « Sint-Elisabeth », zelfde adres, door :

- het verminderen van de capaciteit van het bestaande rusthuis van 102 naar 90 woongelegenheden;
- het bouwen van een rusthuisafdeling met 15 woongelegenheden;

De maximale huisvestingscapaciteit zal diengevolge 105 woongelegenheden bedragen ».

Een artikel 1bis wordt toegevoegd aan het ministerieel besluit van 1 februari 1995 dat luidt als volgt : « Aan de V.Z.W. « Bejaardenzorg Grauwzusters Hasselt-Tongeren » Demerstraat 80, te 3500 Hasselt », wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het verbouwen van het bestaand rusthuis met vermindering van de capaciteit van 105 naar 87 woongelegenheden en het bouwen van een nieuwe vleugel met 18 vervangingswoongelegenheden, zodat de globale capaciteit van het rusthuis 105 woongelegenheden zal bedragen ».

De voorafgaande vergunning d.d. 1 februari 1995 geldt tot 1 februari 2000 en deze geldigheidsduur kan overeenkomstig de overgangsbepalingen vervat in het besluit van de Vlaamse regering van 17 maart 1998, eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 18 januari 1994 aan de heer I. Jacobs, Gen. De Krahestraat 82A, te 3970 Leopoldsburg, voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 35 wooneenheden, Kolmenweg te Tessenderlo, wordt éénmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 18 januari 1999.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

Het dagverzorgingscentrum « Ons Zomerheem », Dreef 47 te 9930 Zomergem, uitgebaat door de V.Z.W « Zusters Kindsheid Jesu te Zomergem », Nederpolder 1, te 9000 Gent wordt erkend met ingang van 1 januari 1998 tot 1 januari 2003 onder nr. PE 2100 voor maximaal 15 verblijfseenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 7 januari 1999 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 8 november 1990 aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Kortrijk, voor het wijzigen van de capaciteit van het serviceflatgebouw « Ten Olmen » Lange Meersstraat 2 te 8500 Kortrijk, door nieuwbouw met 21 wooneenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 81 wooneenheden zal bedragen, en verlengd bij ministerieel besluit van 12 december 1996 tot 8 november 1998, wordt éénmalig verlengd met een periode van 2 jaar met ingang van 8 november 1998.

Het ministerieel besluit van 8 november 1990 wordt aangepast als volgt : « Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Kortrijk wordt de voorafgaande vergunning verleend voor :

- het wijzigen van de capaciteit van het serviceflatgebouw « Ten Olmen » Lange Meersstraat 2, te 8500 Kortrijk, door nieuwbouw met 12 wooneenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit 72 wooneenheden zal bedragen;
- het bouwen van een serviceflatgebouw met 9 wooneenheden bij het rusthuis « Ter Melle » Mellestraat 15, te 8500 Kortrijk (Heule) ».

De voorafgaande vergunning d.d. 8 november 1990 geldt tot 8 november 2000.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 18 januari 1999 wordt bepaald :

Aan het O.C.M.W. van 2620 Hemiksem wordt de voorafgaande vergunning verleend voor een vervangings-nieuwbouw van het rusthuis « Hoghe Cluyse », op de campus Bouwerijstraat 50, te 2620 Hemiksem, voor een totale capaciteit van 75 woongelegenheden.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 18 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1743 van het rusthuis « De Edelweis », Liersesteenweg 165-171, te 3130 Begijnendijk, beheerd door de N.V. « De Edelweis », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 juni 1998 tot 1 juni 2003 voor maximaal 56 woongelegenheden.

De capaciteitsuitbreiding met 1 woongelegheden wordt erkend onder hetzelfde nummer PE 1743 met ingang van 1 juni 1998 tot 1 juni 2003. De maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis bedraagt 57 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 18 januari 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 261 van het rusthuis « Home Marie-Louise », Zijp 157, te 1780 Wemmel, blijft behouden na overname van het beheer met ingang van 1 juni 1998 door de N.V. « Yoka » Zijp 157 te 1780 Wemmel, tot 1 september 1999 voor maximaal 60 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 18 januari 1999 wordt bepaald :

Het rusthuis « Onze Lieve Vrouw » (nieuwbouw), J.B. De Keyzerstraat 35, te 1970 Wezembeek-Oppem, beheerd door de V.Z.W. « Rust- en Verzorgingstehuis Onze Lieve Vrouw te Wezembeek », J.B. De Keyzerstraat 31, te 1970 Wezembeek-Oppem », wordt erkend onder nummer PE 483 van 16 maart 1998 tot 16 maart 2003 voor maximaal 60 woongelegenheden.

Het besluit van de directeur-generaal van 22 december 1997 houdende de verlenging van de erkenning onder hetzelfde nummer PE 483 van het rusthuis « Onze Lieve Vrouw », J.B. De Keyzerstraat 31, te 1970 Wezembeek-Oppem van 1 september 1997 tot 1 september 1999, wordt opgeheven met ingang van 16 maart 1998.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 18 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1600 van het rusthuis « Philemon & Baucis », Zoutleeuwsesteenweg 11, te 3440 Zoutleeuw (Dormaal), beheerd door de N.V. « Huize Philemon & Baucis », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003 voor maximaal 25 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 12 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1954 van de eerste fase met 15 woongelegenheden van het rusthuis « Het Park Neeroeteren », Spilstraat 15, te 3680 Maaseik (Neeroeteren), beheerd door de V.Z.W. « Het Park Neeroeteren », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2004.

De erkenning onder nummer PE 1954 van de tweede fase met 45 woongelegenheden van voornoemd rusthuis wordt verlengd met ingang van 1 april 1999 tot 1 januari 2004. De maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis bedraagt hierdoor 60 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 12 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 950 van het rusthuis « Sint-Jozef », Kloosterhof 1, te 3910 Neerpelt, beheerd door de V.Z.W. « Rusthuis Sint-Jozef », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2001 voor 62 woongelegenheden. De maximale erkende huisvestingscapaciteit van voornoemd rusthuis bedraagt 82 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 12 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1549 van het rusthuis « Vrolijk en Vrij », Tomstraat 67, te 3700 Tongeren (Piringen), beheerd door de heer R. Reweghs, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2004 voor maximaal 8 woongelegenheden voor valide bejaarden.

Een afwijking op de erkenningsnorm 3.2.2.-lid 3, vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, met betrekking tot de netto vloeroppervlakte van de kamers 7 en 8, wordt toegestaan.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 25 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 260 van het rusthuis « Maria Boodschap », Broeklei 1, te 2845 Niel, beheerd door de V.Z.W. « Rustoord Maria Boodschap », zelfde adres te 2845 Niel, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 oktober 2003 voor maximaal 132 woongelegenheden.

Gedurende deze erkenningsperiode is verder toezicht vereist inzake de twee opmerkingen, vermeld in het attest van de burgemeester d.d. 28 juli 1993, m.n. dat bij alarmering alle sloten van de deuren op de dementenafdeling automatisch moeten opengaan en dat het lokaal voor de pompeenheid voorzien voor de hydranten, vrij moet blijven van overvolig materiaal.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 25 januari 1999 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw « Residentie Ravelsberg », Drakenhoflaan 49, te 2100 Deurne (Antwerpen), uitgebaat door de N.V. « Residentie Ravelsberg », zelfde adres, wordt erkend onder nummer PE 2050 met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2000 voor maximaal 47 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 26 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1337 van het rusthuis « Vastenhaeckel-Van Hoorick », Godshuisstraat 33, te 1861 Meise (Wolvertem), beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Meise, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 51 woongelegenheden.

De afwijking op de erkenningsnorm 3.2.1.2., vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 26 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 631 van het rusthuis « Residentie Iris » Kareelbakkerijstraat 39, te 1853 Grimbergen (Strombeek-Bever), beheerd door de B.V.B.A. « Residentie Iris », zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2003 voor maximaal 30 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 27 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1495 van het serviceflatgebouw « Adagio », Edelarendries 74, te 9820 Merelbeke (Bottelare), beheerd door Mevr. Lycke-Lefever, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 april 1998 tot 1 april 2000 voor maximaal 9 wooneenheden.

De capaciteitsuitbreiding met 36 wooneenheden wordt erkend van 1 april 1998 tot 1 april 2000. De maximale opnamecapaciteit van het serviceflatgebouw bedraagt 45 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 27 januari 1999 wordt bepaald :

De uitbreiding van de capaciteit met 1 woongelegenheden van het rusthuis « R.V.T. Cocoon », Schulstraat 47, te 2018 Antwerpen, uitgebaat door de V.Z.W. « Compostela », Doolweg 6, te 2150 Borsbeek, wordt erkend onder nummer PE 1648 met ingang van 1 oktober 1998 tot 1 januari 2002. De totale erkende capaciteit bedraagt nu 51 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 27 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1963 van het serviceflatgebouw « Joostens-Lemmé », Dambruggestraat 306/308, te 2060 Antwerpen, beheerd door het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2002 voor maximaal 27 wooneenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van het O.C.M.W. d.d. 30 oktober 1998 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. Het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 27 januari 1999 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 18 januari 1994 wordt aangepast als volgt : « Aan de V.Z.W. Emmaüs, Kerkstraat 50, te 2570 Duffel, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een rusthuis met 33 woongelegen-heden te 2570 Duffel op de campus aan de Kerkstraat ».

Deze voorafgaande vergunning wordt éénmalig verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 18 januari 1999 tot 18 januari 2002.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als de initiatiefnemer twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 27 januari 1999 wordt bepaald :

Aan het O.C.M.W. van 2910 Essen wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 20 wooneenheden te 2910 Essen, Maststraat.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als de initiatiefnemer twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 28 januari 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 194 van het rusthuis « Heilig Hart », Veldkantstraat 30, te 1850 Grimbergen, beheerd door de V.Z.W. « Rust- en Verzorgingstehuis Heilig Hart te Grimbergen » zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 december 1998 tot 1 december 2003 voor maximaal 150 woongelegenheden.

De afwijking op de erkenningsnorm 3.2.1.7., vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, met betrekking tot het raamoppervlak in de 5 kamers met schuine wand telkens achter het verpleeglokaal, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningstermijn zoals bepaald in artikel 1.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C – 99/35494]

Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten

OOST-VLAANDEREN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is gedeeltelijk vernietigd het besluit van 13 januari 1999 van de provincieraad van de provincie Oost-Vlaanderen, houdende vaststelling van de rechtspositieregeling van de leden van de provinciale inspectie en begeleiding onderwijs (PIBO) van de provincie Oost-Vlaanderen.

BOORTMEERBEEK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 12 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 11 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Boortmeerbeek de formatie van het gemeentepersoneel wijzigt.

BRASSCHAAT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 23 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Brasschaat de statutaire personeelsformatie wijzigt.

—

BRECHT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 2 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van de gemeenteraad van Brecht van 14 januari 1999 houdende wijziging van de formatie van het gemeentepersoneel.

—

DENDERMONDE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 2 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 15 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Dendermonde de statutaire formatie van het gemeente- en politiepersoneel vaststelt, in toepassing van de sectorale akkoorden van 18 juni 1993 en 12 juli 1994.

—

HERENTALS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 26 februari 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 22 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Herentals de formatie van het politiepersoneel wijzigt.

—

HOOGLEDE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 26 januari 1999 waarbij de gemeenteraad van Hooglede de formatie van het personeel van het stedelijk politiekorps wijzigt.

—

HOOGSTRATEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 2 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 14 december 1998 van de gemeenteraad van de gemeente Hoogstraten, houdende wijziging van de formatie van het gemeentepersoneel.

—

KORTEMARK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 22 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 12 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Kortemark de statutaire formatie van het gemeentepersoneel wijzigt.

—

KORTENBERG. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 2 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 4 januari 1999 van de gemeenteraad van de gemeente Kortenberg, houdende wijziging van de formatie van het politiepersoneel.

—

LOMMEL. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 22 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 26 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Lommel de statutaire formatie van het gemeentepersoneel wijzigt.

—

MEISE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 29 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 28 januari 1999 van de gemeenteraad van de gemeente Meise, houdende wijziging van de formatie van het administratief personeel en van de formatie van het politiepersoneel.

—

NEVELE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 22 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Nevele de statutaire personeelsformatie wijzigt.

—

OOSTENDE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan de besluiten van 22 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Oostende de nieuwe formatie van het gemeentepersoneel aanpast.

—

OUDENAARDE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 25 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Oudenaarde de formatie van het politiepersoneel wijzigt en de formatie van het administratief personeel bij de politie vaststelt.

OVERPELT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 29 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Overpelt de formatie van het leidend en technisch personeel van de plaatselijke openbare bibliotheek wijzigt.

PUURS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 4 februari 1999 van de gemeenteraad van de gemeente Puurs, houdende wijziging van de formatie van het politiepersoneel.

RAVELS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 8 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 11 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Ravels de formatie van het politiepersoneel wijzigt.

ROESELARE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan de besluiten van 25 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Roeselare de nieuwe formatie van het gemeentepersoneel wijzigt wat de stedelijke werkplaatsen en de plaatselijke openbare bibliotheek betreft.

SINT-GENESIUS-RODE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is goedkeuring verleend aan de besluiten van 17 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Sint-Genesius-Rode de nieuwe formaties van het gemeente- en politiepersoneel vaststelt.

SINT-GENESIUS-RODE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is gedeeltelijke goedkeuring verleend aan het besluit van 17 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Sint-Genesius-Rode het statuut van het statutair personeel en het reglement van de contractuele personeelsleden vaststelt.

SINT-GENESIUS-RODE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is gedeeltelijke goedkeuring verleend aan het besluit van 17 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Sint-Genesius-Rode het statuut van het politiepersoneel vaststelt.

SINT-GILLIS-WAAS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 4 februari 1999 van de gemeenteraad van de gemeente Sint-Gillis-Waas, houdende uitbreiding van de formatie van het bibliotheekpersoneel.

SINT-LAUREINS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 11 februari 1999, waarbij de gemeenteraad van Sint-Laureins de formatie van het stedelijk politiekorps vaststelt.

SINT-LIEVENS-HOUTEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en huisvesting van 22 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 9 februari 1999, waarbij de gemeenteraad van Sint-Lievens-Houtem de formatie van het gemeentepersoneel wijzigt.

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 30 maart 1999 werd gedeeltelijk vernietigd het besluit van 23 oktober 1998, waarbij de gemeenteraad van Sint-Niklaas het nieuw administratief statuut van het gemeente- en politiepersoneel vaststelt, met name wat deel VI, artikel 42 betreft.

SPIERE-HELKIJN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 is goedgekeurd het besluit van 18 februari 1999, waarbij de gemeenteraad van Spiere-Helkijn de formatie van het gemeentepersoneel vaststelt, in toepassing van het sectoraal akkoord van 18 juni 1993.

TIENEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 14 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Tienen de statutaire personeelsformatie uitbreidt.

TURNHOUT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 23 maart 1999 werd goedkeuring verleend aan het besluit van 1 februari 1999, waarbij de gemeenteraad van Turnhout de formatie van het technisch personeel wijzigt.

WAREGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 19 maart 1999 wordt goedkeuring verleend aan het besluit van 2 februari 1999 van de gemeenteraad van Waregem houdende wijziging van de formatie van het gemeentepersoneel, wat betreft de wijziging van de formatie van het statutair gemeentepersoneel.

WORTEGEM-PETEGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en huisvesting van 23 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 28 januari 1999, waarbij de gemeenteraad van Wortegem-Petegem de formaties van het gemeente- en politiepersoneel vaststelt, in toepassing van de sectorale akkoorden van 18 juni 1993 en 12 juli 1994.

ZOUTLEEUEW. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 2 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 29 december 1998, waarbij de gemeenteraad van Zoutleeuw de formatie van het gemeentepersoneel vaststelt, in toepassing van het sectoraal akkoord van 18 juni 1993.

[C - 99/35500]

Besluiten betreffende de OCMW's

ALVERINGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 29 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 20 januari 1999, waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Alveringem de personeelsformatie van het OCMW wijzigt.

BOCHOLT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 22 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van Bocholt van 1 februari 1999 houdende wijziging van de statutaire personeelsformatie.

DENDERLEEUEW. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 17 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van 14 januari 1999 van de raad van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Denderleeuw, houdende vaststelling van de personeelsformatie.

HERENTALS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 29 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van Herentals van 26 januari 1999 houdende uitbreiding van de personeelsformatie van het RVT Sint-Anna met een halftijdse betrekking van verpleegkundige in vast dienstverband.

KASTERLEE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 9 maart 1999 is goedkeuring verleend aan het besluit van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van Kasterlee van 12 januari 1999 houdende uitbreiding van de personeelsformatie van de sociale dienst met een voltijdse betrekking van maatschappelijk assistent(e) in vast dienstverband.

LINKEBEEK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 31 maart 1999 is goedkeuring verleend aan de besluiten van 11 februari 1999, waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Linkebeek de personeelsformatie van het OCMW wijzigt.

[99/35440]

Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Uitspraak in beroep. — Grondwaterwinning categorie B

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van 16 maart 1999 van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling werd uitspraak gedaan over het beroep ingediend door N.V. Domo-Oudenaarde, productievevestiging Sint-Niklaas tegen het besluit van de provincieraad van Oost-Vlaanderen van 3 september 1998, waarbij aan Domo-Oudenaarde, productievevestiging Sint-Niklaas vergunning werd verleend voor het exploiteren van een grondwaterwinning met een maximale capaciteit van 1000 m³/dag en 160 000 m³/jaar.

TIELT. — Bij besluit van 24 maart 1999 van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling werd uitspraak gedaan over het beroep dat door de NV Exportslachthuis Tielt werd ingediend tegen de vergunning verleend door de bestendige deputatie van West-Vlaanderen op 9 april 1998 voor het winnen van grondwater uit de Paleozoïsche Sokkel.

[C – 99/35505]

Uitspraak in beroep. — Grondwaterwinning categorie C

HERENTALS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 24 maart 1999 wordt de grondwaterwinning van de PIDPA gelegen langs de Haanheuvelstraat in Herentals hervergund, zonder debietsverhoging, voor het winnen van maximaal 17.000 m³/dag en 5.475.000 m³/jaar.

[C – 99/35340]

Ruilverkaveling. — Plan nieuwe wegen en afwateringen

POPPEL. — Bij ministerieel besluit van 3 maart 1999 wordt het tweede plan van de nieuwe en de af te schaffen wegen en afwateringen met de daarbij behorende kunstwerken van de ruilverkaveling Poppel goedgekeurd.

Betreffende de wegen en afwateringen met de daarbij behorende kunstwerken, welke zich op het grondgebied van de gemeente Ravels bevinden, wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 70 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, zoals aangevuld door de wet van 11 augustus 1978 houdende bijzondere bepalingen eigen aan het Vlaamse Gewest.

[99/35506]

Ruilverkaveling. — Machtiging buitengewone werken

SINT-GILLIS-WAAS. — Bij ministerieel besluit van 1 april 1999 wordt het ruilverkavelingscomité Sint-Gillis-Waas gemachtigd de buitengewone werken aan de onbevaarbare waterlopen binnen het ruilverkavelingsblok uit te voeren, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde plan.

[99/35439]

Rooilijnen. — Onteigeningen

NEVELE. — Bij besluit van de minister vice-president van de Vlaamse regering van Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 17 maart 1999 :

— wordt goedgekeurd de beslissing van 20 december 1994 van de gemeenteraad van Nevele alsmede het hierbijhorend plan wat de vastlegging van de rooilijn betreft voor de weg tussen de Kouterslag en de Dorpswegel in de deelgemeente Merendree;

— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitneming van het perceel kadastraal gekend 4e afdeling, sectie A, nr. 1018/1, zijnde inname 1 van het bijhorende onteigeningsplan vordert;

— kan de rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemenen nutte, bepaald bij de wet van 26 juli 1962, op deze onteigening worden toegepast;

— wordt aan de gemeente Nevele machtiging tot onteigening verleend.

[99/35441]

Vlaams natuureservaat « Het Zoerselbos »

Bij ministerieel besluit van 18 maart 1999 en overeenkomstig de artikels 32, 33, 34 en 35 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, wordt "Het Zoerselbos" gelegen te Zoersel (Antwerpen), met een oppervlakte van 16 ha 57 a 36 ca aangewezen als Vlaams natuureservaat.

[C – 99/35533]

Eervolle ontslagen. — Pensioenen. — Erratum

De uittreksels van de drie besluiten van 10 september, 8 september en 22 oktober 1998 op bladzijde 11085 van het *Belgisch Staatsblad* van 2 april 1999 moeten, zoals hierboven, gepubliceerd worden onder het « departement Leefmilieu en Infrastructuur » en niet onder het « departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur ».

[C – 99/35493]

Personeel. — Benoeming van ambtswege bij wijze van graadverandering en dienstaanwijzing. — Erratum

In de derde alinea van het uittreksel van het besluit van de Vlaamse regering van 23 februari 1999 dat gepubliceerd werd op bladzijde 11522 van het *Belgisch Staatsblad* van 8 april 1999 wordt verkeerdelijk gemeld dat de heer Desmyter ambtshalve bij wijze van graadverandering benoemd wordt tot directeur-generaal (in plaats van tot directeur-ingenieur).

De correcte zin moet luiden als volgt :

« De heer Fernand Desmyter wordt met ingang van 1 juni 1994 ambtshalve bij wijze van graadverandering benoemd tot directeur-ingenieur bij dezelfde dienst. »

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
[C – 99/31099]
Administration de l’Aménagement du Territoire et du Logement
Plan communal de développement. — Dossier de base Approbation par le Gouvernement
BRUXELLES. — Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 1999 approuve le dossier de base du Plan communal de développement de la ville de Bruxelles.
L’approbation est assortie de conditions, conformément à l’article 41 de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme.
Le texte complet de cet arrêté est consultable sur demande soit à l’administration communale, soit à l’administration régionale de l’aménagement du territoire et du logement.
[C – 99/31100]
Approbations
ANDERLECHT. — Le dossier de base du PPAS “Centre Intellectuel” (délimité par les rues de l’Institut, Erasme, E. Delcourt et du Chapelain) de la commune d’Anderlecht, comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un schéma des affectations, ainsi que les rapports et notes relatifs à ce dossier de base est approuvé le 10 novembre 1998 en vertu de l’article 54, alinéa 2 de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme.
Ce dossier de base tend à modifier totalement le P.P.A.S. “îlots 231-235” approuvé par l’arrêté royal du 15 mars 1962 dont plusieurs dispositions ont été suspendues en raison de leur défaut de conformité au projet de PRAS.
AUDERGHEM. — Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 1999 approuve le dossier de base du plan particulier d’affectation du sol n° 20/21 “Demey-Merjay” de la commune d’Auderghem (délimité par la chaussée de Watermael, les avenues Van Nieuwenhuysse, Van Haelen, la place Pinoy, les avenues Verboven, Demey et de la Houlette) comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un schéma des affectations, ainsi que les rapports et notes relatifs à ce dossier de base.
L’approbation de ce dossier de base est accompagnée de conditions, conformément à l’article 54 de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme.
En outre, en vertu de l’article 58bis, de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme, une étude d’incidences devra être réalisée.
Ce dossier de base tend à modifier les PPAS n°s 20 et 21 approuvés respectivement par arrêtés royaux des 8 mars 1988 et 16 novembre 1956 dont certaines dispositions ont été suspendues en raison de leur défaut de conformité au projet de PRAS.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
[C – 99/31099]
Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
Gemeentelijk Ontwikkelingsplan. — Basisdossier Goedkeuring door de Regering
BRUSSEL. — Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 1999 wordt goedkeuring gehecht aan het basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan van de stad Brussel.
De goedkeuring gaat vergezeld van voorwaarden, overeenkomstig artikel 41 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.
De volledige tekst van dit besluit kan worden ingekeken op aanvraag hetzij op het gemeentebestuur hetzij op het gewestelijk bestuur van ruimtelijke ordening en huisvesting.
[C – 99/31100]
Goedkeuringen
ANDERLECHT. — Het basisdossier van het B.P.P. “Intellectueel Centrum” (begrensd door de Instituut-, Erasme-, E.Delcourt-, en de Kapelaanstraat) van de gemeente Anderlecht dat bestaat uit een localisatieplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een schema van de bestemmingen alsook de verslagen en nota’s betreffende dit basisdossier is goedgekeurd op 10 november 1998 krachtens artikel 54, lid 2 van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende Organisatie van de Planning en de Stedenbouw.
Dit basisdossier beoogt de volledige wijziging van het bij koninklijk besluit van 15 maart 1962 goedgekeurd bijzonder bestemmingsplan “Blokken 231-235” waarvan sommige bepalingen opgeheven werden omdat ze niet in overeenstemming waren met het ontwerp-G.B.P.
OUDERGEM. — Bij besluit van 4 februari 1999 hecht de Brusselse Hoofdstedelijke Regering haar goedkeuring aan het basisdossier van het bijzonder bestemmingsplan nr. 20/21 « Demey-Merjay » van de gemeente Oudergem (begrensd door de Watermaalsesteenweg, de Van Nieuwenhuyselaan, Van Haelenlaan, het Pinoyplein, de Verbovenlaan, Demeylaan en Herdersstaflaan) bestaande uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een schema van de bestemmingen evenals de verslagen en nota’s betreffende dit basisdossier.
De goedkeuring van dit basisdossier is voorwaardelijk overeenkomstig artikel 54 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.
Krachtens artikel 58bis van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw dient daarnaast een effectenstudie te worden verricht.
Dit basisdossier beoogt de wijziging van de BBP’s nr. 20 en 21 die respectievelijk zijn goedgekeurd bij de koninklijke besluiten van 8 maart 1988 en 16 november 1956 en waarvan sommige bepalingen zijn geschorst omdat ze niet in overeenstemming zijn met het ontwerp van GBP.

BRUXELLES. — Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 février 1999 décide de modifier partiellement le plan particulier d’affectation du sol n° 22/17 de la ville de Bruxelles, approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1968, afin de permettre la construction d’un commissariat de police, rue de l’Hectolitre (parcelle cadastrale 524d).

La Ville de Bruxelles est invitée à introduire un dossier de base à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans un délai de 15 mois suivant la notification de la présente décision.

GANSHOREN. — Le dossier de base du P.P.A.S. n° II “Heideken” de la commune de Ganshoren comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un schéma des affectations, ainsi que les rapports et notes relatifs à ce dossier de base est approuvé le 14 novembre 1998 en vertu de l’article 54, alinéa 2 de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme.

Ce dossier de base tend a modifier le P.P.A.S. n° II “Heideken” approuvé par arrêté royal du 29 juin 1961 et dont certaines dispositions ont été suspendues en raison de leur défaut de conformité au projet de P.R.A.S.

SCHAERBEEK. — Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 janvier 1999 approuve le dossier de base du PPAS “GAUCHERET” (délimité par la rue Masui, l’avenue de la Reine, la rue du Progrès, le chemin de fer et les limites de la commune de Saint-Josse-ten-Noode et la ville de Bruxelles) de la commune de Schaerbeek comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un plan du schéma des affectations ainsi que les rapports et notes relatifs à ce dossier.

L’approbation de ce dossier de base est accompagné de conditions, conformément à l’article 54 de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme.

En outre, en vertu de l’article 58bis, de l’ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l’urbanisme, une étude d’incidences devra être réalisée.

Ce dossier de base tend à modifier le plan particulier d’affectation du sol “Ilots 61-62-64 à 68-71-72 - Quartier Ouest de la Gare du Nord” approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 17 février 1967, 20 mars 1974 et 31 octobre 1978, dont certaines dispositions ont été suspendues en raison de leur défaut de conformité au projet de PRAS.

BRUSSEL. — Bij besluit van 11 februari 1999 beslist de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat het bij koninklijk besluit van 24 juli 1968 goedgekeurd bijzonder bestemmingsplan nr. 22/17 van de Stad Brussel gedeeltelijk wordt gewijzigd voor de bouw van een politiecommissariaat in de Hectoliterstraat (kadastraal perceel 524d).

De Stad Brussel wordt verzocht een basisdossier ter goedkeuring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor te leggen binnen een termijn van 15 maand na de bekendmaking van deze beslissing.

GANSHOREN. — Het basisdossier van het B.P.P. nr II « Heideken » van de gemeente Ganshoren bestaande uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een schema van de bestemmingen, alsook de verslagen en nota’s betreffende dit basisdossier is goedgekeurd op 14 november 1998 krachtens artikel 54, lid 2 van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende Organisatie van de Planning en de Stedenbouw.

Dit basisdossier beoogt de wijziging van het bij koninklijk besluit van 29 juni 1961 goedgekeurd bijzonder bestemmingsplan nr. II « Heideken » waarvan sommige bepalingen opgeheven werden omdat ze niet in overeenstemming waren met het ontwerp-G.B.P.

SCHAARBEEK. — Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 februari 1999 wordt goedkeuring gehecht aan het basisdossier van het BBP « GAUCHERET » (begrensd door de Masuistraat, de Koninginnelaan, de Vooruitgangstraat, de spoorweg en de gemeentegrens van Sint-Joost-ten-Node en de stad Brussel) van de gemeente Schaarbeek bestaande uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een bestemmingsplan evenals uit de verslagen en nota’s betreffende dit dossier.

De goedkeuring van dit basisdossier is gekoppeld aan voorwaarden, overeenkomstig artikel 54 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Daarenboven zal, krachtens artikel 58bis van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, een effectenstudie verricht moeten worden.

Dit basisdossier beoogt de wijziging van het bijzonder bestemmingsplan « Huizenblokken 61-62-64 tot 68-71-72 - Wijk ten westen van het Noordstation » dat is goedgekeurd en gewijzigd bij koninklijke besluiten van 17 februari 1967, 20 maart 1974 en 31 oktober 1978, waarvan sommige bepalingen zijn opgeheven omdat zij niet in overeenstemming zijn met het ontwerp van GBP.

BRUXELLES. — Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 1999 refuse le dossier de base du PPAS n° 70-30 « Quartier Claessens » de la Ville de Bruxelles, comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un schéma des affectations, un plan des implantations, un plan des gabarits ainsi que les rapports et notes relatifs à ce dossier de base.

BRUSSEL. — Bij besluit van 25 februari 1999 beslist de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het basisdossier van het BBP nr. 70-30 « Wijk Claessens » van de Stad Brussel, bestaande uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een bestemmingsplan, een plan van de vestigingen, een plan van de bouwprofielen alsook de verslagen en nota’s aangaande dit basisdossier, te weigeren.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 99/03186]

11 MARS 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l’article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d’investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique arrêtée au 31 décembre 1998 et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que BACOB SECURITIES, Société de Bourse S.A., a demandé à la Commission bancaire et financière d’inclure dans son agrément les services d’investissement suivants tels que repris à l’article 46 de la loi du 6 avril 1995 :

1.c) la mise en rapport de deux ou plusieurs investisseurs permettant ainsi la réalisation entre ces investisseurs, d’une opération portant sur un instrument financier;

4.a) la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers;

4.b) le placement d’émissions de tout ou partie des instruments financiers;

Considérant que la Commission bancaire et financière a approuvé cette demande;

Considérant que BACOB SECURITIES, Société de Bourse S.A., rue de Trèves 25, à 1040 Bruxelles, a décidé de modifier sa raison sociale en ARTESIA SECURITIES S.A. et de transférer son siège social au boulevard Emile Jacqmain 162, bte 18, à 1000 Bruxelles,

Arrête :

La liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée sous le titre “Entreprises d’investissement de droit belge” à la rubrique “Sociétés de bourse” par la modification de la raison sociale de la société « BACOB SECURITIES, Société de Bourse S.A. » en « ARTESIA SECURITIES S.A. », par le transfert de son siège social au boulevard Emile Jacqmain 162, bte 18, à 1000 Bruxelles, et par l’insertion après le nom de la société de bourse des services d’investissement 1.c), 4.a) et 4.b).

Bruxelles, le 11 mars 1999.

Le Président,
J.-L. Duplat.

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEEZEN

[C - 99/03186]

11 MAART 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat BACOB SECURITIES, Beursvennootschap N.V., de Commissie voor het Bank- en Financiewezen heeft verzocht haar vergunning uit te breiden met de volgende beleggingsdiensten als bedoeld in artikel 46 van de wet van 6 april 1995 :

1.c) het met elkaar in contact brengen van twee of meer beleggers waardoor tussen deze beleggers een transactie tot stand kan komen;

4.a) de overname van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten;

4.b) de plaatsing van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen met dit verzoek heeft ingestemd;

Overwegende dat BACOB SECURITIES, Beursvennootschap N.V., Trierstraat 25, te 1040 Brussel, beslist heeft om de maatschappelijke benaming te wijzigen in ARTESIA SECURITIES N.V. en de maatschappelijke zetel over te brengen naar de Emile Jacqmainlaan 162, bus 18, te 1000 Brussel,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd onder de titel “Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht” in de rubriek “Beursvennootschappen” door de wijziging van de benaming van de vennootschap « BACOB SECURITIES, Beursvennootschap N.V. » in « ARTESIA SECURITIES N.V. », en van het adres van de maatschappelijke zetel in Emile Jacqmainlaan 162, bus 18, te 1000 Brussel, en door de toevoeging na de naam van de beursvennootschap van de beleggingsdiensten 1.c), 4.a) en 4.b).

Brussel, 11 maart 1999.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03177]

16 MARS 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l’article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des établissements de crédit agréés en Belgique;

Vu la liste des établissements de crédit agréés en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, et les modifications intervenues depuis cette date;

Vu l’article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d’investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d’investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, et les modifications intervenues depuis cette date;

[C - 99/03177]

16 MAART 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Considérant que le 8 mars 1999 une assemblée générale extraordinaire de la Bank of Yokohama (Europe) SA, dont le siège social est situé à 1050 Bruxelles, avenue Louise 287, a modifié les statuts, notamment pour transformer la banque en société de bourse avec effet au 16 mars 1999;

Considérant que la Commission bancaire et financière a accordé à Yokohama Finance (Europe) SA, précédemment Bank of Yokohama (Europe) SA, dont le siège social est situé à 1050 Bruxelles, avenue Louise 287, l'agrément de société de bourse pour les services d'investissement suivants visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995 et l'autre activité suivante visée à l'article 58, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995 :

- services d'investissement :
- 1.a) la réception et la transmission, pour compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;
 - 1.b) l'exécution de ces ordres pour le compte de tiers;
 - 1.c) la mise en rapport de deux ou plusieurs investisseurs;
 - 2. la négociation pour compte propre de tout instrument financier;
- 4.a) la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers;
- 4.b) le placement d'émissions de tout ou partie des instruments financiers;
- autre activité :
- A. l'exécution d'opérations sur instruments financiers pour son propre compte au sens de l'article 58, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi et/ou la prise ferme des émissions d'instruments financiers ou la garantie de placement de ces émissions,

Arrête :

La liste des établissements de crédit agréés en Belgique, arrêtée le 31 décembre 1998, est modifiée sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » par la radiation de la Bank of Yokohama (Europe) SA,

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée à la rubrique « sociétés de bourse » par l'insertion de la société Yokohama Finance (Europe) SA, avenue Louise 287, 1050 Bruxelles, pour les services d'investissement 1.a), 1.b), 1.c), 2), 4.a) et 4.b) et pour l'autre activité A.

Bruxelles, le 16 mars 1999.

Le Président,
J.-L. Duplat.

Overwegende dat op 8 maart 1999 een buitengewone algemene vergadering van de Bank of Yokohama (Europe) NV, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 287, de statuten heeft gewijzigd, onder meer om met ingang van 16 maart 1999 de bank om te vormen tot een beursvennootschap;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financieuzen aan Yokohama Finance (Europe) NV, voorheen Bank of Yokohama (Europe) NV, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 287, een vergunning heeft verleend als beursvennootschap voor de volgende in artikel 46 van de wet van 6 april 1995 bedoelde beleggingsdiensten en voor de volgende in artikel 58, § 1, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 bedoelde andere activiteit :

- beleggingsdiensten :
- 1.a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;
 - 1.b) het uitvoeren van dergelijke orders voor rekening van derden;
 - 1.c) het met elkaar in contact brengen van twee of meer beleggers;
 - 2. het handelen voor eigen rekening in eender welk financieel instrument;
 - 4.a) de overname van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten;
 - 4.b) het plaatsen van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten;
- andere activiteit :
- A. het verrichten van transacties met financiële instrumenten voor eigen rekening, als bedoeld in artikel 58, § 1, tweede lid, van de wet en/of het overnemen van uitgiften van financiële instrumenten of het borg staan voor de plaatsing hiervan,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd onder de rubriek « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » door de doorhaling van de vennootschap Bank of Yokohama (Europe) N.V., Louizalaan 287, te 1050 Brussel.

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd onder de titel « beleggingsondernemingen naar Belgisch recht » in de rubriek « beursvennootschappen » door de toevoeging van de vennootschap Yokohama Finance (Europe) N.V., Louizalaan 287, te 1050 Brussel, voor de beleggingsdiensten 1.a), 1.b), 1.c), 2), 4.a) en 4.b) en voor de andere activiteit A.

Brussel, 16 maart 1999.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03230]

31 MARS 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998 et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que les dirigeants de la société de bourse Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie S.A. ont décidé de mettre fin aux activités sous statut de la société de bourse en date du 31 mars 1999 et de renoncer à l'agrément en tant que société de bourse;

[C - 99/03230]

31 MAART 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998 evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de bestuurders van de beursvennootschap Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie N.V. hebben beslist een einde te stellen aan de activiteiten onder statuut van beursvennootschap vanaf 31 maart 1999 en afstand te doen van de vergunning als beursvennootschap;

Considérant que la Commission bancaire et financière a décidé conformément aux dispositions de l'article 103 de la loi du 6 avril 1995 de radier l'agrément en qualité de société de bourse de Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie en date du 31 mars 1999,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée en date du 31 mars 1999 sous le titre "Entreprises d'investissement de droit belge" à la rubrique "Sociétés de bourse" par la radiation de la société Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie S.A., avenue des Arts 38, 1040 Bruxelles.

Bruxelles, le 31 mars 1999.

Pour le président, absent :
C. Lempereur,
directeur.

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen overeenkomstig artikel 103 van de wet van 6 april 1995 heeft beslist de vergunning van de beursvennootschap Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie N.V. in te trekken op datum van 31 maart 1999,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd op datum van 31 maart 1999 onder de titel "Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht" in de rubriek "Beursvennootschappen" door de schrapping van de vennootschap Drogne, Goldwasser, Dugnoille & Cie N.V., Kunstlaan 38, 1040 Brussel.

Brussel, 31 maart 1999.

Voor de voorzitter, afwezig :
C. Lempereur,
directeur.

[C - 99/03289]

20 AVRIL 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique arrêtée au 31 décembre 1998 et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que ROYALE BELGE INVESTMENT MANAGEMENT S.A., en abrégé : « RBIM », boulevard du Souverain 23, à 1170 Bruxelles, a décidé de modifier sa raison sociale en « AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS S.A. », en abrégé : « AXA IM BRUSSELS », et de transférer son siège social au boulevard du Souverain 36, à 1170 Bruxelles,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée sous le titre « Entreprises d'investissement de droit belge » à la rubrique « Sociétés de gestion de fortune » par la modification de la raison sociale de la société « ROYALE BELGE INVESTMENT MANAGEMENT S.A. », en abrégé : « RBIM » en « AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS S.A. », en abrégé : « AXA IM BRUSSELS », et par le transfert de son siège social au boulevard du Souverain 36, à 1170 Bruxelles.

Bruxelles, le 20 avril 1999.

Le Président,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03294]

29 AVRIL 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que la Commission bancaire et financière a accordé à la société Sercam S.A., dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Printemps 24, bte 1, l'agrément en qualité de société de gestion de fortune pour les services d'investissement suivants, visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995 :

1. a) la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;

[C - 99/03289]

20 APRIL 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998 evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat ROYALE BELGE INVESTMENT MANAGEMENT N.V., verkort : « RBIM », Vorstlaan 23, 1170 Brussel, beslist heeft om de maatschappelijke benaming te wijzigen in « AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS N.V. », verkort : « AXA IM BRUSSELS », en de maatschappelijke zetel over te brengen naar Vorstlaan 36, 1170 Brussel,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend wordt gewijzigd onder de titel « Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Vennootschappen voor vermogensbeheer » door de wijziging van de benaming van de vennootschap « ROYALE BELGE INVESTMENT MANAGEMENT N.V. », verkort : « RBIM » in « AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS N.V. », verkort : « AXA IM BRUSSELS », en van het adres van de maatschappelijke zetel in Vorstlaan 36, 1170 Brussel.

Brussel, 20 april 1999.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03294]

29 APRIL 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de vennootschap Sercam N.V., met zetel te 1050 Brussel, Lentestraat 24, bus 1, een vergunning heeft verleend als vennootschap voor vermogensbeheer voor de volgende in artikel 46 van de wet van 6 april 1995 bedoelde beleggingsdiensten :

1. a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;

3) la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée à la rubrique « Sociétés de gestion de fortune » par l'insertion de Sercam S.A., dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Printemps 24, bte 1, pour les services d'investissement 1. a) et 3.

Bruxelles, le 29 avril 1999.

Le Président,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03324]

7 MAI 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique arrêtée au 31 décembre 1998, publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 1999 et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que la société de bourse VAN MOER SANTERRE ET C° S.A. a demandé à la Commission bancaire et financière d'inclure dans son agrément le service d'investissement 4. a) repris à l'article 46, 1°, 4, de la même loi, à savoir "la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers";

Considérant que la Commission bancaire et financière a approuvé cette demande,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998 est modifiée sous le titre "Entreprises d'investissement de droit belge" à la rubrique "Sociétés de bourse" par l'insertion après le nom de la société de bourse VAN MOER SANTERRE ET C° SA du service d'investissement 4. a) — la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers — dans l'énumération des services d'investissement et autres activités que cette société de bourse est autorisée à effectuer.

Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le président,
J.-L. Duplat.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09651]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— juge suppléant :

— au tribunal de commerce de Namur : 1;

— à la justice de paix du second canton de Hasselt : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel 3/P/O.J. I, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

3) het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de belegger gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten omvatten,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd in de rubriek vennootschappen voor vermogensbeheer, door de toevoeging van de vennootschap Sercam N.V., Lentestraat 24, bus 1, 1050 Brussel, voor de beleggingsdiensten 1. a) en 3.

Brussel, 29 april 1999.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03324]

7 MEI 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1999 evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de beursvennootschap VAN MOER SANTERRE ET C° N.V. de Commissie voor het Bank- en Financieuzen heeft verzocht haar vergunning uit te breiden met de beleggingsdienst 4. a) — de overname van uitgaven van alle of bepaalde financiële instrumenten —, als bedoeld in artikel 46, 1°, 4, van dezelfde wet;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financieuzen deze aanvraag heeft goedgekeurd,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend wordt gewijzigd onder de titel "Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht" in de rubriek "Beursvennootschappen" door na de naam van de beursvennootschap VAN MOER SANTERRE ET C° N.V. de beleggingsdienst 4. a) — de overname van uitgaven van alle of bepaalde financiële instrumenten — toe te voegen aan de beleggingsdiensten en andere werkzaamheden die deze beursvennootschap gemachtigd is te verrichten.

Brussel, 7 mei 1999.

De voorzitter,
J.-L. Duplat.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09651]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— plaatsvervangend rechter :

— in de rechtbank van koophandel te Namen : 1;

— in het vredegerecht van het tweede kanton Hasselt : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken 3/P/R.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES FINANCES	MINISTERIE VAN FINANCIEN
[C - 99/03296]	[C - 99/03296]
Avis aux employeurs et autres débiteurs de revenus soumis au précompte professionnel concernant les barèmes et les règles qui sont applicables à partir du 1^{er} avril 1999 pour le calcul du précompte professionnel en EURO	Bericht aan de werkgevers en aan de andere schuldenaars van aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen inkomsten inzake de schalen en regels die vanaf 1 april 1999 van toepassing zijn om de bedrijfsvoorheffing vast te stellen in EURO
REGLES D'APPLICATION	TOEPASSINGSREGELS
CHAPITRE Ier. — <i>Notions préliminaires</i>	HOOFDSTUK I. — <i>Voorafgaande begrippen</i>
<i>Section 1^{ère}</i> . — Base de perception	<i>Afdeling 1.</i> — Grondslag
1. Déductions	1. Aftrekken
A. Le précompte professionnel dû sur les revenus professionnels (chapitres II à V) est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé.	A. De bedrijfsvoorheffing op beroepsinkomsten (hoofdstukken II tot V) wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten, verminderd met de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut.
B. En outre, les rémunérations brutes des travailleurs et les revenus y assimilés (chapitres II et V) sont diminués des frais professionnels exceptionnels visés à l'article 89 du présent arrêté.	B. De brutobezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten (hoofdstukken II en V) worden bovendien verminderd met de buitengewone beroepskosten als vermeld in artikel 89 van dit besluit.
C. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations mensuelles des dirigeants d'entreprise (n ^{os} 39 à 42, 56 et 57) qui sont soumis au statut social des travailleurs indépendants est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués de la réduction reprise dans le tableau ci-après :	C. De bedrijfsvoorheffing op maandelijkse bezoldigingen van bedrijfsleiders (nrs. 39 tot 42, 56 en 57) die onderworpen zijn aan het sociaal statuut van de zelfstandigen wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten, verminderd zoals aangegeven in onderstaande tabel :

Montant brut des rémunérations mensuelles — Brutobedrag van de maandelijkse bezoldigingen	Réduction — Vermindering
jusqu'à 855,23 EUR tot	297,47 EUR
de 855,24 EUR à 4.102,64 EUR van tot	297,47 EUR + 17,50 p.c. de la tranche au-delà de 855,23 EUR pct. op de schijf boven
de 4.102,65 EUR à 5.924,66 EUR van tot	865,77 EUR + 13 p.c. de la tranche au-delà de 4.102,64 EUR pct. op de schijf boven
supérieur à 5.924,66 EUR boven	1.102,63 EUR

2. Avantages de toute nature	2. Voordelen van alle aard
A. Pour la détermination du précompte professionnel, la valeur des avantages de toute nature est : - ajoutée au montant des rémunérations lorsque ces avantages sont octroyés ou censés l'être en même temps que le paiement ou l'attribution des rémunérations; - traitée comme des allocations exceptionnelles visées au n° 16, A, dans les autres cas.	A. De waarde van de voordelen van alle aard wordt voor het vaststellen van de bedrijfsvoorheffing : - toegevoegd aan het bedrag van de bezoldigingen wanneer zij, gelijktijdig met de betaling of toekenning van bezoldigingen, worden toegekend of geacht worden toegekend te zijn; - behandeld als in nr. 16, A, vermeldte exceptionele vergoedingen, in het andere geval.
B. Pour la détermination du précompte professionnel, les avantages résultant de prêts obtenus à des conditions préférentielles sont calculés, pour l'année au cours de laquelle le prêt est accordé et aussi longtemps que le Roi n'a pas fixé le taux d'intérêt de référence à prendre en considération pour cette année, sur la base de la différence entre le taux d'intérêt de référence applicable pour la dernière année antérieure et le taux d'intérêt effectivement accordé.	B. Voordelen wegens leningen tegen gunstvoorwaarden worden voor het jaar waarin de lening begint te lopen, voor het vaststellen van de bedrijfsvoorheffing en zolang de Koning de voor dat jaar in aanmerking te nemen referentierentevoeten niet heeft bepaald, berekend op basis van het verschil tussen de referentierentevoet die geldt voor het laatste vorige jaar en de werkelijk aangerekende rentevoet.
3. Pourboires	3. Fooien
En ce qui concerne les travailleurs dont la rémunération est totalement ou partiellement constituée par des pourboires, il faut entendre par revenus bruts pour l'application du n° 1 :	Voor werknemers wier bezoldiging geheel of gedeeltelijk uit fooien bestaat, moet, voor de toepassing van nr. 1, onder bruto-inkomsten worden verstaan :
a) lorsque les pourboires sont calculés en fonction des recettes, que ces pourboires soient ou non compris dans le prix payé par la clientèle : le montant de la rémunération fixe majoré de la quote-part du travailleur dans les pourboires (le total de ces derniers devant être au moins égal au produit obtenu en multipliant les recettes ayant donné lieu à la perception de pourboires par le pourcentage habituellement pratiqué dans l'entreprise) ou, si celui-ci est plus élevé, le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale;	a) wanneer de fooien worden berekend op de ontvangsten, ongeacht of die fooien al dan niet begrepen zijn in de door de klanten betaalde prijs : het bedrag van de vaste bezoldiging verhoogd met het aandeel van de werknemer in de fooien (waarbij het totaal van die fooien ten minste gelijk moet zijn aan het produkt verkregen door vermenigvuldiging van de ontvangsten die aanleiding gaven tot de inning van fooien met het percent dat in de onderneming gewoonlijk wordt toegepast) of, indien dit hoger is, het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben diend voor de berekening van de bijdragen welke door die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn;

b) dans les autres cas : le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale.

4. Cumul de certaines pensions ou rentes (n^{os} 28 à 32 et 35)

A. En cas de cumul de pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire à charge d'un même débiteur de précompte professionnel, le précompte professionnel dû est établi par bénéficiaire sur le montant total des pensions ou rentes conformément aux n^{os} 28 à 32.

B. En cas de cumul de pensions ou rentes visées au point A, payées :

- soit par l'Office national des pensions (ci-après dénommé l'Office) et par l'Administration des pensions (ci-après dénommée l'Administration);

- soit par l'Office et/ou l'Administration et par une autre institution visée à l'article 68, § 1^{er}, l, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales,

le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente est déterminé et communiqué par l'Office ou par l'Administration, par analogie avec les dispositions des articles 68 à 68quinquies de la loi précitée.

En cas de cumul d'une ou de plusieurs pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire, dont une au moins est payée par l'Office ou par l'Administration, avec une ou plusieurs pensions ou rentes qui ne sont pas octroyées en vertu d'un tel statut, l'alinéa précédent est également applicable pour déterminer le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente octroyée en vertu d'un statut légal ou réglementaire.

Le pourcentage est calculé sur la base du montant du précompte professionnel obtenu en appliquant les n^{os} 28 à 32 à la différence entre :

- d'une part, le montant total brut des pensions légales et avantages complémentaires visé à l'article 68, § 1^{er}, a et c, de la loi du 30 mars 1994 précitée, à l'exception des avantages versés sous forme de capital, montant tel que communiqué pour l'application des articles 68 à 68quinquies de la même loi;

- d'autre part, les retenues sociales obligatoires visées au n° 1, A, ou un forfait de 5 p.c.

Ce pourcentage est arrondi au dixième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des centièmes d'un point atteint ou non 5.

En cas de modification du pourcentage, le débiteur du précompte professionnel doit tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé.

Section 2. — Réductions pour charges de famille

5. Situation de famille

Pour l'application du précompte professionnel, on entend :

1° par conjoints : les personnes mariées qui ne se trouvent pas dans une des situations visées sub 2°, b;

2° par isolés :

a) les personnes non mariées;

b) les personnes mariées :

- pour l'année du mariage;

- à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue, pour autant que cette séparation soit effective durant toute la période imposable;

- pour l'année de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps;

- qui sont des habitants du Royaume, lorsque le conjoint recueille des revenus professionnels qui sont exonérés conventionnellement et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent aux autres revenus du ménage, pour un montant supérieur à 7.436,81 EUR par an;

- qui sont des non-résidents, lorsqu'un seul des conjoints recueille en Belgique des revenus soumis à l'impôt et que l'autre conjoint a des revenus professionnels de source belge qui sont exonérés conventionnellement ou des revenus professionnels de source étrangère, d'un montant supérieur à 7.436,81 EUR par an.

b) in de andere gevallen : het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben gediend voor de berekening van de bijdragen welke die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn.

4. Cumulatie van bepaalde pensioenen of renten (nrs. 28 tot 32 en 35)

A. In geval van cumulatie van pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut ten laste van eenzelfde schuldenaar van bedrijfsvoorheffing, wordt de bedrijfsvoorheffing per verkrijger overeenkomstig de regels van de nrs. 28 tot 32 vastgesteld op het totaalbedrag van de gecumuleerde pensioenen of renten.

B. In geval van cumulatie van pensioenen of renten als vermeld in punt A, betaald :

- ofwel door de Rijksdienst voor Pensioenen (hierna de Rijksdienst) en de Administratie der Pensioenen (hierna de Administratie);

- ofwel door de Rijksdienst en/of de Administratie en door een andere instelling vermeld in artikel 68, § 1, l, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen,

wordt het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente in te houden bedrijfsvoorheffing vastgesteld en medegedeeld door de Rijksdienst of door de Administratie, naar analogie van de artikelen 68 tot 68quinquies van voormelde wet.

In geval van cumulatie van een of meerdere pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut, waarvan tenminste een wordt betaald door de Rijksdienst of door de Administratie, met een of meerdere pensioenen of renten die niet worden verleend ter uitvoering van dergelijk statuut, is het eerste lid eveneens van toepassing voor de vaststelling van het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut in te houden bedrijfsvoorheffing.

Het percentage wordt berekend op grond van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing verkregen door toepassing van de nrs. 28 tot 32 op het verschil tussen :

- eensdeels, het totale brutobedrag van de wettelijke pensioenen en aanvullende voordelen als vermeld in artikel 68, § 1, a en c, van voormelde wet van 30 maart 1994, met uitzondering van de in de vorm van kapitaal uitbetaalde voordelen, zoals dat bedrag voor de toepassing van de artikelen 68 tot 68quinquies van dezelfde wet werd medegedeeld;

- anderdeels, de verplichte sociale inhoudingen vermeld in nr. 1, A, of een forfait van 5 pct.

Dit percentage wordt afgerond tot het hogere of lagere tiende van een punt naargelang het cijfer van de honderdsten van een punt al dan niet 5 bereikt.

Bij wijziging van het percentage moet de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht.

Afdeling 2. — Verminderingen wegens gezinslasten

5. Gezinstoestand

Voor de toepassing van de bedrijfsvoorheffing wordt verstaan :

1° onder echtgenoten : de gehuwden die zich niet in een van de in sub 2°, b vermelde gevallen bevinden;

2° onder alleenstaanden :

a) de ongehuwde personen;

b) de gehuwde personen :

- voor het jaar van het huwelijk;

- vanaf het jaar na dat waarin de feitelijke scheiding heeft plaatsgevonden, voor zover die scheiding in het belastbare tijdperk niet ongedaan is gemaakt;

- voor het jaar van de ontbinding van het huwelijk of van de scheiding van tafel en bed;

- die rijksinwoners zijn, indien de echtgenoot beroepsinkomsten heeft van meer dan 7.436,81 EUR per jaar die bij overeenkomst zijn vrijgesteld en die niet in aanmerking komen voor de berekening van de belasting op de andere inkomsten van het gezin;

- die niet-inwoners zijn, indien slechts één van de echtgenoten in België aan de belasting onderworpen inkomsten verkrijgt en de andere echtgenoot binnenlandse beroepsinkomsten die bij overeenkomst zijn vrijgesteld of buitenlandse beroepsinkomsten heeft van meer dan 7.436,81 EUR per jaar.

Pour déterminer le montant de la réduction du précompte professionnel pour charges de famille, la situation de famille à envisager dans le chef du bénéficiaire des revenus est celle qui existe au 1^{er} janvier de l'année du paiement ou de l'attribution des revenus.

Le débiteur du précompte professionnel :

- peut toutefois, en cas de modification de la situation de famille dans le courant de l'année, tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé;

- doit cependant tenir compte de la situation de famille qui lui serait communiquée par l'Administration des contributions directes et ce, à partir du premier paiement ou de la première attribution de revenus au cours du deuxième mois qui suit la communication.

6. Charges de famille

A. Quand les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels :

- les réductions pour charges de famille, à l'exception de celle pour l'épouse handicapée, doivent être accordées au mari;

- la réduction pour handicapé est accordée à l'épouse si elle-même est handicapée.

B. Lorsqu'un enfant à charge ou une personne à charge visée à l'article 136, 2° à 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992 décède, la réduction pour cet enfant ou cette personne est consentie jusqu'à la fin de l'année du décès.

C. En ce qui concerne la réduction visée au n° 9, A, b, 6 et 7, et en ce qui concerne la dérogation visée aux n°s 9,B, 11,B, 28,B, 30,B, 39,B et 41,B, les limites respectives de 151,22 EUR, 299,95 EUR et 91,72 EUR NETS par mois doivent être déterminées comme suit :

- diminuer les revenus professionnels bruts des retenues ou des cotisations obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé;

- diminuer ensuite la différence de 20 p.c.

7. Handicapés

A. Enfant handicapé

Par "enfant handicapé", il faut entendre :

- l'enfant atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections;

- l'enfant dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :

a) soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail;

b) soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;

c) soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;

d) soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'il est handicapé physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

L'enfant handicapé à charge est compté pour deux.

B. Autre personne handicapée

Par "autre personne handicapée", il faut entendre :

- celle dont il a été établi, avant le 1^{er} janvier 1989, qu'elle est atteinte de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections;

- celle dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :

a) soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail;

Om de vermindering van de bedrijfsvoorheffing wegens gezinslasten vast te stellen, moet de gezinstoestand van de verkrijger van de inkomsten in aanmerking worden genomen zoals die zich voordoet op 1 januari van het jaar waarin de inkomsten worden betaald of toegekend.

De schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing :

- mag echter, bij wijziging van de gezinstoestand in de loop van het jaar, de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht;

- moet evenwel rekening houden met de gezinstoestand die hem door de Administratie der directe belastingen zou zijn medegedeeld en zulks vanaf de eerste betaling of toekenning van inkomsten tijdens de tweede maand die op de mededeling volgt.

6. Gezinslasten

A. Wanneer beide echtgenoten beroepsinkomsten verkrijgen :

- worden de verminderingen wegens gezinslasten, behalve die voor de gehandicapte echtgenote, aan de man verleend;

- wordt aan de vrouw, indien die zelf gehandicapt is, de vermindering wegens handicap verleend.

B. Wanneer een kind ten laste of een in artikel 136, 2° tot 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde persoon ten laste overlijdt, wordt de vermindering voor dat kind of die persoon verder toegestaan tot het einde van het jaar van overlijden.

C. Met betrekking tot de vermindering bepaald in nr. 9, A, b, 6 en 7, en met betrekking tot de afwijking bepaald in nrs. 9,B, 11,B, 28,B, 30,B, 39,B en 41,B, dienen de grenzen inzake beroepsinkomsten van respectievelijk 151,22 EUR, 299,95 EUR en 91,72 EUR NETTO per maand als volgt te worden vastgesteld :

- de brutoberoepsinkomsten verminderen met de verplichte inhou-dingen of bijdragen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut;

- vervolgens het verschil verminderen met 20 pct.

7. Gehandicapten

A. Gehandicapt kind

Hieronder wordt verstaan :

- het kind dat tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

- het kind van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :

a) ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen;

b) ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan, of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet;

d) ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamenlijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.

B. Andere gehandicapten

Hieronder wordt verstaan :

- diegene van wie vóór 1 januari 1989 is vastgesteld dat hij tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichame-lijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

- diegene van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :

a) ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen;

b) soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;

c) soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;

d) soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'elle est handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

Section 3. — Arrondissement

8. Le montant du précompte professionnel dû est toujours arrondi à l'eurocent inférieur.

CHAPITRE II. — Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés

Section 1^{ère}. — Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 6.197,34 EUR

9. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Les réductions suivantes sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème :

a) Réduction pour enfants à charge

b) ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet;

d) ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamelijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

Afdeling 3. — Afronding

8. Het bedrag van de bedrijfsvoorheffing wordt steeds op de lagere eurocent afgerond.

HOOFDSTUK II. — Bezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten

Afdeling 1. — Maandelijkse brutobezoldigingen tot 6.197,34 EUR

9. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog de volgende verminderingen worden afgetrokken :

a) Vermindering voor kinderen ten laste

Nombre d'enfants à charge (1) — Aantal kinderen ten laste (1)	Réduction — Vermindering
1	24,79 EUR
2	63,21 EUR
3	171,05 EUR
4	315,44 EUR
5	468,52 EUR
6	621,59 EUR
7	774,67 EUR
8	934,56 EUR
plus de 8	934,56 EUR majorés de 169,81 EUR par enfant à charge au-delà du huitième.
meer dan 8	934,56 EUR verhoogd met 169,81 EUR per kind ten laste boven het achtste.
(1) L'enfant handicapé à charge est compté pour deux. Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.	

b) Réductions pour autres charges de famille	b) Verminderingen voor andere gezinslasten
Motif de la réduction — Grond van de vermindering	Réduction (1) — Vermindering (1)
1. Le bénéficiaire des revenus est un isolé (sauf lorsque ses revenus se composent de PENSIONS ou de PREPENSIONS) : De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande (behalve wanneer zijn inkomsten uit PENSIOENEN of BRUGPENSIOENEN bestaan) :	24,79 EUR
2. Le bénéficiaire des revenus est un veuf (une veuve) non remarié(e) ou un père (une mère) célibataire, avec un ou plusieurs enfants à charge : De verkrijger van de inkomsten is een niet hertrouwde weduwnaar (weduwe) of een ongehuwde vader (moeder), met één of meer kinderen ten laste :	24,79 EUR
3. Le bénéficiaire des revenus est lui-même handicapé : De verkrijger van de inkomsten is zelf gehandicapt :	24,79 EUR
4. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° à 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, par personne : De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° tot 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde personen ten laste, per persoon :	24,79 EUR

Motif de la réduction — Grond van de vermindering		Réduction (1) — Vermindering (1)
5.	Les personnes dont question au 4 à charge du bénéficiaire des revenus sont handicapées, par personne handicapée : De in 4 vermelde personen ten laste van de verkrijger van de inkomsten zijn gehandicapt, per gehandicapte persoon :	24,79 EUR
6.	Le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres, autres que des pensions, rentes ou revenus y assimilés, qui ne dépassent pas 151,22 EUR NETS par mois (2) : De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten, andere dan pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten, die niet meer bedragen dan 151,22 EUR NETTO per maand (2) :	75,61 EUR
7.	Le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés et qui ne dépassent pas 299,95 EUR NETS par mois (2) : De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten en die niet meer bedragen dan 299,95 EUR NETTO per maand (2) :	149,98 EUR
(1) Toutes les réductions peuvent être cumulées. Alle verminderingen mogen worden samengevoegd. (2) Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C. De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.		

c) Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

Après application des réductions visées sub a et b, le précompte professionnel est encore diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 10 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

10. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

Les réductions suivantes sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème :

- a) Réduction pour enfants à charge

c) Vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

Na toekenning van de onder sub a en b vermelde verminderingen wordt de bedrijfsvoorheffing nog verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extra-wettelijke voorzorgsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 10 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

10. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog de volgende verminderingen worden afgetrokken :

- a) Vermindering voor kinderen ten laste

Nombre d'enfants à charge (1) — Aantal kinderen ten laste (1)	Réduction — Vermindering
1	24,79 EUR
2	63,21 EUR
3	171,05 EUR
4	315,44 EUR
5	468,52 EUR
6	621,59 EUR
7	774,67 EUR
8	934,56 EUR
plus de 8	934,56 EUR majorés de 169,81 EUR par enfant à charge au delà du huitième.
meer dan 8	934,56 EUR verhoogd met 169,81 EUR per kind ten laste boven het achtste.
(1) L'enfant handicapé à charge est compté pour deux. Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.	

b) Réductions pour autres charges de famille	b) Verminderingen voor andere gezinslasten
Motif de la réduction — Grond van de vermindering	Réduction (1) — Vermindering (1)
1. Le bénéficiaire des revenus est lui-même handicapé : De verkrijger van de inkomsten is zelf gehandicapt :	24,79 EUR
2. Le conjoint du bénéficiaire des revenus est handicapé : De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten is gehandicapt :	24,79 EUR
3. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° à 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, par personne : De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° tot 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde personen ten laste, per persoon :	24,79 EUR
4. Les personnes dont question au 3 à charge du bénéficiaire des revenus sont handicapées, par personne handicapée : De in 3 vermelde personen ten laste van de verkrijger van de inkomsten zijn gehandicapt, per gehandicapte persoon :	24,79 EUR
(1) Toutes les réductions peuvent être cumulées. Alle verminderingen mogen worden samengevoegd.	

c) Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

Après application des réductions visées sub a et b, le précompte professionnel est encore diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré.

Section 2. — Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 6.197,34 EUR

11. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;

b) le précompte professionnel est égal à 2.983,23 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;

c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 9, A, a à c.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 12 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

12. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;

b) le précompte professionnel est égal à 2.768,18 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;

c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 10, a à c.

Section 3. — Règles particulières

13. Paiements par quinzaine

Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n°s 9 à 12, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

c) Vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

Na toekenning van de onder sub a en b vermelde verminderingen wordt de bedrijfsvoorheffing nog verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extra-wettelijke voorzorgsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood.

Afdeling 2. — Maandelijkse brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR

11. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;

b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 2.983,23 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;

c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 9, A, a tot c.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 12 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

12. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;

b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 2.768,18 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;

c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 10, a tot c.

Afdeling 3. — Bijzondere regels

13. Betalingen per veertien dagen

Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 9 tot 12 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

14. Paiements par semaine

Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n^{os} 9 à 12, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

15. Paiements par journée de travail

Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n^{os} 9 à 12, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

16. Allocations exceptionnelles

A. En ce qui concerne les indemnités et allocations exceptionnelles autres que les indemnités de dédit, payées par un employeur à des membres de son personnel en-dehors des rémunérations normales (indemnités pour travaux extraordinaires, commissions occasionnelles sur un ensemble d'opérations, gratifications spéciales et exceptionnelles, pécules de vacances, etc.), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus sub a, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales du bénéficiaire des revenus.

Toutefois, lorsque le montant annuel de la rémunération brute normale n'excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d'enfants à charge, est mentionné dans le tableau repris sub b, l'indemnité exceptionnelle est exonérée à concurrence de la différence entre le montant limite précité et le montant annuel de la rémunération brute normale.

Lorsque le bénéficiaire d'une allocation exceptionnelle n'a pas plus de cinq enfants à charge et que le montant annuel de sa rémunération brute normale n'excède pas le montant qui -suivant le nombre d'enfants à charge- est mentionné dans la colonne 3 du tableau repris sub c, une réduction est attribuée sur le précompte professionnel qui est dû, suivant les deux alinéas précédents, sur l'allocation exceptionnelle; cette réduction est calculée, suivant le nombre d'enfants à charge, à l'aide du pourcentage mentionné dans la colonne 2 du tableau repris sub c.

a) Taux

14. Betalingen per week

Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 9 tot 12 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

15. Betalingen per werkdag

Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 9 tot 12 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

16. Exceptionele vergoedingen

A. Voor andere exceptionele vergoedingen en toelagen dan opzeggingsvergoedingen die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt (vergoedingen voor extrawerk, toevallige commissielonen op een geheel van verrichtingen, bijzondere en exceptionele vergoedingen, vakantiegeld, enz.), wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens het in a vermelde tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

Wanneer echter het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste vermeld is in tabel b, wordt de exceptionele vergoeding vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging.

Wanneer de verkrijger van een exceptionele vergoeding niet meer dan vijf kinderen ten laste heeft en het jaarbedrag van zijn normale brutobezoldiging niet hoger is dan het bedrag dat -volgens het aantal kinderen ten laste- in kolom 3 van tabel c vermeld is, wordt een vermindering toegekend op de bedrijfsvoorheffing die volgens de twee vorige leden op de exceptionele vergoeding is verschuldigd; die vermindering wordt volgens het aantal kinderen ten laste berekend met het percent vermeld in kolom 2 van tabel c.

a) Tarief

Montant annuel des rémunérations brutes normales — Jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen	Pourcentage de précompte professionnel dû sur — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op	
	Pécules de vacances — Vakantiegeld	Autres indemnités et allocations — Andere vergoedingen en toelagen
1	2	3
jusqu'à 4.957,89 EUR tot	0	0
de 4.957,90 EUR à 6.197,35 EUR van tot	19,57	23,69
de 6.197,36 EUR à 7.759,08 EUR van tot	21,63	25,75
de 7.759,09 EUR à 9.246,44 EUR van tot	26,78	30,90
de 9.246,45 EUR à 10.808,17 EUR van tot	31,93	36,05
de 10.808,18 EUR à 12.369,90 EUR van tot	35,02	39,14
de 12.369,91 EUR à 15.468,57 EUR van tot	37,08	41,20
de 15.468,58 EUR à 17.030,30 EUR van tot	40,17	44,29
de 17.030,31 EUR à 23.277,22 EUR van tot	43,26	47,38

Montant annuel des rémunérations brutes normales — Jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen	Pourcentage de précompte professionnel dû sur — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op	
	Pécules de vacances — Vakantiegeld	Autres indemnités et allocations — Andere vergoedingen en toelagen
de 23.277,23 EUR à 31.085,86 EUR van tot	48,41	52,53
de 31.085,87 EUR à 46.703,15 EUR van tot	54,59	
de 46.703,16 EUR à 71.442,91 EUR van tot	57,68	
supérieur à 71.442,91 EUR boven	59,74	

b) Exonération pour enfants à charge	b) Vrijstelling wegens kinderlast
Nombre d'enfants à charge (1) — Aantal kinderen ten laste (1)	Montant limité — Grensbedrag
1	2
1	6.222,13 EUR
2	8.130,91 EUR
3	11.849,31 EUR
4	15.889,97 EUR
5	19.905,85 EUR
6	23.921,73 EUR
7	27.937,60 EUR
8	31.953,48 EUR
9	35.944,56 EUR
10	39.960,44 EUR
11	43.976,31 EUR
12	47.992,19 EUR
(1) L'enfant handicapé à charge est compté pour deux. Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.	

c) Réduction pour enfants à charge		c) Vermindering wegens kinderlast
Nombre d'enfants à charge (1) — Aantal kinderen ten laste (1)	Pourcentage de la réduction — Percent van de vermindering	Montant annuel des rémunérations brutes normales au delà duquel aucune réduction n'est accordée — Jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen waarboven geen vermindering wordt verleend
1	2	3
1	7,5	15.617,29 EUR
2	20	15.617,29 EUR
3	35	17.179,02 EUR
4	55	20.302,48 EUR
5	75	21.864,21 EUR
(1) L'enfant handicapé à charge est compté pour deux. Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.		

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel :	B. In afwijking van punt A :
a) est fixé uniformément à 16,48 p.c. (sans exonération) en ce qui concerne les primes de fin d'année qui sont payées en une fois et sont rattachées à des prestations rémunérées à la pièce ou à la tâche;	a) wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig op 16,48 pct. (zonder vrijstelling) vastgesteld voor de eindejaarspremies die in één keer worden uitbetaald en afhankelijk zijn van prestaties die per stuk of taak worden bezoldigd;
b) n'est pas dû lorsque le douzième du total du montant annuel des rémunérations brutes normales et des indemnités et allocations exceptionnelles ne donnent pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 9 (barème I) ou au n° 10 (barème II) applicables aux rémunérations payées par mois.	b) is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van het totaal van het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen en de exceptionele vergoedingen en toelagen volgens de regels van nr. 9 (schaal I) of nr. 10 (schaal II) inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

17. Arriérés

A. En ce qui concerne les arriérés de rémunérations (c.-à-d. les rémunérations dont le paiement ou l’attribution n’a eu lieu, par le fait de l’autorité publique ou de l’existence d’un litige, qu’après l’expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus sub a, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. le montant annuel de la rémunération brute normale allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés.

Toutefois, lorsque la rémunération de référence n’excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d’enfants à charge, est mentionné dans le tableau repris sub b, les arriérés de rémunérations sont exonérés à concurrence de la différence entre le montant limite précité et la rémunération de référence.

a) Taux

17. Achterstallen

A. Voor achterstallige bezoldigingen (m.a.w. bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens het in a vermelde tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging die onmiddellijk vóór de herziening die tot de uitbetaling van de achterstallen aanleiding gaf aan de verkrijger van de inkomsten is betaald.

Wanneer echter de referentiebezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste vermeld is in tabel b, worden de achterstallige bezoldigingen vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en de referentiebezoldiging.

a) Tarief

Rémunération de référence — Referentiebezoldiging	Pourcentage de précompte professionnel dû sur les arriérés — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op achterstallen
1	2
jusqu’à 5.304,94 EUR tot	0
de 5.304,95 EUR à 7.436,82 EUR van tot	6,18
de 7.436,83 EUR à 9.618,28 EUR van tot	12,36
de 9.618,29 EUR à 13.336,69 EUR van tot	18,54
de 13.336,70 EUR à 15.518,15 EUR van tot	19,57
de 15.518,16 EUR à 29.251,45 EUR van tot	31,93
de 29.251,46 EUR à 43.307,01 EUR van tot	39,14
de 43.307,02 EUR à 62.717,06 EUR van tot	43,26
supérieure à 62.717,06 EUR boven	51,50

b) Exonération pour enfants à charge	b) Vrijstelling wegens kinderlast
Nombre d’enfants à charge (1) Aantal kinderen ten laste (1)	Montant limite Grensbedrag
1	6.222,13 EUR
2	8.130,91 EUR
3	11.849,31 EUR
4	15.889,97 EUR
5	19.905,85 EUR
6	23.921,73 EUR
7	27.937,60 EUR
8	31.953,48 EUR
9	35.944,56 EUR
10	39.960,44 EUR
11	43.976,31 EUR
12	47.992,19 EUR

(1) L’enfant handicapé à charge est compté pour deux.
Het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee geteld.

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel n’est dû lorsque le douzième du montant de la rémunération de référence ne donne pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 9 (barème I) ou au n° 10 (barème II) applicables aux rémunérations payées par mois.

B. In afwijking van punt A is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van de referentiebezoldiging volgens de regels van nr. 9 (schaal I) of nr. 10 (schaal II) inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

18. Indemnités de dédit

Les indemnités de dédit sont soumises au précompte professionnel comme suit :

a) lorsque leur montant brut ne dépasse pas 694,10 EUR, les indemnités de dédit sont considérées comme des rémunérations mensuelles et le précompte professionnel est fixé suivant les règles prévues au n° 9 (barème I) ou au n° 10 (barème II);

b) lorsque leur montant brut dépasse 694,10 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant les règles prévues au n° 17, A, étant entendu que la rémunération de référence à prendre en considération pour déterminer le taux du précompte professionnel est celle qui a servi de base à la fixation de l'indemnité ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

19. Réparation de pertes temporaires de rémunérations, de bénéfices ou de profits

A. Les indemnités légales ou extra-légales payées ou attribuées en réparation d'une perte temporaire de rémunérations résultant d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

1° lorsque ces indemnités sont payées au bénéficiaire par l'employeur ou à son intervention :

a) suivant les règles prévues aux n°s 9 à 15 et ce, en tenant compte du montant total des rémunérations normales et des indemnités dont il s'agit, lorsque ces dernières sont payées pour une période déterminée cumulativement avec les rémunérations normales afférentes à cette même période;

b) suivant les règles prévues au n° 16, A, dans les autres cas, étant entendu que la rémunération annuelle normale à prendre en considération pour déterminer le taux du précompte professionnel est celle qui a servi de base au calcul de l'indemnisation;

2° lorsque ces indemnités sont payées au bénéficiaire, sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurance ou par une autre institution ou par un autre intermédiaire : au taux de 11,33 p.c. ou 22,66 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'indemnités légales ou d'indemnités extra-légales.

B. Les indemnités légales ou extra-légales payées ou attribuées en réparation d'une perte temporaire de bénéfices ou profits, même si elles se rapportent à une activité professionnelle antérieure, et qui sont payées au bénéficiaire par un organisme d'assurance ou par une autre institution ou par un autre intermédiaire, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,33 p.c. ou 22,66 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'indemnités légales ou d'indemnités extra-légales.

C. Toutefois, aucun précompte professionnel ne doit être retenu lorsque l'indemnité est obtenue par un travailleur qui établit que le douzième du montant annuel de la rémunération qui a servi de base au calcul de l'indemnité ne donne pas lieu à déduction d'un précompte professionnel suivant les règles prévues aux n°s 9 à 12 applicables aux rémunérations payées par mois.

D. Aucun précompte professionnel n'est dû non plus sur :

- les indemnités légales allouées en vertu de la législation concernant l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité;

- les allocations légales d'interruption octroyées aux travailleurs qui interrompent leur carrière professionnelle;

- les primes légales octroyées aux membres du personnel des services publics à l'occasion de leur départ anticipé à mi-temps.

20. Allocations de chômage

A. Les allocations légales et extra-légales de toute nature, allocations d'attente comprises, obtenues en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de rémunérations résultant d'un chômage complet ou partiel, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,30 p.c.

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel ne doit être retenu sur les allocations légales de chômage ou les allocations légales d'attente des travailleurs, chômeurs complets, qui ne perçoivent aucun revenu d'activité professionnelle et qui, au sens de la réglementation en matière de chômage, ont la qualité :

- soit de cohabitant ayant droit au complément pour perte de revenu unique;

- soit de cohabitant qui n'a droit ni au complément pour perte de revenu unique ni au complément d'adaptation, et, si le travailleur cohabite avec un conjoint, à condition que les revenus professionnels de ce conjoint consistent uniquement en revenus de remplacement;

18. Opzeggingsvergoedingen

Opzeggingsvergoedingen worden als volgt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

a) wanneer zij bruto niet meer dan 694,10 EUR bedragen, de opzeggingsvergoedingen als een maandbezoldiging beschouwen en de bedrijfsvoorheffing vaststellen volgens de regels van nr. 9 (schaal I) of nr. 10 (schaal II);

b) wanneer zij bruto meer dan 694,10 EUR bedragen, de bedrijfsvoorheffing vaststellen volgens de regels van nr. 17, A, met dien verstande dat voor het bepalen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de in aanmerking te nemen referentiebezoldiging die is welke tot grondslag diende voor het vaststellen van de vergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

19. Schadeloosstelling van tijdelijke derving van bezoldigingen, winst of baten

A. Wettelijke of extra-wettelijke vergoedingen betaald of toegekend als schadeloosstelling van een tijdelijke derving van bezoldiging ingevolge ongeval, ziekte, invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

1° wanneer die vergoedingen door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger worden betaald :

a) volgens de regels van nrs. 9 tot 15 op het totaalbedrag van de normale bezoldigingen en de vergoedingen in kwestie ingeval deze laatste voor een bepaalde periode samen met de normale bezoldigingen van diezelfde periode worden betaald;

b) volgens de regels van nr. 16, A, in de andere gevallen, met dien verstande dat voor het vaststellen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de normale jaarbezoldiging in aanmerking komt die tot grondslag voor het berekenen van de schadeloosstelling heeft gediend;

2° wanneer die vergoedingen, zonder tussenkomst van de werkgever, door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een andere tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,33 pct. of 22,66 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of om extra-wettelijke vergoedingen.

B. Wettelijke of extra-wettelijke vergoedingen betaald of toegekend als schadeloosstelling van een tijdelijke derving van winst of baten, zelfs indien ze op een vorige beroepswerkzaamheid betrekking hebben, en die door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een andere tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,33 pct. of 22,66 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of om extra-wettelijke vergoedingen.

C. Evenwel moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden wanneer de vergoeding is verkregen door een werknemer die bewijst dat het twaalfde van het jaarbedrag van de bezoldiging die tot grondslag diende voor het berekenen van de vergoeding volgens de regels van nrs. 9 tot 12, inzake per maand betaalde bezoldigingen, geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

D. Ook is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op :

- wettelijke vergoedingen toegekend krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen ziekte en invaliditeit;

- wettelijke onderbrekingsuitkeringen toegekend aan werknemers die hun beroepsloopbaan onderbreken;

- wettelijke premies toegekend aan de personeelsleden van overheidsdiensten ter gelegenheid van hun halftijdse vervroegde uittreding.

20. Werkloosheidsuitkeringen

A. Wettelijke en extra-wettelijke uitkeringen van alle aard, wachttuitkeringen inbegrepen, verkregen als volledig of gedeeltelijk herstel van een tijdelijke derving van bezoldigingen ten gevolge van volledige of gedeeltelijke werkloosheid, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,30 pct.

B. In afwijking van punt A moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden op de wettelijke werkloosheids- of wachttuitkeringen van volledige werkloze werknemers die generlei inkomen uit beroepswerkzaamheid verkrijgen en die in de zin van de reglementering inzake werkloosheid de hoedanigheid hebben :

- ofwel van samenwonende met recht op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen;

- ofwel van samenwonende die noch recht heeft op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen noch op een aanpassingstoelage, en, indien de werknemer samenwoont met een echtgenoot, op voorwaarde dat de beroepsinkomsten van die echtgenoot uitsluitend uit vervangingsinkomsten bestaan;

- soit de cohabitant qui ne dispose que d’allocations de chômage constituées du forfait légal, majoré ou non;

- soit d’isolé;
- soit de travailleur ayant droit à une allocation d’attente;
- soit de travailleur qui bénéficie d’une dispense pour raisons sociales et familiales.

21. Prépensions

A. Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l’occasion d’un règlement de prépension et visées à l’article 146, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (prépensions ancien régime), sont exonérées du pré-compte professionnel dans la mesure où leur montant total n’excède pas le montant maximum de la prépension prévue conformément à la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 rendue obligatoire par l’arrêté royal du 16 janvier 1975.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière de prépension, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est obtenu à partir du précompte professionnel dû sur le montant total des indemnités, suivant les règles prévues aux n°s 28 à 32, diminué :

- de 101,81 EUR, lorsque le montant mensuel total des indemnités ne dépasse pas 1.363,41 EUR;
- d’une fraction de 101,81 EUR, calculée au moyen de la formule ci-après, lorsque le montant mensuel total des indemnités est compris entre 1.363,41 EUR et 2.726,83 EUR :

(2.726,83 – montant mensuel total des indemnités)

33,94 + 67,88 x 1.363,42

- de 33,94 EUR, lorsque le montant mensuel total des indemnités s’élève à 2.726,83 EUR ou plus.

B. Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l’occasion d’un règlement de prépension et *non* visées à l’article 146, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont exonérées du précompte professionnel dans la mesure où leur montant total n’excède pas le montant maximum prévu en matière d’allocations de chômage.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière d’allocations de chômage, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est calculé sur le montant total des indemnités suivant les règles prévues aux n°s 28 à 32.

C. Le précompte professionnel calculé conformément au point A ou B est ensuite diminué de la réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré reprise au n° 9, A, c.

22. Indemnités et allocations payées occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire

Les indemnités et allocations non visées aux n°s 16 à 21, payées par un débiteur du précompte professionnel à des personnes qui ne sont rétribuées qu’occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire par lui-même ou à son intervention (commissions occasionnelles, rétributions, jetons de présence, etc.) sont soumises au précompte professionnel suivant les taux prévus ci-après (sans réduction) :

- ofwel van samenwonende die slechts over werkloosheids-uitkeringen beschikt, bestaande uit het al of niet verhoogde wettelijk forfait;

- ofwel van alleenwonende;
- ofwel van werknemer die recht heeft op een wachtuitkering;
- ofwel van werknemer die een vrijstelling geniet wegens sociale en familiale redenen.

21. Bruggensioenen

A. Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een bruggensioenregeling aan ontslagen of op rust gestelde werknemers betaald of toegekend en vermeld in artikel 146, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (bruggensioenen oud stelsel), zijn van bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag niet te boven gaat van het bruggensioen bepaald overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 16 januari 1975.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake bruggensioen te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt verkregen door de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van de nrs. 28 tot 32 op het totaalbedrag van de vergoedingen verschuldigd is te verminderen met :

- 101,81 EUR wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen niet hoger is dan 1.363,41 EUR;
- een gedeelte van 101,81 EUR, berekend met de hierna opgegeven formule, wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen begrepen is tussen 1.363,41 EUR en 2.726,83 EUR :

(2.726,83 – totale maandbedrag vergoedingen)

33,94 + 67,88 x 1.363,42

- 33,94 EUR wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen 2.726,83 EUR of meer bedraagt.

B. Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een bruggensioenregeling aan ontslagen of op rust gestelde werknemers betaald of toegekend en *niet* vermeld in artikel 146, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zijn van de bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag inzake werkloosheids-uitkering niet te boven gaat.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkeringen te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt volgens de regels van de nrs. 28 tot 32 berekend op het totaalbedrag van de vergoedingen.

C. Van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig de punten A of B mag evenwel nog de vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood vermeld in nr. 9, A, c, worden afgetrokken.

22. Toevallig of periodiek en bijkomstig betaalde vergoedingen en toelagen

Niet in de nrs. 16 tot 21 vermelde vergoedingen en toelagen die een schuldenaar van bedrijfsvoorheffing uitbetaalt aan personen die slechts toevallig of periodiek en bijkomstig door hem of door zijn tussenkomst worden bezoldigd (toevallige commissielonen, vergoedingen, presentiegelden, enz.) zijn volgens onderstaand tarief (zonder verminderingen) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

Montant des indemnités et allocations — Bedrag van de vergoedingen en toelagen	Pourcentage de précompte professionnel dû sur le montant total des indemnités et allocations — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op het totaalbedrag van de vergoedingen en toelagen
1	2
jusqu’à 495,80 EUR tot	27,81
de 495,81 EUR à 619,73 EUR van tot	32,96
supérieur à 619,73 EUR boven	38,11

23. Créances ayant le caractère de rémunérations visées à l’article 270, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992

En ce qui concerne les créances ayant le caractère de rémunérations au sens de l’article 30 du Code des impôts sur les revenus 1992 honorées par des curateurs de faillites, liquidateurs de concordats judiciaires, liquidateurs de sociétés ou des personnes qui exercent des fonctions analogues, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 27,25 p.c.

23. Schuldvorderingen die de hoedanigheid van bezoldigingen hebben en vermeld zijn in artikel 270, 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Voor de schuldvorderingen met de hoedanigheid van bezoldigingen als bedoeld in artikel 30 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die worden gehonoreerd door curatoren in faillissementen, vereffenaars van gerechtelijke akkoorden, vereffenaars van vennootschappen of personen die gelijkaardige functies uitoefenen, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 27,25 pct.

24. Rémunérations pour travail à la pièce

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux n^{os} 9 à 15, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent. Dans ce cas, le précompte professionnel ne peut cependant jamais être inférieur à 11,33 p.c. des rémunérations.

25. Artistes et musiciens

Personnes qui rentrent dans les catégories spéciales déterminées par le directeur général des contributions directes

Le précompte professionnel est fixé uniformément à 11,33 p.c. (sans réduction) en ce qui concerne :

1° les rémunérations payées aux artistes et aux musiciens par des entreprises de spectacles ou de divertissements, lorsque les intéressés n'appartiennent pas en titre au personnel de ces entreprises et qu'ils ne peuvent pas être considérés comme étant rémunérés par elles en ordre subsidiaire;

2° les rémunérations payées à des personnes qui rentrent dans les catégories déterminées par le directeur général des contributions directes et qui, eu égard aux conditions dans lesquelles elles exercent leur activité professionnelle, sont rémunérées selon des modalités spéciales.

26. Pécules de vacances payés par les caisses de vacances

Les pécules de vacances payés ou attribués par les caisses de vacances annuelles sans intervention de l'employeur sont soumis au précompte professionnel suivant les taux ci-après (sans réduction) :

Montant du pécule de vacances Bedrag van het vakantiegeld	Pourcentage de précompte professionnel dû sur le montant total du pécule de vacances Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op het totale bedrag van het vakantiegeld
jusqu'à 942,00 EUR tot	17,51
supérieur à 942,00 EUR boven	23,69

27. Etudiants

Par dérogation aux règles précédentes, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées aux étudiants engagés pour une durée qui n'excède pas un mois au cours des mois de juillet, août et septembre dans le cadre d'un contrat de travail écrit et à la condition qu'aucune cotisation, à l'exception de la cotisation de solidarité, ne soit due sur ces rémunérations en exécution de la législation concernant la sécurité sociale.

CHAPITRE III. — *Pensions, rentes, capitaux, valeurs de rachat et revenus y assimilés*

Section 1^{ère}. — Pensions ou rentes mensuelles ne dépassant pas 6.197,34 EUR

28. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Le précompte professionnel déterminé suivant ce barème est ensuite diminué :

- a) de la réduction pour enfants à charge reprise au n° 9, tableau a;
- b) des réductions pour autres charges de famille reprises au n° 9, A, tableau b, sauf la réduction pour isolés (reprise au n° 9, A, tableau b, point 1).

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 29 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

29. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

24. Bezoldigingen voor stukwerk

De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van nrs. 9 tot 15, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben. De bedrijfsvoorheffing mag in deze gevallen echter nooit minder bedragen dan 11,33 pct. van de bezoldigingen.

25. Artiesten en musici

Personen behorend tot bijzondere categorieën bepaald door de directeur-generaal van de directe belastingen

De bedrijfsvoorheffing wordt eenvormig (zonder vermindering) bepaald op 11,33 pct. voor :

1° de bezoldigingen die door ondernemingen voor vertoningen en gemakkelikheden worden betaald aan artiesten en musici die niet tot het vast personeel van de onderneming behoren en niet kunnen beschouwd worden als zijnde door de onderneming bijkomstig bezoldigd;

2° de bezoldigingen betaald aan personen die behoren tot de categorieën bepaald door de directeur-generaal van de directe belastingen en die, gelet op de omstandigheden waarin zij hun beroeps werkzaamheid uitoefenen, volgens bijzondere regels worden bezoldigd.

26. Vakantiegeld betaald door verlofkassen

De vakantiegelden die zonder tussenkomst van de werkgever door de kassen voor jaarlijks verlof worden betaald of toegekend, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

27. Studenten

In afwijking van de vorige regels is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de bezoldigingen betaald of toegekend aan studenten wier tewerkstelling, in het kader van een schriftelijke arbeidsovereenkomst, tijdens de maanden juli, augustus en september geen maand overschrijdt en op voorwaarde dat voor die bezoldigingen geen bijdragen ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid, met uitzondering van de solidariteitsbijdrage, verschuldigd zijn.

HOOFDSTUK III. — *Pensioenen, renten, kapitalen, afkoopwaarden en ermede gelijkgestelde inkomsten*

Afdeling 1. — Maandelijkse pensioenen of renten tot 6.197,34 EUR

28. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijkse pensioenen of renten niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog worden afgetrokken :

- a) de vermindering voor kinderen ten laste vermeld in nr. 9, A, tabel a;
- b) de verminderingen voor andere gezinslasten vermeld in nr. 9, A, tabel b, behalve de vermindering voor alleenstaanden (vermeld in nr. 9, A, tabel b, punt 1).

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 29 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

29. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijkse pensioenen of renten niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Les réductions pour enfants à charge et pour autres charges de famille sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises dans les tableaux a et b figurant au n° 10.

Section 2. — Pensions ou rentes mensuelles supérieures à 6.197,34 EUR

30. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la partie des pensions ou rentes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;
 - b) le précompte professionnel est égal à 3.060,25 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;
 - c) le précompte professionnel calculé conformément au point b est ensuite diminué :
- 1° de la réduction pour enfants à charge reprise au n° 9, A, tableau a;

2° des réductions pour autres charges de famille reprises au n° 9, A, tableau b, sauf la réduction pour isolés (reprise au n° 9, A, tableau b, point 1).

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 31 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

31. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n’a pas de revenus professionnels

Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la partie des pensions ou rentes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;
- b) le précompte professionnel est égal à 2.845,17 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;
- c) les réductions pour enfants à charge et pour autres charges de famille sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises dans les tableaux a et b figurant au n° 10.

Section 3. — Règles particulières

32. Paiements effectués autrement que par mois

Pour les pensions ou les rentes payées autrement que par mois, le précompte professionnel s’élève au trentième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû sur la pension ou la rente mensuelle correspondante par le nombre de jours de la période à laquelle se rapporte la pension ou la rente.

33. Arriérés

Les arriérés de pensions ou rentes (c.-à-d. les pensions ou les rentes dont le paiement ou l’attribution n’a eu lieu, par le fait de l’autorité publique ou de l’existence d’un litige, qu’après l’expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement) sont soumis au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 17, A, étant entendu que le taux à appliquer est déterminé mutatis mutandis eu égard au montant annuel des pensions ou des rentes brutes normales allouées au bénéficiaire immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés ou, à défaut de telle référence, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales, majorées des avances éventuelles sur pensions ou rentes, perçues par le bénéficiaire pendant la dernière année d’activité normale.

34. Pécules de vacances

Le précompte professionnel dû sur les pécules de vacances octroyés aux personnes qui bénéficient d’une pension de retraite ou de survie à charge du régime de pension pour travailleurs salariés, est égal à douze fois la différence entre :

- d’une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux n°s 28 à 31, est dû sur le montant mensuel de la pension du mois au cours duquel le pécule de vacances est payé, majoré d’un douzième de ce pécule de vacances;

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog de verminderingen voor kinderen ten laste en voor andere gezinslasten worden afgetrokken; die verminderingen zijn vermeld in de tabellen a en b van nr. 10.

Afdeling 2. — Maandelijkse pensioenen of renten boven 6.197,34 EUR

30. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijkse pensioenen of renten hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) het gedeelte van de pensioenen of renten boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;
- b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 3.060,25 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b, mogen evenwel nog de volgende verminderingen worden afgetrokken :

1° de vermindering voor kinderen ten laste vermeld in nr. 9, A, tabel a;

2° de verminderingen voor andere gezinslasten vermeld in nr. 9, A, tabel b, behalve de vermindering voor alleenstaanden (vermeld in nr. 9, A, tabel b, punt 1).

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 31 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

31. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijkse pensioenen of renten hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) het gedeelte van de pensioenen of renten boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;
- b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 2.845,17 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b, mogen evenwel nog de verminderingen voor kinderen ten laste en voor andere gezinslasten worden afgetrokken; die verminderingen zijn vermeld in de tabellen a en b van nr. 10.

Afdeling 3. — Bijzondere regels

32. Betalingen anders dan per maand

Voor anders dan per maand betaalde pensioenen of renten, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het dertigste van het produkt verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing dat zou verschuldigd zijn op het overeenstemmende maandelijks pensioen of rente, met het aantal dagen van het tijdperk waarop het pensioen of de rente betrekking heeft.

33. Achterstallen

Pensioen- of rente-achterstallen (d.w.z. pensioenen of renten waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels van nr. 17, A, met dien verstande dat het toe te passen tarief mutatis mutandis bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale brutopensioenen of -renten die onmiddellijk vóór de herziening die tot de uitbetaling van de achterstallen aanleiding gaf aan de verkrijger zijn betaald of, bij gebreke daarvan, volgens het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen, verhoogd met de eventuele pensioen- of rentevoorschotten, die de verkrijger tijdens zijn laatste jaar van normale activiteit heeft ontvangen.

34. Vakantiegeld

De bedrijfsvoorheffing op vakantiegelden toegekend aan personen die een rust- of overlevingspensioen genieten ten laste van het pensioenstelsel voor loontrekkers, is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen :

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de nrs. 28 tot 31 verschuldigd zou zijn op het pensioen van de maand waarin het vakantiegeld wordt betaald, verhoogd met een twaalfde van dat vakantiegeld;

- d'autre part, le précompte qui, suivant ces mêmes règles, est dû sur le montant mensuel de la pension pris isolément.

35. Pensions et rentes qui ne sont octroyées, ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution d'un statut légal ou réglementaire

A. Les pensions ou les rentes de retraite ou de survie qui ne sont octroyées ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire excluant les intéressés du champ d'application de la législation sociale, d'une part, et les rentes de vieillesse et les rentes de veuves octroyées par les organismes d'assurances en contrepartie de versements opérés librement dans le cadre de la législation relative à la pension des employés d'autre part, sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

Montant annuel de la pension ou de la rente — Jaarbedrag van het pensioen of de rente	Pourcentage de précompte professionnel dû sur le montant total de la pension ou de la rente — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op het totaalbedrag van het pensioen of de rente
jusqu'à 1.487,38 EUR tot	0
de 1.487,39 EUR à 2.478,95 EUR van tot	11,33
de 2.478,96 EUR à 7.436,82 EUR van tot	16,48
de 7.436,83 EUR à 12.394,69 EUR van tot	21,63
de 12.394,70 EUR à 24.789,37 EUR van tot	27,81
de 24.789,38 EUR à 37.184,03 EUR van tot	32,96
supérieur à 37.184,03 EUR boven	38,11

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel ne doit être retenu :

a) sur les pensions et rentes dans l'éventualité et la mesure où ces pensions ou rentes ont été octroyées en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au titre XIII du Code des taxes assimilées au timbre;

b) lorsque le bénéficiaire des pensions ou rentes établit que le douzième du total du montant annuel de sa pension légale et complémentaire ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel eu égard aux règles prévues aux n^{os} 28 à 31.

36. Allocations ou rentes octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité

Les allocations ou les rentes qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle visée à l'article 23, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 ou qui constituent la réparation d'une perte permanente de rémunérations, bénéfices ou profits et qui sont octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues, sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

1^o quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires par leur employeur ou à son intervention : suivant les règles prévues au n^o 16, A, étant entendu que le taux à prendre en considération est déterminé eu égard au total annuel des rémunérations brutes normales qui ont servi de base de calcul des allocations ou des rentes;

2^o quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurances ou par une autre institution ou par un intermédiaire : au taux de 11,33 p.c. ou de 22,66 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'allocations ou de rentes légales ou d'allocations ou de rentes extra-légales. Toutefois, aucun précompte professionnel ne doit être retenu lorsque le bénéficiaire des rentes ou des allocations établit que le douzième de la rémunération annuelle qui a servi de base au calcul de l'indemnisation ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel suivant les règles prévues aux n^{os} 28 à 31.

- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels op dat afzonderlijk beschouwde maandbedrag van het pensioen verschuldigd is.

35. Pensioenen en renten niet verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut

A. Rust- en overlevingspensioenen of -renten die niet verleend worden in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een wettelijk of reglementair statuut dat de betrokkenen uit het toepassingsgebied van de sociale wetgeving sluit, eensdeels, en ouderdoms- en weduwrenten die verzekeringsinstellingen verlenen als tegenwaarde van storting die vrij zijn verricht in het kader van de wetgeving betreffende het bedieningspensioen, anderdeels, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

B. In afwijking van punt A moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden :

a) op de pensioenen en renten indien en in zoverre die pensioenen of renten zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in titel XIII van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken;

b) wanneer de verkrijger van de pensioenen of renten aantoont dat het twaalfde van het totale jaarbedrag van zijn wettelijk en zijn aanvullend pensioen volgens de nrs. 28 tot 31 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

36. Toelagen of renten verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte of een invaliditeit

Toelagen of renten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een in artikel 23, § 1, 1^o, 2^o en 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde beroepswerkzaamheid of die het herstel van een bestendige derving van bezoldigingen, winst of baten uitmaken en die worden verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte, een invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

1^o wanneer die toelagen of renten door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger worden betaald : volgens de regels van nr. 16, A, met dien verstande dat het toe te passen tarief bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen die tot grondslag dienden voor het berekenen van die toelagen of renten;

2^o wanneer die toelagen of renten zonder tussenkomst van de werkgever, door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,33 pct. of van 22,66 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of extra-wettelijke toelagen of renten. In dit geval moet echter geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden wanneer de verkrijger van de renten of toelagen aantoont dat het twaalfde van de jaarbezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de schadeloosstelling volgens de regels van de nrs. 28 tot 31 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

37. Capitaux et valeurs de rachat qui ne sont pas octroyés dans le cadre de l'épargne-pension

A. Les capitaux et valeurs de rachat, ou les tranches de ceux-ci, qui, conformément à l'article 169, § 1^{er}, ou 515*bis*, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés à l'impôt des personnes physiques selon le régime de conversion, n'interviennent, pour le calcul du précompte professionnel, qu'à concurrence du montant de la rente viagère résultant de leur conversion suivant les coefficients déterminés par l'article 73 du présent arrêté.

La rente est soumise au précompte professionnel au taux de 11,33 p.c. (sans réduction).

B. Un précompte professionnel de 10,30 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 2°, b à d, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.

C. Un précompte professionnel de 17 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat, les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions et le rachat de la valeur capitalisée d'une partie de la pension légale de retraite ou de survie qui, conformément à l'article 171, 4°, f à h, ou 515*bis*, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992, ou conformément à l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.

D. Un précompte professionnel de 33,99 p.c. (sans réduction) est dû sur :

1° les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 1°, d à f, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques;

2° les capitaux, valeurs de rachat et capitaux tenant lieu de rentes ou pensions, ou sur les tranches de ceux-ci, qui ne sont pas visés aux points A à D, 1°, ci-dessus.

E. Par dérogation aux points B à D visés ci-dessus, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où les capitaux, les valeurs de rachat et les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au titre XIII du Code des taxes assimilées au timbre ou à l'article 119, 1°, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

38. Epargne-pension

A. Les pensions et les rentes d'une assurance-épargne sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

37. Kapitalen en afkoopwaarden niet verleend in het kader van het pensioensparen

A. Kapitalen en afkoopwaarden, of de schijven daarvan, die krachtens artikel 169, § 1, of 515*bis*, 4e lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 volgens het omzettingstelsel in de personenbelasting worden belast, worden voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing slechts in aanmerking genomen tot het bedrag van de lijfrente die voortvloeit uit hun omzetting volgens de in artikel 73 van dit besluit bepaalde coëfficiënten.

De rente wordt tegen 11,33 pct. (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen.

B. Op kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 2°, b tot d, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 10,30 pct. (zonder vermindering).

C. Op kapitalen en afkoopwaarden, op kapitalen geldend als renten of pensioenen en op de afkoop van de gekapitaliseerde waarde van een deel van het wettelijk rust- of overlevingspensioen die krachtens artikel 171, 4°, f tot h, of 515*bis*, 5e lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 of krachtens artikel 104, 2e lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 17 pct. (zonder vermindering).

D. Een bedrijfsvoorheffing van 33,99 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :

1° kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 1°, d tot f, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast;

2° kapitalen, afkoopwaarden en op kapitalen geldend als renten of pensioenen, of op de schijven daarvan, die niet worden bedoeld onder de punten A tot D, 1°, hiervoor.

E. In afwijking van de punten B tot D hiervoor moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de kapitalen, afkoopwaarden en de kapitalen geldend als renten of pensioenen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in titel XIII van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen of in artikel 119, 1°, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

38. Pensioensparen

A. Pensioenen en renten van een spaarverzekering worden volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

Montant annuel de la pension ou de la rente — Jaarbedrag van het pensioen of de rente	Pourcentage de précompte professionnel dû sur le montant total de la pension ou de la rente — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd op het totaalbedrag van het pensioen of de rente
jusqu'à 1.487,38 EUR tot	11,33
de 1.487,39 EUR à 2.478,94 EUR van tot	16,48
supérieur à 2.478,94 EUR boven	21,63

B. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 171, 2°, e, 174 et 515*ter* du Code des impôts sur les revenus 1992 et en vertu de l'article 105 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 10,30 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515*bis*, alinéa 3, du même Code.

C. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 515*bis*, alinéa 5 et 515*ter* du Code des impôts sur les revenus 1992 et en vertu de l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont imposés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 17 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515*bis*, alinéa 3, du même Code.

L'alinéa précédent est également applicable à l'épargne, aux capitaux et valeurs de rachat qui sont visés à l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension.

B. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 171, 2°, e, 174 en 515*ter* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en krachtens artikel 105 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,30 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515*bis*, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

C. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 515*bis*, vijfde lid, en 515*ter* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en krachtens artikel 104, tweede lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515*bis*, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen.

D. Un précompte professionnel de 33,99 p.c. (sans réduction) est dû sur :

1° l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, conformément à l'article 171, 1°, g, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques, étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3, et 515bis, alinéa 3, du même Code;

2° l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui ne sont pas visés aux points B à D, 1°, ci-dessus. En outre, en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément à l'article 515bis, alinéa 3, du même Code.

L'alinéa précédent est également applicable aux transferts visés à l'article 34, § 2, 3°, du même Code.

E. Par dérogation aux points B à D ci-avant, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où l'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au titre XIII du Code des taxes assimilées au timbre ou à l'article 119 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

CHAPITRE IV. — *Rémunérations des dirigeants d'entreprise*

Section 1^{ère}. — Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 6.197,34 EUR

39. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises au n° 9, A, a à c.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 40 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont constitués exclusivement par des pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

40. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

Les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises au n° 10, a à c.

Section 2. — Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 6.197,34 EUR

41. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;

b) le précompte professionnel est égal à 2.983,23 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;

c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 9, A, a à c.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 42 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont constitués exclusivement par des pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 91,72 EUR NETS par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 6, C.

D. Een bedrijfsvoorheffing van 33,99 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :

1° spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens artikel 171, 1°, g, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515bis, derde lid, van hetzelfde Wetboek;

2° spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die niet bedoeld zijn onder de punten B tot D, 1°, hiervoor. Bovendien moet voor spaartegoeden het belastbare bedrag worden bepaald overeenkomstig artikel 515bis, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op de overdrachten als vermeld in artikel 34, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek.

E. In afwijking van de punten B tot D hiervoor moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de spaartegoeden van spaarrekeningen en de kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in titel XIII van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken of in artikel 119 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *Bezoldigingen van bedrijfsleiders*

Afdeling 1. — Maandelijkse brutobezoldigingen tot 6.197,34 EUR

39. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 9, A, a tot c.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 40 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

40. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 10, a tot c.

Afdeling 2. — Maandelijkse brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR

41. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;

b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 2.983,23 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;

c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 9, A, a tot c.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 42 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 91,72 EUR NETTO per maand.

De nettoberoepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 6, C.

42. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n’a pas de revenus professionnels

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;

b) le précompte professionnel est égal à 2.768,18 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a;

c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 10, a à c.

Section 3. — Règles particulières

43. Paiements périodiques effectués autrement que par mois

Pour les rémunérations périodiques payées autrement que par mois, le précompte professionnel s’élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant les règles reprises aux n°s 39 à 42, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

44. Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques est égal à douze fois la différence entre :

- d’une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux n°s 39 à 42, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d’un douzième de la rémunération non périodique;

- d’autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

CHAPITRE V. — Rémunérations et prépensions payées ou attribuées à des non-résidents qui n’ont pas maintenu un foyer d’habitation en Belgique durant toute la période imposable

Section 1^{ère}. — Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés

Par dérogation aux n°s 9 à 18 et 24, le précompte professionnel dû sur les rémunérations des travailleurs, payées ou attribuées à des non-résidents qui n’ont pas maintenu un foyer d’habitation en Belgique durant toute la période imposable, est déterminé conformément aux règles suivantes.

Sous-section 1^{ère}. — Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 6.197,34 EUR

45. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel (sans réduction) est déterminé suivant le barème III.

Sous-section 2. — Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 6.197,34 EUR

46. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel (sans réduction) est déterminé comme suit :

a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;

b) le précompte professionnel est égal à 3.062,28 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a.

Sous-section 3. — Règles particulières

47. Paiements par quinzaine

Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 45 ou 46, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

48. Paiements par semaine

Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 45 ou 46, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

49. Paiements par journée de travail

Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 45 ou 46, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

42. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;

b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 2.768,18 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag;

c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen evenwel nog de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 10, a tot c.

Afdeling 3. — Bijzondere regels

43. Periodieke betalingen anders dan per maand

Voor periodieke bezoldigingen die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het produkt, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van de nrs. 39 tot 42 verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

44. Niet-periodieke bezoldigingen

De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen :

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de nrs. 39 tot 42 verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging;

- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

HOOFDSTUK V. — Bezoldigingen en brugpensioenen betaald of toegekend aan niet-inwoners die niet gedurende het volledige belastbare tijdperk een tehuis in België hebben behouden

Afdeling 1. — Bezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten

In afwijking van de nrs. 9 tot 18 en 24 wordt de bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen van werknemers betaald of toegekend aan niet-inwoners die niet gedurende het volledige belastbare tijdperk een tehuis in België hebben behouden, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

Onderafdeling 1. — Maandelijkse brutobezoldigingen tot 6.197,34 EUR

45. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens schaal III.

Onderafdeling 2. — Maandelijkse brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR

46. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) als volgt vastgesteld :

a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;

b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 3.062,28 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag.

Onderafdeling 3. — Bijzondere regels

47. Betalingen per veertien dagen

Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regel van nr. 45 of 46 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

48. Betalingen per week

Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regel van nr. 45 of 46 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

49. Betalingen per werkdag

Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regel van nr. 45 of 46 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

50. Allocations exceptionnelles

En ce qui concerne les allocations exceptionnelles (indemnités pour travaux extraordinaires, commissions, pécules de vacances, primes de fin d'année, etc.) payées par un employeur à des membres de son personnel en dehors des rémunérations normales, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales qui sont payées ou attribuées en Belgique au bénéficiaire des revenus.

50. Exceptionele vergoedingen

Voor de exceptionele vergoedingen (vergoedingen voor extrawerk, commissielonen, vakantiegeld, eindejaarspremies, enz.) die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende brutobezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

Montant annuel des rémunérations brutes normales — Jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen	Pourcentage de précompte professionnel dû — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd
1	2
de 0,01 EUR à 8.428,39 EUR van tot	27,30
de 8.428,40 EUR à 10.882,54 EUR van tot	32,96
de 10.882,55 EUR à 15.146,31 EUR van tot	43,26
de 15.146,32 EUR à 33.341,69 EUR van tot	49,44
de 33.341,70 EUR à 49.429,98 EUR van tot	54,59
de 49.429,99 EUR à 71.442,91 EUR van tot	57,68
supérieur à 71.442,91 EUR boven	59,74

51. Arriérés et indemnités de dédit

En ce qui concerne les arriérés de rémunérations (c.-à-d. les rémunérations dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement) et les indemnités de dédit, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. :

- soit le montant annuel de la rémunération brute normale payée ou attribuée en Belgique qui a été allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés;

- soit la rémunération qui a servi de base à la fixation de l'indemnité de dédit ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

51. Achterstallen en opzeggingsvergoedingen

Voor achterstallige bezoldigingen (m.a.w. bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) en voor de opzeggingsvergoedingen, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. :

- ofwel het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende brutobezoldiging die onmiddellijk vóór de herziening die tot de uitbetaling van de achterstallen aanleiding gaf aan de verkrijger van de inkomsten werd betaald;

- ofwel de bezoldiging die tot grondslag diende voor het vaststellen van de opzeggingsvergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

Rémunération de référence — Referentiebezoldiging	Pourcentage de précompte professionnel dû — Percent als bedrijfsvoorheffing verschuldigd
1	2
de 0,01 EUR à 7.436,82 EUR van tot	27,30
de 7.436,83 EUR à 9.618,28 EUR van tot	32,96
de 9.618,29 EUR à 13.336,69 EUR van tot	43,26
de 13.336,70 EUR à 29.251,45 EUR van tot	49,44
de 29.251,46 EUR à 43.307,01 EUR van tot	54,59
de 43.307,02 EUR à 62.717,06 EUR van tot	57,68
supérieure à 62.717,06 EUR boven	59,74

52. Rémunérations pour travail à la pièce

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux n^{os} 45 à 49, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent.

Section 2. — Prépensions

Par dérogation au n° 21, le précompte professionnel dû sur les prépensions des travailleurs, payées ou attribuées à des non-résidents qui n'ont pas maintenu un foyer d'habitation en Belgique durant toute la période imposable, est déterminé conformément aux règles suivantes.

53. Prépensions

A. Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l'occasion d'un règlement de prépension et visées à l'article 146, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (prépensions ancien régime), sont exonérées du précompte professionnel dans la mesure où leur montant total n'excède pas le montant maximum de la prépension prévue conformément à la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 16 janvier 1975.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière de prépension, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est obtenu à partir du précompte professionnel dû sur le montant total des indemnités, suivant les règles prévues aux n^{os} 54 et 55, diminué :

- de 101,81 EUR, lorsque le montant mensuel total des indemnités ne dépasse pas 1.388,20 EUR;
- d'une fraction de 101,81 EUR, calculée au moyen de la formule ci-après, lorsque le montant mensuel total des indemnités est compris entre 1.388,20 EUR et 2.751,62 EUR :

33,94 + 67,88 x (2.751,62 - montant mensuel total des indemnités);
1.363,42

- de 33,94 EUR, lorsque le montant mensuel total des indemnités s'élève à 2.751,62 EUR ou plus.

B. Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l'occasion d'un règlement de prépension et *non* visées à l'article 146, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont exonérées du précompte professionnel dans la mesure où leur montant total n'excède pas le montant maximum prévu en matière d'allocations de chômage.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière d'allocations de chômage, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est calculé sur le montant total des indemnités suivant les règles prévues aux n^{os} 54 et 55.

54. Prépensions mensuelles

A. Lorsque le montant total de ces indemnités mensuelles ne dépasse pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème III.

B. Lorsque le montant total de ces indemnités mensuelles dépasse 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la partie des indemnités qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;
- b) le précompte professionnel est égal à 3.115,18 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a.

55. Prépensions payées autrement que par mois

Pour les prépensions payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au trentième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû sur le montant total mensuel correspondant de la prépension par le nombre de jours de la période à laquelle se rapporte la prépension.

Section 3. — Rémunérations des dirigeants d'entreprise

Par dérogation aux n^{os} 39 à 44, le précompte professionnel dû sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise, payées ou attribuées à des non-résidents qui n'ont pas maintenu un foyer d'habitation en Belgique durant toute la période imposable, est déterminé conformément aux règles suivantes.

52. Bezoldigingen voor stukwerk

De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van de nrs. 45 tot 49, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben.

Afdeling 2. — Brugpensioenen

In afwijking van nr. 21 wordt de bedrijfsvoorheffing op brugpensioenen van werknemers betaald of toegekend aan niet-inwoners die niet gedurende het volledige belastbare tijdperk een tehuis in België hebben behouden, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

53. Brugpensioenen

A. Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een brugpensioenregeling aan ontslagen of op rust gestelde werknemers betaald of toegekend en vermeld in artikel 146, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (brugpensioenen oud stelsel), zijn van bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag niet te boven gaat van het brugpensioen bepaald overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 16 januari 1975.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake brugpensioen te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt verkregen door de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van de nrs. 54 en 55 op het totaalbedrag van de vergoedingen verschuldigd is te verminderen met :

- 101,81 EUR wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen niet hoger is dan 1.388,20 EUR;
- een gedeelte van 101,81 EUR, berekend met de hierna opgegeven formule, wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen begrepen is tussen 1.388,20 EUR en 2.751,62 EUR :

33,94 + 67,88 x (2.751,62 - totale maandbedrag vergoedingen);
1.363,42

- 33,94 EUR wanneer het totale maandbedrag van de vergoedingen 2.751,62 EUR of meer bedraagt.

B. Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een brugpensioenregeling aan ontslagen of op rust gestelde werknemers betaald of toegekend en *niet* vermeld in artikel 146, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zijn van de bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkering niet te boven gaat.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkering te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt volgens de regels van de nrs. 54 en 55 berekend op het totaalbedrag van de vergoedingen.

54. Maandelijkse brugpensioenen

A. Wanneer het totaalbedrag van deze maandelijkse vergoedingen niet hoger is dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal III.

B. Wanneer het totaalbedrag van deze maandelijkse vergoedingen hoger is dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) het gedeelte van de vergoedingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;
- b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 3.115,18 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag.

55. Anders dan per maand betaalde brugpensioenen

Voor de anders dan per maand betaalde brugpensioenen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het dertigste van het produkt verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing dat zou verschuldigd zijn op het overeenstemmende maandelijkse totaalbedrag van het brugpensioen, met het aantal dagen van het tijdperk waarop het brugpensioen betrekking heeft.

Afdeling 3. — Bezoldigingen van bedrijfsleiders

In afwijking van de nrs. 39 tot 44 wordt de bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen van bedrijfsleiders, betaald of toegekend aan niet-inwoners die niet gedurende het volledige belastbare tijdperk een tehuis in België hebben behouden, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

Sous-section 1^{ère}. — Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 6.197,34 EUR

56. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 6.197,34 EUR, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème III.

Sous-section 2. — Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 6.197,34 EUR

57. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 6.197,34 EUR, le précompte professionnel (sans réduction) est déterminé comme suit :

- a) la partie des rémunérations brutes qui excède 6.197,34 EUR est arrondie au multiple inférieur de 12,39 EUR;
- b) le précompte professionnel est égal à 3.062,28 EUR majorés de 59,95 p.c. du montant arrondi tel que déterminé sub a.

Sous-section 3. — Règles particulières

58. Paiements périodiques effectués autrement que par mois

Pour les rémunérations périodiques payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant la règle reprise au n° 56 ou 57, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

59. Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques est égal à douze fois la différence entre :

- d'une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux n^{os} 56 à 58, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d'un douzième de la rémunération non périodique;

- d'autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

CHAPITRE VI. — *Jetons de présence constituant des profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992*

60. Base de perception et taux

Les jetons de présence payés ou attribués à des personnes pour lesquelles ces jetons de présence constituent des profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (membres des conseils provinciaux et communaux, des conseils d'agglomération, des conseils d'aide sociale, des comités de gestion d'établissements ou organismes publics, etc.), sont soumis au précompte professionnel, pour leur montant brut, aux taux repris au n° 22.

CHAPITRE VII. — *Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992*

61. Base de perception et taux

Le précompte professionnel est dû au taux de 18,54 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués, en Belgique, à des savants, écrivains ou artistes, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, belges ou étrangers, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

Toutefois, le précompte professionnel est dû au taux de 27,30 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués à des savants, écrivains ou artistes non-résidents, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics belges, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

62. Exonération

En ce qui concerne les prix et subsides payés ou attribués pendant deux ans, aucun précompte professionnel n'est dû sur la première tranche de 2.751,62 EUR.

En outre, les prix et subsides exonérés en vertu de l'article 53 du présent arrêté ne sont pas soumis au précompte professionnel.

Onderafdeling 1. — Maandelijkse brutobezoldigingen tot 6.197,34 EUR

56. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen niet hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal III.

Onderafdeling 2. — Maandelijkse brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR

57. Wanneer de maandelijkse brutobezoldigingen hoger zijn dan 6.197,34 EUR wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) als volgt vastgesteld :

- a) het gedeelte van de brutobezoldigingen boven 6.197,34 EUR afronden op het lagere veelvoud van 12,39 EUR;
- b) de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 3.062,28 EUR, verhoogd met 59,95 pct. van het overeenkomstig sub a afgerond bedrag.

Onderafdeling 3. — Bijzondere regels

58. Periodieke betalingen anders dan per maand

Voor periodieke bezoldigingen die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het produkt, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing, dat volgens de regel van nr. 56 of 57 verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

59. Niet-periodieke bezoldigingen

De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen :

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de nrs. 56 tot 58 verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging;

- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

HOOFDSTUK VI. — *Presentiegelden die baten zijn als vermeld in artikel 23, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

60. Grondslag en tarief

Presentiegelden betaald of toegekend aan personen voor wie die presentiegelden baten zijn als vermeld in artikel 23, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (leden van provincie- en gemeenteraden, van agglomeratieraden, van raden voor maatschappelijk welzijn, van beheerscomités van openbare instellingen of lichamen, enz.) zijn voor hun brutobedrag aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 22 vermelde tarief.

HOOFDSTUK VII. — *Prijzen, subsidies, renten of pensioenen vermeld in artikel 90, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

61. Grondslag en tarief

De bedrijfsvoorheffing bedraagt 18,54 pct. van het brutobedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische of buitenlandse openbare machten of openbare instellingen zonder winstoogmerken in België betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars, met uitzondering van de sommen die zijn betaald of toegekend als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

Evenwel bedraagt de bedrijfsvoorheffing 27,30 pct. van het brutobedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische openbare machten of openbare instellingen betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars die niet-inwoner zijn, met uitzondering van de sommen die betaald of toegekend zijn als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

62. Vrijstelling

Met betrekking tot de prijzen en de gedurende twee jaar betaalde of toegekende subsidies is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de eerste schijf van 2.751,62 EUR.

Bovendien zijn de prijzen en subsidies niet aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen, indien zij overeenkomstig artikel 53 van dit besluit zijn vrijgesteld.

CHAPITRE VIII. — *Rentes alimentaires et capitaux visés à l’article 90, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, versés à des non-habitants du Royaume*

63. Rentes
- Le précompte professionnel dû sur le montant des rentes visées à l’article 90, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, que des habitants du Royaume versent à des non-habitants du Royaume, est égal à 27,30 p.c. des 80 p.c. du montant de ces rentes.
64. Capitaux
- A. Lorsque les rentes visées au n° 63 sont remplacées par un capital payé à un non-résident qui a maintenu un foyer d’habitation en Belgique durant toute la période imposable, le précompte professionnel est dû au taux de 27,30 p.c. des 80 p.c. du montant annuel de ces rentes.

Le montant annuel des rentes est fixé en appliquant au capital l’article 73 du présent arrêté.

B. Lorsque les rentes visées au n° 63 sont remplacées par un capital payé à un non-résident qui n’a pas maintenu un foyer d’habitation en Belgique durant toute la période imposable, le précompte professionnel est dû au taux de 27,30 p.c. des 80 p.c. de ce capital.

CHAPITRE IX. — *Revenus mentionnés à l’article 87, 5°, a à c, et e, du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés à la même disposition*

65. Base de perception et taux
- En ce qui concerne les revenus mentionnés à l’article 87, 5°, a à c, et e du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés au même article, le précompte professionnel dû est fixé suivant la distinction établie ci-après :
- a) à 30,90 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfices et profits mentionnés à l’article 87, 5°, a;
- b) conformément aux règles et aux taux prévus au n° 22, en ce qui concerne les revenus mentionnés à l’article 87, 5°, b;
- c) à 4,02 p.c. du montant brut des primes relatives aux opérations traitées en Belgique en ce qui concerne les bénéfices mentionnés à l’article 87, 5°, c;
- d) à 38,16 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfices mentionnés à l’article 87, 5°, e.

CHAPITRE X. — *Revenus des artistes du spectacle et des sportifs non-résidents*

66. Base de perception et taux

Par dérogation aux dispositions des chapitres II et V et du n° 65, a et b, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 18 p.c. du montant brut des revenus mentionnés à l’article 87, 5°, d, du présent arrêté.

CHAPITRE XI. — *Bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés civiles ou associations sans personnalité juridique, visés à l’article 229, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992*

67. Base de perception et taux
- Les revenus de chaque associé ou membre visés à l’article 87, 7°, du présent arrêté sont soumis au précompte professionnel suivant les distinctions suivantes :
- A. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-habitants du Royaume visés à l’article 227, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992 : le précompte professionnel est fixé suivant les taux ci-après (sans réduction) :

HOOFDSTUK VIII. — *Onderhoudsuitkeringen en kapitalen vermeld in artikel 90, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die aan niet-rijksinwoners worden betaald*

63. Uitkeringen
- Op het bedrag van de in artikel 90, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde uitkeringen die rijksinwoners aan niet-rijksinwoners betalen, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 27,30 pct. op 80 pct. van het bedrag van die uitkeringen.
64. Kapitalen
- A. Wanneer in nr. 63 vermelde uitkeringen worden vervangen door een kapitaal dat wordt betaald aan een niet-inwoner die gedurende het volledige belastbare tijdperk in België een tehuis heeft behouden, bedraagt de bedrijfsvoorheffing 27,30 pct. van 80 pct. van het jaarbedrag van die uitkeringen.

Het jaarbedrag van de uitkeringen wordt vastgesteld door op het kapitaal artikel 73 van dit besluit toe te passen.

B. Wanneer nochtans in nr. 63 vermelde uitkeringen worden vervangen door een kapitaal dat wordt betaald aan een niet-inwoner die niet gedurende het volledige belastbare tijdperk een tehuis in België heeft behouden, bedraagt de bedrijfsvoorheffing 27,30 pct. van 80 pct. van dat kapitaal.

HOOFDSTUK IX. — *In artikel 87, 5°, a tot c en e, van dit besluit vermelde inkomsten, betaald of toegekend aan niet-inwoners vermeld in die bepaling*

65. Grondslag en tarief
- Voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, a tot c en e, van dit besluit, betaald of toegekend aan aldaar vermelde niet-inwoners, moet de bedrijfsvoorheffing onderscheidenlijk als volgt worden berekend :
- a) op 30,90 pct. van het brutobedrag voor de winst en baten vermeld in artikel 87, 5°, a;
- b) volgens de regels en het tarief van nr. 22 voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, b;
- c) op 4,02 pct. van het brutobedrag van de premies betreffende de in België gedane verrichtingen voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, c;
- d) op 38,16 pct. van het brutobedrag voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, e.

HOOFDSTUK X. — *Inkomsten van podiumkunstenars en sportbeoefenaars die niet-inwoners zijn*

66. Grondslag en tarief

In afwijking van de bepalingen van de hoofdstukken II en V en van nr. 65, a en b, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 18 pct. van het brutobedrag van de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, d, van dit besluit.

HOOFDSTUK XI. — *Winst en baten van niet-inwonende vennoten of leden van burgerlijke vennootschappen of van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, vermeld in artikel 229, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

67. Grondslag en tarief
- De in artikel 87, 7°, van dit besluit vermelde inkomsten van iedere vennoot of ieder lid zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :
- A. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-rijksinwoners vermeld in artikel 227, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 : de bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) :

Montant total des bénéfices ou profits de chaque associé ou membre — Totaalbedrag van de winst of de baten van elke vennoot of elk lid	Précompte professionnel dû — Verschuldigde bedrijfsvoorheffing
de 0,01 EUR à 6.321,30 EUR van tot	27,25 p.c. pct.
de 6.321,31 EUR à 8.403,61 EUR van tot	1.722,55 EUR + 32,70 p.c. de la tranche au-delà de 6.321,30 EUR pct. op de schijf boven
de 8.403,62 EUR à 11.973,27 EUR van tot	2.403,47 EUR + 43,60 p.c. de la tranche au-delà de 8.403,61 EUR pct. op de schijf boven
de 11.973,28 EUR à 27.516,20 EUR van tot	3.959,84 EUR + 49,05 p.c. de la tranche au-delà de 11.973,27 EUR pct. op de schijf boven

Montant total des bénéfices ou profits de chaque associé ou membre — Totaalbedrag van de winst of de baten van elke vennoot of elk lid	Précompte professionnel dû — Verschuldigde bedrijfsvoorheffing
de 27.516,21 EUR à 41.274,29 EUR van tot	11.583,65 EUR + 54,5 p.c. de la tranche au-delà de 27.516,20 EUR pct. op de schijf boven
de 41.274,30 EUR à 60.560,39 EUR van tot	19.081,81 EUR + 57,23 p.c. de la tranche au-delà de 41.274,29 EUR pct. op de schijf boven
supérieur à 60.560,39 EUR boven	30.119,25 EUR + 59,95 p.c. de la tranche au-delà de 60.560,39 EUR pct. op de schijf boven

B. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-résidents visés à l'article 227, 2°, du Code précité : le précompte professionnel est fixé uniformément à 40,17 p.c.

CHAPITRE XII. — *Plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, réalisées par des non-résidents, dans le cadre de leur activité professionnelle.*

68. Les plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, déterminées conformément à l'article 235, 1° ou 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont soumises au précompte professionnel, selon les distinctions suivantes :

A. Les plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 1°, du Code précité, sont soumises au précompte professionnel aux taux fixés au n° 67, A (sans réduction).

Par dérogation à l'alinéa précédent, les plus-values réalisées sur des biens immobiliers affectés à l'exercice de l'activité professionnelle depuis plus de 5 ans au moment de leur aliénation, sont soumises au précompte professionnel au taux de 18 p.c. (sans réduction).

B. Plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 2°, du Code précité : le précompte professionnel est fixé uniformément à 40,17 p.c.

CHAPITRE XIII. — *Retenues complémentaires*

69. Généralités

A. Les débiteurs du précompte professionnel DOIVENT, au plus tard à partir du premier paiement effectué au cours du deuxième mois qui suit la date de la demande écrite qui leur en est faite par le bénéficiaire des revenus, effectuer sur ceux-ci des retenues de précompte professionnel complémentaires à celles qui sont visées aux n°s 1 à 65.

Ces retenues complémentaires doivent être faites, lors de chaque paiement ou attribution de revenus et elles doivent consister en une somme fixe proposée par le bénéficiaire lui-même dans sa demande.

La demande précitée lie le bénéficiaire des revenus jusqu'à révocation de celle-ci. Une révocation n'aura d'effet qu'à partir du premier paiement effectué au cours du troisième mois qui suit cette révocation.

B. Outre ce qui est prévu au point A, les débiteurs du précompte professionnel ONT LA FACULTE, sur demande des bénéficiaires, de retenir sur les revenus qu'ils paient ou attribuent, des montants supérieurs à ceux déterminés suivant les règles des n°s 1 à 65.

70. Précompte professionnel visé à l'article 158 du Code des impôts sur les revenus 1992

En ce qui concerne les rémunérations mentionnées aux n°s 39 à 44, les retenues complémentaires visées au n° 69 doivent, pour pouvoir être considérées comme précompte professionnel pour l'application de l'article 158 du Code des impôts sur les revenus 1992 :

- a) être opérées sur toutes les rémunérations fixes et variables que l'employeur paie ou attribue aux bénéficiaires, au cours de l'année;
- b) être versées au receveur des contributions dans le délai imparti;

c) en outre, lorsqu'il s'agit de retenues complémentaires visées au n° 69, B :

- soit, représenter une quotité uniforme du précompte professionnel dû, calculé comme il est indiqué aux n°s 39 à 44;
- soit, représenter la différence entre le montant calculé à un taux forfaitaire pour l'année entière et le précompte professionnel calculé conformément aux n°s 39 à 44.

B. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, van voormeld Wetboek : de bedrijfsvoorheffing wordt éénvormig vastgesteld op 40,17 pct.

HOOFDSTUK XII. — *In artikel 87, 8°, van dit besluit vermelde meerwaarden, verwezenlijkt door niet-inwoners in het kader van hun beroepswerkzaamheid*

68. De in artikel 87, 8°, van dit besluit vermelde meerwaarden, vastgesteld krachtens artikel 235, 1° of 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

A. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-rijksinwoners vermeld in artikel 227, 1°, van voormeld Wetboek, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 67, A, vermelde tarief (zonder vermindering).

In afwijking van vorig lid worden meerwaarden verwezenlijkt op onroerende goederen die op het ogenblik van hun vervreemding sedert meer dan 5 jaar voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 18 pct. (zonder vermindering).

B. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, van voormeld Wetboek : de bedrijfsvoorheffing wordt éénvormig vastgesteld op 40,17 pct.

HOOFDSTUK XIII. — *Aanvullende inhoudingen*

69. Algemeen

A. Ten laatste vanaf de eerste betaling tijdens de tweede maand na de datum van de schriftelijke aanvraag die de verkrijger van de inkomsten daartoe tot de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing richt, MOET deze laatste, boven de inhoudingen volgens de nrs. 1 tot 65, aanvullende inhoudingen van bedrijfsvoorheffing doen.

Deze aanvullende inhoudingen moeten bij elke betaling of toekenning van inkomsten gebeuren volgens een vast bedrag dat door de verkrijger zelf in zijn aanvraag wordt voorgesteld.

De verkrijger van de inkomsten is door zijn aanvraag gebonden tot hij ze herroept. De herroeping heeft slechts uitwerking vanaf de eerste betaling tijdens de derde maand die op de herroeping volgt.

B. Buiten de regeling van punt A MOGEN de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing op de inkomsten die zij betalen of toekennen en op aanvraag van de verkrijgers daarvan, hogere bedragen inhouden dan die welke volgen uit de toepassing van de nrs. 1 tot 65.

70. Bedrijfsvoorheffing vermeld in artikel 158 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Om als bedrijfsvoorheffing voor de toepassing van artikel 158 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in aanmerking te kunnen komen, moeten de in nr. 69 vermelde aanvullende inhoudingen op bezoldigingen vermeld in de nrs. 39 tot 44 :

- a) gedaan worden op alle vaste en veranderlijke bezoldigingen die de werkgever in de loop van het jaar aan de verkrijgers betaalt of toekent;
- b) binnen de gestelde termijn bij de ontvanger van de belastingen worden gestort;
- c) bovendien, wanneer het aanvullende inhoudingen betreft als vermeld in nr. 69, B :

- ofwel een eenvormig gedeelte vertegenwoordigen van de bedrijfsvoorheffing berekend volgens de nrs. 39 tot 44;
- ofwel het verschil vertegenwoordigen tussen het bedrag dat voor het hele jaar wordt berekend tegen een forfaitair percent en de bedrijfsvoorheffing berekend volgens de nrs. 39 tot 44.

BAREME I (EURO)

- CE BAREME EST APPLICABLE :
- LORSQUE LE BENEFICIAIRE DES REVENUS EST UN ISOLE;
 - LORSQUE LE CONJOINT DU BENEFICIAIRE DES REVENUS A EGALEMENT DES REVENUS PROFESSIONNELS PROPRES.

* * *

- PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :
- LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
 - LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
 - LES PENSIONS ET RENTES : COLONNE (4)
- PAYEES OU ATTRIBUEES EN EURO PAR MOIS A PARTIR DU 1ER AVRIL 1999.

* * *

LES MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSQU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

* * *

LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL QUI FIGURE AU BAREME PEUT ENCORE ETRE DIMINUE DES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE (VOIR NDS 9A, 28A ET 39A DES REGLES D'APPLICATION).

SCHAAL I (EURO)

- DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING :
- OFWEL WANNEER DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EEN ALLEENSTAANDE IS;
 - OFWEL WANNEER DE ECHTGENOOT VAN DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EVENEENS PERSOONLIJKE BEROEPSIN-KOMSTEN HEEFT.

* * *

- BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :
- BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS : KOLOM (3)
 - PENSIOENEN EN RENTEN : KOLOM (4)
- DIE VANAF 1 APRIL 1999 PER MAAND IN EURO WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

* * *

VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING AFGELEZEN IN DE SCHAAL MOGEN NOG DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN VOOR ANDERE GEZINSLASTEN WORDEN AFGETROKKEN (ZIE NRS. 9A, 28A EN 39A VAN DE TOEPASSINGSREGELS).

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
347,05		0,89		632,13	57,64	79,05	
359,45		4,09		644,52	61,28	82,90	
371,84		7,31		656,92	64,92	86,74	
384,23		10,51		669,31	68,57	90,61	
396,63		13,73		681,71	72,29	94,45	
409,02	2,13	16,93		694,10	76,15	98,29	
421,42	5,16	20,15		706,50	80,00	102,16	
433,81	8,21	23,35		718,89	83,84	106,00	
446,21	11,25	26,55		731,29	87,70	110,36	
458,60	14,28	29,77		743,68	91,55	115,49	
471,00	17,33	32,97		756,08	95,39	120,62	
483,39	20,38	36,19		768,47	99,23	125,76	
495,79	23,40	39,39		780,86	103,10	130,91	
508,18	26,45	42,61		793,26	106,94	136,04	
520,58	29,47	45,81		805,65	111,63	141,18	
532,97	32,52	49,01		818,05	116,76	146,31	
545,37	35,57	52,23		830,44	121,89	151,44	
557,76	38,60	55,95		842,84	127,02	156,57	1,02
570,16	41,65	59,79		855,23	132,15	161,70	6,42
582,55	44,70	63,63		867,63	137,31	166,83	11,82
594,94	47,72	67,50		880,02	142,44	171,96	17,23
607,34	50,77	71,34		892,42	147,57	177,10	22,63
619,73	53,99	75,19		904,81	152,70	182,25	28,04

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
917,21	157,83	187,38	33,44	1412,99	381,83	412,30	277,79
929,60	162,97	192,51	38,84	1425,39	387,73	418,07	284,93
942,00	168,10	197,65	44,25	1437,78	393,63	423,85	292,07
954,39	173,23	202,78	49,65	1450,18	399,53	429,62	299,21
966,78	178,36	207,91	55,06	1462,57	405,43	435,40	306,35
979,18	183,49	213,04	60,46	1474,97	411,33	441,18	313,49
991,57	188,65	218,17	66,31	1487,36	417,23	446,95	320,63
1003,97	193,78	223,30	72,38	1499,76	423,13	452,73	327,76
1016,36	198,91	228,43	78,46	1512,15	429,00	458,50	334,90
1028,76	204,04	233,59	84,56	1524,55	434,90	464,28	342,04
1041,15	209,17	239,02	90,63	1536,94	440,80	470,06	349,18
1053,55	214,30	244,79	96,70	1549,33	446,70	475,83	356,32
1065,94	219,44	250,57	102,78	1561,73	452,60	481,61	363,46
1078,34	224,57	256,35	108,87	1574,12	458,50	487,38	370,60
1090,73	229,70	262,12	114,95	1586,52	464,40	493,16	377,74
1103,13	234,83	267,90	121,02	1598,91	470,30	498,94	384,90
1115,52	240,46	273,67	127,10	1611,31	476,20	504,71	392,04
1127,92	246,23	279,45	133,19	1623,70	482,10	510,49	399,18
1140,31	252,11	285,23	139,27	1636,10	487,98	516,26	406,32
1152,70	258,01	291,00	145,34	1648,49	493,88	522,04	413,46
1165,10	263,88	296,78	151,41	1660,89	499,78	527,81	420,60
1177,49	269,78	302,55	157,51	1673,28	505,68	533,59	427,74
1189,89	275,68	308,33	163,58	1685,68	511,58	539,37	434,88
1202,28	281,58	314,11	169,66	1698,07	517,48	545,14	442,02
1214,68	287,48	319,88	175,73	1710,47	523,38	550,92	449,16
1227,07	293,38	325,66	181,83	1722,86	529,28	556,69	456,30
1239,47	299,28	331,43	187,90	1735,25	535,18	562,47	463,44
1251,86	305,18	337,21	193,98	1747,65	541,05	568,25	470,58
1264,26	311,08	342,99	200,05	1760,04	546,95	574,02	477,72
1276,65	316,98	348,76	206,15	1772,44	552,85	579,80	484,85
1289,05	322,86	354,54	212,22	1784,83	558,75	585,57	491,99
1301,44	328,76	360,31	218,30	1797,23	564,65	591,35	499,13
1313,84	334,66	366,09	224,37	1809,62	570,55	597,13	506,27
1326,23	340,56	371,87	230,47	1822,02	576,45	602,90	513,41
1338,63	346,46	377,64	236,54	1834,41	582,35	608,68	520,55
1351,02	352,36	383,42	242,61	1846,81	588,25	614,45	527,69
1363,41	358,26	389,19	249,23	1859,20	594,13	620,23	534,83
1375,81	364,16	394,97	256,37	1871,60	600,03	626,01	541,97
1388,20	370,06	400,74	263,51	1883,99	605,93	631,78	549,11
1400,60	375,93	406,52	270,65	1896,39	611,83	637,56	556,25

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1908,78	617,73	643,33	563,39	2404,57	853,62	875,68	856,89
1921,17	623,63	649,11	570,53	2416,96	859,52	882,10	864,70
1933,57	629,53	654,89	577,67	2429,36	865,74	888,50	872,51
1945,96	635,43	660,64	584,81	2441,75	872,29	894,92	880,32
1958,36	641,33	666,41	591,97	2454,15	878,86	901,34	888,15
1970,75	647,20	672,19	599,11	2466,54	885,40	907,76	895,96
1983,15	653,10	677,96	606,25	2478,94	891,95	914,18	903,77
1995,54	659,00	683,74	613,39	2491,33	898,51	920,60	911,60
2007,94	664,90	689,52	620,53	2503,72	905,06	927,02	919,41
2020,33	670,80	695,29	627,67	2516,12	911,60	933,44	927,22
2032,73	676,70	701,07	634,81	2528,51	918,17	939,84	935,03
2045,12	682,60	706,84	641,95	2540,91	924,72	946,26	942,86
2057,52	688,50	712,62	649,08	2553,30	931,26	952,68	950,67
2069,91	694,40	718,40	656,22	2565,70	937,83	959,10	958,48
2082,31	700,30	724,17	663,36	2578,09	944,38	965,52	966,31
2094,70	706,17	729,95	670,50	2590,49	950,92	971,94	974,12
2107,09	712,07	735,72	677,64	2602,88	957,49	978,36	981,93
2119,49	717,97	741,50	684,78	2615,28	964,03	984,78	989,74
2131,88	723,87	747,28	691,92	2627,67	970,58	991,18	997,57
2144,28	729,77	753,05	699,06	2640,07	977,15	997,60	1005,38
2156,67	735,67	758,83	706,20	2652,46	983,69	1004,02	1013,19
2169,07	741,57	764,60	713,34	2664,86	990,24	1010,44	1021,02
2181,46	747,47	770,38	720,48	2677,25	996,80	1016,86	1028,83
2193,86	753,37	776,15	727,62	2689,64	1003,35	1023,28	1036,64
2206,25	759,25	781,93	734,76	2702,04	1009,89	1029,70	1044,45
2218,65	765,15	787,71	741,90	2714,43	1016,46	1036,12	1052,11
2231,04	771,05	793,48	749,04	2726,83	1023,01	1042,52	1058,85
2243,44	776,95	799,26	756,17	2739,22	1029,55	1048,94	1065,62
2255,83	782,85	805,03	763,31	2751,62	1036,12	1055,36	1072,36
2268,23	788,75	810,81	770,92	2764,01	1042,66	1061,78	1079,13
2280,62	794,65	816,59	778,73	2776,41	1049,21	1068,20	1085,87
2293,02	800,55	822,36	786,54	2788,80	1055,75	1074,62	1092,64
2305,41	806,45	828,14	794,35	2801,20	1062,32	1081,04	1099,38
2317,80	812,32	833,91	802,18	2813,59	1068,87	1087,46	1106,15
2330,20	818,22	839,69	809,99	2825,99	1075,41	1093,85	1112,89
2342,59	824,12	845,47	817,80	2838,38	1081,98	1100,28	1119,66
2354,99	830,02	851,24	825,61	2850,78	1088,53	1106,70	1126,40
2367,38	835,92	857,02	833,44	2863,17	1095,07	1113,12	1133,17
2379,78	841,82	862,84	841,25	2875,56	1101,64	1119,54	1139,91
2392,17	847,72	869,26	849,06	2887,96	1108,18	1125,96	1146,68

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2900,35	1114,73	1132,38	1153,42	3396,14	1376,83	1389,07	1423,80
2912,75	1121,30	1138,80	1160,19	3408,54	1383,39	1395,49	1430,89
2925,14	1127,84	1145,19	1166,93	3420,93	1389,94	1401,89	1437,98
2937,54	1134,39	1151,61	1173,70	3433,33	1396,48	1408,31	1445,07
2949,93	1140,95	1158,03	1180,44	3445,72	1403,05	1414,73	1452,16
2962,33	1147,50	1164,46	1187,21	3458,11	1409,60	1421,15	1459,27
2974,72	1154,04	1170,88	1193,95	3470,51	1416,14	1427,57	1466,36
2987,12	1160,61	1177,30	1200,72	3482,90	1422,71	1433,99	1473,45
2999,51	1167,16	1183,72	1207,46	3495,30	1429,25	1440,41	1480,54
3011,91	1173,70	1190,14	1214,23	3507,69	1435,80	1446,83	1487,63
3024,30	1180,27	1196,53	1220,97	3520,09	1442,37	1453,23	1494,72
3036,70	1186,82	1202,95	1227,74	3532,48	1448,91	1459,65	1501,84
3049,09	1193,36	1209,37	1234,48	3544,88	1455,46	1466,07	1508,93
3061,49	1199,93	1215,79	1241,25	3557,27	1462,03	1472,49	1516,02
3073,88	1206,47	1222,21	1248,00	3569,67	1468,57	1478,93	1523,11
3086,27	1213,02	1228,63	1254,76	3582,06	1475,12	1485,68	1530,20
3098,67	1219,59	1235,06	1261,51	3594,46	1481,86	1492,42	1537,29
3111,06	1226,13	1241,48	1268,27	3606,85	1488,72	1499,16	1544,38
3123,46	1232,68	1247,87	1275,02	3619,25	1495,62	1505,90	1551,49
3135,85	1239,24	1254,29	1281,78	3631,64	1502,48	1512,62	1558,58
3148,25	1245,79	1260,71	1288,53	3644,03	1509,37	1519,36	1565,67
3160,64	1252,33	1267,13	1295,29	3656,43	1516,24	1526,11	1572,76
3173,04	1258,90	1273,55	1302,04	3668,82	1523,13	1532,85	1579,85
3185,43	1265,45	1279,97	1308,80	3681,22	1530,02	1539,59	1586,94
3197,83	1271,99	1286,39	1315,55	3693,61	1536,89	1546,34	1594,03
3210,22	1278,56	1292,81	1322,31	3706,01	1543,78	1553,08	1601,14
3222,62	1285,10	1299,21	1329,06	3718,40	1550,65	1559,80	1608,23
3235,01	1291,65	1305,63	1335,82	3730,80	1557,54	1566,54	1615,32
3247,41	1298,22	1312,05	1342,57	3743,19	1564,41	1573,28	1622,41
3259,80	1304,76	1318,47	1349,33	3755,59	1571,30	1580,02	1629,50
3272,19	1311,31	1324,89	1356,08	3767,98	1578,16	1586,77	1636,59
3284,59	1317,85	1331,31	1362,84	3780,38	1585,06	1593,51	1643,71
3296,98	1324,42	1337,73	1369,59	3792,77	1591,95	1600,23	1650,80
3309,38	1330,97	1344,15	1376,35	3805,17	1598,81	1606,97	1657,89
3321,77	1337,51	1350,55	1383,10	3817,56	1605,71	1613,71	1664,98
3334,17	1344,08	1356,97	1389,86	3829,95	1612,57	1620,46	1672,07
3346,56	1350,62	1363,39	1396,61	3842,35	1619,46	1627,20	1679,16
3358,96	1357,17	1369,81	1403,37	3854,74	1626,33	1633,94	1686,25
3371,35	1363,74	1376,23	1410,12	3867,14	1633,22	1640,66	1693,36
3383,75	1370,28	1382,65	1416,89	3879,53	1640,11	1647,40	1700,45

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3891,93	1646,98	1654,14	1707,54	4387,72	1922,22	1923,70	1991,28
3904,32	1653,87	1660,89	1714,63	4400,11	1929,08	1930,45	1998,37
3916,72	1660,74	1667,63	1721,72	4412,50	1935,97	1937,19	2005,46
3929,11	1667,63	1674,37	1728,81	4424,90	1942,84	1943,91	2012,55
3941,51	1674,50	1681,11	1735,90	4437,29	1949,73	1950,65	2019,64
3953,90	1681,39	1687,83	1743,01	4449,69	1956,62	1957,39	2026,75
3966,30	1688,28	1694,58	1750,10	4462,08	1963,49	1964,13	2033,84
3978,69	1695,15	1701,32	1757,19	4474,48	1970,38	1970,88	2040,93
3991,09	1702,04	1708,06	1764,28	4486,87	1977,25	1977,62	2048,02
4003,48	1708,90	1714,80	1771,37	4499,27	1984,24	1984,34	2055,11
4015,88	1715,80	1721,55	1778,46	4511,66	1991,33	1991,33	2062,20
4028,27	1722,66	1728,26	1785,58	4524,06	1998,42	1998,42	2069,32
4040,66	1729,55	1735,01	1792,67	4536,45	2005,51	2005,51	2076,41
4053,06	1736,42	1741,75	1799,76	4548,85	2012,60	2012,60	2083,50
4065,45	1743,31	1748,49	1806,85	4561,24	2019,69	2019,69	2090,59
4077,85	1750,20	1755,23	1813,94	4573,64	2026,80	2026,80	2097,68
4090,24	1757,07	1761,98	1821,03	4586,03	2033,89	2033,89	2104,76
4102,64	1763,96	1768,70	1828,12	4598,42	2040,98	2040,98	2111,85
4115,03	1770,83	1775,44	1835,23	4610,82	2048,07	2048,07	2118,97
4127,43	1777,72	1782,18	1842,32	4623,21	2055,16	2055,16	2126,06
4139,82	1784,59	1788,92	1849,41	4635,61	2062,25	2062,25	2133,15
4152,22	1791,48	1795,67	1856,50	4648,00	2069,34	2069,34	2140,24
4164,61	1798,37	1802,41	1863,59	4660,40	2076,46	2076,46	2147,33
4177,01	1805,24	1809,15	1870,68	4672,79	2083,55	2083,55	2154,42
4189,40	1812,13	1815,87	1877,77	4685,19	2090,63	2090,63	2161,51
4201,80	1818,99	1822,61	1884,88	4697,58	2097,72	2097,72	2168,62
4214,19	1825,88	1829,36	1891,97	4709,98	2104,81	2104,81	2175,71
4226,58	1832,75	1836,10	1899,06	4722,37	2111,90	2111,90	2182,80
4238,98	1839,64	1842,84	1906,15	4734,77	2119,02	2119,02	2189,89
4251,37	1846,53	1849,58	1913,24	4747,16	2126,11	2126,11	2196,98
4263,77	1853,40	1856,30	1920,33	4759,56	2133,20	2133,20	2204,07
4276,16	1860,29	1863,04	1927,45	4771,95	2140,29	2140,29	2211,19
4288,56	1867,16	1869,79	1934,54	4784,35	2147,38	2147,38	2218,28
4300,95	1874,05	1876,53	1941,63	4796,74	2154,47	2154,47	2225,36
4313,35	1880,92	1883,27	1948,72	4809,13	2161,56	2161,56	2232,45
4325,74	1887,81	1890,01	1955,81	4821,53	2168,67	2168,67	2239,54
4338,14	1894,67	1896,73	1962,90	4833,92	2175,76	2175,76	2246,63
4350,53	1901,57	1903,48	1969,99	4846,32	2182,85	2182,85	2253,72
4362,93	1908,46	1910,22	1977,10	4858,71	2189,94	2189,94	2260,84
4375,32	1915,32	1916,96	1984,19	4871,11	2197,03	2197,03	2267,93

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4883,50	2204,12	2204,12	2275,02	5366,89	2485,38	2485,38	2562,40
4895,90	2211,21	2211,21	2282,11	5379,29	2492,82	2492,82	2569,81
4908,29	2218,32	2218,32	2289,20	5391,68	2500,25	2500,25	2577,25
4920,69	2225,41	2225,41	2296,29	5404,08	2507,67	2507,67	2584,69
4933,08	2232,50	2232,50	2303,38	5416,47	2515,10	2515,10	2592,12
4945,48	2239,59	2239,59	2310,49	5428,87	2522,54	2522,54	2599,54
4957,87	2246,68	2246,68	2317,58	5441,26	2529,98	2529,98	2606,97
4970,27	2253,77	2253,77	2324,67	5453,66	2537,39	2537,39	2614,41
4982,66	2260,89	2260,89	2332,03	5466,05	2544,83	2544,83	2621,85
4995,05	2267,98	2267,98	2339,47	5478,45	2552,26	2552,26	2629,26
5007,45	2275,07	2275,07	2346,91	5490,84	2559,70	2559,70	2636,69
5019,84	2282,16	2282,16	2354,34	5503,24	2567,11	2567,11	2644,13
5032,24	2289,25	2289,25	2361,76	5515,63	2574,55	2574,55	2651,57
5044,63	2296,34	2296,34	2369,19	5528,03	2581,98	2581,98	2658,98
5057,03	2303,43	2303,43	2376,63	5540,42	2589,42	2589,42	2666,42
5069,42	2310,54	2310,54	2384,07	5552,81	2596,83	2596,83	2673,85
5081,82	2317,63	2317,63	2391,48	5565,21	2604,27	2604,27	2681,29
5094,21	2324,72	2324,72	2398,92	5577,60	2611,71	2611,71	2688,70
5106,61	2331,81	2331,81	2406,35	5590,00	2619,14	2619,14	2696,14
5119,00	2338,90	2338,90	2413,79	5602,39	2626,56	2626,56	2703,58
5131,40	2345,99	2345,99	2421,20	5614,79	2633,99	2633,99	2711,01
5143,79	2353,08	2353,08	2428,64	5627,18	2641,43	2641,43	2718,43
5156,19	2360,19	2360,19	2436,07	5639,58	2648,87	2648,87	2725,86
5168,58	2367,28	2367,28	2443,51	5651,97	2656,28	2656,28	2733,30
5180,97	2374,37	2374,37	2450,92	5664,37	2663,72	2663,72	2740,74
5193,37	2381,46	2381,46	2458,36	5676,76	2671,15	2671,15	2748,15
5205,76	2388,78	2388,78	2465,80	5689,16	2678,59	2678,59	2755,58
5218,16	2396,21	2396,21	2473,23	5701,55	2686,00	2686,00	2763,02
5230,55	2403,65	2403,65	2480,65	5713,95	2693,44	2693,44	2770,46
5242,95	2411,09	2411,09	2488,08	5726,34	2700,87	2700,87	2777,87
5255,34	2418,50	2418,50	2495,52	5738,74	2708,31	2708,31	2785,31
5267,74	2425,94	2425,94	2502,96	5751,13	2715,72	2715,72	2792,74
5280,13	2433,37	2433,37	2510,37	5763,52	2723,16	2723,16	2800,18
5292,53	2440,81	2440,81	2517,80	5775,92	2730,60	2730,60	2807,59
5304,92	2448,22	2448,22	2525,24	5788,31	2738,03	2738,03	2815,03
5317,32	2455,66	2455,66	2532,68	5800,71	2745,45	2745,45	2822,47
5329,71	2463,09	2463,09	2540,09	5813,10	2752,88	2752,88	2829,90
5342,11	2470,53	2470,53	2547,53	5825,50	2760,32	2760,32	2837,31
5354,50	2477,94	2477,94	2554,96	5837,89	2767,76	2767,76	2844,75

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5850,29	2775,17	2775,17	2852,19	6036,21	2886,65	2886,65	2963,64
5862,68	2782,60	2782,60	2859,63	6048,60	2894,06	2894,06	2971,08
5875,08	2790,04	2790,04	2867,04	6061,00	2901,49	2901,49	2978,52
5887,47	2797,48	2797,48	2874,47	6073,39	2908,93	2908,93	2985,93
5899,87	2804,89	2804,89	2881,91	6085,79	2916,37	2916,37	2993,36
5912,26	2812,33	2812,33	2889,35	6098,18	2923,78	2923,78	3000,80
5924,66	2819,76	2819,76	2896,76	6110,58	2931,22	2931,22	3008,24
5937,05	2827,20	2827,20	2904,20	6122,97	2938,65	2938,65	3015,65
5949,44	2834,61	2834,61	2911,63	6135,36	2946,09	2946,09	3023,09
5961,84	2842,05	2842,05	2919,07	6147,76	2953,50	2953,50	3030,52
5974,23	2849,49	2849,49	2926,48	6160,15	2960,94	2960,94	3037,96
5986,63	2856,92	2856,92	2933,92	6172,55	2968,38	2968,38	3045,37
5999,02	2864,34	2864,34	2941,36	6184,94	2975,81	2975,81	3052,81
6011,42	2871,77	2871,77	2948,79	6197,34	2983,23	2983,23	3060,25
6023,81	2879,21	2879,21	2956,20				

BAREME II (EURO)

CE BAREME EST APPLICABLE LORSQUE LE CONJOINT DU BENEFICIAIRE DES REVENUS N'A PAS DE REVENUS PROFESSIONNELS PROPRES.

* * *

PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :
 - LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
 - LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
 - LES PENSIONS ET RENTES : COLONNE (4)
 PAYEES OU ATTRIBUEES EN EURO PAR MOIS A PARTIR DU 1ER AVRIL 1999.

* * *

LES MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSQU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

* * *

LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL QUI FIGURE AU BAREME PEUT ENCORE ETRE DIMINUE DES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE (VOIR NOS 10, 29 ET 40 DES REGLES D'APPLICATION).

(1)	(2)	(3)	(4)
644,52		2,45	
656,92		5,68	
669,31		8,87	
681,71		12,10	
694,10		15,30	
706,50	0,05	18,52	

SCHAAL II (EURO)

DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING WANNEER DE ECHTGENOOT VAN DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN GEEN PER-
 SOONLIJKE BEROEPSINKOMSTEN HEEFT.

* * *

BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :
 - BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS : KOLOM (3)
 - PENSIOENEN EN RENTEN : KOLOM (4)
 DIE VANAF 1 APRIL 1999 PER MAAND IN EURO WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

* * *

VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING AFGELEZEN IN DE SCHAAL MOGEN NOG DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN VOOR ANDERE GEZINSLASTEN WORDEN AFGETROKKEN (ZIE NRS. 10, 29 EN 40 VAN DE TOEPASSINGSREGELS).

(1)	(2)	(3)	(4)
718,89	3,25	21,72	
731,29	6,47	24,94	
743,68	9,67	28,14	
756,08	12,89	31,33	
768,47	16,09	34,56	
780,86	19,29	37,75	

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
793,26	22,51	41,35		1289,05	180,91	205,90	56,89
805,65	25,71	44,99		1301,44	185,55	210,44	61,70
818,05	28,93	48,66		1313,84	190,21	215,00	66,49
830,44	32,13	52,33		1326,23	194,87	219,56	71,29
842,84	35,35	55,97		1338,63	199,50	224,12	76,08
855,23	38,60	59,64		1351,02	204,17	228,68	80,89
867,63	42,24	63,29		1363,41	208,83	233,22	86,22
880,02	45,91	66,96		1375,81	213,46	237,78	92,07
892,42	49,55	70,60		1388,20	218,12	242,34	97,92
904,81	53,22	74,27		1400,60	222,78	246,90	103,77
917,21	56,87	77,94		1412,99	227,42	251,46	109,94
929,60	60,54	81,58		1425,39	232,08	256,02	116,41
942,00	64,20	85,25		1437,78	236,74	260,56	123,55
954,39	67,85	88,89		1450,18	241,37	265,12	130,69
966,78	71,52	92,56		1462,57	246,03	269,68	137,83
979,18	75,16	96,21		1474,97	250,69	274,24	144,97
991,57	78,83	99,88		1487,36	255,33	279,10	152,11
1003,97	82,47	103,52		1499,76	259,99	284,21	159,25
1016,36	86,14	107,19		1512,15	264,65	289,99	166,39
1028,76	89,81	110,86		1524,55	269,29	295,76	173,53
1041,15	93,46	114,77		1536,94	273,95	301,54	180,66
1053,55	97,12	119,31		1549,33	278,91	307,31	187,80
1065,94	100,77	123,87		1561,73	284,09	313,09	194,97
1078,34	104,44	128,43		1574,12	289,99	318,87	202,11
1090,73	108,08	132,99		1586,52	295,89	324,64	209,25
1103,13	111,75	137,56		1598,91	301,79	330,42	216,39
1115,52	115,89	142,12		1611,31	307,69	336,19	223,53
1127,92	120,45	146,65		1623,70	313,59	341,97	230,66
1140,31	125,09	151,22		1636,10	319,46	347,75	237,80
1152,70	129,72	155,78	4,14	1648,49	325,36	353,52	244,94
1165,10	134,38	160,34	8,95	1660,89	331,26	359,30	252,08
1177,49	139,04	164,90	13,73	1673,28	337,16	365,07	259,22
1189,89	143,68	169,44	18,52	1685,68	343,06	370,85	266,36
1202,28	148,34	174,00	23,33	1698,07	348,96	376,62	273,50
1214,68	153,00	178,56	28,11	1710,47	354,86	382,40	280,64
1227,07	157,64	183,12	32,92	1722,86	360,76	388,18	287,78
1239,47	162,30	187,68	37,70	1735,25	366,66	393,95	294,92
1251,86	166,96	192,22	42,51	1747,65	372,53	399,73	302,06
1264,26	171,59	196,78	47,30	1760,04	378,43	405,50	309,20
1276,65	176,25	201,34	52,11	1772,44	384,33	411,28	316,34

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1784,83	390,23	417,06	323,48	2280,62	626,13	648,07	609,07
1797,23	396,13	422,83	330,62	2293,02	632,03	653,84	616,21
1809,62	402,03	428,61	337,75	2305,41	637,93	659,62	623,38
1822,02	407,93	434,38	344,89	2317,80	643,83	665,40	630,52
1834,41	413,83	440,16	352,03	2330,20	649,70	671,17	637,66
1846,81	419,73	445,94	359,17	2342,59	655,60	676,95	644,80
1859,20	425,63	451,71	366,31	2354,99	661,50	682,72	651,94
1871,60	431,51	457,49	373,45	2367,38	667,40	688,50	659,07
1883,99	437,41	463,26	380,59	2379,78	673,30	694,28	666,21
1896,39	443,31	469,04	387,73	2392,17	679,20	700,05	673,35
1908,78	449,21	474,82	394,87	2404,57	685,10	705,83	680,49
1921,17	455,11	480,59	402,01	2416,96	691,00	711,60	687,63
1933,57	461,01	486,37	409,17	2429,36	696,90	717,38	694,77
1945,96	466,91	492,14	416,31	2441,75	702,78	723,15	701,91
1958,36	472,81	497,92	423,45	2454,15	708,68	728,93	709,05
1970,75	478,71	503,69	430,59	2466,54	714,58	734,71	716,19
1983,15	484,58	509,47	437,73	2478,94	720,48	740,48	723,33
1995,54	490,48	515,25	444,87	2491,33	726,38	746,26	730,47
2007,94	496,38	521,00	452,01	2503,72	732,28	752,03	737,61
2020,33	502,28	526,77	459,15	2516,12	738,18	757,81	744,75
2032,73	508,18	532,55	466,29	2528,51	744,08	763,59	751,89
2045,12	514,08	538,33	473,43	2540,91	749,98	769,36	759,03
2057,52	519,98	544,10	480,57	2553,30	755,85	775,14	766,16
2069,91	525,88	549,88	487,71	2565,70	761,75	780,91	773,30
2082,31	531,78	555,65	494,85	2578,09	767,65	786,69	780,44
2094,70	537,66	561,43	501,98	2590,49	773,55	792,47	787,58
2107,09	543,56	567,21	509,12	2602,88	779,45	798,24	794,72
2119,49	549,46	572,98	516,26	2615,28	785,35	804,02	801,86
2131,88	555,36	578,76	523,40	2627,67	791,25	809,79	809,00
2144,28	561,26	584,53	530,54	2640,07	797,15	815,57	816,14
2156,67	567,16	590,31	537,68	2652,46	803,05	821,35	823,28
2169,07	573,06	596,08	544,82	2664,86	808,95	827,12	830,42
2181,46	578,96	601,86	551,96	2677,25	814,83	832,90	837,58
2193,86	584,86	607,64	559,10	2689,64	820,73	838,67	844,85
2206,25	590,76	613,41	566,24	2702,04	826,63	844,45	852,68
2218,65	596,63	619,19	573,38	2714,43	832,53	850,23	860,31
2231,04	602,53	624,96	580,52	2726,83	838,43	856,00	867,06
2243,44	608,43	630,74	587,66	2739,22	844,33	861,78	873,82
2255,83	614,33	636,52	594,80	2751,62	850,23	867,55	880,57
2268,23	620,23	642,29	601,94	2764,01	856,13	873,33	887,33

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2776,41	862,02	879,10	894,08	3259,80	1112,97	1126,68	1157,54
2788,80	867,90	884,88	900,85	3272,19	1119,51	1133,10	1164,28
2801,20	873,80	890,66	907,59	3284,59	1126,08	1139,52	1171,05
2813,59	879,70	896,43	914,36	3296,98	1132,63	1145,94	1177,79
2825,99	885,60	902,21	921,10	3309,38	1139,17	1152,36	1184,56
2838,38	891,50	908,50	927,87	3321,77	1145,74	1158,78	1191,30
2850,78	897,40	914,90	934,61	3334,17	1152,28	1165,20	1198,07
2863,17	903,30	921,32	941,38	3346,56	1158,83	1171,59	1204,81
2875,56	909,84	927,74	948,12	3358,96	1165,40	1178,01	1211,58
2887,96	916,39	934,16	954,89	3371,35	1171,94	1184,44	1218,32
2900,35	922,96	940,58	961,63	3383,75	1178,49	1190,86	1225,09
2912,75	929,50	947,00	968,40	3396,14	1185,05	1197,28	1231,83
2925,14	936,05	953,42	975,14	3408,54	1191,60	1203,70	1238,60
2937,54	942,62	959,84	981,91	3420,93	1198,14	1210,12	1245,34
2949,93	949,16	966,24	988,65	3433,33	1204,71	1216,54	1252,11
2962,33	955,70	972,66	995,42	3445,72	1211,26	1222,93	1258,85
2974,72	962,27	979,08	1002,16	3458,11	1217,80	1229,35	1265,62
2987,12	968,82	985,50	1008,93	3470,51	1224,37	1235,77	1272,36
2999,51	975,36	991,92	1015,67	3482,90	1230,92	1242,19	1279,13
3011,91	981,93	998,34	1022,44	3495,30	1237,46	1248,61	1285,87
3024,30	988,48	1004,76	1029,18	3507,69	1244,03	1255,04	1292,64
3036,70	995,02	1011,18	1035,95	3520,09	1250,57	1261,46	1299,38
3049,09	1001,59	1017,58	1042,69	3532,48	1257,12	1267,88	1306,15
3061,49	1008,13	1024,00	1049,46	3544,88	1263,69	1274,27	1312,89
3073,88	1014,68	1030,42	1056,20	3557,27	1270,23	1280,69	1319,66
3086,27	1021,25	1036,84	1062,97	3569,67	1276,78	1287,11	1326,40
3098,67	1027,79	1043,26	1069,71	3582,06	1283,34	1293,53	1333,17
3111,06	1034,34	1049,68	1076,48	3594,46	1289,89	1299,95	1339,91
3123,46	1040,90	1056,10	1083,22	3606,85	1296,43	1306,37	1346,68
3135,85	1047,45	1062,52	1089,99	3619,25	1303,00	1312,79	1353,42
3148,25	1053,99	1068,92	1096,73	3631,64	1309,55	1319,21	1360,19
3160,64	1060,56	1075,34	1103,50	3644,03	1316,09	1325,61	1366,93
3173,04	1067,11	1081,76	1110,24	3656,43	1322,66	1332,03	1373,70
3185,43	1073,65	1088,18	1117,01	3668,82	1329,21	1338,45	1380,44
3197,83	1080,20	1094,60	1123,75	3681,22	1335,75	1344,87	1387,21
3210,22	1086,77	1101,02	1130,52	3693,61	1342,29	1351,29	1393,95
3222,62	1093,31	1107,44	1137,26	3706,01	1348,86	1357,71	1400,72
3235,01	1099,85	1113,86	1144,03	3718,40	1355,41	1364,13	1407,47
3247,41	1106,42	1120,26	1150,77	3730,80	1361,95	1370,55	1414,23

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3743,19	1368,52	1376,95	1420,98	4238,98	1636,20	1639,39	1702,71
3755,59	1375,07	1383,37	1427,74	4251,37	1643,09	1646,14	1709,80
3767,98	1381,61	1389,79	1434,49	4263,77	1649,95	1652,85	1716,89
3780,38	1388,18	1396,21	1441,25	4276,16	1656,85	1659,60	1724,00
3792,77	1394,72	1402,63	1448,00	4288,56	1663,71	1666,34	1731,09
3805,17	1401,27	1409,05	1454,76	4300,95	1670,60	1673,08	1738,18
3817,56	1407,84	1415,47	1461,53	4313,35	1677,47	1679,83	1745,27
3829,95	1414,38	1421,89	1468,62	4325,74	1684,36	1686,57	1752,36
3842,35	1420,93	1428,29	1475,71	4338,14	1691,25	1693,31	1759,45
3854,74	1427,49	1434,71	1482,80	4350,53	1698,12	1700,03	1766,54
3867,14	1434,04	1441,13	1489,91	4362,93	1705,01	1706,77	1773,65
3879,53	1440,58	1447,55	1497,00	4375,32	1711,88	1713,51	1780,74
3891,93	1447,15	1453,97	1504,09	4387,72	1718,77	1720,26	1787,83
3904,32	1453,70	1460,39	1511,18	4400,11	1725,64	1727,00	1794,92
3916,72	1460,24	1466,81	1518,27	4412,50	1732,53	1733,74	1802,01
3929,11	1466,81	1473,23	1525,36	4424,90	1739,39	1740,46	1809,10
3941,51	1473,36	1479,63	1532,48	4437,29	1746,29	1747,20	1816,22
3953,90	1479,90	1486,05	1539,57	4449,69	1753,18	1753,95	1823,31
3966,30	1486,47	1492,47	1546,66	4462,08	1760,04	1760,69	1830,40
3978,69	1493,01	1498,89	1553,75	4474,48	1766,94	1767,43	1837,49
3991,09	1499,56	1505,31	1560,84	4486,87	1773,80	1774,17	1844,58
4003,48	1506,13	1511,73	1567,93	4499,27	1780,79	1780,89	1851,67
4015,88	1512,67	1518,15	1575,02	4511,66	1787,88	1787,88	1858,76
4028,27	1519,22	1524,82	1582,13	4524,06	1794,97	1794,97	1865,87
4040,66	1526,11	1531,56	1589,22	4536,45	1802,06	1802,06	1872,96
4053,06	1533,00	1538,30	1596,31	4548,85	1809,15	1809,15	1880,05
4065,45	1539,86	1545,05	1603,40	4561,24	1816,24	1816,24	1887,14
4077,85	1546,76	1551,79	1610,49	4573,64	1823,36	1823,36	1894,23
4090,24	1553,62	1558,53	1617,58	4586,03	1830,45	1830,45	1901,32
4102,64	1560,51	1565,27	1624,67	4598,42	1837,54	1837,54	1908,41
4115,03	1567,38	1571,99	1631,78	4610,82	1844,63	1844,63	1915,52
4127,43	1574,27	1578,73	1638,87	4623,21	1851,72	1851,72	1922,61
4139,82	1581,14	1585,48	1645,96	4635,61	1858,80	1858,80	1929,70
4152,22	1588,03	1592,22	1653,05	4648,00	1865,92	1865,92	1936,79
4164,61	1594,92	1598,96	1660,14	4660,40	1873,01	1873,01	1943,88
4177,01	1601,79	1605,71	1667,23	4672,79	1880,10	1880,10	1950,97
4189,40	1608,68	1612,42	1674,35	4685,19	1887,19	1887,19	1958,09
4201,80	1615,55	1619,17	1681,44	4697,58	1894,28	1894,28	1965,18
4214,19	1622,44	1625,91	1688,53	4709,98	1901,37	1901,37	1972,27
4226,58	1629,30	1632,65	1695,62	4722,37	1908,46	1908,46	1979,36

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4734,77	1915,57	1915,57	1986,45	5230,55	2199,31	2199,31	2270,18
4747,16	1922,66	1922,66	1993,53	5242,95	2206,40	2206,40	2277,27
4759,56	1929,75	1929,75	2000,62	5255,34	2213,49	2213,49	2284,36
4771,95	1936,84	1936,84	2007,74	5267,74	2220,58	2220,58	2291,48
4784,35	1943,93	1943,93	2014,83	5280,13	2227,67	2227,67	2298,57
4796,74	1951,02	1951,02	2021,92	5292,53	2234,76	2234,76	2305,66
4809,13	1958,11	1958,11	2029,01	5304,92	2241,85	2241,85	2312,75
4821,53	1965,23	1965,23	2036,10	5317,32	2248,96	2248,96	2319,84
4833,92	1972,32	1972,32	2043,19	5329,71	2256,05	2256,05	2326,93
4846,32	1979,41	1979,41	2050,28	5342,11	2263,14	2263,14	2334,02
4858,71	1986,49	1986,49	2057,39	5354,50	2270,23	2270,23	2341,13
4871,11	1993,58	1993,58	2064,48	5366,89	2277,32	2277,32	2348,22
4883,50	2000,67	2000,67	2071,57	5379,29	2284,41	2284,41	2355,31
4895,90	2007,79	2007,79	2078,66	5391,68	2291,53	2291,53	2362,40
4908,29	2014,88	2014,88	2085,75	5404,08	2298,62	2298,62	2369,61
4920,69	2021,97	2021,97	2092,84	5416,47	2305,71	2305,71	2377,05
4933,08	2029,06	2029,06	2099,96	5428,87	2312,80	2312,80	2384,49
4945,48	2036,15	2036,15	2107,05	5441,26	2319,89	2319,89	2391,92
4957,87	2043,24	2043,24	2114,14	5453,66	2326,98	2326,98	2399,34
4970,27	2050,33	2050,33	2121,22	5466,05	2334,07	2334,07	2406,77
4982,66	2057,44	2057,44	2128,31	5478,45	2341,18	2341,18	2414,21
4995,05	2064,53	2064,53	2135,40	5490,84	2348,27	2348,27	2421,65
5007,45	2071,62	2071,62	2142,49	5503,24	2355,36	2355,36	2429,06
5019,84	2078,71	2078,71	2149,61	5515,63	2362,45	2362,45	2436,50
5032,24	2085,80	2085,80	2156,70	5528,03	2369,54	2369,54	2443,93
5044,63	2092,89	2092,89	2163,79	5540,42	2376,63	2376,63	2451,37
5057,03	2099,98	2099,98	2170,88	5552,81	2383,72	2383,72	2458,78
5069,42	2107,09	2107,09	2177,97	5565,21	2390,83	2390,83	2466,22
5081,82	2114,18	2114,18	2185,06	5577,60	2397,92	2397,92	2473,66
5094,21	2121,27	2121,27	2192,15	5590,00	2405,01	2405,01	2481,09
5106,61	2128,36	2128,36	2199,26	5602,39	2412,10	2412,10	2488,50
5119,00	2135,45	2135,45	2206,35	5614,79	2419,19	2419,19	2495,94
5131,40	2142,54	2142,54	2213,44	5627,18	2426,36	2426,36	2503,38
5143,79	2149,66	2149,66	2220,53	5639,58	2433,79	2433,79	2510,81
5156,19	2156,75	2156,75	2227,62	5651,97	2441,23	2441,23	2518,23
5168,58	2163,84	2163,84	2234,71	5664,37	2448,67	2448,67	2525,66
5180,97	2170,93	2170,93	2241,83	5676,76	2456,08	2456,08	2533,10
5193,37	2178,02	2178,02	2248,91	5689,16	2463,52	2463,52	2540,54
5205,76	2185,11	2185,11	2256,00	5701,55	2470,95	2470,95	2547,95
5218,16	2192,20	2192,20	2263,09	5713,95	2478,39	2478,39	2555,39

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5726,34	2485,80	2485,80	2562,82	5974,23	2634,41	2634,41	2711,43
5738,74	2493,24	2493,24	2570,26	5986,63	2641,85	2641,85	2718,87
5751,13	2500,68	2500,68	2577,67	5999,02	2649,29	2649,29	2726,28
5763,52	2508,11	2508,11	2585,11	6011,42	2656,72	2656,72	2733,72
5775,92	2515,52	2515,52	2592,54	6023,81	2664,14	2664,14	2741,16
5788,31	2522,96	2522,96	2599,98	6036,21	2671,57	2671,57	2748,59
5800,71	2530,40	2530,40	2607,39	6048,60	2679,01	2679,01	2756,01
5813,10	2537,83	2537,83	2614,83	6061,00	2686,45	2686,45	2763,44
5825,50	2545,25	2545,25	2622,27	6073,39	2693,86	2693,86	2770,88
5837,89	2552,68	2552,68	2629,70	6085,79	2701,30	2701,30	2778,32
5850,29	2560,12	2560,12	2637,12	6098,18	2708,73	2708,73	2785,73
5862,68	2567,56	2567,56	2644,55	6110,58	2716,17	2716,17	2793,17
5875,08	2574,97	2574,97	2651,99	6122,97	2723,58	2723,58	2800,60
5887,47	2582,41	2582,41	2659,43	6135,36	2731,02	2731,02	2808,04
5899,87	2589,84	2589,84	2666,84	6147,76	2738,45	2738,45	2815,45
5912,26	2597,28	2597,28	2674,28	6160,15	2745,89	2745,89	2822,89
5924,66	2604,69	2604,69	2681,71	6172,55	2753,30	2753,30	2830,32
5937,05	2612,13	2612,13	2689,15	6184,94	2760,74	2760,74	2837,76
5949,44	2619,57	2619,57	2696,56	6197,34	2768,18	2768,18	2845,17
5961,84	2627,00	2627,00	2704,00				

BAREME III (EURO)

CE BAREME EST APPLICABLE LORSQUE LE BENEFICIAIRE DES REVENUS EST UN NON-RESIDENT QUI N'A PAS MAINTENU UN FOYER D'HABITATION EN BELGIQUE DURANT TOUTE LA PERIODE IMPOSABLE.

* * *

PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :
 - LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
 - LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
 - LES PREPENSIONS : COLONNE (4)
 PAYEES OU ATTRIBUEES EN EURO PAR MOIS A PARTIR DU 1ER AVRIL 1999.

* * *

LES MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANS INDiques DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

(1)	(2)	(3)	(4)
12,39	2,70	3,20	
24,79	5,40	6,40	
37,18	8,11	9,62	

SCHAAL III (EURO)

DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING WANNEER DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EEN NIET-INWONER IS DIE NIET GEDURENDE HET VOLLEDIGE BELASTBARE TIJDERK EEN TEHUIS IN BELGIE HEEFT BEHOUDEN.

* * *

BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :
 - BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS : KOLOM (3)
 - BRUGPENSIOENEN : KOLOM (4)
 DIE VANAF 1 APRIL 1999 PER MAAND IN EURO WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

(1)	(2)	(3)	(4)
49,58	10,81	12,82	
61,97	13,51	16,04	
74,37	16,21	19,24	

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
86,76	18,91	22,46		582,55	133,47	152,26	
99,16	21,62	25,66		594,94	136,49	156,10	
111,55	24,32	28,85		607,34	139,54	159,94	
123,95	27,02	32,08		619,73	142,59	163,81	
136,34	29,72	35,28		632,13	146,03	167,65	
148,74	32,42	38,50		644,52	149,68	171,49	
161,13	35,13	41,70		656,92	153,32	175,36	
173,53	37,83	44,92		669,31	156,97	179,20	
185,92	40,53	48,12		681,71	160,64	183,04	
198,31	43,23	51,34		694,10	164,38	186,91	
210,71	45,93	54,54		706,50	168,22	190,75	
223,10	48,64	57,73		718,89	172,09	194,60	
235,50	51,34	60,96		731,29	175,93	198,46	
247,89	54,04	64,15		743,68	179,77	202,98	
260,29	56,74	67,38		756,08	183,61	208,11	
272,68	59,44	70,58		768,47	187,48	213,24	
285,08	62,15	73,80		780,86	191,32	218,39	
297,47	64,85	77,00		793,26	195,17	223,53	
309,87	67,55	80,19		805,65	199,03	228,66	
322,26	70,25	83,42		818,05	203,74	233,79	
334,66	72,96	86,61		830,44	208,88	238,92	3,35
347,05	75,71	89,84		842,84	214,01	244,05	8,75
359,45	78,73	93,03		855,23	219,14	249,18	14,15
371,84	81,78	96,26		867,63	224,27	254,31	19,56
384,23	84,83	99,45		880,02	229,43	259,45	24,96
396,63	87,85	102,68		892,42	234,56	264,58	30,37
409,02	90,90	105,88		904,81	239,69	269,73	35,77
421,42	93,95	109,07		917,21	244,82	274,86	41,18
433,81	96,98	112,30		929,60	249,95	280,00	46,58
446,21	100,03	115,49		942,00	255,08	285,13	51,98
458,60	103,05	118,72		954,39	260,21	290,26	57,39
471,00	106,10	121,91		966,78	265,35	295,39	62,79
483,39	109,15	125,14		979,18	270,48	300,52	68,20
495,79	112,17	128,33		991,57	275,61	305,65	73,60
508,18	115,22	131,53		1003,97	280,76	310,78	79,35
520,58	118,27	134,75		1016,36	285,90	315,92	85,42
532,97	121,29	137,95		1028,76	291,03	321,07	91,50
545,37	124,34	141,18		1041,15	296,16	326,20	97,57
557,76	127,37	144,55		1053,55	301,29	331,51	103,67
570,16	130,42	148,39		1065,94	306,42	337,28	109,74

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1078,34	311,55	343,04	115,82	1574,12	544,47	574,07	383,39
1090,73	316,68	348,81	121,89	1586,52	550,37	579,85	390,98
1103,13	321,82	354,59	127,99	1598,91	556,27	585,62	398,59
1115,52	326,95	360,36	134,06	1611,31	562,17	591,40	406,20
1127,92	332,35	366,14	140,13	1623,70	568,07	597,18	413,78
1140,31	338,13	371,91	146,21	1636,10	573,95	602,95	421,39
1152,70	343,98	377,69	152,31	1648,49	579,85	608,73	429,00
1165,10	349,88	383,47	158,38	1660,89	585,75	614,50	436,61
1177,49	355,75	389,24	164,45	1673,28	591,65	620,28	444,20
1189,89	361,65	395,02	170,53	1685,68	597,55	626,06	451,81
1202,28	367,55	400,79	176,62	1698,07	603,45	631,83	459,42
1214,68	373,45	406,57	182,70	1710,47	609,35	637,61	467,01
1227,07	379,35	412,35	188,77	1722,86	615,25	643,38	474,62
1239,47	385,25	418,12	194,84	1735,25	621,15	649,16	482,23
1251,86	391,15	423,90	200,94	1747,65	627,05	654,93	489,81
1264,26	397,05	429,67	207,02	1760,04	632,92	660,71	497,42
1276,65	402,95	435,45	213,09	1772,44	638,82	666,49	505,03
1289,05	408,85	441,23	219,16	1784,83	644,72	672,26	512,64
1301,44	414,73	447,00	225,26	1797,23	650,62	678,04	520,23
1313,84	420,63	452,78	231,33	1809,62	656,52	683,81	527,84
1326,23	426,53	458,55	237,41	1822,02	662,42	689,59	535,45
1338,63	432,43	464,33	243,48	1834,41	668,32	695,37	543,04
1351,02	438,33	470,11	249,58	1846,81	674,22	701,14	550,65
1363,41	444,23	475,88	255,65	1859,20	680,12	706,92	558,26
1375,81	450,13	481,66	261,73	1871,60	686,00	712,69	565,87
1388,20	456,02	487,43	269,34	1883,99	691,90	718,47	573,45
1400,60	461,92	493,21	276,95	1896,39	697,80	724,25	581,06
1412,99	467,80	498,98	284,53	1908,78	703,70	730,02	588,67
1425,39	473,70	504,76	292,14	1921,17	709,60	735,80	596,26
1437,78	479,60	510,54	299,75	1933,57	715,50	741,57	603,87
1450,18	485,50	516,31	307,34	1945,96	721,39	747,35	611,48
1462,57	491,40	522,09	314,95	1958,36	727,29	753,13	619,09
1474,97	497,30	527,86	322,56	1970,75	733,19	758,90	626,67
1487,36	503,20	533,64	330,17	1983,15	739,07	764,68	634,29
1499,76	509,10	539,42	337,75	1995,54	744,97	770,45	641,90
1512,15	515,00	545,19	345,37	2007,94	750,87	776,23	649,48
1524,55	520,87	550,97	352,98	2020,33	756,77	782,00	657,09
1536,94	526,77	556,74	360,56	2032,73	762,67	787,78	664,70
1549,33	532,67	562,52	368,17	2045,12	768,57	793,56	672,31
1561,73	538,57	568,30	375,78	2057,52	774,47	799,33	679,90

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2069,91	780,37	805,08	687,51	2590,49	1035,03	1056,82	1023,06
2082,31	786,27	810,86	695,12	2602,88	1041,57	1063,24	1031,34
2094,70	792,17	816,64	702,70	2615,28	1048,12	1069,66	1039,62
2107,09	798,04	822,41	710,31	2627,67	1054,69	1076,08	1047,90
2119,49	803,94	828,19	717,92	2640,07	1061,23	1082,50	1056,18
2131,88	809,84	833,96	725,53	2652,46	1067,78	1088,92	1064,45
2144,28	815,74	839,74	733,12	2664,86	1074,32	1095,34	1072,73
2156,67	821,64	845,52	740,73	2677,25	1080,89	1101,74	1081,01
2169,07	827,54	851,29	748,34	2689,64	1087,43	1108,16	1089,29
2181,46	833,44	857,07	755,93	2702,04	1093,98	1114,58	1097,55
2193,86	839,34	862,84	763,54	2714,43	1100,55	1121,00	1105,83
2206,25	845,24	868,62	771,15	2726,83	1107,09	1127,42	1114,11
2218,65	851,12	874,39	778,76	2739,22	1113,64	1133,84	1122,39
2231,04	857,02	880,17	786,34	2751,62	1120,21	1140,26	1130,67
2243,44	862,92	885,95	793,95	2764,01	1126,75	1146,68	1137,43
2255,83	868,82	891,72	801,56	2776,41	1133,29	1153,08	1144,18
2268,23	874,72	897,50	809,15	2788,80	1139,86	1159,50	1150,94
2280,62	880,62	903,27	816,76	2801,20	1146,41	1165,92	1157,69
2293,02	886,52	909,05	824,37	2813,59	1152,95	1172,34	1164,46
2305,41	892,42	914,83	832,65	2825,99	1159,52	1178,76	1171,20
2317,80	898,32	920,60	840,93	2838,38	1166,07	1185,18	1177,97
2330,20	904,19	926,38	849,21	2850,78	1172,61	1191,60	1184,71
2342,59	910,09	932,15	857,49	2863,17	1179,18	1198,02	1191,48
2354,99	915,99	937,93	865,77	2875,56	1185,72	1204,42	1198,22
2367,38	921,89	943,71	874,05	2887,96	1192,27	1210,84	1204,99
2379,78	927,79	949,48	882,33	2900,35	1198,84	1217,26	1211,73
2392,17	933,69	955,26	890,58	2912,75	1205,38	1223,68	1218,50
2404,57	939,59	961,03	898,86	2925,14	1211,93	1230,10	1225,24
2416,96	945,49	966,98	907,14	2937,54	1218,50	1236,52	1232,01
2429,36	951,39	973,40	915,42	2949,93	1225,04	1242,94	1238,75
2441,75	957,29	979,82	923,70	2962,33	1231,58	1249,36	1245,52
2454,15	963,17	986,24	931,98	2974,72	1238,15	1255,75	1252,26
2466,54	969,49	992,66	940,26	2987,12	1244,70	1262,17	1259,03
2478,94	976,06	999,06	948,54	2999,51	1251,24	1268,60	1265,77
2491,33	982,60	1005,48	956,82	3011,91	1257,81	1275,02	1272,54
2503,72	989,14	1011,90	965,10	3024,30	1264,36	1281,44	1279,28
2516,12	995,71	1018,32	973,38	3036,70	1270,90	1287,86	1286,05
2528,51	1002,26	1024,74	981,66	3049,09	1277,47	1294,28	1292,79
2540,91	1008,80	1031,16	989,94	3061,49	1284,01	1300,70	1299,56
2553,30	1015,37	1037,58	998,22	3073,88	1290,56	1307,09	1306,30
2565,70	1021,92	1044,00	1006,50	3086,27	1297,13	1313,51	1313,07
2578,09	1028,46	1050,40	1014,78	3098,67	1303,67	1319,93	1319,81

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3111,06	1310,22	1326,35	1326,58	3631,64	1585,43	1596,16	1615,52
3123,46	1316,79	1332,77	1333,32	3644,03	1592,07	1602,90	1622,64
3135,85	1323,33	1339,20	1340,09	3656,43	1598,94	1609,65	1629,73
3148,25	1329,87	1345,62	1346,83	3668,82	1605,83	1616,39	1636,82
3160,64	1336,42	1352,04	1353,60	3681,22	1612,72	1623,13	1643,91
3173,04	1342,99	1358,43	1360,34	3693,61	1619,59	1629,88	1651,00
3185,43	1349,53	1364,85	1367,11	3706,01	1626,48	1636,59	1658,09
3197,83	1356,08	1371,27	1373,85	3718,40	1633,35	1643,34	1665,18
3210,22	1362,65	1377,69	1380,62	3730,80	1640,24	1650,08	1672,29
3222,62	1369,19	1384,11	1387,36	3743,19	1647,10	1656,82	1679,38
3235,01	1375,73	1390,53	1394,13	3755,59	1654,00	1663,56	1686,47
3247,41	1382,30	1396,95	1400,87	3767,98	1660,89	1670,31	1693,56
3259,80	1388,85	1403,37	1407,64	3780,38	1667,75	1677,02	1700,65
3272,19	1395,39	1409,77	1414,38	3792,77	1674,64	1683,77	1707,74
3284,59	1401,96	1416,19	1421,15	3805,17	1681,51	1690,51	1714,83
3296,98	1408,51	1422,61	1427,89	3817,56	1688,40	1697,25	1721,94
3309,38	1415,05	1429,03	1434,66	3829,95	1695,27	1704,00	1729,03
3321,77	1421,62	1435,45	1441,40	3842,35	1702,16	1710,74	1736,12
3334,17	1428,16	1441,87	1448,17	3854,74	1709,03	1717,48	1743,21
3346,56	1434,71	1448,29	1454,91	3867,14	1715,92	1724,20	1750,30
3358,96	1441,28	1454,71	1461,68	3879,53	1722,81	1730,94	1757,39
3371,35	1447,82	1461,11	1468,42	3891,93	1729,68	1737,68	1764,51
3383,75	1454,37	1467,53	1475,19	3904,32	1736,57	1744,43	1771,60
3396,14	1460,94	1473,95	1481,93	3916,72	1743,44	1751,17	1778,69
3408,54	1467,48	1480,37	1488,70	3929,11	1750,33	1757,91	1785,78
3420,93	1474,02	1486,79	1495,44	3941,51	1757,19	1764,63	1792,87
3433,33	1480,59	1493,21	1502,21	3953,90	1764,08	1771,37	1799,95
3445,72	1487,14	1499,63	1509,13	3966,30	1770,98	1778,12	1807,04
3458,11	1493,68	1506,05	1516,22	3978,69	1777,84	1784,86	1814,16
3470,51	1500,25	1512,45	1523,31	3991,09	1784,73	1791,60	1821,25
3482,90	1506,80	1518,87	1530,42	4003,48	1791,60	1798,34	1828,34
3495,30	1513,34	1525,29	1537,51	4015,88	1798,49	1805,06	1835,43
3507,69	1519,91	1531,71	1544,60	4028,27	1805,36	1811,80	1842,52
3520,09	1526,45	1538,13	1551,69	4040,66	1812,25	1818,55	1849,61
3532,48	1533,00	1544,55	1558,78	4053,06	1819,14	1825,29	1856,70
3544,88	1539,57	1550,97	1565,87	4065,45	1826,01	1832,03	1863,81
3557,27	1546,11	1557,39	1572,96	4077,85	1832,90	1838,78	1870,90
3569,67	1552,66	1563,79	1580,07	4090,24	1839,77	1845,52	1877,99
3582,06	1559,23	1570,21	1587,16	4102,64	1846,66	1852,24	1885,08
3594,46	1565,77	1576,63	1594,25	4115,03	1853,52	1858,98	1892,17
3606,85	1572,31	1583,05	1601,34	4127,43	1860,42	1865,72	1899,26
3619,25	1578,88	1589,47	1608,43	4139,82	1867,28	1872,46	1906,38

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4152,22	1874,17	1879,21	1913,47	4660,40	2157,62	2157,62	2204,29
4164,61	1881,07	1885,95	1920,56	4672,79	2164,71	2164,71	2211,38
4177,01	1887,93	1892,67	1927,64	4685,19	2171,80	2171,80	2218,47
4189,40	1894,82	1899,41	1934,73	4697,58	2178,91	2178,91	2225,56
4201,80	1901,69	1906,15	1941,82	4709,98	2186,00	2186,00	2232,65
4214,19	1908,58	1912,90	1948,91	4722,37	2193,09	2193,09	2239,77
4226,58	1915,45	1919,64	1956,03	4734,77	2200,18	2200,18	2246,86
4238,98	1922,34	1926,38	1963,12	4747,16	2207,27	2207,27	2253,95
4251,37	1929,23	1933,10	1970,21	4759,56	2214,36	2214,36	2261,04
4263,77	1936,10	1939,84	1977,30	4771,95	2221,45	2221,45	2268,13
4276,16	1942,99	1946,58	1984,39	4784,35	2228,56	2228,56	2275,22
4288,56	1949,86	1953,33	1991,48	4796,74	2235,65	2235,65	2282,31
4300,95	1956,75	1960,07	1998,57	4809,13	2242,74	2242,74	2289,42
4313,35	1963,61	1966,81	2005,68	4821,53	2249,83	2249,83	2296,51
4325,74	1970,51	1973,55	2012,77	4833,92	2256,92	2256,92	2303,60
4338,14	1977,40	1980,27	2019,86	4846,32	2264,01	2264,01	2310,69
4350,53	1984,26	1987,02	2026,95	4858,71	2271,13	2271,13	2317,78
4362,93	1991,16	1993,76	2034,04	4871,11	2278,22	2278,22	2324,87
4375,32	1998,02	2000,50	2041,13	4883,50	2285,31	2285,31	2331,98
4387,72	2004,91	2007,24	2048,25	4895,90	2292,40	2292,40	2339,07
4400,11	2011,78	2013,99	2055,33	4908,29	2299,49	2299,49	2346,16
4412,50	2018,67	2020,70	2062,42	4920,69	2306,57	2306,57	2353,25
4424,90	2025,54	2027,45	2069,51	4933,08	2313,66	2313,66	2360,34
4437,29	2032,43	2034,19	2076,60	4945,48	2320,78	2320,78	2367,43
4449,69	2039,32	2040,93	2083,69	4957,87	2327,87	2327,87	2374,52
4462,08	2046,19	2047,67	2090,78	4970,27	2334,96	2334,96	2381,64
4474,48	2053,08	2054,42	2097,90	4982,66	2342,05	2342,05	2388,73
4486,87	2059,95	2061,14	2104,99	4995,05	2349,14	2349,14	2395,82
4499,27	2066,84	2067,88	2112,08	5007,45	2356,23	2356,23	2402,91
4511,66	2073,70	2074,62	2119,17	5019,84	2363,32	2363,32	2410,00
4524,06	2080,60	2081,36	2126,26	5032,24	2370,43	2370,43	2417,09
4536,45	2087,49	2088,11	2133,35	5044,63	2377,52	2377,52	2424,18
4548,85	2094,35	2094,85	2140,44	5057,03	2384,61	2384,61	2431,56
4561,24	2101,24	2101,59	2147,55	5069,42	2391,70	2391,70	2439,00
4573,64	2108,11	2108,31	2154,64	5081,82	2398,79	2398,79	2446,41
4586,03	2115,05	2115,05	2161,73	5094,21	2405,88	2405,88	2453,85
4598,42	2122,14	2122,14	2168,82	5106,61	2413,00	2413,00	2461,29
4610,82	2129,26	2129,26	2175,91	5119,00	2420,09	2420,09	2468,72
4623,21	2136,35	2136,35	2183,00	5131,40	2427,18	2427,18	2476,13
4635,61	2143,44	2143,44	2190,11	5143,79	2434,26	2434,26	2483,57
4648,00	2150,53	2150,53	2197,20	5156,19	2441,35	2441,35	2491,01

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5168,58	2448,44	2448,44	2498,44	5689,16	2757,62	2757,62	2810,52
5180,97	2455,53	2455,53	2505,86	5701,55	2765,05	2765,05	2817,95
5193,37	2462,65	2462,65	2513,29	5713,95	2772,47	2772,47	2825,39
5205,76	2469,74	2469,74	2520,73	5726,34	2779,90	2779,90	2832,80
5218,16	2476,83	2476,83	2528,17	5738,74	2787,34	2787,34	2840,24
5230,55	2483,92	2483,92	2535,58	5751,13	2794,78	2794,78	2847,68
5242,95	2491,01	2491,01	2543,02	5763,52	2802,19	2802,19	2855,11
5255,34	2498,10	2498,10	2550,45	5775,92	2809,63	2809,63	2862,53
5267,74	2505,19	2505,19	2557,89	5788,31	2817,06	2817,06	2869,96
5280,13	2512,40	2512,40	2565,30	5800,71	2824,50	2824,50	2877,40
5292,53	2519,84	2519,84	2572,74	5813,10	2831,91	2831,91	2884,84
5304,92	2527,27	2527,27	2580,17	5825,50	2839,35	2839,35	2892,25
5317,32	2534,69	2534,69	2587,61	5837,89	2846,78	2846,78	2899,68
5329,71	2542,12	2542,12	2595,02	5850,29	2854,22	2854,22	2907,12
5342,11	2549,56	2549,56	2602,46	5862,68	2861,63	2861,63	2914,56
5354,50	2557,00	2557,00	2609,90	5875,08	2869,07	2869,07	2921,97
5366,89	2564,41	2564,41	2617,33	5887,47	2876,51	2876,51	2929,41
5379,29	2571,85	2571,85	2624,75	5899,87	2883,94	2883,94	2936,84
5391,68	2579,28	2579,28	2632,18	5912,26	2891,36	2891,36	2944,28
5404,08	2586,72	2586,72	2639,62	5924,66	2898,79	2898,79	2951,69
5416,47	2594,13	2594,13	2647,06	5937,05	2906,23	2906,23	2959,13
5428,87	2601,57	2601,57	2654,47	5949,44	2913,67	2913,67	2966,57
5441,26	2609,00	2609,00	2661,91	5961,84	2921,08	2921,08	2974,00
5453,66	2616,44	2616,44	2669,34	5974,23	2928,51	2928,51	2981,42
5466,05	2623,85	2623,85	2676,78	5986,63	2935,95	2935,95	2988,85
5478,45	2631,29	2631,29	2684,19	5999,02	2943,39	2943,39	2996,29
5490,84	2638,73	2638,73	2691,63	6011,42	2950,80	2950,80	3003,73
5503,24	2646,16	2646,16	2699,06	6023,81	2958,24	2958,24	3011,14
5515,63	2653,58	2653,58	2706,50	6036,21	2965,67	2965,67	3018,57
5528,03	2661,01	2661,01	2713,91	6048,60	2973,11	2973,11	3026,01
5540,42	2668,45	2668,45	2721,35	6061,00	2980,52	2980,52	3033,45
5552,81	2675,89	2675,89	2728,79	6073,39	2987,96	2987,96	3040,86
5565,21	2683,30	2683,30	2736,22	6085,79	2995,40	2995,40	3048,30
5577,60	2690,74	2690,74	2743,64	6098,18	3002,83	3002,83	3055,73
5590,00	2698,17	2698,17	2751,07	6110,58	3010,25	3010,25	3063,17
5602,39	2705,61	2705,61	2758,51	6122,97	3017,68	3017,68	3070,58
5614,79	2713,02	2713,02	2765,95	6135,36	3025,12	3025,12	3078,02
5627,18	2720,46	2720,46	2773,36	6147,76	3032,56	3032,56	3085,46
5639,58	2727,89	2727,89	2780,80	6160,15	3039,97	3039,97	3092,89
5651,97	2735,33	2735,33	2788,23	6172,55	3047,40	3047,40	3100,31
5664,37	2742,74	2742,74	2795,67	6184,94	3054,84	3054,84	3107,74
5676,76	2750,18	2750,18	2803,08	6197,34	3062,28	3062,28	3115,18

[99/03297]

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)**

Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Manage

Chaussée de Mons, lieu-dit « Hameau de Manage », parcelle de terrain ayant été cadastrée, section A, n° 272 N et actuellement cadastrée, section A, n° 270/2 tenant ou ayant tenu à la chaussée de Mons, à l'autoroute de Wallonnie et à Delestienne, Pol et Tambuyser, Bernadette ou représentants.

Plan de secteur : de La Louvière-Soignies (planche 46/2) : zone d'espaces verts.

Prix : 41 700 francs belges ou 1 033,72 euros, outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert 1er 4, bte 12, 19e étage, à 6000 Charleroi (tél : 071/31 22 10 — ext. 237).

Référence : V52043/30.

[99/03297]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)**

Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Manage

Chaussée de Mons, plaats gezegd « Hameau de Manage », perceel grond gekadaastreerd zijnde wijk A, nr. 272 N en thans gekadaastreerd wijk A, nummer 270/2 palend of bepaald hebbende aan chaussée de Mons, aan « autoroute de Wallonnie » en aan Delestienne, Pol en Tambuyser, Bernadette of vertegenwoordigers.

Gewestplan : van La Louvière-Soignies (plaat 46/2) : groengebied.

Prijs : 41 700 Belgische frank of 1 033,72 euros, buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen één maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert 1er 4, bte 12, 19e étage (tel : 071/31 22 10 — ext. 237).

Verwijzing : V52043/30.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[S - C - 99/11177]

Avis relatif aux normes commerciales de l'huile d'olive

La Commission de la C.E. a adopté le 22 décembre 1998 le règlement (CE) n° 2815/98 (J.O. L.349, du 24 décembre 1998) relatif aux normes commerciales de l'huile d'olive.

Ce règlement prévoit pour l'huile d'olive vierge extra et pour l'huile d'olive vierge une désignation facultative de l'origine sur les emballages ou sur les étiquettes liées à ces emballages et qui sont destinés aux consommateurs des Etats membres.

Les entreprises qui veulent utiliser une désignation de l'origine doivent être agréées.

L'agrément et l'identification alphanumérique afférente, sont octroyés par le Ministère des Affaires économiques, Administration des Relations économiques, Division Politiques sectorielles, Service Politiques Agro-alimentaires, rue Général Leman 60, à 1040 Bruxelles.

Afin d'être agréées, les entreprises intéressées doivent :

- adresser une demande à l'instance sus-mentionnée;
- répondre aux dispositions du règlement (CE) n° 2815/98, article 4, § 2.

**Règlement (CE) n° 2815/98
de la Commission du 22 décembre 1998
relatif aux normes commerciales de l'huile d'olive**

La Commission des Communautés européennes,

Vu le Traité instituant la Communauté européenne;

Vu le Règlement n° 136/66/CEE du Conseil du 22 septembre 1966 (1) portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1638/98 (2), et notamment son article 35bis;

Considérant que, en raison des usages agricoles ou des pratiques locales d'extraction ou de coupage, les huiles d'olive vierges comestibles directement commercialisables peuvent avoir des qualités et des goûts notablement différents selon leurs origines géographiques; qu'il peut en résulter au sein d'une même catégorie au sens de l'annexe du règlement n° 136/66/CEE des différences de prix qui perturbent le marché; que pour les autres catégories d'huiles d'olive comestibles, il n'existe pas de différences substantielles liées à l'origine; que pour ces catégories l'indication de la désignation de l'origine sur les emballages destinés aux consommateurs pourrait laisser croire aux consommateurs qu'il existe des différences qualitatives; qu'il est par conséquent nécessaire, pour éviter des risques de distorsion du marché des huiles d'olive comestibles, d'établir au niveau communautaire des normes de commercialisation qui prévoient une désignation de l'origine limitée à l'huile d'olive « vierge extra » et à l'huile d'olive « vierge » qui remplissent des conditions précises;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[S - C - 99/11177]

Bericht betreffende de handelsnormen voor olijfolie

De Commissie van de E.G. heeft op 22 december 1998 de verordening (EG) nr. 2815/98 (P.B. L.349, d.d. 24 december 1998) betreffende de handelsnormen voor olijfolie aangenomen.

Deze verordening voorziet voor extra olijfolie verkregen bij de eerste persing en voor olijfolie verkregen bij de eerste persing in een facultatieve aanduiding van de oorsprong op de verpakkingen of op de etiketten op die verpakkingen die bestemd zijn voor de consumenten in de lidstaten.

De bedrijven die een oorsprongsaanduiding wensen te gebruiken moeten erkend worden.

De erkenning en de bijhorende alfanumerieke identificatie worden toegekend door het Ministerie van Economische Zaken, Bestuur Economische Betrekkingen, Afdeling Sectorenbeleid, Dienst Agrovoedingsbeleid, Generaal Lemanstraat 60, te 1040 Brussel.

Om erkend te worden dienen de belangstellende bedrijven :

- een aanvraag te richten tot bovenvermelde instantie;
- te beantwoorden aan de bepalingen van verordening (EG) nr. 2815/98, artikel 4, lid 2.

**Verordening (EG) nr. 2815/98
van de Commissie van 22 december 1998
betreffende de handelsnormen voor olijfolie**

De Commissie van de Europese Gemeenschappen,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

Gelet op Verordening nr. 136/66/EEG van de Raad van 22 september 1966 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector oliën en vetten (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1638/98 (2), en met name op artikel 35bis;

Overwegende dat direct verhandelbare bij de eerste persing verkregen olijfolie voor consumptie, vanwege de landbouwpraktijken of de plaatselijke extractie- of versnijdingsmethoden, in kwaliteit en smaak aanzienlijk kan verschillen naar gelang van de geografische oorsprong; dat als gevolg hiervan binnen éénzelfde categorie in de zin van de bijlage bij Verordening nr. 136/66/EEG prijsverschillen kunnen ontstaan die de markt verstoren; dat er binnen de andere categorieën olijfolie voor consumptie geen wezenlijke verschillen bestaan die verband houden met de oorsprong; dat voor deze categorieën aanduiding van de oorsprong op de voor de consument bestemde verpakking de indruk zou kunnen wekken dat er kwalitatieve verschillen zijn; dat bijgevolg, ten einde verstoring van de markt voor olijfolie voor menselijke consumptie te voorkomen, communautaire handelsnormen moeten worden vastgesteld die voorzien in aanduiding van de oorsprong voor uitsluitend extra olijfolie verkregen bij de eerste persing en olijfolie verkregen bij de eerste persing die aan nauwkeurig bepaalde voorwaarden voldoen;

Considérant que les normes de commercialisation en matière d'origine devront tenir compte des résultats des négociations en cours concernant l'harmonisation des règles d'origine non préférentielle, lesquelles seront d'application dans les échanges avec les pays tiers; qu'un régime de désignation obligatoire de l'origine nécessite un système de traçage et de contrôles de toutes les quantités d'huiles d'olive qui circulent; qu'un tel système de traçage des mouvements sera étudié simultanément à l'examen de la classification des huiles auxquelles il s'appliquera, dans le cadre des travaux relatifs à la stratégie de la qualité de l'huile d'olive qui doivent être menés avant le 31 octobre 2001; qu'il convient par conséquent de prévoir un régime facultatif et provisoire de désignation de l'origine au sein de la Communauté européenne;

Considérant que pour les huiles d'olive importées, il est nécessaire de respecter les dispositions applicables en matière d'origine non préférentielle visées au règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 82/97 (4);

Considérant que la désignation d'une origine régionale peut faire l'objet d'une appellation d'origine protégée (AOP) ou d'une indication géographique protégée (IGP) en vertu du règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil(5), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1068/97 de la Commission (6); que, afin d'éviter de créer de la confusion auprès des consommateurs et donc des perturbations de marché, il convient de réserver aux AOP et aux IGP les désignations d'origine au niveau régional;

Considérant que dans le cas où l'origine de l'huile d'olive vierge se réfère à la Communauté européenne ou à une zone géographique couvrant entièrement un Etat membre, il n'existe pas en pratique de confusion avec des AOP ou des IGP; que les pratiques et techniques d'extraction, particulièrement dans le secteur de la production de l'huile d'olive, influencent la qualité et le goût des huiles vierges; que les transferts d'olives entre pays sont très réduits notamment à cause des pertes importantes de la qualité des huiles obtenues qu'ils entraînent; qu'il convient donc de considérer l'extraction de l'huile comme conférant l'origine, pour tenir compte, de plus, des difficultés de contrôle et du changement de classe dé produit que celle-ci comporte pour les échanges internationaux;

Considérant que, au niveau de la Communauté européenne ou des Etats membres, une grande partie des huiles d'olive vierges commercialisées est constituée de coupages d'huiles d'olive, pour conserver une qualité constante et des caractéristiques organoleptiques typiques de l'attente du marché; que la typicité de l'huile d'olive vierge pour les zones en question est assurée malgré, ou parfois grâce à, l'apport d'une faible proportion d'huile d'olive provenant d'une autre zone; qu'il convient dès lors pour permettre un approvisionnement régulier du marché selon les courants traditionnels d'échange et compte tenu de l'alternance, spécifique à l'oléiculture, de l'importance de la production, de maintenir la désignation de l'origine d'une telle zone lorsque le produit est un coupage contenant un pourcentage faible d'huile d'olive d'autres zones; que, toutefois, dans un tel cas, le consommateur doit être informé que le produit ne provient pas dans sa totalité de la zone faisant l'objet de la désignation de l'origine;

Considérant que la désignation de l'origine doit être conforme à la directive 79/112/CEE du Conseil du 18 décembre 1978, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard (7), modifiée en dernier lieu par la directive 97/4/CE (8); qu'il convient d'éviter que les mentions figurant sur les étiquettes entraînent la confusion parmi les consommateurs à l'égard de l'origine; que toutefois l'usage des marques existantes peut se poursuivre lorsqu'elles ont été officiellement enregistrées par le passé conformément à la première directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des Etats membres sur les marques (9), telle que modifiée par la décision 92/10/CEE (10);

Considérant que, afin d'assurer le contrôle des désignations de l'origine, il y a lieu de prévoir l'agrément des entreprises de conditionnement qui demandent la possibilité de l'indiquer pour les huiles d'olive vierges qu'elles commercialisent;

Overwegende dat bij de vaststelling van de handelsnormen inzake de oorsprong rekening moet worden gehouden met de resultaten van de lopende onderhandelingen over de harmonisatie van de regels inzake niet preferentiële oorsprong die van toepassing zullen zijn in het handelsverkeer met derde landen; dat een regeling inzake verplichte aanduiding van de oorsprong een systeem vereist voor de tracering van en de controle op alle hoeveelheden olijfolie die in de handel zijn; dat een dergelijk traceringssysteem, evenals de indeling van de oliën waarop het van toepassing zal zijn, zullen worden bestudeerd in het kader van de werkzaamheden betreffende de strategie voor de kwaliteit van olijfolie, die uiterlijk op 31 oktober 2001 moeten worden afgerond; dat bijgevolg moet worden voorzien in een facultatieve en voorlopige regeling voor de aanduiding van de oorsprong in de Europese Gemeenschap;

Overwegende dat voor ingevoerde olijfolie de bepalingen inzake niet- preferentiële oorsprong die zijn opgenomen in Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992 tot vaststelling van het communautair douanewetboek (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 82/97 (4), in acht moeten worden genomen;

Overwegende dat als aanduiding van een regionale oorsprong krachtens Verordening (EG) nr. 2081/92 van de Raad (5), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1068/97 van de Commissie (6), een beschermde oorsprongsbenaming (BOB) of een beschermde geografische aanduiding (BGA) kan worden vastgesteld; dat, teneinde verwarring bij de consument en dus versterking van de markt te voorkomen, moet worden bepaald dat als aanduiding van de oorsprong op regionaal niveau uitsluitend BOB's en BGA's mogen worden gebruikt;

Overwegende dat, wanneer als oorsprong van bij de eerste persing verkregen olijfolie de Europese Gemeenschap wordt aangegeven of een geografisch gebied dat een gehele lidstaat bestrijkt, er in de praktijk geen verwarring is met BOB's of BGA's; dat de extractiemethoden en -technieken vooral bij de productie van olijfolie de kwaliteit en de smaak van de bij eerste persing verkregen olie beïnvloeden; dat zeer weinig olijven van een land naar een ander land worden vervoerd, met name omdat door dat vervoer de kwaliteit van de verkregen olie sterk afneemt; dat er dus van moet worden uitgegaan dat de geproduceerde olie van oorsprong is uit het land waar de extractie heeft plaatsgehad, mede met het oog op de controleproblemen en met het feit dat in het internationale handelsverkeer door de extractie de indeling van het product verandert;

Overwegende dat op het niveau van de Europese Gemeenschap of de lidstaten de in de handel gebrachte bij de eerste persing verkregen olijfolie grotendeels uit versneden olijfolie bestaat teneinde een constante kwaliteit te waarborgen en de typische organoleptische kenmerken die beantwoorden aan de verwachtingen van de consument; dat de typische kenmerken van de bij de eerste persing verkregen olijfolie uit de betrokken gebieden worden gewaarborgd, ondanks, of zelfs dank zij, de toevoeging van een kleine hoeveelheid olijfolie uit een ander gebied; dat, met het oog op een regelmatige voorziening van de markt volgens de traditionele handelsstromen en rekening houdend met het voor de olijventeelt specifieke verschijnsel van de « beurtjaren », de aanduiding van een dergelijk gebied als oorsprong derhalve moet worden gehandhaafd wanneer het product is versneden met een kleine hoeveelheid olijfolie uit andere gebieden; dat de consument in een dergelijk geval evenwel moet worden geïnformeerd dat het product niet geheel afkomstig is uit het in de oorsprongs aanduiding genoemde gebied;

Overwegende dat de oorsprongs aanduiding in overeenstemming moet zijn met Richtlijn 79/112/EEG van de Raad van 18 december 1978 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake etikettering en presentatie van levensmiddelen bestemd voor de eindverbruiker alsmede inzake de daarvoor gemaakte reclame (7), laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn 97/4/EG (8); dat moet worden voorkomen dat door de vermeldingen op de etiketten bij de consument verwarring ontstaat over de oorsprong van de producten; dat bestaande merken die in het verleden officieel zijn geregistreerd overeenkomstig Eerste Richtlijn 89/104/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende de aanpassing van het merkenrecht der lidstaten (9), gewijzigd bij Beschikking 92/10/EEG (10) evenwel verder mogen worden gebruikt;

Overwegende dat, teneinde de controle op de oorsprongs aanduidingen te waarborgen, moet worden voorzien in een systeem voor de erkenning van verpakkingsbedrijven die dergelijke aanduidingen wensen te gebruiken voor de door hen in de handel gebrachte bij de eerste persing verkregen olijfolie;

Considérant que, pour permettre une période d'adaptation aux nouvelles normes et la mise en place des moyens nécessaires à leur application et pour ne pas causer des perturbations dans les transactions commerciales, il convient de reporter l'entrée en application du présent règlement ainsi que de prévoir l'écoulement de l'huile conditionnée avant son entrée en application;

Considérant que le comité de gestion des matières grasses n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A arrêté le présent règlement :

Article 1^{er}

La désignation de l'origine de l'huile d'olive vierge extra et de l'huile d'olive vierge, visées aux points 1 a) et 1 b) de l'annexe du règlement n° 136/66/CEE, sur les emballages destinés aux consommateurs des Etats membres ou sur les étiquettes liées à ces emballages, est facultative. Dans le cas où l'opérateur utilise cette faculté, la désignation de l'origine est autorisée uniquement selon les dispositions du présent règlement.

La désignation de l'origine des autres huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive visées à l'annexe dudit règlement, sur les emballages destinés aux consommateurs des Etats membres ou sur les étiquettes liées à ces emballages, n'est pas autorisée.

Article 2

1. La désignation de l'origine concerne une zone géographique et ne peut mentionner que :

a) une zone géographique dont la dénomination a été enregistrée en tant qu'appellation d'origine protégée ou indication géographique protégée conformément au règlement (CEE) n° 2081/92

et/ou

b) au sens du présent règlement:

— un Etat membre,

— la Communauté européenne,

— un pays tiers.

2. Sans préjudice des règles nationales prises en vertu de la directive 79/112/CEE, l'étiquetage et la présentation de la désignation de l'origine pour le consommateur final sont indiqués conformément au présent paragraphe.

La désignation de l'origine est mentionnée sur l'emballage ou sur l'étiquette liée à celui-ci, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la directive 79/112/CEE, de manière à être comprise facilement par le consommateur final.

Toute référence à une zone géographique sur l'emballage ou sur l'étiquette liée à celui-ci, est considérée comme une désignation de l'origine assujettie aux dispositions du présent règlement, à l'exception :

— du nom de la marque ou de l'entreprise, dont la demande d'enregistrement a été introduite avant le 1^{er} janvier 1999 conformément à la directive 89/104/CEE,

— de la désignation faite au titre du règlement (CEE) n° 2081/92.

Article 3

1. Pour les huiles d'olive bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée, la désignation de l'origine doit s'effectuer conformément aux dispositions prévues en vertu du règlement (CEE) n° 2081/92.

2. La désignation de l'origine au niveau d'un Etat membre ou de la Communauté européenne, dans les cas autres que ceux visés au paragraphe 1^{er}, correspond à la zone géographique dans laquelle une « huile d'olive vierge extra » ou une « huile d'olive vierge » a été obtenue.

Toutefois, dans le cas de coupages « d'huiles d'olive vierges extra » ou « d'huiles d'olive vierges » dont plus de 75 % proviennent d'un même Etat membre ou de la Communauté, l'origine prépondérante peut être désignée si elle est suivie de la mention « sélection d'huiles d'olive vierges (extra) dont plus de (75) % ont été obtenus en (au) (désignation de l'origine) ».

Au sens du présent paragraphe, une huile d'olive vierge extra ou une huile d'olive vierge est considérée comme obtenue dans une zone géographique, uniquement si cette huile est extraite des olives dans un moulin situé dans la zone en question.

Overwegende dat, aangezien enige tijd nodig is voor de aanpassing aan de nieuwe normen en om de voor de toepassing van die normen vereiste voorzieningen te creëren, en teneinde verstoring van het handelsverkeer te voorkomen, de toepassing van deze verordening dient te worden uitgesteld en moet worden voorzien in de afzet van vóór de toepassing van de verordening verpakte olijfolie;

Overwegende dat het Comité van beheer voor oliën en vetten geen advies heeft uitgebracht binnen de door zijn voorzitter vastgestelde termijn,

Heeft de volgende Verordening vastgesteld :

Artikel 1

De aanduiding van de oorsprong van de in punt 1, onder a) en b), van de bijlage bij Verordening nr. 136/66/EEG bedoelde extra olijfolie verkregen bij de eerste persing en olijfolie verkregen bij de eerste persing op voor de consumenten in de lidstaten bestemde verpakkingen of op etiketten op die verpakkingen is facultatief; de oorsprong mag door de marktdeelnemer uitsluitend overeenkomstig deze verordening worden aangeduid.

Aanduiding van de oorsprong van andere olijfolie en olie uit afvallen van olijven in de zin van de bijlage bij bovengenoemde verordening op voor de consumenten in de lidstaten bestemde verpakkingen of op etiketten op die verpakkingen is niet toegestaan.

Artikel 2

1. In de oorsprongs aanduiding in de zin van deze verordening, mag alleen worden verwezen naar een geografisch gebied en wel uitsluitend :

a) een geografisch gebied waarvan de benaming geregistreerd is als beschermde oorsprongsbenaming of beschermde geografische aanduiding overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 2081/92;

en/of

b) in de zin van deze verordening :

— een lidstaat,

— de Europese Gemeenschap,

— een derde land.

2. Voor de etikettering en de presentatie van de oorsprongs aanduiding voor de eindverbruiker gelden onverminderd de op grond van Richtlijn 79/112/EEG vastgestelde nationale voorschriften, de bepalingen van dit lid.

De oorsprongs aanduiding moet op een voor de eindverbruiker begrijpelijke wijze worden aangegeven op de verpakking of op het etiket in de zin van artikel 1, lid 3, van Richtlijn 79/112/EEG.

Verwijzingen op de verpakking of op het etiket van de verpakking naar een geografisch gebied worden beschouwd als een oorsprongs aanduiding waarop deze verordening van toepassing is, behalve als het gaat om :

— de merknaam of de bedrijfsnaam waarvoor de registratieaanvraag vóór 1 januari 1999 is ingediend overeenkomstig Richtlijn 89/104/EEG,

— de aanduiding op grond van Verordening (EEG) nr. 2081/92.

Artikel 3

1. Voor olijfolie met beschermde oorsprongsbenaming of beschermde geografische aanduiding moet de oorsprongs aanduiding in overeenstemming zijn met Verordening (EEG) nr. 2081/92.

2. In andere dan de in lid 1 bedoelde gevallen moet in de oorsprongs aanduiding op het niveau van een lidstaat of de Europese Gemeenschap het geografische gebied worden vermeld waarin de « extra olijfolie verkregen bij de eerste persing » of de « olijfolie verkregen bij de eerste persing » is verkregen.

In het geval van versneden « extra olijfolie verkregen bij de eerste persing » of « olijfolie verkregen bij de eerste persing » waarvan meer dan 75 % afkomstig is uit eenzelfde lidstaat of uit de Gemeenschap, mag als oorsprongs aanduiding de hoofdoorsprong worden vermeld indien deze gevolgd wordt door de vermelding « selectie van (extra) olijfoliën verkregen bij de eerste persing waarvan meer dan (75) % verkregen is in..... (oorsprongs aanduiding) ».

In de zin van de eerste alinea wordt extra olijfolie verkregen bij de eerste persing of olijfolie verkregen bij de eerste persing alleen dan geacht in een geografisch gebied te zijn verkregen als de fabriek waar de olie is geproduceerd zich in het betrokken gebied bevindt.

3. Dans le cas d’une huile d’olive vierge extra ou d’une huile d’olive vierge importée d’un pays tiers, la désignation de l’origine est déterminée conformément aux dispositions en matière d’origine non préférentielle visées aux articles 22 à 26 du règlement (CEE) n° 2913/92.

Article 4

1. L’ « huile d’olive vierge extra » et l’« huile d’olive vierge » dont l’origine est désignée, conformément à l’article 3, paragraphe 2, sont conditionnées dans une entreprise agréée à cet effet. L’agrément est octroyé par l’Etat membre concerné sur le territoire duquel sont situées les installations de conditionnement.

2. L’agrément et une identification alphanumérique sont octroyés à toute entreprise qui en fait la demande et qui :

- dispose d’installations de conditionnement,
- s’engage à réaliser un suivi documentaire et un stockage séparé permettant, à la satisfaction de l’Etat membre concerné, le contrôle de la provenance des huiles dont l’origine est désignée et, le cas échéant, des composants des coupages d’huile d’olive dont l’origine est désignée,

— accepte de se soumettre aux contrôles prévus dans le cadre de l’application du présent règlement.

3. L’emballage ou l’étiquette liée à celui-ci mentionne l’identification alphanumérique de l’entreprise de conditionnement agréée.

Article 5

1. Le contrôle des désignations de l’origine est réalisé par les Etats membres dans les entreprises de conditionnement concernées de manière à vérifier la concordance entre les désignations de l’origine des huiles d’olive vierges sorties de l’entreprise et les désignations de l’origine des quantités d’huiles d’olive vierges utilisées.

2. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires et notamment établissent un système de sanctions financières pour assurer le respect du présent règlement. Ils communiquent à la Commission les mesures prises à cet effet.

Article 6

Les exigences d’étiquetage du présent règlement ne s’appliquent pas aux produits ayant été légalement fabriqués et étiquetés dans la Communauté ou légalement importés dans la Communauté et mis en libre pratique avant le 30 juin 1999 (11).

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du premier jour du quatrième mois suivant celui de son entrée en vigueur et jusqu’au 31 octobre 2001.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Bruxelles, le 22 décembre 1998.

Par la Commission :
Franz FISCHLER,
Membre de la Commission.

- (1) JO 172 du 30 septembre 1966, p. 3025/66.
- (2) JO L 210 du 28 juillet 1998, p. 32.
- (3) JO L 302 du 19 octobre 1992, p. 1.
- (4) JO L 17 du 21 janvier 1997, p. 1.
- (5) JO L 208 du 24 juillet 1992, p. 1.
- (6) JO L 156 du 13 juin 1997, p. 10.
- (7) JO L 33 du 8 février 1979, p. 1.
- (8) JO L 43 du 14 février 1997, p. 21.
- (9) JO L 40 du 11 février 1989, p. 1.
- (10) JO L 6 du 11 janvier 1992, p. 35.
- (11) JO L 82 du 26 mars 1999, p. 8.

3. De oorsprongsaanduiding voor uit een derde land ingevoerde extra olijfolie verkregen bij de eerste persing of uit een derde land ingevoerde olijfolie verkregen bij de eerste persing wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen inzake niet- preferentiële oorsprong die zijn opgenomen in de artikelen 22 tot en met 26 van Verordening (EEG) nr. 2913/92.

Artikel 4

1. « Extra olijfolie verkregen bij de eerste persing » en « olijfolie verkregen bij de eerste persing » waarvan de oorsprong is aangeduid overeenkomstig artikel 3, lid 2, worden verpakt in een hiertoe door de betrokken lidstaat erkend bedrijf. De erkenning wordt toegekend door de lidstaat waarin de verpakkingsinstallaties gevestigd zijn.

2. De erkenning en een alfanumerieke identificatie worden toegekend aan elk bedrijf dat hierom verzoekt en dat :

- beschikt over een verpakkingsinstallatie,
- zich ertoe verbindt een zodanige aparte registratie en opslag van de olie toe te passen dat de betrokken lidstaat de herkomst van de olie met oorsprongsaanduiding en, in voorkomend geval, de herkomst van de bestanddelen van de versneden olijfolie met oorsprongsaanduiding kan controleren,
- zich akkoord verklaart met de in het kader van de toepassing van deze verordening vastgestelde controles.

3. Op de verpakking of op het etiket van de verpakking moet de alfanumerieke identificatie van het erkende verpakkingsbedrijf vermeld zijn.

Artikel 5

1. De lidstaten verrichten controles op de oorsprongsaanduidingen in de betrokken verpakkingsbedrijven om na te gaan of de oorsprongsaanduidingen van bij de eerste persing verkregen olijfolie die het bedrijf verlaat overeenstemmen met die van de hoeveelheden bij de eerste persing verkregen olijfolie die zijn gebruikt.

2. De lidstaten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat deze verordening wordt nageleefd en stellen daartoe met name een systeem van financiële sancties vast. Zij stellen de Commissie in kennis van de genomen maatregelen.

Artikel 6

De in deze verordening vervatte eisen inzake etikettering zijn niet van toepassing op producten die legaal in de Gemeenschap zijn gefabriceerd en geëtiketteerd of legaal in de Gemeenschap zijn ingevoerd en in het vrije verkeer zijn gebracht vóór 30 juni 1999 (11).

Artikel 7

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Zij is van toepassing met ingang van de eerste dag van de vierde maand volgende op die van haar bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* tot en met 31 oktober 2001.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lidstaat.

Brussel, 22 december 1998.

Voor de Commissie :
Franz PISCHLER,
Lid van de Commissie.

- (1) PB 172 van 30 september 1966, blz. 3025/66.
- (2) PB L 210 van 28 juli 1998, blz. 32.
- (3) PB L 302 van 19 oktober 1992, blz 1.
- (4) PB L 17 van 21 januari 1997, blz. 1.
- (5) PB L 208 van 24 juli 1992, blz. 1.
- (6) PB L 156 van 13 juni 1997, blz. 10.
- (7) PB L 33 van 8 februari 1979, blz. 1.
- (8) PB L 43 van 14 februari 1997, blz. 21.
- (9) PB L 40 van 11 februari 1989, blz. 1.
- (10) PB L 6 van 11 januari 1992, blz. 35.
- (11) PB L 82 van 26 maart 1999, blz. 8.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Gest-Home, société anonyme,
avenue Brunard 15, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 471822

Assemblée générale ordinaire le 17 juin 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation résultats, 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17452)

**Unibox, société anonyme,
avenue du Parc 22, 4650 Chaineux (Herve)**

R.C. Verviers 40464 — T.V.A. 406.935.190

Convocation

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de notre société qui se tiendra en l'étude de Me Maurice Masson, notaire à Verviers, rue du Palais 122, le 17 juin 1999, à 11 h. 30 m.

Ordre du jour :

1. a) Projet de fusion avec la société privée à responsabilité limitée "Sovermab", dont le siège social est établi à 4650 Herve (Chainieux), avenue du Parc 22, R.C. Verviers 41823, et avec la société anonyme "B.C.D.", ayant son siège social à 1070 Bruxelles (Anderlecht), rue Charles Parenté 5/7, R.C. Bruxelles 381883. Lesdites sociétés sont dénommées ci-après "les sociétés absorbées".

b) Compte tenu du fait que la société "Unibox S.A.", détient l'intégralité des parts sociales de la société "Sovermab" et de la société "B.C.D.", ni le rapport du conseil d'administration, ni le rapport du réviseur prescrits par l'article 174/3 L.C.S.C. ne doivent être établis.

2. Fusion par absorption des sociétés absorbées "Sovermab" et "B.C.D." par la société "Unibox S.A.", en exécution de l'article 174/24 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales par la transmission à cette dernière de la totalité du patrimoine actif et passif des sociétés absorbées. Compte tenu de ce que l'opération se situe dans le cadre de l'article susvanté, il n'y a aucun rapport d'échange et l'opération n'entraîne pas de création d'actions nouvelles ni d'augmentation de capital de la société absorbante.

3. Constatation de la réalisation effective de la fusion.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration.

Pour assister à l'assemblée, vous êtes priés de vous conformer aux dispositions de l'article 18 des statuts.

(17453) Le conseil d'administration.

Le conseil d'administration.

**Grafe Lecocq et fils, société anonyme,
place Saint-Aubain 9, 5000 Namur**

Les actionnaires de la société sont invités à participer à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 juin 1999, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion des administrateurs.
2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Répartition bénéficiaire.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale, se conformer à l'article 19 des statuts. (17454)

**Immobilière Saint-Aubain, société anonyme,
place Saint-Aubain 13, 5000 Namur**

Les actionnaires de la société sont invités à participer à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 juin 1999, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion des administrateurs.
2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Répartition bénéficiaire.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale, se conformer à l'article 19 des statuts. (17455)

**Immobat, société anonyme,
rue Mabime 58, 4432 Ans (Allieur)**

R.C. Liège 185362 — T.V.A. 451.381.679

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 19 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires éventuelles. Divers.

Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17456)

**"B.R.G.", société anonyme,
Zoning industriel de Latour, 6760 Ruette (Virton)**

R.C. Arlon 19701 — T.V.A. 434.824.076

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17457)

**Eufor-4, société anonyme,
avenue Van Voixem 395, à 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 524652 — T.V.A. 437.107.635

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 17 juin 1999, à 20 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et démissions administrateurs. 6. Divers. (17458)

**Leader European Croup, société anonyme,
rue du 24 Août 49, 6761 Latour**

R.C. Arlon 21945 — T.V.A. 451.196.488

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (17459)

**Metaline, société anonyme,
avenue Nouvelle 39, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 48202

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations - démissions. 6. Divers. (17460)

**"Immobilière DVH", société anonyme,
rue Joseph Sens 74, 1180 Bruxelles (Uccle)**

R.C. Bruxelles 528599

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée du 10 mai 1999, seconde assemblée le 17 juin 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers. (17461)

**Dumacly, société anonyme,
rue Joseph Bens 74, 1180 Bruxelles (Uccle)**

R.C. Bruxelles 448102 — T.V.A. 423.696.097

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée du 17 mai 1999, seconde assemblée le 17 juin 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers. (17462)

**Verviers Freins, société anonyme,
rue Lejeune 50-52, 4800 Verviers**

R.C. Verviers 38861 — T.V.A. 402.308.488

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. (17463)

**Imma, société anonyme,
route de Bastogne 57, 6900 Marche-en-Famenne**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17464)

**Jeanne, société anonyme,
rue de Herve 122, 4651 Herve (Battice)**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17465)

**M.J.D.D., société anonyme,
avenue Alphonse XIII 49, 1180 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 9 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation du rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions. Nominations. 6. Divers. Il y a lieu de se conformer aux statuts. (17466)

**Michel Nivelles & Cie, société en commandite par actions,
boulevard L. Mettwie 324, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 545115

L'assemblée générale ordinaire se tiendra boulevard Sylvain Dupuis 231, à 1070 Bruxelles, le 17 juin 1999, à 11 heures, avec pour ordre du jour : 1. Rapport du gérant. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3 Affectation du résultat. 4. Décharge au gérant. (17467)

**Sitomeca - Sobermeca, société anonyme,
rue Alphonse Vandenpeereboom 58-60, 1080 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire le 17 juin 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur. Approbation des comptes annuels de l'exercice 1998. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Nominations statutaires. Se conformer à l'article 23 des statuts. (17468)

**Sporting Club Ronse, société anonyme,
rue des Fileuses 117, 9600 Renaix**

R.C. Oudenaarde 13936

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions et nominations statutaires éventuelles. 6. Divers. (17469)

Le Foyer forestois, société anonyme, square Toinon 1, 1190 Bruxelles Agréée par la société du logement de la Région bruxelloise Registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 86 — L’assemblée générale extraordinaire se tiendra au siège social, le 17 juin 1999, à 18 h 30 m, avec l’ordre du jour suivant : 1. Afin de les mettre en concordance avec l’article 13 de l’ordonnance du 9 septembre 1993, modifications des articles 11, 13, 14 et 15 des statuts. 2. Pouvoirs à conférer pour l’exécution de la résolution proposée. L’assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 17 juin 1999, à 19 heures, avec l’ordre du jour suivant : 1. Rapports du conseil d’administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. Pour être admis aux assemblées, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l’article 24 des statuts. (17481)

Interglass Clima, société anonyme, Val des Seigneurs 60, 1150 Bruxelles R.C. Bruxelles 567996 — NN 449.561.049 — L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 16 heures. Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17482)

Interglass Tempering, société anonyme, Val des Seigneurs 60, 1150 Bruxelles R.C. Bruxelles 547031 — NN 444.366.205 — L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 15 heures. Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17483)

Sudagricole, société anonyme, Val des Seigneurs 60, 1150 Bruxelles R.C. Bruxelles 499630 — NN 432.497.759 — L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 1999, à 14 heures. Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17484)
--

Immo Sam, naamloze vennootschap, Broeder de Zwaeflaan 3, 9320 Erembodegem H.R. Aalst 1464 — De jaarvergadering zal gehouden worden op 16 juni 1999, te 18 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (17485)

Interherent, naamloze vennootschap, Kerkhofstraat 6, 1651 Lot (Beersel) H.R. Brussel 436865 — NN 421.865.965 — Tweede jaarvergadering op 16 juni 1999, te 16 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekeningen. Bestemming van het resultaat. Decharge aan bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Neerlegging der titels zoals vermeld in artikel 25. (17486)

Expansion immobilière La Chasse 94, naamloze vennootschap, Kerkhofstraat 6, 1651 Beersel (Lot) H.R. Brussel 436861 — NN 421.849.931 — Tweede jaarvergadering op 16 juni 1999, te 18 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekeningen. Bestemming van het resultaat. Decharge aan bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Neerlegging der titels zoals vermeld in artikel 25. (17487)
--

Expansion Mettewie, naamloze vennootschap, Kerkhofstraat 6, 1651 Beersel (Lot) H.R. Brussel 436864 — NN 421.875.467 — Tweede jaarvergadering op 16 juni 1999, te 15 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekeningen. Bestemming van het resultaat. Decharge aan bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Neerlegging der titels zoals vermeld in artikel 25. (17488)
--

Alwa V, naamloze vennootschap, Kerkhofstraat 6, 1651 Beersel (Lot) H.R. Brussel 437326 — NN 421.970.487 — Tweede jaarvergadering op 16 juni 1999, te 17 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekeningen. Bestemming van het resultaat. Decharge aan bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Neerlegging der titels zoals vermeld in artikel 25. (17489)
--

W. Spreuwers en zonen, naamloze vennootschap, Veldstraat 1, 3960 Bree H.R. Tongeren 56311 — BTW 424.475.364 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Voor de aanwezigheid zijn de voorschriften van de statuten van toepassing. (17490)

 Verhardingswerken, naamloze vennootschap, Ondernemingsstraat 25, 2500 Lier H.R. Mechelen 46090 — BTW 406.798.402 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 17 uur. Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (17491)
 Grimmo, naamloze vennootschap, Dorpsstraat 46, 3530 Houthalen H. R. Hasselt 84553 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 10 uur. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3 Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (17492) Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (17492)
 Hotel Rubens Grote Markt, naamloze vennootschap, Oude Beurs 29, 2000 Antwerpen H.R. Antwerpen 287004 — BTW 445.476.062 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 17 uur. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17493)
 Hupo Trains, naamloze vennootschap, Duffelsesteenweg 94, 2550 Kontich H.R. Antwerpen 292015 — BTW 448.142.176 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 17 juni 1999, te 12 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur met beslissing overeenkomstig artikelen 103 & 104 Ven. W. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. (17494)
 Brouwerij Keersmaekers-Distributie, naamloze vennootschap, steenweg op Mol 118, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 63940 — BTW 439.542.830 — De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17 juni 1999, om 10 u. 30 m., op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Kwijting van bestuur aan bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5 Allerlei. (17495)
 Brouwerij Keersmaekers Immo-Verhuur, naamloze vennootschap, steenweg op Mol 118, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 63939 — BTW 439.542.731 — De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17 juni 1999, om 10 uur, op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van

 bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Kwijting van bestuur aan bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Allerlei. (17496)
 Desande Automobiles, naamloze vennootschap, Monnikenwerve 17, 8000 Brugge H.R. Brugge 78557 — BTW 435.923.146 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestem- ming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. (17497)
 Elyva, naamloze vennootschap, Katelijnestraat 158, 8000 Brugge H.R. Brugge 82717 — BTW 455.817.846 — Jaarvergadering op 17 juni 1999, om 9 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuorraad. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 decem- ber 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diver- sen. (17498)
 ’t Blazoen, naamloze vennootschap, Hoverheide 34, 2540 Hove H.R. Antwerpen 246774 — BTW 427.395.064 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestem- ming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (17499)
 Jupiter Graphics, naamloze vennootschap, Liersesteenweg 38, 2800 Mechelen H.R. Mechelen 65812 – BTW 436.418.935 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 1999, te 20 uur. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar- rekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5.Varia. (17500)
 Infico, naamloze vennootschap, Brusselbaan 430, 1790 Affligem BTW 416.902.931 — Jaarvergadering van 17 juni 1999, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 2. Winstverdeling. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslag en benoe- mingen. 5. Diversen. (17501) Zich schikken naar artikel 17 van de statuten. (17501)
 Rozenco, société anonyme, chaussée de Ninove 724, à 1070 Bruxelles R.C. Bruxelles 403605 – T.V.A. 419.114.927 — L’assemblée générale ordinaire du 5 juin 1999 n’ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 26 juin 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Divers. (17502)

**Immobilière-Gestion-Marketing-Informatique,
en abrégé : « I.G.M.I. », société anonyme,
rue Maigret 17, 7330 Saint-Ghislain**

R.C. Mons 115360 – T.V.A. 433.062.933

Assemblée générale ordinaire le 26 juin 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17503)

**Assud, société anonyme,
rue de la Station 60, 7321 Blaton**

R.C. Tournai 75322 – T.V.A. 448.835.034

Assemblée générale ordinaire le 25 juin 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17504)

**« Techno Design », société anonyme,
avenue du Mistral 3/3, Woluwe-Saint-Lambert**

R.C. Bruxelles 388322 – T.V.A. 414.823.666

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 16 juin 1999, à 14 heures, en l'étude du notaire Olivier Verstraete, à Auderghem, boulevard du Souverain 288, et qui aura l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration auquel est joint un état résumant le situation active et passive de la société.
2. Modification de l'objet social par adjonction à ce dernier le l'activité de « Marchand de biens ».
3. Augmentation de capital :

a) Augmentation de capital à concurrence d'un million deux cent cinquante mille francs pour le porter de un million deux cent cinquante mille francs à deux millions cinq cent mille francs, par la création de mille deux cent cinquante actions du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à dater de leur souscription;

b) Détermination du prix d'émission, des conditions et du délai de souscription et de libération;

c) Modification corrélative des articles 5 et 6 des statuts sous condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital.

4. Pouvoirs à conférer quant à la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital.

5. Coordination des statuts.

Pour assister à l'assemblée se conférer aux statuts. (17505)

**Geologic, société anonyme,
rue de la Belle au bois Dormant 1, à 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 514980

Assemblée générale ordinaire du 25 juin 1999, à 14 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Discussion et approbation du rapport spécial concernant l'article 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. 3. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 4. Décharge à donner aux administrateurs en fonction pendant l'exercice comptable au 31 décembre 1998. 5. Démissions et nominations éventuelles. 6. Divers. (17506)

**Distri-South, société anonyme,
quai Monnoyer 11, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 112189 – T.V.A. 402.656.304

Assemblée générale ordinaire le 25 juin 1999, à 15 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du commissaire 2. Comptes annuels au 31 décembre 1998, affectation du résultat et continuation d'activité. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Elections statutaires. 5. Changement siège social. Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres au siège social, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée. (17507)

**Hangars Bois Humblet, en abrégé : « HBH », société anonyme,
Parc Industriel (National 4), 5100 Naninne (Namur)**

R.C. Namur 72105 — T.V.A. 459.074.175

Assemblée générale ordinaire du 25 juin 1999, à 8 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Comptes annuels au 31 décembre 1998 et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres au siège social, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée. (17508)

**Bredimodel, société anonyme, en liquidation,
à 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 391091 — T.V.A. 414.940.066

L'assemblée générale ordinaire se réunira, le 25 juin 1999, à 15 heures, au siège de la société, avenue Ferdauci 1, bte 7, à 1020 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur. 2. Approbation des comptes et du compte de résultats. 3. Affectation du résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rémunération liquidateur. 6. Divers. (17509)

**Humblet-Leclercq, société anonyme,
rue en Bois 38, 4460 Bierset**

R.C. Liège 19817 — T.V.A. 402.377.279

Assemblée générale ordinaire le 25 juin 1999, à 10 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et du commissaire. 2. Comptes annuels au 31 décembre 1998, affectation du résultat et continuité d'activité. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres au siège social, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Suivie d'une assemblée générale extraordinaire à 16 h 30 m, en l'étude du notaire Wagemans, rue de Suisse 29, à 1060 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Augmentation de capital de BEF 23 099 660 par émission de 15 107 actions sans dénomination de valeur. 2. Mise à jour des statuts. (17510)

**Bureaux Bois Humblet, en abrégé : « BBH », société anonyme,
Parc industriel (National 4), 5100 Naninne (Namur)**

R.C. Namur 72104 — NN 459.074.472

Assemblée générale ordinaire du 25 juin 1999, à 8 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Comptes annuels au 31 décembre 1998 et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres au siège social, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée. (17511)

 Etablissements S. Kazis, société anonyme, rue du Bon Pasteur 32, 1140 Bruxelles R.C. Bruxelles 497714 – T.V.A. 432.210.620	
 Assemblée générale ordinaire le 16 juin 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d’assem- blée. 2. Rapport du conseil d’administration. 3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998, après affectations et prélèvements. 4. Décharge de leur mandat aux administrateurs. 5. Divers. (17517)	
 Remacom, naamloze vennootschap, Hoogstraat 2, 9080 Lochristi H.R. Gent 175189 – BTW 449.839.676	
 Algemene vergadering op 26 juni 1999, om 10 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening 1998. (17518)	
 Fires, naamloze vennootschap, Kolonel Bourgstraat 160, bus 10, 1140 Brussel H.R. Brussel 589208 – BTW 429.920.529	
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 25 juni 1999, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing en goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur. 2. Nazicht en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (17519)	
 Sip-Well, naamloze vennootschap, Rijksweg 89, 2870 Puurs H.R. Mechelen 75615 – BTW 450.274.592	
 De algemene vergadering van 26 mei 1999 werd verdaagd naar 16 juni 1999, om 14 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Lezing en goedkeuring van het jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders voor de periode van 1 januari 1998 tot 31 december 1998. 5. Benoeming van bestuurders. 6. Diversen. Over- eenkomstig artikel 22 van de statuten moeten de houders van aandelen aan toonder uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de vergadering hun aandelen neerleggen op de zetel van de vennootschap, of aan de loketten van de Generale Bank, zetel Metropool, Meir 48, 2000 Antwer- pen. (17520)	
 Carrosserie Lacante, naamloze vennootschap, Leuvensesteenweg 22, 1830 Machelen H.R. Brussel 547869 – BTW 443.634.349	
 Algemene vergadering op 25 juni 1999, te 17 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten per 31 december 1998. 3. Ontlasting van hun mandaat aan de bestuurders. 4. Verscheidene. (17521)	
 Immo Van H., naamloze vennootschap, Banierenstraat 28, 1150 Brussel H.R. Brussel 582334 – BTW 451.006.052	
 Algemene vergadering op 25 juni 1999, om 10 uur, in de Galgen- straat 5, te 3078 Kortenberg. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuur- raad. 2. Goedkeuring van het verslag van de bestuursraad. 3. Goedkeu- ring van de jaar- en resultatenrekening en toelichting afgesloten per	

31 december 1998. 4. Aanwending van het resultaat. 5. Ontlasting van de bestuurders. 6. Varia. Om de algemene vergadering te mogen bijwonen, zich schikken naar artikel 11 van de standregelen. (17522)

Linelle, naamloze vennootschap, Schoondalstraat 34, 1780 Wemmel

H.R. Brussel 538437

Jaarvergadering op 25 juni 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan de bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (17523)

Coenegracht, naamloze vennootschap, Kustlaan 313, 8300 Knokke-Heist

H.R. Brugge 73666 – BTW 421.126.884

De aandeelhouders worden verzocht deel te nemen aan de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 22 juni 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel, met als dagorde : 1. Goedkeuring van de verplaatsing van de algemene vergadering. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekeningen 1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Ontlasting van bestuurders. 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (17524)

Natisa Belgium, naamloze vennootschap, Beekstraat 38, 9031 Drogen

H.R. Gent 143685 – BTW 425.200.092

Op de algemene vergadering van 31 mei 1999, te 10 uur, werd op verzoek van de raad van bestuur de algemene vergadering uitgesteld. Zodoende worden de aandeelhouders uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 21 juni 1999, om 10 uur, in de lokalen van het accountantkantoor Piqué & Partners N.V., te 9000 Gent, Gasmeterlaan 207. — Dagorde : 1. Goed- keuring van het jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van het bijzonder verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van het verslag van commissaris-revisor. 4. Goedkeuring van de jaarreke- ning per 31 december 1998. 5. Goedkeuring van de resultaatverwer- king. 6. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur. 7. Kwijting te verlenen aan de commissaris-revisor. 8. Ontslagen en benoemingen. 9. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht, ten einde tot de vergadering toegelaten te worden, uiterlijk vijf vrije dagen vóór de algemene vergadering hun aandelen te willen deponeren, ofwel op de zetel van de vennootschap, ofwel bij een Belgische Bank en de vennootschap hiervan eveneens vijf vrije dagen vóór de algemene vergadering op de hoogte te brengen. (17525)

De raad van bestuur.

Finagand, naamloze vennootschap, in vereffening, Hubert Frère Orbanlaan 57, 9000 Gent

H.R. Gent 75978 – BTW 401.072.531

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de twee buitengewone algemene vergaderingen die zullen gehouden worden op de maat- schappelijke zetel, op 23 juni 1999.

I. Eerste vergadering, om 17 uur, met volgende dagorde :

1. Verslag van de vereffenaar met betrekking tot de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 2. Verslag van de vereffenaar en voorlegging van de rekeningen met het oog op de sluiting van de vereffening. 3. Benoeming van een commissaris voor de verificatie.

II. Tweede vergadering, om 18 uur, met volgende dagorde :

1. Verslag van de commissaris voor de verificatie. 2. Goedkeuring van de rekeningen van de vereffening. 3. Kwijting aan de vereffenaar. 4. Sluiting van de vereffening.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de voor-schriften van artikel 28 van de statuten. De aandelen moeten neerge-legd worden op de maatschappelijk zetel vijf volle dagen vóór de vergadering. (17526)

« Promotief », naamloze vennootschap,
Kleine Gentstraat 22, te 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)

H.R. Gent 153062 – BTW 436.347.570

—

Aangezien de algemene vergadering, gehouden op 2 juni 1999, het wettelijk quorum niet bereikte, worden de aandeelhouders opgeroepen op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Marc Van Cauwenberghe, te Deinze, Congoplein 2, bus 1, op 23 juni 1999, om 14 u. 30 m.

Deze vergadering zal geldig beraadslagen ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

Agenda :

1. Lezing en onderzoek van het verslag van de raad van bestuur waarbij een verantwoording van de voorgestelde ontbinding van de vennootschap wordt gegeven; bij dit verslag wordt een staat gevoegd van de activa en de passiva van de vennootschap afgesloten op 31 maart 1999.
- Verslag door de accountant over de staat van activa en passiva, gevoegd bij het verslag.
2. Vervroegde ontbinding van de vennootschap.
3. Vaststelling van de vereffening « de facto » van gemelde vennootschap.
4. Ontheffing van de vereffenaar en kwijting voor zijn bestuur.
5. Sluiting van de vereffening.
- Teneinde aan de vergadering te mogen deelnemen dienen de aandeelhouders hun aandelen aan toonder ten laatste vijf dagen vóór de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (17527) De raad van bestuur.

Stan, naamloze vennootschap,
Victor Braeckmanlaan 28D, 9040 Gent (Sint-Amandsberg)

H.R. Gent 164210

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op maandag 21 juni 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (17528)

« Fardem Belgium », naamloze vennootschap,
Toekomstlaan 18, 2340 Beerse

H.R. Turnhout 76948 – BTW 455.217.139

—

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen, die zal worden gehouden op 16 juni 1999, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

De agenda zal de volgende punten omvatten :

1. Kennisgeving van de verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.

2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.

3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.

4. Volmachten.

- Voorstellen tot besluit :
1. Kennis te nemen van de verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekening per 31 december 1998 en het resultaat van het boekjaar 1998 te bestemmen als volgt : een verlies van 114 919 755 BEF over te dragen naar het volgend boekjaar.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
4. Volmacht te verlenen aan Béatrice Meulders en Sylvie Deconinck voor het vervullen van de vereiste publiciteitsvoorwaarden.

Om te worden toegelaten tot de vergadering, dienen de aandeelhouders, ten laatste op 11 juni 1999, wat betreft (a) de aandelen aan toonder, (i) de aandelencertificaten (met het oog op hun blokkering tot en met de datum van de vergadering) of (ii) een certificaat af te leveren door de financiële agent Smeets Securities N.V., van de blokkering van de aandelen op een effectenrekening tot en met de datum van de algemene vergadering of wat betreft (b) de aandelen op naam, de schriftelijke bevestiging dat zij deelnemen aan de vergadering te deponeren op de zetel.

Om zich te laten vertegenwoordigen door een lasthebber moet de aandeelhouder daarenboven een schriftelijke volmacht opstellen en uiterlijk op 11 juni 1999 deponeren op de zetel, samen met de aandelen. (17529) De raad van bestuur.

Polimmo, naamloze vennootschap,
Rampsande 16, 9340 Smetlede

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Dendermonde, nr. 169

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering op donderdag 17 juni 1999, om 17 uur, Rampsande 16, 9340 Smetlede.

Agenda :

- Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening.
- Kwijting aan de bestuurders.
- Resultaattoewijzing. (17530)

Immo Meykens, naamloze vennootschap,
Ed. Robeynslaan 55, 3290 Diest

H.R. Leuven 65010 – BTW 426.919.071

—

Algemene vergadering : 17 juni 1999, om 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (17531)

Caisse d'assurance accidents du travail Secorex,
Caisse commune,
Verenigde Natieslaan 1, 9000 Gent
(Agrée par arrêté royal du 25 janvier 1905)

—

L'assemblée générale statutaire se tiendra le mardi 22 juin 1999, à 14 h 30 m, à l'adresse : rue de Genève 4, 1140 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 18 juin 1998.

2. Rapport du conseil d'administration et du commissaire concernant l'exercice 1998.

3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998.
4. Décharge de leur gestion aux administrateurs et de sa mission de contrôle au commissaire pour l'exercice 1998.
5. Nominations statutaires. (17532)

Verzekeringskas Arbeidsongevallen Securex,
Gemeenschappelijke kas,
Verenigde Natieslaan 1, 9000 Gent
(Door het koninklijk besluit van 25 januari 1905 aangenomen)

De statutaire algemene vergadering zal plaatsvinden op dinsdag 22 juni 1999, om 14 u. 30 m., op het adres : Genèvestraat 4, te 1140 Brussel, met volgende agenda :

1. Goedkeuring van de notulen van de algemene vergadering van 18 juni 1998.
2. Verslag van de raad van bestuur en van de verificateur over het boekjaar 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998 afgesloten.
4. Decharge aan de bestuurders voor hun bestuur en de verificateur voor zijn controleopdracht voor het boekjaar 1998.
5. Statutaire benoemingen. (17532)

Société luxembourgeoise de Caution mutuelle,
société coöperative,
Grand-Rue 55, 6700 Arlon

Convocation

Mesdames et Messieurs les coopérateurs de la société sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le jeudi 24 juin 1999, à 15 h. 30 m., aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration sur les activités de la société au cours de l'exercice 1998.
2. Rapport du commissaire-réviseur chargé de la vérification des comptes.
3. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits clôturés au 31 décembre 1998.
4. Approbation de la répartition bénéficiaire.
5. Décharges à donner à MM. les administrateurs et au commissaire-réviseur.
6. Elections statutaires.
7. Nomination du commissaire-réviseur chargé de la vérification des comptes.
8. Divers.

Mesdames et Messieurs les coopérateurs sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 14 des statuts. (17533) Le conseil d'administration.

« La Lainière de Dottignies », société anonyme en liquidation,
rue Couturelle 20, 7711 Dottignies

R.C. Tournai 46285/c

Assemblée ordinaire au siège social le 26 juin 1999, à 10 heures.

Ordre du jour : Rapport du liquidateur. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. Affectation du résultat. Décharge au liquidateur. Divers.

Les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 12 des statuts. (17534)

Secrétariat social Assubel, association sans but lucratif,
Secrétariat social agréé d'employeurs,
rue des Chartreux 45, 1000 Bruxelles

Convocation

Nous vous prions de bien vouloir assister à l'assemblée générale statutaire, qui se tiendra le vendredi 25 juin 1999, à 9 h 30 m, salle Folon (9^{ème} étage), Tour Philips, boulevard Anspach 1, à 1000 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Opérations de 1998 :
- a) Rapport de gestion du conseil d'administration.
- b) Comptes et bilan social de 1998.
- c) Rapport de contrôle du réviseur.
- d) Approbation des comptes de 1998.
- e) Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

2. Divers.

Remarque importante.

Il est rappelé aux membres qu'en vertu de l'article 20 des statuts de l'association « les associés peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire associé ou non ».

Les modèles de procuration sont disponibles sur demande écrite à adresser à l'attention de Mme Lieve Van Eesbeek, Assubel-secrétariat social a.s.b.l., rue des Chartreux 45, 1000 Bruxelles. (17535)

Sociaal Secretariaat Assubel, Vereniging zonder winstoogmerk,
Erkend Sociaal Secretariaat van werkgevers,
Kartuizersstraat 45, 1000 Brussel

Uitnodiging

Wij verzoeken u deel te nemen aan de vergadering van de statutaire algemene vergadering, die zal plaatsvinden op vrijdag 25 juni 1999, om 9 u. 30 m., zaal Folon (9^e verdieping), Philips Tower, Anspachlaan 1, te 1000 Brussel.

Dagorde :

1. Verrichtingen van 1998 :
- a) Notulen van de raad van bestuur.
- b) Rekeningen en sociale balans van 1998.
- c) Verslag van de commissaris-revisor.
- d) Goedkeuring van de rekeningen van 1998.
- e) Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

2. Andere.

Belangrijke opmerking.

Ingevolge artikel 20 van de statuten van de vereniging « kunnen de verenigingsleden zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een mandataris die al dan niet verenigingslid is ».

De modellen van de volmacht zijn op schriftelijke aanvraag ter beschikking, die moet gericht worden ter attentie van Mevr. Lieve Van Eesbeek, Assubel-Sociaal secretariaat v.z.w., Kartuizersstraat 45, 1000 Brussel. (17535)

Unibox Games, société anonyme,
avenue du Parc 22, 4650 Herve (Chaineux)

R.C. Verviers 54493 – T.V.A. 427.497.707

Convocation

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de notre société qui se tiendra en l'étude de Me Maurice Masson, notaire à Verviers, rue du Palais 122, le 17 juin 1999, à 10 h 30 m.

Ordre du jour :

1. a) Projet de fusion avec la société privée à responsabilité limitée « Careda », dont le siège social est établi à 4650 Herve (Chainaux), avenue du Parc 22, R.C. Verviers 41893. Ladite société est dénommée ci-après « la société absorbée ».

b) Compte tenu du fait que la société « Unibox Games S.A. » détient l'intégralité des parts sociales de la société « Careda », ni le rapport du conseil d'administration, ni le rapport du réviseur prescrits par l'article 174/3 L.C.S.C. ne doivent être établis.

2. Fusion par absorption de la société absorbée « Careda » par la société « Unibox Games S.A. », en exécution de l'article 174/24 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales par la transmission à cette dernière de la totalité du patrimoine actif et passif de la société absorbée. Compte tenu de ce que l'opération se situe dans le cadre de l'article susvanté, il n'y a aucun rapport d'échange et l'opération n'entraîne pas de création d'actions nouvelles ni d'augmentation de capital de la société absorbante.

3. Constatation de la réalisation effective de la fusion.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration.

Pour assister à l'assemblée, vous êtes priés de vous conformer aux dispositions de l'article 30 des statuts.

(17536) Le conseil d'administration.

Compagnie financière de Werister, société anonyme

Siège social : rue W. Churchill 26, 4624 Fléron (Romsée)

R.C. Liège 193124 – T.V.A. 457.013.223

Avis aux actionnaires

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 4624 Fléron (Romsée), rue W. Churchill 26, le lundi 21 juin 1999, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

- 1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
- 2. Rapport du commissaire-réviseur.
- 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.

Proposition : l'assemblée générale approuve les comptes annuels de l'année 1998 et la proposition d'affectation présentés par le conseil d'administration.

- 4. Décharge aux administrateurs.

Proposition : l'assemblée générale donne décharge aux administrateurs.

- 5. Décharge au commissaire-réviseur.

Proposition : l'assemblée générale donne décharge au commissaire-réviseur.

Conformément à l'article 25 des statuts, pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires doivent, cinq jours ouvrables au moins avant celle-ci, avoir notifié au siège social l'indication du nombre de parts sociales nominatives pour lesquelles ils entendent prendre part au vote ou produire un certificat de dépôt de leurs parts sociales au porteur, effectué dans le même délai, au siège social ou aux sièges et agences de la Générale de Banque ou de la Banque Artésia.

(17537) Le conseil d'administration.

Compagnie financière de Neufcour, société anonyme

Siège social : rue W. Churchill 26, 4624 Fléron (Romsée)

R.C. Liège 193123 – T.V.A. 457.006.788

Avis aux actionnaires

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 4624 Fléron (Romsée), rue W. Churchill 26, le lundi 21 juin 1999, à 15 h 30 m, avec l'ordre du jour suivant :

- 1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
- 2. Rapport du commissaire-réviseur.
- 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.

Proposition : l'assemblée générale approuve les comptes annuels de l'année 1998 et la proposition d'affectation présentés par le conseil d'administration.

- 4. Décharge aux administrateurs.

Proposition : l'assemblée générale donne décharge aux administrateurs.

- 5. Décharge au commissaire-réviseur.

Proposition : l'assemblée générale donne décharge au commissaire-réviseur.

Conformément à l'article 25 des statuts, pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires doivent, cinq jours ouvrables au moins avant celle-ci, avoir notifié au siège social l'indication du nombre de parts sociales nominatives pour lesquelles ils entendent prendre part au vote ou produire un certificat de dépôt de leurs parts sociales au porteur, effectué dans le même délai, au siège social ou aux sièges et agences de la Générale de Banque ou de la Banque Artésia.

(17538) Le conseil d'administration.

Rivaland, naamloze vennootschap,
Dieweg 28, 1180 Brussel

H.R. Brussel 632962 – BTW 452.540.632

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden op 21 juni 1999, om 14 uur, op het kantoor van notaris Paul Verhaeghe, te Veurne, Pannestraat 5.

Dagorde :

1. Kapitaalsvermindering met F 1 260 000 om de overgedragen verliezen aan te zuiveren, onder opschortende voorwaarde dat er onmiddellijk nadien een kapitaalsverhoging zal doorgevoerd worden om het minimumkapitaal te bereiken.

2. Omzetten van de 1 260 bestaande aandelen in genotsaandelen zonder stemrecht en zonder recht op eventuele latere liquidatieboni.

3. Met het oog op de geplande kapitaalsverhoging voorlezing van het verslag van de raad van bestuur d.d. 20 mei 1999 met daarbij gevoegd een verslag van « Ernst & Young Bedrijfsrevisoren BCV », te Antwerpen, vertegenwoordigd door de bedrijfsrevisor Hubert Bertels, d.d. 18 mei 1999.

4. Kapitaalsverhoging met F 4 000 000 door uitgifte van 4 000 aandelen zonder vermelding van nominale waarde. Deze aandelen zullen vanaf de datum van de kapitaalsverhoging stem- en winstrechten bekomen.

5. Verzaking aan het voorkeurrecht voorzien door artikel 8 van de statuten.

- 6. Inschrijving op de kapitaalsverhoging door inbreng in natura.

- 7. Vaststelling dat de kapitaalsverhoging is verwezenlijkt.

- 8. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen.

- 9. Varia.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht om minstens vijf volle dagen vóór de vergadering hun aandelen te deponeren op het kantoor van notaris Verhaeghe, te Veurne, Pannestraat 5.

(17539)

Agency in Belgium for Burners Import,
in het kort : "Abbi", naamloze vennootschap,
Bergensesteenweg 944-948, 1070 Brussel

Jaarvergadering op 18/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten.

(46465)

Adjura, naamloze vennootschap, Transvaalstraat 74, 2550 Kontich H.R. Antwerpen 300881 — BTW 451.570.830 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen /ontslagen. 6. Divers. Zich richten naar de statuten. (46466)
Alco Building, société anonyme, avenue Louise 306-310, 1050 Bruxelles R.C. Bruxelles 538962 — T.V.A. 441.907.056 L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social de la société, le 17/06/99, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46467)
Alfa Industries, naamloze vennootschap, Merret 11, 2310 Rijkevorsel H.R. Turnhout 68515 — BTW 445.897.419 Jaarvergadering op 17/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Vaststelling vergoeding raad van bestuur. 6. Rondvraag. (46468)
Alfi, société anonyme, rue de l’Instruction 130, 1070 Anderlecht R.C. Bruxelles 406675 — T.V.A. 417.459.987 L’assemblée générale annuelle aura lieu le 18/06/99 à 11 heures au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d’administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Décharge des administrateurs et du commissaire. 4. Ratification de la décision du conseil d’administration du 25 mai 1999. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour pouvoir assister à l’Assemblée Générale, les actionnaires sont priés de se conformer à l’article 32 des statuts, les titres au porteur devront être déposer au siège social 5 jours francs avant la date de l’Assemblée. Les propriétaires d’actions nominatives doivent dans le même délai informer par écrit, le Conseil d’Administration de leur intention d’assister à l’Assemblée, et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote. (46469)
All Gas, naamloze vennootschap, Walenstraat 57, 3500 Hasselt H.R. Hasselt 72572 — BTW 436.827.820 De jaarvergadering zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 19/06/99 om 11.00 uur. — Dagorde : 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat.4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (46470)

Allée Verte, société anonyme, avenue des Démineurs 18, bte 1, 4970 Stavelot Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46471)
Allossery Invest, naamloze vennootschap, Ieperstraat 48, 8930 Menen H.R. Kortrijk 135729 — BTW 455.117.169 Jaarvergadering op 20/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46472)
Almade, société anonyme, chemin du Tour 65, 7060 Soignies R.C. Mons 128277 Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46473)
Alpagro Plastics, naamloze vennootschap, Europark 1060, 3530 Houthalen H.R. Hasselt 68899 — BTW 432.252.685 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 17/06/99 om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor en beslissing over hun vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Diversen. (46474)
Amabili, société anonyme, rue du Chemin de Fer, 6041 Gosselies R.C. Charleroi 161816 — T.V.A. 437.118.127 Assemblée générale ordinaire le 16/06/99, à 17 h. — Ordre du jour : 1. Approbation comptes annuels. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (46475)
Anc. Ets. Vanderveken, société anonyme, chaussée de Rodebeek 15-17, 1200 Bruxelles T.V.A. 412.626.221 Assemblée générale ordinaire le 17/06/99 à 14 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Election statutaire. 6.Divers. (46476)

Anlie, naamloze vennootschap, Brakelsesteenweg 709, 9400 Ninove H.R. Oudenaarde 29131 — BTW 426.745.164 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46477)
Anne Verheyden Vastgoed Advies, naamloze vennootschap, Eglantierlaan 87, 2610 Antwerpen (Wilrijk) H.R. Antwerpen 278322 — BTW 441.302.587 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 21/06/99 om 10.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46478)
Apoteek Cuypers, naamloze vennootschap, Hasseltsebaan 51, 3290 Diest H.R. Leuven 66617 — BTW 427.922.527 — Jaarvergadering op 16/06/99 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46479)
Apoteek Cuypers, naamloze vennootschap, Putsebaan 24, 2040 Antwerpen H.R. Antwerpen 254262 — BTW 429.628.638 — Jaarvergadering op 21/06/99 te 20 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (46480)
Apoteek Verlinden, naamloze vennootschap, Putsebaan 24, 2040 Antwerpen H.R. Antwerpen 254263 — BTW 429.633.487 — Jaarvergadering op 21/06/99 te 18 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (46481)
Aqua-Claro, naamloze vennootschap, Dr. Fr. De Wachterlaan 24, 2870 Ruisbroek (Puurs) H.R. Mechelen 70882 — BTW 438.185.721 — Aankondiging algemene vergadering van 19/06/99 om 11 u. te Ruisbroek, Dr.Fr. De Wachterlaan 24. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Ontslag en Benoeming bestuurders. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. (46482)

Ara, naamloze vennootschap, Kerkhoflaan 3, 9300 Aalst H.R. Aalst 63089 — BTW 447.815.742 — Jaarvergadering op 18/06/99, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46483)
Argos, naamloze vennootschap, Metropoolstraat 1, 2900 Schoten H.R. Antwerpen 196998 — BTW 414.029.058 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46484)
Arnauts Engineering, naamloze vennootschap, Bredastraat 8, 3290 Diest H.R. Leuven 56828 — BTW 419.925.074 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 17/06/99, te 18.30 uur. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (46485)
Art Dentaire, société anonyme, chaussée de Haecht 61, 1210 Bruxelles-21 — Assemblée générale ordinaire le 21/06/99, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/03/1999. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46486)
Assoc Interim, société anonyme, rue Fossé-aux-Loups 26, 1000 Bruxelles R.C. Bruxelles 337572 — T.V.A. 402.022.240 — Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/03/1999. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46487)
Ath Automobiles, société anonyme, chaussée d'Aalbeke 375, 7700 Mouscron R.C. Tournai 66075 — T.V.A. 431.609.022 — L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 19/06/99 à 19 heures. — Agenda : 1. Rapport des gérants d'affaires. 2. Approbation du bilan, du compte d'exploitation et des comptes de résultats. 3. Décharge aux gérants d'affaires. 4. Affectation du résultat. 5. Divers. Se conformer aux dispositions des statuts. (46488)
Au Moulin, société anonyme, avenue de Jemappes 91, 7000 Mons R.C. Mons 120788 — T.V.A. 401.119.348 — Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat.

4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l’assemblée se conformer à l’article 22 des statuts. (46489)

**Aubelpharma, société anonyme,
place A. Ernst 5, 4880 Aubel**

R.C. Verviers 61121 — T.V.A. 439.272.715

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19/06/99 à 20.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires doivent se conformer aux statuts. (46490)

**Avant Auto Service, naamloze vennootschap,
Spijker 55, 2910 Essen**

H.R. Antwerpen 286875 — BTW 445.848.919

Buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/06/99 om 10 u ten kantore van notaris Jan Michoel te Hoogstraten, Burg. J. Van Aperenstraat 8, met volgende agenda : 1. Kapitaalvermindering met 2.500.000 frank om het te herleiden van 5.000.000 frank tot 2.500.000 frank door terugbetaling in geld aan de aandeelhouders naar evenredigheid van hun deelneming in het kapitaal. De kapitaalvermindering zal plaatshebben zonder vernietiging van aandelen doch met evenredige vermindering van de fractiewaarde van de aandelen. Het doel van deze kapitaalvermindering is de aandeelhouders een gedeelte van hun geïnvesteerd geld terug te geven mits de activiteiten van de vennootschap zijn stopgezet. 2. Ontslag en benoeming bestuurder. 3. Aanpassing en coördinatie van de statuten. 4. Opdracht aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten. (46491)

**AWT, naamloze vennootschap,
Duffelsesteenweg 16, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 256825 — BTW 430.924.280

Jaarvergadering op 18/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46492)

**B. Akkermans Keukens, naamloze vennootschap,
Weilandstraat 17, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 270571 — BTW 437.690.922

Algemene Vergadering dd 19/06/99 om 10.00 u. op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46493)

**Bakkerij & Patisserie Van Heuckelom, naamloze vennootschap,
Retiebaan 11, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 16785 — BTW 414.895.625

Algemene vergadering op 16/06/99 om 16.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de vergoeding aan de bestuurders. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Déchargeverlening aan de raad van bestuur. 6. Ontslag en benoeming. 7. Allerlei. (46494)

**Bakkerij Van De Vorst, naamloze vennootschap,
Edmond Van Hoofstraat 25, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 63775 — BTW 439.157.305

Algemene vergadering op 17/06/99 te 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar artikel 21 van de statuten. (46495)

**Balense Grind- en Betonmaatschappij,
”B.G.B.”, naamloze vennootschap,
Molsesteenweg 8, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 60781 — BTW 435.343.621

De algemene vergadering gaat door op vrijdag 18/06/99 te 16 uur ten maatschappelijke zetel. Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Ontlasting van bestuurders. 4. Allerlei. Zich schikken naar artikel 21 van de statuten. (46496)

**Bel Opslag en Stapel, naamloze vennootschap,
Ambachtenlaan 8, 3210 Lubbeek**

H.R. Leuven 79092 — BTW 443.680.671

Jaarvergadering op 18/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46497)

**Belcia, société anonyme,
rue des XVIII Bonniers 90, 4460 Grâce-Hollogne**

R.C. Liège 176365 — T.V.A. 444.175.965

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18/06/99 à 19 h. au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. 2. Rapport de gestion. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge des Administrateurs. (46498)

**Belgian Coast Company (B.C.C.), naamloze vennootschap,
Kervijnstraat 83, 8531 Harelbeke (Bavikhove)**

H.R. Kortrijk 113032 — BTW 431.404.035

Uitnodiging tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998, inclusief de bestemming van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Varia.

Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (46499)

**Belgian Horeca Association, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 10, 9991 Maldegem (Adegem)**

H.R. Gent 146188 — BTW 429.967.643

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17/06/99 om 18.30 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening 31/12/1998. 2. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 3. Resultaatsbestemming. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (46500)

**Bellimmo, naamloze vennootschap,
Maalsesteenweg 410, 8310 Brugge (Sint-Kruis)**
H.R. Brugge 58949 — BTW 425.238.397
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18/06/99 om 18 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46501)

**Benjo, naamloze vennootschap,
Walenstraat 67-69, Hasselt**
H.R. Hasselt 73143 — BTW 437.480.193
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16/06/99 te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Varia. (46502)

**Bensar, naamloze vennootschap,
Altaarhoeve 13, 3930 Hamont-Achel**
H.R. Hasselt 73819 — BTW 438.075.754
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op 18/06/99 om 20.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslag en benoemingen. 4. Bezoldigingen. (46503)

**Berry Locht Optiek, naamloze vennootschap,
Maastrichtersteenweg 60, 3680 Maaseik**
H.R. Tongeren 69366 — BTW 442.603.674
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op 18/06/99 ten maatschappelijke zetel om 17 uur. — Agenda : 1. Het veslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekening en resultatenrekening per 31/12/1998. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Aanwending van het resultaat. 5. Divers. Zich schikken naar de statuten. (46504)

**Bertrand Pompes Funèbres, société anonyme,
rue de l’Harmonie 103, 5350 Ohey**
R.C. Namur 64000 — NN 446.057.765
—

Assemblée générale ordinaire le 16/06/99, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46505)

**Bessega, société anonyme,
rue Chantraine 30, 4620 Fléron**
—

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Réélection d’administrateurs. Divers. Se conformer aux statuts. . (46506)

**Bisschops, naamloze vennootschap,
Herentalsesteenweg 44, 2440 Geel**
H.R. Turnhout 62109 — BTW 437.237.792
—

De algemene vergadering heeft plaats op 16/06/99 te 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Allerlei. Zich schikken naar artikel 33 van de statuten. (46507)

**Blagden Packaging, naamloze vennootschap,
Industrieweg 20, 9032 Wondelgem**
H.R. Gent 105024
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de Gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden in de burelen van de maatschappelijke zetel, op dinsdag 22/06/99 te 15.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en Commissaris-Revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Kwijting aan de raad van bestuur en Commissaris-Revisor. 4. Statutaire Benoe­mingen. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der titels uiterlijk 21 juni 1999; op de maatschappelijke zetel. (46508) De raad van bestuur.

**Bloemen Fournier, naamloze vennootschap,
Rijselstraat 204, 8930 Menen**
H.R. Kortrijk 106022 — BTW 426.031.522
—

Jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46509)

**Bouwbedrijf Van Welkenhuyzen, naamloze vennootschap,
Dellestraat 13 (Industrieterein), 3560 Lummen**
H.R. Hasselt 12768 — BTW 401.360.858
—

Jaarvergadering op 21/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46510)

**Bouwmaterialen Hermans-Vermeulen, naamloze vennootschap,
Langstraat 96, 2260 Westerlo**
H.R. Turnhout 77361 — BTW 455.605.040
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, dewelke zal gehouden worden op 16/06/99 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46511)

**Brandstoffen Kerfs, naamloze vennootschap,
Europarklaan 2062, 3530 Houthalen-Helchteren**
H.R. Hasselt 63629 — BTW 433.220.608
—

Jaarvergadering op 21/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46512)

**CIM, société anonyme,
chaussée de Binche 92/6, 7000 Mons**

R.C. Mons 121258

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 17/06/99 à 14.00 H., au siège de la liquidation Chaussée de Binche (92/6 (1er étage). — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur. 2. Approbation des comptes au 31/12/1998. 3. Décharge aux liquidateurs. 4. Divers. Se conformer aux statuts. (46525)

**Cippex, naamloze vennootschap,
Elegemstraat 56, 1700 Dilbeek**

H.R. Brussel 499304 — BTW 432.576.349

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18/06/99 om 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de verslagen en jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting van de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Diversen. (46526)

**City Shopping Center,
besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid,
Ter Rivieren 5, 9031 Drongen**

Jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46527)

**Clan, naamloze vennootschap,
Sint-Bavoplein 9, 2530 Boechout**

H.R. Antwerpen 282039 — BTW 443.378.090

Jaarvergadering op 17/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 2. Goed-
keuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwij-
ting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten.
(46528)

Clos des Recollets, société anonyme,
rue Comte Th. d'Ursel 1, 6940 Durbuy

R.C. Marche-en-Famenne 16904 — T.V.A. 445.853.669

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46529)

**Comset, naamloze vennootschap,
Vierweegsestraat 47, 9032 Gent**

H.R. Gent 191456 — BTW 464.449.658

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van vrijdag 18/06/99 om 14 uur ter maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultaatbestemming per 31/12/1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Allerlei. Gelieve de statutaire bepalingen te volgen. (46530)

**Confidas, naamloze vennootschap,
Booiebos 29, 9031 Drongen**

H.R. Gent 133057 — BTW 423.032.737

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op woensdag 16/06/99 te 11.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag inzake de toepassing van art. 60 Venn. Wet. 2. Jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Voorlezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 4. Toewijzing van het resultaat. 5. Decharge aan de raad van bestuur. 6. Diverse. (46531)

**Coppens, naamloze vennootschap,
Winkelomseheide 10, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 54048

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18/06/99, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslagen van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Varia. (46532)

**Cordial, naamloze vennootschap,
Kapellestraat 147, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 55346 — BTW 462.214.106

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 u, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (46533)

**Cornelis Plastics, naamloze vennootschap,
Industrieweg 12, 2850 Boom**

H.R. Antwerpen 27637 — BTW 403.640.952

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46534)

**Cortus, naamloze vennootschap,
Eeuwfeeststraat 1c, 3721 Kortesse**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 18 uur ten maatschappelijke zetel. 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Bespreking artikel 103 en 104 Venn. Wetgeving. 6. Varia. (46535)

**Corvier, naamloze vennootschap,
Longchamplaan 36-38, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 45500

Jaarvergadering op 17/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46536)

**De Vroe, naamloze vennootschap,
Poelstraat 137, 9820 Merelbeke**
H.R. Gent 151070 — BTW 434.594.642

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/06/99 om 14.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Resultaatverwerking. 4. Décharge aan bestuurders. 5. Verkiezing bestuurders. 6. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen der statuten. (46550)

**Debever, naamloze vennootschap,
Drogenbroodstraat 30, 8740 Pittem**

Jaarvergadering op 18/06/99, op de zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening 1998. 2. Toekenning van het resultaat. 3. Ontlasting van de bestuurders en de raad van bestuur. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (46551)

**Delcourt & Gai Decor, société anonyme,
boulevard Tirou 217, 6000 Charleroi**
R.C. Charleroi 156424 — T.V.A. 432.861.213

L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 21/06/99, à 20 h. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels et des annexes au 31/12/1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Lecture du rapport special (art 103 des LCSC). 6. Poursuite ou non des activités. 7. Divers. (46552)

**Delvac, naamloze vennootschap,
Raffaellaan 23, 8421 De Haan (Vlissegem)**
H.R. Brugge 65590 — BTW 431.857.757

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 20/06/99 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (46553)

**Dero, naamloze vennootschap,
Veldestraat 50, 9850 Merendree**
H.R. Gent 147342

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van BBL vanaf 02/08/99. . (46554)

**Desire De Lille, naamloze vennootschap,
Schrijnwerkersstraat 16, 2000 Antwerpen-1**
H.R. Antwerpen 248852 — BTW 427.808.206

Jaarvergadering op 19/06/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Verslag betreffende art. 103 van de wet op de handelsvennootschap. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46555)

**Detraco, naamloze vennootschap,
Goormansdijk 9, 2480 Dessel**
H.R. Turnhout 59698

Jaarvergadering op 19/06/99 om 16.00 u, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jarrekening per 31/12/1998; 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting betuurders. 4. Herbenoeming bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46556)

**Dierick Invest, naamloze vennootschap,
Mandekenstraat 273, 9255 Buggenhout**
H.R. Dendermonde 44815 — BTW 439.460.973

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 17/06/99 om 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders. 5. Varia. (46557)

**DKL Invest, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 135, 1700 Dilbeek**
H.R. Brussel 2492 — NN 450.168.882

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/06/99 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en bezoldigingen. 5. Allerlei. (46558)

**Dobbit, naamloze vennootschap,
Torhoutsesteenweg 226, bus 2, 8210 Zedelgem**
H.R. Brugge 81304 — BTW 454.023.544

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de algemene vergadering op 18/06/99 om 11.00 u, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46559)

**Donato, société anonyme,
rue Victor Garin 57, 7100 La Louvière**
R.C. Mons 130840 — T.V.A. 452.713.549

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions-Nominations. 6. Divers. (46560)

**Dopimmo, société anonyme,
rue de Tribomont 14, 4650 Grand-Rechain**
R.C. Verviers 236 — T.V.A. 448.958.659

Assemblée générale ordinaire le 22/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46561)

**Drukkerij De Peuter, naamloze vennootschap,
Industriezone Wolfstee, 2200 Herentals**
H.R. Turnhout 42181 — BTW 416.606.189

De algemene vergadering gaat door op donderdag 17/06/99 te 16 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Ontlasting van bestuurders. 4. Allerlei. Zich schikken naar artikel 21 van de statuten (46562)

**Drukkerij Feys, naamloze vennootschap,
Spoorwegstraat 8, 8770 Ingelmunster**
H.R. Kortrijk 65478 — BTW 405.563.235

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/06/99 om 14 uur in de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Lezing jaarrekening per 31/12/1998. 3. Goedkeuring jaarrekening en van de verwerking van de resultaten. 4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (46563)

**Drukkerij Van Der Borgh, naamloze vennootschap,
Koning Leopold I-straat 22, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 141788 — BTW 461.551.833

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18/06/99, te 11 uur. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Bespreking artikel 104 van de vennootschappenwet. Zich schikken naar de statuten. (46564)

**Duccars, naamloze vennootschap,
Houtemstraat 108, 9552 Herzele**
H.R. Oudenaarde 34433 — BTW 418.799.478

Jaarvergadering op 18/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46565)

**Dujardin, naamloze vennootschap,
Zeilstraat 5, 3500 Hasselt**
H.R. Hasselt 91611 — BTW 456.843.571

Jaarvergadering op 21/06/99 om 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Uitstel datum algemene vergadering van 07/06/1999 tot 21/06/1999. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 4. Decharge aan de bestuurders en afzonderlijke beslissing over de vergoedingen. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (46566)

**Dumimmo, coöperatieve vennootschap,
Dumortierlaan 18, 8300 Knokke**
H.R. Brugge 231

Jaarvergadering op 16/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46567)

**E & L Carmans, naamloze vennootschap,
Koerselsesteenweg 23, 3580 Beringen**
H.R. Hasselt 93803 — BTW 454.207.448

Jaarvergadering op 17/06/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46568)

**E.C.L., société anonyme,
Campagne Beaulieu 1, 4577 Modave**
R.C. Huy 42556 — T.V.A. 455.663.240

Assemblée générale ordinaire le 28/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998; 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission et nomination d'administrateur. 6. Transfert du siège social. 7. Divers. (46569)

**E.V.K. Airconditioning, naamloze vennootschap,
Hengelhoefstraat 172, 3600 Genk**
H.R. Tongeren 46907 — BTW 416.070.810

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46570)

**Eldimat, naamloze vennootschap,
Europark 2073, 3530 Houthalen**
H.R. Hasselt 89241 — BTW 432.426.295

De jaarvergadering zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 18/06/99 om 18.00 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders.4.Bezoldigingen. 5. Ontslagen/benoemingen. 6. Rondvraag. (46571)

**Elektro Van De Sande, naamloze vennootschap,
Geraetsstraat 4, 3500 Hasselt**
H.R. Hasselt 69175 — BTW 432.657.414

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 10.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking jaarrekening per 31/12/1998. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting en vergoeding bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46572)

**Elica, naamloze vennootschap,
Pilaarstraat 23, 9280 Merelbeke**
H.R. Gent 169427 — BTW 450.243.613

Jaarvergadering op 19/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46573)

European Consultants & Communications Office, naamloze vennootschap, Sint-Annadreef 68b, 1020 Brussel H.R. Brussel 547381 — BTW 444.455.978 De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 18/06/99 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (46586)
European Future Structures, afgekort : "E.F.S.", naamloze vennootschap, Industriezone Vostaert 1220, 3960 Bree H.R. Tongeren 64938 — BTW 435.395.782 Jaarvergadering op 16/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46587)
Eurom, naamloze vennootschap, Dr. Willemsstraat 30, 3500 Hasselt H.R. Hasselt 86242 — BTW 442.432.341 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 18/06/99 om 16.00 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Eventuele benoemingen van bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (46588)
Everbo, burgerlijke vennootschap, onder de vorm van een naamloze vennootschap, Hoek Zeedijk en Duinbergenlaan, 8300 Knokke-Heist Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brugge, nr. 59 Jaarvergadering in zetel van de vennootschap op maandag 21/06/99 om 11 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekenig per 31/12/1998. 3. Statutaire kwijting. 4. Statutaire herkiezingen en/of benoemingen. 5. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (46589)
Exotic Plants, naamloze vennootschap, Europalaan 77, 8560 Wevelgem H.R. Kortrijk 120205 — BTW 439.153.741 Jaarvergadering op 19/06/99 ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/01/1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46590)
Fal, naamloze vennootschap, Europalaan 1, 3900 Overpelt H.R. Hasselt 74062 — BTW 438.239.961 Algemene vergadering op 18/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de vergoedingen aan de

bestuurders. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Déchargeverlening aan de raad van bestuur. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Allerlei. (46591)
Feranka, naamloze vennootschap, Londenstraat 3, 2321 Hoogstraten (Meer) H.R. Turnhout 47255 — BTW 421.057.105 Jaarvergadering op 18/06/99 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46592)
Fievez-Cadet, naamloze vennootschap, Murissonstraat 5, 8930 Menen H.R. Kortrijk 120598 — BTW 439.804.037 Jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46593)
Financière Batjan, société anonyme, rue Ferrer 95, 6061 Montignies-sur-Sambre R.C. Charleroi 115516 Assemblée générale ordinaire le 17/06/99 à 14.00 H., 5G, A l'Agimont, 5540 Hermeton-sur-Meuse . — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination d'administrateurs. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (46594)
Financière Gilmont, société en commandité par actions, rue de Strée, 90, 5650 Castillon R.C. Dinant 38163 Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 5650 Clermont (Walcourt), le 19/06/99 à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gérance. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. 3. Affectation du solde bénéficiaire. 4. Divers. Pour le dépôt des titres, se conformer à l'article 27 des statuts. La gérance (46595)
Finet, société anonyme, Troisième avenue 15, 6001 Marcinelle R.C. Charleroi 138744 — T.V.A. 421.949.010 L'assemblée générale se tiendra au siège de la société en date du jeudi 17/06/99 et aura pour ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats. 6. Divers. (46596)
Finspa, société anonyme, avenue A. Lacomblé 59-61, 1040 Bruxelles R.C. Bruxelles 514353 Assemblée générale ordinaire le 16/06/99 à 11.30 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. 6. Nominations statutaires éventuelles. (46597)

**Flanders Plastics, naamloze vennootschap,
Industrieweg 12, 2850 Boom**
H.R. Antwerpen 260080 — BTW 405.666.272

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46598)

**Fonta-Renta, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 1A, 9140 Temse**
H.R. Sint-Niklaas 51802

Jaarvergadering op 18/06/99 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statu-taire benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46599)

**Fort Produkten, naamloze vennootschap,
Karel Govaertsstraat 16, 2222 Itegem**
H.R. Mechelen 3103 — BTW 400.840.919

Jaarvergadering op 19/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening, resultatenre-kening en toelichting per 31/12/1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwij-ting te geven aan bestuurders. 4. Ontslag/benoemingen bestuurders. (46600)

**Fractionnement Tirtiaux, société anonyme,
rue de Fleurjoux 8, 6220 Fleurus**
R.C. Charleroi 113671 — T.V.A. 412.935.334

L’assemblée générale ordinaire se tiendra le 16/06/99 à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d’administra-tion et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administra-teurs et commissaire réviseur. 5. Proposition d’application de l’article 103 des L.C.S.C. sur base de la situation au 31 mars 99. 6. Proposition d’augmentation du capital de 5.000.000 BEF au pair comptable des actions anciennes par émission de 5.145 parts sociales en contrepartie d’un apport en nature de créances inscrites au passif en faveur de cinq actionnaires. Pour assister à l’assemblée générale, se conformer aux statuts. (46601)

**Frajan, naamloze vennootschap,
Lang Munte 48, 9860 Scheldewindeke**
H.R. Gent 159817 — BTW 442.632.972

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 19/06/99 om 10 uur, ten maatschappe-lijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (46602)

**G.E.S.B., naamloze vennootschap,
Gorzenstraat 5, 2811 Mechelen**
H.R. Mechelen 74282 — BTW 450.765.433

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 17/06/99 te 15.00 uur op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Benoeming en ontslag van de bestuurders. Om de vergadering bij te wonen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (46603)

**Galan et fils, société anonyme,
rue de la Rivierette 98, bte 27, 7330 Saint-Ghislain**
R.C. Mons 118133 — T.V.A. 436.692.218

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18/06/99 à 16 heures, au siège social de la société. L’ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Emoluments. 6. Divers. (46604)

**Galerie Inter-Home, naamloze vennootschap,
weg naar As 19, bus 16, 3600 Genk**
H.R. Tongeren 43896 — BTW 413.557.817

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 15/06/99 om 17.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statu-ten. (46605)

**Gammatex, naamloze vennootschap,
Grote Markt 35/53, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 125805 — BTW 445.917.116

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 18/06/99 om 11 uur op het kantoor van Yves TYTGAT te Gent, Zonnestraat, 6, met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur en bedrijfsrevisor cfr artikel 34 § 2 vennootschappenwet. 2. Kapitaalverhoging ad. 16.708.000 frank door creatie en uitgifte van 16.708 aandelen van dezelfde aard als de bestaande aandelen en met creatie van een uitgiftepremie van 83.542.000 frank, te onderschrijven en onmiddellijk te volstorten door inbreng. De uitgiftepremie zal op een onbeschikbare reserverekening geboekt worden. 3. Tweede kapitaalverhoging ad. 83.542.000 frank door incorporatie van de uitgiftepremie, zonder creatie van nieuwe aandelen. 4. Aanpassing van het maatschappelijk kapitaal en de aandelen aan de Euro, en dienovereenkomstig aanpassing der statuten. 5. Aanpassing en coördinatie der statuten. 6. Machten aan de raad van bestuur - volmacht. (46606)

De raad van bestuur.

**Garage Carrosserie Baetslé, naamloze vennootschap,
Trieststraat 209, 9960 Assenede**
H.R. Gent 133868 — BTW 423.330.170

Jaarvergadering op 21/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46607)

**Garage Driesen, naamloze vennootschap,
Industrieterrein, Peerderbaan 1014, 3960 Bree**
H.R. Tongeren 48650 — BTW 417.572.231

Jaarvergadering op 18/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46608)

Gillard, société anonyme, rue de Maastricht 104, 4600 Visé R.C. Liège 167748 — T.V.A. 437.055.076 — L’assemblée générale se tiendra le 18/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46620)
Gillet Pharmacie, société anonyme, route de Dolhain 12, 4837 Baelen R.C. Verviers 62812 — T.V.A. 443.830.131 — Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19/06/99 à 20.00 H., au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46621)
Goddeeris C.M. Ledegem, naamloze vennootschap, Moorsledestraat 25, 8880 Ledegem H.R. Kortrijk 123307 — BTW 442.888.934 — De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 18/06/99 om 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Beslissing tegenstrijdig belang gedelegeerd bestuurder. Zich schikken naar de statuten. (46622)
Golturo, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 37663 — BTW 411.928.019 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 15.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46623)
Groep Carpentier België, naamloze vennootschap, Damstraat 238-240, 9180 Moerbeke-Waas H.R. Gent 140925 — BTW 413.527.133 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46624)
Group European Agencies, afgekort : “GEA”, naamloze vennootschap, Stroveld 6A, 3630 Maasmechelen H.R. Tongeren 78933 — BTW 456.329.867 — Jaarvergadering op 18/06/99 om 16.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46625)

Group Schreurs, naamloze vennootschap, Gouverneur Verwilghensingel 38, 3500 Hasselt H.R. Hasselt 43313 — BTW 408.267.555 — De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal plaats vinden op het kantoor van notaris Marc Jansen te Hasselt, 3510 Kermt, Diestersteenweg, 175, op donderdag 17 juni 1999 om 11u45. Agenda : 1. Lezing en bespreking door de aandeelhouders van de hiernavolgende documenten waarvan zij kosteloos een afschrift kunnen bekomen : a) het fusievoorstel, opgesteld door de raad van bestuur op 29 april 1999, neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt op 4 mei 1999; b) het verslag van de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, §1 van de Vennootschappenwet; c) het verslag van de bedrijfsrevisor over het fusievoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, §2 van de Vennootschappenwet; d) het verslag van de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig artikel 70bis van de Vennootschappenwet, bij welk verslag een samenvattende staat van de activa- en passivatoestand van de vennootschap gevoegd is, afgesloten op 31 maart 1999; 2. Beslissing tot fusie door overneming overeenkomstig het fusievoorstel van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, met zetel te 3500 Hasselt, Gouverneur Verwilghensingel 38, overgenomen vennootschap, door de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, met zetel te 3500 Hasselt, Gouverneur Verwilghensingel 38, door overneming van het gehele vermogen van de overgenomen vennootschap. 3. Als gevolg van de fusie door overneming van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, kapitaalverhoging met 5.000.000 BEF, om het te brengen van 25.000.000 BEF op 30.000.000 BEF, met uitgifte van 3.492 nieuwe aandelen, van dezelfde aard en met dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen. Deze 3.492 nieuwe aandelen zullen delen in de winst vanaf 1 januari 1999. 4. Beslissing dat deze 3.492 nieuwe aandelen van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, zullen uitgereikt worden in de ruilverhouding van één nieuw aandeel van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, tegen inlevering van 2,86 oude aandelen van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, overgenomen vennootschap. 5. Beslissing dat de goedkeuring van de volgende jaarrekening van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS” zal gelden als kwijting aan de bestuurders van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, voor de uitoefening van hun mandaat, tussen 1 januari 1999 en de verwezenlijking van de fusie. 6. Beslissing de boeken en documenten van de naamloze vennootschap “IMMOSOR” te bewaren op de zetel van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS” gedurende de door de wet voorziene termijnen. 7. Uitbreiding en aanpassing van het maatschappelijk doel met de activiteiten van de overgenomen vennootschap. 8. Schrapping in artikels 5 en 10 van alle bepalingen in verband met het toegestaan kapitaal. 9. Aanpassing van de statuten aan de voorgaande beslissingen en aan de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de vennootschappenwet. 10. Ontslag en benoemingen bestuurders. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (46626) De raad van bestuur.
Helven Constructie, naamloze vennootschap, Uilstraat 20A, 3500 Hasselt H.R. Hasselt 63902 — BTW 426.818.410 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Uitstel datum algemene vergadering van 07/069/1999 tot 21/06/1999. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van

de jaarrekening per 31/12/1998. 4. Decharge aan de bestuurders en afzonderlijke beslissing over de vergoedingen. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Divers. Zich schikken naar de statuten. (46627)

**Hendrik Ameloot, naamloze vennootschap,
Westover 11, 8690 Alveringem**

H.R. Veurne 33101 — BTW 444.605.438

Jaarvergadering op 18/06/99 om 19.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46628)

**H. Essers en zonen International Transport, naamloze vennootschap,
Geerstraat 32, 3941 Hechtel-Eksel**

H.R. Hasselt 38499 — BTW 401.296.720

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag en goedkeuringen in het kader van artikel 60 vennootschappenwetgeving; 2. Verslag van de bestuurders en de commissaris-revisor; 3. Goedkeuring van de enkelvoudige en de geconsolideerde jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor; 6. Statutaire benoemingen. (46629)

**Henri’s, société anonyme,
rue de Jumet 247, 6030 Marchienne-au-Pont**

R.C. Charleroi 178916 — NN 451.320.709

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19/06/99 à 17 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires Art. 7. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (46630)

**Henry Brasseur, société anonyme,
Thier du Vivier 85, 4845 Sart**

R.C. Verviers 63528 — T.V.A. 446.460.613

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement mandat administrateurs. 6. Divers. (46631)

**Het Kempisch Bouwfonds, naamloze vennootschap,
Industrieweg 3-5, 2330 Merksplas**

H.R. Turnhout 57334 — BTW 430.342.181

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21/06/99 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatbestemming. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Divers en varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46632)

**Himaste, naamloze vennootschap,
Broekstraat 35, 2890 Sint-Amands**

H.R. Mechelen 69760 — BTW 443.252.881

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46633)

**Hout De Groote, naamloze vennootschap,
Eekstraat 26, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 40816 — BTW 424.810.312

De aandeelhouders worden opgeroepen tot de gewone algemene vergadering, die zal doorgaan ten maatschappelijke zetel, op vrijdag 18/06/99 om 10 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. Voor de aanwezigheid bij de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften in de statuten. (46634)

**Huktra, naamloze vennootschap,
Koggenstraat 12, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 49596 — BTW 416.297.472

Jaarvergadering op 21/06/99 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46635)

**Hydrimo, société anonyme,
chaussée de Nivelles 148, 1420 Braine-l’Alleud**

R.C. Nivelles 538517 — T.V.A. 441.626.449

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social de la société le 19/06/99 à 18.00 H. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. Pour assister à l’assemblée, se conformer aux statuts. (46636)

**I.B., naamloze vennootschap,
Lievevrouwstraat 10, 2520 Ranst**

H.R. Antwerpen 310469 — BTW 437.544.234

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/06/99 te 20.00 u, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 2. Voorlezing verslag raad van bestuur. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 4. Kwijting Boekhoudkantoor. (46637)

**I.M.C.E., société anonyme,
rue du Nord 13, 6180 Courcelles**

R.C. Charleroi 168666 — T.V.A. 442.506.179

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46638)

 Immobilière A. Lechat, société anonyme, chaussée de Charleroi 25, 5070 Fosses-la-Ville	
Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46663)	
 Immobilière Azur, société anonyme, Pommelette 10, bte C, 4052 Beaufays	
R.C. Liège 170554	
Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 20.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission et nomination d’administrateur. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (46664)	
 Immobilière Créative Carolorégienne, en abrégé : « ICC », société anonyme, route de Gosselies 568, 6220 Heppignies	
R.C. Charleroi 162669 — T.V.A. 437.839.192	
L’assemblée se tiendra au siège social en date du 18/06/99 et aura pour ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (46665)	
 Immobilière du Grand Monchaut, société anonyme, rue du Monceau 18, 7911 Frasnes-les-Anvaing	
R.C. Tournai 80057	
L’assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 21/06/99, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrations. 5. Divers. (46666)	
 Immobilière Saint-Germain, société anonyme, rue Potaarde 147, 1080 Bruxelles	
Assemblée générale ordinaire le 17/06/99 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46667)	
 Immodorp, naamloze vennootschap, Baron de Vironlaan 60, bus 7, 1700 Dilbeek	
H.R. Brussel 600508 — BTW 436.200.189	
Jaarvergadering op 16/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (46668)	De raad van bestuur.

 Immogulpen, société anonyme, Gulpen 11, 4852 Hombourg (Plombières)	
R.C. Verviers 67782	
Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 20.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46669)	
 Immoluc, naamloze vennootschap, Industrieterrein “Klein Gent” Saffierstraat 5, bus 7, 2200 Herentals	
H.R. Turnhout 65962 — BTW 440.257.660	
De Jaarvergadering zal gehouden worden op 17/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46670)	
 “Immopah”, société anonyme, rue Devant les Grands Moulins 1-3, 4960 Malmedy	
R.C. Verviers 61055 — T.V.A. 439.108.409	
Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mardi 22 juin 1999 à 10 heures en l’étude du notaire Erwin Maraite à 4960 Malmedy, rue Abbé Peters n°32 aux fins de délibérer sur les propositions suivantes à l’ordre du jour : 1. Constatation de la réalisation de l’augmentation de capital décidée par l’assemblée générale du 10 mars 1999. 2. Constatation que la modification des articles 5,6 et 7 des statuts, décidée par la dite assemblée générale, est devenue définitive. Pour le dépôt des tites, se conformer aux statuts. (46671)	
 Immosor, naamloze vennootschap, Gouverneur Verwilghensingel 38, 3500 Hasselt	
H.R. Hasselt 44824 — BTW 412.679.867	
De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal plaats vinden op het kantoor van notaris Marc Jansen te Hasselt, 3510 Kermt, Diestersteenweg, 175, op donderdag 17 juni 1999 om 11u30.	
Agenda :	
1. Lezing en bespreking door de aandeelhoudes van hiernavolgende documenten waarvan zij kosteloos een afschrift kunnen bekomen : a) het fusievoorstel, opgesteld door de raad van bestuur op 29 april 1999, neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt op 4 mei 1999; b) het verslag van de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, § 1 van de Vennootschappenwet; c) het verslag van de bedrijfsrevisor over het fusievoostel, opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, §2 van de Vennootschappenwet.	
2. Beslissing tot fusie door overneming overeenkomstig het fusievoorstel van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, overgenomen vennootschap, met zetel te 3500 Hasselt, Gouverneur Verwilghensingel 38, door de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, met zetel te 3500 Hasselt, Gouverneur Verwilghensingel 38, en met het oog daarop ontbinding van de naamloze vennootschap “IMMOSOR” zonder vereffening.	
3. Beslissing dat 3.492 nieuwe aandelen van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, zullen uitgereikt worden, in de ruilverhouding van één aandeel van de naamloze vennootschap “GROUP SCHREURS”, overnemende vennootschap, tegen inlevering van 2,86 oude aandelen van de naamloze vennootschap “IMMOSOR”, overgenomen vennootschap.	

4. Beslissing dat de goedkeuring door de algemene vergadering der aandeelhouders van de overnemende vennootschap van de jaarrekening die zal opgemaakt worden na de fusie, kwijting zal inhouden aan de bestuurders van de overgenomen vennootschap, voor hun opdracht die zij vervuld hebben van 1 januari 1999 tot de verwezenlijking van de fusie.

5. Beslissing dat de voorgaande beslissingen onderworpen zijn aan de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van het voorstel tot fusie door de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de overnemende vennootschap.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten.
De raad van bestuur.

**Immossel, commanditaire vennootschap op aandelen,
Kasteelstraat 16, 1785 Merchtem**

H.R. Brussel 560296 — BTW 446.678.466

Jaarvergadering op 18/06/99 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46673)

**Immotel, naamloze vennootschap,
Zuid-Australiëstraat 42, 8760 Meulebeke**

H.R. Kortrijk 91726 — BTW 405.282.232

De raad van bestuur nodigt de aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 17/06/99 om 15 uur. De obligatiehouders kunnen eveneens aan de vergadering deelnemen. — Dagorde : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 29/12/1998 met bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (46674)

**Imprimerie Wagelmans, société anonyme,
rue Saint-Hadelin, 4600 Visé**

R.C. Liège 66980 — T.V.A. 403.930.467

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18/06/99, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat au 31/12/1998. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Renouvellement mandat administrateur. 6. Divers. (46675)

**Inberi, naamloze vennootschap,
Edgard Blancquaertstraat 21, 9030 Gent (Mariakerke)**

H.R. Gent 131632 — BTW 422.386.597

De algemene vergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 17 uur, te Gent/Mariakerke, Edgard Blancquaertstraat 21. — Agenda : 1. Verslag van de Raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1999. 3. Aanwending van het resultaat. 5. Rondvraag. Om de algemene vergadering bij te wonen zich schikken naar artikel 14 en volgende van de statuten. (46676)

**Inca Finishing Systems, naamloze vennootschap,
Zwevegemstraat 33A, 8553 Zwevegem (Otegem)**

H.R. Kortrijk 117281 — BTW 436.300.060

Jaarvergadering op 16/06/99 om 09.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46677)

**Indecor De Pauw, naamloze vennootschap,
Eurolaan 6, 9140 Temse**

H.R. Dendermonde 39936 — BTW 417.502.846

Jaarvergadering op 18/06/99 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders voor uitoefening van hun mandaat. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (46678)

**Indubema, naamloze vennootschap,
Kwarteldreef 4, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 57647 — BTW 430.877.166

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 21/06/99 om 16.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (46679)

**Indumed, naamloze vennootschap,
Krocussenpad 2 GV 2, 8300 Knokke**

H.R. Brugge 065794 — BTW 432.468.956

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de eerste jaarvergadering dd 21/05/1999, zal een tweede vergadering gehouden worden op 21/06/99 om 10.00, ten maatschappelijke zetel. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde deelbewijzen. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46680)

**Induscabel, société en commandite par actions,
chaussée de Bruxelles 376C, 6040 Jumet (Charleroi)**

R.C. Charleroi 133112 — T.V.A. 421.574.965

Assemblée générale ordinaire le 19/06/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46681)

**Informatique - Technologie - Formation, I.T.F., société anonyme,
chaussée M. Brunehault 366,
7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean)**

R.C. Mons 107879 — T.V.A. 426.485.343

Assemblée générale ordinaire le 17/06/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46682)

**Infothek, naamloze vennootschap,
Hermitagestraat 1, 8610 Kortemark**
H.R. Oostende 38599 — BTW 447.214.837

Jaarvergadering op 18/06/99 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
30/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46683)

**Inpro International Consultants, naamloze vennootschap,
Patrijzenlaan 34, 1910 Kampenhout**
H.R. Brussel 589718 — BTW 454.641.374

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die
zal gehouden worden op 17/06/99 om 18 uur, in de zetel van de
vennootschap. — Agenda : 1. Verslagen in het kader van Art. 60 Venn.
Wet. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Bestemming van het
resultaat. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 5. Kwij-
ting aan bestuurders. 6. Rondvraag. Voor wat het bijwonen van de
vergadering betreft, worden de aandeelhouders verzocht zich te
schikken naar de voorschriften van de statuten. (46684)

**Inter Estate, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 506, 3511 Kuringen**
H.R. Hasselt 60041 — BTW 424.301.061

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die
zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 17/06/99 om
18.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeu-
ring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het
resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (46685)

**Intermar, naamloze vennootschap,
Magnolialaan 3, 2950 Kapellen**
H.R. Antwerpen 247238 — BTW 427.529.379

Bericht aan de aandeelhouders. Betaling van een dividend.
Een bruto dividend ten bedrage van 60.000 BEF per aandeel zal tegen
afgifte van coupon nummer 1 uitbetaald worden aan de loketten van
J. Van Breda & C°, Plantin en Moretuslei 295 te 2140 Antwerpen, en dit
vanaf 16/06/99. (46686)

**Intralcor, naamloze vennootschap,
Hovenierstraat 30, bus 149, 2018 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 238598 — BTW 425.080.823

Jaarvergadering op 17/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur en Commissaris-Revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen.
5. Diversen. Zich richten naar de statuten. (46687)

**Investeringsmaatschappij Sollie-Daniels, naamloze vennootschap,
Pilatusveld 30, 1840 Londerzeel**

Jaarvergadering op 18/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestu-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46688)

**Investments Management & Planning, naamloze vennootschap,
Pontstraat 84, 9831 Deurle**
H.R. Gent 175947 — BTW 434.244.056

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op
18/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde :
1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening
per 30/06/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de
bestuurders. 5. Benoemingen bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar
de statuten. (46689)

**Investpa, naamloze vennootschap,
Berlaars 3, 9991 Adegem**
H.R. Gent 188217 — BTW 458.509.003

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die
zal gehouden worden op 16/06/99 te 18 uur, in de maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Bespreking balans en
resultatenrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwij-
ting bestuurders. 5. Divers. De aandeelhouders worden verzocht zich
te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46690)

**Isopton, société anonyme,
rue de la Montagne 64, 6000 Charleroi**
R.C. Charleroi 164622 — T.V.A. 439.169.280

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 19.00 H., au siège
social. — Ordre du jour : 1. Approbation comptes annuels au
31/12/1998. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. Se conformer aux statuts. (46691)

**Ivan Van Den Broeck, naamloze vennootschap,
Biest 4, 2960 Brecht**
H.R. Antwerpen 303781

De algemene vergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om
20 uur op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Verslag van de
raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming
van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich
schikken naar de statuten. (46692)

**J.C.K. Consult, naamloze vennootschap,
Guido Gezellestrat 39, 3290 Diest**
H.R. Leuven 94570 — BTW 458.302.333

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op
18/06/99 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag
van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per
31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de
bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de bepalingen van de
statuten. (46693)

**Jakavi, naamloze vennootschap,
Haverstraat 2, 8400 Oostende**
H.R. Oostende 52107 — BTW 455.048.873

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op
19/06/99, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de
raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46694)

Jansen Zandgroeve, naamloze vennootschap, Peerderstraat 26, 3990 Peer H.R. Hasselt 86568 — BTW 452.681.380 — De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone jaarlijkse algemene vergadering die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 18/06/99 om 18 uur, met als volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (46695) De raad van bestuur.

Jass, naamloze vennootschap, Vindictivelaan 14, bus 9a, 8400 Oostende Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Oostende, nr. 72 NN 440.375.050 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 20/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46696)

Jeba, naamloze vennootschap, Nijverheidslaan, 24, 3630 Maasmechelen H.R. Tongeren 63035 — BTW 442.195.977 — Jaarvergadering op 19/06/99 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Artikel 60. 2. Lezing van het jaarverslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. (46697)
--

J.L.S. Real Estate, naamloze vennootschap, Doornveld 1, bus 6, 1731 Zellik H.R. Brussel 445927 — NN 423.495.862 — Jaarvergadering op 19/06/99 te 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening, per 31.12.1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46698)
--

Joma, naamloze vennootschap, Blijpoel 19, te 9840 De Pinte H.R. Gent 168954 — BTW 449.835.619 — De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 21/06/99 om 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (46699)
--

Jomanda, naamloze vennootschap, Baillet Latourlei 121, 2930 Brasschaat H.R. Antwerpen 319461 — BTW 458.342.717 — Jaarvergadering op 17/06/99 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de Raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46700)
--

Josson-Watteyne, naamloze vennootschap, Elisabethplein 4/0301, 8670 Koksijde H.R. Veurne 34099 — Jaarvergadering op 18/06/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46701)
--

JPR Consulting Office - J.P.R.C.O., société anonyme, rue de Bourgogne 30, 4452 Juprelle R.C. Liège 165262 — MM. les actionnaires sont invités à se présenter, muni de leurs titres, à l’AGO qui se tiendra le 17/06/99 au siège social rue de Bourgogne, 30, 4452 Wihogne à partir de 17 h. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux Administrateurs. 5. Divers. (46702)

Keninvest, commanditaire vennootschap op aandelen, Brusselsesteenweg 474, 9230 Wetteren H.R. Dendermonde 245 — Jaarvergadering op 19/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46703)

Koffiebranderij Rom, naamloze vennootschap, Sint-Annastraat 9, 3050 Oud-Heverlee H.R. Leuven 68563 — BTW 430.039.404 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46704)
--

Kolmont, naamloze vennootschap, Leuvensesteenweg 1210, 1200 Brussel H.R. Brussel 564577 — BTW 431.624.462 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 18/06/99 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. Bestemming van het resultaat. Kwijting bestuurders. Benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (46705)

Kopeghy, naamloze vennootschap, Schurhovenveld 1020/104, 3800 Sint-Truiden H.R. Hasselt 60432 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46706)

**K.Z.W., naamloze vennootschap,
Erkstraat 67, 3930 Hamont**

H.R. Hasselt 82755 — BTW 449.144.048

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 18 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van Bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Divers. (46707)

**L.B. Holding, société anonyme,
avenue Delleur 18, 1170 Bruxelles-17**

R.C. Bruxelles 607980 — T.V.A. 443.627.619

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 18/06/99 à 14 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Nomination d'un commissaire-réviseur. 5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 6. Démissions et nominations d'administrateurs. 7. Divers. (46708)

**La Bergerie de Lives-sur-Meuse, société anonyme,
rue de Mosanville 100, 5101 Lives-sur-Meuse**

R.C. Namur 56742 — T.V.A. 414.365.984

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 21/06/99 à 15 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Communication en vertu de l'article 60 des Lois Coordinées sur les Sociétés Commerciales. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (46709)

**La Chasse, naamloze vennootschap,
Naamsesteenweg 500, 3001 Heverlee**

H.R. Leuven 94002

Jaarvergadering op 16/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46710)

**Laennec, naamloze vennootschap,
Warschaustraart 8, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 34307 — NN 418.651.406

De jaarvergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 15.00 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Kwijting raad van bestuur. 4. Continuïteit. (46711)

**Landbouwexploitatie Danneels J., naamloze vennootschap,
Steenstraat 74, 8434 Middelkerke**

H.R. Oostende 32788 — BTW 442.385.821

Jaarvergadering op 21/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46712)

Le Condorcet, société anonyme,
rue de Jumet 76, 6041 Gosselies

R.C. Charleroi 163800 — NN 438.636.473

L'assemblée se tiendra au siège social de la société en date du lundi 21/06/99 à 18 heures et aura pour ordre du jour : 1. Lecture et approbation du rapport de gestion. 2. Lecture et approbation des comptes annuels au 30 juin 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Perspectives de continuité de la société. (46713)

**Le Flandre Namur, société anonyme,
place de la Station 14, 5000 Namur**

R.C. Namur 57881 — T.V.A. 434.190.113

L'assemblée générale se tiendra le 18/06/99 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46714)

**Le Midi, société anonyme,
rue du Midi 7-9, 4800 Petit-Rechain**

R.C. Verviers 68684 — T.V.A. 458.781.789

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46715)

**Leanca, naamloze vennootschap,
Broekstraat 212, 9220 Hamme**

H.R. Dendermonde 44084 — BTW 438.957.662

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 19.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/01/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (46716)

Lemaire Andre, société anonyme,
rue du Fayais 4, 4950 Waismes

R.C. Verviers 49956 — T.V.A. 422.373.137

Assemblée générale ordinaire le 19/06/99, à 14h00 au siège social. —
Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation
comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux
administrateurs. 5. Divers. (46717)

**Leona Verzekeringen, naamloze vennootschap,
Rijksweg 259, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 65538

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21/06/99 te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Varia. (46718)

Les Autobus Geenens, société anonyme, rue de Tournai 116, 7972 Quevaucamps T.V.A. 402.496.154 — Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Ratification démission et nomination. 4. Divers. (46719)

LLB, naamloze vennootschap, Brandepoelstraat 37, 3570 Alken H.R. Tongeren 79884 — BTW 457.488.226 — De jaarvergadering zal gehouden worden op 18/06/99 om 18.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. Kwijting aan de bestuurders. Ontslagen en benoemingen. Bezoldigingen. De raad van bestuur. (46720)
--

Loca Noel, société anonyme, avenue Albert 1er 59, 5070 Fosses-la-Ville R.C. Namur 68772 — T.V.A. 454.021.366 — Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 16.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46721)

Lodewijckx, naamloze vennootschap, Donk 163, 2400 Mol H.R. Turnhout 62047 — BTW 437.163.558 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Divers. Zich richten naar de statuten. (46722)
--

Logideco, société anonyme, rue Emile Claus 46, 1050 Bruxelles — Assemblée Générale statutaire du 19/06/99, à 11 heures, dans les bureaux de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Divers. (46723)
--

Lonki, naamloze vennootschap, Frankrijklei 10, 9140 Temse H.R. Brussel 570627 — BTW 449.969.142 — Jaarvergadering op 17/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Verslag commissaris revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Benoemingen. 6. Kwijting bestuurders. 7. Kwijting commissaris revisor. 8. Varia. (46724)

Louis Maes International, naamloze vennootschap, Sint-Martens Ommegangstraat 25, 9220 Moerzeke H.R. Dendermonde 41265 — BTW 431.483.120 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 17.00 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Lezing verslag raad van bestuur. 2. Lezing verslag commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/12/1998. 4. Kwijting bestuurders. 5. Kwijting commissaris-revisor. 6. Herbenoeming bestuurders. 7. Herbenoeming commissaris-revisor. 8. Divers. (46725)

M.B. Mode’s, société anonyme, avenue Blonden 44/032, 4000 Liège R.C. Liège 197577 — T.V.A. 433.274.551 — Assemblée générale ordinaire prévue statutairement le 28 mai 1999 reportée au 17 juin 1999 à 11 heures suite à un problème informatique, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Démissions et nominations. 5. Rapport du Conseil d’Administration. 6. Divers. (46726)

Machinehandel B. Bos, naamloze vennootschap, Kruinstraat 3, 9160 Lokeren H.R. Sint-Niklaas 45198 — BTW 432.608.221 — De jaarvergadering zal gehouden worden op 18/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46727)
--

Maconef, naamloze vennootschap, Pieter De Nefstraat 41, bus 5, 2300 Turnhout H.R. Turnhout 66904 — BTW 444.069.364 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46728)
--

Maessen, naamloze vennootschap, Anker 1, 9260 Wichelen H.R. Dendermonde 28257 — BTW 408.319.025 — Jaarvergadering op 21/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46729)
--

Maison Buisseret, société anonyme, rue des Clarisses, 10, 4000 Liège R.C. Liège 124345 — T.V.A. 415.675.880 — Les actionnaires sont priés d’assister à l’Assemblée Générale Extraordinaire de la société qui se tiendra le mercredi 16 juin 1999 à 19 heures, en l’Etude du Notaire Georges DELVAUX, rue du Pont de Wandre, 105, à 4020 Liège (Wandre). — Ordre du jour : 1. Augmentation du capital par incorporation d’une somme de 1.000.000 BEF à prélever sur le bénéfice reporté. 2. Mise en concordance des statuts. 3. Constatation de la réalisation effective de l’augmentation de capital. 4. Pouvoirs à conférer au Conseil d’Administration pour l’exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent. Pour assister à l’Assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (46730)
--

**Maison Guillaume, société anonyme,
rue Communale 44, 1083 Ganshoren**
R.C. Bruxelles 5759 — T.V.A. 403.510.397
—

Assemblée Générale Ordinaire du 19/06/99 à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes Annuels arrêtés au 31/12/1998. 2. Affectation du Résultat. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Prononciation sur article 103. 6. Divers. (46731)

**Maite Jeans Store, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 29, 9160 Lokeren**
H.R. Sint-Niklaas 50572 — BTW 446.540.785
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19/06/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46732)

**Maldoy, naamloze vennootschap,
Stevoortse Kiezel 7-9, 3511 Hasselt**
H.R. Hasselt 1128 — BTW 401.328.293
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 19/06/99 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (46733)

**Marebel, naamloze vennootschap,
Koninklijke Baan 181, 8670 Koksijde**
H.R. Veurne 34056 — NN 448.670.332
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. Zich richten naar de statuten. (46734)

**Master Business, société anonyme,
rue du Petit Berchem 73, 1082 Bruxelles-8**
R.C. Bruxelles 561957 — BTW 448.315.984
—

L’assemblée générale se tiendra le 21/06/99 à 11.00 H., en l’Etude du Notaire Philippe Verlinden, 14 Place du Petit Sablon, 1000 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Augmentation capital. 6. Modification raison sociale. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (46735) Le conseil d’administration.

**Matchroom Schijnpoot, naamloze vennootschap,
Schijnpootweg 53, 2060 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 248665 — BTW 427.804.939
—

Jaarvergadering op 16/06/99 om 15u, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (46736)

**Medin, naamloze vennootschap,
Beemden 9, 1840 Londerzeel**
H.R. Brussel 700665 — BTW 429.541.932
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 18/06/99 te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (46737)

**Melody Invest, société anonyme,
avenue Marie José 26, Binche**
R.C. Charleroi 552169
—

L’assemblée générale ordinaire aura lieu le lundi 21/06/99 à 13 h, au siège de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d’Administration. 2. Adoption des comptes au 31/12/1998. 3. Affectation des résultats. Dépôt des titres aux siège social. (46738)

**Melosport, naamloze vennootschap,
Herestraat 50, 3520 Zonhoven**
H.R. Hasselt 87468 — BTW 453.395.123
—

Jaarvergadering, op 18/06/99 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46739)

**Metco, société anonyme,
avenue Cinq Bonniers 13, 1150 Bruxelles**
R.C. Bruxelles 535.517 — T.V.A. 440967641
—

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mercredi 16/06/99 à 17 h. au siège social avec l’ordre du jour suivant : 1. Approbation des comptes annuels établis au 31/12/1998. 2. Approbation du rapport du conseil d’administration. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Nomination & Démission administrateur. 6. Divers. (46740)

**Meubelhuis Van Leuven, naamloze vennootschap,
Hoogstraatsesteenwg 106, 2310 Rijkevorsel**
H.R. Turnhout 11004 — BTW 413.853.270
—

De algemene vergadering heeft plaats op 17/06/99 te 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Divers. Zich schikken naar art 23 van de statuten. (46741)

**Mister Super Car Wash, naamloze vennootschap,
Hertenlaan 25, 1560 Hoeilaart**
H.R. Brussel 493122 — BTW 428.825.815
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd om deel te nemen aan de gewone algemene vergadering die zal plaats vinden op donderdag 17/06/99 om 15.00 uur en dit op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (46742)

 Molens Vandenschrieck, naamloze vennootschap, Barakkenbergstraat 14, 1540 Herfelingen H.R. Brussel 537865 — BTW 441.357.126 — De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergade- ring op 18/06/99 om 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders. 5. Varia. (46743)
 Molle Assureurs Conseils, société anonyme, rue Jules Destrée 365, 7390 Quaregnon R.C. Mons 106044 — Assemblée générale ordinaire le 17/06/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46744)
 Mona Lisa, naamloze vennootschap, Graaf de Theuxlaan 25, bus 2, 3550 Heusden-Zolder H.R. Hasselt 92244 — BTW 456.182.981 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 21/06/99 om 19 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en beslissing over hun vergoedingen. 5. Statutaire ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (46745)
 Mondial Euro Trading, naamloze vennootschap, Holsteenweg 57, 3520 Zonhoven H.R. Hasselt 79901 — BTW 444.456.275 — Jaarvergadering op 18/06/99., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46746)
 Morren Motor, naamloze vennootschap, Luikersteenweg 131, 3800 Sint-Truiden H.R. Hasselt 40303 — BTW 406.164.140 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering op 19/06/99, 15 uur, ten maatschap- pelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goed- keuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Verlenen van kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (46747)
 Mostmans-Beheer, commanditaire vennootschap op aandelen, Weeldestraat 83, 2381 Weelde H.R. Turnhout 75294 — De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergade- ring bij te wonen, die zal gehouden worden op 19/06/99 om 20.00 uur in de kantoren der firma, Weeldestraat 83, 2381 Ravels (Weelde). — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Nazicht en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Décharge aan bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de vergadering te worden toegelaten, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 24 van de statuten. De neerlegging van de aandelen moet geschieden in de maatschappelijke zetel. (46748) De raad van bestuur.

 Muridee, naamloze vennootschap, Menenstraat 508, 8560 Wevelgem H.R. Kortrijk 93605 — BTW 417.469.093 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Divers. Zich richten naar de statuten. (46749)
 Natale, naamloze vennootschap, Laar 7, 2370 Mol H.R. Turnhout 57029 — BTW 430.118.685 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 19/06/99 om 15.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeu- ring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (46750)
 Ndako, burgerlijke vennootschap onder de vorm van een naamloze vennootschap, Kortrijksestraat 326, 8930 Menen Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 478 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 17/06/99, om 14 uur, ter zetel van bestuur; Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (46751) De raad van bestuur.
 Neven-Lemmens Plastics, naamloze vennootschap, Hertenstraat 32, 3831 Wellen H.R. Tongeren 34610 — De jaarvergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 10.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Lezing jaarverslag en verslag van commissaris-revisor. 2. Bespreking en goedkeuring jaar- rekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Bezoldig- ingen. (46752)
 Niblo, naamloze vennootschap, Weerstersteenweg 94, 3680 Maaseik H.R. Tongeren 60496 — BTW 429.291.712 — Jaarvergadering op 21/06/99, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwij- ting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46753)

 Nicoluc, naamloze vennootschap, Industrieterrein "Klein Gent", Saffierstraat 5, bus 7, 2200 Herentals H.R. Turnhout 62432 — BTW 437.628.960 — De algemene vergadering heeft plaats op 16/06/99 te 20 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (46754)
--

 Nivelles-Auto, société anonyme, en liquidation, allée du Jacquemart 4, bte 80, 1400 Nivelles R.C. Nivelles 39292 — T.V.A. 416.491.769 — L'assemblée se tiendra le samedi 18/06/99 à 16 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du liquidateur. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Motif de la prolongation de la liquidation. 5. Décharge au liquidateur. 6. Divers. Dépôt des titres 5 jours francs avant l'assemblée, au siège social. (46755)

 Noel Decor, naamloze vennootschap, Hasseltsesteenweg 500, 3700 Tongeren H.R. Tongeren 68892 — BTW 442.004.353 — Jaarvergadering op 18/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46756)

 Nouws, naamloze vennootschap, Jos Tilborghsstraat 87, 2920 Kalmthout H.R. Antwerpen 322656 — BTW 460.468.007 — De algemene vergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 20.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (46757)
--

 Nuyens Beheer, commanditaire vennootschap op aandelen, steenweg op Ravels 150, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 78947 — De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergade- ring bij te wonen die zal gehouden worden op 19/06/99 om 20.00 uur in de kantoren der firma, Steenweg op Ravels 150, 2360 Oud-Turn- hout. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Nazicht en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Décharge aan bestuurders. 5. Diverse. Om tot de vergadering te worden toegelaten, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 22 van de statuten. De neerlegging van de aandelen moet geschieden in de maatschappelijke zetel. (46758) De raad van bestuur.
--

 O.V.I.P. Beheer, naamloze vennootschap, Ieperstraat 48, 8930 Menen H.R. Kortrijk 128982 — Jaarvergadering op 17/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46759)

 Oeterdal Immobiliën, naamloze vennootschap, Berckmansstraat 83, 1060 Brussel H.R. Brussel 590222 — NN 434.835.558 — De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal plaats hebben ten maatschappelijke zetel op 19/06/99 te 10h00. — Dagorde : 1. Verslag van raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Verwerking van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Beslissing voortbestaan vennoot- schap (art. 103 GWHV). (46760)
--

 Omnicon, naamloze vennootschap, Tibourstraat 12, 2560 Nijn H.R. Mechelen 76925 — BTW 442.063.939 — Algemene vergadering der aandeelhouders op 17/06/99 te 18 uur op de zetel van de vennootschap te 2560 Nylen, Tibourstraat 12 Dagorde : 1. Goedkeuring van deze laattijdig gehouden algemene vergadering. 2. Lezing van het verslag van de raad van bestuur. 3. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening, per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Geven van kwijting aan de bestuurders 6. Vergoeding van het kapitaal en vergoeding van de bestuurders. 7. Rondvraag. (46761)

 Osfa, naamloze vennootschap, Vismijnlaan 3, 8400 Oostende H.R. Oostende 48789 — BTW 425.047.961 — De aandeelhoudes worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 22/06/99, om 16 u, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46762)
--

 P & L, naamloze vennootschap, Heldenhuldelaan 62, 2640 Mortsel H.R. Antwerpen 297865 — BTW 449.387.637 — Jaarvergadering op 17/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar- rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur. 5. Benoeming/ontslag bestuurders. Zich richten naar de statu- ten. (46763)

 P & M Invest Compagnie, naamloze vennootschap, Scheestraat 1, 1750 Lennik H.R. Brussel 594090 — BTW 455.292.660 — Jaarvergadering op zaterdag 17/06/99, om 15 uur, ten zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998; 3. Bestemming van het resul- taat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar des statuten. (46764)
--

 P.O.M., naamloze vennootschap, Noordzeestraat 201, 8380 Zeebrugge H.R. Brugge 74854 — BTW 445.009.670 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Toepassing van art. 60 Venn.W. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (46765)
--

**“Parc Paradisio”, société anonyme,
7940 Brugelette (ex Cambron-Casteau),
au Château de Cambron**

R.C. Mons 85196 — T.V.A. 406.834.628

Les actionnaires sont invités à assister à l’assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l’étude du notaire Jean-Luc INDEKEU, à Bruxelles, 11, rue du Congrès, le 18 juin 1999, à 9h00, avec l’ordre du jour suivant : 1. Rapports du conseil d’administration et du commissaire-reviseur (reviseur d’entreprises) établis conformément à l’article trente-quatre bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales justifiant la suppression du droit de souscription préférentielle dans le cadre de l’augmentation de capital dont question au point 6. de l’ordre du jour. 2. Rapport du conseil d’administration établi conformément à l’article septante et un des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et concernant les droits respectifs d’actions, titres ou parts représentatifs ou non du capital exprimé. 3. Echange des deux mille trois cent huit actions émises lors de l’augmentation de capital du vingt-sept décembre mil neuf cent nonante-cinq contre deux mille six cent trente actions ordinaires en tout semblables aux actions ordinaires existantes et échange des huit parts bénéficiaires existantes contre mille trois cent quarante-quatre parts bénéficiaires nouvelles dans la proportion d’une part bénéficiaire ancienne pour cent soixante-huit parts bénéficiaires nouvelles. 4. Sous la condition suspensive de l’adoption du point 3. ci-avant, échange des vingt-deux mille deux cent quarante-quatre actions ordinaires contre six cent soixante-sept mille trois cent vingt actions nouvelles dans la proportion d’une action ancienne pour trente actions nouvelles et échange des mille trois cent quarante-quatre parts bénéficiaires contre quarante mille trois cent vingt parts bénéficiaires nouvelles dans la proportion d’une part ancienne pour trente parts nouvelles. 5. Conversion du capital social en euro, celui-ci étant désormais fixé à quatre millions sept cent neuf mille neuf cent septante-six virgule nonante-sept euros et adaptation en conséquence de l’article cinq des statuts. 6. a. Décision d’augmentation du capital social à concurrence de maximum dix millions quatre cent onze mille cinq cent vingt-huit virgule zéro quatre euros, primes d’émissions incluses, par la création d’un maximum de quatre cent quatre-vingt-neuf mille sept cent trente-neuf actions nouvelles, avec strips-VVPR attachés sans mention de valeur nominale, identiques et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions ordinaires existantes. Suppression du droit de souscription préférentielle des actionnaires existants à l’occasion de cette augmentation de capital. Les actions nouvelles devront être souscrites en espèces et entièrement libérées au prix de minimum de sept virgule zéro six euros majoré de la prime d’émission à fixer par les administrateurs qui seront mandatés à cette fin en vertu du point 7. de l’ordre du jour. Détermination des autres modalités de la souscription. b. Décision d’affecter la différence entre le montant de la souscription et le montant de l’augmentation de capital à un compte indisponible dénommé “primes d’émission” qui constituera à l’égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l’assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour la réduction du capital, sous réserve de son incorporation au capital par le conseil d’administration dans le cadre du capital autorisé. c. Sous la condition suspensive de la réalisation de l’augmentation de capital décidée ci-avant, décision d’augmenter une seconde fois le capital social par incorporaton au capital des primes d’émission des actions nouvelles émises dans le cadre de la première augmentation de capital. 7. Pouvoirs à conférer au conseil d’administration à l’effet : i. de fixer le prix et les conditions d’émission des actions nouvelles émises dans le cadre de l’augmentation de capital; ii. d’établir et de publier le prospectus relatif à l’émission dès que seront obtenues les approbations requises; iii. d’exécuter les décisions prises par la présente assemblée, représenter la société devant toutes administrations ou autorités publiques concernées par l’émission; iv. d’assurer la réalisation de l’augmentation de capital; v. de constater la réalisation des souscriptions; vi. de faire constater authentiquement la réalisation de l’augmentation de capital dans les quinze jours de la clôture définitive de l’offre publique de souscription et de faire constater la modification aux statuts qui en résulte; vii. de pourvoir à l’émission des actions nouvelles aux conditions fixées, et de pourvoir à l’échange des actions auprès de la société; viii. de procéder aux publications et informations requises et en général de faire le nécessaire pour assurer la bonne fin de l’opération et pour exécuter les résolutions prises; ix. de constater la réalisation de la deuxième augmentation de capital par l’incorporation des primes d’émission, sans création d’actions nouvelles. 8. Rapport du conseil d’administration établi conformément à l’article trente-trois bis des lois

coordonnées sur les sociétés commerciales justifiant l’autorisation du recours au capital autorisé. 9. a. Sous la condition suspensive de la réalisation des augmentations de capital dont question ci-avant nouvelle autorisation conférée au conseil d’administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois à concurrence d’un montant maximum de treize millions d’euros. b. Pouvoirs à conférer au conseil d’administration aux fins de faire constater authentiquement la modification aux statuts résultant du point 9.a. ci-avant. 10. Mention du caractère de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l’épargne et adaptation en conséquence de l’article un des statuts.

11. Modifications aux statuts pour : Article un : Remplacer la première phrase de cet article par la phrase suivante : “La société est une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l’épargne.” Article deux : Remplacer le deuxième alinéa de cet article par le texte suivant : “Le siège social peut être transféré en tout autre lieu de Belgique par décision du conseil d’administration.” Article cinq : Remplacer le dernier alinéa de cet article par le texte suivant : “Lors de l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du huit avril mil neuf cent nonante-trois ont été créées huit parts bénéficiaires non représentatives du capital social; l’assemblée générale du 18 juin mil neuf cent nonante-neuf a décidé d’abord l’échange de ces huit parts bénéficiaires contre mille trois cent quarante-quatre parts bénéficiaires nouvelles et a décidé ensuite l’échange des mille trois cent quarante-quatre parts bénéficiaires contre quarante mille trois cent vingt parts bénéficiaires nouvelles.” Article cinq bis : Est ajouté, libellé comme suit : “Toute personne physique ou morale qui possède ou acquiert des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de voter, doit déclarer à la société et à la commission bancaire et financière le nombre de titres qu’elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de cinq pour cent ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration. La même déclaration doit être faite en cas d’acquisition additionnelle de titres visés au premier paragraphe, lorsqu’à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres que ladite personne possède atteignent une quotité de dix pour cent (10), de quinze pour cent (15) et ainsi de suite par tranche de cinq pour cent (5). La même déclaration doit être faite en cas de cession de titres lorsque, à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en deçà d’un des seuils précités. Sont ajoutés aux titres possédés, acquis ou cédés par une personne, les titres possédés, acquis ou cédés par (i) un tiers agissant en nom propre, mais pour le compte de ladite personne, (ii) une personne physique ou morale liée à ladite personne et (iii) un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte d’une personne physique ou morale liée à ladite personne. De même, sont additionnés les titres possédés, acquis ou cédés par les personnes qui agissent de concert pour l’acquisition, la détention ou la cession de titres auxquels sont attachés cinq pour cent (5) au moins des droits de vote. Les dispositions qui précèdent sont régies par la loi du deux mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf, “relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d’acquisition”.” Article neuf : - à la première phrase après les mots “soit nominatives” ajouter les mots “soit dématérialisées” - in fine ajouter la phrase suivante : “L’action dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d’un établissement agréé; l’action inscrite en compte se transmet par virement de compte à compte.” Article douze : Remplacer le texte de cet article par le texte suivant : “La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres, par décision du conseil d’administration. Celui-ci détermine le type et le taux de l’intérêt, le mode et l’époque de l’amortissement et du remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celles-ci, ainsi que toutes autres conditions de leur émission. Les obligations au porteur sont signées par deux administrateurs; l’une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes.” Article quatorze : Remplacer le texte de cet article par le texte suivant : “Conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le conseil d’administration est autorisé, sans autre décision de l’assemblée générale, dans les limites prévues par la loi et pour une période de trois ans à dater de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la modification des statuts décidée par l’assemblée générale extraordinaire du mil neuf cent nonante-neuf, à acquérir, échanger et/ou aliéner en Bourse ou de toute autre manière, des actions propres de la société en vue de lui éviter un dommage grave et imminent. En outre, conformément aux lois précitées le conseil d’administration est

**Prabo Invest, naamloze vennootschap,
Odon Warlandlaan 63/65, 1090 Brussel**

H.R. Brussel 557120

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 17/06/99, te 19 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Divers. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46773)

**Prabo Products, naamloze vennootschap,
Odon Warlandlaan 63, 1090 Brussel**

H.R. Brussel 512517 — BTW 435.851.385

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 17/06/99, te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Divers. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46774)

**Prinsca, société anonyme,
rue du Hautmont 37a, 1421 Ophain-Bois-Seigneur-Isaac**

R.C. Nivelles 58749 — T.V.A. 432.787.076

Assemblée générale ordinaire le 21/06/99, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Points divers. (46775)

**Proditel, naamloze vennootschap,
Monnikenwerve 17-19, 8000 Brugge**

H.R. Brussel 495847 — BTW 431.947.037

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46776)

**Promindustria, société anonyme,
chaussée de Louvain 484, 5004 Bouge**

R.C. Namur 470979 — T.V.A. 427.344.287

L'assemblée générale se tiendra le 18/06/99 à 10 heures au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Démission et nomination. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46777)

**Provitec, naamloze vennootschap,
Maastrichterstraat 111, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 76234 — BTW 440.600.427

Jaarvergadering op 18/06/99 om 19.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46778)

**R.D.C., naamloze vennootschap,
Halense Baan 30, 3390 Sint-Joris-Winge**

H.R. Leuven 78306 — BTW 442.735.417

Jaarvergadering op 19/06/99 om 19.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei.
Zich richten naar de statuten. (46779)

**R.D.S. - Invest, naamloze vennootschap,
Geraadsbergsestraat 177, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 65698

De aandeelhouders worden verzocht de algemene jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op vrijdag 18/06/99 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Winstverdeling. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (46780)

**R.N. Isolation - Isolatie - Insulation,
en abrégé : « R.N.I. », société anonyme,
Parc Industriel 5, 4400 Ivoz-Ramet**

R.C. Liège 171273 — T.V.A. 439.331.905

Assemblée générale ordinaire le 16/06/99 à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Rapport du Commissaire. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs et Commissaire. 6. Démission et nomination. 7. Divers. (46781)

**Rassart Immo, société anonyme,
chaussée de Charleroi 69-71, 6060 Charleroi**

R.C. Charleroi 162163

Assemblée générale ordinaire le 19/06/99 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (46782)

**Recode, société anonyme,
rue Comte d'Ursel 1, 6940 Durbuy**

T.V.A. 444.535.756

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 13.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46783)

**Relo-Invest, naamloze vennootschap,
Sint-Pancratiuslaan 44, 1933 Sterrebeek**

H.R. Brussel 577496

Jaarvergadering op 17/06/99 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46784)

 Rema, naamloze vennootschap, Binnenvaartstraat 13, 3530 Houthalen H.R. Hasselt 63093 — BTW 427.810.481 — De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 18/06/99 om 20.00 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46785)
--

 Rema 1, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 180 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 13.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46786)

 Rema 2, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 181 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 12.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46787)

 Rema 3, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 182 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 11.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46788)

 Rema 4, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 183 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 15.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46789)

 Rema 5, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 184 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden woren op zaterdag 19/06/99 om 14.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46790)
--

 Remaut Verzekeringen, naamloze vennootschap, Stationsstraat 111, 8880 Ledegem H.R. Kortrijk 126945 — Jaarvergadering van 17/06/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46791)
--

 Remo Milieubeheer, naamloze vennootschap, Kapelstraat 17, 3590 Diepenbeek H.R. Hasselt 39795 — BTW 401.342.151 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 17/06/99 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor en beslissing over hun vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Diversen. (46792)

 Roelandt gebroeders, naamloze vennootschap, Petrusstraat 4, 9130 Kieldrecht H.R. Sint-Niklaas 33822 — BTW 413.696.090 — De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (46793)
--

 Roes Eric, naamloze vennootschap, Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout H.R. Turnhout 65543 — De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 10.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders.5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46794)

**Rose Home, naamloze vennootschap,
Zandstraat 22, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 356

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19/06/99 om 14.15 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46795)

**Société anonyme de Gestion Monsel,
rue du Prince Royal 59, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 442872 — T.V.A. 422.956.127

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se tiendra en l'étude du Notaire Guy CAEYMAEX à 1000 Bruxelles, rue Van Orley, 1, le 18 juin 1999, à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Réduction du capital à concurrence de trente millions cent nonante-neuf mille cent quarante francs (30.199.140 BEF), pour le ramener de cent huit millions six cent trente mille francs (108.630.000 BEF) à septante-huit millions quatre cents trente mille huit cent soixante francs (78.430.860 BEF), sans annulation de titres par remboursement à chaque action d'une somme en espèces de deux mille sept cent quatre-vingts francs (2.780 BEF).

But de la réduction du capital : restructuration du capital libéré par prélèvement sur les liquidités excédant les nécessités économiques de l'entreprise.

2. Constatation de la réalisation effective de la réduction du capital.

3. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec le nouveau montant du capital et pour compléter l'historique du capital.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises avec faculté de subdélégation.

5. Pouvoirs pour procéder aux modifications à l'immatriculation au Registre de Commerce.

Pour pouvoir participer à l'assemblée, les actionnaires devront, conformément à l'article 26 des statuts, déposer leurs titres au porteur, soit au siège social, soit à la Générale de Banque, Agence Louise, 58, avenue Louise à 1050 Bruxelles. (46796)

**Sablon Invest, société anonyme,
avenue du Dirigeable 9, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 618652

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes au 31 décembre 1998 et affectation du résultat. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Divers.

(46797)

**Salerno, naamloze vennootschap,
steenweg op Brussel 681, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 589149 — BTW 453.860.228

Jaarvergadering op 19/06/99, op de zetel. — Dagorde : 1. Lezing van het rapport bestuursraad. 2. Goedkeuring balans. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. (46798)

**Saubleins Immo, société anonyme,
rue Wattelar 18, 6040 Charleroi (Jumet)**

R.C. Charleroi 147325

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18/06/99 à 15 heures au siège social. —
Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux Administrateurs. Dépôt des titres 5 jours ouvrables au moins avant la date de l'Assemblée.
(46799) Le conseil d'administration.

**Sauda, société anonyme,
rue des Fripiers 15/338, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 51365 — BTW 426.313.713

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46800)

**Schelse Vishal, naamloze vennootschap,
Wolfstraat 14A, 2870 Puurs**

H.R. Mechelen 78413 — BTW 454.572.781

Jaarvergadering op 17/06/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag en bijzonder verslag van de raad van
bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag; De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de
bepalingen van de statuten. (46801)

**Scherpereel & zoon, naamloze vennootschap,
Bontestierstraat 20, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 119539 — BTW 438.655.576

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19/06/99 te 11 uur op de zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge aan de bestuurders. 5. Allerlei. (46802)

**Sentinel, naamloze vennootschap,
Bodemstraat 12, 3830 Wellen**

BTW 422.901.687

De jaarvergadering zal gehouden worden op 21/06/99 om 15.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Ontslagen en benoemingen. (46803)

**Service Technique Maintenance Bâtiment, société anonyme,
allée du Jacquemart 4, bte 18, 1400 Nivelles**

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour participer à l'assemblée, voir statut. (46804)

**Servjanes, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 105, 3940 Hechtel**
H.R. Hasselt 73353 — BTW 437.058.739

Jaarvergadering op 18/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoem-
ing bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46805)

**Société anonyme “Seven Days”,
rue de la Vieille Espérance 30, 4100 Seraing**
T.V.A. 455.617.710

Convocation à l’assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se
tiendra le vendredi 18/06/99 à 18 heures au siège social de la
société. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d’administration sur
les opérations de l’année 1998. 2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (46806)
5. Divers.

**Sicar, société anonyme,
route de Mons 16, 6020 Dampremy**
R.C. Charleroi 169737 — T.V.A. 443.787.866

Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 19.00 H., au siège
social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d’Administration.
2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du
résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux
statuts. (46807)

**Sicodis, société anonyme,
avenue de la Résistance 344, 4630 Soumagne**
R.C. Liège 177015 — T.V.A. 444.609.693

L’assemblée générale ordinaire se réunira le 16/06/99 à 10h00 au
siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil
d’administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998.
3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au
commissaire-réviseur. 5. Nominations. 6. Divers. (46808)

**Sima, société anonyme,
place du Rinsdelle 29, 1040 Bruxelles-4**
R.C. Bruxelles 318762 — T.V.A. 401.916.827

MM. les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale
ordinaire de la société qui se tiendra le 17/06/99 à 11 heures, au siège
social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Président du Conseil d’Admi-
nistration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/03/1999. 3.
Décharge aux administrateurs. Dépôt des titres, au moins cinq jours
avant l’assemblée, à la Banque “KREDIETBANK”, agence Chasse,
avenue d’Auderghem 313 à 1040 Bruxelles (46809)

**Simeci, société anonyme,
route de Mons 16, 6020 Dampremy**
R.C. Charleroi 169738 — T.V.A. 443.777.473

Les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire
qui se tiendra le 18/06/99 à 18 heures au siège social. — Ordre du
jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Lecture du rapport du
commissaire-réviseur. 3. Discussion des comptes annuels arrêtés au
31/12/1998. 4. Approbation des comptes annuels. 5. Décharge aux
administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Démission - Nominat-
ions. Se conformer aux statuts. (46810)

**Sleurs Industries, naamloze vennootschap,
Vinkenstraat 18, 2490 Balen**
H.R. Turnhout 47272 — BTW 421.269.317

De heren aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering
bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatshebben op
18/06/99 om 16.00 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het
resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Statutaire
benoemingen. 6. Divers. Zich schikken naar de statuten. (46811)

**Solaner, naamloze vennootschap,
Poolse Winglaan 38, 9051 Gent**
H.R. Gent 941

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die
zal gehouden worden op 19/06/99 te 14u00, in de maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Bespreking balans en
resultatenrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwij-
ting bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich
te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46812)

**Solimel Invest, naamloze vennootschap,
Ezelpoort 6, 8000 Brugge**
H.R. Brugge 69811

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen
bijwonen die zal gehouden worden op woensdag 16/06/99 te 18 uur
ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van
bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de
statuten. (46813)

**Sparks & C°, naamloze vennootschap,
Rode Loopstraat 67, 2170 Merksem**
H.R. Antwerpen 158274

Uitgestelde jaarvergadering op 21/06/99 om 10.00 u., ten maatschap-
pelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming
van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich
richten naar de statuten. (46814)

**Spoetnick Service, société anonyme,
rue Marche en Pré 23A, 5300 Andenne**
R.C. Namur 53326 — T.V.A. 427.793.061

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 19.00 H., au siège
social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration.
2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat.
4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46815)

**Sweethouse, naamloze vennootschap,
Canadalaan 25, 8902 Zillebeke (Ieper)**
H.R. Ieper 34333 — BTW 448.454.160

De algemene vergadering zal gehouden worden op woensdag
16/06/99 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur
art 103. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestem-
ming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Statutaire
benoemingen. 6. Divers. Zich richten naar de statuten. (46816)

Tan Cymru, naamloze vennootschap,
Weststraat 132, 9940 Evergem

H.R. Gent 157289

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/06/99 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31/03/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Divers. Gelieve zich te schikken naar de statuten. (46817)

Tandartspraktijk Ghesquiere, naamloze vennootschap,
Lauwestraat 7, 8560 Wevelgem

H.R. Kortrijk 399

Jaarvergadering op 18/06/99 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46818)

Terville, société anonyme,
rue Paul Devaux 2, 4000 Liège

R.C. Liège 170912

Messieurs les actionnaires sont priés d’assister à l’assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18/06/99 à 14 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 2. Décharge au Conseil d’Administration. 3. Affectation du résultat. 4. Divers. (46819)

The B-Partners, naamloze vennootschap,
H. Consciencestraat 42, 8500 Kortrijk

H.R. Kortrijk 131516 — BTW 451.723.951

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 19/06/99 om 20.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing van artikel 60 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/03/1999. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen. Zich richten naar de statuten. (46820)

The Boondocks, naamloze vennootschap,
Watermolenweg 102, 9260 Wichelen

H.R. Dendermonde 53915 — BTW 460.899.260

Jaarvergadering op 18/06/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46821)

Totte Drukt Op Alles, naamloze vennootschap,
Korenveld 13, 2150 Borsbeek (Antwerpen)

H.R. Antwerpen 182380 — BTW 406.917.176

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 16.00 u.op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 31/12/1998. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten bestuurders. 5.Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (46822)

Trans-Joint, naamloze vennootschap,
Expoeelstraat 37, 2811 Hombeek

H.R. Mechelen 71337 — BTW 445.887.917

Jaarvergadering op de zetel op 21/06/99. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Neerlegging titels 5 dagen voor de Av. (46823)

Transports internationaux Mommer, société anonyme,
route de Charlemagne 69a, 4841 Welkenraedt

R.C. Verviers 35868 — T.V.A. 405.844.337

Assemblée générale ordinaire le 21/06/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46824)

Transports Vaulet, en liquidation, société anonyme,
rue d’Houdeng 113, 7070 Le Rœulx

R.C. Mons 77158 — T.V.A. 401.788.945

L’assemblée générale ordinaire se tiendra le 16/06/99 à 18 H, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31/12/1998. 3. Résultats de liquidation; 4. Décharge au liquidateur. 5. Divers. (46825)

Travexploit, société anonyme,
route de Sartiau 27, 6532 Ragnies

R.C. Charleroi 58235 — T.V.A. 401.740.742

L’assemblée générale ordinaire de la société aura lieu le 19/06/99, à 10 heures, au siège social à Ragnies. 1. Rapport de gestion du conseil d’administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46826) Le conseil d’administration.

Tripade, naamloze vennootschap,
Kunstdal 8, 9900 Eeklo

H.R. Gent 182218 — BTW 458.508.805

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 16/06/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Bespreking balans en resultatenrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Divers. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46827)

Tubex BVE, société anonyme,
route du Vieux Campinaire 40, 6220 Fleurus

R.C. Charleroi 191214 — T.V.A. 461.292.606

Assemblée générale ordinaire le 18/06/99 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts pour la participation à l’Assemblée Générale. (46828)

Tuyauterie industrielle Podrecca, société anonyme,
route de Mons 3, 7041 Quévy-le-Grand

R.C. Mons 84724 — T.V.A. 406.836.212

—

Assemblée générale ordinaire le 19/06/99 à 10h30, au siège social. —
Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation
comptes annuels au 31/12/1998; 3. Affectation du résultat. 4. Décharge
aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer à l'article 25 des statuts.
(46829)

V.B. Invest, naamloze vennootschap,
Oosterhovenstraat 48, 3560 Lummen

H.R. Hasselt 85017 — BTW 449.709.321

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de
jaarlijkse algemene vergadering op 16/06/99 om 18 uur ten maatschap-
pelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring
jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Décharge aan de raad van
bestuur. Zich richten naar de statuten. (46830)

Vacove, naamloze vennootschap,
Kleine Heresteeg 42, 3530 Houthalen-Helchteren

H.R. Hasselt 69731 — BTW 432.998.991

—

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 18/06/99 om
15.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeu-
ring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het
resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en beslissing over hun
vergoeding. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken
naar de statuten. (46831)

Valmetal, société anonyme,
rue de la Station 25, 4340 Awans

R.C. Liège 117984 — T.V.A. 412.904.056

—

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraor-
dinaire qui se tiendra le 17/06/1999 à 14 heures en l'Etude du Notaire
Paul WERA à Montegnée, Chaussée de Roosevelt, 274. — Ordre du
jour : 1. Augmentation de capital par incorporation de la réserve
disponible à concurrence de 2.783.990 francs sans création de titre pour
le porter de 1.250.000 francs à 4.033.990 francs. 2. Adaptation de l'article
5 des statuts.

Au cas où l'assemblée du 17/06/99 ne serait pas en nombre pour
délibérer, les actionnaires sont d'ores et déjà convoqués le 30/06/99 aux
mêmes lieu et heure à une deuxième assemblée qui aura le même ordre
du jour et qui délibérera valablement quelque soit le nombre de titres
représentés.

Pour assister aux assemblées, les actionnaires sont priés de se
conformer à l'article 27 des statuts. (46832)

Le conseil d'administration.

Van Akelijen Bouwmaterialen, naamloze vennootschap,
Heirbaan 19, 9240 Zele

H.R. Dendermonde 29101 — BTW 412.781.421

—

Jaarvergadering op 18/06/99 om 18u, op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
31/12/1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuur-
ders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten.
(46833)

Van Campenhout & zoon, naamloze vennootschap,
Abdijstraat 31, 1850 Grimbergen

H.R. Brussel 360526 — BTW 407.266.178

—

Jaarvergadering op de zetel op 16/06/99. — Dagorde : 1. Verslag
bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat.
4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Neerlegging titels 5 dagen voor
de AV. (46834)

Van Hauwaert & zoon, naamloze vennootschap,
Gentstraat 221, 8760 Meulebeke

H.R. Kortrijk 126478 — BTW 446.671.142

—

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel
op 19/06/99 om 10 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van de intresten
toegekend in rekening-courant. 2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Lezing van de jaar- en resultatenrekening per 31/12/1998. 4. Goed-
keuring van voornoemde punten. 5. Goedkeuring van de aan de
bestuurders toegekende bezoldigingen. 6. Kwijting aan de Bestuurders
in funktie. 7. Bestemming van het resultaat. 8. Benoemingen. 9. Rond-
vraag. Indien de A.V. besluit een dividend uit te keren, zal dit
betaalbaar gesteld worden bij de vestigingen van de Generale Bank
vanaf 1 juli 1999. (46835)

De raad van bestuur.

Van Obbergen, naamloze vennootschap,
Irisstraat 2, 1600 Sint-Pieters-Leeuw

H.R. Brussel 242181 — BTW 419.669.510

—

Jaarvergadering op 19/06/99 op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag
raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich
richten naar de statuten. (46836)

Van Ossel-Robberechts, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 87, 1861 Meise

H.R. Brussel 546690 — NN 434.226.735

—

Jaarvergadering op de zetel op 18/06/99. — Dagorde : 1. Verslag
bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat.
4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Neerlegging titels 5 dagen voor de
AV. (46837)

Van Wesemael, naamloze vennootschap,
Krijgslaan 169, 9000 Gent

H.R. Gent 150650 — BTW 434.183.678

—

Jaarvergadering op 19/06/99 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestem-
ming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de
statuten. (46838)

Vandecasteele, naamloze vennootschap,
Driesstraat 5, 8554 Zwevegem

H.R. Kortrijk 125393 — BTW 445.519.614

—

Jaarvergadering op 18/06/99 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46839)

Verhoeven Contracting, naamloze vennootschap, Goirleweg 3, 2382 Ravels (Poppel) H.R. Turnhout 83077 — BTW 461.453.942
—
De aandeelhouders worden verzocht de gewone algeme vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 18/06/99 om 20.00 uur in de kantoren der firma, Goirleweg 3, 2382 Ravels (Poppel). — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Nazicht en goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31/12/1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Décharge aan bestuurders. 5. Diverse. Om tot de vergade- ring te worden toegelaten, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 18 van de statuten. De neerlegging van de aandelen moet geschieden in de maatschappelijke zetel. (46851) De raad van bestuur.

Naamloze Vennootschap Bosschaert Vervoer, ’t Hoge 114, 8500 Kortrijk H.R. Kortrijk 111786 — BTW 429.761.963
—
Jaarvergadering op 19/06/99 om 10.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46852)

Verzekeringen Houben, naamloze vennootschap, Bochtlaan 27, bus 22, 3600 Genk H.R. Tongeren 50048 — BTW 418.616.861
—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 17/06/99 om 17 u. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rond- vraag. (46853)

Verzekeringen Marc & Sabine Petit, naamloze vennootschap, Zuidstraat 4, 9600 Ronse H.R. Oudenaarde 35383
—
Jaarvergadering op 17/06/99 om 18.00 u., ten zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Ontlasting aan de bestuurders. 4. Varia. (46854)

Verzekeringskantoor Jean Decubber-Daneels, naamloze vennootschap, Ommegangstraat 65, 9681 Maarkedal H.R. Oudenaarde 29440
—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 19/06/99 om 18.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing artikel 60 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaar- rekening per 31/12/1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuur- ders. 6. Benoemingen. Zich richten naar de statuten. (46855)

Verzekeringskantoor Vandijck & Co, naamloze vennootschap, Ringlaan 18R, 3530 Houthalen-Helchteren H.R. Hasselt 63792 — BTW 427.463.657
—
Jaarvergadering op 18/06/99 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en beslis- sing over hun vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46856)

Verzekeringskantoor Wiewauters, naamloze vennootschap, Leeuwerikstraat 72, 9160 Lokeren H.R. Sint-Niklaas 42812
—
Jaarvergadering op 19/06/99 om 20 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring datum jaarvergadering. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46857)

Vinigros, naamloze vennootschap, Guldensporenlaan 2a, 8500 Kortrijk H.R. Kortrijk 124564 — BTW 444.817.155
—
Jaarvergadering op 21/06/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46858)

Vismijnpark, naamloze vennootschap, Noordzeestraat 201, 8380 Zeebrugge H.R. Brugge 77216 — BTW 449.088.521
—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :
1. Toepassing van art. 60 Ven.W.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Rondvraag.
Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (46859)

Vitales, naamloze vennootschap, Tongersesteenweg 47B, 3730 Hoeselt H.R. Tongeren 66337 — BTW 437.974.004
—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/06/99 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46860)

VI Zuivelcentrum, naamloze vennootschap, Krekelstraat 44-50, 8800 Roeselare H.R. Kortrijk 118181 — BTW 437.213.048
—
Jaarvergadering op 19/06/99, om 17.30 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar- rekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diverse. Zich richten naar de statuten. (46861)

VSG, société anonyme, rue des Jonquilles 2, 6010 Couillet R.C. Charleroi 13546
—
Assemblée générale ordinaire le 19/06/99 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d’Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46862)

 Alpac Move, société anonyme, Bloemkwekersstraat 5, 1082 Sint-Agatha-Berchem H.R. Brussel 475377 — BTW 428.030.613
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 om 19 uur, ten maatschappelijke zetel.
Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (81047)

 Baert Beheersmaatschappij, naamloze vennootschap, Buffelstraat 7, 9240 Zele H.R. Dendermonde 51077 — BTW 455.400.845
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17 juni 1999 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.
Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81048)

 Brabantse Aannemingswerken, naamloze vennootschap, Brusselsesteenweg 355, 1730 Asse H.R. Brussel 483072 — BTW 429.276.567
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18 juni 1999 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.
Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (81049)

 Brokers Onroerend Goed, naamloze vennootschap, Schooldreef 122, 2400 Mol
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 om 10 uur.
Dagorde : 1. Verslagen aan bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (81050)

 Brokers Corbie, naamloze vennootschap, Corbiestraat 64, 2400 Mol
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 om 11 uur.
Dagorde : 1. Verslagen aan bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (81051)

 Cikorei, commanditaire vennootschap op aandelen, Molenweg 22A, 3040 Huldenberg H.R. Leuven 98638
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal worden gehouden op 18 juni 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.
Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van GENERALE BANK vanaf 31/07/1999. (81052)

 Clelan, naamloze vennootschap, Leopoldplaats 10, bus 7, 2000 Antwerpen H.R. Antwerpen 318659
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal worden gehouden op 18 juni 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van KREDIETBANK vanaf 31/07/99. (81053)
--

**Compass, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 214, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 72482 — BTW 446.566.620

Jaarvergadering van 18 juni 1999 te 12 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting bestuurders 3. Ontslagen en Benoemingen. (81054)

**Computer Connection, naamloze vennootschap,
Sprietmolenstraat 19, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 563424 — BTW 433.729.560

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 17 juni 1999 om 14.00 uur. — Agenda: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (81055)

**Conagro, naamloze vennootschap,
Biezestraat 25, 9850 Nevele**

H.R. Gent 176173 — BTW 454.384.028

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel, Biezestraat 25, 9850 Nevele.

Agenda :

1. Samenstelling bureau
2. Verslagen
3. Toepassing art. 103 Venn.W.
4. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
5. Bestemming van het resultaat
6. Verlenen van kwijtingen
7. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen
8. Rondvraag

Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn.W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van Generale Bank vanaf 1 september 1999.

**Crosstrans, naamloze vennootschap,
Haarstraat 13, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 259855 — BTW 432.384.527

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 17 juni 1999 te 19 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81057)

**Cymar, naamloze vennootschap,
Herenthout 105, 9450 Haaltert**

H.R. Antwerpen 63585

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18 juni 1999, te 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Bespreking van jaarrekening per 31 december 1998; 3. Ontlasting aan de bestuurders; 4. Bestemming van het resultaat; 5. Diversen. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (81058)

**Edmond Van Dyck & zonen, naamloze vennootschap,
Sint-Pietersvliet 6, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 1808 — BTW 404.554.930

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van donderdag 17 juni 1999 te 15 uur in de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Verlenging mandaat bestuurders en bezoldiging. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen conform de statuten. (81059)

**Excelsior Trading Company, naamloze vennootschap,
Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 27391

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Baron Opsomerlaan 60 te 2500 Lier op 17 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Decharge aan bestuurders.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Goedkeuring van deze laattijdig gehouden algemene vergadering.

**Finelac, naamloze vennootschap,
Sint-Antoniusstraat 11, 9520 Bavegem**

H.R. Dendermonde 28436 — BTW 400.173.104

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 18 juni 1999 om 18 uur, in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur over het verlopen boekjaar. 2. Goedkeuring jaarrekening 1998. 3. Kwijting bestuurders. Om aan de beraadslaging deel te nemen, moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (81061)

**Gedei, naamloze vennootschap,
Lange Nieuwstraat 17, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 225920

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 18 juni 1999 te 16.30 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998, en de resultaatverwerking. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoemingen. Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen te deponderen, binnen de termijn voorzien door de standregelen, bij de administratieve zetel of bij de Generale Bank. (81062)

**GT Van Der Schueren, naamloze vennootschap,
Baasrodestraat 2-4, 9280 Lebbeke**

H.R. Dendermonde 50921 — BTW 455.171.807

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten; (81063)

**Immo Guwy, naamloze vennootschap,
Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 27343

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Baron Opsomerlaan 60 te 2500 Lier op donderdag 17 juni 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Decharge aan bestuurders.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Goedkeuring van deze laattijdig gehouden algemene vergadering.

**Hemelaer, naamloze vennootschap,
Brusselsestraat 76, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 57685 — BTW 420.644.953.

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 18 juni 1999 om 11 uur, te Leuven, Brusselsestraat 76.

Agenda :

1. Opening.
2. Toepassing art.60 van de vennootschappenwet.
3. Verslag van de raad van Bestuur en van de commissaris-revisor.
4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
5. Kwijting van de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.
6. Ontslagen en benoemingen
7. Rondvraag. (81065)

**Home, naamloze vennootschap,
Herentalsebaan 202, 2100 Deurne**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 te 19.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81066)

**H.P.-Engineering, naamloze vennootschap,
Moortelstraat 5, 9140 Elversele**

De algemene vergadering heeft plaats op vrijdag 18 juni 1999 om 15 uur te 2050 Antwerpen, Thonetlaan 110. — Dagorde: 1. Goedkeuring jaarrekening en bestemming resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (81067)

**Immoquin, naamloze vennootschap,
Oudenaardsesteenweg 413, 9420 Erpe-Mere**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Aalst, nr. 100

De aandeelhouders worden vriendelijk verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen op 17 juni 1999 om 18 uur in de maatschappelijke zetel te Erpe-Mere, Oudenaardsestwg. 413.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de Bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.
5. Rondvraag. (81068)

**Investing and Insurance Company, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 62, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 49957 — BTW 417.039.424

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 18 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Diversen. (81069)

**Immo Juris, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 9, 1861 Wolvertem**

H.R. Brussel 601278 — BTW 458.966.782

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 17 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (81070)

**Lobelle, naamloze vennootschap,
Kapelanielaan 14/B, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 41681 — BTW 426.222.354

Aangezien op de eerste jaarvergadering van 21 mei 1999 het vereiste quorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. Deze vergadering zal geldig beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige aandelen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81071)

Lyrex, naamloze vennootschap,
Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier

H.R. Mechelen 29878 — BTW 404.035.286

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Baron Opsomerlaan 60 te 2500 Lier, op 17 juni 1999 te 16 uur.

- Agenda :
1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Decharge aan bestuurders.
 4. Herbenoeming bestuurders.
 5. Goedkeuring van deze laattijdig gehouden algemene vergadering. (81072)

Masset Invest, naamloze vennootschap,
Bredabaan 65, 2930 Brasschaat

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 19 juni 1999 te 17 uur.

- Agenda :
1. Rapportering door de raad van bestuur.
 2. Bespreking van de jaarrekening per 31/12/1998.
 3. Aanwending van het resultaat.
 4. Kwijting aan bestuurders.
 5. Bezoldiging bestuurders.
 6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81073)

Meyco, naamloze vennootschap,
te 2500 Lier, Antwerpsestraat 85

H.R. Mechelen 67249

Gewone algemene vergadering op vrijdag 18 juni 1999 te 18 u. op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. goedkeuring der jaarrekening per 30/06/1999; 3. kwijting aan de bestuurders; 4. Diversen.

De aandelen dienen gedeponeerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (81074)

M & T, naamloze vennootschap,
Slangenstraat 66, 3210 Lubbeek

H.R. Leuven 73648 — BTW 436.500.295

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 18 juni 1999 om 20 uur.

- Agenda :
1. Verslag raad van bestuur.
 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998.
 3. Bestemming resultaat.
 4. Kwijting bestuurders.
 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (81075)

Den Oks, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 76, 3271 Scherpenheuvel-Zichem

H.R. Leuven 88392 — BTW 450.054.561

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 18 juni 1999, te 16 uur. — Agenda : 1. Evt. toep. Art. 60/103 & 104 Venn.W.; 2. Verslag raad v. Bestuur; 3. Goedkeuring jaarrek. per 31/12/98; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; evt. ontslag en benoemingen. (81076)

Price & Quality Consulting,
afkorting : P & Q Consulting, naamloze vennootschap,
Dahlialaan 21, 8670 Koksijde (Oostduinkerke)

H.R. Veurne 36953 — BTW 460.933.310

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18 juni 1999 te 20 uur.

- Agenda :
1. Verslaggeving en beraadslaging inzake handeling beoogd door art. 60 Venn. Wet (tegenstrijdig belang).
 2. Verslag raad van bestuur.
 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998.
 4. Bestemming resultaat.
 5. Kwijting bestuurders.
 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (81077)

Recreatiepark Klein Strand, naamloze vennootschap,
Varsenareweg 29, 8490 Jabbeke

H.R. Brugge 62853 — BTW 428.412.970

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering ten maatschappelijke zetel op 16 juni 1999 te 16.30 uur.

- Agenda :
1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31.12.1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81078)

Rosella, naamloze vennootschap,
Meiboomlaan 33, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 108151 — BTW 421.795.590

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, Meiboomlaan 33, 8800 Roeselare, op zaterdag 19 juni 1999 om 11 uur.

- Dagorde :
1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting aan bestuurders.
 4. Benoeming bestuurders.
 5. Allerlei.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81079)

**Schoten Doe Het Zelf, naamloze vennootschap,
Theo Verellenlaan 79, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 310781 — BTW 455.064.810

Jaarvergadering ten Zetel, op 18 juni 1999 , te 11 uur. — Agenda :
1. Jaarverslag raad van bestuur; 2. Bespreking jaarrekening; 3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Kwijting bestuurders; 5. Diveresen. Aandelen deponeren vijf volle dagen voor de bijeenkomst. (81080)

**Siemes, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 49, 3580 Beringen**

H.R. Hasselt 66761 — BTW 429.813.136

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen op de maatschappelijke zetel op 18 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Ontlasting accountant.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81081)

**Stapper Belgium, naamloze vennootschap,
Bordink 41/5, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 286839

Algemene statutaire vergadering der aandeelhouder ten maatschappelijke zetel, op vrijdag 18 juni 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur
2. Goedkeuring balans per 31 december 1998, verlies- en winstrekeningen over 1998
jaarverslag 1998
3. Winstverdeling
4. Decharge aan bestuurders
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81082)

**Topchim, naamloze vennootschap,
Zelemseweg 66, 3290 Diest**

H.R. Leuven 94115 — BTW 457.959.170

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 18 juni 1999 te 14 uur. — Agenda : 1. Evt. toep. art 60/103&104 Venn.W.; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/98; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Diverse besprekingen; evt. ontslag en benoemingen. (81083)

**Ten Uitcante, naamloze vennootschap,
Cyriel Verschaevestraat 5, 8510 Marke (Kortrijk)**

H.R. Kortrijk 97997

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, Cyriel Verschaevestraat 5, 8510 Marke (Kortrijk), op vrijdag 25 juni 1999 om 18 uur.

Dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Allerlei.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81084)

**Vermeulen, naamloze vennootschap,
Denstraat 80, 9200 Grembergen (Dendermonde)**

H.R. Dendermonde 35566 — BTW 421.807.468

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 19 juni 1999 te 14 uur ten bedrijfszetel, Denstraat 80, 9200 Grembergen-Dendermonde.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81085)

**Volders, naamloze vennootschap,
Eikelplein 56, bus 1, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 48883 — BTW 415.792.478

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81086)

**Caldugro, naamloze vennootschap,
Begoniastraat 1, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 124458 — BTW 444.727.776

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone vergadering en de algemene jaarvergadering die zal gehouden worden op 18 juni 1999 te 20 uur ten kantore van notaris Werner Coudyzer, Kasteelstraat 2, 8920 Langemark.

Agenda :

- Buitengewone algemene vergadering
1. Naamsverandering van Caldugro naar Concrete Systems
 2. Verplaatsing van de maatschappelijke zetel naar Zwaaiekomststraat 44, 8800 Roeselare
 3. Kapitaalsverhoging met 2.500.000 fr. door inlijving van beschikbare reserves om het kapitaal van 2.500.000 fr. te brengen op 5.000.000 fr.
 4. Uitbreiding van het maatschappelijk doel
 5. Ontslag van Bestuurder Danny Declercq en benoeming van Concrete Systems bvba als Bestuurder voor de resterende duur van het mandaat

6. Benoeming van Concrete Systems bvba tot Gedelegeerd Bestuurder	
7. Uitbreiding van art. 13 waarbij Rechtspersonen in hun hoedanigheid van Bestuurder deel kunnen uitmaken van de raad van bestuur	
8. Aanpassing en coördinatie van de statuten	
Gewone algemene vergadering	
1. Verslag van de raad van bestuur	
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998	
3. Bezoldiging Bestuurders	
4. Bestemming van het resultaat	
5. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders	
6. Rondvraag.	(81087)

Gaba, naamloze vennootschap, Grote Markt 23, 2500 Lier	
H.R. Mechelen 45843 — BTW 411.557.142	
De aandeelhouders worden verzocht de B.A.V. bij te wonen, die zal plaatsvinden in het kantoor van notaris J. Van Cauwenbergh te Lier, Lisperstraat 59 op 18 juni 1999 om 17 uur met als agenda :	
1. Omzetting van 250 bevoorrechte aandelen in 250 gewone aandelen.	
2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal van 5.000.000 BEF naar 123.946,76 EUR.	
3. Vermindering van het kapitaal met een bedrag van 2.500.000 BEF (61.973,38 EUR), zonder vernietiging van aandelen, doch met behoud van de fractiewaarde van elk aandeel, door terugbetaling in geld uit werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal, om het te brengen van 5.000.000 BEF (123.946,76 EUR) naar 2.500.000 BEF (61.973,38 EUR).	
4. Aanpassing art. 5 en 6 van de statuten.	
5. Machtiging aan de raad van bestuur om de kapitaalvermindering uit te voeren.	
(81088)	De raad van bestuur.

Imopa, naamloze vennootschap, Binnensteenweg 170, 2530 Boechout	
H.R. Antwerpen 233475 — BTW 422.567.137	
De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op vrijdag 18 juni 1999 om 9 uur ten kantore van notaris Joost Vercouteren te Beveren, Ciamberlanidreef 34.	
Agenda :	
1. Kennisname van het bijzonder verslag van de raad van bestuur en van de staat van actief en passief.	
2. Uitbreiding van het maatschappelijk doel met de activiteit van herstellingswerken aan gebouwen.	
3. Aanpassing statuten.	
4. Varia.	
Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 25 van de statuten.	
Voor de raad van bestuur,	
Notaris Vercouteren.	(81089)

Lefebure-De Rop, naamloze vennootschap, Heihoekstraat 235, 9100 Sint-Niklaas (Nieuwkerken)	
H.R. Sint-Niklaas 51123 — BTW 447.633.521	
Aangezien een eerste buit. alg. verg. bijeengeroepen voor 27/5/99, niet geldig kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht en tweede buit. alg.verg. bij te wonen, verg. die geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten ongeacht het aantal aanwezige en/of vertegenwoordigde aandelen en die zal gehouden worden op 17 juni 1999 om 19 uur ter studie van Not. Wim	

Verstraeten te Beveren (Vrasene) met de volgende agenda : 1. Na kennisneming en goedkeuring van de bijzondere verslagen van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor en kennisgeving aan de vergadering van een staat van activa en passiva opgemaakt per 31/3/1999, besluit tot vroegtijdige ontbinding en invereffeningstelling van de vennootschap. 2. Benoeming van de vereffenaar(s) en vaststelling van zijn /hun machten en eventuele vergoeding. 3. Diversen.	
Zich gedragen naar de statuten.	De raad van bestuur.
(81090)	

Lindehof, naamloze vennootschap Moerbeeklaan 41, 2390 Malle	
H.R. Antwerpen 306695	
De aandeelhouders worden verzocht deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Dirk Dupont te 2310 Rijkenvorsel, Hoogstraatsesteenweg 99, op vrijdag 18 juni 1999 om 11 uur.	
Dagorde :	
A. 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.	
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening.	
3. Bestemming van het resultaat.	
4. Kwijting bestuurders.	
5. Rondvraag.	
B. 1. Aanpassing van het kapitaal in 'Euro ».	
2. Kapitaalsverhoging door incorporatie van beschikbare reserves.	
3. Aanpassing van de statuten.	
4. Coördinatie van de statuten.	
Om deel te nemen aan de vergadering dienen de aandeelhouders van de naamloze vennootschap, overeenkomstig artikel 23 van de gecoördineerde statuten, 5 werkdagen vóór de algemene vergadering te kennen te geven dat zij aanwezig zullen zijn en tevens hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap.	(81091)

De Molens van Deinze en Antwerpen, naamloze vennootschap, Tolpoortstraat 40, 9800 Deinze	
H.R. Gent 145160 — H.R. Antwerpen 253653 BTW 400.771.039	
De aandeelhouders worden in kennis gesteld dat de jaarvergadering bijeengeroepen voor 31 mei 1999 verplaatst wordt naar 18 juni 1999 om 10 uur 30 te 9800 Deinze, Tweebruggenlaan 1, met zelfde agenda.	
Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten.	
(81092)	De raad van bestuur.

Seagull, naamloze vennootschap, Gotevlietstraat 13, 8000 Brugge	
H.R. Brugge 58672 — BTW 424.757.555	
Bijzondere algemene vergadering op 17 juni 1999 om 9 uur op de zetel.	
Agenda :	
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998.	
2. Bestemming van het resultaat.	
3. Ontslagen en benoemingen :	
a. Ontslag van de B.V. Goudschelp Holding als bestuurder.	
b. Voordracht van kandidaten-bestuurders door de BV Goudschelp Holding als aandeelhouder.	
c. Benoeming van een nieuwe bestuurder.	
4. Instellen van een vordering gesteund op bestuurdersaansprakelijkheid van de B.V. Goudschelp Holding.	
5. Allerlei.	
(81093)	De raad van bestuur.

 Special Lighting, naamloze vennootschap, Kapelsesteenweg 209, 2180 Ekeren H.R. Antwerpen 303623 — BTW 452.752.943
De aandeelhouders worden uitgenodigd de tweede buitengewone Algemene vergadering bij te wonen die, bij onvoldoende aanwezigheid op de vergadering van 20 mei 1999, zal gehouden worden op het kantoor van notaris Willy Schoesetters te Antwerpen op 17 juni 1999 om 18 uur. Agenda : 1. Kapitaalverhoging van één miljoen tweehonderd vijftigduizend (1.250.000) frank om het maatschappelijk kapitaal te brengen van één miljoen tweehonderd vijftigduizend (1.250.000) frank op twee miljoen vijfhonderdduizend (2.500.000) frank door incorporatie van de beschikbare reserves ten belope van één miljoen tweehonderd zesentwintigduizend tweehonderd vijfenzestig (1.226.265) frank en de wettelijke reserves ten belope van drieëntwintigduizend zevenhonderd vijfendertig (23.735) frank. Dit gebeurt zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Vaststelling dat de kapitaalverhoging heeft plaats gehad. 3. Omzetting van het kapitaal naar EURO door incorporatie van de wettelijke reserves ten belope van duizend (1000) EURO (of veertigduizend driehonderd veertig (40.340) frank), zodat het totale kapitaal tweeënzestigduizend negenhonderd drieënzeventig komma achten­dertig (62.973,38) EURO bedraagt. 4. Aanpassing en coördinatie van de statuten aan de genomen besluiten. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81094)

 Studimmo, naamloze vennootschap, Koning Albertstraat 28, 2500 Lier H.R. Mechelen 80565 — BTW 458.648.662
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering op 17 juni 1999 om 14 uur ten maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Ontslag bestuurder. (81095)

 Administration publiques et Enseignement technique Openbare Besturen en Technisch Onderwijs
PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

 Gemeente Aartselaar
Het gemeentebestuur van Aartselaar werft aan 1 contractueel perso­neelslid poetsdienst (m/v), voor 18 uur/week. De sollicitaties dienen gericht te worden aan het college van burge­meester en schepenen, ten gemeentehuize, 2630 Aartselaar, uiterlijk op 21 juni 1999. Aanwervingsvoorwaarden : slagen in een vergelijkende bekwaamheidsproef bestaande uit een rekenproef, test elementaire kennis EHBO, onderhoudsmaterialen en hun aanwending en een mondelinge proef.

Er wordt een wervingsreserve, geldig voor drie jaar aangelegd. Gedetailleerde functiebeschrijvingen en profielen en inlichtingen aangaande het examen kunnen bekomen worden op het tel. 03/870 16 71. (17540)
--

 Gemeente Dessel
Het gemeentebestuur van Dessel gaat over tot de aanwerving van een m/v commissaris van politie. Aanwervingsvoorwaarden : Belg zijn; burgerlijke en politieke rechten genieten; lichamelijk geschikt zijn; van onberispelijk gedrag zijn; in het bezit zijn van het brevet officier van de gemeentepolitie of het brevet van kandidaat-commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie; houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften dat ten minste gelijkwaardig moet zijn met deze die in aanmerking genomen worden voor de aanwerving in betrekkingen van niveau 2 bij de rijks­besturen; lid zijn van een gemeentepolitiekorps; slagen in een examen. De eigenhandig geschreven kandidaturen, vergezeld van een <i>curri­culum vitae</i> en een afschrift van het diploma, dienen bij aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Hannekestraat 1, 2480 Dessel, uiterlijk op 25 juni 1999. De inschrijvingsdatum wordt bewezen door de poststempel. Nadere inlichtingen i.v.m. de aanwervingsvoorwaarden (examen, functiebeschrijving, profiel, enz.) zijn te verkrijgen op het gemeente­secretariaat, administratief centrum De Plaetse, Hannekestraat 1, 2480 Dessel, tel. 014/38 99 20. (17541)

 Gemeente Boom
Volgende betrekking is te begeven : 1 betrekking van aspirant-politieagent (m/v), bij wijze van bovenlokale aanwerving. De kandidaten moeten geslaagd zijn in de bekwaamheids- en selectieproeven die georganiseerd worden door een vanwege de Minister van binnenlandse zaken erkend selectie- en opleidingscen­trum voor gemeentelijke politie. In het kader van het gelijke kansenplan worden vrouwen aangemoedigd deel te nemen. Kandidaturen dienen aangetekend met afschrift diploma, bewijs van goed zedelijk gedrag en uitgebreid <i>curriculum vitae</i> gezonden te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Antwerpsestraat 44, 2850 Boom, ten laatste op de post afgegeven op 10 juni 1999. Een bijkomend gemeentelijk selectiegesprek zal plaatsvinden op maandag 14 juni 1999, te 10 uur. De volledige opgave van de voorwaarden kunnen bekomen worden bij het gemeentebestuur van Boom, afdeling personeelsdienst, Antwerpsestraat 44, tel. 03/880 18 50. (17542)

 Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brecht
De raad voor maatschappelijk welzijn brengt ter kennis dat overeen­komstig de raadsbeslissing van 27 mei 1999 bij het O.C.M.W. van Brecht volgende betrekkingen, toegankelijk voor mannelijke en vrouwelijke kandidaten, te begeven zijn : A. Afdelingsverantwoordelijke dementenafdeling (voltijds) ten behoeve van het Sint-Mariarustoord. Taakomschrijving : heeft de coördinatie van deze gesloten afdeling en is verantwoordelijk voor een team met betrekking tot het creëren van een zo comfortabel en aangenaam mogelijk verblijf voor deze bewoners.

De kandidaten dienen in het bezit te zijn van een diploma van gegradueerd verpleegkundige.

B. Kinesitherapeut deeltijds ten behoeve van het Sint-Mariarustoord.

Taakomschrijving: de bewoners alle kansen te geven om hun mentale, fysische en sociale mogelijkheden maximaal te benutten.

De kandidaten dienen in het bezit te zijn van een diploma kinesitherapie.

Bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W., hetzij schriftelijk of op telefonisch verzoek: O.C.M.W.-Brecht, Gasthuisstraat 11, 2960 Brecht, tel. 03/330 11 20.

De sollicitatiebrieven, met *curriculum vitae*, kopie van het vereiste diploma, dienen per aangetekend schrijven gezonden te worden vóór 21 juni 1999, aan het O.C.M.W. van Brecht, t.a.v. de heer voorzitter, Gasthuisstraat 11, 2960 Brecht. (17543)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de directie informatica zoeken wij informaticapersoneel (m/v).

Informaticus-systeembeheerder (VB/A/99/29/W), graad 14.

Opdracht.

U staat in voor het systeem- en databasebeheer van de huidige en toekomstige administratieve toepassingen van de K.U.Leuven.

Profiel.

U hebt een diploma burgerlijk ingenieur, bio-ingenieur, handels-ingenieur, licentiaat in de informatica, licentiaat in de wetenschappen of licentiaat in de economische en toegepaste economische wetenschappen, met bij voorkeur een specialisatie in de informatica.

Uw theoretische kennis van b.v. DB2, Oracle, UNIX strekt tot aanbeveling.

Uw ervaring met het ERP-pakket SAP en systeembeheer is voor ons een pluspunt.

Pakketontwikkelaar (VB/A/99/30/W).

U bent verantwoordelijk voor het foutloos en performant werken van toepassingsmodules die beantwoorden aan de opgestelde functionele specificaties.

Opdracht.

Het technisch ontwerpen, bouwen, testen en implementeren van SAP/R3-toepassingen die voldoen aan de behoefte van de gebruikers. Het technisch bouwen van internet-, intranet- en workflowtoepassingen.

Profiel.

Kandidaten beschikken minstens over een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en hebben een ruime programmeerervaring. Kennis van en ervaring met SAP is een pluspunt maar niet noodzakelijk. Deze kennis is wel bepalend voor het toekennen van de graad gekoppeld aan deze functie (maximum graad 6).

Programmeur (VB/A/99.31/W), graad 4.

Opdracht.

U bouwt en test toepassingen voor informatiseringsprojecten in samenspraak met de projectleider. Dit gebeurt voornamelijk in een SAP, ORACLE omgeving.

Profiel.

U hebt een diploma van het hoger onderwijs van het korte type. Kennis en programmeerervaring is een pluspunt maar niet noodzakelijk als u bereid bent hiervoor de nodige opleiding te volgen en u ook via zelfstudie hierin te bekwamen. De K.U.Leuven biedt u immers een intensief bij- of omscholingsprogramma aan.

Wij bieden.

Voltijdse tewerkstelling in vast dienstverband. Competitieve aanvangswedde in overeenstemming met uw diploma en ervaring.

Een stimulerende, vernieuwende werkomgeving waarin permanent opleidingsmogelijkheden aangeboden worden.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Luc Crijns, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 16, fax 016/32 29 98, E-mail: Lut.Crijns@per.kuleuven.ac.be.

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Kandidaturen moeten binnen zijn uiterlijk op 23 juni 1999. (17544)

Actes judiciaires
et extraits de jugements

Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix de huitième canton de Bruxelles
rendue en date du 18 mai 1999, la nommée Mme Butenaers, Marguerite,
née à Saint-Ghislain le 3 février 1928, domiciliée à 1020 Bruxelles,
avenue Ed. Kufferath 51, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, Home
Saint-Ignace, avenue de Lima 20, a été déclarée incapable de gérer
ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant :
Me Thomaes, Marc, avocat, domicilié à 1020 Bruxelles, boulevard Emile
Bockstael 396.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons
Philips. (63658)

Justice de paix du canton de Jumet

Par ordonnance rendue le 25 mai 1999 par M. le juge de paix du
canton de Jumet, siégeant en chambre du conseil, Mme Léonce Celis,
née à Gosselies le 21 septembre 1925, domiciliée à 6041 Gosselies, rue
de Namur 3B/2, a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et pourvue
d'un administrateur provisoire, étant : Me Thierry Knoops, avocat à
6000 Charleroi, boulevard Audent 15.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Christiane
Canivet. (63659)

Justice de paix du troisième canton de Liège
Suite à la requête déposée le 12 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 26 mai 1999, Mme Chaumont, Elisabeth, née le 25 janvier 1913 à Liège, domiciliée rue des Genêts 53, 4000 Liège, résidant Résidence Elisabeth, Montagne Sainte-Walburge 94, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvue d’un administrateur provisoire en la personne de Me Timmermans, Nadine, domiciliée boulevard d’Avroy 60/012, 4000 Liège.
Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (63660)
Justice de paix du second canton de Mons
Suite à la requête déposée le 15 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue le 6 mai 1999, Mme Noulet, Marie-Thérèse, née le 22 juillet 1920, domiciliée rue Ferrer 121, 7033 Cuesmes, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d’un administrateur provisoire en la personne de Me Pichueque, Sylviane, avocate, dont les bureaux sont sis rue de la Fraide 9, 7033 Cuesmes.
Pour extrait conforme : le greffier en chef faisant fonction, (signé) Collet, Claude. (63661)
Justice de paix du canton de Pâturages
Suite à la requête déposée le 21 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Pâturages rendue le 10 mai 1999, M. Lecomte, Frédéric, domicilié Cité Georges Cornez 45, à 7340 Wasmes, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d’un administrateur provisoire en la personne de Me Bridoux, Olivier, avocat, domicilié rue de l’Eglise 8, à 7340 Pâturages.
Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Van Britsom, Aloïs. (63662)
Justice de paix du canton de Saint-Nicolas
Suite à la requête déposée le 14 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas rendue le 26 mai 1999, Mme Wintquin, Béatrice, née le 31 janvier 1948 à Theux, domiciliée rue Chapuis 40, 4100 Seraing, résidant à l’hôpital du Petit Bourgogne, rue Professeur Mahaim 84, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d’un administrateur provisoire en la personne de Me Tanghe, Koenraad, avocat, dont l’étude est sise rue Julien d’Andrimont 25, 4000 Liège.
Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (63663)
Vrederegerecht van het kanton Borgloon
Beschikking d.d. 22 april 1999 :
Verklaart Massaer, Josephine Marie, geboren te Gotem op 3 juni 1911, weduwe, wonende te 3570 Alken, Parkstraat 9, niet in staat zelf haar goederen te beheren.
Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Freson, Marc, wonende te 3840 Borgloon, Grootloonstraat 23.
Borgloon, 31 mei 1999.
De griffier, (get.) Freson, Marie-Jeanne. (63664)

Vrederegerecht van het kanton Heist-op-den-Berg
Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 1 juni 1999, werd Verhaegen, Josephine, geboren te Lommel op 29 augustus 1909, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Leopoldlei 32, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Lambrechts, Cecile, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Leopoldlei 32.
Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 17 mei 1999.
Hallaar, 1 juni 1999.
Bij uittreksel : de griffier, (get.) Ooms, Wim. (63665)
Vrederegerecht van het kanton Herentals
Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 18 mei 1999, rep. 917/1999, werd Wuyts, Monique, geboren op 18 april 1946, verblijvende Sano-kliniek, Pas 200, 2440 Geel, gedomicilieerd te 2275 Lille, Oevelenberg 22, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Heyns, Kristine, textielarbeidster, Lierseweg 307, 2200 Herentals.
Herentals, 1 juni 1999.
Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jan Smets. (63666)
Vrederegerecht van het eerste kanton Kortrijk
Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Kortrijk, verleend op 25 mei 1999, werd Mevr. Sabbe, Clara Anna, geboren te Kuurne op 19 maart 1913, weduwe van de heer Braekeveld, Juliaan, thans wonende te 8520 Kuurne, rusthuis H. Familie, Gasthuisstraat 24 (afdeling « De Parel »), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en werd Mevr. Braekeveld, Monique, geboren te Kuurne op 5 juli 1938, huishoudster, wonende te 8520 Kuurne, Hulstestraat 58, aangesteld als voorlopige bewindvoerder.
Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) G. Lambrecht. (63667)
Vrederegerecht van het kanton Vilvoorde
Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde van 27 mei 1999, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 9 april 1999, werd de heer Van Ocken, Victor, gepensioneerde, geboren op 20 december 1931, echtgescheiden, wonende en verblijvende in het rusthuis Relegghem, te 1980 Zemst, Lindestraat 60, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Erika Swysen, advocaat te 1082 Brussel, Dr. Schweitzerplein 8.
Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (63668)
Vrederegerecht van het kanton Westerlo
Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Westerlo, verleend op 28 mei 1999, werd de beslissing d.d. 30 september 1998 waarbij over de genaamde Rutten, Carine Maria Achiel, geboren op 17 maart 1965 te Geel, wonend te 2430 Laakdal, Verboekt 62, werd aangesteld tot voorlopige bewindvoerder, de genaamde : Jamar, Mady, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Stationsstraat 15, opgeheven.
Westerlo, 1 juni 1999.
Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Josephine Brems. (63669)

Mainlevée d'administration provisoire Opheffing voorlopig bewind Justice de paix du second canton de Huy	
Par ordonnance rendue le 1^{er} juin 1999, M. le juge de paix du second canton de Huy constate que son ordonnance du 21 mai 1999, désignant Me Murielle Paquot, avocat à 4280 Hannut, rue de Tirlemont 4, en qualité d'administrateur provisoire à Dekoninck, Robert Jean Léopold, Belge, né le 22 février 1919 à Antheit, pensionné, veuf, domicilié chaussée de Tirlemont 98, à 4520 Antheit, résidant CHH, rue des Trois-Ponts 2, à 4500 Huy, cesse de produire ses effets, cette personne étant décédée à Huy, le 30 mai 1999.	
Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Duchaine, Marie-Christine. (63670)	
Vrederegerecht van het tweede kanton Brugge	
Bij beschikking van 20 mei 1999 heeft de heer vrederechter over het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat er een einde is gesteld aan het voorlopig bewind over de goederen van de heer Callewaert, Hilaire, geboren te Eernegem op 23 april 1942, wonende te Brugge (Sint-Michiels), Rijselstraat 16/4, en dat een einde wordt gesteld aan de functie van voorlopige bewindvoerder van de heer Logghe, Philip, wonende te Oudenburg, Sint-Pietersstraat 61 (zie <i>Belgisch Staatsblad</i> van 10 december 1997, blz. 33025).	
Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jozef Maréchal. (63671)	
Vrederegerecht van het kanton Gent	
Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 27 mei 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Inghels, Jurgen, zelfstandige, wonende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 75, als voorlopig bewindvoerder over Bonne, Erik, geboren te Gent op 27 april 1950, wonende te 9000 Gent, Emile Moyson-laan 158.	
Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (63672)	
Remplacement d'administrateur provisoire Vervanging voorlopig bewindvoerder Vrederegerecht van het kanton Dendermonde	
Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Dendermonde, verleend op 1 juni 1999, werd Mr. Peeters, Marc, advocaat, wonende te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52, toegevoegd als voorlopige bewindvoerder over Verhofstadt, Maria, geboren te Schoonaarde op 22 januari 1913, wonende te 9200 Dendermonde, steenweg van Aalst 110, Rusthuis Kasteelhof, ter vervanging van Mevr. Mertens, Lisette, wonende te 9200 Dendermonde, Lindestraat 56.	
Dendermonde, 1 juni 1999.	
De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Janssens, Magda. (63673)	

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek	
Acceptation sous bénéfice d'inventaire Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving	
L'an mil neuf cent nonante-neuf, le neuf avril, au greffe du tribunal de première instance de Nivelles, province de Brabant wallon, a comparu : Mme Dekock, Josette Julie Thérèse, née à Genval le 9 décembre 1926, domiciliée à 1338 Lasne, Quartier du Tailleur de Pierre 1, laquelle comparante, s'exprimant en français, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Theys, Valérie Elisa Ghislaine, née à Genval le 20 novembre 1906, de son vivant domiciliée à Rixensart, rue du Vallon 92, et décédée le 30 mars 1999 à Rixensart (Genval).	
Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.	
(Signé) Tielemans; Dekock, Josette. (17546)	
Bij verklaring ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent van 31 mei 1999, werd aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving door Mevr. Grietje Renata Diana Verspeeten, wonende te 9000 Gent, Sint-Jacobsnieuwstraat 60, handelend in hoedanigheid van moeder-wettige-voogdes over de persoon en de goederen van haar minderjarig kind, zijnde Jan August De Badts, geboren te Gent op 2 november 1994, met haar wonende, de nalatenschap van de heer Bruno Henri De Badts, geboren te Sint-Amandsberg op 1 december 1962, laatst wonende te 9000 Gent, Gelukstraat 34, en overleden te Gent op 2 maart 1998.	
(Get.) Heribert Grooten, notaris. (17547)	
Rechtbank van eerste aanleg te Gent	
Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 28 mei 1999, heeft notaris Sylvère Butin, kantoorhoudende te 9052 Zwijnaarde, Eedstraat 70, handelend als gevolmachtigde van :	
Buysschaert, Lucie Roberte Agnes F., geboren te Gent op 8 maart 1927, wonende te 9000 Gent, Kattenberg 32, handelend in eigen naam;	
Verheye, Stephan Jean Adolphe Luc Raoul, geboren te Gent op 23 november 1948, wonende te 9000 Gent, Bevrijdingslaan 262, handelend in eigen naam;	
Verheye, Danielle Marina Hilde Agnes C., geboren te Gent op 24 februari 1950, wonende te 9420 Erpe-Mere, Zandstraat 72, handelend in eigen naam,	
verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Verheye, Raoul Leon Camille, geboren te Aken op 12 april 1923, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Frans Van Ryhovelaan 196, en overleden te Gent op 24 oktober 1998.	
De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het <i>Belgisch Staatsblad</i> , hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op de studie van notaris Sylvère Butin, voornoemd.	
Gent, 28 mei 1999.	
(Get.) Thea De Groot, eerstaanwezend adjunct-griffier. (17548)	

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord
Rechtbank van koophandel te Antwerpen
Bij vonnis van de 22e kamer van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 1999, werd de voorlopige opschorting van beta-ling toegekend, voor een periode eindigend op 30 november 1999, aan Yoake N.V., Hoveniersstraat 2570, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 271085, BTW 437.591.843.
Commissaris in opschorting : Vanhoucke, Guy, Anselmostraat, 2018 Antwerpen-1.
Indienen van de schuldvorderingen vóór 1 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, ingang Stockmans-straat, tweede verdieping.
Uitspraak over de definitieve opschorting zal gebeuren door de 22e kamer van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, zetelend in het gerechtsgebouw, ingang Stockmansstraat, tweede verdieping, op 30 november 1999, om 11 u. 30 m.
De rechtbank heeft bepaald dat Yoake N.V. geen daden van beschik-king mag stellen zonder machtiging van de commissaris inzake opschorting.
De griffier-hoofd van dienst, (get.) H. Wauters.
(Pro deo) (17549)

Faillite – Faillissement
Rechtbank van koophandel te Brussel
Bij vonnis d.d. 25 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekenten- is, het faillissement van de C.V. Swiss Clean, Guldenschaapstraat 30, 1800 Vilvoorde, H.R. Brussel 520311.
Rechter-commissaris : M.-M. Buelens-Princen.
Curator : Mr. Mombaers, Jos, O.L.V. Broedersstraat 3, 3300 Tienen.
De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld- vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.
Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorde- ringen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal B.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Mombaers.
(Pro deo) (17551)

Bij vonnis van 26 mei 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Bouloss, met maatschappelijke zetel te 1853 Strombeek-Bever, Jozef Van Elewijckstraat 90, bus 6, BTW 432.724.324, gesloten bij ontoereikend actief.
De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot.
(17552)

Bij vonnis van 26 mei 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Apotheek Stas, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 3090 Over- ijse, Kleine Veldweg 18, BTW 426.969.749, gesloten bij gebrek aan actief.
De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot.
(17553)

Bij vonnis van 26 mei 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Yine Merhaba, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Ernest Laudestraat 25, BTW 455.630.180, gesloten bij gebrek aan actief.
De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot.
(Pro deo) (17554)

Tribunal de commerce de Bruxelles
Par un jugement du 26 mai 1999 la faillite de la S.P.R.L. Organisatie- kantoor Meja, avec siège social à 1000 Bruxelles, rue de la Presse 4, T.V.A. 437.081.208, a été clôturée à insuffisance d’actif.
La société faillie fut déclarée non excusable.
Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Lodewijk De Mot. (17555)

Rechtbank van koophandel te Brussel
Bij vonnis van 26 mei 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Organisatiekantoor Meja, met maatschappelijkje zetel te 1000 Brussel, Drukpersstraat 4, BTW 437.081.208, gesloten bij ontoereikend actief.
De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot.
(17555)

Tribunal de commerce de Bruxelles
Par jugement du 25 mai 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Corner Corporation, avec siège social à 1050 Bruxelles, avenue des Saisons 100-102, bte 30, R.C. Bruxelles 630670, T.V.A. 418.157.201.
Juge-commissaire : M. Buelens-Princen.
Curateur : Me J. Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V. Broeders- straat 3.
Introduction des créances :
Dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles.
Clôture du procès-verbal de vérification des créances : 30 juin 1999, à 14 heures, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles.
Le curateur, (signé) J. Mombaers.
(Pro deo) (17556)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van Corner Corporation B.V.B.A., Jaargetijden-
laan 100-102, bus 30, 1050 Elsene, H.R. Brussel 630670.

Rechter-commissaris : M.-M. Bulens-Princen.

Curator : Mr. Mombaers, Jos, O.L.V. Broedersstraat 3, 3300 Tienen.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorde-
ringen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Mombaers.

(Pro deo) (17556)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 31 mai 1999, le tribunal de commerce de Charleroi,
première chambre, a déclaré en faillite, sur aveu, la S.A. Ets Bertrand &
Cie, R.C. Charleroi 2265, dont le siège social est établi à 6042 Lodelin-
sart, chaussée de Bruxelles 44.

Par même jugement, le tribunal a pris les dispositions suivantes :

Date provisoire de cessation des paiements : le 28 mai 1999.

Juge-commissaire : M. Francis De Clercq.

Curateur : Me Pierre Samain, avocat à 6000 Charleroi, boulevard
Audent 19, btes 1-2, tél. : 071/31 20 11.

Dépôt des créances : avant le 22 juin 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le
20 juillet 1999, à 8 h 30 m.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Samain.

(Pro deo) (17557)

Le tribunal de commerce de Charleroi, par jugement en date du
1^{er} juin 1999, a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Manhattan,
magasin Spar, dont le siège est à 7134 Leval-Trahegnies, rue
Albert I^{er} 285, R.C. Charleroi 183158, T.V.A. 453.585.460.

Le même jugement dispose comme suit :

Juge-commissaire : M. Jean L'Heureux.

Curateur : Me Halbrecq, Jean, avocat à 6540 Lobbes, rue de
l'Abbaye 26.

Date provisoire de cessation des paiements : 31 mai 1999.

Déclarations de créances à déposer avant le 22 juin 1999 au greffe du
tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel, 6000 Char-
leroi.

Procès-verbal de vérification des créances : le 20 juillet 1999, à
8 h 15 m.

Huissier-commis : Me Serge Belajews.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbrecq.

(Pro deo) (17558)

Par jugement du 1^{er} juin 1999, la première chambre du tribunal de
commerce de Charleroi a prononcé la clôture de la faillite de la
S.A. Ediflor Benelux, dont le siège social était sis à Buvrinnes, rue de
Bienne 45, R.C. Charleroi 176864, T.V.A. 449.663.690, pour insuffisance
d'actif.

Charleroi, le 1^{er} juin 1999.

Le curateur, (signé) B. Grofils.

(Pro deo) (17559)

Par jugement du 18 mai 1999, le tribunal de commerce de Charleroi,
première chambre, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations
de la faillite de la S.P.R.L.U. Fiorenza Michel, dont le siège était sis à
6200 Châtelineau, rue Maréchal Foch 34, R.C. Charleroi 181982,
déclarée par jugement du même tribunal en date du 4 novembre 1996.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu d'accorder l'excusabilité à la société
faillie.

Juge-commissaire : M. Furlan.

Curateur : Pierre Lemaire, avocat à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 65.

Le curateur, (signé) P. Lemaire.

(Pro deo) (17560)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de
Charleroi en date du 31 mai 1999, a été déclarée la faillite de la
S.P.R.L. Argento et Cie, rue Beausart 71, 6031 Monceau-sur-Sambre,
R.C. Charleroi 173314.

Le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au
31 mai 1999, et ordonne aux créanciers de déposer leur déclaration de
créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le
22 juin 1999, le procès-verbal de vérification des créances devant se
dérouler à 8 h 30 m du matin dans la chambre du conseil de la première
chambre du tribunal précité siégeant au local ordinaire de ses
audiences, palais de justice de Charleroi, le 20 juillet 1999.

Le tribunal a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Benoît
Hardy, et en qualité de curateur, Me Pierre Jandrain, avocat à
6000 Charleroi, boulevard Audent 25.

Le pro-deo a été accordé.

Charleroi, le 31 mars 1999.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Pierre Jandrain.

(17561)

Par jugement du 31 mai 1999, le tribunal de commerce de Charleroi,
première chambre, a déclaré en faillite, sur assignation, la S.P.R.L. Gero-
nimmo et Co, dont le siège social est établi à 6000 Charleroi, rue du
Palais 2/2, R.C. Bruxelles 500703, T.V.A. 433.012.552.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date provisoire de cessation
de paiement au 31 mai 1999.

Juge-commissaire : M. Dolne Pholien.

Curateur : Me Francis Hertsens, avocat à 6000 Charleroi, rue de la
Justice 1a.

Dépôt des créances : avant le 22 juin 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le
20 juillet 1999, à 8 h 30 m.

Le pro deo a été accordé.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Hertsens.

(17562)

Par jugement du 31 mai 1999, le tribunal de commerce de Charleroi,
première chambre, a déclaré en faillite, sur assignation, la
S.P.R.L. Super Façade, dont le siège social est établi à 6567 Merbes-le-
Château (Fontaine Valmont), rue Edouard Huys 53, R.C. Charleroi
142493, T.V.A. 425.960.454.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date provisoire de cessation
de paiement au 31 mai 1999.

Juge-commissaire : M. R. Lemaitre.

Curateur : Me Francis Hertsens, avocat à 6000 Charleroi, rue de la
Justice 1a.

Dépôt des créances : avant le 22 juin 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le
20 juillet 1999, à 8 h 30 m.

Le pro deo a été accordé.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Hertsens.

(17563)

Par jugement du 1^{er} juin 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour absence d’actif, de la faillite de la S.C.R.I.S. Carobeman, dissoute et liquidée dont le siège était établi à Gosselies, chaussée de Nivelles 199, R.C. Charleroi 183531. La faillite avait été déclarée par jugement du 19 mai 1998.

L’excusabilité n’a pas été sollicitée ni accordée.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Cornil.
(Pro deo) (17564)

Par jugement du 1^{er} juin 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour insuffisance d’actif, de la faillite de la S.P.R.L. Simplement, dont le siège était établi à Rèves, rue de la Station 62, R.C. Charleroi 166559. La faillite avait été déclarée par jugement du 24 janvier 1994.

L’excusabilité n’a pas été sollicitée ni accordée.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Cornil.
(Pro deo) (17565)

Tribunal de commerce de Liège

Vu l’aveu de cessation de paiement déposé le 31 mai 1999, le tribunal de commerce de Liège, par jugement du 2 juin 1999, a prononcé la faillite de Mme Danielle Martha Thiry, née à Sougné-Remouchamps le 28 avril 1954, divorcée, R.C. Liège 194373, T.V.A. 725.196.546, domiciliée à Neupré, rue de l’Ermitage 38, avec date du début des opérations commerciales le 9 mai 1996, pour les activités suivantes : exploitation d’un débit de boissons et petite restauration en fait à Liège, place Général Leman 12B, sous la dénomination « Le Sixties ».

Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe le 2 juillet 1999 au plus tard.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée en la salle des faillites, cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1^{er} étage, au mardi 13 juillet 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy, quai des Tanneurs 24, 4020 Liège. (17566)

Par jugement du 1^{er} juin 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée « Village Sportif S.C. », ayant son siège social à 4052 Chaudfontaine (Beaufays), rue Pré Lorint 17, R.C. Liège 173027, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} juillet 1990, pour l’exploitation en fait à 4140 Sprimont, rue du Grand Bru 20, avec les activités suivantes : promotion et organisation d’activités sportives, culturelles et de spectacles, organisation de séminaires et de stages de toute nature, tant dans les locaux qu’à l’extérieur de l’entreprise, acquisition, exploitation et concession de brevets, licences ou marques relatifs à son objet social, promotion d’articles publicitaires à sa marque; exploitation de brasserie, cafétaria, taverne avec petite restauration; restaurant..., T.V.A. 440.944.974.

Le même jugement rapporte que l’état de cessation de paiement persistant de la société Village Sportif remonte à plus de six mois.

Juge commissaire : M. Jean-François Grisard.

Date de clôture pour le dépôt des créances : 1^{er} juillet 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 13 juillet 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Pierre Cavenaille, avocat, rue Julien d’Andrimont 23/25, à 4000 Liège. (17567)

Tribunal de commerce de Mons

Jugement du 17 mai 1999

Le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d’actif, de la faillite de Mme Nadine Darchambeau, et déchargé le curateur de ses fonctions.

Le même jugement dit la faillie excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Etienne Francart.
(Pro deo) (17568)

Par jugement du 27 mai 1999, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de Mme Léonce Barrois, domiciliée à 7012 Jemappes, avenue Foch 802, exploitant un commerce de fleurs et plantes d’ornement, sous la dénomination « Fleurs Martine », R.C. Mons 68068, T.V.A. 620.124.859.

Juge-commissaire : M. De Haan.

Curateur : Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 25 juin 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : 13 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart.
(Pro deo) (17569)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 1^{er} juin 1999, le tribunal de commerce de Neufchâteau a déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Spoiden-Maquet, siège social rue des Maies 104B, 6600 Bastogne, R.C. Neufchâteau 20582, pour assurances, crédits et financements.

Juge-commissaire : M. H. Pottier, juge consulaire.

Epoque de la cessation des paiements fixée au 1^{er} avril 1999.

Les créanciers doivent faire au greffe du tribunal de commerce de 6840 Neufchâteau, rue Fr. Roosevelt 33, la déclaration jurée de leur créance avant le jeudi 1^{er} juillet 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au lundi 2 août 1999, à 14 heures, en l’auditoire du tribunal de commerce, palais de justice, place Charles Bergh, à 6840 Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Slachmuylders, Denis, avocat, rue des Ecoles 1, 6600 Bastogne. (17570)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, pour insuffisance d’actif, la faillite de la S.A. Records Sports, dont le siège était sis rue de Mons 24, à 1400 Nivelles.

Le tribunal n’a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (17571)

Par jugement du 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, pour insuffisance d’actif, la faillite de la S.A. Big Wall, dont le siège était sis rue Cerisier d’Haine 5, à 1301 Bierges.

Le tribunal n’a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (17572)

Tribunal de commerce de Nivelles		
—		
Par jugement du 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, pour insuffisance d’actif, la faillite de la S.P.R.L. Rainbow, dont le siège était sis rue du Petrau 13, à 1390 Grez-Doiceau.		
Le tribunal n’a pas déclaré la faillie excusable.		
Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.		
La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont.	(Pro deo)	(17573)

Tribunal de commerce de Namur		
—		
Par jugement du 20 mai 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d’actif, les opérations de la faillite de la S.C.R.L. New Sound, dont le siège social était établi à 5140 Tongrines, chaussée de Gembloux 51, R.C. Namur 61897, T.V.A. 441.130.957, prononcé par jugement du tribunal de Namur en date du 22 avril 1999.		
(Signé) Jean-Louis David; Patrick Buysse, curateurs.		(17574)

Par jugement du 20 mai 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d’actif, les opérations de la faillite de la S.C.R.L. Focus News, dont le siège social était établi à 5190 Jemeppe-sur-Sambre, rue Haut Cortil 1, R.C. Namur 61047, T.V.A. 439.868.571, prononcé par jugement du tribunal de Namur en date du 25 février 1999.		
(Signé) Jean-Louis David; Patrick Buysse, curateurs.		(17575)

Tribunal de commerce de Verviers		
—		
La société privée à responsabilité limitée « Le Brin Retrouvé », en liquidation, dont le siège social est établi à 4845 Jalhay, Solwaster 85, R.C. Verviers 61751, a été déclarée en faillite par jugement du 18 novembre 1996.		
Juge-commissaire : M. Vermeire, Albert.		
Curateur : Me Defrance, Pierre-Eric F.J.		
Par jugement du 20 mai 1999 le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée pour insuffisance d’actif.		
Par le même jugement la faillie a été déclarée non excusable.		
Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx.		(17576)

Schomus, Danielle Marie Louis, née à Malmedy le 30 mars 1962, domiciliée à 4960 Malmedy, rue Derrière la Vaulx 42, R.C. Verviers 66764, pour l’exploitation d’un commerce de détail en alimentation générale et articles de ménages, au domicile, sous l’appelation « Au Cochon des Fagnes », a été déclarée en faillite par jugement du 18 avril 1996.		
Juge-commissaire : M. Lesuisse, Léonard.		
Curateur : Me Zimmerman, Brigitte.		
Par jugement du jeudi 20 mai 1999 le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.		
Par le même jugement le tribunal a déclarée la faillie excusable.		
Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx.		(17577)

Faillites sur aveu		
Par jugement du 27 mai 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée Come Back, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue Pierre David 87, R.C. Verviers 48546, T.V.A. 420.711.071, pour l’exploitation de buvette (ayant cessé en juillet 1998), et l’activité de conseil en gestion (ayant cessé en février 1999).		
Juge-commissaire : M. Jean-Pierre Deblanc.		
Curateur : Me Albert Grondal, place Général Jacques 20, 4800 Verviers.		
Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.		
Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 23 juillet 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.		
Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx.		(17578)
(Pro deo)		

Par jugement du 27 mai 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société anonyme Brasserie verviétoise, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue Pierre David 87, R.C. Verviers 45501, T.V.A. 417.107.126, pour le négoce de boissons (cessation d’activité en février 1998).		
Juge-commissaire : M. Jean-Pierre Deblanc.		
Curateur : Me Albert Grondal, place Général Jacques 20, 4800 Verviers.		
Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.		
Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 23 juillet 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.		
Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx.		(17579)
(Pro deo)		

Rechtbank van koophandel te Antwerpen		
—		
Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Geens Trading C.V., Blijkerijstraat 16, 2390 Malle, H.R. Antwerpen 270636, BTW 437.743.578, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.		
De curator, (get.) Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1.		(17580)
(Pro deo)		

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van List Concept, C.V. met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid, Jupiterstraat 8, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 301366, BTW 452.134.024, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.		
De curator, (get.) Mr. Verstraeten, Peter, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).		(17581)
(Pro deo)		

Bij vonnis in datum van 1 juni 1999 is Las-Pipping- & Montage B.V.B.A., in het kort : « L.P. & M. », Oude Steenweg 35, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 305239, BTW 453.412.048, bijzondere werkplaats voor de metaalverwerkende nijverheid, op bekentenis, failliet verklaard.		
Rechter-commissaris : de heer Wouters, Walter.		
Curator : Mr. Saelen, Agnes, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1.		
Datum van de staking van betaling : 1 juni 1999.		
Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 juli 1999.		

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Saelen, Agnees. (Pro deo) (17582)

Bij vonnis in datum van 1 juni 1999 is Château Hof ter Beke B.V.B.A., Boomsesteenweg 906, 2610 Wilrijk (Antwerpen), niet ingeschreven in het handelsregister van Antwerpen, BTW 463.027.619, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Correwijn, Jan.

Curator : Mr. Mertens, Jan Lodewijk, Verbertstraat 22, 2900 Schoten.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Mertens, Jan Lodewijk. (Pro deo) (17583)

Bij vonnis in datum van 1 juni 1999 is Provimex C.V., Graaf Van Hoornestraat 45, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 281171, BTW 442.927.239, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Wouters, Walter.

Curator : Mr. Schwagten, Werenfried, Hovestraat 28, 2650 Edegem.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Schwagten, Werenfried. (Pro deo) (17584)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Assur Information B.V.B.A., in vereffening, Vestingstraat 53, 2018 Antwerpen-1, BTW 447.737.746, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (17585)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Vercruysse, Etienne Achille Joseph, geboren te Schoten op 24 juli 1951, wonende en handeldrijvende te 2940 Stabroek, Witvenstraat 96, onder de benaming « Revelation », groothandel, import en export in schoonheidsproducten en toiletartikelen, H.R. Antwerpen 265777, BTW 508.269.310, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Joris, Wilfried, Marktpllein 22, 2110 Wijnegem. (Pro deo) (17586)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Atlantis-Nautic B.V.B.A., Noorderlaan 98, bus 18, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 259820, BTW 432.316.429, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Van Goethem, Inge, Plantin & Moretuslei 174, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (17587)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Incosina, C.V. met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid, Brusselstraat 59, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 325939, BTW 461.886.383, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Greeve, Erik, Laarstraat 16C, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (17588)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Distributiecenum België B.V.B.A., in het kort : « D.C.B. », Spanjepandsteeg 5, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 296136, BTW 449.852.445, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Ferm, Patrick, Ringlaan 138, 2170 Merksem (Antwerpen). (Pro deo) (17589)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Honley Market B.V.B.A., Diepestraat 135, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 298752, BTW 450.840.360, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (17590)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Aida Trading B.V.B.A., Museumstraat 12, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 314859, BTW 453.610.008, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (17591)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van De Keninck, Julien Joannes, geboren te Reet op 16 juli 1950, wonende te 2630 Aartselaar, Stijn Streuvels1aan 19, bus 1, en handeldrijvende te 2630 Aartselaar, Laar 26, onder de benaming « D'Day », stopzetting handelswerkzaamheden d.d. 1 juni 1998, H.R. Antwerpen 283345, BTW 769.077.267, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Peeters, Luc, Frankrijklei 93, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (17592)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Gen-Art B.V.B.A., Kasteelpleinstraat 11, 2000 Antwerpen-6, BTW 457.877.315, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Marinower, Claude, Consciencestraat 7, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (17593)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Prof Sport B.V.B.A., Drie Koningenstraat 116, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 209476, BTW 417.280.835, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1. (17594)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Tempor N.V., Brialmontlei 68, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 311035, BTW 442.912.985, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1. (17595)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van E.T.I.S. N.V., Dr. Van de Perrelei 126, 2140 Borgerhout (Antwerpen), H.R. Antwerpen 278064, BTW 441.249.535, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (17596)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van The Entertainment Organisation, in vereffening, in het kort : « Tenor », Verlatstraat 23, bus 2, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 301499, BTW 449.762.967, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (17597)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Beseco B.V.B.A., Bisschoppenhoflaan 48, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 269798, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1. (17598)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van L’Incherie B.V.B.A., Quellinstraat 25, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 277663, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (17599)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Fereca B.V.B.A., Kruikstraat 26, 2018 Antwerpen-1, BTW 420.431.355, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Meerts, Jan, Mechelsesteenweg 12, 2000 Antwerpen-1. (17600)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Pyramide B.V.B.A., met zetel volgens dagvaarding te 3581 CV Utrecht (Nederland), Malibaan 72, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van der Hofstadt, Serge, Jan Van Rijswijcklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1. (17601)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van New Piper C.V., Wilgenlaan 24, 2940 Stabroek, H.R. Antwerpen 289456, BTW 447.100.318, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (17602)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van Francisco D’Anconia B.V.B.A., Antwerpsesteenweg 234, 2390 Malle, H.R. Antwerpen 273493, BTW 439.004.380, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Mertens, Ilse, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (17603)

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd het faillissement van New Pulse B.V.B.A., Rucaplein 531, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 297141, BTW 450.239.950, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel. (17604)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, van 27 mei 1999, werd de B.V.B.A. Dalimo, voorheen genaamd Restaurant ’t Molentje B.V.B.A., doch sedert 29 december 1995 veranderd van naam naar Dalimo B.V.B.A., gevestigd te 8380 Brugge (Zeebrugge), Baron de Maerelaan 211, H.R. Brugge 67114, BTW 433.601.975, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Emile Vanbiervliet.

Curatoren : Mrs. Rik Crivits en Chris Persyn, advocaten te 8000 Brugge, Komvest 48.

Datum van staking van de betalingen : 27 mei 1999.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, 8000 Brugge, vóór 25 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 5 juli 1999, om 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel in het gerechtsgebouw te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, op de eerste verdieping.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, Rik Crivits. (17605)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 28 mei 1999, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake N.V. Piens-Vanhecke, in vereffening, tussenpersoon in de handel, met laatst gekende maatschappelijke zetel te 9030 Mariakerke, Brugse Steenweg 640/a/e, doch feitelijk zonder gekend adres, H.R. Gent 158937.

Rechter-commissaris : de heer Alain Mys.

Datum staking van de betalingen : 28 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 25 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 3 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Didier Bekaert, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe. (17606)

Bij vonnis d.d. 28 mei 1999, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake N.V. Silver Enterprises, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Nieuwe Bosstraat 2, H.R. Gent 188770.

Rechter-commissaris : de heer Dirk Vandenbussche.

Datum staking van de betalingen : 28 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 25 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 6 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Koen Steenbrugge, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gouvernmentstraat 20.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe. (17607)

Bij vonnis d.d. 28 mei 1999, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake C.V. Lomejo, in vereffening, drankgelegenheid (geen sterke dranken) en lichte maaltijden, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Coupure 788, doch feitelijk zonder gekend adres, H.R. Gent 158667.

Rechter-commissaris : de heer Alain Mys.

Datum staking van de betalingen : 28 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 25 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 3 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Dirk De Groote, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Coupure 804.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe. (17608)

Bij vonnis d.d. 28 mei 1999, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake B.V.B.A. Le Sommelier, in vereffening, restauratiehouder, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Koekoeklaan 13, H.R. Gent 104538, BTW 406.715.357.

Rechter-commissaris : de heer Alain Mys.

Datum staking van de betalingen : 28 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 25 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 3 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Peter Van Caenegem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe. (17609)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd het faillissement van N.V. D.T.I., Haltstraat 52, Overpelt, H.R. Hasselt 65212, failliet verklaard in datum van 6 oktober 1994, voor gesloten verklaard na vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard. (Get.) R. Maes, curator. (17610)

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd het faillissement van C.V. Prof Bouw, Oostereinde 41, 3560 Lummen, H.R. Hasselt 74566, failliet verklaard in datum van 14 december 1995, voor gesloten verklaard na vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard. (Get.) R. Maes, curator. (17611)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : C.V.O.H.A. Dinner, met zetel te 9300 Aalst, Moorselbaan 73A, H.R. Aalst A6081.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 16 april 1999, werden de bewerkingen van voormeld faillissement gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief, de gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Eric Creytens, advocaat te 9400 Ninove, Centrumlaan 48/2. (Pro deo) (17612)

Bij bevelschrift van de heer Christophe Meert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, rechter-commissaris in het faillissement N.V. Breigoederen en Confectiefabriek Couck, Berkenlaan 1, 9470 Denderleeuw, H.R. Aalst 43509, worden de voorlopig of definitief aanvaarde schuldeisers uitgenodigd op de algemene vergadering van schuldeisers op donderdag 17 juni 1999, te 10 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank

van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, te Aalst, teneinde het verslag van de curatoren te horen over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Daarna zullen zij zich dienen uit te spreken over de eventuele voorstellen van de gefailleerde tot het bekomen van een concordaat.

De curatoren, (get.) M. Ghysens, L. Gillis, advocaten te Aalst. (17614)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 2 juni 1999, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Leco, kleinhandel in baby-en kinderuitzet, handeldrijvende onder de benaming « De Kinder-tuin », met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Ankerstraat 90, H.R. Sint-Niklaas 54429, BTW 453.922.386.

Staking van de betalingen vastgesteld : op 30 maart 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 2 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 14 juli 1999, te 15 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel.

Rechter-commissaris : de heer Herman De Cuyper, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Herman Willems, advocaat te Sint-Niklaas, Tereken 91. De curator, H. Willems. (17613)

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 6 april 1999, werden de bewerkingen van het faillissement van de heer Jacques Van Puyenbroeck, wonende te 9160 Lokeren, Brugstraat 85 W 4, H.R. Sint-Niklaas 48435, BTW 721.248.448, gesloten werden verklaard bij gebreke aan actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Anne-Marie Laureys, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40. (Pro deo) (17614)

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 6 april 1999, werden de bewerkingen van het faillissement van de B.V.B.A. Cegesco, met zetel te 9170 Sint-Pauwels, Potterstraat 167, H.R. Sint-Niklaas 41785, BTW 426.419.324, gesloten werden verklaard bij gebreke aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Anne-Marie Laureys, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40. (Pro deo) (17615)

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 6 april 1999, werden de bewerkingen van het faillissement van de N.V. Patri-Waas, met zetel te 9100 Sint-Niklaas, Kwakkelhoekstraat 112, H.R. Sint-Niklaas 51256, BTW 447.961.836, gesloten verklaard bij gebreke aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Anne-Marie Laureys, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40. (Pro deo) (17616)

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 6 april 1999, werden de bewerkingen van het faillissement van de C.V.B.A. Direct Services, met zetel te Lokeren, Gentse Steenweg 473, H.R. Sint-Niklaas 49518, BTW 443.906.939, gesloten verklaard bij gebreke aan actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Anne-Marie Laureys, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40. (Pro deo) (17617)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk
Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, werd op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de heer Henri Oscar Leopold Gesquiere, geboren te Moeskroen op 23 maart 1943, wonende te 8510 Rollegem, Tombroekstraat 71, handeldrijvende onder de benaming « l’Estaminet », H.R. Doornik 80353, caféuitbating. Overeenkomstig artikel 12 FW werd de datum van ophouding van de betalingen bepaald op datum faillissementsvonnis. Rechter-commissaris : de heer Joseph Dejaegher, rechter in handelszaken. Curator : Mr. Hilde Ver Elst, advocaat te 8530 Harelbeke, Lindenlaan 8. De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 20 juni 1999. Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen is vastgesteld op woensdag 7 juli 1999, om 10 u. 15 m., op de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk. De kosteloze rechtspleging werd toegekend. Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Hilde Ver Elst. (Pro deo) (17619)
Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 28 mei 1999 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de heer Messiaen, José, wonende te 8850 Ardooie, Druivenstraat 7, handeldrijvende onder de benaming « MCC Motors », met uitbating te 8830 Gits, Bruggesteenweg z/n, H.R. Kortrijk 138793, BTW 681.250.202. Rechter-commissaris : de heer Johan Bral, rechter in handelszaken. Curator : Mr. Marleen Verfaellie, advocaat te 8500 Kortrijk, Doorniksewijk 66. Tijdstip van ophouding van betalingen vastgesteld op 28 mei 1999. De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 21 juni 1999. Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op woensdag 14 juli 1999, om 9 u. 45 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A. Voor eensluidend uittreksel : voor de curator, (get.) Marleen Verfaellie. (17620)
Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Grafitexx, met zetel te 8790 Waregem, Lindestraat 87, H.R. Kortrijk 135055, ontwerp bureau, BTW 440.980.212. Overeenkomstig de bekentenis werd de datum van ophouding van de betalingen bepaald op 26 mei 1999. Rechter-commissaris : de heer Joseph Dejaegher, rechter in handelszaken. Curator : Mr. Hilde Ver Elst, advocaat te 8530 Harelbeke, Lindenlaan 8. De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 20 juni 1999. Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen is vastgesteld op woensdag 7 juli 1999, om 10 uur, op de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk. Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Hilde Ver Elst. (17621)

Rechtbank van koophandel te Mechelen
Bij vonnis d.d. 31 mei 1999, werd, op dagvaarding, geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Fetish Fantasy, met zetel te 2800 Mechelen, Zandpoortvest 28, H.R. Mechelen 75738, BTW 452.352.471. Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils. Curator : Mr. Etienne De Ridder, advocaat te Mechelen, er kantoorhoudende aan de Leopoldstraat 29. Datum staking van betalingen : 31 mei 1999. Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, vóór 28 juni 1999. Nazicht van de schuldvorderingen : op 14 juli 1999, om 8 u. 30 m., in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel, eerste verdieping, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen. Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) E. De Ridder. (17622)
Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd, op dagvaarding, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Grootaers & Grootaers, artiestenmanagement, met zetel te 2500 Lier, Gaslei 32, H.R. Mechelen 83995, BTW 444.558.819. Datum staking betaling : 31 mei 1999. Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils, rechter in handelszaken. Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62. Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk 30 juni 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen. Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 14 juli 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen. Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (17623)
Rechtbank van koophandel te Turnhout
Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout, d.d. 25 mei 1999, werd het faillissement van Vervoort, Roger, geboren te Herenthout op 20 september 1948, en wonende te 2270 Herenthout, Geldenstraat 33, H.R. Turnhout 56995, gesloten verklaard bij vereffening. De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard. De curator, (get.) J. Van Looy. (17624)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Bij vonnis van 1 juni 1999 van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Keibergplant, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Gütenbergsquare 15, H.R. Brussel 444987, dat voorheen werd uitgesproken op 13 april 1999, ingetrokken. Voor Henry Mackelbert, (get.) Jannick Everaardt. (17640)
--

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête du 19 mai 1999, M. James Roland Dominic Graham, physicien, et son épouse, Mme Vinciane Annie Jeanine Marie Forget, administrateur de société, demeurant ensemble à Saint-Gilles, rue de Bordeaux 34, mariés sous le régime de la séparation de biens avec société d’acquêts, en vertu de leur contrat de mariage reçu par Me Jean-Luc Indekeu, notaire à Bruxelles, ont demandé au tribunal de première instance à Bruxelles, l’homologation de l’acte passé devant
--

Me Jean-Luc Indekeu, prédit, portant modification de leur régime matrimonial par apport au patrimoine commun d'une maison sise à Saint-Gilles, rue de Bordeaux 34, cadastrée section B, n° 49/P/2, propriété de M. Graham.

Pour les requérants, (signé) Jean-Luc Indekeu, notaire. (17626)

Par requête en date du 25 mai 1999, M. Marcel Désiré Emmanuel Ghislain Janmart, invalide, et son épouse, Mme Anne Marie François, femme au foyer, ensemble domiciliés à Fernelmont-Cortil Wodon, rue des Triches 28, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Namur, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par M. Michel Herbay, notaire à Eghezée, en date du 22 mai 1999, prévoyant notamment l'apport d'un bien propre à M. Marcel Janmart au patrimoine commun.

(Signé) Michel Herbay, notaire à Eghezée. (17627)

Suivant jugement prononcé le 12 avril 1999 par le tribunal de première instance de Mons, le contrat modificatif du régime matrimonial, adoptant le régime de la séparation des biens, entre M. Alain Ghislain Dewavre, menuisier, né à Soignies le 10 janvier 1967, et Christine Marie Alberte Decreme, employée, née à Soignies le 25 janvier 1967, dressé par le notaire Xavier Bricout, de résidence à Soignies, le 26 octobre 1998, a été homologué.

(Signé) X. Bricourt, notaire. (17628)

Le soussigné, Philippe Glibert, notaire à Beaumont, atteste par la présente que par requête en date du 10 mai 1999, M. Koen Peter Johan Geelen, employé, né à Hasselt le 5 novembre 1965, et son épouse, Mme Laurence Ghislaine Roger, infirmière, née à Charleroi le 3 juillet 1968, domiciliés et demeurant ensemble à Thuin (ex-Gozée), rue de Marchienne 120, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Philippe Glibert, à Beaumont, en date du 10 mai 1999.

Ledit contrat prévoit l'apport en communauté de biens propres à l'épouse, ainsi qu'une récompense à l'épouse en cas de dissolution du mariage autrement que par décès de l'un des époux.

Fait à Beaumont, le 1^{er} juin 1999.

(Signé) Philippe Glibert, notaire. (17629)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie op 30 april 1999 hebben de heer Germanus, Mark Louis Maria, en zijn echtgenote, Mevr. Lelukhina, Elene Vladimirovna, ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de akte verleden voor notaris Frank Celis, te Antwerpen, op 6 april 1999, waarbij zij hun huwelijksstelsel wijzigden.

Namens de verzoekers, (get.) Frank Celis, notaris. (17630)

Bij verzoekschrift van 25 mei 1999, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, hebben de heer Monu, Josephus Aloysius Maria Louisa Renatus, bruggepensioneerde, geboren te Merksem op 21 juni 1935, en diens echtgenote, Mevr. Depestel, Simone Laura Denise Marie, huisvrouw, geboren te Antwerpen op 28 augustus 1935, samenwonend te Kalmthout, Kievitstraat 20, homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Francis De Boungne, te Kalmthout, op 25 mei 1999, inhoudende vervanging van het stelsel van scheiding van goederen, tussen genoemden bestaande, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Adolf Van Tricht, te Merksem, op 16 april 1958, door het stelsel van algehele gemeenschap van goederen.

Kalmthout, 25 mei 1999.

Voor de verzoekers, (get.) Francis De Boungne, notaris te Kalmt-hout. (17631)

Ingevolge verzoekschrift van 26 mei 1999 hebben de echtgenoten, Jos Henri Elisabeth Geuns-Scheelen, Godelieve Hubertina Josephina, wonende te 3990 Peer, Collegelaan 3, bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een verzoekschrift ingediend tot homologatie van de akte houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jan Homans, te Peer, op 26 mei 1999.

De akte behelst inbreng in de gemeenschap van eigen onroerend goed.

(Get.) J. Homans, notaris. (17632)

Bij verzoekschrift van 17 mei 1999 hebben de heer Strauwen, Ivo Leon Georges, arbeider, geboren te Sint-Truiden op 10 september 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Wintmolders, Alida Regina Ghislana, arbeidster, geboren te Sint-Truiden op 12 februari 1958, samenwonende te 3850 Nieuwerkerken (Kozen), Dorpsstraat 61, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, om homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel verzocht.

Wijziging : behoud van het wettelijk stelsel, maar met inbreng van een eigen goed in de gemeenschap.

(Get.) Véronique Despiegelaere, notaris te Sint-Truiden. (17633)

Bij verzoekschrift d.d. 20 mei 1999, hebben de heer Achten, Florent Maurice, werkzoekende, geboren te Bommershoven op 28 maart 1949, en zijn echtgenote, Mevr. Strauven, Lamberte Jean Mariette, huisvrouw, geboren te Sint-Truiden op 8 oktober 1951, wonende te 3870 Heers-Vechmaal, Sint-Martinusstraat 7, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Anna Delwaide-Schautteet, ter standplaats Borgloon, op 20 mei 1999, houdende de inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksstelsel wordt gewijzigd.

(Get.) A. Delwaide-Schautteet, notaris. (17634)

Bij verzoekschrift van 28 april 1999 hebben de heer Roland Antoon Roelens, veiligheidsagent, en zijn echtgenote, Mevr. Christiana Maria Beeuwsaert, verpleegster, samenwonende te 8780 Oostrozebeke, Molstenstraat 92, bus 4, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Paul Soete, te Menen, op 4 juni 1997, aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Albert Cloet, te Oostrozebeke, op 28 april 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, met behoud van het wettelijk stelsel, door inbreng in de huwelijksgemeenschap van een onroerend goed te Wielsbeke, tweede afdeling Ooigem, Hulstersestraat 227, gekadaastreerd volgens recent kadastraal uittreksel sectie A, nr. 589/D, groot acht aren tweeëntachtig centiaren, door Mevr. Christiane Maria Beeuwsaert.

(Get.) Roland Roelens; Christiana Beeuwsaert. (17635)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Tribunal de première instance de Namur

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 31 mai 1999, Me Dohet, Julie, avocat à Namur, boulevard Baron Louis Huart 13, en qualité de curateur à la succession vacante de André, Freddy Emile Ghislain, né à Namur le 16 juillet 1946, de son vivant domicilié à 5100 Jambes, rue Major Mascaux 11/12, et décédé à Jambes le 27 décembre 1998.

Namur, le 31 mai 1999.

Le greffier-chef de service, (signé) M. Delhamende. (17636)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 31 mai 1999, Me Dohet, Julie, avocat à Namur, boulevard Baron Louis Huart 13, en qualité de curateur à la succession vacante de Ronflette, Claude Fernand René, né à Marchienne-au-Pont le 31 octobre 1929, de son vivant domicilié à 5100 Jambes, rue Major Mascaux 11/13, et décédé à Namur le 8 novembre 1998.

Namur, le 31 mai 1999.
Le greffier-chef de service, (signé) M. Delhamende. (17637)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, 5A kamer, verleend op 28 mei 1999, werd Mr. Stefaan Bonte, advocaat te 8600 Diksmuide, Keiendorpsstraat 170, aangewezen als curator van de onbeheerde nalatenschap van Maurice Theeten, geboren te Poperinge op 10 december 1931, in leven wonende te 8691 Alveringem-Stavele, Hoekjesstraat 10, overleden te Poperinge op 31 oktober 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht zich kenbaar te maken, bij aangetekend schrijven, aan het adres van hogervermelde curator.
De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) E. Van Cayseele. (17638)

Mutualité « EuroMut Mutualité Libre », 1090 Bruxelles

Conseil d'administration — Remplacement d'un administrateur

Conformément à l'article 39 des statuts de la mutualité, l'assemblée générale qui s'est tenue le 28 avril 1999 a élu M. Willy Callebaut administrateur en remplacement de M. Luc Willemyns, démissionnaire, dont il achèvera le mandat. (17639)

Ziekenfonds « EuroMut Onafhankelijk Ziekenfonds »
1090 Brussel

Raad van bestuur — Vervanging van een bestuurder

Overeenkomstig artikel 39 van de statuten van het ziekenfonds heeft de algemene vergadering van 28 april 1999 de heer Willy Callebaut in de hoedanigheid van bestuurder aangeduid ter vervanging van de heer Luc Willemyns, ontslagnemend, van wie hij het mandaat zal beëindigen. (17639)